CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits; de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE II.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

MDCCXXXI

RECUEIL
DES
OEUVRES
COMPLETTES
DE
VOLTAIRE.

A KEHL,
DE L'IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE-TYPOGRAPHIQUE.

M. DCC. LXXXIX.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1719.

5. Janv. — *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains comme Souverain des Païs Héréditaires, & les Rois de la* GRANDE-BRETAGNE *& de* POLOGNE *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719. 1

8. Janv. — *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur le sujet de la Rupture entre la France & l'Espagne.* 3

9. Janv. — *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janv.* 1719. 7

Mars. — *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick.* 8

19. Août. — *Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe* MARIE.JOSEPH, *Epouſe du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. ibid.

18. Nov. — *Conventio inter* SACRAM CÆSAREAM *& Catholicam Majeſtatem & Regiæ Majeſtates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimeſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quo quidem elapſo, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis* 18. *Novembris* 1719. Cum *Binis ſeparatis Articulis & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* 12

$\frac{2}{20}$. Nov. — *Traité de Paix entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur & Duc de Brunswick &* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchés de Bremen, & de Verden ſont cedez audit Roi, comme Electeur & Duc de Brunswick, avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les poſſedoit par la Paix de Weſtphalie, y compris ſpecialement le Droit de voix & de Séance aux Diètes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, & les Droits ſur le Chapitre Cathedral de Hambourg & ſur celui de Breme; comme auſſi la proprieté de la Ville de Wilshauſen avec ſon Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur & Duc promet à Sa Majeſté Suedoiſe, de lui faire payer en trois Termes une Somme d'un Million d'Ecus Monnoye de Leipzick, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Juſtice conformément aux promeſſes du feu Roi* CHARLES XII. *à ceux, qui ſe trouveront avoir été grevés, dans la grande & generale Reduction qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maiſon de Holſtein-Gottorp, & de même de les renouveller preſentement ſelon & en conformité de la Conjonction preſente. Fait à Stockholm le* $\frac{2}{12}$. *Novembre* 1719. Avec *les* ARTICLES SEPARES, *portant que le Roi Electeur donnera une entiere ſatisfaction à la Couronne de Suede au ſujet des Contributions exigées du Païs par ſes Generaux, avant qu'on eût pris poſſeſſion, comme auſſi, à l'égard du Magazin de la Forteresſe d'Ottersberg, du Vaiſſeau de Guerre Bremer-Schluſſel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers & Sujets du Païs, le tout ſelon le Reglement, qui en ſera fait, & convenu par des Commiſſaires, qu'on nommera ſur ce ſujet, de part & d'autre. Fait à Stockholm le* $\frac{2}{12}$. *Novembre* 1719. 15

ANNO 1719.

1720. 26. Janv. — PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Pariſiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præſertim in eo quod ſpectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. 17

21. Janv. / 1. Fevr. — *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Suecorum Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Chriſtianiſſimo percuſſum, quo anterioribus Fœderibus reaſſumptis, & pro baſi hujus habitis, Partes conveniunt de auxilio ſibi invicem in omni caſu neceſſitatis ferendo, Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adeſſe Subſidiis & Armis in Bello præſenti contra* CZARUM *Moscoviæ, eoque continuare ad Pacem usque reſtaurandam, Regina vero ſe & Regna ſua obſtringit ad perpetuam Guarantiam Succeſſionis Regiæ Britanniæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die* 21 *Januarii* 1720. 18

21. Janv. / 1. Fevr. — *Traité de Paix entre* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de* Pruſſe, *fait & conclu par la Mediation de Leurs*

ANNO 1720.

Leurs Majeſtez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de la Grande-Bretagne & la Reine, le 18—29. Août 1719. y eſt poſé pour fondement, Sa Majeſté Suedoiſe y cede à Sa Majeſté Pruſſienne la Ville de Stetin avec le Territoire ſitué entre l'Oder & le Pehne, comme auſſi les Isles de Wollin, & de Uſedom, & les Villes de Dam, & de Golnau avec leurs appartenances; le Pehne ſervira desormais de Limites entre la Pomeranie Pruſſienne, & la Pomeranie Suedoiſe, au cas que celle-ci puiſſe être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majeſté Pruſſienne promet d'employer ſes meilleurs offices. Quant au Droit de voix, & de ſeance aux Diètes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties ſur le pied des anciens Traitez. Au ſurplus Sa Majeſté Pruſſienne promet de conſerver les Habitans des Lieux, qui lui ſont cedez, en tous leurs Privileges & en tous leurs Droits publics & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion ſelon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune aſſiſtance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Poſtes, & même de donner aux Suedois une Maiſon franche à Anclam pour y recevoir & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S, *contenant un engagement reciproque d'aſſiſter les Evangeliques & les Reformés dans leurs juſtes Griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traités de Weſtphalie, & d'Oliva. On y convient auſſi que les Arrerages qui ſe trouveront dûs à la Suede ſur le Païs cedé au Roi de Pruſſe lui ſeront payés, & qu'on lui donnera ſatisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cauſe de la Partie non cedé, en cas que le Roi de Dannemarc qui la tient, lui en faſſe reſtitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier* 1720. 21

17. Fevr. PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceſſio iterata, & per Plenipotentiarium ſuum, ad Tractatum ſive Concordatum Londini 2. Auguſti ejusdem anni initum extenſa. Acta Hagæ-Comitum 17. Febr.* 1720. 26

6. Mai. *Convention faite entre le Comte de* MERCI, *General de l'Armée Imperiale & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, portant qu'il y aura un Armiſtice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation, que cependant les Villes de Palerme, Caſtel-à-Mare, & Molo, avec leurs Forts, ſeront évacuées cinq jours après la Signature de la preſente Convention, comme auſſi la Ville d'Agouſta, mais ſeulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtimens neceſſaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne ſe doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur Argent, les Bâtimens dont ils auront beſoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai* 1720. 27

ANNO 1720.

3—12. Juin. *Traité de Paix entre la Reine & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& auſſi du Roi de* FRANCE. *Sa Majeſté Danoiſe y reſtituë à la Couronne de Suede toutes ſes Conquêtes en Pomeranie jusques au Pehne, comme auſſi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point aſſiſter le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majeſtés Suedoiſes cedent toute la Franchiſe du Sund dont les Vaiſſeaux Suedois avoient joüi auparavant, & lui promettent en outre une Somme de ſix cens mille Ecus Monnoye de Leipzich. Les Interêts du Duc* HOLSTEIN-GOTTORP *y ſont remis à ce qui en ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puiſſances Mediatrices du preſent Traité, Leursdites Majeſtez promettant de ne s'y point oppoſer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin* 1720. 29

1721. 13. Juin. *Traité entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin* 1721. 33

13. Juin. *Traité d'Alliance Defenſive entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE *& la* GRANDE-BRETAGNE, *à Madrid le 13. Juin* 1721. 34

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Ruſſie. Fait à Neuſtad en Finlande le 30. Août* 1721. 36

27. Sept. *Acte de Garantie ſigné par les Miniſtres de* FRANCE, *& de la* GRANDE-BRETAGNE *concernant la Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & poſſedez par Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. 39

1722. 3. Octob. *Renunciatio Sereniſſimæ Archiduciſſæ* MARIÆ AMALIÆ, *desponſatæ Sereniſſimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Provincias & Ditiones Auguſtiſſimæ Domus Auſtriacæ. Data Viennæ 3. Octobris* 1722. 40

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la* Compagnie des Indes *dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre* 1722. 44

1723. 30. Janv. *Concluſion priſe le 30. Janvier* 1723. *dans la Conference des* ETATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du calcul Aſtronomique le plus exact, la Fête de Pâques ſera célébrée l'année ſuivante* 1724. *au 9. Avril, qu'elle ſera marquée ainſi dans le Calendrier amélioré, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année ſeront reglées ſur celle-là.* Concluſum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723. 51

19. Juin. *Articuli Diætales Hungarici in Generali Conventu a die 20. Junii* 1722. *usque in Menſem Junii* 1723. *continuato concluſi, quibus*

ANNO 1723.

bus in primis Jus Regium Hereditarium ſuccedendi in Regno jam in Sexu Masculino Annis 1687. *&* 1715. *agnitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo Auſtriaca extenditur. Cum Confirmatione Auguſtiſſimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die* 19. *Junii Anno Domini* 1723. *Regnorum ſuorum, Romani XII. Hiſpaniarum XX. Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum Anno XIII.* 51

——— 12—23. Sept. *Traité d'Alliance entre l'Empereur de* RUSSIE *& le Roi de* PERSE. *Conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *v. ſt.* 75

1724. 22. Fevr. *Traité d'Alliance entre le* CZAR, *& le Roi de* SUEDE. *Conclu à Stockholm le* 22. *Fevr.* 1724. 76

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES OCCIDENTALES *preſenté à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. ibid.

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES ORIENTALES *preſenté à L. H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. 78

——— 28. Fevr. *Copia Reverſalium ad implendas conditiones in Litteris Inveſtituræ de S. R. I. Ducatibus* Hetruriæ, Parmæ *&* Placentiæ *expreſſas à Rege Hiſpaniæ* LUDOVICO. *Madriti* 28. *Febr.* 1724. 80

——— 23. Mars. *Remontrance des trois* ETATS *du Païs & & Duché de* BRABANT *à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, au ſujet de ſes Lettres d'Octroi pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce & de Navigation aux Indes.* ibid.

——— 26. Avril. *Repreſentations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *preſentées à Sa Majeſté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le* 26. *Avril* 1714. 85

——— 14. Mai. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations données par* LOUIS XIV. *ſon Predeceſſeur contre ſes Sujets de la Religion Reformée voulant que la ſeule Religion Catholique Romaine ſoit exercée en ſon Royaume, & ordonnant de rigoureuſes peines contre ceux qui refuſeront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Verſailles le* 14. *Mai* 1724. ibid.

——— 1. Juillet. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la ſupreſſion d'un livre écrit & publié en Langue Françoiſe pour le ſoutien* de l'infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette ſupreſſion. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. 88

——— 6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux inſtances du Conſeil Royal de Caſtille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi Naturel. Fait à Madrid le* 6. *Septembre* 1724. 89

——— 30. Octob. *Decretum S. R. Majeſtatis Polonicæ Aſſeſſoriale, contra Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis, quo in reparationem variorum Exceſſuum in Collegio Patrum Jeſuitarum per Plebem licentioſam perpetratorum, cum effractione forium, ſubverſione Cathedrarum, Sellarum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione, & combuſtione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præſidens, ac* ZERNEK, *Vice-Præſidens Thorunenſes ad ultimum ſupplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia ſupplicia deſtinantur. Templum inſuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea poſſeſſum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magiſtratus Civitatis dimidiatim in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varſoviæ ſub tempus Comitiorum Regni Generalium, feria ſecunda poſt Feſtum S. S. Simonis & Judæ Apoſtolorum, die* 30. *Menſis Octobris Anno Domini* 1724. *Regni vero* XXVIII. ibid.

ANNO 1724.

——— 25. Nov. *Tractatus ſive Conventio inter* BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctiſſimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum pro dimiſſione ad Sanctam Sedem* Comacli, *ſalvis Juribus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Imperii Domusque Atteſtinæ omnibus, tam reſpectu Poſſeſſorii quam Petitorii. Actum Romæ* 25. *Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS. 95

——— 5. Dec. *Acta* THORUNENSIA *in Executione Decreti S. R. Majeſtatis Polonicæ Aſſeſſorialis, contra Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatiſſimæ Virginis* MARIÆ *Thorunenſi, in favorem Patrum Bernardinorum conceſſum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majeſtatis Thorunenſi, die quinta Decembris, ſcilicet Feriâ tertia ante Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis Mariæ proximâ. Anno Domini* 1724. 97

——— 6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la Regle & ordre de Succeſſion, & Union indiviſible de tous les Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires de* Sa Majeſté Imperiale & Catholique, *à Vienne le* 6. *Decembre* 1724. 103

1725. 13. Fevr. *Edit du Senat du Sacré Synode, de la Generalité de* RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decès du Czar* PIERRE, *la Czarine* CATHERINE ALEXIEWNA, *ſon Epouſe eſt demeurée Imperatrice & Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10. *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITE' *prêté en conſequence, par tous les Senateurs, Miniſtres Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui ſe trouverent preſens à St. Petersbourg, comme auſſi par les Bourgeois de la Ville, le* 13. *Fevrier* 1725. 104

——— 30. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter ſummum* BENEDICTUM XIII. *&* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimiſſione Urbis Comaclenſis factæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ab eodem Auguſtiſſimo Imperatore.* 105

ANNO 1725. 30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni* 1718. *pro basi & fundamento hujus statuto, Regna Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO, *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanica in Italia & in Belgio actu possidet, suæ Sacræ Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi secundo-genito Serenissimæ Hispaniarum Reginæ Filio destinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum* CAROLI *Cæsaris, Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Mai* 1715. Sequuntur *Literæ Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* 106

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem & Sacram Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum, ad mutuam defensionem & Guarantiam eorum respective Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die* 30. *Aprilis* 1725. 113

1. Mai. *Traité de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. Avec *les* PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 114

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum, Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte concluſa Viennæ* 7. *Junii* 1725. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque parte in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc spectantibus.* 121

Juin. *Edit de* LOUIS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extension de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedens. Donnée à Versailles au Mois de Juin* 1725. 125

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu entre Leurs Majestés* BRITANNIQUE, TRE'S-CHRE'TIENNE & PRUSSIENNE, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. AVEC TROIS ARTICLES *separés, concernant l'affaire de* Thorn & *le cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire, à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 127

ANNO 1725. 23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majesté* IMPERIALE & *Catholique par les Commissaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commissaires Ottomans, sur la Libre Navigation, abstractivement de tout Commerce. A Tunis le* 23 *Septembre* 1725. 129

1726. 16. Avril. *Acte d'Accession de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance conclu entre le* CZAR & *le Roi de* SUEDE *le* 22. *Fevr.* 1724. *Fait à Vienne le* 16. *Avril* 1726. 130

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diéte du Païs. Donné à Mittau le* 22. *Mai* 1726. 131

4. Juin. *Autres Universaux dudit Duc, par lesquels les precedens sont declarés être faux.* ibid.

6. Août. *Traité d'Alliance Defensive entre l'Empereur des* ROMAINS & *l'Imperatrice de* RUSSIE. *Signé à Vienne le* 6. *Août* 1726. ibid.

9. Août. *Acte d'Accession des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defensive. Signé à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 133

10. Août. *Article Secret du Traité d'Alliance Defensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de* Russie & *le Roi de* PRUSSE, *le* 10. *d'Août* 1726. 135

— *Traité entre l'Empereur des* ROMAINS & *la Regence de* TRIPOLI. *Conclu en* 1726. ibid.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le* 8. *Sept.* 1726. *selon l'Ere Chrétienne, & le* 11. *de la Lune de Muharan* 1139. *selon l'Ere de l'Hegire.* 136

Octob. *Diplome d'Assurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats assemblés de la* REPUBLIQUE, *sur l'affaire de* COURLANDE *portant promesse de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de Païs.* Avec *le* PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* 138

12. Octob. *Traité Apocryphe de Wusterhausen, entre l'*EMPEREUR & *le Roi de* PRUSSE. *Signé le* 12. *Octobre* 1726. 139

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Regence d'Alger. Conclu à Constantinople le* 8. *Mars* 1727. 140

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE & *le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727. 141

14. Mars. *Acte d'Accession de la Couronne de* SUEDE *à l'Alliance d'Hanovre. Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St.* 1727. ibid.

17. Mars. *Decret Imperial adressé à la Diéte de l'Empire & dicté le* 17. *Mars* 1727. 142

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestés les Rois de* FRANCE & *de la* GRANDE-BRETAGNE & *de* DANNEMARC.

ANNO 1727.
MARC. *Fait à Coppenhague le* 16. *Avril* 1727. 144
31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.* 146
25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL. 148
1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la* Compagnie de Tranquebar. 149
6. Mars. *Convention entre les Rois d'*ESPAGNE *& d'*ANGLETERRE *sur les Préliminaires. Fait au Pardo le* 6. *Mars* 1728. 150
13. Avril. *Copia Plenipotentiæ Cæs. in forma patenti cum facultate substituendi pro Comite Carolo Borromæo super capessenda possessione Ducatus* Hetruriæ *pro* Carolo, *Infante Hispaniæ. Dat. Viennæ* 13. *Aprilis* 1728. 153
— *Rescriptum Cæsareum ad Viduam Electoris Palatini, natam Hetruriæ Ducem de permittenda dicta possessione.* 154
— *Mandatum Cæsareum ad Subditos & Vasallos Hetruriæ super eadem.* ibid.
— *Decretum Cæsarem ad Senatum Florentinum, de eadem.* 155
Extrait du contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de MECKLENBOURG, *publiée par le Conseil Aulique le* 11. *Mai* 1728. 156
Octroi du Roi d'Espagne accordé en 1720. *à une Compagnie de la Province de* GUIPUSCOA, *pour negocier aux* CARAQUES. 157
Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Defense mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *conclu à Seville le* 9. *Novembre* 1729. 158
ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 160
Laudum ou Declaration des Ducs de SAXE-GOTHA *& de* BRUNSWIC, *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *& de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril* 1730. 161
Traité d'Alliance & de Commerce entre la GRANDE-BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKEES *en Amerique.* 162

ANNO 1728.
11. Mai.
1729.
9. Nov.
21. Nov.
1730.
16. Avril.
20. Sept.

Table Chronologique du Suplement de cette derniere Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

ANNO 1721.
18. Août. *Decret de Sa Majesté Imperiale* CHARLES VI. *en date du* 18. *Août* 1721. 163
18. Août. *Succincte Déduction, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du* 18. *Août* 1721. *se trouve fondé sur les anterieures Resolutions Imperiales pour les Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Conclusions des Diétes & Resolutions des Etats du Païs.* 164
1723. *Déduction abregée de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts, publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden* 1723. 165
— *Reponse au Factum des Etats d'*OOSTFRISE *tiré d'un Memoire Intitulé: Preuves que Son Altesse Serenissime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ses Etats que les autres Etats immediats de l'Empire &c. Imprimé à Aurick en* 1723. 172
11. Juill. *Decret & Ordonnance de Sa Majesté Imperiale* CHARLES VI. *au College des Deputez ordinaires & Administrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à present, par lequel sont cassez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majesté Imperiale suivant le contenu du Decret du* 18. *Août* 1721. *& leur ordonnant sous peine de la Vie, de l'honneur & des Biens de s'en désister, & de porter obéissance & fidelité à leur Prince legitime auquel ils ne s'opposeront pas dans tout ce qui est de son Autorité Seigneuriale soit dans la Diéte ou autrement. Donné le* 11. *Juin* 1723. 188
ANNO 1723.
1724.
10. Août. *Extrait de la Lettre de Sa Majesté Imperiale, à Sa Majesté le Roi de* POLOGNE *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Serenissime le Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *en date de Vienne le* 10. *Août* 1724. 179
1725. 22. Fevr. *Extrait du Regître des Resolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *sur les differens dans le Païs d'*OOSTFRISE *& les Decrets Imperiaux émanez à ce sujet, de même que sur la Commission, & l'Execution decretées, Jeudi* 22. *Fevr.* 1725. 180
— *Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE. ibid.
1726. 6. Avril. *Resolution de Son Alteſſe Serenissime aux Habitans de Leehr &c. en date du* 6. *d'Avril* 1726. 181
10. Avril. *Reponse des Communes du Bailliage de Leerohrt. du* 10. *Avril* 1726. *à la susdite Resolution de Son Alteſſe Serenissime.* ibid.
12. Avril. *Resolution Ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRISE *du* 12. *Avril, sur la Declaration des Deputez des Communes, en date de Leer le* 10. *Avril* 1726. ibid.
16. Avril. *Declaration des Communes de Leer, & consorts du* 16. *Avril* 1726. *sur l'ulterieure & préalable Resolution qui leur a été adressée du* 12. *Avril* 1726. 182
24. Avril. *Proposition de Mr. de Lewe d'Adwart Deputé des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faite dans son Audience du* 24. *Avril* 1726. 183
Reponse du Prince à cette Proposition. 184
30. Avril. *Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince*

ANNO 1726.

ce d'OOSTFRISE. 187

4. Juill. *Reponſe du Prince d'*OOSTFRISE *aux Lettres des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *inſerées ci-deſſus, du 4. Juillet* 1726. 189

6. Juill. *Extrait du Regître des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 6. Juillet* 1726. 101

23. Juill. *Extrait d'une Reſolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'*OOSTFRISE *du 23. Juillet* 193

19. Août. *Reponſe des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale du 19. Août.* ibid.

30. Août. *Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix de huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti.* 194

—— *Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'*OOSTFRISE. ibid.

—— *Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden.* ibid.

9. Sept. *Reponſe des Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale à la Lettre des Etats Generaux, en date du 9. Sept.* 1726. 195

11. Sept. *Conſiderations ſur la Propoſition des Etats Generaux de terminer les Differens d'Ooſtfriſe par un Accord à faire à la Haye ſous la Mediation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.* 197

1. Oct. *Reſolution de L. H. P. ſur le* Pro Memoria *du Reſident de Dannemarc, du 1. Oct.* 1726. 196

1727. 10. Mai. *Lettre du Roi de* PRUSSE *aux Etats d'*OOSTFRISE, *du 10. Mai* 1727. 198

—— *Lettre dudit Roi de* PRUSSE *aux Etats Géneraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.* ibid.

—— *Extrait de la Reponſe des* ETATS GENERAUX *au Roi de* PRUSSE. 199

—— *Leur Reponſe au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'*EMBDEN. ibid.

Reſolution des ETATS GENERAUX, *ſur les affaires d'*OOSTFRISE *du 9. Juill.* 1728. ibid.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances du 29. Juillet 1728. 201

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances de Paris le 1. Août 1728. ibid.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KONIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet* 1728. 202

Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728. ibid.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleuri, à Paris le 29. Juillet 1728. ibid.

Reponſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet 1728. ibid.

Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à ceux des autres Alliez de Hanovre. 203

Seconde Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728. 205

Reponſe de Sa Majeſté Imperiale à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *ſur les Affaires d'*OOSTFRISE. ibid.

Decret de Sa Majeſté Imperiale dans lesdites affaires. 200

*Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'affaire d'*OOSTFRISE. 206

Lettre des Embdenois à la Commiſſion. 209

Leur Acte de Soumiſſion. ibid.

Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois. ibid.

Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince. 210

Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion des Embdenois. ibid.

Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur ladite Soumiſſion. 211

Autre Reſolution plus étenduë de Sa Majeſté Imperiale. ibid.

ANNO 1728.

9. Juill. —

29. Juill. —

1. Août. —

26. Juill. —

23. Juill. —

29. Juill. —

30. Juill. —

7. Août. —

6. Sept. —

13. Sept. —

1729.

24. Mars. —

25. Mars. —

28. Mars. —

12. Sept. —

1730.

30. Août. —

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1719. 5. Janv. *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Païs Hereditaires, & les Rois de la* GRANDE BRETAGNE *& de* POLOGNE, *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719.

IN NOMINE SANCTISSIMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

QUandoquidem Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas, tanquam Regnorum, Ditionumque ſuarum Hæreditariarum Dominus, & Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvico-Luneburgenſis, itemque Sua Regia Majeſtas Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, ſolo atque unico mutuæ defenſionis, ac conſervandarum Provinciarum Ditionumque ſuarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Conſtitutiones juxta inſitam præſentemque uniuscujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi ſtudio ducti, arctioris inter ſe conjunctionis & Confœderationis faciendæ, cogitationes ſusceperunt, & hunc in finem Mandatis ſuis inſtruxerunt, ſcilicet Sua Cæſarea Regia Majeſtas, Celſiſſimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudiæ, & Pedemontium Principem, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareſchallum, ac Belgii Auſtriaci cum plena poteſtate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum, Sacri Romani Imperii Hæreditarium Theſaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sintzendorff, liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum in Gefœll, ſuperiori Seloviz, &c. Burggravium à Reineck, Supremum Hæreditarium Enſiferum ac Præciſorem in ſuperiori & inferiori Auſtriâ, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis Camerarium actualem, Conſiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majeſtas Magnæ Britanniæ quà Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Luneburgenſis, illuſtrem Dominum, Franciscum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynaſtam, pedeſtris militiæ altefatæ Majeſtatis ſuæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæſaream Miniſtrum; Regia demum Sua Majeſtas Poloniæ tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxoniæ, Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemming, Magni Ducatûs Lithuaniæ Stabuli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniæ militiæ, Autoramenti exotici, Generalem, altefatæ Suæ Regiæ Majeſtatis

ANNO 1719.

ANNO 1719. jeſtatis Poloniæ & Electoris Saxoniæ campi-Mareſchallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Conſiliarium intimum, Conſilii militaris Præſidem, Hæreditarium in Pomeraniâ ulteriori, & Principatu Caminenſi Mareſchallum, Ordinis Melitenſis deſignatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephanti, & S. Andreæ Equitem, Dominum Caſtrenſem in Martentin & Bœck, Dynaſtam in Burgſcheidingen, Berkicht & Nebra; Dicti modo Miniſtri Plenipotentiarii poſt excuſſas trutinatasque hinc inde commiſſi Negotii rationes, loco atque die infrà ſcriptis in ſequentes Fœderis defenſivi leges convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera atque ſincera inter Partes Contrahentes ſuprà nominatas, eaque ita ſanctè ſerioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non conſilia ſolùm operamque omnem conferre, verùm etiam, ubi occaſio poſtulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna, & ad depellendas ab invicem hoſtiles injurias & inſultus auxiliis opportunis & neceſſariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & ſtabilitur inprimis hujus Fœderis conventione, mutua defenſio Ditionum ac Provinciarum Hæreditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico ſpectant, nec non conſervatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provinciæ ſitæ ſunt, ita, ut ſi contigerit, unum vel alterum Fœderatorum in iis hoſtiliter invadi, adeoque unum vel alterum è Circulis modò indigitatis, turbis Bellicis inquietari, reliqui Fœderati Parti impetitæ, in iis Ditionibus aut Circulo, ubi hæreditariæ Ditiones ſitæ ſunt, numerum Copiarum, inferiùs determinatum, Subſidio mittere debeant, & quidem ita prompte, ut auxiliares iſtæ Copiæ eveniente caſu, ſtatim absque ullâ morâ, ſimulac requiſitæ fuerint, iter ad ſuccurrendum accelerare, & diverſionem hoſtibus, ſi eorum Regiones ſint ſuis vicinæ, ad optionem Partis oppugnatæ facere debeant.

III. Suſtententur autem Copiæ hoc modo in Subſidium miſſæ, ſtipendiis ſumptibusque mittentium, exceptis equorum pabulis, fœno avenâque, utpote quæ *gratis* præbebuntur in ſuis Ditionibus ab eo Fœderatorum cui auxiliatum venerunt, qui curabit etiam, ut Copiæ auxiliatrices panem pari pretio, quo proprius miles, ſuâ tamen ſibi pecuniâ, comparare poſſint; Quælibet portionum equorum, quas rationes vocant, conſiſtet ſex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copiâ, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi verò neceſſe fuerit extra Territoria Fœderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas proſequi, tunc quælibet Pars ſuis Copiis de pane, avenâ, fœno aliisque neceſſariis omni meliori quo poterit modo ipſa proſpiciat.

IV. Quod ſi acciderit, duos Fœderatorum in ſuis Ditionibus eodem tempore ſimul infeſtari, tunc ambo ſuper diſpoſitione operationum militarium, atque ſuper uſu auxiliorum, à parte extra periculum conſtitutâ, mittendorum, in commune conſulent, ſtatuentque dictis auxiliis interim iter ad ſubveniendum ſine ullâ retardatione ingredientibus & proſequentibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infrà Articulo XI. definitum, ad aſſiſtendum Parti infeſtatæ, plures Copias ſubmittere non teneantur; nihilominus tamen obſtrictæ erunt, quicquid præterea ipſis virium ſuppetit, adhibere divertendo hoſti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, ſi quas habet, ſitu ita opportuno, ut facilè in eas penetrari poſſit: liberum autem eſto Parti requirenti, ſi ita è re viſum fuerit, minorum quoque ſuppetiarum numerum quàm qui ex præſentis Fœderis conſtitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea eſt, ut ſi fortè Sua Regio-Catholica Majeſtas, per aliquam ex Potentiis Septentrionalibus, durante hujus Fœderis nexu in Hungariâ hoſtiliter impeteretur, hoc quoque caſu eveniente, reliqui Fœderati eidem auxiliis hoc Fœdere conſtitutis, ſuccurrere ſatagant, hâc tamen obſervatâ reſtrictione, ut Copiæ Suæ Majeſtatis Britanniæ in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur, ſed interea, dum ibi res agitur, ſolummodo ad tuendum Provincias S. Cæſ. Majeſtatis Germanicas, ad diſtrahendas vires aggreſſoris in ejus Ditionibus, ſi quæ forent, in viciniâ Provinciarum Teutonicarum Regis Magnæ Britanniæ exhibeantur.

VII. Quod Articulo ſecundo hujus Tractatûs diſpoſitum eſt, ut ſi Provinciæ Germanicæ unius ex Partibus paciſcentibus hoſtilibus armis premerentur, reliquæ duæ Partes cum tanto Copiarum numero, quantum præſens Fœderis Inſtrumentum præſcribit, ad ſuppetias ferendas accurrere debeant, id ita eſt intelligendum, niſi & ipſe quoque in ſuis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infeſtaretur. Etenim ſi omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam ſimul collatis in medium & conſiliis & armis, eâ, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque ſinceritate, pro neceſſitatis, communique utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur. ANNO 1719.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & aſſecurabit etiam tam Regni Polonici tuitionem atque conſervationem, quàm ipſius Poloniæ Regis aſſertionem & manutentionem in Throno ſuo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè illum turbare, aut moleſtare præſument, in quietâ poſſeſſione Regni ſui, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, à quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad aſſiſtendum Regi Regnoque Poloniæ, ubi neceſſitas poſtulaverit, adhibebuntur æquè auxiliares Copiæ inferiùs Articulo XI. determinatæ, hac tamen itidem reſervatâ modificatione, ut Regis Magnæ Britanniæ miles non niſi faciendæ diverſioni in Provinciis aggreſſoris, ſi quas Ditionibus Regiæ Majeſtatis Britanniæ in Germaniâ propinquas habet, inſerviat, vel etiam tutandis, ad Reg. Majeſtatis Poloniæ requiſitionem, Provinciis ejus Saxon., eo caſu, ſi fortè Copiæ Saxonicæ fuerint à Regno Poloniæ ad opem, contra hoſtes in Poloniâ, aut in Magno Ducatu Lithuaniæ ferendam, armaque jungenda, juſtâ requiſitione accerſitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, reſpectu ad Poloniam, non alia ſit intentio, quàm ut ſalvis utrinque & Regiæ Majeſtatis & publicæ Libertatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuaniæ Ducatus in ſtatu integro illibatoque contra omnem oppreſſionem conſervetur, tum Regia Sua Majeſtas, uti Articulo præcedente proviſum eſt, in quietâ ac imperturbatâ poſſeſſione & fruitione dicti ſui Regni, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut moleſtias quascunque, ſive aperto Marte & vi extrinſecus adhibitâ inferantur, ſive per clandeſtinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum ſuggeſtionibus aut ſecretis adminiculis ſuffultas intententur. Dicta Sua Regia Majeſtas ex abundanti declarat polliceturque ſe Regni ſui Magnique Ducatus Lithuaniæ Ordines libertate omnimodâ, quâ gaudere debent, omnibusque ſuis Juribus & Privilegiis ſine ullâ infractione uti, frui, minimè impedituram neque obſtituram, quin Sua Cæſarea Majeſtas & Magnæ Britanniæ Rex ſe hujus declarationis ſponſores erga Rempublicam conſtituant, fidemque ſuam, nihil omnino à Rege Poloniæ adverſus Regni Conſtitutiones Immunitatesque commiſſum iri, cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Viciſſim Rex Regnumque Poloniæ, teſtando affectui ſtudioque reciproco, communem Fœderis cauſam quovis poſſibili modo adjuvare tenebuntur, ex ſuâ quoque parte Copiarum numerum Articulo ſequenti definitum, ſiſtere, eoque ad obtinendum Fœderis ſcopum ubique concurrere; Et quidem Copiæ hæ Polonicæ præcipuè inſerviant intercludendo tranſitui quibusvis exteris Copiis, quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniæ verſus aut contra Imperium, vel contra trium Fœderatorum Ditiones, comprehenſa Hungaria, venire præſumſerint; Si verò Rex Poloniæ ad prohibendum iſtiusmodi transitum, dictas Regni Copias non ſuffecturas judicaverit, ac ideò nomine Reipublicæ & ſub ejus Sigillo aſſiſtentiam Fœderatorum requiſiverit, tunc Imperator & Magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus Fœderis leges auxilia ſine morâ ſubmittent. Quod ſi in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniæ Ditionibus hoc Fœdere comprehenſis, hoſtilis aggreſſio contigerit, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hoſtibus è Polonia quoque diverſionem facere ſataget, aut Parti laceſſitæ, ſi ab eâ requiretur, ſubſidiariam Polonicæ militiæ ratam ſuppeditabit.

XI. Conferet huic Fœderi ſuſtinendo Sua Cæſarea Majeſtas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvici duo millia Equitum, & ſex millia Peditum, ſi Ditionibus Cæſareis ſuccurrendum fuerit, ſi autem Provinciis Saxonicis, non niſi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, bis

ANNO 1719.

bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cætero Sua Majestas Polonica nomine Regio & Regni, duo millia Desultoriorum Equitum, & quatuor millia Peditum, militiæ ordinariæ, cum quatuor millibus ex militia Equestri nationali contribuet.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exardescere, Partes paciscentes totis viribus se invicem juvare, mutuamque sibi operam ad depellendam vim hostium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ super loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque super Gubernatione ductuque generali Exercitûs communis, tum super providendo eidem commeatu & annonâ, & denique super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se convenient.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibitâ præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatûs stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensivi Societatem aliæ quoque potentiæ, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæsareæ Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britanniæ, Poloniæque Regum, tanquam Brunsvici & Saxoniæ Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege verò Poloniæ, qua tali, & cum Poloniæ Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur; In quorum fidem suprà memorati Ministri Plenipotentiarii præsens Instrumentum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis subscripserunt, Sigillisque appositis muniverunt. Actum Viennæ die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

EUGENIUS *von Savoyen.* (*L.S.*)

F. L. DE PESME *D. S. Saphorin.* (*L.S.*)

PHIL. LUD. *Graf von* SINZENDORF. (*L.S.*)

Graf von FLEMMING. (*L.S.*)

II.

8. Janv. *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur le sujet de Rupture entre la France & d'Espagne.*

LEs Rois ne sont comptables de leurs démarches qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité. Engagez indispensablement à travailler au bonheur de leurs Peuples, ils ne le sont pas à rendre raison des moyens qu'ils prennent pour y reüssir, & ils peuvent, au gré de leur prudence, cacher ou révéler les mystéres de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui n'en peut être separée, que les motifs de leurs resolutions soient connus, ils doivent agir à la face de l'Univers & faire éclater la Justice qu'ils ont consultée dans le secret.

Sa Majesté conduite par les Conseils du Duc d'Orléans Régent, s'est cruë dans cet engagement; Et Elle fait gloire d'exposer à ses Sujets & à toute la Terre les raisons qu'Elle a euës d'entrer en de nouvelles liaisons avec plusieurs grandes Puissances pour la Pacification entiere de l'Europe, pour la sûreté particuliére de la France, & pour celle même de l'Espagne, qui méconnoissant aujourd'hui ses vrais intérêts trouble la tranquillité commune par l'infraction des derniers Traitez.

Sa Majesté n'imputera jamais cette infraction à un Prince, qui recommandable par tant de vertus, l'est particuliérement par la fidelité la plus religieuse à sa parole; Et ce ne peuvent être que ses Ministres qui l'ayant engagé trop légérement, savent lui faire de cet engagement même une raison & une nécessité de le soûtenir.

S. M. dans les mesures qu'Elle a prises, s'est proposée de satisfaire également à deux devoirs; à l'amour qu'Elle doit à son Peuple, en prévenant une Guerre avec tous ses Voisins dont il étoit menacé; & à l'amitié qu'Elle doit au Roi d'Espagne, en menageant constamment ses intérêts & sa gloire, qui seront toûjours d'autant plus chers à la France, qu'elle les regarde comme le prix de ses longs travaux & de tout le sang qu'il lui en a coûté pour le maintenir sur son Trône. ANNO 1719.

Ces intentions de S. M. se reconnoîtront sensiblement & sans interruption dans tous les faits qu'on va exposer.

On sait que dans le cours de la derniére Guerre, la France avoit été réduite par ses disgraces à la dure nécessité de consentir au rappel du Roi d'Espagne; & elle en auroit sans doute éprouvé la douleur, si la Providence qui changea les évenemens & les cœurs, n'eût épargné cette injustice à nos Ennemis.

On reconnut à Utrecht les Droits du Roi Catholique; mais l'Empereur, quoi qu'abandonné de ses Alliez, ne pouvoit encore renoncer à ses prétentions. La prise de Landaw & de Fribourg ne pût même l'y réduire; Et le feu Roi de glorieuse mémoire, qui au milieu de ses derniers succès, sentoit l'extrême besoin que ses Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après avoir fait proposer à l'Empereur dans la Negociation de Rastadt, de travailler à un Accommodement entre lui & le Roi d'Espagne. (1) Il avoit toûjours en vûë d'achever son ouvrage, & d'étouffer les semences de Guerre que le Traité d'Utrecht avoit laissées dans l'Europe, en ne reglant que provisionnellement & sans le concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince & du Roi d'Espagne.

Le dessein de cimenter la Paix par une conciliation entre ces deux Princes, fut insinué à Bade le (2) 15. Juin 1714. au Comte Goes, & communiqué le (3) 7. Septembre suivant au Prince Eugéne de Savoye, qui assura que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après la signature du Traité de Bade, le Roi chargea le Maréchal de Villars (4) de suivre avec le Prince Eugéne le même objet. Et lorsque le Comte du Luc (5) fut nommé pour être Ambassadeur du Roi auprès de l'Empereur, il fut particulierement chargé par son Instruction d'agir selon ces vûës.

Le Roi d'Espagne avoit representé souvent au feu Roi par des Lettres écrites de sa main, que son état n'étoit point assuré par les Traitez d'Utrecht. *Vous jugerez aisement*, disoit-il dans une de ses Lettres du 16. Mai 1713. *que la Paix dont tout le monde désire également la solidité, ne peut être stable, si l'Archiduc qui m'a disputé la Couronne d'Espagne, ne m'en reconnoit le légitime Roi.*

Vous savez, écrit ce Prince dans sa Lettre du 31. Janvier 1714. *que j'ai rempli tous les Préliminaires, & que je suis prêt à consentir que Naples, le Milanez & les Païs-Bas restent à l'Archiduc, comme je l'ai fait de la Sicile en faveur du Duc de Savoye, de Gibraltar & de l'Isle de Minorque en faveur des Anglois, & que je suis aussi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'Electeur de Baviére. L'Archiduc doit, moyennant ces conditions, renoncer à ce qui me reste de la Monarchie d'Espagne. Ainsi nous n'avons plus, ni lui, ni moi, rien à prétendre l'un contre l'autre.*

Je me flatte, dit le Roi d'Espagne dans sa Lettre du 17. Mai 1714. *que connoissant de quelle importance il est de faire départir l'Archiduc de toutes prétentions sur l'Espagne & les Indes, vous me mettrez en état d'établir des conditions solides pour en jouïr paisiblement.*

Ce Prince ne se croyoit affermi sur le Trône d'Espagne & des Indes, que par la Renonciation solemnelle de l'Empereur à ses prétentions; Et il n'insistoit si vivement sur cette sûreté, que parce qu'il en avoit reconnu l'importance par les extrémitez où l'avoient réduit les événemens de la Guerre excitée par les prétentions de l'Empereur. C'étoit aussi tout ce qu'il demandoit au feu Roi, comme le gage le plus sensible de son amitié Paternelle, & comme le dernier effort dont il devoit couronner tout ce que la France avoit fait pour ses interêts. Le feu Roi travailloit avec toute la vivacité d'un Pére à la satisfaction de son petit-Fils.

Mais

(1) *Instruction pour les Plenipotentiaires du Congrès de* Bade, *du 15. Avril* 1714.
(2) *Lettre des Plenipotentiaires de Bade au Roi, du 15. Juin* 1714.
(3) *Lettre du Maréchal de Villars au Roi, du 7. Septembre* 1714.
(4) *Mémoire donné de la part du Roi au Maréchal de Villars, le 23. Septembre* 1714.
(5) *Instruction pour le Comte du Luc allant à Vienne, du 3. Janvier* 1715.

ANNO 1719.

Mais comme l'Empereur paroiſſoit inébranlable, & que d'ailleurs un reſte de défiance repandu dans l'Europe; une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui retenoit encore la plûpart des Puiſſances armées; la Guerre du Nord, & les changemens arrivez dans la Grande-Bretagne, faiſoient craindre que le feu ne ſe rallumât bientôt; il falloit prendre encore de nouvelles meſures pour le prévenir.

C'eſt dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majeſté n'oubliera jamais ces avis ſi importans & ſi ſalutaires qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie. Elle en veut faire la régle invariable de ſon Regne, & l'on va voir qu'Elle y a meſuré jusqu'ici toutes ſes démarches.

Les longues Guerres avoient laiſſé contre nous dans l'Europe des reſtes d'aliénation & de haine qui ne cherchoient qu'à ſe ranimer; & nos Voiſins encore pleins de la jalouſie & des frayeurs qu'ils avoient euës ſi ſouvent de nos prospéritez, & même de nos reſſources dans nos plus grandes disgraces, ſongeoient déja, pour achever de nous abbattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'épuiſement du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes aſſez hautement, pour inviter nos Ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçoit de ſe rejoindre, & les Nations s'excitoient mutuellement à la Guerre par l'importance de ſe mettre pour toûjours à couvert d'une Puiſſance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuſe par des reproches injuſtes de ſa mauvaiſe foi.

Quel moyen plus ſûr pour diſſiper cet orage, que de s'unir avec la Puiſſance qui de concert avec nous avoit rappellé la Paix par les Traitez d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réüſſir dans cette vûë. La confiance ſe rétablit par ſes ſoins entre les deux Puiſſances; Et Elles comptérent auſſi-tôt que rien ne contribuëroit davantage à confirmer une Paix encore mal aſſurée, qu'une Alliance défenſive entre la France, l'Angleterre & la République des Provinces-Unies, pour maintenir les Traitez d'Utrecht & de Bade, & pour la Garantie réciproque de leurs Etats. Mais avant toute ouverture de Négociation, Sa Majeſté donna avis de ſon deſſein au Roi d'Espagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716. de lui expoſer les vûës, de lui offrir tous ſes ſoins & de l'inviter à entrer dans l'Alliance où elle ſe promettoit qu'il ſeroit reçû avec tous les égards qu'il pourroit ſouhaiter.

Après bien des inſtances éludées, le Duc de St. Aignan ſur un nouveau Mémoire qu'il preſenta, reçût enfin du Cardinal Del Giudice une réponſe dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Miniſtre dès lors toutpuiſſant, & dont il ne fut dans cette occaſion que l'interpréte. Cette réponſe portoit: *Le Roi mon Maître ayant examiné l'Extrait qui lui a été remis, & les derniers Traitez ſignez à Utrecht, n'y a trouvé aucune clauſe qui ait beſoin d'être confirmée.*

Quelle étrange oppoſition de cette réponſe avec les Lettres que le Roi d'Espagne écrivoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une repréſentation continuelle & inquiéte de l'incertitude de ſon état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faiſoient agir, n'étoient pas ceux que l'on conſultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des François ſouffroit déja en Espagne, par les avis des liaiſons qu'on y ménageoit avec quelques Puiſſances, ſous prétexte d'une mesintelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppoſitions ſecretes que l'Espagne apportoit à nôtre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de diſſimuler. Il ne laiſſa pas affoiblir ſon amitié ni ſes égards pour le Roi d'Espagne; Et attendant patiemment le moment où il ſeroit mieux éclairé ſur ſes véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus ſe diſpenſer d'achever ſon Projet d'Alliance, il l'aſſuroit qu'il n'y conſentiroit à rien qui fût contre ſes intérêts.

L'Abbé Dubois fut envoyé alors à Hannovre pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'eſt là que furent arrêtez les Articles qui ont ſervi de fondement au Traité de la Triple Alliance, ſigné à la Haye le 4. Janvier 1717., après que le Roi de la Grande Bretagne lui-même en eut donné part inutilement au Roi d'Espagne, & qu'il ſe fût aſſuré de la repugnance invincible du Miniſtre à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fut cette Alliance au repos public, elle ne ſuppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade, parce que les différens entre l'Empereur & le Roi d'Espagne n'y ayant pas été réglez, l'Europe étoit toûjours dans l'incertitude de ſa ſituation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la premiére hoſtilité de part ou d'autre. L'Italie ſeule pouvoit ſe flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qui y avoit été établie par des Traitez & des Engagemens qu'on regardoit comme un premier pas & un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quoi que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit ſoûmis, le bien de l'Europe en vouloit une plus ſûre & plus ſolemnelle qui fût autoriſée par le conſentement réciproque des deux Concurrens, & maintenuë par des Garans tels qu'on ne pût pas l'enfraindre impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les conteſtations entre l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Le Roi de la Grande-Bretagne voulut tenter de procurer un ſi grand bien à l'Europe & s'en ouvrit à S. M. Elle vit avec plaiſir les intentions du feu Roi revivre; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle eſt étroitement unie par les liens du ſang, que de favoriſer l'éxécution de tout ce que la tendreſſe Paternelle avoit projetté pour lui-même ſi poſitivement & ſi inſtamment. Mais S. M. qui avoit déja éprouvé en differentes occaſions, que ce qui pouvoit convaincre le Roi d'Espagne de ſon amitié, ne trouvoit plus le même accès auprès de lui, n'en put plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Espagne pour lui faire connoître ſes véritables ſentimens & lui communiquer des choſes importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé ſans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Perſonne & à la gloire de ce Prince. Ainſi trop inſtruite par l'experience, qu'on rendroit ſuſpect à Madrid tout ce qui viendroit de ſa part, Elle pria le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le ſuccès de ce grand deſſein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autoriſée, à traiter des intérêts du Roi d'Espagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un ſi grand Prince de les discuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même tems les ouvertures de ſes vûës à Vienne & à Madrid. Elles furent reçuës aſſez favorablement à Madrid, tant que la feinte ſervit à cacher les entrepriſes qu'on y méditoit, & rejettées enſuite avec peu de ménagement dès qu'on crut avoir moins d'intérêt de feindre. On ne trouva à Vienne de diſpoſitions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été jusqu'alors un obſtacle inſurmontable à toutes les propoſitions de réconciliation, ſeroit remiſe à l'Empereur, parce qu'il la jugeoit abſolument néceſſaire à la conſervation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on eſpéroit que le Roi Catholique ſeroit reconnu par l'Empereur, légitime Poſſeſſeur de l'Espagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur conſentiroit que les Succeſſions de Parme & de Plaiſance fuſſent aſſurées aux Enfans de la Reine d'Espagne.

Les difficultez de cette Négociation ne devoient point nuire à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht du 14. Mars 1713. renouvellée & confirmée par celui de Bade. L'Empereur & le Roi d'Espagne paroiſſent eux-mêmes avoir pris des précautions pour s'aſſurer qu'elle ne ſeroit pas interrompuë. Le Roi d'Espagne avoit eu ſoin avant la Guerre de Hongrie, de faire ſouvenir le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagemens pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de ſon côté, lors que les Turcs ſe mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Espagne une parole poſitive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'interêt du Roi d'Espagne ſe trouvoit conforme à cette promeſſe, car il avoit été inſtruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716. entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des Etats de l'Empereur en Italie, & une promeſſe expreſſe de lui donner des ſecours, en cas qu'ils fuſſent attaquez. Enfin, la pieté ſi connuë du Roi d'Espagne raſſuroit encore plus que ſon intérêt.

On ne pouvoit donc ſoupçonner que le Roi d'Espagne, parfaitement inſtruit du Traité de 1716. voulût courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

ANNO 1719.

de-Bretagne, en attaquant l'Empereur en Italie ; & manquer tout à la fois à ſon intérêt & à ſon zèle pour la Religion. Cependant cette Entrepriſe éclata, & l'on apprit qu'un Armement fait des fonds levez ſur les Biens Eccléſiaſtiques & deſtinez pour ſoûtenir la gloire du nom Chrêtien, alloit ſervir à violer les Traitez. Il ne faut pas de plus grande preuve, que les mauvais Conſeils & la trop grande puiſſance du Miniſtre prévalent en Espagne ſur les intentions & les vertus de ſon Roi.

Sa Majeſté allarmée d'une démarche ſi dangereuſe, envoya auſſi-tôt un Exprès au Duc de St. Aignan qu'elle chargea de repreſenter vivement au Roi d'Espagne les dangers où il s'expoſoit, & ce qui devoit faire plus d'impreſſion ſur lui, l'injuſtice de ſon entrepriſe. Elle le prioit pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ſes intérêts perſonnels, de rentrer dans ces vûës de conciliation, & que le feu Roi ſon grand-Pére, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déja projettées entre lui & l'Empereur. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Aignan d'agir de concert avec le Miniſtre d'Angleterre qui avoit reçû les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Espagne à autoriſer ſon Ambaſſadeur à Londres, ou à y faire paſſer un autre Miniſtre qui traitât des moyens de rétablir ſolidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particuliérement des mêmes inſtances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit ſavoir en même tems à S. M. que comme le mal preſſoit, il ne falloit pas perdre le tems des remédes ; qu'ils ne pouvoient naître que du concert unanime des Puiſſances impartiales, & qu'il la prioit d'envoyer un Ambaſſadeur à Londres, où ſur ſes inſtances l'Empereur avoit auſſi conſenti d'envoyer un Miniſtre. Sa Majeſté y envoya l'Abbé Dubois ; & attentive aux intérêts du Roi d'Espagne, auſſi-bien qu'à ceux de ſon Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Miniſtre qui pût conſerver au Roi d'Espagne des ouvertures pour entrer dans la Negociation, dès qu'on pourroit l'éclairer ſur ſes intérêts. Mais en vain lui a-t-on fait là-deſſus des inſtances redoublées ; en vain lui a-t-on fait eſpérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit ſi ſouvent demandé lui-même. On n'a reçû de ſon Miniſtre que des refus opiniâtres, & ſouvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les meſures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Espagne ſembloit regarder comme une conſpiration contr'elle ces ſentimens unanimes de Paix où entroient les autres Puiſſances.

C'eſt ſur ces refus & ſur ces deſſeins menaçans de l'Espagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit repreſenter à Sa Majeſté qu'il étoit abſolument néceſſaire d'en arrêter les effets ; & qu'il ne s'en offroit d'autre moyen à la prudence des Puiſſances impartiales, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être propoſé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette réſolution favoriſant d'un côté l'affermiſſement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M., & donnant de l'autre au Roi d'Espagne le tems & les moyens de prendre des reſolutions conformes à ſes intérêts, le Roi l'embraſſa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dubois d'entrer dans un Projet ſi néceſſaire, Sa Majeſté ne lui recommanda rien tant que de rejetter toûjours tout ce qui pourroit ſuſpendre ou éloigner le concours du Roi d'Espagne dans cette Négociation. Quels Combats le Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à eſſuyer avec l'Empereur, pour ébranler ſon attachement aux prétentions ſur l'Espagne & ſur les Indes, pour vaincre ſa répugnance à voir paſſer un jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maiſon d'Espagne, & pour amortir ſon reſſentiment de l'infraction des Traitez dont il ſe croyoit en droit de tirer vengeance ! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout pied à pied de ces obſtacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Espagne des avantages plus grands que ceux que lui donnoient les Traitez d'Utrecht, & par conſéquent, comme on l'a vû par ſes Lettres, au delà même de ſes deſirs.

Ainſi ſe forma à Londres le Projet des conditions qui devoient ſervir de fondement à une Paix ſolide entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toûjours ſignalée par les inſtances qu'Elle lui avoit faites ſans interruption, d'envoyer des Miniſtres qui diſcutaſſent ſes interêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagez ſans relâche d'entrer dans la Négociation, & par ſes efforts conſtans à lui procurer de nouveaux avantages dans le Traité même. Mais non contente de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya le Marquis de Nancré auprès du Roi d'Espagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faiſoit la même démarche auprès de l'Empereur.

ANNO 1719.

Sa Majeſté dans les cinq premiers Mois du ſéjour du Marquis de Nancré à Madrid, repréſentoit ſans ceſſe au Roi d'Espagne qu'il y alloit également de ſon interêt & de ſa gloire d'abandonner une entrepriſe injuſte, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainſi dire, dictées lui-même par ſes inſtances au feu Roi. Enfin, & elle fait gloire de le dire, elle lui demandoit la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue ſur ſon Trône par tant de travaux & tant de ſang, & au nom de ſes propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être ſans exemple, meritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces inſtances fondées ſur les conditions ſages du Projet, n'arracherent jamais du Miniſtre d'Espagne, qu'un aveu du péril où Elle alloit s'expoſer en réſiſtant à tant de Puiſſances. Mais il aſſuroit en même tems que ſon Maître ne ſe déſiſteroit jamais de ſon entrepriſe, & il n'avoit pas honte de rejetter ſur lui le blâme de ſa propre inflexibilité. Enfin Sa Majeſté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'amour qu'Elle doit à ſes Peuples, & qui doit prévaloir à tout autre ſentiment, lui deffendoit de différer davantage à ſigner le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande Bretagne. On ajoûtoit l'engagement même où étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Escadre dans la Méditerranée pour ſecourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Miniſtre qui s'irritoit de plus en plus par les inſtances de Paix, & qui menaçoit de mettre en feu toute l'Europe. Enfin le Chevalier Bing qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne deſtinées pour la Mediterranée, avant que d'entrer dans cette Mer, donna avis au Miniſtre d'Espagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, ſi l'Espagne ſe déſiſtoit de ſes entrepriſes contre la Neutralité de l'Italie, ou ſi Elle les ſuſpendoit ; Et de s'y oppoſer auſſi de toutes ſes forces, ſi Elle y perſiſtoit ; Et le Miniſtre ne laiſſant plus aucune eſpérance, lui répondit qu'il n'avoit qu'à executer les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre finiſſoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déja donnez pour faire paſſer de nombreuſes Troupes en Italie. Sa Majeſté forcée enfin par les circonſtances, n'héſita plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui ſerviroient de baſe à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile ; Et ce furent ces mêmes conditions qui formérent le Traité ſigné à Londres le 2. Août dernier, entre les Miniſtres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande-Bretagne toûjours conduit par un eſprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir auſſi la mesintelligence qui pourroit naître entre ſa Couronne & l'Espagne, à l'occaſion des ſecours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Espagne. Il envoya le Comte de Stanhope, l'un de ſes principaux Miniſtres, à Sa Majeſté, pour paſſer enſuite à Madrid, ſi Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant ſon ſéjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invaſion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Espagne ; ce qui hâta encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours du Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçût de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives repréſentations qu'ils redoublerent l'un & l'autre ſur les extrémitez où l'inflexibilité du Roi Catholique pouvoit porter les choſes ; l'aſſurance qu'on lui donnoit pour toutes ſes poſſeſſions par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puiſſances Contractantes ; la promeſſe que Sa Majeſté lui procureroit la reſtitution de Gibraltar qui intereſſe par un endroit ſi ſenſible toute la Nation Espagnole, (1) & que ſon Roi deſiroit ardemment depuis long-tems ; Enfin, la déclaration des engagemens pris à Londres ; & celle

(1) *Lettre du Roi d'Espagne au feu Roi, du 22. Avril 1712.*

ANNO 1719.

celle de la neceſſité où Sa Majeſté & le Roi de la Grande Bretagne ſe trouvoient de les executer immediatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut abſolument inutile. Le Comte de Stanhope partit de Madrid, avec la douleur de voir que les offices & les ſoins de ſon Maître pour prévenir une Declaration contre l'Espagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette conſolation, que l'on n'avoit rien épargné pour vaincre l'obſtination du Miniſtre, qui ſeule étoit la cauſe de la rupture & des maux qui la ſuivroient. Cependant, le Marquis de Nancré eut ordre de demeurer, parce que le Roi vouloit bien ſe prêter encore aux plus légéres esperances que le Miniſtre avoit l'art d'entretenir pour gagner du tems. Mais Sa Majeſté reconnut enfin l'inutilité de ſa condescendance. Elle fut peu de jours après inſtruite des violences exercées ſur les perſonnes & ſur les effets des Anglois en Espagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de ſix Mois pour retirer les perſonnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancré étant parti de la Cour d'Espagne, Sa Majeſté, pour ſatisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui prescrivit de déclarer que le terme de trois mois laiſſé au Roi d'Espagne pour accepter les conditions qui lui ont été reſervées, devant expirer le 2. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponſe déciſive; Et le Roi d'Espagne ayant perſiſté dans ſon refus; il a pris ſon Audience de congé.

On n'a parlé jusqu'ici qu'en général, des conditions reſervées au Roi d'Espagne; mais il faut les expoſer plus préciſément pour en faire ſentir d'autant mieux, non ſeulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour ſes Héritiers Descendans & Succeſſeurs mâles & femelles, à la Monarchie d'Espagne & des Indes, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu légitime poſſeſſeur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de fournir dans la meilleure forme les Actes de Renonciation néceſſaires.

II. Les ſucceſſions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes conteſtations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Espagne prétend y être appellée par ſa naiſſance, & que l'Empereur ſoûtient que le droit d'en diſpoſer au deffaut d'Heritiers mâles, lui appartient & à l'Empire; Il a été ſtipulé que ces ſucceſſions venant à vaquer par la mort des Princes poſſeſſeurs ſans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & ſes Descendans mâles, & à leur deffaut le ſecond Fils & les autres Cadets de ladite Reine, avec leurs Descendans mâles, ſuccederont dans tous lesdits Etats qui ſeront reconnus Fiefs Masculins mouvans de l'Empire, & qu'il en ſera donné au Fils de la Reine qui devra ſucceder, des Lettres d'Expectative contenant l'Inveſtiture éventuelle. Et pour ſûreté de l'exécution de cette diſpoſition, il doit être établi par les Cantons Suiſſes, des Garniſons dans les principales Places de ces deux Etats, ſavoir à Livourne, à Portoferraïo, à Parme & à Plaiſance, à la ſolde des Mediateurs, avec Serment de les garder & deffendre ſous l'autorité des Princes regnans, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Espagne lors que ces Succeſſions ſeront ouvertes.

III. Il a été ſtipulé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maiſon d'Autriche qui poſſedera les Royaumes, Provinces & Etats d'Italie, ne pourra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été poſſible d'engager l'Empereur à deſiſter des prétentions qu'il a toûjours conſervées ſur la Sicile, il a été réglé qu'elle ſeroit cédée à ce Prince, qui de ſa part céderoit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en reſervant au Roi d'Espagne ſur ce même Royaume le droit de reverſion à ſa Couronne, qu'il s'étoit reſervé ſur la Sicile par l'Acte de Ceſſion qu'il en avoit fait en conſéquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laiſſé au Roi d'Espagne un terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offertes, que toutes les Parties Contractantes garantiſſent & s'engagent à faire exécuter.

ANNO 1719.

VI. Comme il ne ſeroit pas juſte que la Paix de l'Europe dépendît de l'opiniâtreté ou des vûës particuliéres d'une ou de deux ſeules Puiſſances, & que l'Empereur n'auroit pas pû ſe porter à delivrer ſa Renonciation avant que le Roi d'Espagne eût accédé au Traité, ſi on ne lui avoit donné d'ailleurs quelqu'autre ſûreté; les Parties Contractantes ſont convenuës de joindre leurs forces pour obliger le Prince refuſant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été ſouvent pratiqué pour le repos public dans des occaſions importantes.

VII. On eſt convenu expreſſément, que ſi les Puiſſances Contractantes étoient obligées d'en venir aux voyes de fait contre celui qui refuſeroit d'accepter l'Accommodement propoſé, l'Empereur ſe contenteroit des avantages ſtipulez pour lui dans le Traité, quelque ſuccès que puſſent avoir ſes Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'eſt engagé d'obtenir pour le Roi d'Espagne la reſtitution de Gibraltar.

Voila les conditions que le Miniſtre d'Espagne rejette avec tant de hauteur. Elles ſont cependant ſi convenables à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'inégalité de la Sicile à la Sardaigne, eſt le ſeul qui paroiſſe y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'expoſé ſimple & ſincére de ces faits ſuffit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans les conjonctures où Elle s'eſt trouvée.

Le Roi d'Espagne attaque la Sardaigne, & prend autant de ſoin de cacher ſon deſſein au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette infraction des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pouvoit faire Sa Majeſté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & aliené l'Empereur & le Roi d'Espagne: & dans le progrès de la Guerre, une Puiſſance auſſi conſidérable que la France, n'auroit pû ſoûtenir un perſonnage indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Espagne; comme Sa Majeſté auroit violé le Traité de Bade, l'Empereur étoit en droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la ſoûtenir en Italie, ſur le Rhein, & dans les Païs-Bas. De plus l'Empereur auroit armé contr'Elle tous ſes Alliez, ou plûtôt l'Europe entiere qui auroit été allarmée de l'union des forces de la France & de l'Espagne. La France ſe trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit eu d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de ſe lier avec l'Ennemi du Roi d'Espagne pour éxercer contre lui les plus grandes rigueurs; ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juſte ni moins néceſſaire. Le ſalut des Peuples, qui ſeul doit commander aux Souverains, l'auroit contraint de l'embraſſer, & l'exemple du feu Roi lui-même qui avoit fait céder toute la tendreſſe paternelle à ce devoir, deffendoit aſſez à ſon Succeſſeur de le ſacrifier aux Droits du Sang. Mais combien le parti que le Roi a pris, eſt-il différent? Il ſe lie avec l'Empereur, mais c'eſt en offrant en même tems au Roi d'Espagne cet Ennemi même & le reſte des plus grandes Puiſſances de l'Europe pour Alliez, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'eſt en l'affermiſſant ſur ſon Trône dont la poſſeſſion lui devient inconteſtable; c'eſt en lui procurant tout ce qu'il a jamais deſiré, & plus qu'il n'eſpéroit, & à l'Europe une tranquillité durable & ſolide.

La nouvelle entrepriſe du Roi d'Espagne ſur la Sicile a fait voir, que quand même on ſe ſeroit borné à ne vouloir rétablir que la Neutralité en Italie; il n'y auroit pas conſenti; & qu'on auroit eu autant de peine à faire reſtituer la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire executer le Traité en entier. Qu'auroit-on fait enfin par le ſuccès même qui n'auroit point anéanti les prétentions de l'Empereur ſur la Sicile que de ſuſpendre quelque tems ſes entrepriſes.

S. M. n'avoit donc d'autre reſſource pour prévenir la Guerre, que de ſuivre le Projet d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & de donner par-là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, ſans qu'il en coutât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui eſt contrebalancé par les bornes que l'Empereur s'eſt preſcrites dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puiſſances de l'Europe y ont pris de garantir les poſſeſſions des autres Princes d'Italie en l'état où elles ſont.

Ainſi,

ANNO 1719.

Ainſi, loin que l'Espagne ait à ſe plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juſte en évitant la plus périlleuſe & la plus ruineuſe pour ſes Sujets ; C'eſt le Roi même qui ſe plaint avec juſtice à l'Espagne de l'avoir réduit à cette extrémité en refuſant obſtinément la Paix ſous des pretextes ſi frivoles, qu'on n'a pas pû jusqu'ici les comprendre.

Tantôt c'étoit un point d'honneur, fondé ſur ce que les Succeſſions de Parme & de Toscane étoient accordées ſeulement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Espagne fut bleſſé pour un Prince de ſa Maiſon, d'une condition qu'ont reçûë & même recherchée tant de Rois d'Espagne & de France, & en dernier lieu le feu Roi ſon glorieux Ayeul, & le Roi d'Espagne lui-même?

Tantôt c'étoit l'inégalité de la reverſion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un desavantage ſi leger, ſi incertain, ſi éloigné pouvoit-il être mis en balance avec tant d'avantages preſens & ſolides? Enfin, ce qui eſt déciſif, on ne pouvoit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Espagne & aux Indes. Pouvoit-on commettre la ſûreté de l'Etat du Roi d'Espagne à de ſi petites difficultez & un ſi grand intérêt ne faiſoit-il pas disparoître tous les autres.

Tantôt c'étoit le prétexte d'un équilibre abſolument néceſſaire en Italie, & qu'on alloit renverſer en ajoûtant la Sicile aux autres Etats que l'Empereur y poſſede. Mais le deſir d'un équilibre plus parfait méritoit il qu'on replongeât les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à ſe remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'eſt-il pas aſſuré ſuffiſamment, & plus parfaitement peut-être, que ſi la Sicile étoit demeurée dans la Maiſon de Savoye! L'établiſſement d'un Prince de la Maiſon d'Espagne au milieu des Etats d'Italie, les bornes que l'Empereur s'eſt prescrites par le Traité, la Garantie de tant de Puiſſances, l'intérêt invariable de la France, de l'Espagne & de la Grande Bretagne, ſoûtenu de leurs forces Maritimes, tant de ſûretés laiſſent-elles regretter un autre équilibre! Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Imperiales avoient occupé la Sicile, comme elles occupoient le Royaume de Naples, le Roi d'Espagne n'auroit pas fait difficulté de conſentir à cette diſpoſition ; & le Miniſtre d'Espagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi ſon Maître n'avoit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faiſoit la Conquête, il ſeroit porté, puis que toute l'Europe le vouloit ainſi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, jusqu'à préſent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambaſſadeur d'Espagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, & l'on apperçoit avec horreur ce qui rendoit le Miniſtre d'Espagne inacceſſible à tout Projet de Paix. Il auroit vû avorter par-là ces complots odieux qu'il tramoit contre nous. Il eût perdu toute esperance de deſoler ce Royaume, de ſoûlever la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'Etat, de ſouffler la Guerre civile dans le ſein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le fleau du Ciel en faiſant éclater ſes Projets ſéditieux, & jouër cette Mine qui devoit, ſelon les termes des Lettres de l'Ambaſſadeur, ſervir de prélude à l'incendie. Quelle récompenſe pour la France des tréſors qu'elle a prodiguez, & du ſang qu'elle a répandu pour l'Espagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & tous les François, à la vûë de la trahiſon qui Nous les préparoit, en attendent & en preſſent la vengeance. Mais S. M. n'épouſe que les intérêts de ſon Peuple, & non pas ſes paſſions. Elle ne prend aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, ſans rien perdre de ſon amitié pour un Prince qui a ſans doute horreur des perfidies qu'on a tramées ſous ſon nom. Heureux ſi ſes vertus l'avoient mis à couvert des ſurpriſes de ſon Miniſtre, & ſi, faiſant taire à jamais les mauvais Conſeils, il n'écoutoit plus que ſa parole, & ſa Religion qui le ſollicitent toutes à la Paix!

(1) *Lettre du Marquis de Nancré du 26. Septembre 1718.*

III.

9. Janv. *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janvier 1719.*

ANNO 1719.

DE PAR LE ROI.

SA Majeſté fidelle aux Engagemens que le feu Roi de glorieuſe mémoire avoit pris par les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade:* & vivement touchée des Conſeils qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie, de ne connoître d'autre gloire que la Paix & le bonheur de ſon Royaume, a meſuré jusqu'ici toutes ſes démarches ſur ces regles, qui ſeront toûjours ſacrées pour Elle. Sa Majeſté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ſes premiers ſoins à réünir des Puiſſances conſidérables pour le maintien de la Paix, par la Triple Alliance du quatriéme Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie laiſſoient dans le calme les Etats voiſins de la France; & fondoient encore une espérance de ſuppléer par de nouvelles meſures à ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, pour établir plus ſolidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Espagne, en violant ces Traitez, détruiſit en un moment toutes les esperances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre auſſi ſanglante & auſſi opiniâtre que celle que les derniers Traitez avoient terminée. Sa Majeſté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Espagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous ſes Offices pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Espagne un Accommodement auſſi avantageux qu'honorable au Roi Catholique. Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-ſeulement, tout ce que le Roi d'Espagne avoit le plus vivement preſſé le feu Roi d'obtenir pour lui, mais encore d'autres grands avantages. Mais comme on ne pouvoit s'aſſûrer que le Miniſtre du Roi d'Espagne moderât l'ambition de ſes Projets; & qu'il n'étoit pas juſte que le repos de l'Europe dependît de ſon opiniâtreté ou de ſes vûës ſecrettes; Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pû refuſer aux inſtances qui leur ont été faites, de convenir ſuivant l'uſage frequemment pratiqué dans les occaſions importantes au Bien Public, que ſi quelqu'un des Princes intereſſés refuſoit de conſentir à la Paix, ils réüniroient leurs Forces pour l'y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites ſéparément & conjointement auprès du Roi d'Espagne, n'ayant pû ſuspendre ſes entrepriſes, ni lui faire goûter une Paix ſi convenable à ſes intérêts & à ſa gloire; Sa Majeſté n'auroit pû manquer aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité de *Londres* du 2. Août dernier, ſans violer la Juſtice & abandonner l'intérêt de ſes Peuples; & Elle eſt obligée, en conſequence du III. des Articles ſéparez dudit Traité, de declarer la Guerre au Roi d'Espagne; mais c'eſt en le conjurant encore avec les mêmes inſtances qu'Elle lui a faites depuis long-tems ſans relâche, de ne pas refuſer la Paix à un Peuple qui l'a élevé dans ſon ſein, & qui a genereuſement prodigué ſon ſang & ſes biens pour le maintenir ſur le Trône d'Espagne, comme il l'avouë lui-même dans ſa Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majeſté à porter ſes premieres armes contre lui, Elle a du moins la conſolation de ne préférer à ce Prince que le ſalut de ſes Peuples, ſi c'eſt même le lui préférer, que de s'armer aujourd'hui contre l'Espagne, autant pour ſes propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majeſté, de l'avis de M. le Duc d'Orleans, Régent, a réſolu d'employer toutes ſes Forces, tant de Mer que de Terre, ſoûtenuës de la protection Divine qu'Elle implore pour la Juſtice de ſa cauſe, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne. Ordonne & enjoint Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courre ſus aux Espagnols; & leur a défendu & défend très-expreſſément d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conſéquence Sa Majeſté a dès à preſent révoqué & revoque toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraires; comme auſſi toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauve-gardes & Sauf-conduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle ou par ſes Lieutenans-Généraux & autres ſes Officiers; contraires à la Préſente; & les a déclarez & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majeſté à M. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gou-

ANNO 1719. Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces, & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels; Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de pié, François & Etrangers; & à tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Préſente ils faſſent exécuter, chacun à ſon égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions: Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté; laquelle veut & entend, que la Préſente ſoit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ſes Ports, Havres, & autres Lieux de ſon Royaume & Terres de ſon Obéïſſance que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance. Fait à *Paris* le 9. Janvier 1719. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*. LE BLANC.

IV.

Mars. *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswic.*

I. LA Princeſſe Ulrica doit ſuccéder inconteſtablement, mais parce qu'un trop grand Despotisme a fait ſouvent entreprendre aux Rois de Suéde des choſes fatales, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de ſon grand-Pére & de Guſtave Adolphe l'ont prouvé: Ainſi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de ſages régles déja ci devant uſitées, à quoi ne contribuera pas peu la reſtitution des biens pris injuſtement à l'ancienne Nobleſſe par la Chambre Royale de Reünion.

II. Et vû que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suéde, à ſes Priviléges & à ſon repos, parce que leurs Rois ont eu par là toûjours des occaſions ou de former des entrepriſes pour s'étendre en Allemagne, ou en ſe mêlant dans les quérelles des Puiſſances voiſines à ces Provinces, on en diſpoſera en faveur de ceux qui les poſſedent actuellement avec l'addition ci-deſſous mentionnée, ſelon qu'on le reglera dans le Congrès à Brunswick, afin d'engager par là leſdites Puiſſances auſſibien que leurs Amis à s'employer unanimement & efficacement, pour faire rendre à la Couronne de Suéde, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur ſont d'autant plus néceſſaires; que ſans Elles le Royaume de Suéde manqueroit de pain & d'une infinité de Denrées indiſpenſables, & ſur tout de Barriére contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Ruſſiens.

III. Sur ce principe ſusdit on laiſſera au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchez de Bremen & Verden, comme il les poſſéde actuellement.

IV. Au Roi de Dannemark Stralſund, ſon Diſtrict jusqu'à la Riviére de Péne & l'Iſle de Rugen.

V. Au Roi de Pruſſe Stettin & le Diſtrict jusqu'à la Péne.

VI. Le Duc Charles-Frederick de Holſtein ſera mis en poſſeſſion du Duché de *Gottorp*, & de *Sleswick*, de la même maniére que ſes Ancêtres en ont joui avant la Guerre, auſſi-bien que l'Adminiſtrateur, mais il y aura Amniſtie, & abolition du paſſé & aucun compte, ni liquidation des revenus ne devra ſe faire, ledit Duc reconnoîtra la Reine de Suéde Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ladite Reine, la Succeſſion du Royaume de Suéde doit venir ſur ledit Duc de Holſtein; Ainſi pour le repos de l'Allemagne il ne ſera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresſe de Tonninge, ni aucune autre en Holſtein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Iſle de Pole, & comme ledit Roi a porté le plus grand Fardeau de la Guerre, & que ſon Païs Héréditaire de Saxe a le plus ſouffert par l'invaſion des Suédois & par les groſſes ſommes d'argent, qu'ils en ont tiré; & qu'en comparaiſon de tout cela ſa ſusdite part des Conquêtes ſur la Suéde eſt incomparablement inferieure à celle des autres Alliés; & ainſi pour dédommager en quelque maniére la Saxe de la grande effuſion de Finances qu'Elle a ſoufferte, les Rois d'Angleterre, de Dannemark & de Pruſſe ſe cotiſeront entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Ecus, qui ſera donné au Roi de Pologne pour un Equivalent de toutes ſes reſtantes prétenſions.

VIII. On remettra à la diſpoſition de la République de Pologne le Duché de Courlande, ainſi qu'il lui appartient ANNO 1719.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux Ponts ſon légitime Héritier.

X. La Nobleſſe de Meklenbourg ſera remiſe dans ſes anciens Priviléges & Libertez, & cette Nobleſſe ſera dédommagée ſur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui ſera reglé ſelon la Juſtice par une Commiſſion de l'Empereur & du Cercle inferieur de Saxe.

XI. La Ville de Roſtock ſera Ville Imperiale Hanſeatique libre dans l'état de ſes Fortifications, Munitions, Canons, Magaſins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a miſe, ſans que ledit Duc puiſſe dorenavant pour ſoi ou ſes Succeſſeurs, exercer le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre prétention ſur elle, & cela par la raiſon des Troubles qu'il a fait & a eu envie de faire.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moscovie a faites ſur les Suédois, ſeront renduës à la Couronne de Suéde, hormis Petersbourg, Cronſcholt & Narva avec leurs Dépendances, qui reſteront au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le ſusdit Traité: mais ſi, contre toute eſpérance, S. M. Cz. ne vouloit pas conſentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suéde fût obligée de pourſuivre la Guerre avec ſes Garans & Alliez, pour éxécuter ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effuſion de ſang Chrêtien, auſſi-bien que des dépenſes immenſes, & que la Suéde & la Pologne ſeroient les plus expoſées aux maux que cette Guerre traîneroit après elle; ainſi il ſera ſtipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Alliez aux dites extrémitez de pourſuivre la Guerre, qu'alors on tâchera de faire tant de Conquêtes ſur les Moscovites, qu'on les réduiſe à rendre, outre les Provinces ſusnommées, Petersbourg, Cronſcholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingrie & la Carelie à la Suéde, afin que leurs Limites ſoient rétablies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, par où cette République ſera en partie dédommagée de la ruineuſe Guerre qu'elle a été obligée de ſouffrir ſi long-tems chez Elle, laquelle leſdits Moscovites lui ont uniquement attirée, & des immenſes ſommes que leur entretien forcé a coûté à cette République, & la Pologne aura par-là une Barriére, afin de n'être plus ſi facilement expoſée aux inſultes & véxations des Ruſſes.

XIII. Le Traité ſera conclû par une Alliance offenſive & deffenſive, tant entre les Parties intéreſſées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à qui il importe, on y prendra les méſures néceſſaires pour l'éxécution du ſusdit Traité de Paix, & contre ceux qui voudroient s'y oppoſer & ne pas s'y conformer.

V.

Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe MARIE JOSEPH, *Epouſe du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. 19. Août.

NOs Maria Joſepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiduciſſa Auſtriæ, agnoscimus & profitemur pro nobis, noſtrisque Poſteris, Heredibus & Succeſſoribus, univerſisque quorum intereſt, aut futuris unquam temporibus intereſſe quomodocunque poteſt, notum, teſtatumque facimus tenore præſentium ad perpetuam rei memoriam.

Poſtquam Sereniſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, &c. Colendiſſimus Dominus Patruus noſter, nos pro paterna plane in nos cura ad amicam petitionem Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Friderici Auguſti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ, Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchalli & Electoris &c. perdilecto Suæ Majeſtatis Regiæ Sereniſſimo Principi Domino Friderico Auguſto, Principi Regio Poloniæ

ANNO 1719.

niæ & Lithuaniæ ac Electorali Saxoniæ &c Accedente inprimis noſtra voluntate & conſenſu, annuente & ſuadente quoque Sereniſſima & Potentiſſima Romanorum Imperatrice Amalia, colendiſſima ac perdilectiſſima Domina Genetrice noſtra, obtenta prævia Dispenſatione S. Sanctiſſimi Patris Domini Clementis XI Romanæ atque univerſalis Eccleſiæ Pontificis, quæ data eſt Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponſam & futuram Conjugem adpromiſit: Porro in Tractatu deſuper habito inter cetera id primo loco actum diſertisque verbis cautum proviſumque fuerit, ut Nos intuitu iſtius Matrimonii, juxtà ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noſtrum conſenſum & Nuptias, juxtà regulas Succeſſionis primogenialis in Auguſta Domo jam dudum radicatæ, ſed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis ſecundo, colendiſſimo quondam Atavo noſtro, glor. mem. in ſuo die 10. Maji 1621. confecto Teſtamento, conditisque deſuper die 8. Auguſti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeſſionis inter Heredes ſuos Masculos dilucidata magis ac firmius ſtabilita fuit, quæque ſubinde ex diſpoſitione paterna a Sereniſſimo quondam, Potentiſſimo ac Invictiſſimo Principe & Domino, Domino Leopoldo, Roman. Imperatore, colendiſſimo Avo noſtro, inter Filios ſuos, Sereniſſimos quoque & Potentiſſimos, tunc reſpective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Joſephum & Dominum Carolum Archiduces, ſucceſſive Romanorum Imperatores, colendiſſimos & perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Septembris 1703 ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante descendentes extenſa ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliariis Status arcanis Regnorumque ac Provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicatâ & publicata in publicum & perpetuum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noſtris Juribus, Actionibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeſtate Cæſarea nunc feliciter regnante poſſeſſas, vel de Jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere Nobis noſtrisque olim Poſteris atque Heredibus utriusque cùm Masculini tum Feminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum non ſolum univerſorum Masculorum è dicta Auguſta Domo legitime oriundorum Archiducum, ſed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiduciſſarum à Sua Majeſtate Cæſarea hodie glorioſe imperante progenitarum & deinceps nascicurarum earumque poſteritatis ac Heredum pariter utriusque tam Feminini quam Masculini ſexus ſolemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O. M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majeſtate Cæſarea-Regio-Catholica in præſens poſſeſſæ ac deinceps poſſidendæ perpetuis retro temporibus indiviſibiliter ac inſeparabiliter inter ſe penes unum eundemque Hæredem, juxta Succeſſionis ordinem ſtabilitum, unitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac diſpoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, rite pleneque, edoctæ, de conſilio, voluntate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Regii Electoralis, dilectiſſimi Sponſi Noſtri, annuente quoque & conſentiente Sereniſſimo & Potentiſſimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, (prout ex Inſtrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque bene deliberato omnibus Juribus, Prætenſionibus, Actionibus & rationibus, quæ Nobis ſive Jure ſanguinis & Nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto præallegato, de die 12. Septembris anni 1703 ſive alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fatâ Majeſtate Sua Cæſareâ, colendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſpontè, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione, callidave perſuaſione aut metu, etiam reverentiali inductæ pro Nobis noſtrisque Poſteris omnibus Heredibus tam Masculini quam Feminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout iisdem vigore præſentium de conſenſu uti ſupra in optima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ſpontaneo, ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus: Idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem Poſteritatis & Heredum Masculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ a Deo precamur, verum & feminarum Archiduciſſarum à Majeſtate Sua jam progenitarum & deinceps naſciturarum, omniumque earum Poſterorum, Heredum & Succeſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò ut quandiu ex his Majeſtatis Suæ descendentibus Proles aliqua ſive Masculina ſive Feminina quocunque demum gradu ſupervixerit, neque Nos neque Filii, Poſteri & Heredes noſtri, neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote Lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in ea descendentibus Maribus & feminis Jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indiviſibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus, declarantes ac ſerio profitentes, quod Nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum & per ſupra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præſcriptum in ea cum Maribus tum feminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis noſtrisque poſteris & Heredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſteris noſtris cujuscunque ſexus ſint, aut à quovis alio noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obteſtamur atque etiam ſacroſanctè pollicemur, quod ſi unquam (quod abſit) aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro Nobis deferri aut Nos ad aliquam ſeu eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut ſollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus pernitioſaque conſilia ac molimina, perpetuo conſtanterque rejecturas, nedum illis aures, aſſenſum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, paſſuras, ſed ut potius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſeverent, omnes vires eſſe impenſuras, ac adeo eâ Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu Nobis aſſignata, cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui Noſtro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pleneque pro omnibus Juribus, actionibus ac prætenſionibus cujuscunque nominis ſint, quæque Nobis ex qualicunque demum cauſâ, uti ſuprà competere poſſint, ſatisfactum Nobis eſſe declaramus, quo usque nempe Proles unius alteriusque ſexûs à Suâ Majeſtate Cæſareâ Regio Catholicâ procreatæ ac deinceps procreandæ, earumve Posteri & descendentes pariter utriusque ſexûs in vivis ſuperabit.

Quòd ſi verò (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam Fœminini quàm Masculini ſexûs proles à Suâ Majeſtate progenitæ vel deinceps procreandæ unà cum omni earum poſteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorſus deficere unquam accideret; in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam paternam avitamque Hæreditatem, vel ex ipſo Primogenituræ inſtituto, præſertim verò vi præcitatæ Declarationis die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juxta ſtabilitum in eâ Succeſſionis linealis ordinem recluderet, Nobis noſtrisque Poſteris & Descendentibus tam Maribus quàm Fœminis Jus omne omnesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præſentium ſolemniſſimè & pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita ut quæ facta à Nobis eſt pro Poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ utriusque ſexûs tam Fœminini quam Masculini renuntiatio, illa tunc & in eo caſu ceu non facta aut pro non emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus aut poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis aut ullum ad ſucceſſionem obicem facere poſſe cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat Hæredibus & poſteris noſtris Masculis ſeu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cùm omnes, qui alicui alteri, quàm Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ

ANNO 1719.

ANNO 1719

dictæ essent, ab omni supradictâ successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sint, prout & eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renunciatione velut in illâ minimè comprehensas eas Hæreditates, quas nobis per latus maternum seu aliundè quam ex Augustâ Domo fortè obvenire continget: quo autem isthæc nostra Renuntiatio majorem vim atque vigorem plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa, de voluntate, auctoritate & assensu præfatorum Nostrorum respectivè colendissimi ac dilectissimi Sponsi, Domini Friderici Augusti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quoad hunc actum à Patriâ potestate emancipati, nec non Suæ Regiæ Majestatis Domini Friderici Augusti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ & Saxoniæ Electoris, Patris & futuri nostri Soceri hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæredibus & Successoribus in tantum sponte absque ullâ vi aut persuasione, ex certâ scientiâ in finem ac intuitum, uti præmissum est, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dictisque nostris Posteris, Hæredibus & Successoribus coram Deo ejusque Curiâ cœlesti sacrosanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione suprà sæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ Renunciationis & respectivè acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata ac promissa sunt, & propediem in universis Suæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustæ Familiæ promulgabuntur, sincerè, fideliter ac accuratè observaturas, neque iis ullâ ratione, viâ aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, sed & neque admissuras esse, ut iis à quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Josepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris ac Successoribus, quod hocce Renunciationis & respectivè adhæsionis Instrumentum Nobis jam prælectum & à Nobis propriâ manu subscriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, sine maculâ concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo Juramento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quòd absolutionem à summo Pontifice, sive à quocunque alio sub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipsæ, neque etiam ultro oblatam unquam simus acceptaturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia aut restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, eæ in specie, quæ desumi possent ex capite renunciationis & Juramenti invalidi, læsionis ultra dimidium, metûs reverentialis, coactionis, vel doli, rei aliter gestæ quàm scriptæ, ignorantiæ, observantiæ antiquæ Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum: postremum nec illa beneficia & indulta sexui Fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Josepha Archiducissa peculiariter, distinctim pleneque instructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & singulis aliisque ejusmodi quâcunque industriâ & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa de assensu & auctoritate, ut suprà, ex certâ nostrâ scientiâ animoque deliberato, ultro Jurato renunciavimus & nunc in virtute emissi Juramenti denuò quàm solemnissimè renunciamus, sincerè, remoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum à Nobis desponsata Maria Josepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archiducissa Austriæ propriis manibus subscriptum, & appresso nostro Sigillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ Mensis Augusti anno post Christum incarnatum millesimo septingentesimo decimo nono.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA.

Accession & Confirmation de la Renonciation précedente, par le Prince Roial & Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, *&c.*

ANNO 1719.

NOS FRIDERICUS AUGUSTUS, Dei gratiâ Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ, & Barby, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cùm Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus Carolus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ; Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wittenbergæ, Comes Tyrolis, &c. pro potestate & auctoritate, quâ pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ tunc temporis Sponsæ, nunc Conjugis nostræ Genetricis, Nobis perdilectissimam suam ex Fratre Neptem Sereniissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiducissam Austriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die 10. Augusti a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ disertâ Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summâ centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ, statutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclytâ Domo Austriacâ jam dudum receptum, & subindè per Pacta ac subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem de 29. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis Cæsareæ Regio-Catholicæ promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum ritu solemni renunciaret, ipsa verò id non modò Viennæ sub die 19. Augusti a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore Magni Ducatûs Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majestatis Poloniæ Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo, & arcani Consilii Bellici Præside, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, scientibus & consentientibus Nobis ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hîc Dresdæ hodierno die infrà scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

(*Inseratur Renunciatio à Serenissimâ Archiducissâ Mariâ Josephâ facta.*)

QUod Nos Fridericus Augustus Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, istam à Dilectione suâ perdilectissimâ Conjuge nostrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissâ Lege, Pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, eamque voluntate, adsensu, & consensu nostro authorisamus, atque etiam adstipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuisse pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juxtà Leges Primogenituræ in inclytâ Domo Austriacâ inter Masculos jam dudum receptas, & subindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas, ad Fœminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quàm quoad stabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majestate Cæsareâ Regio-Catholicâ in præsens possessarum aut in futurum possidendarum indivisi-

ANNO 1719.

divisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ullâ in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex.
P. P. & L. E. S.

Accession & Confirmation de la Renonciation precedente, par le Roi AUGUSTE *de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

NOS AUGUSTUS Secundus, Dei gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernioviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Sereniſſimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Sereniſſimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimo Filio nostro Sereniſſimo Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Domino in Ravenstein, perdilectissimam Suam ex Fratre Neptem Sereniſſimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug. a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ disertâ Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ, nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque Successioni & Hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriaca jam dudum receptum, & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem die 19. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis Sereniſſimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemni renunciaret; Ipsa verò id non modo Viennæ sub die 19. Aug. a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, nostro Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præside, Jacobo Henrico Comite à Flemming, sciente ac consentiente dilectissimo Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierna die infra scripto Nobis Rege Augusto, & Filio nostro Principe Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

(*Inseratur Renunciatio à Sereniſſima Archiducissa Maria Josepha, Viennæ facta.*)

QUod Nos AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. Istam à Dilectione Sua perdilectissima Nuru nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, verbo Regio & Electorali pro Nobis, Heredibusque nostris ac Successoribus promittentes ac caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate Sereniſſimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus. Atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHERN.
B. DE ZECH.

Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe MARIE-JOSEPH.

CUm in Pactis conjugalibus inter Sereniſſimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regium Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenstein, & Sereniſſimam Principem Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug. a. c. initis Art. III. & V. conventum & à Regiæ Suæ Majestatis Poloniæ, Suæque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majestatis Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præside Jacobo Henrico Comiti à Flemming, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Sereniſſima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit, atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennæ die 19. præfati Mensis Augusti firmavit, non solum memorata Sereniſſima Regia Princeps Maria Josepha Archiducissa Austriæ hîc Dresdæ præsente Suæ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc Actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denuo Juramento firmare, sed etiam Sereniſſimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernicoviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis; Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, una cum ante fato

ANNO 1719. Sereniſſimo Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque obſervantiam veterum recentiorumque Diſpoſitionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10 Maji anni 1621. & 1. Auguſti anni 1635. nec non Leopoldi gl m. de dato 12. Septembris anni 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem à Sua modo feliciter regnante Cæſarea Regio Catholica Majeſtate, quoad ſucceſſionem ejusque modum & ordinem deinceps in Auguſta Domo obſervandum die 19. Aprilis anni 1713. in vim Sanctionis pragmaticæ ac Legis perpetuo valituræ emiſſam, depoſito ad Deum ejusque ſanctum Evangelium ſolenni Juramento ſe obſtringere velint ac debeant, jamque à Cæſarea Sua Majeſtate ad hunc Actum actualis ejusdem Conſiliarius intimus, Cubicularius Regius Locumtenens, & ſupremus Burggravius Pragenſis Joannes Joſephus Comes de Wrybii, huc ſpeciali Mandato inſtructus, miſſus fuerit.

Hinc Nos Maria Joſepha Regia Poloniæ ac Lithuaniæ itemque Electoralis Saxoniæ Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducisſa Auſtriæ &c. ea quæ in ſupra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione iſta 19. Aprilis anni 1713. editâ ceu baſi & fundamento noſtræ Renunciationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata, promiſſa ac Juramento die quo ſupra firmata jam fuerunt, ſincere, fideliter & accurate obſervaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo ſivè directè ſivè indirectè contraventuras, neque ut iis à quocunque alio, ſub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admiſſuras eſſe, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque noſtris Heredibus, Poſteris & Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod ſæpius memoratam Renunciationem & reſpective adhæſionem, cujus Inſtrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prælectum, & a Nobis propria manu ſubſcriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

ITemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Regius Poloniæ & Lithuaniæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, iſtam à perdilectiſſima Conjuge noſtra Sereniſſima Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Joſepha Archiducisſa Auſtriæ &c. factam & à ſupra nominato Procuratore noſtro Comite à Flemming in animam noſtram Juramento ſolemni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Heredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas, ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam, atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

NOsque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Dux Saxoniæ & Elector &c. à Dilectione Sua perdilectiſſima Nuru noſtra Sereniſſ. Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Joſepha, Archiducisſa Auſtriæ &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Flemming, noſtro nomine Viennæ, acceptam, Juramentoque in animam noſtram confirmatam, & jam Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque noſtris & Succeſſoribus voventes & jurantes, iſtam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die ſolemni Diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus. ANNO 1719.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium, & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc propriis manibus à Nobis Auguſto ſecundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniæ &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto, & Nobis Regia Principe Maria Joſepha, ſubſcriptum ſigillisque noſtris munitum eſt.

Dresdæ prima Menſis Octobris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) AUGUSTUS Rex.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA R. P. P. & L. E. S. & A. A.

VI.

Conventio inter SACRAM CÆSAREAM & *Catholicam Majeſtatem & Regias Majeſtates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM & BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimeſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quô quidem elapſô, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis 18. Novembris 1719.* Cum *Binis Separatis Articulis, & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* [Tiré de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.] 18. Nov.

TAmetſi Rex Hispaniarum protrahendo Bellum quod tam injuſtè movit, ſe privaverit à die 2. Novembris Expectativis in Ditiones à Magno Duce Hetruriæ, & Duce Parmæ Placentiæque poſſeſſas, quæ deficientibus Succeſſoribus Masculis per Articulum Quintum Tractatûs Fœderis inter Suam Majeſtatem Cæſaream, Majeſtatem Britannicam, & Regiam Chriſtianiſſimam Majeſtatem 2. Auguſti 1718. Londini initi in favorem Filii Primogeniti Regis Hispaniarum ex Thoro ſecundo nati deſtinatæ erant, Octavo verò Articulorum Secretorum diſertè cautum ſit, quod ſi Rex Hispaniarum poſt terminum trium Menſium à die ſubſcriptionis computandorum Conditiones Pacis illi propoſitas acceptare renueret, & Principes Confœderati eundem per arma eo compellere tenerentur, tunc novâ Conventione inter eos ſtabiliendum eſſet, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majeſtas Cæſarea dictas Expectativas in Excluſionem Filii Modernæ Hispaniarum Reginæ ex conſenſu Imperii conferre deberet.

Hac Diſpoſitione tamen non obſtante, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica ad manifeſtandum ſincerum ſuum in tranquillitatem publicam ſtudium, & ad promovenda ea quæ Pacem reſtituere poſſent, & ut urgentibus Fœderatorum ſuorum votis non deſit, conſentit, ut ea quæ in dicto Articulo quinto Tractatûs Londini initi, ratione

ANNO 1719.

tione ſpatii trium Menſium continentur, intra quod fas ſit Regi Hispaniarum præfato Tractatui accedere, vi præſentis Conventionis eidem liberum ſit intra ſpatium aliorum trium Menſium à die decimâ octavâ Novembris Anni 1719. computandorum dicto Tractatui accedere, eumdemque acceptare, additâ verò hac expreſſâ conditione, ut viciſſim Suæ Majeſtates Regiæ, Britannica, & Chriſtianiſſima ſpondeant, & per hanc Conventionem ſolennem ſe obſtringant, quod poſt elapſum hunc Terminum Trimeſtrem, à die hodierna computandum, & ſi Rex Hispaniarum intereà temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, Filius vel Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ex tunc pro excluſis ac non admiſſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ ipſo facto habeantur. Ut autem eò minus Nova hæc Termini prolongatio, in quam Sua Majeſtas Cæſarea nunc conſentit, in poſterum in exemplum adduci poſſit, dictæ Regiæ Majeſtates promittunt, ſe nullam aliam unquam Termini prolongationem in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ ab Imperatore petituras eſſe, & ex nunc cum Sua Majeſtate Cæſareâ convenient, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativas dictarum Ditionum in excluſionem Filii aut Filiorum modernæ Hispaniarum Reginæ ſecundum diſpoſitionem Octavi Articulorum ſecretorum concedere debeat.

Has ob cauſas, & cum Suæ Majeſtates Britannica, & Chriſtianiſſima, expertæ ſint, quòd Aula Hispanica à turbulento Miniſtro ſeducta, abuſa hucuſque fuerit Indulgentiis in illius favorem habitis, & inde occaſionem potiùs ſumpſerit obſtinatè, & pertinacius reſiſtendi, conſentiunt per hanc Conventionem ſolennem conditionem, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trimeſtris, promittentes altefatæ Suæ Majeſtates, & ſe ſe obſtringentes eandem ſe ſincerè adimpleturas, ita ut ſi Rex Hispaniarum poſt elapſum novum hunc Terminum trimeſtrem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, nec Expectativas, nec ulteriorem Termini Prolongationem à Sua Majeſtate Cæſareâ in favorem Filii modernæ Hispaniarum Reginæ petent, ut qui per lapſum trium Menſium ipſo facto pro excluſo habebitur, & ex nunc convenient cum Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholicâ, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ in Excluſionem dicti Principis eo caſu conferendæ forent. In quorum fidem Nos infraſcripti Suæ Majeſtatis Cæſareæ, Majeſtatis Britannicæ & Regiæ, Chriſtianiſſimæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii, Mandatis neceſſariis, & Plenipotentiarum Tabulis invicem exhibitarum muniti, præſentem hanc Conventionem ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus, quæ eandem vim obtinebit, ac ſi Tractatui Fœderis Quadruplicis verbotenus inſerta fuiſſet, & Ratificationum Tabulæ à Suâ Majeſtate Cæſareâ, Majeſtate Britannica, & Regia Chriſtianiſſima Majeſtate extradentur, & commutabuntur intra ſpatium ſex ſeptimarum, aut citiùs ſi fieri poſſit. Actum Hagæ Comitis, die decimâ octavâ Novembris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUamvis jam Articulo ſeparato Quadruplicis Fœderis Londini $\frac{\text{12. Julii V. S.}}{\text{2. Auguſti N. S.}}$ elapſi anni concluſi cautum ſit, Sacram Cæſaream Regio-Catholicam Majeſtatem, moderno Hispaniarum Poſſeſſori Regium Titulum haud concedere niſi in eum duntaxat caſum ubi & ille huic Tractatui acceſſerit, cum tamen hodie Conventionem ſuper novo termino trimeſtri in quâ dictus modernus Hispaniarum Poſſeſſor, Rex Hispaniarum & Indiarum per totum compellatur, inter Sacræ Cæſareæ Regio Catholicæ, Sacræ Regiæ Britanniæ, & Sacræ Regiæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Plenipotentiarios ſubſcribi contingat, è re judicatum eſt reſervationis hujus denuò mentionem fieri.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi de verbo ad verbum ipſimet Tractatui inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur. In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodiè invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

ANNO 1719.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUùm Titulorum aliqui quibus Sacra Cæſarea Majeſtas, ſive in Plenipotentiis, ſive in Conventione & in Articulis ſeparatis hodie ſubſcribendis, utitur, per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam agnosci haud poſſint, per hunc Articulum ſeparatum, & ante Conventionem ſubſcriptum, declarat, & proteſtatur, quod per dictos hac Conventione, & Articulis ſeparatis adhibitos Titulos, aut ſibi, alterive præjudicare, aut Sacræ Cæſareæ Majeſtati jus ullum adjicere minimè intendat.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi ipſimet Conventioni hodie ſubſcriptæ verbotenùs inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur.

In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi, ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Suæ Cæſareæ.

NOS CAROLUS Sextus, Divinâ favente Clementiâ, Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtenbergæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. &c Hisce notum, teſtatumque facimus omnibus quorum intereſt. Cum votis Fœderatorum noſtrorum Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Georgii Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regis, nec non Sac. Rom. Imperii Electoris, Ducis Brunswicenſis, atque Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Ludovici XV. Franciæ Regis, id demum tribuere adhuc ſtatuerimus, ut Terminus Trimeſtris, qui in Tractatu die $\frac{\text{22. Julii}}{\text{2. Auguſti}}$ Anno 1718. Londini ſub nomine Quadruplicis Fœderis concluſo, Moderno Hispaniarum Poſſeſſori, pro ſua ad eundem acceſſione præfixus erat, etſi jam pridem elapſus, ad alios denuò tres Menſes prorogetur, pronusque in Pacem, ac quietem publicam, quo ferimur animus Noſter Univerſæ Europæ uberrimè conſtaret, Hinc Illuſtri, & Magnifico Noſtro Camerario & Conſiliario Imperiali Aulico, Leopoldo Victorino Comiti de Windiſchgräz, Noſtro Sacrique Rom. Imperii Fideli Dilecto plenam facultatem ac omnimodam poteſtatem concedimus, cum Miniſtris præfatorum Principum iſthoc Negotium tractandi, & concludendi, verbo Cæſareo Regio ſpondentes, Nos ea omnia, & ſingula, quæ nomine Noſtro, is ita egerit, tractarit, atque concluſerit, non modo rata, grataque æque ac ſi à Nobis ipſis acta forent, habituros, verùm etiam noſtrum Ratihabitionis Inſtrumentum intrà tempus conventum, extradituros eſſe.

In quorum fidem præſentes propriâ manu ſubſcripſimus, Noſtroque Sigillo Cæſareo Regio communiri juſſimus. Datum in Civitate Noſtrâ Viennæ die nonâ Menſis Octobris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono, Regnorum Noſtrorum Romani Octavo, His-

ANNO 1719.

Hispaniarum decimo ſeptimo, Hungarici & Bohemici nono.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis proprium.

J. B. AB IMBSEN.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Britannicæ.

GEORGIUS Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſium & Luneburgenſium. Sac. Rom. Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Litteræ pervenerint, ſalutem. Cum Tractatus quidam in ſe complectens tam Conditiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hispaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliæque Regem, conciliandæ, quam Fœderis mutui Leges inter Nos, & Bonum Fratrem Noſtrum prædictum Romanorum Imperatorem, Bonumque Fratrem Noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, ſancitas, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum noſtrorum præfatorum Imperatoris Regisque Chriſtianiſſimi atque Deputatos plenâ Noſtra Potentiâ inſtructos in Civitate Noſtrâ Londinenſi, die viceſimo ſecundo Menſis Julii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo ſtylo veteri ſignatus fuerit, eâ verò Lege ut intra certum temporis ſpatium per ſecretum quendam ejusdem Tractatûs Articulum fixum, & conſtitutum, Rex Catholicus prædictas Conditiones acciperet; illi attamen Bellum potiùs ab ipſo iniquè ſusceptum proſequi hucusque placuerit: Tantum nihilominus fuit prænominatarum Fœderatarum Potentiarum æqui bonique ac Pacis ſtudium, ut tempus præfatum jam diù elapſum ulteriùs prolongare, per Conventionem à Miniſtris ſuis ſufficienti ad hoc Poteſtate reſpectivè munitis ſignandam decreverint. Sciatis igitur quod Nos Fide, Induſtriâ, & in rebus magni momenti tractandis uſu & perſpicaciâ prædilecti & perquàm fidelis Conſanguinei & Conſiliarii Noſtri Gulielmi Comitis de Cadogan, Veſtium Noſtrarum Regiarum Magiſtri, in Exercitibus Noſtris Locumtenentis Generalis, ſecundæ Regiæ Noſtræ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Inſulæ Vectenſis Gubernatoris ac Noſtri Miniſtri Plenipotentiarii plurimùm confiſi, eundem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus Noſtrum verum, certum & indubitatum Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodam Poteſtatem facultatem authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale (ita tamen ut generale ſpeciali non deroget, neque contra) pro nobis & Noſtro nomine cum Miniſtris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Noſtrorum Imperatoris, Regisque Chriſtianiſſimi ſufficienti itidem Poteſtate munitis, congrediendi, colloquendique, atque dictam Conventionem aliaque omnia, ſive Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, ſive Declarationes Elucidationesve fuerint, quæ ad Conventionem prædictam pertinere poterint, Noſtrâ ex parte ſignandi eademque mutuò extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factu neceſſaria præſtandi, perficiendique, tam amplis modo & forma ac Nosmet Ipſi ſi intereſſemus, facere & præſtare poſſemus, ſpondentes, & in Verbo Regio promittentes, nos omnia & ſingula quæcumque à dicto Noſtro Commiſſario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præſentium concludi, ſignarique contingeret, rata, grata, & accepta, omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut in toto, vel in parte à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Magnum Noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum præſentibus Manibus propriis Cuſtodum & Juſtitiariorum Regni Noſtri Magnæ Britanniæ appendi fecimus. Quæ dabantur apud Whitehall, die viceſimo Menſis Octobris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono, Regnique noſtri ſexto.

W. CANT. PARKER C. KINGSTON P.
ARGYLL ET GREENWICH, HOLLES, NEWCASTLE,
ROXBURGE. BERKELEY. J. KRAGGS.

ANNO 1719.

Pleinpouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que nous avons eue depuis nôtre avenement au Thrône, à contribuer autant qu'il eſt en nous, au Maintien de la Tranquillité publique rétablie par les Traittés d'Utrecht & de Bade, & à l'affermiſſement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traités & Articles ſeparés qui ont été ſignés à Londres le 2. Août de l'année derniere, en nôtre Nom, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, entre autres choſes, les Conditions qui doivent ſervir de fondement à la Paix entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres cher & tres-amé Oncle le Roy d'Espagne, & entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres-cher & tres amé Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, leſquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par nôtredit Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, voulant d'ailleurs entrer dans toutes les Méſures qui ſeront jugées convenables pour l'entier accompliſſement desdits Traittés, nous confiant entierement en la Capacité, Experience, Zele, & fidelité pour nôtre ſervice de nôtre cher & bien-amé le Sr. Comte de Morville, nôtre Ambaſſadeur auprès de Leurs Hautes Puiſſances nos tres-chers & Grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas. Pour ces cauſes & autres bonnes Conſiderations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre tres-cher & tres amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, nous avons commis, ordonné, & deputé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main, commettons, ordonnons, & députons ledit Sieur Comte de Morville, & luy avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, pour en nôtre nom, & en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec les Miniſtres Plenipotentiaires de toutes les Puiſſances Contractantes, pareillement munis de Pleinpouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & ſigner avec eux enſemble, ou ſeparément, tels Actes, Conventions, Articles & Declarations que ledit Sieur Comte de Morville aviſera bon être pour l'entier accompliſſement desdits Traittés & Articles ſeparés, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire, ſi nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût quelque choſe qui requît un Mandement plus ſpécial non contenu en cesdites preſentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & éxécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Paris le ſeiziéme Octobre, l'An de grace mil ſept cent dix-neuf, & de nôtre Regne le cinquiéme. *Signé*, LOUIS, *& ſur le reply*, Par le Roy, le Duc d'ORLEANS, Regent préſent. *Signé*, DU BOIS & ſcellé.

VII.

Friedensſchluß zwiſchen Georg Seiner Königlichen Majeſt. in Groß-Britannien als Churfürſt und Hertzog zu Braunſchweig/ und Ulrica Eleonora Königin in Schweden/ wodurch zu folg des Præliminair Tractats, welcher den 11--22. Julii 1719. errichtet/ die Hertzogthümer Bremen/ und Verden an mehr beſagte Königl. Majeſt. als Churfürſt/ und Hertzog zu Braunſchweig mit eben den Rechten/ und Zubehörungen abgetretten werden/wie ſelbige die Cron Schweden durch das Osnabruckiſche Friedens-Inſtrument beſeſſen hat; worunter ſonderlich mit begriffen wird das Recht Sitz/und Stimm auf Reichs- und Krayßtägen im Römiſchen Reich/ wie auch das Directo-

9/20. Nov.

ANNO 1719.

Directorium im Nieder-Sächsischen Krayße zu führen/ samt den Rechten über das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und Bremen/ wie nicht weniger das Jure pignoris in Chur-Braunschweig händen bereits seyende Amt/ und Städlein Wildhausen; hingegen verspricht Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Churfürst und Hertzog zu Braunschweig an Seine Königl. Majest. in Schweden innerhalb drey terminen zu zahlen die Summ einer Million Reichsthaler nach dem Leipziger fuß/ die Unterthanen/ und Einwohner in allen ihren Rechten/ Freyheiten/ und Privilegien so wohl die Religion, als andere sachen betreffend zu erhalten/ und denen/ so sich bey der vorhin vorgenommenen grossen und General Reduction werden beschwert befinden/ denen König Carls des XII. Glorwürdigsten andenckens verheissungen gemäß/ baldiges Recht wiederfahren zu lassen; Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien versprechen beynebens die mit der Cron Schweden vorhero gemachte Tractaten/ worunter die Garantien vor das Fürstliche Holstein-Gotterpische Hauß mit begriffen seynd/ auf das gnaueste zu beobachten/ auch selbige ferner nach den ietzigen Conjuncturen zu erneueren/ und einzurichten. Geben zu Stockholm den $\frac{2}{20}$. November 1719. Mit den besondern Articulen/ so enthalten/ Jhro Königl. Majest. als Churfürst/ und Hertzog zu Braunschweig wollen diejenige Contributiones, welche dieselbe vor übernehmung des Landes durch dero Generals gehoben/ wie im gleichen das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, nicht weniger das Orlog-Schiff Bremerschlüssel genant/ auch noch einige andere Articulen die Officier/ und Unterthanen des Landes betreffend/ der Cron Schweden/ nach der durch die Commissarien/ welche darüber werden benent werden/ getroffenen Vergleich/ ersetzen/ und vergüten. Geben zu Stockholm den $\frac{2}{20}$. November 1719. [Tiré des Archives Royales.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de* Brunswich, *&* ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchez de Bremen, & de Verden sont cedez audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunswich avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possedoit par la Paix de Westphalie, y compris specialement le Droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathedral de Hambourg, & sur celui de Breme; comme aussi la proprieté de la Ville de Wilshausen avec son Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswich. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majesté Suedoise, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Monnoye de Leipsich, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Justice conformement aux promesses du feu Roi Charles XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevés, dans la grande, & generale reduction, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les renouveller presentement selon & en conformité de la Conjonction presente. Fait à Stockholm le $\frac{2}{20}$. Novembre* 1719. *Avec les* ARTICLES SEPARÉS *portant que le Roi Electeur donnera une entiere satisfaction à la Couronne de Suede au sujet des Contributions exigées du Païs par ses Generaux, avant qu'on eût pris possession, comme aussi à l'égard du Magazin de la Forteresse d'Ottersberg, du Vaisseau de Guerre Bremer-Schlussel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers, & Sujets du Païs; le tout selon le Reglement, qui en sera fait, & convenu par des Commissaires, qu'on nommera sur ce sujet de part, & d'autre. Fait à Stockholm le $\frac{2}{20}$. Novembre* 1719.

ANNO 1719.

Im Nahmen der Heyl. Drey-Einigkeit.

KUndt und zu wissen seye hiemit Jedermanniglichen/ demnach die ausserhalb des Rom. Reichs angefangene Nordische Krieges Unruhe mit der zeit auch einige zu selbigem Reich gehörige Provincien ergriffen/ und endlich gar in den Nieder-Sächsischen Kreyß gedrungen/ dadurch es sich veranlasset/ daß der Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Georg König von Groß-Britannien/ Franckreich/ und Irland/ Beschützer des Glaubens/ Hertzog zu Braunschweig- und Lüneburg des Heil. Rom. Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg in solche Krieg mit verwickelt worden/ die Durchleuchtigste/ Großmächtigste Fürstin und Frau/ Frau Ulrica Eleonora der Schwede/ Gothen und Wenden/ Königin/ Groß-Fürstin zu Finland/ Hertzogin zu Schonen/ Ehesten/ Liffland/ Carelien/ Bremen/ Verden/ Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Fürstin zu Rügen/ Frau über Ingermanland und Wißmar/ Pfaltz-Gräffin beym Rhein/ in Beyern/ zu Jülich/ Cleve und Berge/ Hertzogin ꝛc. Wie auch Land-Gräffin und Erb-Printzessin zu Hessen/ Fürstin zu Hirschfeldt/ Gräffin zu Catzen-Ellenbogen/ Dietz/ Ziegenhayn/ Nidda und Schaumburg ꝛc. Aber so wohl als Hochstgedachte Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien aus Christlöblicher intention dero gedancken darauff einmütiglich gewand/ wie fernerem aus solchen Krieges-Wesen zu besorgendem Unheil/ und Verderb unschuldiger Lande/ und Leüte zuvorgekommen/ zuforderst aber/ und fürnemlich Friede und Ruhe zwischen hochst ermeldeten Ihren Königl. Majest. Majest. gestifftet/ und gutes vernehmen/ und vertrauen beyderseits erneuert/ und befestiget werde mögte/ zu welchem Ende der Durchleuchtigste/ und Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Ludwig der XV. Aller-Christlichster König von Franckreich und Navarra/ dessen Officia, und Mediation durch seine/ bey dem Königl. Schwedische Hoffe subsistirende/ und verordnete Residente/ und Plenipotentiaire den Wohlgebohrne Herrn Jacob von Campredon rühmlich mit angewand/ auch bereits zwischen Höchst-Ermeldte Ihre Königl. Majest. Majest. ein Præliminair Friedens-Recess unterm 11—22. Julii jetzlauffende Jahrs zu Stockholm getroffen/ und darin vorbehalten worden/ daß auff den fuß desselben mit nechsten der Friede zwischen Ihnen formlich geschlossen/ und darüber ein Solennes Friedens Instrument errichtet werden solte/ und dan zu völliger ausmach- und möglichster beschleunigung eines so erwünscht- und heilsamen wercks die beyderseitige mit gnugsamen Vollmachten versehene Ministri Plenipotentiarii im Nahmen Gottes zusammen getretten/ und zwar von seiten Jhro Königl. Majest. von Schweden der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Cronhielm/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Præsident des Königl. Cantzley Collegii, und der Upsalischen Academie Cantzler/ wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Carl Gustav Ducker/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Feld-Marschall/ und verordneter Kriegs-Rath/ desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Adam Taube/ Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Ober-Stadthalter in Stockholm/ gleichermassen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Magnus de la Gardie, Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Præsident in dem Königl. Commercii-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron Herr Daniel Niclas von Höpken/ Jhro Königl. Majest. von Schweden verordneter Etats Secretaire: Von seiten Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ aber dero Ministre Plenipotentiaire der Wohlgebohrne Herr Obrister Adolph Friedrich von Bassewitz. Als haben dieselbe nachfolgende Articuln mit einander abgeredet und geschlossen.

I. Soll ein immer währender/ auffrichtiger und beständiger Friede/ und Freundschafft zwischen Jhro Königl. Majest. von Schweden/ und dem Reiche Schweden eines und Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien/ auch als Hertzoge/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ und dero Chur- und Fürstliche Hause andern theils hiemit gestifftet/ und bestättiget sein/ und soll und will ein theil dem andern alles das jenige redlich/ und unverbrüchlich erweisen/ was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwischen ihnen völlig ergäntzen/ und beständig

ANNO 1719.

ständig machen kan/ alle Feindliche handlungen/ und gebrauchung der Waffen aber von einem theil gegen den andern sollen von nun an gäntzlich auffhören/ und niedergeleget seyn/ und bleiben.

II. Es soll auch beyderseits eine immermehr währende vergessenheit/ und Amnestie alles dessen sein/ was an der einem/ oder andern seiten/ es sey auff was weyse es wolle/ Feindliches/ oder wiederwärtiges gegen einander vorgenommen sein mögte/ und soll deren keines dem einen oder dem andern theile/ oder jemand der seinigen in ungute jemahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden/ sondern das alles/ und jedes soll hiemit todt/ und abseins/ und dessen nimmermehr gedacht werden.

III. Gleich wie Jhro Konigl. Majest. von Schweden vermoge des mit Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg unterm 11—22. Julii 1719. errichtet/ eingangs berührten Præliminar-Friedens-Recessus deroselben bereits cediret/ und abgetreten haben/ also cediren und übertragen sie krafft dieses nochmahlen vor sich/ das Reich Schweden/ und Jhre Successoren, und Nachkommen Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ und dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum die Hertzogthümer Bremen/ und Behrden pleno Jure mit allen deren Juribus, und zubehörungen/ so wie selbige Hertzogthümer durch das Osnabrückische Friedens-Instrument vom 14—24. Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden/ und wie die Konige von Schweden und das Reich Schweden solche Hertzogthümer sambt deren Annexis Juribus, und zubehörungen seithero besessen/ genutzet/ und gebrauchet haben/ oder besitzen/ nutzen/ und gebrauchen sollen oder können/ nichts überall davon ausgenommen/ und insonderheit das Jure pignoris in Chur-Braunschweig händen bereits seyende Ambt/ und Stadtlein Wilshausen/ mit allen Jhren zubehörungen/ und gerechtsamen/ doch also/ daß wegen des darauff hafftenden Pfandschillings kein fernerer anspruch an Jhro Konigl. Majest. und das Reich Schweden nun oder ins künfftig gemachet werde/ solches alles/ und jedes von nun an zu ewigen zeiten mit eben dem Recht/ wie es Jhro Konigl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von der Regierung/ wie auch das Reich Schweden bißhero besessen ohne einige schmählerung/ oder vorbehalt/ auch ohne alle in/ oder ausserhalb gerichts von Jhro Konigl. Majest. von Schweden oder dero mitbeschriebenen jemahls zu machende wiederrede/ hinderung/ oder sperung völlig/ und in Eigenthum zu haben/ und zu behalten; begeben/ und renunciren auch hiemit in faveur hochstgedachter Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ und deren ob mit beschriebenen in perpetuum allen denen gerechtsamen/ welche sie an denen Hertzogthümern Bremen/ und Behrden oder von wegen derer selben bißhero gehabt oder auff einige weise prætendiren können/ in genere, und in specie, es betreffe das Directorium in Niedersächsischen Kräyse/ Sitz/ und Stimmen auff Reichs/ und Kräys-tägen/ oder mag sonsten nahmen haben wie es wolle; Entbinden gleichfals hiemit die Unterthanen/ Eingesessene/ und angehörige solcher Hertzogthümer aller derer pflichte und verbindungen/ womit die Jhro Konigl. Majest. und dem Reiche Schwede verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg und dero obmitbeschriebene/ als Jhre nunmehrige alleinige/ und beständige Landes- und Ober-Herrn/ wie sie dan auch das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und die zu dem Dohm zu Bremen/ und dem dortigen vormahligen Capitul gehörige Personen/ Untersassen/ Heürzinß- und Meyer-Leüthe/ so wohl in der Stadt Bremen/ als in denen so genandten Vier Gohen/ und an allen anderen Orten/ wo deren befindlich seyn/ obgedachte Eyde/ und Verbindungen an die Cron/ und das Reich Schweden krafft dieses entschlagen/ und an Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig-Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene überweisen.

Jhro Konigl. Majest. von Schweden für sich/ und dero obmitbeschriebene refutiren annebst hiemit/ und krafft dieses die Jura feudi, so sie und Jhre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Bremen/ und Behrden von denen Romisch. Kayserm/ und dem Romisch. Reiche erlanget/ und biß dahin gehabt haben/ und übertragen so viel an Jhro solche Lehnbarkeit/ an Jhro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ und dero obmitbeschriebene.

Ubrigens sollen die Brieffschafften und Documenten die Hertzogthümer Brehmen/ und Behrden betreffend/ bona fide, so bald es möglich denenjenigen extradiret werden/ welche dieselbe zu empfangen von Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg/ und dero obmitbeschriebene/ versprechen/ und geloben Jhrer seits die Stände/ Unterthanen/ und sambtliche Einwohner auff dem Lande sowohl als in denen Städten ermelter Hertzogthümer Bremen/ und Behrden/ und was denenselben anhängig/ und zu gehörig sein kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben bey seinen wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten und Privilegien insgemein/ und absonderlich/ so wie besagte Ständte/ Unterthanen und Einwohner selbige gehabt/ und besessen/ und solche nach Jnhalt des Instrumenti Pacis Westphalicæ Jhnen vorbehalten worden/ sambt bey dem freyen Religions Exercitio vermöge der unveränderten Augspurgischen Confession jederzeit unbekummert/ und ungekräncket zu lassen/ zu handhaben und zu schützen. ANNO 1719.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen genuß der entweder Jhm selber von denen vorigen Konigen von Schweden verliehenen/ oder auch von andern erhandelten Exspectantz auff einige gewisse Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelanget wäre/ so sollen auch solche Exspectantz denen Rechten/ und herkommen gemäs Jhre krafft behalten/ und denen Jnhabern derselben hinführo bey einer sich ereignenden Vacance keiner vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Konigl. Schwedischer Regierung überall ins werck gestellete Reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhende Kon. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens/ so wohl/ als in ansehen derer billigkeit bewogen worden/ mittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zugeben/ daß im fall einige hiesige Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun könten/ daß ihnen einige Güter/ welche ihnen mit Recht zu gehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr Recht unbenommen sein solte/ zu folge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in dem Besitz ihrer vorigen durch erwehnte Reduction, oder unter andern vorwand ihnen abgesprochene/ eingezogene/ oder sequestrirte Güter getreten/ dieses Recht nachgehends auch von denen sambtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen Majest. abgefasten Reichstags-beschlus aufs neue festgestellet worden:

Als ist hiemit von beyden Allerhöchsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß die in dem vorhergehenden 3. Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession deren Hertzogthümer Bremen/ und Behrden keines wegs schmählern/ vielweniger aber auffheben sollen/ derer in besagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen/ und Eingesessenen/ oder derer Erben/ sie mögen intra, oder extra Territorium sich auffhalten/ in diesem fall habende rechtmässige ansprach und forderungen/ sondern sollen selbige bey Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ in eben derselben krafft und würckung verbleiben/ wie sie anjetzo gegen Jhro Konigl. Majest. von Schweden seind/ und sich befinden/ und nun/ oder ins künfftige können erweislich gemacht werden.

VI. Jmgleichen sollen krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie, die wegen des bishero gewesenen Krieges etwan vorenthaltene güter/ hauser/ und eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer sein mag/ ihren rechtmässigen Proprietariis, sie mögen intra oder Extra Territorium sich auffhalten/ wieder zugestellet/ und eingeraumet werden.

VII. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnten beiden Hertzogthümern von der dortigen gewesenen Konigl. Schwedischen Regierung/ bis man Konigl. Danischer seits sich bemeldter Hertzogthümer gäntzlich bemächtiget/ publico nomine wegen schulden und posten/ so auff Konigl. befehl auffgenommen/ und in des Konigs/ oder der Cron nutzen verwandt worden/ gemachte würckliche verpfandungen/ und von besagter Regierung geschehene immissiones in ihrer vollkommenen krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Einhabere solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweislich verliehenen/ oder eingeraumbten/ unterpfandes/ ihre in handen habende Contracten mit darinnen enthaltene verschreibungen so lange zu gute geniessen/ biß dieselbe vermög ihrer Contracten vollkommen expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan erstbesagten Creditoren verpfändete/ in beyden Hertzogthümern belegene/ oder auch dazu gehörige güter/ und häuser Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg/ und dero mitbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden.

Was aber auf der dortigen Stände Obligationes und Garantien auff-negociiret worden/ solches seind gesambte Stände/ zu bezahlen/ und zu præstiren gehalten.

VIII. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien versprechen hiemit nicht nur als Konig/ sondern auch als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg/ die mit Jhro Konigl. Majest. zu Schweden Vorfahren/ und dem Reich Schweden fürhin gepflogene Vertrauliche Freundschafft/ und Bundnussen nebst denen Garantien, so dem Fürstl. Hollstein-Gottorpischen Hauser auff dem fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen/ oder noch ferner zu schiessenden Frieden können zu gute kommen/ anjetzo mit Jhro Konigl. Majest. und dem Reiche Schweden zu erneuern/ und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uber dem wollen Jhro Konigl. Majest. von Groß-Britannien/ als Hertzog/ und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg gehalten seyn/ an Jhro Konigl. Majest. von Schweden auff dero Assignation und Quitung die Summa von zehenmahl hundert tausend Reichthaler an neuen vollgültig einfachen/ und gedoppelten marck- oder drittheil stücken/ nach dem Leipziger Müntz-fuß de Anno 1690. da die marck feinen Silbers zu zwölf Courant Thalern ausgemüntzet ist/ in Hamburg zahlen zu lassen und wie bereits anstalt gemacht worden/ daß Jhrer Konigl. Majest.

ANNO 1719.

Majest. von Schweden eine tertia davon 333333. 1-3. Thaler auff dero Assignation und Quittung in Hamburg sollen entrichtet werden / solches auch vor Signirung dieses Friedens-Instruments bewerckstelliget sein wird / also hatt es dabey sein verbleiben ; der übrige theil aber ob-erwehnter Million Thaler soll vier bis sechs Wochen nach geschehener auswechselung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig / und ohnfehlbahrlich zu Hamburg auff gehörige Assignation, und Quittung bezahlet werden.

IX. Der Westphälische Friedens-schluß in so weith derselbe durch gegenwärtigen Tractat, und sonsten nicht geändert / oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden mögte geändert werden / bleibet in seiner vollenkommenen Krafft / und würckung / und verbinden sich beyde Compaciscirende hohe Theile / Ihres Orts alles dasjenige beyzutragen / was zu auffrechthaltung / und befestigung besagten Westphalischen Frieden-schlusses nötig und dienlich sein wird.

X. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren Ihnen hiemit zuforderst / Seiner Kayserl. Majest. auch nach befinden / anderer Puissances Garantie über dieses Friedens-Instrument zusuchen / und zunehmen.

XI. Die beyderseitige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb 2. Monath à Dato dieses beygebracht / und alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden.

XII. Zu Uhrkundt dessen / was obstehet seind hievon 2. gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche beyde von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und untersiegelt / und jedem Theile eines davon zu gestellet worden. So geschehen / und gegeben zu Stockholm den 9—20. Novemb. im Jahr eintausend sieben zehen hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm.	(L.S.)	Adolph Friederich von
Carl Gustav Ducker.	(L.S.)	Bassewitz. (L.S.)
Gustav Adam Taube.	(L.S.)	
J.H.V. De la Gardie.	(L.S.)	
D.N. von Höpken.	(L.S.)	

ARTICULI SEPARATI.

DEmnach es sich zugetragen / daß bey schließung / und unterzeichnung des unterm heutigen Dato zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden / und Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Instruments, einige angelegenheiten sich hervorgethan / welche eine genauere nachricht / und untersuchung / theils auch eine vorhergehende Liquidation erforderen / derowegen aber man nicht dienlich erachtet / die zeith auszuziehen / und das haubtwerck länger ausgestellet sein zulassen ; Als haben beyderseits Compaciscirende hohe Theile sich dahin verglichen / daß zu gäntzlicher schlicht- und ausmachung solcher in nachfolgenden Articulen abgefasten Puncten / gewisse Commissarii von beyden seiten sollen ernennet / und bevollmächtiget werden / welche gleich nach ausgewechselten Ratificationen über obbesagtes Friedens-Instrument so wohl als gegenwärtigen Separat Articulen zusammen tretten / und innerhalb einer vier Monathlichen Frist / hierunten benandte angelegenheiten durch gütlichen Vergleich zum schluß bringen sollen.

I. Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg / wollen diejenige Contributiones und andere auflagen / welche dieselbe vor übernehmung mehrbesagter beyden Hertzogthümer aus dem derosselben fürher übertragenen Postirungs-District gehoben / und selbige sowohl als das in der Vestung Ottersberg damahls befindlich gewesene Magazin, Ammunition, und andere Krieges-zurustungen / imgleichen das Orlog-schiff / Bremer-schlüssel genandt / zu sich genommen haben / Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und der Cron Schweden nach der darüber getroffenen Liquidation ersetzen / und vergüten.

Dasjenige aber / was von Dännemarck aus obgedachter Postirung gehoben worden / kan in diese Liquidation nicht gebracht werden.

II. Desgleichen haben auch Seine Konigl. Maj. von Groß-Britannien als Hertzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg sich geneigt zu sein erkläret / denen von der Ritterschafft / und Adel-Bedienten / und anderen Eingesessenen / welchen währenden diesen Troublen ihre güter eingezogen worden / die einkünffte / so sie dadurch geniesst / und welche von Ihro Konigl. Majest. selbsten / oder dero Cammer genossen seynd / wieder ersetzen zulassen ; Imgleichen wollen sie auch auff die im Exilio bißhero gelebte Justitiæ, und Landes-Bediente / welche darum geziemende ansuchung thun werden / und noch fähig / und im stande zu dienen seynd / bey ereigenden Vacanzen reflexion machen.

III. Solte annoch die vormahlige in der Stadt Bremen gewesene Konigl Schwedische Regierung wegen ein- und anderen sachen / so die bißherige Oeconomie und verwaltung der Financen, oder auch einige particulire angelegenheiten betreffen / mit guten fundament, und raison etwas vorschlagen / und beybringen können / so wollen Ihro Konigl. Majest. von Groß-Britannien solches vernehmen und billigmässige reflexion darauff machen. ANNO 1719.

IV. Diese Separat Articuln sollen von eben der Krafft / und Bündigkeit sein / als wann sie dem unterm heutigen Dato errichteten Tractat von wort zu wort einverleibet wären / und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche von beyden / von beyderseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben / und untersiegelt / und jedem theile eines davon zugestellet worden. So geschehen Stockholm den 9—20. Novembr. im Jahr ein tausent sieben hundert / und neünzehen.

Gustav Cronhielm.	(L.S.)	Adolph Friederich von
Carl Gustav Ducker.	(L.S.)	Bassewitz. (L.S.)
Gustav Adam Taube.	(L.S.)	
J.H.V. De la Gardie.	(L.S.)	
D.N. von Höpken.	(L.S.)	

VIII.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Parisiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præsertim in eo quod spectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour. Avec Privilege. Fol.] 1720. 26 Jan.

PHILIPPUS Dei gratiâ Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentiæ, Galetiæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani : Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani ; Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm per Serenissimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Nostrum Franciæ & Navarræ Regem propositus sit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem stabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cùm hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarum Tabulis instruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Stairs, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Marescallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eò pervenerint, ut Tractatum concluserint, quem signârunt Parisiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, stabiliri in votis fuit, & cùm memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis proposuerint hisce adhærere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus, nihilominùs desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cùm Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus : Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, signatum 18. Julii 1718. à supradictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majestatum Britannicæ & Christianissimæ, atque ideò tenore Præsentium acceptamus hunc præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis : & præcipuè in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directè respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commisimus Expeditionem præsentis Instrumenti manu Nostrâ muniti & Sigillo Nostro secreto, atque ab infrascripto primo Statûs Secretario subsignari. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signatum erat

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

ANNO 1720. NOs infraſcripti Miniſtri & Plenipotentiarii declaramus Apographum ſuprà inſertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum conſimile eſſe. Actum Hagæ-Comitum die decimâ ſeptimâ Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Inſtrumento :

(*L.S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

IX.

21. Janv. / 1. Fevr. *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Suecorum Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Chriſtianiſſimo percuſſum, quô anterioribus Fœderibus reaſſumptis, & pro baſi hujus habitis, Partes conveniunt de Auxilio ſibi invicem in omni caſu neceſſitatis ferendo. Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adeſſe Subſidiis & armis in Bello præſenti contra* CZARUM *Moscoviæ, eoque continuare ad Pacem usque reſtaurandam, Regina vero ſe & Regna ſua obſtringit ad perpetuam Guarantiam Succeſſionis Regiæ Britannicæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die* 21. *Januarii* 1720. [Tiré de la Chancelerie Royale de Suede.]

QUandoquidem Sereniſſima & Potentiſſima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Georgius Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Elector, pro intimiori mutuæ amicitiæ, & ſinceræ neceſſitudinis aſſertione, majorique confirmatione, atque pro adaugenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum ſalute, & ſecuritate conſultum fore exiſtimaverunt, ut anteriora inter Inclyta Sueciæ, & Magnæ Britanniæ Regna, & altè commemoratorum Regum Prædeceſſores Reges inita Fœdera, in primis vero illud, quod inter Regiam Suam Majeſtatem Sueciæ tunc temporis regnantem Beatæ, glorioſiſſimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Suam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, itidem Beatæ glorioſiſſimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ-Comitum Anno 1700. in octodecim annos ictum Anno 1718. proximè elapſo expiravit, nunc per Mediationem, & ſub Guarantia Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Miniſtrum ſuum Reſidentem Plenipotentiarium eſſe voluit, & Mandatis ſuis ad hoc muniri curavit, reaſſumerentur, emendarentur, renovarentur, præſentique rerum ſtatui accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regia Majeſtas Sueciæ itaque ſalutari huic operi perficiendo legitimè conſtituere, atque ſufficienti Mandato inſtruere voluit Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Carolum Guſtavum a Ducker, ſuum Regnique Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum, & Conſiliarium Bellicum, nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Guſtavum Adamum à Taube ſuum Regnique Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum & ſupremum Gubernatorem Holmiæ, itidem Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Comitem Dominum Magnum de la Guardie, ſuum Regnique Senatorem, & Præſidem Collegii Commerciorum, ut & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Joannem Lilienſtedt ſuum Regnique Senatorem, ac Cancellariæ Conſiliarium, denique Illuſtrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken Status ſui Secretarium, Sacra Regia Majeſtas Britanniæ autem Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes, in Provincia Betfordienſi, unum ex Cubiculi ſui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devonienſis, & Legatum ſuum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, qui congreſſi, ſuis Holmiæ exhibitis utrimque & communicatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de cauſa inſtitutis colloquiis poſt accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquiſitionem convenerunt & conſenſerunt, ut pro baſi & fundamento reciperent Fœdera Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6. Janv. Hagæ-Comitum concluſa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque Regnorum & Subditorum Commercia ſpectant, atque prædicti non modò Anno 1665. ſed etiam Anno 1700. initi Fœderis partem conficiunt, quàm primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commiſſariis negotiatio inſtitui debeat: quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam Correspondentiam, & ſecuritatem, prædicta Annis 1665. & 1700. inita Fœdera, præſenti hocce confirmantur omnino, & corroborantur, adhibitis additionibus, & immutationibus quibusdam, ut præſenti rerum ſtatui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id Articulis ſequentibus fuſius expoſitum, cautum, & ſtatutum eſſe patebit.

I. Sit inter Sacram Regiam Sueciæ Majeſtatem ejusque Hæredes, & Succeſſores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem, ejusque Hæredes & Succeſſores Reges ab altera parte, atque univerſa & ſingula utriusque Regna, Ditiones Provincias, Inſulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives & Incolas, atque adeo omnes omnino Subditos & Vaſallos tum eos qui nunc ſunt, tum etiam, qui impoſterum erunt, tam in Europa quàm extra eandem ubivis locorum tam Terrâ quàm Mari & Aquis dulcibus, ſincera & conſtans in perpetuum amicitia, Fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipſi ſibi invicem, vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicumque ſitis, & Subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus conſentiant, ſed ſe invicem ſincero affectu, omni benevolentia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum, eorumque Hæredes & Succeſſores mutuum commodum, & honorem omni ſtudio curare & promovere, pericula, conſpirationes, & machinationes hoſtiles, quam primum ſcilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit obſtare, nec non pro avertendis, & impediendis iisdem, conſilia, viresque ſociare, & impendere; quapropter alicui Confœderatorum non licebit, vel per ſe, vel per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidquam alterius incommodo, vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci, ſive Mari, ſive Terrâ, hoſtes ejus, ſive rebelles, & inimicos in Confœderati damnum nullatenùs fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in Ditiones ſuas recipiet, aut admittet, multo minus conſilium, auxilium & favorem illis præſtabit, vel tale quid per Subditos, populum aut Incolas ſuos præſtari ſinet, aut permittet.

III. Rebelles verò jam nominatos ſpeciatim quod attinet, quicumque ab alterutro Confœderatorum per Litteras Confœderato ſuo miſſas, pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam à Confœderatorum illo, cui Litteræ iſtæ miſſæ fuerint, pro tali ſtatim reputabitur, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alterius rebelles & perduelles ſtatuta ſunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quò majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altiſſime memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum utilitatem, nec non Religionis Proteſtantis protectionem in dies meliùs excoli, ac eorundem ſecuritati, magis magisque proſpici, ac caveri poſſit, utrimque convenit, ut Sereniſſimi & Potentiſſimi Reges, Regnaque Sueciæ, & Magnæ Britanniæ ſpeciali Fœdere defenſivo, quàm arctiſſimè necterentur; quemadmodum hisce præſentibus arctiſſimo conſtringuntur Fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præſtandam defenſionem tam ſuorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Statuum, Subditorum, poſſeſſionum quam Jurium, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum cum in Mari

ANNO 1720. Mari Baltico, Freto Oresundico sive Codano, tum in Mari Septentrionali Deucaledonico, Occidentali, Britannico, Freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum, & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex Pactis & receptis Consuetudinibus, quàm Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores, & Terrâ vel Mari turbatores in Europâ, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam Suam Majestatem, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus, aut quibusvis personis malevolis uno vel pluribus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominiis tam intrà, quàm extra Regna, ut & in Germaniâ ad Reges, Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Juribus suis inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredes, & Successores Reges, prævià legitimâ requisitione, Sereniſſimæ Reginæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus, Regnisque Sueciæ contra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebelles exercitu sex mille Peditibus constante auxilio esse eâ conditione, & modo, ut infrà determinatum est.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges, Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus in Europâ, invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges, Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri, & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejusque Hæredes, & Successore Reges, Regnaque Sueciæ contra tales aggressores, & Rebelles Sereniſſimo Regi Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem, & denunciationem Exercitu sex mille Peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialiùs determinabitur.

VII. Istæ verò, quæ imposterum sic desiderari poterunt Copiæ Auxiliares quartò post factam requisitionem Mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt, in locum aditu, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit mittenti priùs indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem, ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda, Confœderato requisito vigore hujus Fœderis prius tentanda incumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerunt Copiæ sumptibus mittentis alentur, & sustentabuntur, donec Pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in Terris suis provideat, ut auxiliares Copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum, & cœtera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum Exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodò habere velit, residuam vero in apparatu Bellico, munitione, commeatu, Navibus, rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, eâ tamen æstimatione initâ, ut pro singulis mille Peditibus quolibet Mense usque ad finem Belli quatuor millia Imperalium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bonâ fide convenient.

IX. Quod si periculum obstiterit, quò minùs Copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior, faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem Copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio Belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium Copiarum Dux requirentis Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis subsit, omniaque ea, quæ dictum militiæ modum agendi, & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte Naves loco & vice militiæ terrestris subministrari contigerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur. ANNO 1720.

X. Si verò acciderit, ut pro magnitudine periculi Copiæ determinatæ non suffecerint, utpote si aggressor forte alterius cujusdam sui Fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel Successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus, quantisque è re esse poterit, quâ Terrâ quâ Mari, viribus nec non Subsidiis pecuniariis Parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod Anno 1700. conclusum fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud Bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ex Fœdere jam nominato, quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsenti hocce Bello Septentrionali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, Successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat, & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius in cassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem Navium Bellicarum vulgò *Escadron* dictam proximo Vere tempestivè Regno Sueciæ in Subsidium sit expeditura, sub Mandatis, & Dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus Navibus Bellicis acturam, ut Czari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur, & justæ Pacis Leges atque conditiones quam citissimè ab eo obtineantur; omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio Bellico cum Præfectis Copiarum Navalium utriusque Coronæ prævio habito, ordinari & disponi debent, imposterum verò, antequam auxiliares Copiæ mittantur, vim, & injuriam passûs cum altero Confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor, aut turbator amicabili ratione inducatur, à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit, quod si verò ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copiæ præfatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit: ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum eorumque Subditis Naves suas Bellicas, aliaque armata Navigia in alterius Portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque Immunitatibus & Privilegiis frui & gaudere, modò in ipsis Portubus vel eorum ingressu, illi qui communes hostes non sunt, non infestentur; aut per hoc cum iis omnis Commerciorum usus ad dictos Portus turbetur, multo minùs in totum tollatur, mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœderatorum consensu est determinatum, de Navigatione & Commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiæ quam primum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum, conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit Navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis Mercimoniis & Mercibus per universas & singulas eorum Ditiones, Dominia & Territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari alterutrius Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque liberè & tutò ingredi, ibique commorari, & rem Mercatoriam exercere in omnimodis Mercibus & Mercimoniis, quorum introitus, exitusque non speciatim per Leges & Statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur; eâ Lege tamen, ut ista Commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quàm ad Portus illos Maritimos, hucusque in exteræ cujusvis Gentis Commercium concessos; in quibus dictis Portubus, Oppidis, Urbibus, locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum Subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quamdiu libuerit, citrà ullam molestiam, gra-

ANNO 1720. gravamen, coërcitionem, aut temporis præfinitionem, verùm etiam ſemet ipſos cum ſuis bonis, Mercibus, aut facultatibus quibusvis illinc transferre & alibi ſe, ſuasque dictas facultates recipere, quandocunque & quoquoverſum ipſis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis ſub prætextu, niſi in ære alieno fuerint, & juſta ac legitima debita contraxerint, neque tributa aut onera cujuscunque generis, aut ſub quocunque titulo dicti Subditi ſolvere tenebuntur, dum mutuo manſerit in alterutriusque Confœderatorum Ditionibus & Territoriis, quæ Gens amiciſſima ſolvere non tenetur & quo omni meliori modo Subditorum præfatorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur & Commercium inter utrumque Regnum reciprocè promoveatur, dicti Fœderati ſe mutuò obſtringunt, & ex alterutra parte ſpondent, quod Merces & opificia utriusque Nationis nulla alia onera & Vectigalia majora impoſterum ſolvant, quam quæ nunc ſtabilita ſunt, eâque immunitate tamdiu gaudeant, donec omnia hæc Negotia ad mutuum Commercium ſpectantia ſpeciali Conventione aut Tractatu confeſtim concludendo in uſum & utilitatem utriusque Nationis ſemper deinde obſervando, clariùs atque firmiùs ſint deciſa, neque licitum reſpectivis erit utriusque Confœderatorum Subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis, & menſurandis Mercibus, & bonis ab ipſis importandis, exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni Urbibus, Indigenis, & Civibus exiguntur, & ſolvuntur, Porro conventum & pro regula generali ſtatutum eſt inter dictos Fœderatos, quod omnes & ſinguli eorum Subditi in Ditionibus, Territoriisque hinc inde eorumdem Imperio ſubjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occaſione gaudebunt, & iisdem Privilegiis, Libertatibus, & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus Subditi cujusvis alterius Principis aut Status vel amiciſſimi utuntur, fruuntur, gaudenturque, aut impoſterum uti, frui aut gaudere poſſint.

XIII. Vigore Articulorum quarti, & quinti Tractatûs de Anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præſtare auxilia, quæ ibidem ſtipulata ſunt; conditionibus tamen Articulo XVI. ejusdem Tractatûs pactis ſcilicet, ut ſi requiſitus Confœderatus fuerit, ipſe Bello implicatus, ſive contra ſuos proprios, ſive Confœderati hoſtes, hoc caſu non tantùm auxilia requirenti præſtare non obligaretur durante hoc Bello, verum etiam auxiliares Copias Confœderati vi Fœderis miſſas revocare poterit prævia trium Menſium ſignificatione; cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britannicæ ipſa Bello adverſùs Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapſum Anno 1713. quo Tractatus Ultrajectenſis Bellum Pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe, Subſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis Articulum, Bellum Regni Sueciæ duravit, eamque ob cauſam Suecica Subſidia, quæ reſtant, poſtulat; Subditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ juſtam compenſationem pro Navibus & Mercibus ſuis ab Armatoribus, & Navibus Suecicis interceptis, poſteaque Fisco adſcriptis exposcunt; pariter quoque Subditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro Navibus & Mercibus ſuis ab Armatoribus & Navibus Magnæ Britanniæ interceptis compenſationem poſtulant, ea propter à Partibus paciscentibus conventum eſt, Commiſſarios utrimque quam primum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis hisce Navibus & Mercibus, ut appareat, quænam Pars alteri debeat, idque quod ſic debetur, tam ratione unius quam alterius, harum prætenſionum termino à Commiſſariis inſtituto ritè perſolvatur.

XIV. Quæ autem Navibus Confœderati ſui ab altero Confœderatorum in ſuis Portubus conceſſæ Prærogativæ initio Art. XII. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur; quemadmodum nec permittetur, ut Subditi alterutrius Confœderatorum hoſtibus alterius in Confœderati incommodum, & detrimentum operam ſuam addicant, illisque quoquo modo qua Terra qua Mari ut Milites vel ut Nautæ inſerviant, ideoque id iis quàm ſeveriſſime interdicetur.

XV. Præſens Fœdus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum, neutri Fœderatorum in ſuis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Maris Baltici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgò Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antea, ita & impoſterum retinebit, iisque liberè, & ſine ulla contradictione fruetur. Quæ quidem ſupradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti Fœdere. ANNO 1720.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit vel ex Fœderum Legibus obligationi ſuæ ſatisfecerit, neceſſe eſt, ut eidem, ejusque ſecuritati viciſſim proſpiciatur, ac proinde utrinque convenit, ut Confœderato etiam ſuppetias alteri Confœderato, ad hujus requiſitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omninò permanſiſſe detur, nec ob præſtitum auxilium Bello ipſemet involutus fuerit, nihilominus ſine incluſione & ſecuritate ejusdem nullus Tractatus Pacis, vel Induciarum iniri, imo ne ſuſpenſio quidem armorum diuturna, & alteri Fœderatorum noxia fieri poſſit.

Quod ſi verò ob latas ſuppetias cum aggreſſore vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter ſine alterius conſenſu & conſilio neque ad Præliminares neque ad principales cum hoſte vel hoſtibus Tractatus descendat, ſed omnia mutuâ operâ, communicatione, & conſilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de ſufficienti ſecuritate, & ſatisfactione debitâ ex communi conſenſu pleniſſimè cautum fuerit, præprimis ei Confœderatorum, qui prius Bello immixtus fuerit, neutiquam licebit, Bellum Pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi Fœderis Confœderato ſuo auxilium tulit, per omnia ab hoſte indemnis præſtetur, ac ad minimum in priſtinum ſuum ſtatum, quo ante Bellum inchoatum gaviſus eſt, aut Jure gaudere debuit, ſiquidem ſtatus & conditio ejus per hoſtem & inde per inſecutum Bellum diminutionem aliquam acceperit, pleniſſime reſtituatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requiſitionem Confœderati ipſi ferendo, hæc conditio per expreſſum appoſita eſt, ut ſi poſt requiſitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requiſitum, vel ipſummet Bello contra communem hoſtem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe, vel Statu, in propriis Regnis ac Provinciis infeſtari, ita, ut requiſitus illam infeſtationem pro vero Bello habeat, cui avertendo requirens ipſe alias vigore hujus Fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infeſtatus, ſi quæ Copiæ auxiliares ad requiſitionem alterius Confœderati ante invaſionem miſſæ fuerint, prævia trium Menſium ſignificatione easdem ad propriam Regni ſui, Regnorumque ſuorum defenſionem revocare poterit, & durante illâ invaſione, quâ premitur, promiſſa auxilia præſtare non tenebitur, ut antehac accidit flagrante eo Bello tot annos geſto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Chriſtianiſſimum, & quamvis prædictum illud Fœdus anni 1700. quod pro baſi hujus tenebitur, ſub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis concluſum iſtiusmodi impoſterùm explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, ut clariſſima ſuæ in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice ſe obſtringit, ut præſens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Bellum nullo modo afferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majeſtas Sueciæ auxilia Tractatu hoc ſtipulata re ipſâ obtineat, iisdemque fruatur & ſublevetur usque ad Pacem feliciter reſtaurandam, ſcilicet Subſidiis, & Phalange Navium Bellicarum Articulis VIII. & XI. promiſſarum usque ad Pacem cum Czaro Moscoviæ reſtauratam, ſed Subſidiis tantum, quamdiu Bellum cum Corona Daniæ durabit, ſi nempe præter omnem ſpem illud Bellum ultra Pacem cum Czaro extenderetur. E contra obſtringit ſe Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, ſe nullas admiſſuram conditiones, quæ ipſi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum cauſæ, quæ contra Hispaniam agitur, & plurium annorum Bello ſuſtinetur, inferre poterunt. Porro ſe obligat dicta Sacra Majeſtas Sueciæ pro ſe, ſuis Hæredibus, & Succeſſoribus ad manutenendam, & guarantigiandam Succeſſionem in Regno Magnæ Britanniæ quemadmodum ea per Leges Regni ſtabilita eſt in domo Suæ Majeſtatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas univerſas Ditiones & Provincias à Sua Majeſtate poſſeſſas; nullumque aſylum aut refugium in ullo ſuorum Dominiorum loco dabit, aut concedet Perſonæ, ejusque Descendentibus, ſi qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & poſt ejus exceſſum Regium Magnæ Britanniæ titulum aſſumpſit, promittens pariter pro ſe, ſuis Hæredibus & Succeſſoribus, nullum ſe dictæ Perſonæ ejusve Descendentibus directè vel indirectè, Terrâ Marive præbituram eſſe auxi-

ANNO 1720. auxilium, consilium aut opem quamcunque sive in ære, armis, apparatu militari, Navibus, Milite, Nautis, sive alio quocunque demùm modo, idem obsservaturam intuitu eorum, quibus à dictâ Personâ ejusve Descendentibus fortè mandatum aut commissum foret regimen Suæ Majestatis Britanniæ aut tranquillitatem Regni sui sive Bello aperto sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Majestatis Britanniæ exercendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis ullum in Portubus Regni sui detur receptaculum. Denique Sua Regia Sueciæ Majestas obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco, illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis Subditis dabit, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in suis Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos è finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit, quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum obstringit se, ad submittenda auxilia supra determinata, idem factura ejus Descendentibus, si quando eos in Successione Regni Magnæ Britanniæ turbari contingeret; & quemadmodum Protestantium Religioni Commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ totique Christiano Orbi maximè interest, ne Mare Balticum sub arbitrio sit Czari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Czarus recuset, Pacem cum Suecia inire, & ea restituere, quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ, eamque libertatem Commercii in Mari Baltico restaurandam, qualis utrique ante præsens hocce Bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda, quæ in hoc præsenti Tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verùm promittit omnem operam, omniaque officia apud Fœderatos suos adhibituram, ut Subsidiis Sueciam adjuvent, & ita ad Czarum coërcendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superiùs dicto teneantur, ista obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia, & mutuorum Commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus, eorumque Subditis omninò tollendus & interdicendus veniat; nam existente tali casu, quod unus Confœderatorum, etiamsi auxilia requisitus tulerit, Bello ipse non fuerit immixtus, ejus Subditis ac Incolis cum hostibus illius Fœderati, qui in Bello versatur, Commercia & Navigationes libera erunt, licitumque omninò erit, Merces ipsis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expressè vetitæ, vulgò Contrabandæ dictæ, & communi omnium Nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem Ambæ summè memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam Pactis, & Fœderibus, quæ antehac cum aliis inita sunt, adhuc obstringi, eaque etiam ex præscripto eorundem Pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino Pactis & inibi comprehensis clausulis hoc tempore teneri, quæ præsens hoc Fœdus ullo modo, ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant, aut debeant; ita quo magis reciproca Fœderatorum fides, & perseverantia in hac Societate appareat, animique Subditorum & amicorum confirmentur, utræque summè commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant, & declarant, se omnibus & singulis hujus Fœderis Articulis sincerè & bonâ fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum Articulorum sensu sub ullo commodi, amicitiæ, prioris Fœderis, Pacti & promissi prætextu, aut alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia quæ in hoc Fœdere promiserunt, prout res, & negotia postulabunt per se, vel Ministros, & Subditos suos executioni promptissimè, & plenissimè, prout expressis verbis stipulata sunt adeoque cum effectu mandaturas, idque sine ullâ limitatione, exceptione vel excusatione, exceptis iis excusationibus, quæ in præcedentibus hujus Fœderis Articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc Fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum Confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuò tractare poterunt, si utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc Pacta vi acceptæ Potestatis & Mandatorum utrinque concluſa sunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solemni forma approbari & rata haberi, eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiæ intra trium Mensium spatium, a tempore hujus subscriptionis numerandorum, imo citiùs, si ita fieri poterit, exhiberi, & permutari debent; in majorem omnium supradictorum certitudinem & robur hujus Tractatûs bina exemplaria confecta sunt, quorum unum supradicti Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatores & Secretarius Statûs, alterum verò supradictus Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius, omnes in eum finem speciali facultate instructi Holmiæ subscripserunt, & suis Sigillis firmarunt, idque uno, eodemque die nimirum 21. Januarii Anno 1720. ANNO 1720.

X.

Friede / so zwischen Ulrica Eleonora der Schweden Königin / und Friederich Wilhelm König in Preussen vermittels Seiner Aller-Christlichsten / und Groß-Britannischen Konigl. Majest. geschlossen worden. Der zwischen dem Konig in Groß-Britannien und der Königin den 18--29. Augusti 1719. errichtete Præliminair-Tractat wird zum fundament des ietzigen gelegt / wodurch Seine Majest. in Schweden die Königin / die Stadt Stettin samt dem District zwischen der Oder und der Pehne mit den Insulen Wellin / und Usedom, dan auch die Städte Dam / und Gollnau mit allen ihren zubehörungen an Seine Konigl. Majest. in Preussen abtritt. Der Pehnefluß soll forthin zur gräntz dienen zwischen dem Preussischen und Schwedischen Pommern / im fall selbiges von Seiner Majest. in Dennemarck solte können zurück gebracht werden / worzu Seine Konigl. Majest. in Preussen alle nachdrückliche mittel vorzukehren verspricht. Was das Recht / Sitz / und Stimm auf Reichs- und Krayßtägen im Romischen Reich zu führen betrift / so bleibt es dißfalls bey den alten zwischen der Cron Schweden / und dem Haus Brandeburg deshalber errichteten Conventionen. Darneben verspricht auch Seine Konigl. Majest. in Preussen die Unterthanen / und Einwohner derjenigen örter / so man ihm abgetretten / bey ihren Freyheiten / und Privilegien / sowohl algemeinen als besonderen Rechten / vornehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Religion zu erhalten / nach maßgebung der Regierungs-Form de Anno 1663. dem Czar der Russen währendem diesem krieg keine Hülf zuleisten / wie auch Seine Majest. der Königin eine Summ von zwey Millionen Reichsthaler zu bezahlen / beynebens in dem postwesen keine änderung zumachen / und den Schweden in Anclam eine freye Station zulassen / alwo sie ihre Brief-paquete empfangen und eröffnen mögen. Geben zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den besondern Articulen / welche eine beyderseits gleiche verbindung enthalten / den Evangelischen / und Reformirten Religions-Verwandten in ihren rechtmässigen Religions beschwerden sowohl im Romischen Reich / als anderwertlich beyzustehen / den Westpählischen und Olivischen Frieden-schlüssen zu folg. Es wird auch auch abgethan / daß die rückstände / welche Schweden an den Länderen / so es dem Konig in Preussen abtritt / noch zu forderen / ihm sollen bezahlt werden / ferners daß man ihm genugthue gewisser Rechten halber / welche ihm mögen zukommen disseits der Pehne von wegen des nicht abgetrettenen theils / fals der Konig in Dennemarck der solches besitzet / selbiges solte wieder zurück geben. Stockholm den 21. Januar. 1720. [Tiré des Archives Royales.] 21. Janv. / 1. Fevr.

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Prusse, fait & conclu par la Mediation de Leurs Majestez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de*

ANNO 1720.

la Grande-Bretagne, & la Reine le 18—29. *Août* 1719. *y est posé pour fondement, Sa Majesté Suedoise y cede à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pehne, comme aussi les Isles de Wollin, & d'Usedom, & les Villes de Dam, & de Gollnau avec leurs appartenances; le Pehne servira desormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs Offices. Quant au Droit de Voix, & de Seance aux Dietes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cedés, en tous leurs Privileges; & en tous leurs Droits publics, & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre I. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an* 1663. *de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison Franche à Anclam pour y recevoir, & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le* 21. *Janvier* 1720. Avec *les* ARTICLES SEPARÉS *contenant un engagement reciproque d'assister les Evangeliques, & les Reformés dans leurs justes griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traitez de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les arrerages qui se trouveront dûs à la Suede sur le Païs cedé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cause de la partie non cedée, en cas que le Roi de Dannemarc, qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le* 21. *Janvier* 1720.

Im Nahmen der Heyl. und unzertrenneten Drey-Einigkeit.

KUndt und zu wissen seye hiemit / daß / gleichwie die Durchleuchtigste / Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora der Schweden / Gothen und Wenden / Konigin / ꝛc. ꝛc. ꝛc. An einer und der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst / und Herr / Herr Friederich Wilhelm Konig in Preussen (tot. tit.) anderer seits / ohnerachtet des unter denselben entstandenen Krieges / jedesmahl eine auffrichtige Intention und begierde behalten / forder sambst mit einander in das vorhin unter sich gepflogene gute vernehmen / und verständnus wieder zutreten; Also sie auch mit vielen vergnügen wahrgenohmen / daß der Durchleüchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Georg Konig von Groß-Britannien (tot. tit.) zu beförderung dieses heilsamen wercks / dero fleis / und bemühung anwenden wollen / welches dan auch den erwünschten / und von Gott gesegneten effect gehabt / daß nachdem höchsterwehnte Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien vermittels des mit Ihrer Konigl. Majest. von Schweden den 18—29. August. 1719. auffgerichten Tractats sich gewisser Præliminair-Puncten, so zum grund und fundament des Friedens zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und Ihro Konigl. Majest. von Preussen dienen solten / durch rühmlich / und beständig von allerseits Paciscirenden Cronen angewendete Officia und Mediation des Durchleüchtigsten Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ludwig des XV. (tot. tit.) alhier subsistirenden Residenten / und Plenipotentiair des Wohlgebohrne Herrn Jacobs von Campredon vergliechen / hierüber unter denen an beyden höchsten theilen dazu bevollmächtigten Ministris, und zwar an seiten Ihro Konigl. Majest. von Schweden / dem Hochgebohrnen Graffen Herrn Johan August Meyerfeldt Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / General von der Infanterie, General Gouverneur des Hertzogthums Pommern / und Fürstenthums Rügen / auch verordneten Cantzley-Rath / wie auch dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Carl Gustav Dücker / Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath Feld-Marschall / und verordneten Krieges-Rath / desgleichen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Gustav Adam Taube Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Oberist Stadthalter in Stockholm / gleichermassen dem Hochwohlgebohrnen Graffen Herrn Magnus de la Gardie Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Presidenten in dem Konigl. Commercien-Collegio, so auch dem Hochwohlgebohrne Graffen Herrn Johan Lilienstedt Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / und verordneten Cantzley-Rath / wie nicht weniger dem Hochwohlgebohrnen Baron Herrn Daniel Niclas von Hopken / Ihro Konigl. Majest. von Schweden verordneten Etats Secretaire, und an seiten Seiner Kon. Majest. von Preussen / dem Hochwohlgebohrnen Freyherrn Friederich Ernst von und zu Cnypshausen Seiner Konigl. Majest. von Preussen würcklichen Etats Ministro, des Johanniter Ordens Ritter und Commendatore zu Lietzen / deshalben weitere handlung gepflogen / und endlich folgender Tractat vermittelst Ihro Konigl Majest. von Groß-Britannien Mediation durch dero alhier subsistirenden Ambassadeur Extraordinaire und Plenipotentiaire den Lord Carteret geschlossen worden.

ANNO 1720.

I. Zwischen Ihro Konigl. Majest. von Schweden und dem Konigreich Schweden / denen dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen / in und ausser dem Rom. Reiche an einer / und Seiner Konigl. Majest. in Preussen / dero Konigreich / und dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen in und ausser dem Rom. Reiche anderer seits soll von nun an der Krieg gäntzlich cessiren / und keine Feindseeligkeiten weder directè noch indirectè unter keinerley prætext und vorwand / es sey derselbe beschaffen wie er wolle von dem einen theil wieder den anderen weiter verübet / noch ins werck gestellet werden. Viel mehr aber anstatt dessen zwischen beyderseits Konigl. Majest. dero Unterthanen / und angehörigen eine vollkommene gute Freundschafft und Correspondence gepflogen / und das Commercium zu Wasser und Lande zwischen beyderseits Konigreichen / und Provintzien wieder freygegeben / und in allen befördert werden.

II. Es soll auch beyderseits eine immerwährende vergessenheit / und Amnestie alles dessen sein / was an der einen oder anderen seite / es sey auff was weise es wolle / feindliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen sein mögte / und soll deren keines dem einen oder dem andern theil / oder jemand der seinigen in unguten jemahlen zu gerechnet / oder vergolten werden / sondern das alles soll hiemit todt / und absein / auch dessen nimmer gedacht werden / vielmehr soll / und will ein jeder theil des andern gloire, nutzen und bestes von nun an in allen vorfallenheiten eyferigsten fleisses befördern / schaden / und unheil aber nach allem vermögen treülich ablehnen / und wenden helffen. Dabey nebenst sollen auch alle unter währenden Kriege genommene gefangene / was standes sie auch sein mögen / keinen ausgenommen / gleich nach ausgewechselten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Instrument von beyden höchsten theilen ohne Rançon ausgegeben / und auff freyen fuß gestellet werden.

III. Gleichwie Ihro Konigl. Majest. von Schweden / umb desto mehr an den tag zulegen / wie sehr sie geneiget seind / Ihres Orts alles das jenige beyzutragen / was zu wieder-herstellung / und künfftiger desto mehrerer befestigung des vorigen zwischen beyden Cronen Schweden / und Preussen gepflogenen eine zeithero aber unterbrochen gewesenen guten vernehmens auff einige weise hatt dienlich sein können / derowegen auch aus liebe zum Frieden vermöge des mit Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien / unterm 18—29. August. 1719. errichteten eingangs berührten / und beyderseits ratificirten Preliminair Tractats, und dessen Separat Articuls bereits versprochen haben / vor sich dero Erben / und Nachkommen / die Stadt Stettin sambt dem Districk zwischen der Oder / und der Pehne mit denen Insulen Wollin und Usedom an Seine Konigl. Majest. in Preussen dero Konigl. Hause auch dero Erben / und Successoren ohne ausnahme auff ewig / und mit eben dem Rechte zu cediren / wie solches alles der Cron Schweden durch den Westphälischen Frieden Art. X. im Jahr 1648. von dem damahligen regierenden Romisch. Kayser / und dem Reich übertragen / und conferiret worden / Seine Konigl. Majest. von Preussen auch diese von Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien vor sie / und zu ihren besten durch oberwehnten Tractat vom 18—29. August. 1719. geschehene stipulation in allen Puncten acceptiret / und angenomen haben / also hatt es auch dabey sein bewenden / und cediren / und übertragen sie krafft dieses nochmahlen für sich / das Reich Schweden / und ihre Successoren und Nachkommen Seiner Konigl. Majest. in Preussen dero Konigl. Hause auch Nachkommen / und Successoren / keine davon ausbeschieden / in perpetuum die Stadt Stettin mit dem dazu gelegtem gantzen Districk Landes zwischen der Oder / und Pehner-Strohm nebst denen Insulen Wollin und Usedom sambt denen ausflüssen der Swine / und Dievenau / dem frischen Haff / und Oder biß sie in die Pehne fliesset / und ihren nahmen verlieret / welcher Pehne-Strohm die gräntze sein / und beyden angräntzenden hohen Theilen gemeinschafftl. verbleiben soll / pleno Jure mit allen denen rechten / und zubehörungen / so wie selbige Stadt mit dem anjetzo besagten / und Krafft dieses Seiner Konigl. Majest. in Preussen abgetretenen Districk, nebst denen Insulen Wollin und Usedom auch oberwehnter massen angeführten ausflüssen / und Wässeren durch das Osnabruckische Friedens-Instrument vom 14—24. Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden / und

ANNO 1720.

und wie die Könige von Schweden / und das Reich Schweden selbige seithero besessen / genutzet / und gebrauchet haben / oder besitzen / nutzen / und gebrauchen sollen / nichts überall davon ausgenommen / solches alles und jedes mit eben dem Recht / wie es Ihro Konigl. Majest. von Schweden / und dero Vorfahren an der Regierung / wie auch das Reich Schweden bishero besessen / ohne einige Schmählerung / oder vorbehalt / auch ohne alle in oder ausserhalb Gerichts von Ihro Konigl. Majest. von Schweden / oder dero mitbeschriebenen jemahls zumachenden wiederrede / hinderung / oder sperrnng völlig und Eigenthümlich zu haben / und zu behalten. Ihro Konigl. Majest. und die Cron Schweden renunciiren auch völlig auff alle bishero in denen locis cessis gehabte Rechte / Gerechtigkeiten / und dem Juri Territoriali & Superioritatis hiemit auffs bundigste und auff ewig. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen / eingesessene / und angehörige mehr besagter Seiner Konigl. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Oerter aller derer Pflichte und Verbindungen / womit sie Ihrer Konigl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen / und verweisen sie damit an Seine Konigl. Majest. in Preussen / und dero obmitbeschriebene / als Ihro nunmehrige / rechtmässige / ohnstreitige Landes- und Ober-Herrn.

IV. Was aber den Ihrer Konigl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden ratione dieses Hertzogthums gehörigen / und ferner ohngehindert zuführenden Sitz / und Stimme auff Reichs- und Crayß-tägen im Rom. Reich nebst anderen der Cron Schweden / in ansehen dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelanget / so bleibet es desfalls bey der in ansehung der Pommerischen Lande in dem Westphälischen Friedensschlus / und andern zwischen der Cron Schweden / und dem Churfürstl. Hause Brandenburg deshalb errichteten Convention, beliebten / und festgestelleten Dispositon.

V. Seine Konigl. Majest. in Preussen / und dero obmitbeschriebene versprechen und geloben Ihrer seits / die Stände / Unterthanen / und sambtliche Einwohner des deroselben durch diesen Tractat cedirten Districts nebst denen Insulen Wollin / und Usedom / der Stadt / und Vestung Stettin / auch aller anderen daselbst belegenen Orten / Städten / Flecken / Schlössern / Dörffer / und was denselben anhängig / und zugehörig sein kan / niemanden ausgenommen / und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insgemein / bey ihren wohlhergebrachten Freyheiten / Gütern / Rechten / und Privilegien sowohl in Ecclesiasticis als Politicis, so wie besagte Stände / Unterthanen / und Einwohner solche von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft erworben / und ihnen in dem Instrumento Pacis Westphalicæ selbige bestättiget / und vorbehalten / auch ihnen nachdeme von denen Konigen / und der Cron Schweden verliehen worden / wie auch bey dem freyen Religionis Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. I.) in der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1603. und der Pommerischen Kirchen-ordnung / als des Landes fundamental satzungen jederzeit ohnbekummert / und ungekräncket zulassen / zu handhaben / und zuschützen.

VI. Seine Konigl. Majest. in Preussen / und dero obmitbeschriebene versprechen auch die in denen locis cessis wohnhaffte / und angesessene Ritterschafft / ausser denen allgemeinen Landes-Juribus bey ihren wohl erworbenen absonderlichen Privilegien / befügnüssen / und Gerechtsamen / wie nicht weniger habenden besonderen Juribus in Lehnsachen / so wie selbige alle besagter Ritterschafft in dem Westphälischen Friedens-Instrument vorbehalten / und sie solche unter denen Konigen / und der Cron Schweden besessen / und erworben / besitzen sollen / oder mögen / ungekräncket zulassen / zuschutzen / und bey zu behalten / auch die Possessores der Lehngüter / so selbige bey anfang dieses letzten Krieges inne gehabt / ohne einige Distinction, ob sie selbige von denen vorigen Hertzogen in Pommern / oder von Ihro jetzt Regierenden Konigl. Majest. von Schweden / und dero Vorfahren von Konigen zu Konigen bekommen / haben bey ihren solcher gestalt wohl hergebrachten Rechten stets zu mainteniren / und zu schützen / wie dan auch zu folge dessen alles das jenige was währenden diesem Kriege dem zu wieder geschehen / oder verfüget sein mögte / hiemit auffgehoben / und in vorigen stande / wie es beym anfang desselben gewesen / wieder soll gesetzet werden.

VII. Als auch die unter voriger Konigl. Schwedische Regierung überall ins werck gestellte reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen / und Eingesessenen anleitung gegeben / wodurch dan Seine in Gott ruhtende Kon. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens sowohl als in ansehung der sachen billigkeit bewogen worden / mittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch offentlichen Druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zu geben / daß im fall einige von ihren Unterthanen mit gewissen beweisthümern darthun könten / daß ihnen einige güter / welche ihnen mit recht zugehören / eingezogen worden / ihnen ihr recht unbenommen sein solte / zufolge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in den besitz ihrer vorigen durch erwehnte reduction, oder unter andern vorwandt ihnen abgesprochenen / eingezogene / oder sequestrirte güter wieder zuruck getreten / dieses recht nachgehends von denen sambtliche Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen May abgefasteten Reichs-tags beschlus auffs neue festgestellt worden Als ist hiemit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet / und beliebet worden / daß die im vorhergehendem dritten Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession keines weeges smählern / vielweniger aber auffheben sollen / derer in solchem abgetretenem District / Städte / und Orte befindlichen Eingesessenen / und Unterthanen / oder derer Erben / sie mögen intra oder extra Territorium sich auffhalten / in diesem fall habende rechtmässige ansprach und forderungen / sondern sollen selbige gegen Seine Konigl. Majest. von Preussen in eben derselben krafft und würckung verbleiben wie sie anjetzo gegen Ihro Konigl. Majest. von Schweden seind / und sich befinden / und nun oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

ANNO 1718.

VIII. Jngleichen sollen krafft der in dem vorhergehendem anderen Articul beliebten / und festgestellten Amnestie die wegen des bishero gewesenen Krieges etwa vorenthaltene Güter / Lehn / Häuser / und Eigenthum / von was arth / und beschaffenheit es auch immer sein mag / denen jenigen Proprietariis, sie mögen intra, oder extra Territorium sich auf halten / wieder zugestellt und eingeraumet werden / welche selbige bey Konigl. Schwedischen zeiten gehabt / und besessen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnter Seiner Königl. Majest. in Preussen / anjetzo cedirten Stadt / und dem District zwischen der Oder und Pehne, Usedom und Wollin inclusivè nebst denen dazu gehörigen Ambten / Städten / Flecken / und Oerter von der dortigen damahligen Konigl. Schwedischen Regierung / bis man Konigl. Preussischer seits sich des gantzen Landes mit gewaffneter hand völlig bemächtiget / publico nomine, und mit der dortigen Land-Stände Consens, wegen schulden / und posten / so auff Konigl. Befehl auffgenohmen / und in des Konigs / oder der Cron Schweden nutzen verwandet worden / gemachte würckliche verpfändungen / und von besagter Regierung verliehene Immissiones, obgleich dieselbe des nachgehends eingefallenen Krieges halber könten interrumpiret worden sein / in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben / dergestalt / daß die Creditores, und rechtmässige Jnhaber / so wohl die in Pommern geblieben / als diejenige / so wegen Ihrer Civil- und Militair-dienste dieses Krieges halber nach Schweden / oder anders wohin gehen müssen / solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweislich verliehenen / oder eingeraumbten unterpfandes / von was art / und beschaffenheit es auch immer sein mag / nichts davon ausgenommen / ihre in händen habende Contracten / und darin enthaltene Verschreibungen / so lange zu gute geniessen / bis dieselbe nach inhalt bemelter Contracten völlig expiriret / und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden / als dan erst besagten Creditorn verpfändete / und in mehr besagter Stadt Stettin / und dazu gelegten District Wollin / und Usedom inclusivé belegene Güter / Aembter / und Häuser Seiner Konigl. Majest. in Preussen / und dero obmitbeschriebenen zufallen / und dero Cammer einverleibet werden / es wäre dan / das Ihro Konigl. Majest. in Preussen solche Verpfändungen vor der zeit wieder einlösen / und die Interessenten laut Jnnhalts der in händen habenden Verschreibungen mit baarem gelde abfinden wolten / sonst aber / und vor sothaner erfolgter würcklichen reluition verbleiben / wie vor besaget / die Jnnhaber / in dem vollkommenen ruhigen besitz ihrer Hypothequen, so lange bis die ihnen verschriebene Jahre völlig experiret / und selbe wegen ihrer Contracten gäntzlich vergnüget worden.

X. Desgleichen nehmen auch Seine Konigl. Majest. in Preussen / als nunmehrige Landes-Obrigkeit über mehr besagte loca cessa auff sich / die von dem damahligen Konigl Schwedischen General Gouverneur und Regierung / auch anderen alldorten Commandirenden Konigl. Schwedischen Generalen ausgegebenen speciale Verschreibungen / und Versicherungen wegen eingetriebenen Viehes / und geträyde / auch andere nothdürfften / so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würcklich angewendet worden / denen inhabern solcher Verschreibungen bis auff 15000. Reichsthaler Pommerische Courant währung zu vergüten.

XI. Beyde hohe Compaciscenten versprechen / die annoch in händen habende Archive, Schrifften / und Documenten / nichts davon ausgenommen / welche so wohl die loca cessa, als den Seiner Konigl. Majest. / und dem Reich Schweden verbleibenden antheil von Pommern / und die Insul Rügen angehen / einander bona fide, so bald es möglich abliefferen / und denen jenigen zustellen zulassen / welche dazu mit behöriger Vollmacht werden versehen werden / da aber der gröste theil der letzteren von Seiner Konigl Majest. in Preussen des Konigs von Dennemarck Majest. soll eingehändiget worden sein / so wollen hochbesagte Seine Konigl. Majest. in Preussen dero Officia bey des Konigs in Dennemarck Majest. anwenden / damit selbige Archiven, Documenten / und Schrifften nebst denen dazu gehörigen Wismarischen Tribunals Acten / nichts davon ausbeschieden / Seiner Konigl. Majest. und dem Reich Schweden bey erfolgter restitution des in Konigl. Dähnischen händen anjetzo seyenden antheils von Pommern mit der Insul Rügen wieder sollen abgelieffert werden.

XII. Damit auch das Commercium und die Schiffarth sambtlicher Eingesessenen / und Einwohnern in dem Hertzogthum Pommern / so wohl Konigl. Schwedischen antheils / als des an Seine Kon. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Districts, und darinnen befindlichen Städte / und Dröffer best möglichst befordert / und allen desfalls entstehenden Difficultäten / und incommoditäten / in zeiten nachtrücklichst möge vorgebauet werden / so haben beyderseits hohe Compaciscenten sich dahin verglichen / und hiemit verabredet / daß der Pehne-Strohm auff fürberührte arth die gräntze mache / gemeinschafftl. verbleibe / und daß weder auff dis- noch jenseit der Pehne auff besagtem strohm / und

ANNO 1720.

und anderen darin flieſſende Wäſſern einige neüe Zolle oder andere Impoſten auffgerichtet / noch die alte vermehret / ſondern in allem / wie es vor alten zeiten / und vor dieſem letzten Kriege geweſen / unverbrüchlich ſoll gelaſſen / und gehalten werden / ſo daß die Schiffart / und das Commercium auff keine weiſe gehemmet werden möge. Es behalten auch die Konigl. Preuſſiſche Unterthanen für ihre kommende / und gehende Schiffe gleich allen anderen Frembden den freyen und ungehinderten gebrauch des Hafens Grunſchvart / um ſich dorthin zu retiriren / und mögen ſie ſich daſelbſt ohngehindert auffhalten / ſo lange die nothdurfft es erfordert / ohne daß ſie desfalls einige onera weder daſelbſt / noch beym Ruden abzuführen gehalten ſein ſollen / nachdeme ſie einmahl die vor dieſem Kriege gewöhnliche auffiagen in Wolgaſt erleget; desgleichen ſollen auch die Konigl. Schwediſche Unterthanen eine ebenmäſſige Freyheit in denen locis ceſſis und dort gelegenen Hafen / Küſten / und Wäſſern zu genieſſen haben. Seine Konigl. Majeſt. wollen auch den Holtz- und Eichen-Handel / den die Cron Schweden / und dero Unterthanen vorhin in Pommern / und anderen Konigl. Preuſſiſchen Orthen getrieben / keines wegs hemmen / ſondern ſolchem beſtens favoriſiren / die Kon. Schwediſche Unterthanen auch ſo wohl in dieſen als allen anderen Handlungen / es ſeye auff der Oder / oder Warthe-ſtrohm / als gentem amiciſſimam handhaben / auch dieſen ſtrohm ſo breith / und offen laſſen / daß die Flöſſe / und Schiffart dadurch keine hinderung leiden können. Es wollen auch beyde Compaciſcenten beyderſeits Unterthanen in ihren angelegenheiten und rechtmäſſigen forderungen prompte und gleichmäſſige Juſtice wiederfahren laſſen.

XIII. Demnach man wegen des bey Konigl. Schwediſchen zeiten in Stettin bezahlten Licents vor dieſes mahl nicht über einkommen können / die jetzige Conjuncturen aber die unterzeichnung dieſes Friedens-Tractats länger auff zuſchieben / nicht verſtatten wollen. Als iſt von beyden hohen Theilen gut befunden worden / die gäntzliche Entſcheidung dieſer ſache bis zu einer abſonderlichen dazu verordneten Commiſſion aus zu ſetzen / um ſich desfalls durch die fernere Officia anfangs hocherwehnter beyder Cronen / welche als Mediateurs bey dieſem Friedens-Negotio geweſen / gütlich zu vergleichen / und darinnen einen baldigen endlichen ſchluß zu treffen / ohne daß ſolches mittlerweile einem / oder dem anderen deren hohen Paciſcenten an ſeinen Rechten derogiren / noch der zwiſchen Jhro Konigl. Majeſt. von Gros-Britannien errichtete vorhin angezogener Preliminair-Tractat dadurch einigen anſtoß leyden / weniger die Vollenziehung der übrigen in gegenwartigem Tractat feſtgeſtelleten Articulen auff einige weiſe aufhalten können. Wo benebenſt die hier anweſende Miniſtros deren hohen Mediateurs über ſich genommen / dieſer ſachen halber bey Jhren reſpectivè Höfen ſolche vorſtellung zu thun / daß dieſer zwiſt der billigkeit nach / und zum längſten innerhalb 3. oder 4. Monath vom heütigen Dato angerechnet / gutiglich abgethan werden möge.

XIV. Die durch dieſe Friedens-Tractaten an Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen cedirte-vor Pommeriſche Städte / und Orte / auch deren ſambtliche Eingeſeſſene ſollen aller der Rechte / Prærogativen / und Immunitäten / Exemtionen / und Freyheiten / deren Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen übrige Unterthanen in dem Konigreich Schweden / und denen dazu gehörigen Länderen / und Provintzien genieſſen / oder auch ſonſten amiciſſimæ genti können accordiret werden / ſich ins künfftige zu erfreuen haben. Und weil Jhro Konigl. Majeſt. von Dennemarck ſeit des bisherigen Krieges die für denen Konigl. Schwediſchen Unterthanen vorhin durch ſolemne Tractaten feſt geſtellete Freyheit von dem Zoll in Sund bishero nicht geſtatten wollen / ſie auch ſelbige ihnen künfftig zu entziehen / und zu verweigeren urſach / und gelegenheit ſuchen dörfften / Jhro Konigl. Majeſt von Schweden aber / und Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen beyderſeits billig / und recht finden / das dieſe denen Konigl. Schwediſchen Unterthanen / und zwar nicht weniger denen / welche durch dieſen Tractat an Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen kommen / als denen / die unter Konigl. Schwediſcher bottmäſſigkeit ſeind / und bleiben / einmahl zugeſtandene Zoll-freyheit im Sunde ihnen auch ferner ohngekräncket verbleiben / und gelaſſen werde / ſo wollen beyderſeits Konigl. Majeſt. Majeſt. auff oberwehnten fall daran ſein / auch da es nötig / alle zulängliche / und kräfftige mittel vorkehren / und zur hand nehmen / damit dieſe von der Cron Dennemarck etwa vorgenommene neuerung wieder abgeſtellet / und nicht weniger alle Konigl. Schwediſche als anjetzo cedirte Konigl. Preüſſiſche Unterthanen bey der Exemtion, und freyheit von dem Zoll im Sunde denen deshalb auffgerichteten Tractaten gemäs conſerviret / und erhalten werden / zu welchem Ende beyderſeits hohe Compaciſcenten ſich hiemit verbinden / bedürffenden falls ſich näher hierüber zuſammen zuſetzen und die desfalls nöthige meſures zunehmen.

XV. Was die Deſerteurs ſo wohl Soldaten als Landes Einwohner betrifft / ſo verbleibet es damit bey denen vorigen zwiſchen denen Cronen Schweden / und Preüſſen in dieſem fall errichteten Conventionen / welche dan ſo wohl als ein newes Cartel bey erſter gelegenheit renoviret / und auffgerichtet werden ſollen.

XVI. Was die Poſten in Pommern betrifft / ſo behalten ſich beyde hohe Compaciſcenten in dero Territoriis ſo wohl diesals jenſeits der Pehne das Jus Poſtarum vor / doch wollen Jhro Konigl. Majeſt. der Konig in Preüſſen die vorhin mit der Cron Schweden desfalls auffgerichtete Conventionen in ſo weit die anjetzo geſchehene Ceſſion die ſache nicht verändert / renoviren / und darinnen keine neuerung machen / auch das Poſtgeld ſo wohl für die Paſſagierer als Brieffe / auff eine billige / und in denen Römiſchen Reiche gewohnliche weiſe reguliren / wie nicht weniger das Konigl. Schwediſche Poſt-weſen / ſo viel möglich / und zu beyderſeits hohe intereſſenten nutzen beſtens favoriſiren / und beforderen helffen. Wie dan in ſpecie verabredet iſt / daß denen Konigl. Schwediſchen Poſten eine freye Station in Anclam gelaſſen werden ſoll / ſo daß ſelbige ihre von Schwediſchen Orthen kommende Brieffe / Pacquete, und Paſſagierer allda abliefern / und durch Konigl. Preüſſiſche Poſten weiter befordern / auch die mit Konigl. Preüſſiſ. Poſten von anderen Orten in Anclam ankommende / und nach deme Konigl. Schwediſchen Pommern / und weiter gehende Brieffe / Pacquete, und Paſſagierer daſelbſt annehmen / und folglich ſicher / und ohngehindert weiter fortbringen können. Solte ſonſten in anſehung der Poſten noch einige weitere abrede zu nehmen ſein / ſo ſoll ſolches durch die von beyden hohen Theilen künfftig dazu verordneten Commiſſarien geſchehen / und das nötige darunter verfüget werden.

ANNO 1720.

XVII. Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen verbinden ſich auff das allerkräfftigſte / und nach Jnhalt des oberwehnten mit Jhro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien geſchloſſenen Præliminair Tractats, und deſſen 2. Separat Articuls, dem Czaarn von Ruslandt ſo lange der gegenwärtige Krieg zwiſchen Seiner Konigl. Majeſt. von Schweden / und demſelben währet / auff keinerley arth / unter was ſchein / und vorwandt es auch immer ſein mag / weder directe, noch indirecte zu aſſiſtiren / zu helffen / noch deſſen gegen Jhro Konigl. Majeſt. und das Reich Schweden / wie auch deſſen hohe Alliirte / und Bunds-Verwandte führende ſchädliche abſichten / und vorhaben zu befördern / noch befördern zu helffen.

XVIII. Vielmehr geloben / und verſprechen Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen hiemit die mit Jhro Konigl. Majeſt. zu Schweden Vorfahren / und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertraüliche freündſchafft / und Bundnus / nebſt denen Garantien, ſo dem Fürſtl. Holſteiniſche Hauſe auff dem fuß der mit denen Nordiſchen Alliirten geſchloſſenen / oder noch ferner mit Concert von Jhro Konigl. Majeſt. von Preüſſen zu ſchlieſſenden Friede können zu gute kommen / anjetzo mit Jhro Kon. Majeſt. und dem Reich Schweden zu erneüeren / und ſelbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten / über dem wollen Jhro Konigl. Majeſt. in Preüſſen gehalten ſein / an Jhro Konigl. Majeſt. in Scheden / auff dero Aſſignation und Quittung die Summa von zwey Millionen / oder zwantzig mahl hundert tauſend Reichsthalers an neuen vollgültigen einfachen / und gedoppelten marck-oder drittel-ſtücken nach dem Leipziger Müntz-fuß de Anno 1690. da die marck feines Silbers zu zwölff Courant Thalern ausgemüntzet iſt / in Hamburg zahlen zu laſſen / und zwar in drey terminen, wo von der erſte 6. Wochen nach Jhrer Konigl. Majeſt. in Schweden ausgeſtelleten Ratification über gegenwartiges Friedens-Inſtrument mit 600000. Reichthalern der andere am Ende des bevorſtehende Monaths May mit 700000. Reichsthalern / und der letzte den erſten des darauff folgenden Monaths Decemb. des jetztlauffenden 1720. Jahrs abermahl mit 700000. Reichsthalern alle dreymahl / und bey jedem hieroben ausgeſetzten termin richtig / ohnabgekürtzet / und ohnfehlbahr zu Hamburg an Jhro Konigl. Majeſt. von Schweden mit behörigen Vollmachten / und Quittungen verſehenen Gevollmächtigten ſollen bezahlt / und geliefferet werden.

XIX. Wan auch Seine Konigl. Majeſt. von Schweden und das Reich Schweden / auſſer die in dieſem Tractat Seiner Konigl. Majeſt. cedirte und abgetretene Orte / und Länder hochged. Seine Konigl. Majeſt. dero Erben und Nachkommen hiemit / und krafft dieſes annoch auff gleiche weiſe / und mit eben der Verbindlichkeit wie Art. 3. die Ceſſion von Stettin nebſt dem Diſtrict zwiſchen der Oder / und Pehne nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom / geſchehen / cediren / und abtreten in perpetuum die auff iener ſeite der Oder belegene Städte Dam und Golnau mit allen deren appartinentien und zubehörungen / Rechten / und Gerechtigkeiten / ſo wie Jhro Konigl. Majeſt. und Cron Schweden beſagte Oerter mit ihren appartinentien vermöge des Weſtphäliſchen Frieden-ſchluſſes Art. 10. beſeßen / genutzet / und gebrauchet haben / nichts davon ausbeſchieden. Als verſprechen / und geloben Seine Konigl. Majeſt. in Preüſſen dahingegen / alle zulängliche auswege / und nachdrückliche Officia anzuwenden / um die gegenwartige gegen Jhro Konigl. Majeſt. von Schweden / und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu vermögen / einen billigen / und ſicheren Frieden mit Jhro Konigl. Majeſt. und dem Reich Schweden forderſambſt einzugehen.

XX. Der Weſtphäliſche Friedens-Schluß in ſo weit derſelbe weder durch gegenwärtigen Tractat, noch durch den mit Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Churfürſten / und Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg geſchloſſenen Friedens-Inſtrument vom 9—20. Novemb. 1719. nicht geändert / noch durch den Nordiſchen Frieden de Concert mit Preuſſen ferner geändert werden mögte / bleibet in ſeiner vollkommenen krafft / und würckung / und verbinden ſich beyde Compaciſcirende hohe Theile ihres Orts / alles dasjenige bey zu tragen / was zu wieder-herſtellung des übrigen / und befeſtigung beſagten Weſtphäliſche Friedens-ſchluſſes nötig / und dienlich ſein wird; zu folge deſſen wollen auch Jhro Konigl. Majeſt. in Preüſſen zugleich mit denen übrigen hiebey intereſſirten Puiſſancen, und in ſpecie mit Jhro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / und Churfürſt

ANNO 1720.

fürsten zu Braunschweig / und Lüneburg in ansehung / daß die Cron Dennemarck sich gegen obbemelte Konigl. Majest. von Groß-Britannien schon anheisschig gemacht / den im besitz habenden antheil von Pommern nebst der Insul Rügen an die Cron Schweden zu restituiren / alle nachdrückliche mittel vorkehren / um zum besten Jhro Konigl. Majest. und des Reiches Schweden sothane völlige restitution obbenandten von der Cron Dennemarck occupirten antheils von Pommern mit der Insul Rügen bewürcken zu helffen. Deshalben auch nebst Jhro Konigl. Majest. von Groß-Britannien / und Churfürstl. Durchleucht zu Braunschweig- und Lüneburg bey Jhro Kayserl. Majest. als Oberhaubt des Romisch. Reichs alle ersinnliche Officia anzuwenden. Wo benebenst Seine Konigl. Majest. von Preüssen gleichfalls angeloben / so bald der Friede zwischen denen Cronen Schweden / und Dennemarck geschlossen / dero in Wismar habende besatzung daraus zu ziehen.

XXI. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren sich hiemit Jhro Kayserl. Majest. auch anderer Puissancen Garantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationes über dieses Friedens-Instrument sollen innerhalb 5. bis 6. Wochen à Dato dieses beygebracht / auch alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden. Urkundlich seind von diesem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria versertiget / deren eines von denen Konigl. Schwedischen Plenipotentiarien, und das andere von dem Konigl. Preüssischen Plenipotentiario unterschrieben / und unterzeichnet / beyde auch gegen ein ander ausgewechselt worden / so gegeben / und geschehen Stockholm den ein und zwantzigsten tag des Monaths Januar. im Jahr ein tausendt sieben hundert und zwantzig.

Johan August Meyerfeldt. (L.S.)
Carl Gustav Ducker. (L.S.)
Gustav Adam Taube. (L.S.)
Magnus J. de la Gardie. (L.S.)
Johan Lilienstedt. (L.S.)
Daniel Nicla von Höpken. (L.S.)

ARTICULI SEPARATI.

Alß dieweilen man auch nöthig befunden / bey unterzeichnung des zwischen Jhro Konigl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden eines / und Seiner Konigl. Majest. in Preüssen andern theils / unterm heutigen Dato geschlossenen Friedens-Instruments demselbigen einige Separat Articuln bey zufügen / so seind nachfolgende einzugehen / und fest zusetzen / beyderseits beliebet worden.

I. Demnach bekandter massen denen Westphälischen und Olivischen Friedens-schlüssen zu wieder / die Protestantische Religion an unterschiedlichen örtern / in / und ausserhalb des Romischen Reichs sehr hart gedrucket / und verfolget wird / dergestalt / daß selbige grosse gefahr lauffet / an gewissen örtern gäntzlich ausgerottet zu werden / derowegen verbinden sich hiemit auffs kräfftigste beyderseits Konigl. Majest. Majest. alle nur ersinnliche mittel nachdrücklich an zu wenden / damit die Evangelische der unveränderten Augspurgischen Confession so wohl als Reformirter Religions-Verwandte / bey ihren vermöge des Westphälischen / und Olivischen Friedens-schlusses / anderen Pacten / Vertragen / und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio, und gewissens-freyheit nicht allein in dem Romischen Reich / sondern auch in allen anderen Orten / wo dieselbe eingeführet / und gebrauchlich gewesen / oder sein sollen / beständig erhalten / und die unterdruckte Evangelische / und Reformirte Religions-Verwandten in dem vorigen Besitz und genus ihrer Rechte / Privilegien / Gewissens- und Religions-Freyheit vollenkommen gesetzet werden.

II. Seine Konigl. Majest. in Preussen versprechen auch / die in denen locis cessis bey dem dortigen Preüssischen Consistorio der Augspurgischen Confession zu gethanen Unterthanen alda vorkommende sachen nur von denen jenigen Membris, so der Augspurgischen Confession seind / erörteren / und entscheiden zu lassen. Anbey wollen hochgedachte Seine Konigl. Majest. alle und jede der Cron Schweden zugehörige / rechtmässige restantien von was nahmen / und bey welchen die auch in locis cessis sein mögen / nach der des falls zu überreichender specification innerhalb einer gewissen mit dem ehesten zu determinirenden zeit ohnweigerlich abfolgen / und bezahlen / auch die hand darüber halten lassen / das die Stände in locis cessis ihrer obliegenheit nach denen Membris von dem Wismarischen Tribunal, den ihnen aus dem jetzo cedirten District zustehenden ruckständigen Lohn / so wohl / als was einer oder anderer unter denen dortigen Ständen noch wegen unbezahlten Lehn-sporteln an der dortigen vormahls gewesenen Lehns-Cantzley schuldig sein kan / so bald als möglich / ohnabgekürtzet reichen / und abtragen mögen. Jmgleichen sollen auch derer Konigl. Schwedischen Civil-Bedienten in der Stadt / und Festung Stettin liegende / und ihnen zugehörige hauser bey der gerechtigkeit / Immunität / und Freyheit / welche dieselbe bey Konigl. Schwedischen zeiten gehabt / hinführo ferner ungekräncket conserviret / und ihnen jederzeit freye Disposition gelassen werden / damit eigenes gefallens zu schalten / und zu walten.

III. Was die jenige forderungen anbetrifft / welche eines theils Konigl. Schwedischer seiten an Jhro Konigl. Majest. von Preüssen gemacht worden wegen erstattung der Revenuen, an die Proprietarios von solchen Gütern / Häuseren / und Capitalien, und andern Eigenthum / welche denen von der Ritterschafft / und Adel / Bedienten und andern Eingesessenen / sie mögen intra oder extra Territorium sich befinden / währenden diesen Troublen von der Konigl. Preüssischen Cammer eingezogen / und gehoben worden / andern theils diejenige Prætensionen betrifft / so von Koniglicher Preüssischer seiten oder von dero Unterthanen an Jhro Konigl. Majest. von Schweden wegen der von Konigl. Schwedischen Schiffen / und Armateurs denen Konigl. Preüssischen Unterthanen genommenen Fahrzeugen / Gütern / und Ladung formiret werden / so sollen diese ermeldete forderungen / nemblich die so Konigl. Schwedischer seiten wegen der von der Konigl. Preussischen Cammer eingezogenen / und gehobenen Revenuen aus der erwehnten privatorum Eigenthum / und von wegen Konigl Preussischer seiten wegen der auffgebrachten / und denen Konigl. Preussischen Unterthanen zugehorigen Schiffen / Gütern / und Ladungen gegen einander gemacht werden / hierdurch gäntzlich auffgehoben sein / so daß desfalls von dem einen theil an dem andern hinführo nimmer einige ansprache weder nun oder ins künfftige mehr kan formiret werden. ANNO 1720.

IV. Solte auch die Konigl. Schwedische Pommersche Regierung / wan selbige bey restitution des von der Cron Dennemarck occupirten antheils in Jhre Activität komt / wegen ein oder andern sache / so die bißherige Oeconomie, und verwaltung der Financien, oder auch einige particulaire angelegenheiten betreffen / mit gutem Fundament, und raison vorschlagen und beybringen können / so wollen Jhro Konigl. Majest. in Preüssen solches vernehmen / und billigmässige reflexion darauff machen; daferne sich auch fände / daß die auff der einen seite der Pehne belegene Städte / und particuliers, auff der andern gewisse Jura zu exerciren hätten / und in deren possessione vel quasi sich befinden / so verstehet sich von selbst / daß ohnerachtet der Pehne-Strohm zwischen beyden Territoriis die gräntze machet / und gemeinschafftlich verbleibet / es dennoch dabey sein bewenden haben / und beyderseits Regierungen solche dabey schützen wollen.

V. Diese Separat Articuln sollen von eben der krafft / und würckung sein / als ob sie dem heütigen vollenzogenen / und geschlossenen Friedens-Instruments von wort zu wort ein verleibet worden / und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / deren eines von denen Konigl. Schwedischen Plenipotentiariis, und das andere von dem Konigl. Preüssischen Plenipotentiario unterschrieben / und unterzeichnet / beyde auch gegen einander ausgewechselt worden / so geschehen und gegeben zu Stockholm den 21. Januarii 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)
J. G. Ducker. (L.S.)
G. A. Taube. (L.S.)
M. J. de la Gardie. (L.S.)
J. Lilienstedt. (L.S.)
D. N. von Höpken. (L.S.)

Jhrer Königl. Majestät von Schweden Erklährung / über die / Königlicher Preußischer Seiten / durch die beyde Herren Mediatores, nehmlich den Königlichen Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, und Königlichen Frantzösischen Residenten und Plenipotentiarium, den von Campredon insinuirte Erinnerungen / über ein und andere Puncten / des unterm 21. Januarii a. c. mit Seiner Königl. Majest. von Preussen geschlossenen Friedens-Tractats. Gegeben Stockholm / den 14. Martii 1720.

Nachdem der allhier anwesende Groß-Brittannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, wie auch der Konigl. Frantzösische Resident und Plenipotentiaire, der von Campredon, Khrer Konigl. Majest. von Schweden geziemend zu erkennen gegeben / was massen der Konigliche Preußische Ministre Plenipotentiaire, der Baron von Cniphausen / Nahmens Seiner Konigl. Majest. von Preussen / bey Jhnen / als Mediateurs angehalten / daß / weilen Seiner Meinung nach / ein und andere Articul des zwischen beyden Cronen geschlossenen Tractats, einige Erläuterung nöthig hätten / bey Jhrer Konigl. Majest. von Schweden / eine nähere Erklährung zu bewürcken; Und Sie dann dabey vorgestellet / daß Jhre Intention nur dahin gienge / die Establirung einer vollkommenen guten Freundschafft zwischen Beyden contrahirenden Cronen ihres Orts / so viel möglich / zu veranlassen und zu befestigen:

So haben Jhre Konigl. Majest. von Schweden / in Ansehen dieses heilsamen Endzwecks / sich in Gnaden gefallen lassen / daß Jhnen folgende Erklährung gegeben und zugestellet werde:

Art. I. Daß / wann in dem II. Articul des solennen Friedens-Tractats von der Restitution der Gefangenen gesprochen wird / Jhre Konigl. Majest. von Schweden darunter kei-

Defer-

ANNO 1720.

Deserteurs oder solche/ so vor Zeichnung der Præliminarien unter denen Konigl. Preußischen Trouppen Dienste genommen/ verstehen wollen.

II. Daß die/ in dem III. Articul des solennen Friedens-Tractats von beyden Seiten stipulirte Communion des Pehne-Strohms/ von dem Orte ihren Anfang nehme/ da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der anderen des Strohms die Ufer besitzen; Wo aber der eine Theil beyde Ufer besitzet/ diese Gemeinschafft aufhore/ diese Communion auch an sich selbst keinem Theil an Seinen rechten nachtheilig sein/ noch auf etwas weiter extendiret werden solle/ als auf den gemeinschafftlichen Gebrauch des Wassers zur Schiffarth: Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Strohms zwischen beyden Herrschafften dergestalt getheilet/ daß der eine auf Seiner Seite und der andere ebenfalls auf der seinigen selbige geniesset und exerciret.

III. Was die Privilegien betrifft/ so denen Unterthanen in dem an Jhro Konigl. Majest. in Preussen cedirtem Districk in dem V. Art. des Tractats confirmiret worden: So haben Jhre Konigl. Majest. von Schweden hierunter keine andere Intention, als besagten Unterthanen die Freyheit und Immunitäten/ welche sie durch den Westphälischen Frieden erlanget und von denen vormahligen Fürsten von Pommern/ und von denen Konigen in Schweden/ Jhrer Majest. Vorfahren/ von Zeit zu Zeit überkommen/ beyzubehalten: Ubrigens aber declariren Jhre Konigl. Majest. von Schweden/ daß sie diesem nunmehro an Jhro Konigl. Majest. von Preussen cedirtem Distrikt und desselben Einwohnern bey dem Antritt dero Regierung oder sonsten/ keine neue Privilegia accordiret/ sondern blosser dinges/ wie jetzt erwehnet/ selbige bey Jhren vorigen wohlhergebrachten Freyheiten und Rechten bestätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Ansehung der Restantien/ wovon in dem 2. Separat Articul Meldung geschehen/ Jhre Konigl. Majest. nicht wollen oder/ verstehen dergleichen Restantien und Arrerages en general, oder blosser dinges von denen cedirten Pommerischen Unterthanen fodern zu lassen/ sondern es verlangen nur Jhre Konigl. Majest. in Krafft besagten II. Articuls, daß alle Pächter/ und diejenige/ so eine einnahme gehabt/ wovon sie Rechnung zu thun schuldig sind/ und Jhre Rechnungen an die Konigl. Schwedische Cammer und Contoirs vor dem Sequester und dem darauf erfolgtem Kriege nicht abgethan/ dermahlen aber unter der Bothmäßigkeit Jhro Konigl. Majest. von Preussen stehen/ dazu als von Rechts wegen mögen angehalten werden/ die solchergestalt Jhrer Koniglichen Majestät von Schweden rückständige Gelder zu bezahlen und desfalls Richtigkeit zu machen.

V. Betreffend die Wißmarische Tribunals-Bediente/ zu deren Subsistentz die sämmtliche Hinter-Pommerische Lande oder Stände mit contribuiret; So zweifeln Jhro Konigl. Majest. von Schweden keines weges/ es werden Jhro Konigl. Majest. von Preussen dasjenige/ was in dem Tractat, wegen Jhres rückständigen Lohns bedungen worden/ ihnen lassen zu gute kommen:

Weilen aber so wol die Stände von Rügen, Stralsund, und dem Antheil von Pommern disseit der Pehne gelegen/ als auch die/ in dem an Jhro Konigl. Majest. von Preussen cedirten Districk befindliche Stände/ zu Unterhaltung bemeldter Tribunals-Bediente/ jederzeit concurriret/ so sind Jhro Konigl. Majest. von Schweden auch zu frieden/ daß eine solche Eintheilung gemacht werde/ damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde.

Datum ut supra.

(L.S.) Ad Mandatum
Sac. Reg. Majest. Sueciæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Acte wegen des Licents zu Stettin.

WEil man bey dem Schlusse des am 21. Jan. 1720. zwischen Jhren Majest. von Schweden und Preussen getroffnen solennen Friedens/ die Vollziehung eines so heilsamen Wercks/ der Differenz halber/ so sich wegen des Licents zu Stettin hervorgethan/ nicht länger aufhalten wollen/ und die ausmachung dieser Sache/ vermöge des 13. Art. solchen Tractats, einer Special-Commission aufgetragen worden/ welche zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monaten/ durch die Mediation und angewendete Bemühung derer Potentien/ so die Mediation über sich genommen/ geendiget sein sollen; Hierauf aber Jhre an diesem Hofe befindlichen Ministri vor ausgehung dieses Termins eines Theils vorgestellet/ daß es nöthig sey/ diese Sache abzuthun/ andern Theils aber/ daß/ da es recht wäre/ daß die Cron Schweden/ bey Wiedererhaltung des Besitzes des von der Cron Dennemarck eroberten Stücks von Pommern/ sich aller darzu gehörigen Gerechtsamen zu erfreuen hätte/ es die Billigkeit gleichfalls erfoderte/ daß/ da die Stadt Stettin nebst dem Districk zwischen der Oder und Pehne, und dem gantzen Oder-Strom biß an den Ort/ wo er seinen Namen verliehret/ ingleichen das frische Haff und die beyden Münden der Swine und Divenau, dem Konige in Preussen mit allen den Gerechtsamen und Freyheiten abgetreten werden/ welche die Schweden hiebevor besessen; auch der Licent zu Stettin/ welcher seit seiner Einführung jederzeit in gedachter Stadt eingenommen worden/ Jhrer Preußischen Maj. zugehören müsse/ um so viel mehr/ da man sich durch den 12. Art. gedachten Tractats ausdrücklich verglichen/ daß an allen Abgaben/ Zollen und anderen Gerechtsamen/ so wohl in dem an Jhre Konigl. Maj. in Preussen abgetretenen Districk, als in dem/ welcher wieder an die Cron Schweden kommen wird/ nichts geändert/ verneuret/ oder vermehret/ sondern im Gegentheil in diesem Puncte alles gelassen werden solle/ wie es zur Zeit ihrer Einführung gewesen; So haben Jhre Majestät der Konig von Schweden/ um nicht das geringste zu unterlassen/ was nur etwas zur Befestigung des guten Vernehmens zwischen deroselben und Jhrer Maj. dem Konig in Preussen beytragen kan/ Jhre einwilligung zu abthuung dieser Sache geben wollen.

ANNO 1720.

Und eben darum haben wir Endes unterschriebene Senatoren des Konigs und Konigreichs von Schweden und der Staats-Secretarius, die mit ausdrücklichem Befehl Hochgedachter Jhrer Maj. und dero Vollmacht versehen/ in Krafft derselben obengedachten Tractat vom 21. Jan. 1720. geschlossen und unterzeichnet/ über dasjenige/ was den Licent zu Stettin anbetrifft/ mit denen Herren Mediations-Ministris, dem Mylord Carteret/ Jhrer Kon. Maj. von Groß-Britannien Ambassadeur Extraordinaire und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ und dem Herrn von Campredon, Jhrer Allerchristlichsten Maj. Residenten und Gevollmächtigten an diesem Hofe/ welche bey Abwesenheit eines Preußischen Ministri sich anheischig gemacht/ Jhrer Konigl. Maj. in Preussen Ratification über diese Acte zu verschaffen/ viele Conferenzen gehabt/ und uns hierinnen folgender massen verglichen:

Jhre Majest. der Konig von Schweden willigen vor sich/ dero Crone/ auch Jhre Erben und Nachkommen ein/ daß der Licent zu Stettin Jhrer Majestät dem Konig in Preussen zuständig sein/ und sie sich desselben mit eben denen Bedingungen und Gerechtsamen zu erfreuen und solchen zu nutzen haben sollen/ wie anderer ihnen durch diesen Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres abgetretenen Gerechtsamen/ dergestalt/ daß alle Schiffe/ von allen Nationen/ sie mögen sein wer sie wollen/ welche nach Stettin gehen/ oder von dannen kommen/ bloß zu Wollgast den alten Zoll/ welcher Fürsten-Zoll genennet wird/ entrichten/ diejenigen Schiffe aber/ sie mögen einer Nation angehören/ welcher sie wollen/ so aus der See in die Flüsse Pehne/ Trebel/ oder andere/ ohne Stettin zu berühren/ kommen/ bey ihrer Ankunfft/ oder Abgang zu Wollgast nicht allein den alten so genannten Fürsten-Zoll/ sondern auch den Licent, welcher daselbst durch den Westphäl. Frieden aufgerichtet und bestätiget worden/ obgedachtem Tractat zu Folge/ bezahlen sollen.

Zu beglaubigung dessen haben wir zwey gleichlautende Exemplarien von gegenwärtiger Acte verfertiget/ wovon eines/ welches wir eigenhändig unterschrieben/ auch mit unsern Pittschafften besiegelt/ und dessen Ratification wir ohne Anstand von dem Konige unserm Herrn/ zu verschaffen versprechen/ denen Herren Mediations-Ministris übergeben worden/ damit es an den Konig von Preussen könne übersendet werden/ das andere aber/ so in unsern Händen verblieben/ von obgenennten Mediations-Ministris unterschrieben worden/ welche wie gemeldet/ die Ratification desselben von hochgedachter Jhrer Preußis. Majest. à dato des Gegenwärtigen/ innerhalb sechs Wochen/ oder/ wenn es sein kan/ noch eher verschaffen wollen/ damit dasselbe eben von der Krafft und Würckung sein möchte/ als wenn es dem Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres von Wort zu Wort einverleibet wäre. Geschehen zu Stockholm den 20. (31.) Mai 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)
C. G. Ducker. (L.S.)
G. A. Taube. (L.S.)
J. Lilienstedt. (L.S.)
D.N. von Höpken. (L.S.)

XI.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Accessio iterata, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum sive Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum, extensa. Actum Hagæ-Comitum 17. Februarii 1720.* [Sur la Copie Imprimée à Vienne, chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour avec Privilege. Fol.] 17. Fevr.

CUm per Conventionem Hagæ-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ, Sacræ suæ Britannicæ, & Sacræ suæ Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intrà spatium trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis, cumque dicta Sua Majestas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad ver-

ANNO 1720.

verbum iidem ſunt ac illi, qui in Tractatu Londinenſi continentur, & cùm dicta Sua Majeſtas Catholica Marchionem de Beretti Landi ſuum Plenipotentiarium Tabulis ſufficientibus ad hoc opus conſummandum muniverit, quo itaque negotium tam ſalutare finem ſuum exoptatum conſequatur, nos infrascripti Cæſareæ, Britannicæ, & Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad ſignandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Menſium à die ſubſcriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinenſi expreſſis accedere liberum eſt, declaravimus & per præſentes Majeſtatis ſuæ Catholicæ puram, ſimplicem & plenam ad omnes & ſingulos Articulos præfati Tractatûs Londinenſis acceſſionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infraſcriptus Majeſtatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dicta Sua Majeſtate Plenipotentiarum Tabulis ad ſignandam cum Miniſtris Fœderatarum Poteſtatum Conventionem Pariſiis factam 18. Menſis Julii 1718. n. ſt. cùm ſim inſtructus, obſervatumque fuerit Miniſtrum Majeſtatis ſuæ Cæſareæ dictam Conventionem Pariſiis factam non ſubſcripſiſſe, illam verò Conventionem per Tractatum Londinenſem 2. Auguſti 1718. n. ſt. à Miniſtro Majeſtatis ſuæ Cæſareæ ſubſcriptam complementum ſuum accepiſſe, & Comitem à Windiſchgrätz Majeſtatis ſuæ Cæſareæ Miniſtrum & Plenipotentiarium acceſſionem Majeſtatis ſuæ Catholicæ acceptandi poteſtatem non habiturum, ſi dicta Acceſſio ad Conventionem Pariſiis factam tantummodo ſe referret: Cumque recognitis & perpenſis dictâ Conventione Pariſiis facta, & dicto Tractatu Londini ſignato, compertum ſit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Pariſienſis, Tractatusque Londinenſis una eademque res omninò ſint; ego neceſſaria auctoritate ſum munitus ad ſignandum Tractatum Londinenſem, quem Tractatum æque ac Conventionem Pariſienſem in omnibus & ſingulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reſervatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Inſtrumentum hoc Acceſſionis Majeſtatis ſuæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscentibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra ſpatium duorum Menſium à die ſubſcriptionis computandorum aut citiùs ſi fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarii ſupradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuò exhibitis inſtructi hasce præſentes manibus noſtris ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decima ſeptima Februarii anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) CADOGAN.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Inſtrumento.

(*L.S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L.S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L.S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L.S.*) CADOGAN.

XII.

6. Mai. Vergleich/ ſo zwiſchen dem Graffen von Mercy als Commandirenden Kayſerl. General in Sicilien/ dann den Spaniſchen Generale Marcheſe de Leede/ mittelſt unterhandlung des Engliſchen Admirals Bynghs getroffen worden/ daß nembl. bis zu völliger ausraumung der Konigreichen Sicilien und Sardinien an die Käyſerl. Truppen/ ein Waffen-Stillſtand zwiſchen beeden Armeen ſeyn ſolle: Indeſſen aber Palermo/ Caſtel à Mare, Molo/ und alle Forten fünff tag nach unterſchrifft dieſes/ und Auguſta/ ſo bald die zur einſchiffung der Artillerie, Kriegs-Munition und Lebens-mitlen benöthigte Schiffe verſchaffet werden ſeyn/ ausgeraumet/ dann die Spaniſchen Truppen auf zwey oder dreymahl überſchiffet/ und die darzu behörige Schiffe gegen bezahlung denenſelben verſchaffet werden ſollen. Geſchehen im Feldlager nächſt Palermo den 6. May 1720. [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.]

ANNO 1720.

C'eſt-à-dire,

Convention faite entre le Comte de MERCY *General de l'Armée Imperiale, & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois* BINGH, *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols; portant qu'il y aura un Armiſtice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation; Que cependant les Villes de Palerme, Caſtel à Mare, & Molo avec leurs Forts, ſeront évacués cinq jours après la Signature de la preſente Convention; Comme auſſi la Ville d'Agouſta, mais ſeulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtiments neceſſaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne ſe doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur argent, les Bâtiments dont ils auront beſoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.*

VErmög deren Vollmachten/ welche wir Generalen deren ſtreitenden Armeen in Sicilien/ ſo wohl zu Waſſer als zu Land/ von unſern höchſten Herren empfangen/ um über einen Waffen-Stillſtandt/ und ausraumung des Königreichs Sicilien und Sardinien zu handlen/ haben wir uns nach vielen unterredungen auf nachſtfolgende Artickulen vergliechen:

I. Soll ein Waffen-Stillſtand ſein/ und alle Feindſeeligkeiten zwiſchen denen Armeen/ Truppen/ Flotten/ Squadren/ und Schiffen/ deren in gegenwärtigen Krieg verwickleten Mächten biß auff die gäntzliche ausraumung deren Konigreichen von Sicilien und Sardinien/ wie auch zuruck-kehrung in Spanien deren in einem und andern Orth deren berührten Königreichen befindlichen-Spaniſchen Truppen/ und zwiſchen denen beſatzungen/ ſo wohl zu Land/ als zu Meer/ oder anderen Waſſern auf dem Mittelländiſchen Meer/ oder nechſtangelegenen öhrtern/ aufhören/ dergeſtalten daß/ wann ſich zutragen ſolte/ daß währendem Stillſtand von einem Theil mit eroberung eines Platzes vermittels eines angriffs/ uberrumpelung/ oder verſtändnus/ in denen in dieſem Tractat angezeigten gräntzen darwieder gehandlet: oder gefangene gemacht: oder ſonſten andere Feindſeeligkeiten durch einen auch nicht vorgeſehenen zufall verübet werden ſolten/ dieſe zu wiederhandlung von jedem Theil getreülich/ ohne verſchub und ohne beſchwernus gutgemacht/ auch alles eingenommenes ohn einige verringerung zuruckgeſtellet: Ingleichen die gefangene/ ohne ſich loszukauffen/ oder ſonſtige unkoſten/ wieder freygelaſſen werden ſollen; und/ um aller gelegenheit deren Klagen vorzukommen/ ſo in anſehen deren Kauffartey-Schiffen/ und Fahrnuſſen entſtehen mögten/ welche auf dem Meer könten genohmen werden/ hat man ſich beiderſeiths verglichen/ daß ſolche Kauffartey-Schiffe und Fahrnuſſen/ welche auf dem Mittelländiſchen Meer nach unterſchreibung dieſes Waffen-Stillſtands genommen worden/ von einem und andern Theil ohn ausnahm zuruck gegeben werden ſollen.

II. Die Spanniſche Truppen ſollen Palermo fünff Täg nach der unterſchrifft ausraumen/ und das Caſtel à Mare, den Molo, auch alle Forten/ mit der Artillerie- und Kriegs-Munition, ſo ſich darinnen befinden/ übergeben/ die Spanniſche Armee ſoll auch ein tag zuvor nach dem regulirten Lager/ nächſt Termini, und folgenden öhrtern/ als Pauccina, Pentimilia, Offmina, Montemaggiore, Calatabuturo, Petraglia, Ficcari, Pollici, Rocella, Rocca-Palamo, und Cacamo marſchiren/ welche örter ſammentlich in der gegend herum von Termini ligen; und/ nach der mas/ daß ſich beſagte Truppen einſchiffen werden/ ſelbe die weit entlegenſte öhrter ausraumen ſollen; Dabey ſoll ſcharffe Ordre ertheilet werden/ um zu verhindern/ daß mann die Bäume/ Früchte/ und getrand nicht verheeren: noch ſonſten einige umordnung verurſachen möge.

III. Daß die Krancken und Verwundten von den Spaniſchen Truppen in eben dem Spittal verbleiben ſollen/ in welchem ſie ſich zu Palermo mit den Feld-Doctoren, Feldſcherern/ und andern in demſelben zur Hülffleiſtung/ Bedienung und Direction

ANNO 1720.

rection des Spittals aufgenommenen Personen befinden / vor welchem eine Wacht unter einem Lieutenant / mit 20. gemeinen / von den Spannischen Truppen gesetzet werden solle / um die Krancken in besagtem Spittal beysammen zu halten; auch solle man alles dem Director für sein eigen gelt zu kommen lassen / was nur zu ihrer unterhaltung nöthig sein wird; und so bald selbe wieder gnossen / und in Stand sich befinden / marschieren zu können / solle man Ihnen gegen bezahlung Schiffe verschaffen / um nach Termini geführet zu werden / dabey diejenige / welche ihr Gewehr noch haben / dasselbe mit sich nehmen mögen.

IV. Daß erlaubt sein solle / daß die Beamten von der Oberaufsicht / die Kriegs-Commissarien / und verordnete Einnehmere / wie auch Zahlmeistere so wohl zu Land / als zu Meer / zu Palermo verbleiben mogen / um so wohl die Raitungen abzuthuen / als auch all-nöthige veranstaltungen zur einschiffung / und derselben vollbringung vor zu kehren / zu dem ende man ihnen auch gelegenheit einraumen solle / daselbsten verbleiben zu können.

V. Es soll erlaubt sein / daß alle Spanische Officiers / und Gemeine / wie auch all-andere Personen / so bey der Spanischen Armee befindlich sein mögen / aus besagten Palermo ihre Familien / Haabschafften / und Bagage mit sich führen: und selbe so wohl über das Meer / als zu Land nach jedem Ohrt dieses Konigreichs bringen mögen / dazu mann auch ihnen die nöthige Pas-Briesse / und Schiffe zur überfuhrung gegen baare bezahlung zu kommen lassen solle / es solle gleichfalls denen Officieren / Gemeinen / und Bedienten von der Spanischen Armee erlaubt sein / in die Stadt Palermo zugehen / um ihr eigene / oder des Regiements geschäfften zu schlichten / wann sie nur allein einen Pas von dem Herrn Marchese de Leede / ihrem General / haben werden.

VI. Daß alle Magazinen von der Kriegs-Munition, und Proviant, was es nur für sort immer sein möge / Gersten und Stroh mit begrieffen / so denen Spanischen Truppen in besagter Stadt Palermo / oder in denen Vorstädten zugehörig / mit aller sicherheit darinnen verbleiben mögen / und gemeldten Truppen erlaubt sein solle / so wohl zu Land als zu Wasser dahin sich zu begeben / und zu ihrem gebrauch davon abzuholen / nachdem sie vonnöthen haben werden / und / wan mans für tuhnlich erachten werde / solle mann Commissarien da lassen / um achtung darauff zu haben / und der Herr Graff Merey wird die verordnung thun / daß man eine Wacht zu ihrer sicherheit dafür stelle.

VII. Den Spanischen Truppen / welche sich in der Stadt / und in den obbenennten örtern befinden werden / solle man auf ihre Kösten / mit ausnehmung der grünen füterung / Stroh und Holtz zukommen lassen / auch wird mann einige Officiers benennen / um den berührten Truppen auf begehren Stroh / grüne füterung / und Holtz in der Stadt / oder Dorffern / darinn die Truppen befindlich / zu verschaffen.

VIII. So bald die ausraumung von Palermo geschehen / wird man die ordre ertheilen / daß sich die Truppen / so in Girgenti ligen / auch heraus ziehen sollen.

IX. Die ausraumung von Augusta solle so bald geschehen / als die nöthige Fahrzeüge zu einschieffung der Artillerie, Kriegs-Munition, allerhandt Lebens-Mitteln / und andern Kriegs-Geräthschafften / und insgemein alles desjenigen / so in den Magazinen befindlich / die nach Termini, oder nach Palermo / wo mans am füglichsten gedünke zu sein / gebracht werden sollen / verschaffet worden / nach deme sollen die Spanische Truppen den Platz an die Kayserl. Truppen übergeben / ohne die feste Werker zu beschädigen und die Spannische besatzung / solle sich auf den Marsch nach Termini, oder den andern verzeichneten Dorffern den kürzesten weeg / vermittels eines regulirten Marsches von dem Füß-Volck / unter begleitung begeben / betreffend die Spanische Truppen / so sich in der Bloquirung von Syracusa, Jassi-Reale, oder andern Plätzen dieses Konigreichs befinden / denenselben wird man also gleich nach ausraumung Palermo die Ordre zuschicken / den Marsch anzutretten / und zu der Armee bey Termini zustossen / mit dem befehl / die geringste unordnung auf dem Marsch nicht zu begehen / von Seiten des Herrn General / Graffen von Merey / sollen die eigene Commissarien zu dem Marsch ernennt werden / um erwehnten Truppen Stroh / Gersten / Brod / und all dasjenige / was sie zu ihrem unterhalt nöthig haben werden / gegen baare bezahlung zu verschaffen.

X. Daß allen denen Truppen / so wohl zu Meer / als zu Land / wo sie sich nur würcklich in diesem Konigreich befinden / allen Generalen / Officiers / Bedienten / und was nur für Personen sein mögen / so man in der Armee nöthig / erlaubt sein solle / sich einzuschiffen / um mit aller sicherheit nach Spannien sich zu begeben / gleich wie auch den andern Spanischen Unterthanen solches erlaubt / wann sie mit nach Spannien passiren wollen / ohne daß man ihnen einige hindernus zu fügen möge.

XI. Daß all-Spanische Truppen so wohl von dem Fuß-Volck / als Reüterey und Dragonern / samt ihrem Gewehr / fahnen / Standarten / Pferden / Muntirung und Bagage, mit aller sicherheit nach Spannien geführet werden sollen / ohne / daß ihnen die geringste verhindernus geschehen / und dieselbe auf den Küsten von Catalonien / oder Valencien ausgeschiffet werden mögen / und wie geschwind man mit der einschiffung sein wird / dazu alles so eilends / als nur sein kan / verschaffet werden solle / also geschwind wird man auch sein / um durch den kürzesten weeg nach Spannien / oder andern Oertern / so andern Mächten gehörig / zu kommen. ANNO 1720.

XII. Daß man schuldig sein solle / alle Schiffe / und ander einschiffungs-weesen / so nur zum einschiffen deren Spannischen Truppen / so wohl von dem Fuß-Volck / als Reuterey / Artillerie, Kriegs-Munition, und Bagage, nöthig / auf ihre kosten zu verschaffen / auch zu ihrer begleitung und sicherheit bis zu ihrer anlandung in Spannien einig-Engellische Kriegs-Schiffe zu geben; als wegen deren zahl man mit dem Herrn Admiral Bynghs sich vergleichen wird.

XIII. Die einschiffung deren Truppen soll in zwey-oder dreymal / und so geschwind / als nur sein kan / geschehen; und sie sollen sich so geschwind einschiffen / als nur alles zur einschiffung bereit gemacht: auch all-nöthige Lebens-mittlen für 40. Täge / so wohl für Man / als Pferd / nach der gewöhnlichen Raitung / zu Schiff gebracht sein werden / und man solle nicht zwingen / mehr Volck einzuschiffen / als nach den Regulen die Schiffe zuhalten gewöhnlich.

XIV. Es soll erlaubt sein / einzuschiffen / und in aller sicherheit mit sich zuführen / die völlige Artillerie, und Mörsern / so wohl von Metall / als Eisen / welche sich in denen Plätzen / die man in diesem Konigreich ausraumet / befinden / und diejenige / so mit aus Spannien gebracht / gleichwie auch dieselbe / so von dem aus Spannien gebrachten Metall zu Palermo gegossen worden / nicht weniger diese / so noch von andern Oertern gebracht worden / seithero der Truppen von Spannien in diesem Konigreich sich befinden / mit hinterlassung deren Stucken und Mörsern in denen Plätzen / welche darinnen noch seind / und ehedessen schon daselbsten sich befunden / gleicher weis solle man auf gutes trauen und glauben alle Kriegs-Munition überantworten / so man im Castel à Mare, und denen Forten von Palermo / Termini, wie auch andern Oertern gefunden / ehe die Spannische Truppen angelanget / oder diese Oerter erobert / und soll erlaubt sein / wieder einzuschiffen / und nach Spannien zu führen die sammentliche Artillerie, und Mörser / welche aus Spannien mitgebracht / oder aus Italien dahin geführet worden.

XV. Daß alle die Schiffe / Galeeren / und andere Fahrzeüge / welche Spannien oder dessen Unterthanen zuständig / so sich in diesem Konigreich befunden / gantz frey nach Spannien mit ihrer Artillerie, aller ausrüstung / und völligen Habschafften / die sie nur haben / passiren mögen; Es solle gleichfalls erlaubt sein / wieder einzuschiffen die Artillerie, Gewehr / Seil-weesen / Seglen / und all-andere Sachen / so den Spannischen Galeeren / und andern Schiffen gehörig / welche entrüstet / oder Schiffbruch gelitten / und sich in denen Plätzen / oder Oertern befinden / so die Spannische Truppen heüte zu tag noch besitzen.

XVI. Daß denen Commissarien soll erlaubt sein / welche ernennt werden mögen / in diesem Konigreich zu bleiben / um die Sachen zu überliessern / welche in denen Magazinen / oder andern Oertern befindlich / wie auch denen / so sorg tragen müssen / über die Krancken / die sich nicht in Stand befinden werden / mit dem Rest deren Truppen sich einzuschiffen / denen man schuldig sein solle / also gleich / so bald die im Stand sein werden / sich einzuschiffen / die nöthige Schiffe zur einschiffung / um nach Spannien überführet zu werden / gegen bezahlung zu verschaffen.

XVII. Die Artillerie und Reüterey von Spannien solle sich im Molo von Palermo / und das Fuß-Volck zu Termini einschiffen.

XVIII. Daß man bey der einschiffung weder vor / noch nach / einen überlaufer von ein-oder anderem Theil zuruckbehalten / noch zuruck begehren; noch auch einen Soldaten unterm vorwand der Nation behalten solle.

XIX. Daß alle Officiers und Soldaten zu Land / so Kriegs-Gefangene worden / wie auch alle See-Officiers / Soldaten / und Matrosen / so währendem Krieg in Sicilien / und in diesen Meeren gefangen worden / von ein-und anderem Theil zuruck gestellet werden sollen.

XX. Daß man allen Schiffen / Galeeren / Felucken / und andern Schiffen / um nach Spannien / oder andern Oertern in Italien in Diensten der Spanischen Armee zu seglen / Paß-Briesse ertheilen solle / man verwilliget auch / daß die 6. Felucken nach Termini passiren / um ein und andere verrichtung zu überbringen / nachdeme man sie verordnet.

XXI. Und / was die Kosten deren Schiffen und all-anderer Fahrzeugen betrifft / so zum einschiffen dienen sollen / um die Spannische Truppen zu überbringen / wird man alles um gewöhnlichen Preis bezahlen / auch sich vergleichen / die zahlung in baarem Gelt / oder in Wechsel-Brieffen zu thun.

XXII. Man wird sechs Monat zeit den Spannischen Officieren / oder Nationalisten vom Land / oder andern / welche güter / oder Habschafften in diesem Konigreich haben / zustehen / damit dieselbe während dieser zeit all-ihre sachen verkauffen / oder sonsten veraüssern mögen / nachdeme wird man ihnen auch Paß-Brieffen ertheilen / um nach Spannien zu reysen.

XXIII. Es soll ein Kriegs-Commissarius bestimt werden / um die Schulden zu durchgehen / und diese abzuthuen / welche die Officiers von der Spannischen Armee gemacht / gleichwie auch noch diese / welche auf Rechnung ihres Herrn gemacht worden sein mögen / welche billig und richtig befunden / selbige sollen auch bezahlt werden; zu verstehen aber / daß in denen Schulden

nicht

ANNO 1720.

nicht das Stroh / und die Füterung / noch das Holtz begrieffen sein solle / so die Armee mögte verzehret haben / von der zeit / da sie / oder ihre Detaschementer campiret; Es soll auch als Geyseln ein Obrister / und ein Befehls-wie auch Kriegs-Commissarius, wegen ihres Herrn / und deren Officieren Schulden / biß zur völligen Richtigkeit hinterlassen werden.

XXIV. Es soll erlaubt / auch die Paß-Brieffe gegeben werden / um zuschicken und zu holen so wohl zu Meer / als zu Land / in einem Ohrt des Konigreichs auch es sein möge / alle Lebens-Mitlen / wie sie nur nahmen haben / und andere Sachen / deren man zur unterhaltung und einschiffung deren Truppen nöthig haben möge.

XXV. Die Stadt und das Castel von Termini solle man eben gleichfalls / da die andere Plätze an die Kayserliche Truppen übergeben werden / ausraumen / und so bald die letztere Truppen werden eingeschiffet sein / zehen täg auch nach der ausraumung von Palermo solle nicht mehr erlaubt sein / sich in das Staats- und Regierungs-Weesen des Konigreichs einzumischen.

XXVI. Man wird die anzahl deren Truppen reguliren / welche sollen nach beschaffenheit deren Schiffen / und Lebens-Mitlen / so man haben wird / eingeschiffet werden; Und man wird etliche täg zuvor solches erinnern / damit die Truppen zum Marsch und einschiffung sich fertig machen können; Es soll erlaubt sein / daß Commissarii zu Palermo hinterlassen werden mögen / um alles wegen der Lebens-Mitlen zu reguliren / und selbe zu durchgehen / welche in denen Magazinen befindlich. Nachdem die erste einschiffung geschehen / wird man eine verzeichnus geben / was noch / so wohl von Pferd / als Mann / und Bagage, oder andern Fahrnussen zum überführen übrig bleiben werde / um die nöthige Schiffe dazu aufzutreiben.

XXVII. Nachdeme Palermo / und Castel à Mare, mit denen Forten / ausgeraumet worden / so können die Schiffe / Galeeren / oder andere Fahrzeüge / welche werden für den Herrn Marcheſe de Leede anlangen / daselbsten einlauffen / und frey alda verbleiben / und soll ihnen alles Gelt / und all andere Sachen / so man ihnen überbringen werde / treülich zugestellet werden.

XXVIII. Zu vollziehung dieser Artickulen solle mann beederseits zu Geiseln einen General und einen Obristen geben.

Wir im Krieg so wohl zur Meer / als zu Land in Sicilien begriffen unterschriebene Generalen / krafft dereu Vollmächten / so wir von unsern Höchsten Herren empfangen / versprechen von ein und anderem Theil oberwehnte Artickulen getreülich vollziehen zu lassen. So geschehen im Feldlager / nächst Palermo den 6. May, 1720.

Graff von Mercy. Bynghs. Marcheſe de Leede.

XIII.

2/12. Juin. *Traité de Paix entre la Reine, & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la Grande-Bretagne, & auſſi du Roi de France. Sa Majeſté Danoiſe y reſtituë à la Couronne de Suede toutes ſes Conqueſtes en Pomeranie jusques au Pêne; comme auſſi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point aſſiſter le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majeſtés Suedoiſes lui cedent toute la Franchiſe du Sund dont les Vaiſſeaux Suedois avoient joüi auparavant, & lui promettent en outre une Somme de ſix cent mille Ecus Monnoye de Leipſich. Les Intereſts du Duc de* HOLSTEIN-GOTTORP *y ſont remis à ce qui en ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puiſſances Mediatrices du preſent Traité, Leursdites Majeſtez promettant de ne s'y point oppoſer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin* 1720. [Tiré des Archives Royales de Suede.]

Au Nom de la Sainte & Individue Trinité.

QU'il ſoit notoire à tous preſens, & à venir qu'il apartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeſte Guerre, qui dure depuis plus de dix ans entre Sa Majeſté feu le Roi Charles XII. de glorieuſe memoire, comme auſſi la Reine Ulrica Eleonora & le Roy à preſent regnant Frideric Roy de Suede des Goths, & des Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Majeſté le Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc & de Norwege des Vandales & des Goths, Duc de Schleswic & de Holſtein, Stormarn, & Dithmarſen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorſt d'autre, dont les ſuites facheuſes ont cauſé l'effuſion de beaucoup de ſang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & alteré la bonne intelligence, que les liaiſons du ſang & du voiſinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majeſtés, & leurs Sujets. Il a plû enfin à la Providence Divine de faire naitre des conjonctures plus heureuſes, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, ſeure, & durable Paix, conformement au deſir ſincere que Leurs Majeſtés ont toûjours conſervé de voir ceſſer l'effuſion du ſang Chrêtien, & de faire jouïr leurs Peuples des fruits de la Paix, ſi neceſſaire & ſi longtems deſirée. Ces louables motifs ont porté leursdites Majeſtés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la conſommation d'un ouvrage ſi ſalutaire, ſur les inſtances reiterées pendant pluſieurs Mois de ſa Majeſté George Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenſeur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Luneburg, Archi-Treſorier, & Electeur de l'Empire qui s'eſt donné tous les ſoins imaginables pour reconcilier les Parties belligerantes. Elle les a fait convenir d'une ſuſpenſion d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la concluſion de la Paix, & elle leur a offert en même tems ſa Mediation, laquelle a été acceptée de part, & d'autre, auſſi-bien, que celle de Sa Majeſté Tres-Chretienne Louïs XV. Roi de France, & de Navarre; qui deſirant de ſon côté contribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu joindre ſes ſoins & ſes bons Offices à ceux de Sa Majeſté Britannique, auſſi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un ſuccés conforme à ſes bonnes intentions. C'eſt pourquoi Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemarc, ont ordonné à leurs Miniſtres Plenipotentiaires, ſçavoir de la part de Sa Majeſté Suedoiſe, Leurs Excellences Mr. le Comte Guſtav Cronhielm Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, Preſident au Conſeil Royal de la Chancelerie, & Chancelier de l'Univerſité d'Upſal, Mr. le Comte Guſtav Adam Taub, Senateur de Sa Majeſté le Roy de Suede, & de ſon Royaume, Mareſchal de Suede & Grand Gouverneur de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, & Preſident au College de Commerce, Mr. le Comte Jean Lilienſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede & de ſon Royaume & Conſeiller au College de la Chancelerie, Mr. le Comte André Legonſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume & Preſident à la Chambre de reviſions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Höpken Secretaire d'Etat de Sa Majeſté le Roi de Suede. Et de la part de Sa Majeſté Danoiſe Mr. de Lövenörn ſon General Major & Plenipotentiaire à la Cour de Sa Majeſté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation ſur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, leſquels après l'échange de leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, dont la Copie ſera transcrite à la fin de cet Inſtrument, ont eu pluſieurs conferences, & par les bons & tres-louables Offices de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Reſident de Sa Majeſté Très-Chrétienne & ſon Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'aſſiſtence Divine ont conclu, arrêté, & ſigné les Articles, dont la teneur s'enſuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éternelle & une amitié ſincere, & perpetuelle entre Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemarc, leurs Heritiers & Succeſſeurs en la Regence comme auſſi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Païs, & Sujets, & en conſequence toutes hoſtilités de part, & d'autre tant par Mer que par Terre ceſſeront entierement du jour de la Signature du preſent Traité; tous les differens, mesintelligences, & Disputes qu'il y a eu jusques à preſent entre Eux ſeront non ſeulement abolis; mais auſſi Leurs Majeſtés ſe procureront autant qu'il ſera poſſible avec zele, & ſincerité tous les Biens, & les avantages reciproques, en ſorte qu'il y aura desormais entre Leursdites Majeſtés, & leurs Royaumes une parfaite confiance & Union, & qu'elles puiſſent ſe fortifier de jour en jour, ainſi qu'il convient à de bons Voiſins & Alliés.

II. Tous les dommages, degats, torts, offenſes, & prejudices commis ou cauſés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre ſoit en actions, paroles, ou

ANNO 1720.

ou écrits ſeront enſevelis dans un éternel oubli & amneſtie generale, & ſans retour, en ſorte qu'il ne ſera point permis à l'avenir à l'une des Parties d'en faire uſage, ni de s'en reſſentir contre l'autre, de même, que ſi le tout n'étoit jamais avenu; Et en vertu de cette abolition generale on ne pourra desormais faire aucune mention de ces Griefs, ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, ſous quelque pretexte, ou pour quelque cauſe que ce puiſſe être.

III. La liberté du Commerce, & de la Navigation tant par Terre, que par Mer & autres Eaux ſera desormais entierement retablie entre les Sujets de Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemarc & defenſe faite de part, & d'autre, de n'y apporter aucun obſtacle ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandiſes & Denrées dont on jouït en tems de Paix.

IV. Et afin de prevenir, & detruire entierement tout ce, qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque desunion, mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemarc renoncent par les preſentes de la maniere la plus preciſe & la plus efficace, à tous les Traités, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puiſſances, entant que ces Traités, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du preſent Traité de Paix; & pour cet effet l'une des Parties ne conſentira desormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque maniere que ce ſoit cauſer du dommage, ou du prejudice à l'autre

V. Comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc, & detruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeſte Guerre, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc promet ſpecialement, & s'engage par les preſentes, de la maniere la plus forte & la plus preciſe de n'aſſiſter directement, ni indirectement de ſes Conſeils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui, le Czar de Moscovie, ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être dans ſes entrepriſes contre la Couronne de Suede, & ſes Alliés auſſi long-temps, que la preſente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'eſt pas moins de l'interêt du Roi de Dannemarc, & de ſa Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle ceſſe bien-tôt, pour retablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne ſouffrir en aucun de ſes Ports de Dannemarc, & de Norvegue aucun Armateur Moscovite, deſtiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majeſté ne permettra point non plus, qu'on donne dans ſesdits Ports retraite à aucune priſe faite par les Armateurs, ou Corſaires Moscovites ſur quelque Nation que ce ſoit & s'il arrivoit, que telles priſes entraſſent dans les Ports de Sa Majeſté, elle les fera reſtituer à leurs legitimes Proprietaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en ſorte, qu'aucune des priſes, qu'elle pourroit faire ſur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme ſon Alteſſe Sereniſſime le Duc de Sleswic-Holſtein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaiſon du ſang qui eſt entre ſadite Alteſſe & la Couronne de Suede pourroit être conſiderée comme un obſtacle à la deciſion de ce qui regarde le Duché de Schleswic, Sa Majeſté Suedoiſe pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces preſentes de ne s'oppoſer directement, ni indirectement à ce qui ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Schleswic, par les deux Puiſſances Mediatrices, qui ont concouru au preſent Traité, & de ne donner aucune aſſiſtance de fait au dit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au prejudice des ſusdites ſtipulations

VII. Comme Sa Majeſté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, jusqu'à la Riviere de Pene; comme auſſi la Ville & la Fortereſſe de Stralſund, avec la Principauté & l'Iſle de Rugen, & la Fortereſſe de Marſtrand, avec quelques autres Iſles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que Sa Majeſté le Roi de Suede inſiſte ſur la reſtitution desdits Duché, Principauté, Villes, Forteresſes, Iſles, Terres, & Païs incorporés à la Couronne de Suede, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc, aux inſtances des deux Puiſſances Mediatrices, & pour faciliter d'autant plus la Paix ſi deſirée y a enfin conſenti, & en vertu du preſent Article, elle reſtitue pour elle, & pour ſes Heritiers, & Succeſſeurs à Sa Majeſté, & à la Couronne de Suede, ſes Heritiers, & Succeſſeurs la ſusdite partie de la Pomeranie jusqu'à la Riviere de Pene, comme auſſi la Ville & la Fortereſſe de Stralſund, l'Iſle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marſtrand & toutes les autres Iſles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc ſans exception, à ſçavoir les Forteresſes & les Païs dans l'état où ils étoient pendant l'armiſtice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, ou ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Forteresſes par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui ſera ſtipulé ci-après.

ANNO 1720.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majeſté le Roi de Dannemarc cede & renonce en faveur de Sa Majeſté & de la Couronne de Suede, à toutes les pretenſions qu'elle auroit pu avoir ſur cette Ville & ſon Territoire, & elle promet d'en retirer ſes Troupes d'abord après la Ratification du preſent Traité, laiſſant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit inconteſtable, qui appartient à ladite Couronne de Suede, ſur ladite Ville de Wismar, ſon Territoire, & ſes dependances.

IX. En conſideration de ces reſtitutions, Sa Majeſté & le Royaume de Suede conſent par le preſent Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune diſtinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en conſequence Sa Majeſté & le Royaume de Suede renonce à l'exemtion de Franchiſe de Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont jouï jusqu'à preſent, en vertu des Traitez de Paix ci devant conclus, de ſorte, que les Sujets du Royaume de Suede & des Provinces, qui en dependent payeront à Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ſes Succeſſeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaiſſeaux, effets, & Marchandiſes en tout de la même maniere que les Anglois, Hollandois ou autre Nation, qui eſt, ou ſera desormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du preſent Traité ſeront échangées, & que tous les Articles avec leurs ſtipulations touchant la reſtitution & ſatisfaction ſeront executés de part & d'autre, ſur quoi l'on eſt expreſſement convenu, comme il a été dit, que les Vaiſſeaux & les effets des Sujets du Royaume de Suede, en paſſant & repaſſant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompte expedition ou ſous quelque nom que ce puiſſe être, ne ſeront point traités autrement, que les Nations Angloiſe, & Hollandoiſe ou autre la plus amie.

X. Sa Majeſté Suedoiſe voulant encore donner une preuve plus convaincante, de ſon deſir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suede de payer outre la Ceſſion de la Franchiſe du Sund à Sa Majeſté & à la Couronne de Dannemarc, la Somme de ſix cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers ſur le pied communement appellé de Leipzic de l'année 1690. à raiſon de 12. R. par Marc d'argent fin pour toutes les pretenſions du Roi de Dannemarc, & en un ſeul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, leſquelles ſeront depoſées entre les mains des Mediateurs ſix ſemaines après la Signature du preſent Traité, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, pour l'uſage & le compte de Sa Majeſté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être delivrées par les Mediateurs aux Commiſſaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement, & réellement payées auſſi-tôt que la Reſtitution conformement à l'Article ſuivant ſera entierement faite & achevée, & que les Forteresſes, Duchés, Principautés, Iſles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles 7. & 8. ſeront evacués, par Sa Majeſté & la Couronne de Dannemarc, & mis en la poſſeſſion de celle de Suede.

XI. C'eſt pourquoi auſſi tôt que la ſusdite Somme de 600000. Risdalers aura été depoſée de la part du Roi & du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainſi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Forteresſes de Stralſund, & de Marſtrand avec la Principauté & l'Iſle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc, ſans aucune exception de ce, qui eſt ſtipulé dans les precedents Articles, ſeront remis le même jour aux Commiſſai-

ANNO 1720.

missaires, & aux Troupes du Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarc; à sçavoir les Fortereſſes & les Païs, & Iſles en l'état qu'ils ont été pendant l'armiſtice; & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lors qu'ils ſont tombez entre les mains du Roi de Dannemarc, conformement aux Inventaires qui en ſeront fournis. L'évacuation étant ainſi faite les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Païs ſeront transportées en Dannemarc, le plûtôt que faire ſe pourra, par Terre ou par Mer ſelon que l'occaſion & la commodité le requireront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi de Dannemarc, mais à un prix le plus modique qu'il ſera poſſible, ſelon les ordres exprès, que Sa Majeſté le Roi de Suede en donnera à ſes Commiſſaires, la ſubſiſtance dont elles auront beſoin; bien entendu que du jour, que la Somme ſusdite de 600000. R. aura été depoſée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourage ne ſeront plus à la charge du Païs, mais que les Officiers & Soldats auront franc. & ſans payement les Logemens qui leur ſeront aſſignés par les Commiſſaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commiſſaires de part & d'autre ceſſeront inceſſamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'armiſtice d'exiger de part ou d'autre les Arrerages & ce qui pourroit être dû par les Païs de Contributions ou autres impoſitions concernant le Public, vû la triſte ſituation & la miſere ou cette funeſte Guerre a reduit les Sujets dudit Païs. On ceſſera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui ſe trouveront abattus & de deteriorer les Païs, toutes les pretenſions du Roi de Dannemarc étant compriſes dans la Ceſſion de la Franchiſe au Sund & dans la Somme de 600000. R. ci-deſſus ſtipulée.

A l'égard des Archives de Stralſund, de Gyphswalde & de Wismar avec la Bibliotheque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Païs, & qui ſe trouvent entre les mains du Roi de Dannemarc, ils ſeront reſtitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées ſelon les Loix pendant la Regence de Sa Majeſté Danoiſe, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Iſles, & Païs reſtitués ſeront dechargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Dannemarc, pour être à l'avenir entierement & uniquement ſoumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puiſſent être, ſeront reſtitués immediatement après la Ratification du preſent Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confiſqués à l'occaſion de cette Guerre ſans exception, & ſur les preuves en bonne forme, qui en ſeront données, en ſorte qu'ils rentreront auſſi-tôt ſans autre forme de procés, & ſans aucun rembourſement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entiere jouïſſance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en poſſeſſion avant la Guerre, à condition neanmoins que les depenſes faites par ordre du Public, ou par des perſonnes privées qui ont poſſedé ces Biens & Terres, ſoit pour leur amelioration, reparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit, ſeront rembourſés par les Proprietaires, lors qu'ils rentreront en la poſſeſſion actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saiſon de l'année ne ſouffrant aucun delai ſur ce ſujet. Au ſurplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils ſoient, ſeront rendus dans le même état, qu'ils ſont à preſent, & dans un meilleur s'il eſt poſſible. Toutes les pretenſions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume, ſont écheuës aux Sujets de Leurs Majeſtés par Succeſſion, Procès ou autre voye Juridique, que ce puiſſe être, comme auſſi les pretenſions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majeſtés, qu'entre Eux en particulier, reſteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raiſon de ladite Guerre. A cette fin il ſera nommé par chacune des Parties contractantes trois Commiſſaires authoriſés qui ſe rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où ſelon les circonſtances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les differens, ou bien ils les renvoyeront aux Tribunaux, qui pour raiſon de la Juriſdiction locale devroient en prendre connoiſſance avant le commencement de la Guerre, en ſorte neantmoins que tous les differens, & diſcuſſions, ſoient terminés trois Mois après l'Etabliſſement de cette Commiſſion, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à deſſein par ceux des particuliers qui les ont poſſedé pendant la Guerre, ils s'adreſſeront aux ſusdits Commiſſaires qui leur feront rendre bonne & prompte Juſtice, & payer les dedommagements qui leur ſeront legitimement dûs; tout ce que deſſus énoncé au preſent Article, devant auſſi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont ſuivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

ANNO 1720.

XIII. Les Priſonniers de Guerre de Leurs Majeſtés de quelque condition qu'ils ſoient, ſeront rendus de part & d'autre ſans rançon, & tout ce qui s'eſt paſſé à cet égard ſoit pour raiſon d'évaſion ou de repreſailles, ſera entierement annullé, & oublié, comme non avenu; ſans avoir même égard au plus grand nombre de Priſonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte, en vertu du Cartel reglé entre Leurs Majeſtés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur detention ſeront liquidées, par des Commiſſaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & ſur les preuves juridiques qui ſeront fournies de ces Dettes, Leurs Majeſtés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux, qui ſe trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui ſeront évadés ou hors de ſervice, Leursdites Majeſtés feront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit eſt pendant le tems de leur Priſon, bien entendu, neanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'execution de tous les autres Articles du preſent Traité.

XIV. Comme il eſt ſurvenu quelques differens entre Leurs Majeſtés au ſujet des Limites de la Finnmarkie ou Lapponie Norwegienne pendant, & avant cette Guerre, en ſorte que Leursdites Majeſtés ſur le rapport, qui leur en a été fait, pretendent reciproquement, qu'on forme quelque établiſſement au delà des Frontieres de l'une & l'autre, on eſt convenu de nommer des Commiſſaires des deux côtés, qui ſe transporteront ſur les Lieux trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention neceſſaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au pluſtôt les Limites des deux Finnmarkies ſelon les anciens Traités, auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformement aux Actes des Limites fondés ſur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poſte Suedoiſe, établi par les Etats du Roi de Dannemarc, Sa Majeſté Danoiſe auroit demandé, qu'il ne fût plus desormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commiſſaire à Helſigneur, & que les Lettres de Suede ne puiſſent être portées par ſes Poſtillons, qu'une fois la ſemaine, au lieu, que jusqu'à preſent elles ſont paſſé deux fois: Mais comme il n'eſt pas moins neceſſaire pour le public, & pour le Commerce, que les choſes reſtent ſur le même pié, & que le Roi & la Couronne de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres paſſages des Poſtes, qui vont de Dannemarc en Norwegue, on eſt convenu de part, & d'autre & ſur les repreſentations des Puiſſances Mediatrices que le Roi de Dannemarc pourra avoir de ſon côté un Commiſſaire à Helſingbourg à faire paſſer ſes Lettres une fois la ſemaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire paſſer auſſi les ſiennes, qu'une fois la ſemaine, par le Dannemarc. Les choſes reſtans d'ailleurs à l'égard des Poſtes tant de la Suede à Hambourg par les Eſtats du Roi de Dannemarc, que de Dannemarc en Norwegue par la Suede, entierement dans le même état & de la maniere pratiquée jusqu'à preſent; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a ſoumis ſes Sujets au Peage du Sund, il lui eſt indiſpenſable d'avoir un Commiſſaire à Helſigneur pour l'expedition de leurs Vaiſſeaux à l'exemple des autres Nations, qui naviguent dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commiſſaires audit Helſigneur, Sa Majeſté Suedoiſe promettant de donner les ordres neceſſaires pour que celui qu'Elle y tiendra, ne cauſe aucun dommage, derangement, ni malverſation au préjudice des Poſtes du Roi de Dannemarc, & de faire rendre toute la Juſtice, qu'on doit attendre de ſon équité ſur les plaintes, qui pourroient être faites au con-

ANNO 1720.

contraire, ce que le Roi de Dannemarc promet auſſi de ſon côté, par rapport au Commiſſaire, qu'il pourra tenir à Helſingbourg.

XVI. Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemarc ſont en vertu des preſentes confirmés & renouvellés dans tous leurs Points, & Articles, comme s'ils étoient inſerés mot à mot dans le preſent Traité en tout ce qui n'eſt point contraire à ſa teneur.

XVII. Tous les Points & Articles ci-deſſus ſeront ratifiés de Leurs Majeſtés, & les Ratifications en bonne forme échangées en quatre ſemaines à compter du jour de la Signature ou plûtôt, ſi faire ſe peut. En foi de quoi on a dreſſé deux Exemplaires uniformes du preſent Traité, dont l'un a été ſigné par les Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede, & l'autre par le Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ceux iappoſé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troiſieme Juin 1720.

Guſtave Cronhielm. (*L. S.*) *Guſtave Adam Taube.* (*L. S.*)

Magnus Julius de la Gardie (*L. S.*) *Johan Lilienſtedt.* (*L. S.*)

André Legonſtedt. (*L. S.*) *Daniel Nicolas von Hopken.* (*L. S.*)

Elucidation des Articles precedens du Traité de Paix entre Sa Majeſté de DANNEMARC *& Sa Majeſté & la Couronne de* SUEDE.

D'Autant que pour prévenir toute diſpute il a été trouvé néceſſaire de donner quelques élucidations ſur le Traité de Paix entre S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwege d'une part, & S. M. le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, ſigné à Friedricksburg le 3. Juillet 1720. par le Sr. van Loeuwenoehrn Velt-Maréchal & Plénipotentiaire de S. M. de Dannemarc Norwege, & à Stokholm le 3. Juin de la même année par les Conſeillers Plenipotentiaires de S. M. & de la Couronne de Suede, on eſt convenu de ce qui ſuit par la Médiation & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambaſſadeur de Sa Majeſté Britannique, & Médiateur de la Paix entre Leurs Majeſtez de Dannemarc & de Suede.

Quoique dans les Art. VII. & XI. du Traité de Paix on ſoit convenu que les Terres & Fortereſſes ſeroient reſtituées par le Roi de Dannemarc à S. M. & à la Couronne de Suede dans l'état où elles étoient pendant la ſuſpenſion d'Armes, & l'Artillerie & les Magaſins dans l'état où ils étoient au tems de la reddition desdites Places, on eſt convenu de plus, que pour prévenir toutes diſputes, les Fortereſſes, Païs, Artilleries & Magazins ſeront rendus dans l'état où ils ſont; & après l'évacuation, S. M. de Dannemarc pourra, le plutôt poſſible, retirer, ſans aucun empêchement, ſes Vaiſſeaux de Guerre qui ſe trouveront à Stralſondt en Pomeranie, ou à Marſtrand, avec tous leurs agreils & Equipages.

Quant à la Ville de Wismar, dont il eſt parlé dans l'Art. VIII. on eſt convenu par le préſent, qu'elle ne ſera jamais rétablie, & que par raport à ſes Fortifications elle reſtera dans l'état où elle eſt.

Par raport au Payement de 600. mille Ryxdaldres en $\frac{2}{3}$ ſur le pied de Leipſick de l'an 1690. que S. M. & la Couronne de Suede doivent payer au Dannemarc ſuivant l'Art. X., il eſt ſtipulé expreſſement par la préſente que les Médiateurs délivreront aux Commiſſaires Danois, auſſi-tôt que les Troupes Danoiſes ſeront ſorties des Places, de bonnes Lettres de change, ſur de bons & ſuffiſans Négocians à Hambourg pour le Payement de ladite Somme de 600. mille Ryxsdaldres.

Quant au Bois adjugé en Pomeranie, dont il eſt parlé Art. XI. S. M. de Dannemarc & de Norwege ſe reſerve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déja coupé & porté au lieu de l'embarquement, du reſte on ne cauſera aucun autre dommage au Païs, & l'on n'abatra plus aucun arbre.

Outre ceci il a été ſtipulé que toutes les perſonnes inſtallées par S. M. Dan. dans quelque emploi civil dans la Pomeranie & dans l'Iſle de Rugen, à la place de ceux qui ſont morts, pendant l'adminiſtration des Danois, ainſi que les Eccleſiaſtiques dans la Pomeranie & l'Iſle Rugen, y ſeront confirmez dans leursdits Emplois.

ANNO 1720.

D'autant qu'il eſt parlé dans l'Art. XIII. des Commiſſaires qui doivent être nommez pour regler de part & d'autre les prétenſions que les Sujets reſpectifs pourroient former, il eſt réſolu que les ſusdits Commiſſaires s'aſſembleront à Elſeneur ou à Helſingburg.

Quant aux Poſtes dont il eſt parlé Art. XV. outre ce qui y eſt déja ſtipulé, on eſt encore convenu que l'on cachetera toujours la Valiſe de la Poſte à Helſingör, & celle de Dannemarc pour la Norwege à Helſingburg, il eſt expreſſement défendu aux Poſtillons de part & d'autre, d'avoir une ſeconde Valiſe, de prendre des Lettres particuliers de qui que ce ſoit, & de ſoufler le cornet ni de part ni d'autre.

Tout ce qui eſt ſtipulé ci-deſſus ſera de la même force que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majeſtez de Dannemarc & de Suede, & comme s'il étoit inſeré dans ledit Traité de mot à mot.

Cette Elucidation du Traité de Paix ſera auſſi ratifiée par Leurs ſusdites Majeſtez, & les Ratifications en ſeront échangées le même jour & en même tems que celles du Traité de Paix. Fait à Friedricksburgh le 3. Juillet 1720. *Signé*,

V. A. v. HOLSTEYN. D. WIBE, C. SEESTEDT.

J. G. v. HOLSTEN.

Acte de Garantie du Roi de France en faveur du Roi de Dannemark pour le Duché de Schleswik, conformément à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemark.

LOUïS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui cette préſente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon notre Réſident & notre Plénipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit en vertu du Plein-pouvoir que Nous lui en avions donné, ſigné à Stockolm le 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswik, dont la teneur s'enſuit.

La tranquillité ayant été heureuſement rétablie dans la baſſe Allemagne par les bons Offices & par la Médiation de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Elle les a continué de concert avec Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, dans le déſir ſincere de contribuer à rendre la Paix générale dans le Nord, & ſpécialement entre les Couronnes de Dannemark & de Suede; Elle a vû avec un extrême plaiſir les bonnes diſpoſitions, où ces deux Puiſſances ſe ſont trouvées pour l'accompliſſement d'un ouvrage ſi ſalutaire; mais ayant été informé en même tems des difficultés inſurmontables qui ſe rencontroient pour la reſtitution à la Couronne de Suede, de l'Iſle & Principauté de Rugen, & la Fortereſſe de Stralſund, & du reſte de la Pomeranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, ſi elle n'étoit aſſurée de la poſſeſſion de Schleswik, laquelle S. M. Britannique lui a déja garantie; le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces conſiderations, & ſur les inſtances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette derniere Couronne, comme il lui donne par ces Préſentes, la Garantie du Duché de Schleswik, promettant en conſideration des ſusdites reſtitutions ſtipulées dans le Traité ſigné ce jourd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarck dans la poſſeſſion paiſible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le ſusdit Traité de Stockholm aura été approuvé & ſigné de la part du Roi de Dannemarc. A ces Cauſes, je ſouſſigné Réſident de Sa Majeſté Trés-Chrétienne, & ſon Plénipotentiaire à la Cour de Suede, muni de ſon Plein-pouvoir & de ſes ordres exprès à cet effet, ai remis le préſent Acte de Garantie entre les mains de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, & ſon Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'uſage ci-deſſus expliqué. En foi de quoi j'ai ſigné ces Préſentes,

ANNO 1720.

sentes, & à icelles apposé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification six semaines après la signature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour $\frac{3}{14}$ Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les susdits jour & an.

(*Signé*)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de notre très-cher & tres-aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, icelui tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, aprouvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, aprouvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(*Signé*)

Par le Roi, LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent present,

DU BOIS.

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Dannemarc le 26. Juillet 1720.

NOUS GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswig & Lunebourg, Archi-Trésorier & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces présentes verront, salut. D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, il a été stipulé, qu'après l'Armistice & la Paix faite entre Sadite Majesté & le Roi & la Couronne de Suede, la promesse & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la possession & jouïssance paisible du Duché de Sleswig au Roi de Dannemarc, sera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en est suivie, Notre Ministre auprès dudit Roi, a signé un Acte ou Instrument de ladite promesse de Garantie, de la maniere qu'il suit ci-après de mot à mot.

Après que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarck signée le 30. Octobre de l'année passée, dans la vuë de retablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick, tant que la suspension d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarck & de Suede dureroit, avec la condition expresse, qu'en cas que sous la benediction Divine la Paix entre lesdites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armistice, put être concluë, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à présent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme stipulé pour la suspension d'armes, laquelle finissoit le 28. Avril de l'année présente, a été prorogée; sur cela donc les deux Majestez de Dannemarck & de Suede sont convenuës d'un Armistice aux mêmes conditions que le prémier: Et qu'avant l'expiration de cette suspension d'armes, la Paix si necessaire pour le repos de l'Europe, aussibien que pour la sureté de la Religion Protestante, sous la Mediation de Leurs Majestez de la Grande-Bretagne & Très-Chrêtienne, aiant été portée à une fin heureuse (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick, selon le contenu de la Convention & la promesse faite par Sa Majesté Britannique du 30. Octobre de l'année passée sera & restera continuée) & Sa Majesté de Dannemarck, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample élucidation: Ainsi Sa Majesté Britannique promet & s'oblige, pour soi, ses Heritiers & Successeurs, de lui garantir & conserver dans une possession continuelle & paisible la partie du Duché de Sleswick, laquelle Sa Majesté Danoise a entre les mains, & de la defendre le mieux possible contre tous & chacun qui tâcheroit de la troubler, soit directement ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu en 1715. avec Sa Majesté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg, aussibien que de ladite Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, dans un Acte separé pour la continuation. En foi de quoi je sousigné Ministre Plenipotentiaire ai signé ce présent Acte & apposé mon Cachet, & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre semaines, ou plutot, s'il est possible. Fait à Friederichsbourg le 23. Juillet 1720.

(*Signé*)

(L.S.) POLWARTH.

NOus ayant vû & mûrement pesé le susdit Acte, de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous ses Points, l'approuvons, agréons & confirmons par les présentes pour Nous, nos Heritiers & Successeurs, promettant en parole de Roi d'accomplir & d'observer, inviolablement tout ce qui y est contenu. En temoin de quoi nous avons signé les presentes de nôtre main & y fait apposer nôtre grand Sceau du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à nôtre Château de Herrnhausen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année sixiéme.

GEORGIUS REX.

XIV.

Traité entre GEORGE *Roi de la Grande Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le* 13. *Juin* 1721. — 1721. 13. Juin.

LA Divine Providence ayant bien voulu disposer les cœurs des Sereniſſimes & très-puissans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de mesintelligence, qui ont donné occasion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correspondance, qui fleurissoient entr'eux auparavant; & Leurs Majestez Britannique & Catholique desirant à présent de les renouveller & les rétablir par les nœuds les plus forts, ont stipulé & convenu des Articles suivans par leurs Ministres Plenipotentiaires sousignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une sincere & continuelle amitié, & un général oubli de tout ce qui s'est passé des deux côtez, au sujet de la derniere Guerre entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, leurs Héritiers & Successeurs, aussi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetez, Sujets & leurs Vassaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans lesquels le Traité de Madrid de 1667. & les Articles compris en icelui, sont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le présent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on apelle communement *l'explication*, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Ministres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, aussibien que le Contract particulier, qu'on apelle ordinairement *Assiento* pour le transport des Esclaves noirs aux Indes Espagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en consequence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht: & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Assiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne seront pas contraires à celui-ci, & afin qu'ils puissent être accomplis & exécutez, Sa Majesté Catholique fera dépêcher ses ordres

ANNO 1721. & ſes Lettres à ſes Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Miniſtres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaiſſeaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, employe au Commerce des Noirs, ſoient admis ſans aucun empêchement, à negocier librement & de la même maniere qu'il ſe pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les ſusdites Lettres ſeront delivrées auſſi-tôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du préſent Traité: & en même tems Sa Majeſté Catholique donnera ſes ordres au Conſeil des Indes, que la Junta, compoſée des Miniſtres choiſis dans ledit Conſeil, & deſtinez, à l'excluſion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Aſſiento, puiſſe derechef avoir ſon cours, être reçu & conſulté dans les affaires, ſelon la regle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'obſervation des Traitez de Paix & de Commerce, il ſera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les faſſent obſerver & executer ſans aucune de leurs interpretations, comme pareillement il ſera donné de la part de Sa Majeſté Britannique les ordres qui ſeront demandez & jugez neceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui a été ſtipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-deſſus nommez, & particulierement, quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laiſſer aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Iſle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufrauland, comme auſſi eu égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executez jusques ici de la part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre precedente ſeront reſtituez, eu égard que la confiscation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majeſté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandiſes, l'Argent, les Vaiſſeaux & autres Effets, qui ont été ſaiſis, ſoit en Europe ou aux Indes, en vertu de ſes ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres poſterieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut declarée entre les deux Couronnes, ſoient promtement reſtituez dans la même eſpece, quant à ceux qui ſubſiſtent, ou s'ils ne ſubſiſtent pas, leur juſte valeur dans le tems qu'on les a ſaiſis, l'évaluation desquels ſera reglée, ſi on ne l'avoit pas reglée auparavant, ſoit par omiſſion ou negligence, ſelon les informations autentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magiſtrats ordinaires des Villes & Places, dans leſquelles leſdits Effets auront été ſaiſis; & comme il eſt certain que, quoique Sa Majeſté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendroit des Inventaires, & qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant executé ſes ordres de cette maniere en pluſieurs endroits, il a été convenu, que ſi les Proprietaires font paroître par de juſtes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans leſdits Inventaires, Sa Majeſté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, ſoit payée par des Tréſoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omiſſion auroit été faite.

IV. Il eſt auſſi convenu mutuellement que Sa Majeſté Britannique donnera ordre à ſes Gouverneurs, ou autres Officiers & Miniſtres à qui il apartiendra, de faire reſtituer tous les Effets des Sujets de Sa Majeſté Catholique, qu'ils prouveront avoir été ſaiſis & confisquez dans les Terres de Sa Majeſté Britannique au ſujet de la derniere Guerre, de la même maniere qu'il a été reglé dans l'Article precedent, en faveur des Sujets de Sa Majeſté Britannique.

V. Il eſt auſſi reglé que Sa Majeſté Britannique fera reſtituer à Sa Majeſté Catholique tous les Vaiſſeaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui ſe donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, apareil & autre Equipage, dans le même état qu'ils ſont à preſent, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, ſelon les Preuves & les Cautions; & pour l'execution de cette reſtitution Sa Majeſté Britannique fera expedier tous les ordres neceſſaires immediatement après la Ratification de ce Traité. Il eſt auſſi declaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres pretenſions qu'il peut y avoir des deux côtez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne ſont pas expoſées dans le preſent Traité, qui ne ſont pas compriſes dans le II. Article ci-deſſus. ANNO 1721.

VI. Le preſent Traité aura ſon effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées ſix ſemaines après la Signature, ou plutôt s'il eſt poſſible, differant la publication d'icelui jusqu'à ce que la Paix generale aura été concluë au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y ſont concernées, ou jusqu'à ce que Leurs Majeſtez Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous ſousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies ſeront transcrites ci-deſſous, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé*)

WILLIAM STANHOPE. (*L.S.*)

El Marques GRIMALDO. (*L.S.*)

XV.

Traité d'Alliance Defenſive entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& la* GRANDE BRETAGNE, *à Madrid le* 13. *Juin* 1721. 13. Juin.

LEs Differens qui ſont ſurvenus entre Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils ſe ſont toujours portez l'un l'autre, ils ont continuellement ſouhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correſpondence & la ſincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui ſeront toujours les plus fermes ſuports de la grandeur à laquelle Dieu les a élevez, & les plus ſûrs moyens de conſerver la tranquillité publique, auſſi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'eſt en vûë de cimenter & fortifier encore davantage, s'il eſt poſſible, ces diſpoſitions, qui ne ſont pas moins propres à la gloire & à la ſûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles ſont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique ont pris la reſolution de s'unir d'une maniere ſi étroite, qu'ils n'agiſſent dans la ſuite que comme s'ils n'avoient que à la même vûë & le même interêt; & pour cette fin le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Pleinpouvoir de traiter en ſon nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiſte Louïs Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ſes Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louïs, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majeſté Catholique; & le Sereniſſime Roi d'Espagne ayant pareillement confié ſon Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joſeph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Commandeur de Rivera & d'Auzechal, Conſeiller au Conſeil des Indes, & ſon premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu entr'eux des Articles ſuivans.

I. Il y aura doresnavant & pour toujours une exacte Union, & une ſincere & permanente amitié entre le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'Espagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui ſont ſous leur Domination, enſorte que les injures, ou les dommages ſoufferts, durant la Guerre,

ANNO 1721.

re, laquelle a été terminée par l'acceſſion du Sereniſſime Roi d'Eſpagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même ſoin, du bon état de la ſûreté de l'un & l'autre que du ſien; qu'on n'informera pas ſeulement ſon Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'oppoſera de tout ſon pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correſpondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le preſent Traité d'Alliance Défenſive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Païs qui ſont ſous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils ſoient ſituez; de ſorte que Leurs Majeſtez étant attaquées contre ce qui a été reſolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui ſe feront à Cambray, ils ſe ſecourront mutuellement l'un l'autre, juſqu'à ce que le trouble ceſſera, ou qu'ils ſeront ſatisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront ſoufferts.

III. En conſequence de l'Article precedent, le maintien & l'obſervation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit ſe faire à Cambray, pour terminer les differens qui ſont à démêler entre le Sereniſſime Roi d'Eſpagne & l'Empereur, ſeront la principale fin de la preſente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne inviteront de concert les Puiſſances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le preſent Traité, pour l'avantage commun & pour la conſervation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que contre les ſusdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fuſſent attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la poſſeſſion de leurs Royaumes & Terres par aucune Puiſſance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices auſſitôt qu'ils en ſeront requis, pour procurer au Parti attaqué la ſatisfaction du tort qui lui ſera fait, & pour empêcher que l'aggreſſeur ne continue ſes hoſtilitez; & s'il arrivoit que ſes bons offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer promptement cette reparation, leurs ſusdites Majeſtez promettent de fournir le Secours ſuivant conjointement ou ſeparement; ſavoir,

Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaiſſeaux de Guerre ou de transport, ou même des Subſides en Argent comptant; en ce cas-là, elle ſera en liberté de choiſir, & ils lui fourniront lesdits Vaiſſeaux ou Argent, à proportion des dépenſes des Troupes; & afin d'éloigner toute occaſion de doute dans le compte desdits fraix, Leurs Majeſtez conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront reglez à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaiſſeaux; Leursdites Majeſtez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & ſi le Secours n'eſt pas ſuffiſant pour repouſſer les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il eſt neceſſaire, leurs ſusdites Majeſtez s'aſſiſteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

V. Leurs Majeſtés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement ſatisfaites des ſentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & ſouhaitant de lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection ſinguliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce preſent Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conſervation de ſes Terres & de ſes Droits, & pour le ſoutien de ſa Dignité; de ſorte que s'il eſt troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juſte ſatisfaction, & ſi elle eſt refuſée, ils conviendront des meſures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui ſeront en leur Pouvoir.

ANNO 1721.

VI. Sa Majeſté Catholique deſirant donner à Sa Majeſté Britannique & Sa Majeſté Très-Chrétienne une marque particuliere de ſon amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occaſion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ſes Predéceſſeurs à la Nation Angloiſe & à la Nation Françoiſe; de ſorte que les Sujets negocians du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Roi Très-Chrétien, puiſſent toujours joüir en Eſpagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privileges pour leurs Perſonnes, leur Commerce, Marchandiſes, Biens & Effets, dont ils ont joüi, ou dont ils devroient avoir joüi en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou ſeront accordez en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

VII. Le preſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification ſeront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi, Nous ſousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique, de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinspouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inſerée, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL. STANHOPE.	LANGERON MAULEVRIER.	EL MARQUES DE GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourd'hui, en vertu de leurs Pleinspouvoirs, ſigné un Traité d'Alliance Défenſive entre Leursdites Majeſtez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement ſigné aujourd'hui entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, dont la teneur s'enſuit, fera partie dudit Traité d'Alliance Défenſive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Eſpagne.

(*Ici eſt inſeré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Eſpagne, conclu à Madrid le 13. Juin* 1721. N. St.)

LE ſusdit Traité particulier aura le même force, que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défenſive, ſigné ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification ſeront échangées à Madrid de la maniere qu'on a accoutumé, dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi nous avons ſigné ces Preſentes en vertu de nos Pleinspouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

WILL. STANHOPE.	LANGERON MAULEVRIER.	EL MARQUES DE GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce-jourd'hui ſigné avec les Miniſtres Plenipotentiaires du Roi d'Eſpagne, en vertu de leurs Pleinspouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défenſive; les ſusdits Miniſtres de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ont auſſi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance eſt de maintenir & de conſerver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne ſauroit douter que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ne ſoient diſpoſez de concourir & de donner leur aſſiſtance, l'on prendra de concert la premiere occaſion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même tems

ANNO 1721. tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4 Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes, en vertu de nos Pleinspouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé:*)

W. STANHOPE. (L.S.) LANG. MAULEVRIER. (L.S.)

XVI.

30. Août. *Traité de Paix fait & conclu entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I. *Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le* 30. *Août* 1721.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE'.

SOit notoire par les Présentes, que comme il s'est élevé il y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue & onereuse, entre Sa Majesté le feu Roi Charles XII de glorieuse memoire, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, &c. ses Successeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine de Suede, des Gots & des Vandales, &c. & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par consequent à l'effusion de tant de sang innocent; & il a plû à la Providence Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire assembler leurs Ministres-Plenipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincere & stable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Païs, Vassaux, Sujets & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienstedt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de Sadite Majesté; & de la part de Sa Majesté Czarienne, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Osterman, Conseiller Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarienne: Lesquels Ministres-Plenipotentiaires s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & après avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-salutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à présent, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses Successeurs au Trône de Russie, & tous ses Païs, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, d'autre part: De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, secretement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres: elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiantes, sous quelque pretexte que ce soit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la sûreté mutuelle; comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnistie generale des hostilitez commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouviendra ni s'en vangera jamais; particulierement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cosaques Russiens qui ont passé au service du Roi de Suede, Sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnistie generale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur. ANNO 1721.

III. Toutes les hostilitez, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15 jours, ou plûtôt, s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plûtôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce soit, par ignorance de la Paix concluë, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix; mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les Effets, pris & enlevez après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cede par les Présentes, tant pour soi-même que pour ses Successeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine, irrevocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarienne dans cette Guerre, sur la Couronne de Suede; savoir, la Livonie, l'Estonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le District du Fief de Wibourg, spécifié ci-dessous dans l'Article du Reglement des Limites; les Villes & Forteresses de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenans auxdites Provinces; comme aussi les Isles d'Oesel, Dagoe, Moen, & toutes les autres Isles depuis la Frontiere de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Estonie & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, sur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui se trouvent dans ces Isles, & dans les susdites Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Apartenances, Dépendances, Prérogatives, Droits & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suede les a possedez.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la manière la plus solemnelle, tant pour soi, que pour ses Successeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont euës jusques ici, ou peuvent avoir sur lesdites Provinces, Isles, Païs & Places, dont tous les Habitans seront, en vertu des Présentes, déchargez du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede; de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suede ne pourront plus se les attribuër dès à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporez à perpétuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suede s'engagent par les Présentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Isles, Païs & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui seront autorisez de Sa Majesté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Païs, lesquels ont été enlevez & portez en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à Sa Majesté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plûtôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été reservée ci-dessous dans le Reglement des Limites, laquelle apartiendra à Sa Majesté Czarienne; de sorte que Sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage & promet de faire payer promtement, infailliblement, & sans rabais, la Somme de

deux

ANNO 1721.

deux millions d'Ecus, aux Autorisez du Roi de Suede, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixez, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article separé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

VI. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi reservée à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire acheter annuellement des Grains à Riga, Revel & Arensbourg, pour cinquante mille Roubles: lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportez en Suede; moyennant une attestation, par laquelle il paroisse, qu'ils ont été achetez pour le compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée par manque de Recolte, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de la maniere la plus solemnelle, qu'Elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de la forme de Regence qui a été réglée & établie sous Serment, & unanimement par les Etats dudit Royaume: Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere, qui que ce puisse être, ni directement ni indirectement; mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire, pourvû que cela vienne à la connoissance de Sa Majesté Czarienne; afin de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincere & d'un véritable Voisin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincere & durable, & qu'ainsi il est très-nécessaire de regler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possede paisiblement ce qui lui a été cedé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront dès à present & à jamais les Limites suivantes, qui commencent sur la Côte Septentrionale de Sinus Finicus près de Wickolax, d'où elles s'étendent à une demie lieuë du rivage de la Mer dans le Païs, & à la distance d'une demie lieuë de la Mer jusques vis-à-vis de Willayoki, & de là plus avant dans le Païs; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une distance de trois quarts de lieuë dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand, à la distance de trois lieuës de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieuës vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suede, & même avant la reduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieuës, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la Mer de Porojeroi, qui commence près du Village de Kudumagube, touche les anciennes Limites qui ont été entre la Russie & la Suede; tellement que Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suede possederont toujours tout ce qui est situé vers l'Oüest & le Nord au de-là des Limites specifiées, & Sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie possederont à jamais ce qui est situé en deçà, du côté d'Orient & du Zud. Et comme Sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpetuité à Sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm, qui apartenoit ci-devant à l'Empire de Russie, Elle promet de la maniere la plus solemnelle, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm, sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suede. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarques, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de nommer des Commissaires de part & d'autre, immediatement après la Ratification du Traité principal, pour regler les Limites de la maniere susdite.

IX. S. M. Cz. promet en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats & les Corps des Métiers, dans l'entiere jouissance des Privileges, Coûtumes & Prerogatives, dont ils ont joui sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des Consciences, dans les Païs qui ont été cedez; mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Eglises, les Ecoles & ce qui en dépend, sur le même pié, qu'elles étoient du tems de la derniere Régence du Roi de Suede, à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Régence précedente du Roi de Suede en Livonie, Estonie & Oesel, au grand préjudice des Sujets & des Habitans de ces Païs-là, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par une patente qui fut publiée le 13. Avril 1700., *que si quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement, que les Biens qui ont été confisquez, étoient les leurs, on leur rendroit Justice à cet égard*; & alors plusieurs Sujets desdits Païs furent remis dans la possession de leurs Biens confisquez;) S. M. Cz. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut vérifier dûëment; de sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On restituëra aussi incessamment, en conformité de l'Amnistie qui a été accordée & reglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie, & de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres & Maisons qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent apartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucune exception & restriction; soit que les Proprietaires se trouvent à présent en Suede, ou en Prison, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur General, en produisant ses Documens, touchant son Droit; mais ces Proprietaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui rentrent de cette maniere dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de se comporter au reste comme de fidelles Vassaux & Sujets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoûtumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont Alliez & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déja engagez, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. Cz., on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur apartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Statuts du Païs. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du Païs à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidelité à S. Maj. Cz. il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année.

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, & dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contracts légitimes, jouïront paisiblement de leurs Hypothéques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'interêt; mais ces Hypothequaires ne pourront rien prétendre des Interêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas peut-être levez; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, seront obligez de rendre Hommage à S M. Cz. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domination de S. M. Cz., lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Païs qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulieres, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans la possession de ce qui lui apartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront

ANNO 1721.

dans le Grand Duché de Finlande, que S. M. Cz. reſtituë ſuivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suede, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant gratis les Vivres & les Fourages néceſſaires aux Troupes de S. M. Cz., jusqu'à-ce que ledit Duché ſoit entierement évacué, ſur le même pié que cela s'eſt pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & inhibera ſous des peines très-rigoureuſes, d'enlever à leur délogement aucuns Miniſtres ni Paiſans de la Nation Finlandoiſe, malgré eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laiſſera toutes les Forteresſes & Châteaux de Finlande dans le même état où ils ſont à préſent; mais il ſera permis à Sa Maj. Cz. de faire emporter, en évacuant ledit Païs & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attirails, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Cz. y a fait transporter, de quelque nom que ce ſoit. Pour cette fin & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots néceſſaires jusqu'aux Frontieres. Même, ſi l'on ne pourroit pas éxecuter tout cela dans le terme ſtipulé, & qu'on fût obligé d'en laiſſer une partie en arriere, elle ſera bien gardée, & remiſe enſuite à ceux qui ſont autoriſez de S. M. Cz. dans quelque tems qu'Elle le ſouhaite, & on fera auſſi transporter ladite partie jusqu'aux Frontieres En cas que les Troupes de S. M. Cz. ayent trouvé & envoyé hors du Païs quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande, Elle en fera faire une exacte recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui ſont autoriſez de S. M. le Roi de Suede.

XIV. Tous les Priſonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils ſoient, ſeront élargis immediatement après la Ratification de ce Traité de Paix, ſans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquité les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution ſuffiſante pour le payement d'icelles. On leur fournira gratis de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots néceſſaires dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la diſtance des Places où ils ſe trouvent actuellement, jusqu'aux Frontieres. Touchant les Priſonniers qui ont embraſſé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont deſſein de reſter dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifferemment cette permiſſion-là. Ceci s'entend auſſi de tous ceux qui ont été enlevez de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront auſſi ou reſter où ils ſont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embraſſé la Religion Grecque, S. M. Cz. le voulant ainſi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majeſté le Roi & la République de Pologne, comme Alliez de S. M. Cz., ſont compris expreſſement dans cette Paix, & on leur réſerve l'accès, tout de même, comme ſi le Traité de Paix à renouveller entre Eux & la Couronne de Suede eût été inſeré ici de mot à mot. Pour cette fin, ceſſeront toutes les hoſtilitez de quelque nom qu'elles ſoient, par tout & dans tous les Royaumes, Païs, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui ſont ſituez tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix ſtable & durable entre les ſusdites deux Couronnes. Et comme aucun Miniſtre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la République de Pologne n'a aſſiſté au Congrès de Paix qui s'eſt tenu à Neuſtad, & qu'ainſi on n'a pû renouveller à la fois la Paix entre Sa Majeſté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité ſolemnel, Sa Majeſté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix ſes Plenipotentiaires, pour entamer les Conferences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure ſous la Mediation de S. M. Cz. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y ſoit contenu qui puiſſe porter du préjudice à ce Traité de Paix perpetuelle fait avec Sa Majeſté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puiſſances, leurs Etats, Sujets & Habitans, dès qu'il ſera poſſible, par le moyen d'un Traité à part ſur ce ſujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre: Mais en attendant, il ſera permis aux Sujets Ruſſiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Ruſſie & dans le Royaume de Suède, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes ſortes de Marchandiſes; de ſorte que les Sujets de Ruſſie & de Suede jouïront réciproquement des mêmes Privileges & Prérogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des ſusdits Etats.

ANNO 1721.

XVII. La Paix étant concluë, on reſtituëra de part & d'autre aux Sujets de Ruſſie & de Suede, non ſeulement les Magazins qu'ils avoient avant la naiſſance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puiſſances, mais on leur permettra auſſi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui ſont ſous la domination de S. M. Cz & du Roi de Suede.

XVIII. En cas que des Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échouër ou périr par tempête ou par d'autres accidens ſur les Côtes & Rivages de Ruſſie, les Sujets de S. M. Cz. ſeront obligez de leur donner toute ſorte de ſecours & d'aſſiſtance, de ſauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur ſera poſſible, & de rendre fidellement ce qui a été pouſſé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une recompenſe convenable. Les Sujets de Sa Majeſté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaiſſeaux & des Effets Ruſſiens qui ont le malheur d'échouër ou de périr ſur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prévenir toute inſolence, vol & pillage, qui ſe commettent ordinairement à l'occaſion de ces fâcheux accidens. Sa Majeſté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une très-rigoureuſe inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les Infracteurs.

XIX. Et pour prévenir auſſi par Mer toute occaſion qui pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il eſt poſſible, on a conclu & réſolu, que ſi les Vaiſſeaux de Guerre Suedois, un ou pluſieurs, ſoit qu'ils ſoient petits ou grands, paſſent dorésnavant une des Forteresſes de S. M. Cz., ils feront la ſalve de leur Canon, & ils ſeront d'abord reſaluez de celui de la Forteresſe Ruſſienne; & *vice verſâ*, ſi les Vaiſſeaux de Guerre Ruſſiens, un ou pluſieurs, ſoit qu'ils ſoient petits ou grands, paſſent doresnavant une des Forteresſes de Sa Majeſté le Roi de Suede, ils feront la ſalve de leur Canon, & il ſeront d'abord reſaluez de celui de la Forteresſe Suedoiſe. En cas que les Vaiſſeaux Suedois & Ruſſiens ſe rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils ſe ſalueront les uns les autres de la ſalve ordinaire, de la même maniere que cela ſe pratique en pareil cas entre la Suede & le Dannemarc.

XX. On eſt convenu de part & d'autre, de ne plus défraier les Miniſtres des deux Puiſſances comme auparavant; leurs Miniſtres, Plenipotentiaires & Envoyez, ſans ou avec Caractere, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tant en Voyage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller réſider; mais ſi l'une ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venuë d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs Sujets, de lui donner toute l'aſſiſtance dont il aura beſoin, afin qu'il puiſſe continuer ſûrement ſa route.

XXI. De la part de Sa Majeſté le Roi de Suede, on comprend auſſi dans ce Traité de Paix Sa Majeſté le Roi de la *Grande Bretagne*, à la réſerve des Griefs qu'il y a entre Sa Majeſté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il ſera permis auſſi à d'autres Puiſſances, qui ſeront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'acceder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il ſurvienne à l'avenir quelque differend entre les Etats & les Sujets de *Suede* & de *Ruſſie*, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra ſa force & ſon effet, & on nommera inceſſamment des Commiſſaires de part & d'autre, pour examiner & vuider équitablement le differend.

XXIII. On rendra auſſi dès à préſent tous ceux qui ſont coupables de trahiſons, meurtres, vols & autres crimes, & qui paſſent de la *Suede* en *Ruſſie*, & de la *Ruſſie* en *Suede*, ſeuls ou avec Femmes & Enfans; en cas que la Partie léſée du Païs d'où ils ſe ſont évadez, les réclame, de quelque Nation qu'ils ſoient, & dans le même état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfans, de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Inſtrument de Paix ſe fera à *Neuſtad* dans l'espace de trois ſemaines, à compter de la Signature ou plûtôt, s'il eſt poſſible. En foi de tout ceci on a dreſſé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, lesquels

ANNO 1721.

quels ont été confirmez par les Miniſtres-Plenipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qui les avoient ſignez de leurs mains propres, & y avoient fait appoſer leurs Seaux. *Fait à Neuſtad le* 30. *Août* 1721. *V. St., depuis la Naiſſance de notre Sauveur.*

JEAN LILIENSTED. — JACOB-DANIEL BRUCE.

OTTO REINHOLD STROEMFELD. — HENRI-JEAN-FREDERIC OSTERMAN.

NOus avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ſes Articles, Points & Clauſes, de même que l'Article ſeparé qui y a du raport, les acceptant, aprouvant, confirmant & ratifiant par la préſente de la maniere la plus ſolemnelle que cela ſe puiſſe faire; & nous promettrons ſur nôtre parole Royale, pour nous, pour nos Succeſſeurs les Rois de Suede, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement & religieuſement tout ce qui eſt compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ſes Articles & Clauſes, comme auſſi l'Article ſéparé, dont il a été fait mention ci-deſſus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettons qu'il y ſoit jamais contrevenu de nôtre côté. En foi dequoi nous avons ſigné ce Traité de Paix, de nôtre propre main, & y avons fait appoſer nôtre grand Seau Royal. *Fait dans nôtre Reſidence de Stockholm le* 9. *Septembre, l'an de grace* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

ARTICLE SEPARE.

COmme Sa Majeſté Cz. en vertu du V. Article du Traité conclû aujourdhui s'oblige de payer à Sa Majeſté le Roi de Suede la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le preſent Article, que le payement ſe fera en de bonnes & valables pieces de $\frac{2}{3}$, dont trois font deux Rix-daler, immanquablement & ſans aucun rabais à Hambourg, Amſterdam & Londres, aux Commiſſaires de Sa Majeſté Suedoiſe, pourvûs de Pleinpouvoir & duës Quittances, & Sa Majeſté Czarienne fera ſçavoir ſix ſemaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit payement ſe doit faire. Mais en cas que Sa Majeſté Czarienne ne trouvât pas moyen de faire le payement de la Somme duë en de bonnes pieces de $\frac{2}{3}$ és ſusdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes eſpeces de Monnoye d'argent qui ont cours dans lesdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela ſelon la valeur du change, tel qu'il ſe trouvera à l'échéance de chaque Terme, ſans aucun rabais. Au reſte le payement ſe doit faire en quatre Termes, dont le premier ſera au commencement du Mois de Fevrier de l'année prochaine 1722. le ſecond au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troiſiéme au Mois d'Octobre 1723. & le quatriéme & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rix-daler, de ſorte que dans cet eſpace de tems le payement de la Somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article ſeparé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inſeré mot à mot au Traité de Paix conclû aujourdhui, comme il ſera auſſi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En temoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, leſquels ont été ſignez & échangez l'un contre l'autre. Fait à Neuſtadt le 30. Août 1721.

(L.S.) JEAN LILIENSTEDT.
(L.S.) JAQUES DANIEL BRUCE.
(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.
(L.S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

NOus FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, &c., ſavoir faiſons, que la Lettre d'aſſurance, que nos Miniſtres Plenipotentiaires ont exhibée à Neuſtad aux Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Czarienne, conſiſte dans les Termes ſuivans. ANNO 1721.

NOus Sousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede aſſurons par la Préſente, en vertu des Pouvoirs dont nous ſommes munis de ſa part, que nôtre Souverain & Maitre ne portera ni ne s'attribuëra jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suede, des Gots & des Vandales; &c.; renonçant & cedant ainſi à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs au Trône de Ruſſie, les Titres de tous les Païs qui lui ont été cedez par ce Traité de Paix; & promettant pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs à la Couronne de Suede, qu'ils donneront à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs à l'Empire de Ruſſie, le Titre qui leur convient par raport à la Ceſſion des ſusdits Païs & Provinces, ſans aucune reſtriction, en cas qu'il leur plaiſe de ſe ſervir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Préſente, de la maniere la plus ſolemnelle, de procurer l'approbation ſignée de la propre main de Sa Majeſté le Roi de Suede nôtre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neuſtad le* 30. *Août* 1721.

JEAN COMTE DE LILIENSTED. — OTTO REINHOLD STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'aſſurance eſt conforme à nos intentions, tant à l'égard de nôtre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majeſté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidellement tout ce que nosdits Miniſtres Plenipotentiaires ont promis & aſſuré ſur ce ſujet en nôtre nom. En foi de quoi nous avons ſigné la Préſente de nôtre main, & confirmé de nôtre Sceau Royal. *A Stockholm le* 9. *Septembre* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

XVII.

Acte de Garantie ſigné par les Miniſtres de FRANCE *& de la* GRANDE-BRETAGNE *concernant la* (1) *Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & poſſedez par Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. 27. Sept.

COmme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & ſigné à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majeſté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ſes Droits & prétentions ſur la Couronne d'Espagne; & le Roi d'Espagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ſes Droits & prétentions ſur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Espagne en Italie & dans les Païs-Bas, mais qui ſont préſentement poſſedez par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auroient ſoin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes ſolemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'Inſtrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath, exprime à la vérité, & ſtatuë, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainſi reçûë & miſe à execution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appellez les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Aſſemblée des ſusdits Etats; ce que pourtant S. M. I. ſoûtient devoir être fait duëment & ſuivant la coûtume: Afin donc que le manquement de cette ſolemnité ne puiſſe à l'avenir, en quelque tems que ce puiſſe être, porter préjudice à Sadite M. I., & pareillement afin que le defaut de ſolemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puiſſe à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrêtienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils ſe ſont toûjours propoſez d'affermir la tranquillité de l'Europe,

(1) *Cette Renonciation ſe trouvera cy-deſſous inſerée dans le Traité de Vienne, fait entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, le* 30. *Avril* 1725.

ANNO 1721.

pe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit, du retardement à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Presentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lesdites Renonciations, & ils se declarent envers les mêmes pour cautions & Repondans, communement Garants, que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui doit être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vint à arriver, alors la presente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute chose quelconque qui pourra être desirée pour la perfection desdites Renonciations, & specialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des presentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, defendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont réciproquement cédez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de quelqu'autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce present Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. R. M. Cath. seront échangez à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi dequoi, nous sousignez Ministres de S. R. M. B & de S. R M. T. C., munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Seaux. *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre* 1721.

Signé,

ROBBERT SUTTON.

LE BLANC.

XVIII.

1722. 3. Oct. *Renunciatio Sereniſſimæ Archiduciſſæ* MARIÆ AMALIÆ, *desponſatæ Sereniſſimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Regiones, Provincias & Ditiones Auguſtiſſimæ Domus Auſtriacæ. Data Viennæ* 3. *Octobris* 1722. Cum CONFIRMATIONIBUS & RATIFICATIONIBUS *eodem pertinentibus.*

NOS MARIA AMALIA, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiduciſſa Auſtriæ &c. agnoscimus & profitemur pro Nobis noſtrisque poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus, univerſisque quorum intereſt, aut futuris unquam temporibus intereſſe quomodocunque poterit, notum teſtatumque facimus tenore præſentium ad perpetuam rei memoriam. Poſtquam Sereniſſimus, Potentiſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, colendiſſimus Dominus Patruus noſter, Nos paterna plane in Nos curâ, ad amicam petitionem Sereniſſimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis, Comitis Palatini Rhenani, Landgravii Leuthtenbergæ, S. R. I. Archidapiferi & Electoris &c. perdilecto ſuæ Dilectionis Filio, Sereniſſimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. &c. accedente imprimis noſtra voluntate & conſenſu, annuente & ſuadente quoque Sereniſſimâ & Potentiſſima Romanorum Imperatrice Amalia, colendiſſima ac perdilectiſſima Genitrice noſtra, obtentâ prævia dispenſatione Sanctiſſimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romanæ atque univerſalis Eccleſiæ Pontificis, quæ data eſt Romæ die 24. Aug. anni 1722. in Sponſam & futuram Conjugem adpromiſit: porro in Tractatu deſuper habito Articulo ejusdem tertio inter cætera id primo loco actum, diſertisque verbis cautum proviſumque fuerit, ut nos intuitu iſtius Matrimonii, juxta ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noſtrum conſenſum & Nuptias juxta regulas ſucceſſionis primogenialis in Auguſta Domo jam dudum radicatæ, ſed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis ſecundo, colendiſſimo quondam Atavo noſtro glorioſiſſ. memoriæ in ſuo die 10. Maj. anni 1621. confecto Teſtamento conditisque deſuper die 8. Aug. anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeſſionis inter Hæredes ſuos Masculos dilucidata magis ac firmius ſtabilita fuit, quæque ſubindè ex diſpoſitione paterna à Sereniſſimo quondam, Potentiſſimo ac Inviſtiſſimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendiſſimo Avo noſtro inter Filios ſuos, Sereniſſimos quoque & Potentiſſimos tunc reſpectivè Romanorum & Hiſpaniarum Reges, Dominum Joſephum & Dominum Carolum Archiduces, ſucceſſivè Romanorum Imperatores, colendiſſimos ac perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Sept. 1703. ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta, ad Fœminas ex linea in Germania regnante descendentes extenſa, ac deindè die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Suæ Cæſ. Catholicæ Majeſtatis Cancellariis, uberius explicata in publicum & perpetuum Sereniſſ. Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noſtris Juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeſtate Cæſareâ nunc feliciter regnante poſſeſſas vel de Jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere nobis noſtrisque olim poſteris ac Hæredibus utriusque cum Masculini tum Fœminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum non ſolum univerſorum Masculorum è dicta Auguſta Domo legitimè oriundorum Archiducum, ſed in præcipuum quoque in favorem ac prælationem Fœminarum Archiduciſſarum a Sua Majeſtate Cæſarea hodiè glorioſè imperante progenitarum ac deinceps nasciturarum earumque poſteritatis ac Hæredum pariter utriusque tam Fœminini quam Masculini ſexus, quin inſuper & amplius in prælationem & favorem quoque dilectiſſimæ Senioris noſtræ Sororis conſanguineæ Sereniſſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ natæ Regiæ Principis, Regii Poloniæ & Electoralis Saxoniæ Principis, Domini Friderici Auguſti in præſens Conjugis, prout & ejusdem poſteritatis non Masculini tantum, ſed & Fœmininæ juxta ordinem Succeſſionis primogenialis in Auguſta Domo pro utroque ſexu ſtabilitum atque in Regnis, Archiducatibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actu tum promulgatum atque ab iis pro ſingulorum more receptum, ſolemniter renunciemus, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majeſtate Cæſareâ Regio-Catholica in præſens poſſeſſæ ac deinceps poſſidendæ perpetuis futuris temporibus indiviſibiliter & inſeparabiliter inter ſe penes unum eundemque Hæredem juxta Succeſſionis ordinem ſtabilitum unitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac diſpoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis productæ de die 19. April. 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, ritè pleneque edoctæ, de conſilio, voluntate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Electoralis, dilectiſſimi Sponſi noſtri, annuente quoque & conſentiente Sereniſſimo Domino Elector, Ejusdem Genitore

ANNO 1722.

ANNO 1722.

nitore (prout ex Inſtrumentó eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque benè deliberato, omnibus Juribus, prætenſionibus, actionibus & rationibus, quæ nobis ſive Jure ſanguinis & nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto præallegato de die 12. Sept. anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine aut excogitabili Titulo in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fata Majeſtate Sua Cæſarea colendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſpontè, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione callidave perſuaſione, aut metu etiam reverentiali inducta, pro Nobis noſtrisque Poſteris, omnibus Hæredibus tam Masculini quam Fœminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout eisdem vigore præſentium de conſenſu, uti ſupra, in optima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ſpontaneo ultrò cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem Poſteritatis & Hæredum Masculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ à DEO precamur, prout & Fœminarum Archiduciſſarum à Majeſtatis Sua jam progenitarum & deinceps nasciturarum omniumque eorum poſterorum, Hæredum & Succeſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, ſed & inſuper in prælationem quoque, favorem & commodum præfatæ Senioris noſtræ Sororis Sereniſſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ ejusdemque Poſterorum & Succeſſorum Masculorum pariter & Fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò, ut quamdiu ex his Majeſtatis Suæ Cæſareæ Descendentibus proles unius alteriusve ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, ex præfatæ Sereniſſimæ Sororis noſtræ corpore legitimè Descendentibus proles aliqua ſive Masculina ſive Fœminina, quocunque demum gradu, ſupervixerit, neque Nos, neque Filii, Posteri & Hæredes noſtri, neque quisquam alius eorum nomine, ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, utpote lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea Descendentibus Maribus & Fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefatæ Senioris Sororis noſtræ, Sereniſſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ & in ea Descendentibus pariter Maribus & Fœminis legitimis, non legitimatis, Jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indiviſibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus: declarantes ac ſeriò profitentes, quod nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum, & per ſupra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præſcriptum in ea cùm Maribus tùm Fœminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & Legem fundamentalem ejusdem, pro Nobis noſtrisque Posteris & Hæredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſteris noſtris, cujuscunque ſexus ſint, aut à quovis alio, noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obteſtamur atque etiam Sacroſanctè pollicemur, quodſi unquam (quod abſit) aliquam vel aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultrò nobis deferri aut nos ad aliquam ſeu eorum aliquod a quocunque qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut ſollicitari contingeret, nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus pernicioſaque conſilia ac molimina perpetuò conſtanterque rejecturas, nedum illis aures, aſſenſum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem, fiat, paſſuras, ſed ut potius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſeverent, omnes vires eſſe impenſuras, atque adeò ea Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu, nobis aſſignatâ cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui noſtro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos plenè pro omnibus Juribus, actionibus & prætenſionibus, cujuscunque nominis ſint, quæque nobis ex qualicunque demum cauſa, uti ſupra, competere poſſent, ſatisfactum nobis eſſe declaramus; Quousque nempe proles unius alteriusve ſexus a Sua Majeſtate Cæſarea Regio-Catholica procreatæ ac deinceps procreandæ earumque Poſteri ac Descendentes pariter utriusque ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, proles legitimæ, non legitimatæ unius alteriusve ſexus ex ſæpefata ſeniore Sorore noſtra Sereniſſima Maria Joſepha Archiduciſſa Auſtriæ, Regia Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Descendentes in vivis ſupererunt: quod ſi verò (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam Fœminini quam Masculini ſexus proles à Sua Majeſtate, vel (caſu & ordine Succeſſionis, uti præmittitur, eveniente) à Sereniſſima Archiduciſſa Maria Joſepha ſeniore Sorore noſtra progenitæ vel deinceps procreandæ, una cum omni earum poſteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorſus deficere unquam accideret, in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam paternam avitamque Hæreditatem vel ex ipſo primogenituræ inſtituto, præſertim vero vi præcitatæ Declarationis de die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juxta ſtabilitum in ea Succeſſionis linealis ordinem recluderet, Nobis noſtrisque Poſteris & Descendentibus tam Maribus quam Fœminis Jus omnesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præſentium ſolenniſſimè ac pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita, ut quæ facta à Nobis eſt pro poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ & ſubindè Suæ Dilectionis Dominæ Sororis noſtræ utriusque ſexus tam Fœminini quam Masculini renunciatio, illa tunc & in eo caſu, ceu non facta aut pro non emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus & Poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis, aut ullum ad Succeſſionem obicem facere poſſe, cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat Hæredibus & Poſteris noſtris Masculis ſeu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ eſſent, ab omni ſupradicta Succeſſione ex nunc in perpetuum pro excluſis & inhabilibus habendi ſunt, prout eos easque pro perpetuò excluſis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem ſæpius nominatæ dilectiſſimæ ſenioris Sororis noſtræ Sereniſſ. Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ, quæ vi Pactorum Dotalium & in Inſtrumento Suæ Renunciationis die 19. Auguſti anno 1719. Viennæ factæ & à Sereniſſ. Rege Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto ejus reſpectivè Socero & Marito approbatæ & utriusque Juramento per omnes Clauſulas, Conditiones & Articulos corroboratæ, omnes pariter ſuos Hæredes, Succeſſores & Poſteros, qui quæve eveniente caſu aliquam quamcunque à Religione Catholicâ Apoſtolicâ Romanâ alienam fidem profiterentur, à prædicta Succeſſione & Hæreditate ceu inhabiles diſertis verbis excluſit & pro inhabilibus & perpetuò excluſis nunc pro tunc habuit & declaravit, adeò, ut in eum caſum Jus & ordo Succeſſionis ad cæteros ſuos Hæredes Religioni Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ addictos, vel ſi eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos noſtrosque Poſteros devolvi & pervenire debeat. Excipimus præterea ab hac Renunciatione, veluti in illa minimè comprehenſas, eas Hæreditates, quas Nobis per latus maternum ſeu aliunde quam ex Auguſta Domo forte obvenire contingeret: quo autem iſthæc noſtra Renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos desponſata Maria Amalia Archiduciſſa de voluntate, auctoritate & aſſenſu præfatorum noſtrorum reſpectivè colendiſſimi & dilectiſſimi Sponſi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum à Patria poteſtate emancipati, nec non Sereniſſ. Domini ſui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis & Electoris, futuri Soceri noſtri hanc ipſam Renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus non tantum ſponte absque ulla vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientia, in finem ac intuitu uti præmiſſum eſt, deliberate fecimus, verum & pro nobis dictisque noſtris Poſteris Hæredibus & Succeſſoribus coram Deo ejusque Curia cœleſti ſacroſancte pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hoc Renunciationis Inſtrumento ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione ſupra ſæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu baſi & fundamento hujus noſtræ Renunciationis & reſpective Acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata

ANNO 1722.

pulata & promiſſa ſunt, & actutum in univerſis Suæ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Auguſtæ Familiæ promulgata & acceptata fuerunt, ſincere, fideliter & accuratè obſervaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, ſed neque admiſſuras eſſe, ut iis à quocunque alio, ſub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur.

NOs MARIA AMALIA, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ, Archiducissa Auſtriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris & Succeſſoribus, quod hocce Renunciationis & reſpective adhæſionis Inſtrumentum nobis jam prælectum & à nobis propria manu ſubſcriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, ſine macula concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem ſic depoſito graviſſimo Juramento in vinculo verbi & honoris noſtri promittimus, quod abſolutionem a Summo Pontifice, ſive à quocunque alio ſub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipſæ, nec etiam ultro oblatam unquam ſimus accepturæ, neque ad hoc prodeſſe aut ſuffragari nobis unquam poſſit aut debeat ulla argutia ſeu reſtrictio mentalis, ſed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, eæ in ſpecie, quæ deſumi poſſent ex capite Renunciationis aut Juramenti invalidi, læſionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter geſtæ quam ſcriptæ, ignorantiæ, obſervantiæ antiquæ, Legum vel Conſuetudinum Regnorum & Provinciarum. Poſtremum nec illa beneficia & indulta Fœminino ſexui à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere ſolita, de quibus utpote Nos Maria Amalia, Archiducissa peculiariter, diſtinctim, pleneque inſtructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & ſingulis aliis ejusmodi quacunque induſtria & ingenio excogitabilibus ſuffugiis, oppoſitionibus & exceptionibus Nos desponſata Maria Amalia, Archiducissa de aſſenſu & autoritate, ut ſupra, ex certa noſtra ſcientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emiſſi juramenti denuò quam ſolenniſſimè renunciamus, ſincerè ſemoto omni dolo. In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, ceſſionis & reſervationis Inſtrumentum a Nobis desponſata Maria Amalia, Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principiſſa, Archiducissa Auſtriæ, propriis manibus ſubſcriptum & appreſſo noſtro Sigillo munitum atque firmatum fuit. Viennæ die 3. Menſis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* CAROLUM ALBERTUM *Principem Electoralem Bavariæ.*

NOs CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus, Potentiſſimus & Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Carolus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ & Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & aſſenſu Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ nunc Conjugis noſtræ Genitricis, nobis perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem, Sereniſſimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Menſis Sept. a. c. in futuram Conjugem desponſârit, ea diſerta Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ ſtatutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes & in ſpecie per Declarationem die 19. Aprilis anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii, vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem & jamjam in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sacræ Majeſtatis Cæſ. Regio-Catholicæ promulgatam, dilucidatum & magis magisque obfirmatum ritu ſolenni renuntiaret; ipſa vero id non modo Viennæ ſub die 3. Octobr. a. c. acceptante iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante, noſtro Procuratore, Conſiliario intimo, Camerario, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite à Törring in Jettenbach, ſcientibus ac conſentientibus Nobis ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra ſcripto, Nobis præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt.

ANNO 1722.

Inſcratur Renunciatio à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUod Nos CAROLUS ALBERTUS, Bavariæ Electoralis Princeps iſtam à Dilectione ſua perdilectiſſima Conjuge noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce noſtris Litteris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe profitemur, pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam, in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum a Sua Majeſtate Cæſ. Regio-Catholica in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indiviſibilitatem, ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros aut ut à quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à nobis factam Renunciationis Acceptationem & Ratificationem ejusque perpetuam obſervantiam juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* MAXIMILIANUM EMANUELEM *Electorem Bavariæ.*

NOs MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S.R.I. Archi-Dapifer & Elector &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ,

ANNO 1722.

matiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adſenſu Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ Sponſæ Genitricis, dilectiſſimo Filio noſtro Sereniſſimo Principi Domino Carolo Alberto, Electorali Principi, ſuperioris & inferioris Bavariæ Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Leuchtenbergæ &c. perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem, Sereniſſimam Dominam Mariam Amaliam, Regiam Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principem &c. Archiduciſſam Auſtriæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Sept. c. a. in futuram Conjugem deſponſarit, ea diſerta Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ nobisque ſtatuto tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes & in ſpecie per Declarationem de 19. April 1713. vim Legis, Sanctionis Pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem atque actutum in Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majeſtatis, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum Imperatoris promulgatam atque receptam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu ſolenni renunciaret; Ipſa vero id non modò Viennæ ſub die 3. Menſis Octobris a. c. acceptante, iſtamque Acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante noſtro Procuratore, Conſiliario intimo, Camerario, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum, nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, ſciente & conſentiente dilectiſſimo Filio noſtro Carolo Alberto, Sponſo, ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra ſcripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filio noſtro Principe Carolo Alberto præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt.

Inſeratur Renunciatio à Sereniſſima Archiduciſſa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUod Nos MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector iſtam a Dilectione ſua, perdilectiſſima Nuru noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris noſtris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus nobis rite & validè perfectam fuiſſe profitemur, verbo Electorali pro nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renuntiationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriacâ inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam atque iteratam, in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majeſtate, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Romanorum Imperatore in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indiviſibilitatem & inſeparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à nobis factam Renunciationis acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam obſervationem Juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcripto Sigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Menſis Decembr. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.
SIGISMUNDUS *Comes à* THIERHEIM.
FRANCISCUS JOSEPHUS *ab Unertel.*

ANNO 1722.

Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiduciſſa MARIA AMALIA *Monachii die 10. Dec. 1722. facta cum annexo Juramento.*

CUm in Pactis conjugalibus inter Sereniſſimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, Superioris & Inferioris Bavariæ Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergæ, & Sereniſſimam Principem, Dominam Mariam Amaliam natam Regiam Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principem, Archiduciſſam Auſtriæ &c. die vigeſima quinta Menſis Septembris a. c. Articulis 3. & 5. conventum, & à Sereniſſimi Electoris Bavariæ Suæque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provinciarum rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, vigore ſpecialis Mandati promiſſum fuerit, ut ſolennem adhæſionem, Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Sereniſſima Regia Princeps ſuper omnibus & ſingulis à Sua Cæſarea ac Regia Catholica Majeſtate in & extra Germaniam modo poſſeſſis aut alias de Jure ad eam ſpectantibus Regnis Hæreditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac ſuper ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus, fecit atque Juramento corporali ante conſummationem Matrimonii Viennæ die 3. Menſis Octobr. firmavit, non ſolum memorata Sereniſſima Regia Princeps Maria Amalia, Archiduciſſa Auſtriæ, hic Monachii præſente Sacræ Cæſareæ ac Regiæ Catholicæ Majeſtatis ad hunc actum ſpecialiter ablegando Miniſtro iterare ac denuo Juramento firmare, ſed etiam Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector una cum antefato Sereniſſimo Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto probare & acceptare eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque obſervantiam veterum recentiorumque diſpoſitionum Divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1635. nec non Leopoldi, glorioſiſſimæ memoriæ, de dato 12. Septembr. 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem a Sua modo feliciter regnante Cæſarea & Regio-Catholica Majeſtate quoad ſucceſſionem ejusque modum & ordinem deinceps in Auguſta Domo obſervandum de dato 19. April. anni 1713. in vim Sanctionis Pragmaticæ ac Legis perpetuò valituræ emiſſam, depoſito ad DEUM ejusque Sanctos ſolenni Juramento ſe obſtringere velint ac debeant, jamque à Cæſarea Sua Majeſtate ad hunc Actum actualis ejusdem Conſiliarius intimus, Cubicularius & ſupremus Aulæ Mareſchallus Joannes Gasparus Comes de Cobenzel heic ſpeciali Mandato inſtructus miſſus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariæ Princeps, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Princeps &c. Archiduciſſa Auſtriæ &c. ea, quæ in ſupra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis, Diſpoſitionibus, præſertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita ceu baſi & fundamento noſtræ Renunciationis & reſp. Acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata, promiſſa ac Juramento, die quo ſupra, firmata jam fuerunt, ſincerè, fideliter & accuratè obſervaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, nec ut iis a quocunque alio ſub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur, admiſſuras eſſe, denuò promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris & Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod ſæpius memoratam Renunciationem & reſp. adhæſionem, cujus Inſtrumentum Nobis Viennæ die 3. Octobr. a. c. prælectum & a Nobis propria manu ſubſcriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

ITemque Nos CAROLUS ALBERTUS, Electoralis Bavariæ Princeps iſtam à perdilectiſſima Conjuge noſtra Sereniſſima Principe Maria Amalia, Electorali Bavariæ, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principe, Archiduciſſa Auſtriæ &c. factam & à ſupra memorato Procuratore noſtro Comite à Törring

ANNO 1722. in animam noſtram Juramento ſolenni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

NOsque MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, & Elector &c. a Dilectione ſua, perdilectiſſima Nuru noſtra Sereniſſima Principe Electorali Bavariæ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Principe &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Törring noſtro nomine Viennæ acceptatam Juramentoque in animam noſtram confirmatam & jam a Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto præſentibus, volentibus, conſentientibus & appromittentibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris & Succeſſoribus voventes & jurantes, iſtam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas & ſubindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam ac iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus a nobis hodierna die ſolenni Diplomate ratihabitam, gratam probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut a quocunque contraveniatur pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc propriis manibus à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavariæ &c. Nobis Electorali Bavariæ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia ſubſcriptum Sigillisque noſtris munitum eſt: Monachii die decima Menſis Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi.

M. EMANUEL ELECTOR.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi, accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Païs-Bas Autrichiens. Données à Vienne le* 19. *Decembre* 1722.

CHARLES &c. A tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Etant également attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conſervation de tous nos Etats, nommément de ceux de nos Païs-Bas, & conſiderant qu'il ſeroit bien difficile de parvenir à ces deux buts ſi importants ſans le rétabliſſement du Commerce & de la Navigation, d'où depend non ſeulement le bonheur de nos Sujets, mais auſſi le bon ordre, & l'augmentation de nos Finances, de même que la défenſe de nos Païs-Bas, conſiderant auſſi, que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & ſolidement ſoutenu par des Particuliers, qui le font depuis quelques années ſous notre Pavillon, & ſur nos Paſſeports; Nous avons jugé néceſſaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Païs-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correſpondance, ils puiſſent le faire avec plus d'ordre & de ſuccès, & ſe ſoutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent ſe rencontrer dans des voyages de ſi long cours: A ces Cauſes, de notre propre ſcience, pleine puiſſance, & de l'Autorité Nous apartenante par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & ſupplications de nos Sujets de nos Païs-Bas (ouï ſur ce l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil Suprême établi lez Notre Perſonne Royale pour les Affaires du même Païs, & en dernier lieu notre Conference Miniſteriale) Nous avons tant pour Nous que pour nos Succeſſeurs gracieuſement octroyé, permis & concedé, octroyons, permettons & concedons, que ladite Compagnie générale s'établiſſe, & ſe forme, comme Nous l'établiſſons & formons par ces préſentes irrévocables pendant le terme de cet Octroy, ſous le nom & titre de Compagnie Imperiale & Royale établie dans nos Païs-Bas Autrichiens ſous la protection de S. Charles, & ſous les Articles, Libertez, & Conditions ſuivantes: à ſçavoir,

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deça, qu'au-delà du Cap de Bonne Eſperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement, en obſervant les maximes, & coûtumes reçûës & aprouvées par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'enterinement de cet Octroi.

II. Nous défendons très-expreſſement à toutes autres perſonnes nos Sujets aux Païs-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puiſſe être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiſcation des Vaiſſeaux, Munitions, Armes, & Marchandiſes au profit de la Compagnie, declarant tous ceux, qui ſeront convaincus d'avoir enfreint la défenſe portée par cet Article, incapables d'être employez en quelque qualité que ce puiſſe être, au ſervice de ladite Compagnie, & de participer à ſon Commerce.

III. Nous revoquons & annulons tous les Paſſeports ou permiſſions données pour faire un ou pluſieurs Voyages aux Indes, telles qu'elles puiſſent être; mais les Vaiſſeaux, qui ſont ſortis de nos Ports, munis de nos Commiſſions avant la publication des préſentes, y pourront retourner en toute ſûreté, ſans pouvoir être inquietez ou recherchez de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'intereſſer à l'avenir audit Commerce dans des Navires, qui apartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'aſſeurer tels Vaiſſeaux, ou les Marchandiſes de leur Cargaiſon en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandiſes là-deſſus, à la Bodemerie, ou groſſe avanture, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de Confiſcation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainſi haſardé, & en cas qu'il ſe trouve, que ce ſera avec des Etrangers qu'ils auront traité, ſoit en s'intereſſant dans leurs Vaiſſeaux ou en les aſſeurant, la Compagnie ſera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour leſquelles ils ſe ſeront intereſſez dans les Navires, ou engagez par la Police d'aſſeurance. Bien entendu neanmoins, que Notre intention n'eſt pas d'empêcher par la défenſe portée par le préſent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoûtumé de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la ſuite dans les Flottes & armemens étrangers, pour le débit de leurs Manufactures & Marchandiſes dans des Païs & Diſtricts ſituez hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au deſir & ſuivant les Regles préſcrites par Notre préſente Conceſſion pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de ſon Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Notre Pavillon Imperial & Royal ſur ſes Vaiſſeaux, & Nous lui accordons un Ecuſſon d'armoiries pour former un Sceau en la maniere qu'il eſt peint & gravé ici après ce préſent Article dont Elle devra ſe ſervir pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commiſſions, qui regarderont le gouvernement, direction & adminiſtration de ſes affaires, & Elle fera fondre ſes Canons à nos Armes, & au-deſſous les ſiennes, leſquelles Elle pourra faire mettre auſſi ſur ſes Navires, Portes de ſes Magaſins, & autres Edifices & Forteresſes, qui lui apartiendront.

VI.

ANNO 1722.

VI. Pourront s'intereſſer dans cette Compagnie tous les Corps, & Particuliers nos Sujets, de quelque Païs, condition ou qualité qu'ils puiſſent être, par voye de Souſcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, ſans déroger à leur Nobleſſe, rang & Privileges.

VII. Pourront les Tuteurs y intereſſer les Mineurs, dont la tutelle leur eſt confiée, pour une Somme n'excedant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il ſera réputé meuble, pourvû que les Tuteurs ſoient en fond pour y fournir en Argent comptant, ſans qu'il leur ſera permis de vendre ou de charger leurs Biens immeubles, ou Rentes conſtituées pour ſouscrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y ayent obtenu à cet effet la permiſſion des Juges, auxquels il apartiendra d'en decerner en connoiſſance de cauſe, ſuivant les Loix du Païs.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, ſoit par Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puiſſent être & de quelque Prince ou Etat que ce ſoit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amour paternel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils ſeront reçus ſeuls & par préference à ſouscrire, voulant qu'après l'écoulement dudit terme ſoient admis auxdites Souſcriptions tous autres, ſans diſtinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fixe domicile dans les Provinces de notre obéiſſance, de même que ceux, qui y auront choiſi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Octroy; ſeront réputez nos Sujets, & ſeront en Droit de joüir de tous les avantages & Privileges, que notre préſente Conceſſion accorde aux Naturels de nos Etats par raport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons auſſi, que les Actions, qui apartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelle qualité ou Païs qu'ils puiſſent être, ſeront exemtes du Droit d'Aubaine, & ne ſeront pas ſujettes à être ſaiſies de notre part ni confiſcables à notre profit pour quelque cauſe publique, ou conſideration d'Etat, quand même Nous ſerions en Guerre avec les Princes, ou Puiſſances, dont tels Etrangers ſeront les Sujets, les éxemtant de plus en leurs perſonnes & Actions, avec ce qui en dependra, de toute pourſuite & arrêt à titre de repréſailles tant par Terre que par Mer, défendant à nos Fiſcaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra apartenir, de les moleſter ou inquiéter à cet égard, à peine d'être reſponſables en leurs propres & privez noms, envers les intéreſſez de tous dépens, dommages & interêts.

XI. Nous renonçons au Droit d'hypothéque tacite ſur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préference, qui Nous pourroit competer à titre de telle hypothéque, quand même cette préference Nous ſeroit acquiſe avant que nos Débiteurs ſe fuſſent intereſſez dans la Compagnie. ANNO 1722.

XII. Nous déclarons, que les effets de la Compagnie, ni les Actions, que les Intereſſez y auront, ne pourront être arrêtez de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, ſoit pour fonder la Juriſdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des Etrangers, ſoit pour la ſeureté de la Dette, à moins qu'ils ne ſoient munis d'une Sentence renduë en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront derivé leur Droit à titre de Succeſſion, ou que le Juge, à qui il apartiendra de connoître de la matière, n'accorde la permiſſion d'arrêter lesdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raiſons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura Droit de préference dans l'ordre des Créanciers ſur tous les autres, nuls exceptez, ſur les Actions & Effets, que les Intéreſſez auront dans la Societé, pour le récouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui ſeront rédevables, laquelle préference néanmoins n'aura lieu, que lorsqu'il s'agira des Dettes, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils ſe ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent diſpoſer valablement de leurs Actions, à la reſerve de ce qui eſt dit dans l'Article 32.

XIV. De plus ſeront exemts de toute ſaiſie, ſequeſtre & arrêt les gages des Officiers Subalternes, & autres employez dans la Compagnie, ſoit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce ſoit, dont les appointemens fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne ſoit pour des Dettes contractées après qu'ils ſe ſeront engagés au ſervice de la Compagnie, à ſçavoir pour dépenſes de bouches, habillemens ou loyer de Maiſon, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ou Biens, afin de rendre compte de leur adminiſtration dans la Compagnie, ni à titre du Payement des gages de ceux qui ſeront employez au ſervice de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puiſſe être, bien entendu qu'il ſera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les pourſuivre en Juſtice par devant leur Juge competent.

XVI. Les Directeurs & autres Supôts & Employez de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Societé, ne pourront être apprehendez de corps, ou arrêtez pour quelque cauſe civile que ce puiſſe être, ſoit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'exécution de leurs commiſſions, déclarant tout ce qui ſera entrepris contre le Privilege & Saufconduit accordé par cet Article, attentatoire & de nulle valeur, ſans qu'il ſoit néceſſaire d'obtenir Acte déclaratoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & ſeront les Contrevenants reſponſables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supôts & Employez reſpectivement, de tous depens, dommages & interêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui ſe ſeront engagez à ſon ſervice, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront deſerté ou ſe ſeront écartez ſans la permiſſion de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition néanmoins que lesdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie ſeront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du Diſtrict dans l'étenduë duquel l'arrêt aura été fait, d'en avertir l'Officier principal du Lieu, ou ſon Subſtitut en ſon abſence, ou le Bourguemaître au défaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre ſans remiſe, & ſans que pour cette permiſſion ils puiſſent pretendre ni éxiger aucune recompenſe même à titre du pot de vin.

XVIII. Il ne ſera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaiſſeaux que ceux qui lui apartiendront en propre, & dont les Gens de l'Equipage, tant Officiers, Soldats que Matelots ſeront à ſes ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous reglons le fond de cette Compagnie à ſix millions de Florins Argent de change, lequel ſera partagé en ſix mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoitre ni acheter

ANNO 1722.

pour ſon compte que pour ledit prix de mille Florins.

XX. Les Actions ne pourront être venduës ni cedées qu'après que les Livres de ſouſcription ſeront clos, & tous ceux qui ſeront intéreſſez réellement dans la Compagnie, ſoit par voye de ſouſcription ou autrement, ſeront reputez vrais Poſſeſſeurs & Proprietaires de leurs Actions, jusqu'à ce qu'il conſtera par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Actes de Procuration paſſez par devant Notaires & Témoins, & dûëment legaliſez, qu'ils les auront venduës, ou cedées à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, ſans que le Contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliener, ni la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourront ſuffire pour transmettre aux acheteurs, Ceſſionnaires ou autres Aquereurs aucun Droit de poſſeſſion ou de proprieté, jusques à l'accompliſſement de ladite formalité de la Signature aux Livres de transport, moyennant quoi tels Aquereurs deviendront Poſſeſſeurs & Proprietaires des Actions par eux ainſi acquiſes à titre d'achat, de Ceſſion, ou autre titre valable, & en pourront diſpoſer comme bon leur ſemblera.

XXI. Les ſouſcriptions pour le fond de cette Compagnie ſe feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui ſeront tous obligez de s'y trouver à cette fin, ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prevenir toute confuſion & incertitude dans les ſouſcriptions, les Souſcrivans ſeront tenus d'exprimer dans leurs Billets en Lettres liſibles, & ſans uſer d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ils voudront aquerir, leurs noms, ſurnoms, les Lieux de leur demeure & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de ſouſcription, ſeront obligez de payer au tems des ſouſcriptions le quart de chaque Action, & le ſecond quart trois Mois après la clôture des Livres de ſouſcriptions, & les deux quarts reſtans de ſix en ſix Mois, & les Directeurs délivreront après le dernier Payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billets.

XXIV. Ceux, qui auront negligé les Payemens dans chacun des termes ci-deſſus prescrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auront déja payé.

XXV. D'abord que les Livres de ſouſcriptions ſeront clos, les Directeurs avertiront le Public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Aſſemblée générale des principaux Intereſſez dans la Ville d'Anvers, pour déliberer & reſoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Aſſemblée générale ni dans les ſuivantes, à moins qu'il n'ait douze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus jusques à cent excluſivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux ſuffrages, & ceux qui auront mis ou aquis cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intereſſé n'y aura plus de trois ſuffrages, & ſeront tous obligez d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui ſeront ſur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne ſoit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Aſſemblées générales, nonobſtant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. S'il arrive, que quelques Corps des Etats, Villes, ou autres de nos Païs s'intereſſent dans le fond de la Compagnie pour douze mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un ſeul Deputé de condition laïque duëment muni de leur Pleinpouvoir, pour donner ſon ſuffrage au nom de ſon Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes ſouſcrites par les Corps reſpectifs, qu'ils repreſentent, ſont pour leur propre compte, ſans qu'aucun particulier, ſoit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr'eux pour recevoir les Sermens, qui devront être prêtez par les principaux Intereſſez en conſequence de l'Article 26; & lesdits Intereſſez ſeront obligez de jurer, qu'ils veilleront à la conſervation des interêts de tous les Actionnaires, avec le même ſoin & avec la même fidélité qu'ils aporteront à celle de leurs propres affaires dans la Compagnie, & ſeront lesdits Directeurs obligez d'en tenir regiſtre.

ANNO 1722.

XXX. Nous declarons la Compagnie libre & independante de Nous, & du Gouvernement de nos Païs Bas en tout ce qui pourra regarder ſon Oeconomie, la direction de ſon Commerce, & l'adminiſtration des affaires tant par Terre que par Mer, à la reſerve de ce qui concernera la ponctuelle execution des ordres portez par nos preſentes Lettres Patentes d'Octroy, dont Nous nous reſervons l'interpretation en cas de doute, & de la ſimple connoiſſance, qu'il convient que Nous ayons du ſuccès de ſes entrepriſes, afin que Nous la puiſſions ſoutenir & proteger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette ſeule fois ſept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Aſſemblée generale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer jusques à neuf, ou à onze en tout, ſi Elle le trouve ainſi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Lesdits Directeurs & leurs Succeſſeurs ſeront obligez d'avoir leur domicile fixe & permanent dans nos Païs-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, leſquelles trente Actions chacun d'eux ſera obligé de tenir ſous ſon nom, & pour ſon propre compte, libres de toutes charges pour ſervir de caution à la Compagnie, ce qui aura auſſi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la ſuite en conformité de l'Article ſuivant, & du Caiſſier dont le choix apartiendra toujours à l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez.

XXXIII. Nous nous reſervons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choiſirons des trois, que dans la ſuite l'Aſſemblée générale aura à Nous preſenter, & Nous accordons à ladite Aſſemblée générale la faculté de choiſir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne ſont, ou qui n'ont été de la profeſſion des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Caiſſiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negocians ou Banquiers de profeſſion, ſeront pourvûs de quelque Place dans la Magiſtrature ou autrement employés à notre ſervice, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Aſcendans & Deſcendans en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'Alliance, ne pourront être enſemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux qui ſont Couſins germains en degré de conſanguinité, bien entendu néanmoins que l'affinité, qui pourra ſurvenir auxdits degrés reſpectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur adminiſtration, n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent continuer enſemble dans la direction, jusqu'à ce que l'un ou l'autre en ſoit ſorti par le ſort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs faſſe faillite, il ſera par là déchu de ſa place de Directeur, laquelle ſera vacante de plein Droit d'abord que la faillite ſera tenuë pour publique, ſuivant la coutume qui s'obſerve en pareille matiere en notre Ville d'Anvers, laquelle ſervira de Loi pour decider de la notorieté de la faillite.

XXXVII. Les ſept Directeurs, que nous avons nommez, prêteront entre les mains de notre Miniſtre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article ſuivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souſcriptions ils ſe comporteront bien & fidélement, & qu'ils ſe conformeront aux inſtructions, qui leur ſeront données par l'Aſſemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui ſeront nommez dans la ſuite par l'Aſſemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidélement tous les points & ordres portez par cet Octroy, entant qu'ils les pourroient regarder, de même que les Statuts & Reglemens, qui ſeront faits dans les Aſſemblées des principaux Intereſſez, & ſera tenuë note de la preſtation desdits Sermens dans les Regiſtres deſtinez à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Aſſemblée générale des principaux Intereſſez l'autorité de faire tels Regle-

ANNO 1722.

Reglemens, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Païs-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui ſeront aux gages & au ſervice de la Compagnie par Terre & par Mer, leſquels Reglemens & Ordonnances ne pourront être changez ni revoquez que par la reſolution d'une pareille Aſſemblée générale des principaux Intereſſez, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des Contrevenans aplicables au profit de la Compagnie, leſquelles ſeront recouvrées à la diligence des Directeurs.

XL. L'Aſſemblée générale arrêtera entr'autres choſes l'ordre, qui devra être obſervé par ceux qui ſeront commis à tenir les Livres de caiſſe, de transport, & autres de la Compagnie, & deſtinera le tems de la redition des comptes, choiſira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra exceder celui de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs Commiſſions, & établira les apointemens des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront auſſi les gages du Caiſſier général, & de tous les Supôts & Officiers de la Societé, ſauf qu'à l'égard des ſept Directeurs par nous nommez, ils jouïront chacun d'un apointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commiſſion, & ils pourront pour cette ſeule fois choiſir le Caiſſier général, & les autres Supôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront beſoin, & regler auſſi pour cette ſeule fois leurs gages & ſalaires.

XLI. Les Directeurs devront ſe contenter des gages, que ladite Aſſemblée générale leur aura attribué, ſans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Aſſemblées ordinaires ou extraordinaires, ni à quelque autre prétexte que ce ſoit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le beſoin du ſervice de la Compagnie exigera qu'ils faſſent hors du lieu de leur demeure, ils ſeront en Droit de tirer ce que l'Aſſemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas exceder ſix Florins par jour argent de change par deſſus les fraix de voiture.

XLII. L'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez choiſira le lieu, où le Bureau de la Caiſſe générale de la Compagnie ſera tenu.

XLIII. Il ne ſera permis à perſonne de ſe retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, leſquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & ſeront reputées meubles pour les Intereſſez, leurs Heritiers, & ayant cauſe, & ſeront toujours exemptes avec tout ce qui en dependra, de toutes taxes & charges publiques, ſoit réelles, perſonnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

XLIV. L'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez determinera l'endroit, où le Bureau général pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandiſes ſera tenu; mais les ventes des Marchandiſes de retour ſe feront toujours publiquement à Bruges ou à Oſtende au choix des Directeurs, auxquels il apartiendra de regler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que leſdites ventes ſe faſſent, il ſera permis aux Acheteurs, tant nos Sujets qu'Etrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis, ſans être tenus d'y employer d'autres Commiſſionnaires, ou Courtiers, nonobſtant quelques Privileges, qui puiſſent avoir été accordez au contraire par les Princes nos Predeceſſeurs, auxquels Nous derogeons par les préſentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

XLV. Et il ne ſera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre depêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avoir contracté avec elle pour quelque choſe que ce puiſſe être, pour ſuſpendre le payement, afin que la Compagnie puiſſe y contraindre les Debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils ſe ſeront obligez à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conſeils & Tribunaux, d'accorder aucune ſemblable moratoire ou prolongation, qui ſuſpende ou retarde le payement; & afin que cette défenſe ne rencontre aucune difficulté en ſon exécution, Nous défendons de même à tous Juges de deferer à telles Lettres moratoires ou prolongation de terme, à peine d'être reſponſables envers la Compagnie en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages & intérêts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle exécution de cet Article.

ANNO 1722.

XLVI. Les Directeurs auront le Droit d'inſtituer & de deſtituer à volonté à la pluralité des voix, les Teneurs des Livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inferieur, qui ſeront employez au ſervice de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puiſſe être, & afin que les Directeurs n'établiſſent que des Gens de bien, & qui ayent les qualitez requiſes pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir *gratis* tous les Poſtes, dont la collation leur apartiendra, ſans demander ou recevoir aucune reconnoiſſance en argent ou autrement de ceux qui en ſeront pourvûs, ſoit avant ou après qu'ils les auront établis, à peine d'être dechus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-deſſus de ce qu'ils auront reçu.

XLVII. Ils auront auſſi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaiſſeaux, qu'ils pourront acheter, & faire conſtruire, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandiſes & Denrées neceſſaires pour l'aſſortiment des Cargaiſons, & pourvoiront généralement à tout ce qu'ils jugeront neceſſaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroiſſement de ſon Commerce; bien entendu, qu'ils auront un ſoin particulier d'avantager autant que poſſible les fabriques, & les Manufacteurs internes de nos Païs-Bas.

XLVIII. Il ne ſera pas permis aux Directeurs de reſoudre ſur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne ſoient cinq, lorsque leur nombre ſera de ſept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Aſſemblée, pour reſoudre, devra être compoſée pour le moins de ſept d'entre eux.

XLIX. Les principaux Intereſſez dans leur Aſſemblée ordinaire nommeront les Perſonnes, qui devront remplir les Places vuides des Directeurs, qui par maladie ou abſence néceſſaire ne ſe pourroient pas trouver aux déliberations, & auront ceux, qui interviendront dans les Aſſemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix déliberative, comme les mêmes Directeurs, & ſi, nonobſtant toutes les précautions de l'Aſſemblée générale pour prevenir & ſupléer au cas d'abſence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui ſeroient déſignez pour remplir les Places vuides, vinſſent à manquer, en ce cas les Directeurs préſens ſeront tenus d'apeller autant d'Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des Membres pour rendre le nombre de l'Aſſemblée de Directeurs ſuffiſant à pouvoir déliberer ſur les affaires preſſantes dont il s'agira pour lors.

L. Les Aſſemblées de la direction générale ſe tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, ſelon qu'il ſera reglé par ladite Aſſemblée générale, & continueront ainſi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

LI. Les Directeurs tiendront leur première Aſſemblée immédiatement après qu'ils auront prêté Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils préſenteront à la première Aſſemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il ſera trouvé convenir.

LII. Après la Clôture des comptes d'une année, les principaux Intereſſez s'aſſembleront ſans délai, pour déliberer avec les Directeurs ſur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intéreſſez, où l'on mandera auſſi quelqu'un des nommez par l'Aſſemblée générale, avenant le cas du 48. & 49. Article de notre préſente Conceſſion; bien entendu néanmoins que les principaux Intereſſez n'auront que voix conſultative dans la reſolution à prendre par les Directeurs ſur le montant dudit dividend, dans le reglement duquel on obſervera l'ordre ſuivant.

LIII. Les Directeurs auront ſoin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne ſoient acquitées, & afin qu'ils ſe conduiſent ſûrement dans leur direction à cet égard, ils dreſſeront avec ſoin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caiſſe, tous frais faits, & en diſtribueront pour le moins la moitié aux Intéreſſez, proportionnément à leurs Actions, & ils en uſeront de la même maniere d'année en année.

LIV. De plus les Directeurs ſeront tenus de rendre un compte general de leur adminiſtration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Aſſemblée generale des

ANNO 1722.

des principaux Intereſſez, qui auront voix conſultative, comme à l'Article 52. ils feront au bout desdits termes reſpectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Intereſſez à proportion de l'état de la caiſſe; Nous enchargeons néanmoins bien expreſſement les Directeurs de conſerver toujours dans la caiſſe une Somme ſuffiſante pour le beſoin & l'avantage de la Compagnie.

LV. La Commiſſion de ceux que l'Aſſemblée generale aura deputé à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois années, & il ſera au pouvoir des principaux Intereſſez de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de ſubroger d'autres à leurs Places, ce qu'ils feront auſſi, lorsque quelques-uns desdits Deputez ne pourront vaquer à l'exercice des fonctions de leur Commiſſion, ſoit pour cauſe de maladie, abſence neceſſaire, ou autre.

LVI. Les principaux Intereſſez ne pourront commettre, ni laiſſer à l'audition des comptes ceux qui ſeront Parens ou Alliez entre eux dans l'étenduë des degrez excluſifs expliquez & limitez par l'Article 35. de cet Octroy, ni celui qui apartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Alliance.

LVII. Ceux qui ſeront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Intereſſez, enſuite du Serment par eux prêté conformement au Formulaire à faire par l'Aſſemblée generale, procederont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & celerité poſſible.

LVIII. Les parties douteuſes, qui ne pourront être ajuſtées dans l'audition desdits comptes, ſeront portées à l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez, ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

LIX. L'on avertira tous les Intereſſez par des Gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il ſera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ſes propres fraix; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun ſuffrage ſoit deliberatif ou conſultatif, & s'ils ont quelque choſe à dire ou à repreſenter, ils le feront par écrit & non autrement.

LX. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inſpection de tous les Livres, Documens, Lettres, & autres Papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaiſſeaux, & les Cargaiſons de retour, ſans en excepter les Lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des Commiſſionnaires qu'ils employeront aux Païs-Bas ou ailleurs, & il leur ſera permis de viſiter les Magaſins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, ſelon l'inſtruction que l'Aſſemblée generale leur donnera à cette fin, & ils ſeront tenus de prêter leur Serment, & de garder le ſecret de la même manière que les Directeurs ſe ſont obligez de le garder.

LXI. L'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez reglera ce que ceux, qui ſeront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & ſi au deſſus des vacations ladite Aſſemblée generale juge convenir de leur aſſigner quelque gage, Elle pourra le regler, ce qui n'excedera pourtant pas mille & deux cent Florins par an pour chacun d'eux.

LXII. La Compagnie Nous propoſera trois Perſonnes pour en choiſir une que Nous trouverons convenir pour aſſiſter de notre part & à nos fraix, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui ſera chargé d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet Octroy, & d'empêcher qu'il ne ſe faſſe rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y reglez, & les comptes étant clos, on en delivrera une Copie audit Député, qui la mettra en main de notre Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, lequel la fera dépoſer dans l'endroit, où l'on garde les Papiers ſecrets du département des Finances en notre Conſeil d'Etat aux Païs-Bas.

LXIII. Les comptes de la Compagnie ſeront dreſſez & rendus en forme duë, ſuivant le ſtile, & l'uſage reçu parmi les Negocians, & autres de profeſſion mercantile.

LXIV. Les Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie ſeront tenus à leur retour, de faire aux Directeurs de la Compagnie un raport detaillé par écrit du ſuccès de leur voyage & de la véritable ſituation des affaires de la Compagnie aux Indes, & lesdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à notre Lieutenant Gouverneur Général, ou en ſon abſence, à notre Miniſtre Plénipotentiaire. ANNO 1722.

LXV. Il ne ſera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'Argent à intérêt ſans le conſentement & aprobation de l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez, que dans des cas, qui ne ſouffrent aucun delay, ſur quoi l'on prendra la réſolution à la pluralité des voix, & à l'intervention des Députez commis à l'audition des comptes, qui auront voix deliberative.

LXVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux qui ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, ou employez à ſon ſervice, en quelque qualité ou poſte que ce puiſſe être, de negocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celui d'aucun autre directement ou indirectement, à peine de confiſcation au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainſi été négocié, & d'une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & ſi c'eſt un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces préſentes dès-à-préſent & pour lors.

LXVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commiſſion, de vendre par eux mêmes, ou par d'autres pour eux aucune Marchandiſe, Manufacture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement des Vaiſſeaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiſcation au profit de la Compagnie de toutes les Marchandiſes, Manufactures, & Denrées, qui auront ainſi été venduës, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

LXVIII. Il ſera permis aux Directeurs, & auxdits Députez Commis à l'audition des comptes, d'acheter des Marchandiſes & Denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement, à peine de nullité, de confiſcation, & amende, comme par l'Article précédent: Et afin que la défenſe portée par cet Article, & par le précédent ſoit d'autant mieux executée, & que les contraventions ſoient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiſcations & amendes au profit du Dénonciateur, pourvû qu'il fourniſſe une preuve ſuffiſante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commiſe, auquel terme Nous limitons la faculté de pourſuivre ou de moleſter lesdits Directeurs & Députez pour ces ſortes d'excès.

LXIX. Les Directeurs ne pourront ſervir plus de ſix années conſecutives, ordonnant que de deux en deux ans il en ſorte un nombre proportionné, lequel ſera immediatement remplacé par l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez.

LXX. Bien entendu néanmoins, que la regle preſcrite par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard des Directeurs de la premiere nomination, leſquels continueront leur ſervice, jusqu'à ce que le premier compte général prescrit par l'Article 54. ſoit rendu, & que le dividend en ſoit reglé; après quoi ils reconnoitront en tirant au ſort, à qui il écherra de ſortir de la direction: il en ſera de même deux ans après; & au bout de deux autres années le reſte desdits Directeurs de la premiere nomination ſortira pour être remplacé par ladite Aſſemblée genérale.

LXXI. Après que le dernier des ſept Directeurs, que Nous avons nommez, ſera ſorti de ſa direction, l'Aſſemblée générale Nous propoſera trois Sujets ayant les qualitez requiſes, dont Nous choiſirons celui que Nous trouverons à propos, lequel prêtera entre les mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général, ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, le même Serment, que lui auſſi bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Aſſemblée générale.

LXXII. Ledit Directeur ainſi choiſi par Nous ſur la nomination prealable de l'Aſſemblée générale ſortira également de la Direction après ſix années, & ſera toûjours remplacé, comme dit eſt par l'Article précédent, tant au cas de l'écoulement de ſon terme, que lorsque ſa place viendra à vaquer par mort, ou de quelqu'autre maniere que ce puiſſe être.

LXXIII. Lors qu'il vaquera des Places de ceux des Directeurs, dont l'élection apartiendra aux principaux Intereſſez, ſoit par mort, ou en telle manière que ce puiſſe être, l'Aſſemblée générale les remplira à la plu-

ANNO 1722.

pluralité des voix, ſoit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvû qu'ils ayent été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il ſe préſente des difficultés d'importance dans l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez, ou dans celle des Directeurs hors de l'Aſſemblée générale, & pour des affaires qui ne ſe pourront pas differer, ſur leſquels ou il ſera impoſſible de s'accorder, ou pour être trop embarraſſantes, ils ne ſouhaiteront pas de les reſoudre, ils pourront s'en raporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Miniſtre Plenipotentiaire, qui en décidera comme de raiſon.

LXXV. S'il ſurvient quelque diſpute ou different pour des affaires civiles ou pecuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Intereſſez dans la Compagnie, ou employez à ſon ſervice, les autres Directeurs tâcheront de les accommoder à l'amiable, & il ne ſera permis de s'addreſſer en Juſtice contre ſa Partie adverſe, jusques à ce que les devoirs ici prescrits ayent été tentez avec tout le ſoin poſſible.

LXXVI. Mais ſi lesdites diſputes & differents ne pourroient pas être ajuſtez à l'amiable, & qu'ils n'excederoient pas en principal la Somme de trois cent Florins argent de change une fois, Nous autoriſons les autres Directeurs indifferens, & qui ſeront au nombre de trois ou plus, à en décider ſommairement, & de leur Sentence n'écherra ni apel ni réviſion; & lesdits Directeurs pourront néanmoins dans des cas embaraſſants & difficiles aſſumer aux fraix de la Partie, qui ſera condamnée, un ou deux Juriſconſultes pour en prendre leur avis.

LXXVII. Et quant aux autres cauſes civiles & pecuniaires, qui excederont ladite Somme, Nous commettons cinq Juges & un Secretaire pour les decider auſſi en dernier reſſort & ſans reviſion, le plus ſommairement que faire ſe pourra, défendant à tous autres Conſeils, Magiſtrats & Officiers de Juſtice, d'en prendre connoiſſance, à peine de nullité & caſſation des procedures.

LXXVIII. Toutes les cauſes criminelles, dans leſquelles la Compagnie, ſes Directeurs, & autres Employez de la Societé ſans diſtinction, de même que les Actionnaires, ſeront Parties, Demandeurs ou Défendeurs, ſeront jugées par les Juges ordinaires des Lieux, où les crimes auront été perpetrez, ſuivant nos Placarts & les Loix du Païs: Et ne pourra la cauſe criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être.

LXXIX. La connoiſſance des priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la Compagnie, apartiendra par proviſion aux Juges de nôtre Amirauté, jusques à ce que Nous en ayons autrement diſpoſé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandants & Capitaines de nos Vaiſſeaux pour la diſcipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les ſeditions, & ſoulevemens, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la Compagnie, lui apartiendront entierement, en cas qu'elles ſoient jugées valables; mais les Marchandiſes & Denrées, faiſant partie des priſes, ſeront ſujettes au payement des Droits, comme celles qui viendront des Indes.

LXXXII. Il ſera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Artillerie, & autres Attirails de Guerre, dont Elle aura beſoin pour ſa Navigation & la ſûreté de ſon Commerce, comme auſſi toutes ſortes de Marchandiſes, quoiqu'elles ſoient de Contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou non monnoyé, qui lui ſera neceſſaire, & qu'Elle pourra amaſſer dans nos Etats, ou faire venir d'ailleurs, excepté les eſpeces courantes du Païs, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évaluées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Forts, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes ſortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bouche, faire fondre des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront beſoin; ſur leſquelles nos Armes ſeront empreintes, & au-deſſous celles de la Compagnie, & de faire generalement tout ce qu'ils trouveront neceſſaire pour la conſervation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourront auſſi armer & équiper tel nombre de Vaiſſeaux, qu'ils trouveront convenir pour le ſervice de la Compagnie, ſoit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer notre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire conſtruire & bâtir lesdits Vaiſſeaux, dans nos Ports des Païs-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux d'Iſtrie, & de Dalmatie, dans leſquels la conſtruction des Vaiſſeaux eſt accordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Oſtende pourra auſſi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaiſſeaux par an, & encourager d'autant plus ladite conſtruction des Vaiſſeaux ſi néceſſaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Païs Héréditaires.

ANNO 1722.

LXXXV. Nous déclarons exemts de tout Droit d'entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoi & autres, les Bois, Planches, Poûtres, Mats, Poix, Goudrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Cloux, Ancres, & autres matières néceſſaires à la conſtruction des Navires, & à les garnir d'aparaux, qu'Elle fera entrer pour être employez effectivement à la conſtruction & radoubement des Bâtiments, qu'Elle fera conſtruire & radouber reſpectivement dans nos Païs-Bas, à quoi il ſera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir, nonobſtant uſage quelconque, ou Privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expreſſement par notre préſent Octroy, & ne ſera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoy, & autres pour les Munitions & Vivres néceſſaires, tant pour la défenſe desdits Vaiſſeaux & Navires que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage, ce que Nous limitons néanmoins aux Munitions & Vivres, dont la Compagnie ne pourra ſe pourvoir commodement dans nos Païs-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Adminiſtrateurs, Officiers & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magiſtrats de nos Villes, & autres à qui il apartiendra, d'arrêter & retarder les Marchandiſes & Denrées, que la Compagnie fera voiturer des Vaiſſeaux à ſes Magaſins, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laiſſant cependant la liberté de ſe faire payer ceux y afferants, en cas que les Marchandiſes y étant venduës reſteroient dans leur reſſort, & ils pourront prendre à cet effet pour leur ſeureté les précautions néceſſaires.

LXXXVII. Interdiſons de même à tous nos Officiers, aux Adminiſtrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commis & Prépoſez, de les lever ſur un autre pied que celui, que Nous avons réglé par cet Octroy, ni d'inquieter ou moleſter ceux qui ſeront employez de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne ſera levé aucun Droit de Sortie, Convoy, ou Tonlieu ſur les Marchandiſes & Denrées, qui ſeront embarquées dans les Vaiſſeaux de la Compagnie, pour paſſer aux Indes, ni aucun Droit d'Indult, ou de reconnoiſſance à notre profit, ſur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandiſes de retour ſeront ſujettes au payement des Droits à raiſon de ſix pour cent du prix des ventes publiques, à quoi Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoy & ſortie ſur lesdites Marchandiſes, ſans diſtinguer ſi elles ſeront conſommées dans les Païs de notre Domination ou dans des Païs étrangers, & ſans limiter aucun tems pour leur ſortie, ſauf que pendant le cours de la préſente Adminiſtration générale de nosdits Droits, ils ne ſeront aquitez qu'à raiſon de quatre pour cent dudit prix, ſoit que les Marchandiſes ſe conſomment dans lesdits Païs, ou hors du Païs, & ſans limiter aucun tems pour leur ſortie, comme deſſus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans ſa naiſſance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée eſt libre par nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conſervation de nos Païs-Bas, & pour la ſeureté publique en général, que nos Places frontières & autres Fortereſſes auxdits Païs, ſoient toûjours en état de defenſe, nous deſtinons les Deniers, qui ſeront levez ſur lesdites Marchandiſes de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toûjours employé pour l'avantage & défenſe de nos Païs-Bas; & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes ſortes de Munitions de Guerre & de bouche, & en reparer, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Miniſtre Plenipotentiaire,

ANNO 1722.

tiaire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le rapport desdits Droits à d'autres uſages.

XCI. La Compagnie pourra aquerir aux Indes par achat, ou autre Contract & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme auſſi de faire conſtruire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'elle jugera néceſſaires, tant pour la plus grande ſureté & facilité de ſon Commerce, que pour la défenſe du Pays, qu'Elle aura aquis, y établir ſur ſes ſimples commiſſions des Commandants, & autres Officiers de nos Sujets, ou Employez à notre ſervice, & de mettre des Garniſons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puiſſe entreprendre la conſtruction de quelque Fort, ou Château, Elle devra s'addreſſer à notre Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire pour lui donner part de ſon deſſein, & pour marquer les Lieux, où Elle ſe ſera propoſé de bâtir lesdits Forts, pour avoir ſon aprobation, & obtenir ſa permiſſion à cet effet; ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne lui conſte, que lesdits Endroits, que la Compagnie aura deſignez & propoſez, ſont des Lieux que les autres Nations de l'Europe frequentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien ſur les Droits des Sujets de quelques autres Puiſſances, qui ſeront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou ſur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourront avoir une poſſeſſion & Commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y ſoient troublez, ou inquietez de la part de la Compagnie, avec cette reſerve toutefois que ſi la Societé couroit risque de manquer les occaſions, ſi Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneur Général, ou Miniſtre Plénipotentiaire, & d'attendre ſes ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il ſera permis à ſes Officiers d'en profiter & de ſe mettre incontinent à conſtruire lesdits Forts en des endroits tels qu'on les a ſpécifiez & detaillez ci-deſſous, dont la Compagnie donnera part inceſſamment à notredit Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire, afin qu'il puiſſe approuver l'entrepriſe desdits Officiers, d'abord qu'il lui conſtera de la verité du fait & de ſon utilité.

XCII. Elle pourra auſſi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Païs de notre Domination avec notre permiſſion préalable, & dans nos Païs-Bas avec celle de notre Gouvernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui enſuite de nos permiſſions, & congez, ou ceux du Gouvernement général, s'engageront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & ſerviront ſur les Commiſſions des Directeurs, conſerveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des ſervices, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils ſeront au ſervice de la Compagnie, ils lui ſeront ſubordonnez, néanmoins liez au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui paſſeront aux Indes, & s'établiront és Lieux, Colonies, & Places acquiſes par la Compagnie, jouïront au retour des mêmes Libertez, Droits & Franchiſes, dont ils jouïſſoient en nos Païs-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naitront de nosdits Sujets ſeront cenſez Regnicoles.

XCV. Il ſera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne ſeront pas nos Ennemis, & de conclurre avec eux telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de ſon Commerce, leſquels Traitez cependant ne ſeront valables que pour le terme de ſix années, à moins qu'ils ne ſoient aprouvez & ratifiez par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puiſſance ſans notre conſentement préalable.

XCVI. Les Commandans & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous prêteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenir, laquelle pourra auſſi revoquer lesdites Commiſſions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ſes Forces, Munitions, & Armes Nous ſeront remiſes, ou de notre conſentement à la Compagnie qui ſuccedera, en payant la valeur ſuivant l'eſtimation, qui en ſera faite par des Gens experts nommez de part & d'autre. ANNO 1722.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura aquiſes avec les Droits, Cens & Rentes, lui apartiendront en toute proprieté, Nous en reſervant la Souveraineté, même elle ne pourra les vendre ni ceder à d'autres qu'à nos Sujets; Et ſi après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire ceder à la Compagnie qui ſuccedera, il ſera pourvû à ſon desintereſſement ſur le pied prescrit par l'Article précédent.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais ſans ſon conſentement, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, à ſes Vaiſſeaux, Artilleries, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Gens de Marine, ni à ſes Magaſins, pour les employer à notre ſervice, pour quelque beſoin que ce puiſſe être.

C. Défendons très-expreſſement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptez ni reſervez, & autres à qui il apartiendra, d'empêcher ni retarder en aucune manière la ſortie de nos Ports & Rades, aux Vaiſſeaux de la Compagnie, lorsqu'ils ſeront chargez, & prêts à mettre à la voile, ni auſſi l'entrée desdits Vaiſſeaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune choſe; pour quelque raiſon & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine de concuſſion, & ceux à qui il apartient auront un ſoin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-eſſentiel au bien du Commerce, ſoit exactement obſervé.

CI. Nous promettons auſſi à la Compagnie de la proteger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueront injuſtement, & même d'employer en cas de beſoin la force de nos Armes pour la ſoutenir dans la liberté entiere de ſon Commerce & Navigation, & de lui faire faire raiſon de toutes les injuſtices, injures & mauvais traitemens, en cas qu'aucune Nation entreprît de la troubler dans ſon Commerce & Navigation, & Nous aurons ſoin de lui procurer tous les avantages & facilitez poſſibles par les Traitez de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adreſſer à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le préſent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de ſon Commerce, notre intention Royale étant de la favoriſer autant qu'il eſt poſſible.

CIII. Finalement pour Droit de reconnoiſſance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle ſera obligée de Nous préſenter, & à chacun de nos Hoirs & Succeſſeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de vingt Marcs d'Or.

Si enchargeons à notre très-cher & bien-aimé Couſin le Prince Eugene de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Païs-Bas, & en ſon abſence à notre très-cher & bien aimé Couſin le Marquis de Prié notre Miniſtre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en Mandement à nos très-chers & Feaux ceux de notre Conſeil d'Etat, Préſident & Gens de notre Grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil ordonné en Brabant; Préſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, & à tous autres nos Juſticiers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils faſſent, ſouffrent & laiſſent tous ceux de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & paiſiblement jouïr & uſer de l'effet de cesdites Préſentes pour le tems, aux charges & conditions ci-deſſus repriſes, ſans leur faire, mettre, ou donner, ni ſouffrir être fait, mis, ou donné aucun trouble, ou empêchement au contraire, Car ainſi nous plait-il; En témoignage de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Scel. Donné en notre Ville & Reſidence Imperiale de Vienne, le dix-neuvième jour du Mois de Decembre, l'an de grace mille ſept cens vingt-deux, & de nos Regnes, de l'Empire Romain l'onzième, d'Eſpagne le vingtième, & de Hongrie & de Boheme le douzième.

Etoit paraphé,
PR. DE CARDIA. PS. VT.
Signé, CHARLES,
Plus bas,
Par Ordonnance de Sa Majeſté,
Contreſigné, A. F. DE KURZ.

ANNO 1723.

XX.

30. Janv. Abgefaster Schluß der Evangelischen Ständen zu Regenspurg/daß in dem 1724. Jahr das Osterfest nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April in der columne des verbesserten Calenders anzusetzen/ und darnach alle übrige darab hangende bewegliche Feste durchs gantze Jahr hindurch einzurichten seyen. [Johan Christian Schulenburgs unvorgreiflicher Vorschlag zur vereinigung der Festzeit. §. 7. pag. 131.]

C'est-à-dire,

Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ESTATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du Calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier amelioré, & que toutes les autres Festes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là.* Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

DEmnach bey der zu Ende des abgewichenen Seculi vorgewesenen Calender-verbesserung/ vermöge eines bey dem Corpore Evangelicorum unterm 23. September (3. October) 1690. einmüthig ausgefallenen schlusses beliebet worden/ daß künfftig hin die Oster-fest-rechnung/ weder nach dem im Julianischen Calender angenommenen Dionysianischen- vielweniger Gregorianischen Cyclo, sondern nach dem Calculo Astronomico (wie ehemahls zu zeiten des Concilii Nicæni geschehen) gemacht werden solle/darnebenst nach einhalt eines ferner-weiten unterm 10—20. Januarii 1700. abgefasten Concluſi allerseits Mathematici Evangelici angewiesen worden/ wegen des unter den Astronomis noch obschwebenden dissensus, welche Tabulæ die allerzuverlässigste und accurateste seyen/die bißhero fast durchgehends gebrauchte Rudolphinische Tabulas Kepleri zum Calculo der Ephemeridum, und besonders zum Computo des Oster-Vollmonds zu behalten/ und nach denselben Præceptis ad Meridianum Uranoburgicum das Tempus Æquinoctii Verni und dann den wahren Oster-Vollmond in tag/ stunden/ und minuten zuberechenen; und dan sich gezeiget/ daß von anfang dieses Seculi biß auf jetzt lauffendes 1723. Jahr inclusivè wegen bestimmung des Osterfests so wohl nach der accuraten Astronomischen/ als nach der Gregorianisch-Cyclischen rechnung sich keine differentz zugetragen; hingegen nunmehr von der Königl. Preussischen Societät der Wissenschafften zu Berlin auch von verschiedenen anderen erfahrnen Evangelischen Mathematicis die gleichlautende/ und glaubwürdige anzeige geschehen/ daß in bevorstehenden 1724sten Jahre das Æquinoctium Vernale nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 20. Martii, und der nechst darauf folgende Vollmond auf den 8. April einfalle/ welches der rechte Oster-Vollmond gemeldten 1724sten Jahrs wäre/ müste also der 9. April, weil der vorhergehende 8. April ein Sonnabend seye/ vor den rechten Ostertag gehalten worden; der Gregorianische Computus Cyclicus aber setzte das Plenilunium Paschale nach unrichtiger rechnung auf den 9. April, und weil dieses ein Sonntag/ das Osterfest auf den 16. April, also 8 tage später hinaus; Dergleichen differentz sich auch in diesem lauffenden Seculo Anno 1744. 1778. 1798. darnebenst auch begeben werde/ daß in denen ietzt bemelten zwey letzten jahren nemlich A. 1778. und 1798. der Ostertag des verbesserten Calenders mit dem Ostern der Juden auf einen tag/ welches jedoch das Concilium Nicænum sorgfältig vermieden wissen wollen/ eintreffen werde.

Also ist nach allen dabey vorgekommenen/ und reiflich erwogenen umständen von Evangelischen Corporis wegen einmüthig vor gut befunden/ und geschlossen worden.

I. Daß man hinführo auf denen eingangs berührten Concluſis des Corporis Evangelicorum fest zu bestehen/ folglich

II. Allen im Heiligen Römischen Reich befindlichen Evangelischen Calender-Schreibern/ Druckern/ und Verlegern zu bedeuten habe/ daß sie es bey der bißher gebrauchten form des verbesserten Calenders führohin bewenden lassen/ vornemlich aber/ daß im nechstfolgenden 1724sten Jahr nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April fallende Osterfest in der Columne des verbesserten Calenders auf selben tag ansetzen/ und darnach alle übrige davon dependirende bewegliche Fest durchs gantze jahr hindurch einrichten/ und

III. In folgenden jahren/ es möge zwischen dem verbesserten/ und Gregorianischen Calender sich eine Oster-differentz zeigen/ oder nicht/ jedesmahl nach mehr berührten Calculo Astronomico, die Ostern mit den darnach einzurichtenden beweglichen Festen dem verbesserten Calender inseriren/ auch

IV. Wan nach erfolgter genauer erkündigung der Juden-Ostern sich befände/ daß selbige mit den Ostern des verbesserten Calenders auf einen tag einfielen/ wie zum Exempel A. 1778. und 1798. sich begeben solle/ und man in zwischen keine andere richtigere/als die bißher gebrauchte Tabulæ Rudolphinæ ausgefunden/und von dem Corpore Evangelicorum approbirt worden/ das Oster-Fest in solchen fällen um die intention des Concilii Nicæni hierinnen bey zu behalten 8. tage weiter hinaus setzen sollen. ANNO 1723.

V. Wäre dieser des Corporis Evangelicorum abgefaster/ und denen Regulis Concilii Nicæni gemäßer schluß in allen Evangelischen Reichs-Landen und Orten/ wie es ehemals bey verbesserung des Calenders A. 1699. gehalten worden/ am letzten Sontag vor dem Advent des jetztlauffenden 1723sten jahres von denen Cantzeln offentlich zu verkündigen/ und die Oster-feyer in dem künfftigen 1724sten/ und übrigen vorhin bemerckten jahren darnach anzustellen.

XXI.

Articuli Diætales HUNGARICI *in Generali Conventu a die 20. Junii 1722. usque in Mensem Junii 1723. continuato concluſi; Quibus in primis, Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in sexu Masculino annis 1687. & 1715. agnitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo* Austriaca *extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die 10. Junii anno Domini 1723. Regnorum suorum Romani* XII. *Hispaniarum* XX. *Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum anno* XIII. [Sur une Copie Originale, signée de la propre main de l'Empereur & scellée de son petit Sceau en cire rouge.] 19. Juin.

NOS CAROLUS VI. Dei gratiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archi-Dux Austriæ; Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ; Marchio Moraviæ; Comes Habspurgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis. Quòd posteaquàm Nos, in proximè concluſa Anni milleſimi, septingenteſimi decimi quinti, prælibati Regni nostri Hungariæ Diæta, primo quippè in idem Regnum nostrum felici adventu nostro, statim ea, quæ ad pristinam ejusdem Regni, olim florentiſſimi, sed à duobus, & quod excedit, sæculis, Vicini præpotentis Hostis Ottomanni infestis Armis nimiùm divulſi, & dilacerati, ac tandem Victricibus felicis reminiscentiæ Imperatoris & Regis LEOPOLDI I. Prædeceſſoris & Genitoris nostri desideratiſſimi Armis, potiori in parte vindicati reducendam felicitatem, tùm circa Justitiæ administrationem, tùm Politicorum, Militarium, & Oeconomicorum accommodationem spectare videbantur, elaboranda clementer ordinaſſemus, & expost occaſione noviſſimi feliciter terminati Belli Turcici, per binos generales intrà biennium habitos Conflictus, fusis, fugatisque Hostibus, duo nominatiſſima Fortalitia, Belgradum nempè, & Temesvarinum, Divino juſta Arma nostra secundante Numine, gloriosè recepiſſemus, ac per hoc non tantùm ipsum prædictum nostrum Hungariæ Regnum, à jugo Turcico totaliter exemiſſemus, sed in annexa etiam eidem Regna & Provincias Imperium nostrum feliciter extendendo, prædeclaratos Status & Ordines ab Hoste, Cervicibus & Fortunis eorundem imminente, restitutâ Regno almâ Pace, plenâque procuratâ securitate, gloriosè liberasſemus; Sed nec immemores, felices Principes ea, quæ Belli sunt, Pacis tempore curare asſolere. Pro stabilienda itaque in omnem casum, etiam contra Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis nostris Hæreditariis Unione, & conservanda Domestica Tranquillitate, novam antelatis Statibus & Ordinibus, Generalem Regni, Partiumque eidem annexarum Diætam, in Liberam Regiamque Civitatem nostram Posonienſem, in diem vigeſimum Mensis Junii, Anni proximè præteriti milleſimi, septingenteſimi vigeſimi secundi clementer indixiſſemus, eidemque Nos etiam, à primordio quidem ejusdem Diætæ, Personaliter, dein verò mediò Plenipotentiariorum Commiſſariorum nostrorum

ANNO 1723. Regiorum, Spectabilium quippè ac Magnificorum, Gundakeri Thomæ, Sacri Romani Imperii Comitis à Stahrenberg, Domini Dominiorum Eschelberg, Liechtenhag, & Pottendorff, Hæreditarii Marefchalli in Austria supra & infrà Anasum, Aurei Velleris Equitis, actualis Intimi Statûs & Conferentiarum Consiliarii nostri, ac Ministerialis Bancalis Deputationis Præsidis; Nec non Francisci Ferdinandi, pariter Sacri Romani Imperii Comitis Kinsky, Comitis in Chinitz & Tettau, Domini in Maczen, Chotieborz, Clumecz, & Kratenau, Aulæ nostræ Bohemicæ Præfecti, Consiliarii itidem nostri actualis Intimi, & per Regnum nostrum Bohemiæ supremi Cancellarii, amborum verò Camerariorum nostrorum, præfuissemus, concluſis tandem mutuis Tractatibus, finitâque Diætali Congregatione, Iidem Domini Prælati, Barones, Magnates & Nobiles, cæterique Status & Ordines sæpefati Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, mediò præattactorum Regiorum Plenipotentiariorum Commissariorum nostrorum, exhibuerunt & præsentârunt Majestati nostræ certos Articulos, in eadem Diæta, communibus ipsorum Votis & Suffragiis, parique & unanimi Consensu, accedente benignâ annuentiâ Nostrâ concluſos; Supplicantes Majestati nostræ humillimè, quatenùs universos eos Articulos, omniaque & singula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, nostrumque Regium Consensum iis præbentes, Authoritate nostrâ Regiâ clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos Ipsi observare, quàm per alios omnes, quorum interest, observari facere dignaremur. Quorum quidem Articulorum tenor talis est.

ARTICULI *Dominorum* PRÆLATORUM, BARONUM, MAGNATUM, *&* NOBILIUM, *cæterorumque Statuum & Ordinum Regni* HUNGARIÆ, *Partiumque eidem annexarum, in Generali eorundem Conventu, pro die vigesima Mensis Junii, Anni milleſimi, septingenteſimi, vigesimi secundi, in Liberam Regiamque Civitatem Posonienſem indicto, & continuativè in præsens usquè celebrato, concluſi.*

PRÆFATIO.

QUàm Paterno, quamque solicito, & simul clementissimo affectu Sua Sacratissima Majestas, in Hæreditarium hoccè Regnum suum Hungariæ, Partesque eidem annexas inclinata benignissimè haberetur, præprimis quidem ex benignis Literis Regalibus, ad universos Hæreditarii Regni sui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines clementissimè exaratis, profundissimâ homagialis fidelitatis suæ devotione, & nusquam de Cordibus eorundem extinguenda erga Suam Majestatem Sacratissimam, & totam ejus Augustam Domum Austriacam præconceptâ ingenui & subditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per universos Posteros suos fideliſſimè recognitum iri, quàm maximè confiderent; Dum illicò, ac per insperata, cùm ab Oriente, tum etiam ab Occidente causata graviſſima Bella, & post felicem, totique Orbi stupendum, contra immanes utriusque Hostis, Vires, Armorum suorum progressum, stabilitamque optatam Pacem licuisset, prætermissis aliis quibusvis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis Curis & solicitudinibus, Paternum conatum suum, ad perennem Regni sui Hæreditarii securitatem, & dudum anhelatam Civium felicitatem convertere, ac eum in finem Generalem pro vigesimâ præteriti Mensis Junii, Anni æquè præterlapsi, in Liberam & Regiam Civitatem Posonienſem, Diætam indicere, & Altissima quoque, nunquam satis à Fidelibus Suæ Majestatis Sacratissimæ Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum veneranda in Persona, Eosdem clementissimè consolari dignata fuisset: Ut inter tot & tantas suæ Majestatis Sacratissimæ erga Fideles sibi Status & Ordines exhibitas gratias, iidem meritò dubitavissent, quidnam ex innumeris Regno huic Hæreditario clementissimè exhibitis gratiis, totque de immanis, Cervicibus Eorundem à longissimo tempore incubantis Hostis, ad stuporem Orbis Europæi reportatis Triumphis, pro gratiarum actionis scopo principaliter assumere convenisset.

Sivè enim intrà biennium, rarò magnorum & felicissimorum etiam Monarcharum exemplo numeratos de tam validis Hostibus Triumphos, seu glorioſis Armis suis, antiquos limites versùs extensam Patriam perpendissent, nonnisi immortali dignâ memoriâ, in publicum Regni Bonum exantlata Trophæa, unanimi applaudentium Regnicolarum Votô testatum reddere cogebantur. ANNO 1723.

Cumque pro tam immortali Gloria, totque Beneficiis, iidem Fideles Status & Ordines, nullo alio præclariori gratitudinis signo, Suæ Majestati Sacratissimæ obnoxios reddi posse arbitrabantur, quam si semet, ac Posteros suos universos, præprimis Suæ Majestati Sacratissimæ, Ejusdemque utriusque Sexûs Successoribus, dein Augustæ quoque Domui Suæ Austriacæ Posteris, conformitate immediatè subsequentium Articulorum, in omne tempus devoverent, & humillimè subjicerent; DEUM Ter Optimum Maximum, pro diuturno Suæ Majestatis Sacratissimæ, & præmissorum universorum Successorum perenni & felicissimo Gubernio, ardentibus Votis suis demississimè exoraturi.

Ex quo verò ad plenam fidelium Civium, & Suæ Sacratissimæ Majestatis devotorum Subditorum securam felicitatem, antiquâ etiam Regni consuetudine, & Patriis Legibus exigentibus, Diætale hoc remedium, Sua Majestas Sacratissima clementissimè ordinare & admittere dignata fuisset: Ut proinde futuris quibusvis temporibus, ab omni confusione & periculis, Hæreditarium hoc Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnum præservari, & non minùs adversùs omnem Vim exteram, quàm quosvis etiam fatales internos Motus, ipsis Statibus & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimùm damnosos, salutari, & Diætaliter stabiliendâ modalitate, in omnes eventuales casus, tutum & provisum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis mutua Cointelligentia & Unio, adeoque publica Reipublicæ Christianæ quies, Pax constans, imperturbata Tranquillitas, sub pio, justo, forti, felici Suæ Majestatis, & Augustæ Domûs Austriacæ clementissimo Gubernio in ævum perdurare, ac continua Augustæ Domûs in Regno, & sacra Ejusdem Corona, utriusque sexûs exoptata, & communi Regnicolarum Votô proclamata, Suæque Sacratissimæ Majestati promptè & fideliter oblata Successio, meliùs obfirmari valuisset, & deinceps omnes & quælibet inconvenientiæ præcaverentur, Fidelesque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in universis Eorundem tam Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, antiquis Consuetudinibus, Prærogativis & Legibus hactenùs habitis, ac in præsenti quoque Diæta conditis, & in futurum etiam, Diætaliter condendis, permaneant, stabiliantur, & conserventur, eademque & eædem, ab omnibus indispensabiliter observarentur, Jus, & Justitia omnibus & singulis, sanctè, secundùm Leges Patrias, hac etiam in Diæta conditas, imperturbatè administrarentur, benignaque eum in finem ad Fideles Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè facta Propositio, & Paterna Mens ac Intentio secundaretur, attacti Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum demississimè supplicant: Ut infrascriptos Articulos, ex Gravaminibus, & humillimis Statuum & Ordinum Postulatis, penes benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionem erutos, unanimique Votô & Consensu, accedente benignâ Ejusdem annuentiâ, concluſos, clementer acceptare, Regiâque suâ Auctoritate ratificare, & confirmare, ac tàm Ipsa benignè observare, quàm per alios quoscunque observari facere dignetur.

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacræ Cæsareæ & Regiæ Majestati pro Libertatum, & Prærogativarum Eorundem Paterna & Clementissima Confirmatione, & Suæ in medium Statuum Sacratissimæ Persona adventu, gratias quàm maximas referunt.

ARTICULUS I.

Paternam sanè, & Clementissimam Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis ergà Status & Ordines Regni, in præsenti Diæta, felicissimè, & in frequentissimo, vix aliquando viso numero congregatos propensionem, & ad permansionem Eorundem, ac incrementum publici Statûs Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, proque stabilienda in omnem Casum, etiam contra Vim

ANNO 1723.

Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis Hæreditariis Unione, & conſervanda domeſtica tranquillitate directam Curam & Solicitudinem, ex benignis Ejusdem Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, ad Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementiſſimè emanatis Literis Regalibus, ac noviſſimè factis Propoſitionibus, devotô ſanè homagialis Fidelitatis Eorundem Zelô, & conſtanti fervore humillimè intelligentes, pro hoc erga Eosdem clementiſſimè exhibito Paterni affectûs Gratiarum ſingulari Voto, quodvè non obſtantibus in adverſum quibusvis graviſſimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus Curis & laboribus, in medium Fidelium Statuum ſuorum ſemet conferre, & Eosdem in altiſſima iisdem ſummè veneranda Perſona ſua, Paternè conſolari, & primùm ac ante omnia, nullaque prævia Fidelium Statuum & Ordinum eatenùs præmiſſâ humillimâ Supplicatione, ex puro erga Eosdem Paterno affectu, univerſos Status & Ordines Regni ſui Hæreditarii Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tàm Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Conſuetudinibus, Prærogativis, & Legibus, hactenùs conceſſis & conditis, ac in præſenti Diæta, & in futurum etiam, Diætaliter condendis conſervaturam offerre, & easdem, ac earundem ſingulas clementiſſimè confirmare dignata fuiſſet, humillimas, & quàm poſſunt, maximas Sacratiſſimæ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtati ideò etiam gratias referunt, quòd Fœmineum quoque Sexum Auguſtiſſimæ Domûs Suæ Auſtriacæ, usquè ad Ejusdem, & ab Eodem Descendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, Partesque, Regna, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam pertinentes, unanimi Univerſorum Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum liberô Votô proclamatum, & per ſolennem Eorundem Statuum & Ordinum ad Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Viennam expeditam Deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tàm piè & clementer, gratôque animô acceptare, & Fidelium Statuum & Ordinum ſuorum piis, ac ſalutaribus Votis, non tantùm annuere dignata eſſet, ſed ejusmodi in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis Succeſſionem, eôdem, quô Masculorum Primogenituræ Ordine, ſecundùm normam in reliquis Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis, in, & extra Germaniam ſitis, jam per Eandem ordinatam, ſtabilitam, publicatam, & acceptatam, inſeparabiliter, habitâque in graduum æqualitate, ejusdem Lineæ Prærogativæ Masculorum ratione, dirigi, ſervari, & cuſtodiri vellet; ita, ut illa, vel Masculus Ejusdem Hæres, qui, vel quæ præmiſſorum Auguſtæ Domûs Auſtriacæ Regnorum & Provinciarum Hæres, juxta memoratam normam Primogenituræ, in Auguſta Domo Auſtriaca receptam exiſtet, eodem Succeſſionis, pro his, & futuris quibuscunque caſibus Hæreditario Jure, etiam pro infallibili Rege Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, æquè indiviſibiliter intelligendarum, habeatur & coronetur.

De Regia Hæreditaria Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis Sexûs Fœminei Auguſtæ Domûs Auſtriacæ in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus eidem ab antiquo annexis continua Succeſſione.

ARTICULUS II.

Tametſi Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis Fideles Status & Ordines Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optimèque conſtitutam Ætatem, Vires, & Valetudinem conſpicientes, Divinæque Benedictioni quàm optimè confiſi, Eandem magnis, & glorioſis Sexûs Maſculini Succeſſoribus, ad preces quoque Fidelium ſuorum Statuum, eò fine ad DEUM Ter Optimum fuſas, & inceſſanter fundendas, largiſſimè benedicendam, & indeſinenti Masculorum Hæredum ſuorum ordine, Fideles Status Regni conſolandos fore, vel maximè confiderent; quia verò apprimè etiam perſpectum haberent, Reges pariter, & Principes, æquali aliorum Hominum mortalitatis Sorti ſubjectos eſſe; maturè proindè & conſultò perpendentes, tot & tanta, cùm Prædeceſſorum Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, Divorum olim LEOPOLDI Genitoris, & JOSEPHI Fratris, glorioſiſſimorum Hungariæ Regum, tùm vel maximè propria clementiſſimè Regnantis Suæ Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, pro incremento Boni Patrii publici, provè Fidelium Civium ſuorum perenni ſalute, Bello æquè ac Pace exantlata glorioſiſſima Acta & Facta, dum non modò Hæreditarium Regnum hoc ſuum Hungariæ, Partesque, Regna, & Provincias eidem annexas, in ſtatu per præattactos glorioſos Prædeceſſores ſuos poſitum, conſervavit, ſed occaſione etiam noviſſimi Ottomannici Belli, contra ferventiſſimos ejusdem impetus, idem animoſè tutata, Victricibus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regna & Provincias, cum immortali ſui nominis gloria, Statuumque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni ſecuritate protenderit, ut ſucceſſivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & etiam domeſticis confuſionibus, & periculis præſervari, imò in alma, & continua tranquillitate, ac ſyncera animorum Unione, adverſùs omnem Vim etiam Externam feliciſſimè perennare poſſit; Quosvis prætereà etiam internos Motus, & facilè oriri ſolita, ipſis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cognita Interregni mala, ſolicitè præcavere cupientes, Majorum ſuorum laudabilibus Exemplis incitati, volentesque erga Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Dominum Dominum Eorum Clementiſſimum, gratos & fideles ſemet humillimè exhibere, in defectu Sexûs Masculini Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis (quem defectum DEUS clementiſſimè avertere dignetur) Jus Hæreditarium ſuccedendi in Hungariæ Regnum & Coronam, ad eandemque Partes pertinentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Sexum Auguſtæ Domus ſuæ Auſtriacæ Fœmineum, primo loco quidem ab altefata modò Regnante Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtate, dein in hujus defectu, à Divo olim JOSEPHO, his quoque deficientibus, ex Lumbis Divi olim LEOPOLDI Imperatorum & Regum Hungariæ Descendentes, Eorundemque legitimos Romano-Catholicos Succeſſores utriusque Sexus Auſtriæ Archiduces, juxta ſtabilitum per Sacratiſſimam Cæſaream, ac Regiam regnantem Majeſtatem in aliis quoque ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis, in & extra Germaniam ſitis Primogenituræ Ordinem, Jure & Ordine præmiſſo, indiviſibiliter, ac inſeparabiliter, invicem, & inſimul, ac unà cum Regno Hungariæ, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis, Hæreditariè poſſidendis, regendam & gubernandam transferunt, & memoratam Succeſſionem acceptant, taliterque eandem Succeſſionem Fœmineam, in Auguſta Domo Auſtriaca introductam & agnitam (extenſis ad eam nunc pro tunc Articulis 2. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta Ordinem ſupradictum ſtabiliunt, per præattactum Fœmineum Sexum Auguſtæ Domûs ejusdem prævio modo declaratos Hæredes & Succeſſores utriusque Sexûs Archiduces Auſtriæ, acceptandam, ratihabendam, & unà cum præmiſſis, æquè modo prævio per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè confirmatis Diplomaticis, aliisque prædeclaratis Statuum & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis, ad tenorem præcitatorum Articulorum, futuris ſemper temporibus, occaſione Coronationis obſervandam determinant, & nonniſi poſt omnimodum prædicti Sexûs defectum, avitam & veterem, approbatamque & receptam Conſuetudinem, Prærogativamque Statuum & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, reſervant intelligendam.

Jura, Prærogativæ, & Libertates Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.

ARTICULUS III.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, univerſorum Fidelium Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tàm Diplomatica, quàm alia quævis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativas, Legesque conditas, & approbatas Conſuetudines, Conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ Diætæ, in ſenſu Articulorum 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulæque Juramenti ibidem contentæ, intelligendorum; clementer confirmat & obſervabit: Pariterque Succeſſores, legitimè coronandi Hungariæ, & Partium eidem annexarum Reges, in iisdem Prærogativis, & præmiſſis

ANNO 1723.

Immunitatibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum inviolabiliter conſervabunt, quas & quæ præterea Sua Majeſtas Sacratiſſima, per ſuos cujuscunque Statûs, Gradûs & Conditionis, obſervari faciet.

De Palatinali, & ſimul etiam Locumtenentiali Authoritate.

ARTICULUS IV.

Et quia inter prævio modò clementiſſimè confirmatas Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Libertates, in Regno Hungariæ de antiqua ejusdem Conſuetudine & Lege, Authoritas quoque, & Prærogativa Palatini, & ſimul etiam Locumtenentis, ſenſu Articulorum 5. & 33. Anni 1715. in iisdemque citatorum, ac aliorum ſuperindè conditorum comprehenderetur; Hinc Majeſtas Sua Sacratiſſima Cæſareo-Regia, Palatinalem, & ſimul etiam Locumtenentialem Authoritatem, & Jurisdictionem, in ſenſu Articulorum præcitatorum benignè confirmat; Eâ cum declaratione, nè Palatinus Bona, per Fiscum poſſeſſa, conferre poſſit. De Salario Palatinali impoſterum quoque providebitur.

De ſpeciali Nobilitatis Prærogativa.

ARTICULUS V.

Ut Citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & conſueto Juris Proceſſu, in omnibus Caſibus & Cauſis, etiam Criminalibus, aut Notam Infidelitatis, de Jure Municipali Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alias pœnas reductis, contra Eosdem per quoscunque inſtituendis, in Titulo 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, & Articulo 14. Anni 1618. contenta (Crimine tamen læſæ Majeſtatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & Caſibus, qui in Articulo 14. Anni 1687. exprimuntur, exceptis) obſervetur. Nevè ullus, Nobilitari Prærogativâ gaudens, non citatus, nec debito Juris Ordine convictus, in Perſona, aut Bonis ſuis, quoquo modo damnificetur, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacratiſſimâ Cæſareâ Regiâ Majeſtate annuente, ſtatuunt.

Domini Terreſtres, & alii Nobiles à Contribuendo, ulterius quoquè pro immunibus declarantur.

ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fundamentalem Patriæ Nobilitatis Prærogativam, ſenſu Tituli 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomaticas Leges, per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè confirmatas, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria Servitute exempti haberentur; Sacratiſſima quoque Sua Cæſarea & Regia Majeſtas, Eosdem Status & Ordines, tam Dominos Terreſtres, quàm & alios quosvis Nobilitari Prærogativâ gaudentes, ab omni Contributione, in perpetuum immunes conſervandos clementiſſimè decernit; militare nihilominùs pro Regni defenſione teneantur, & Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas, quoties neceſſe eſſe judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. à modò impoſterum quoquè deſiderare & exigere poterit; Armaliſtæ nihilominùs, etiam in Liberis Regiis, Montanisque Civitatibus, Confiniis, Oppidis Privilegiatis, & non Privilegiatis, & alibi in Regno commorantes, conſcientioſè, juxta Comitatuum Idæam pro domeſticis Comitatuum neceſſitatibus taxabuntur.

De Comitiorum Celebratione.

ARTICULUS VII.

Siquidem Generalium Comitiorum Celebratio, ſenſu Articuli 1. Anni 1659. ſalutare relevandorum Gravaminum remedium eſſet, Eadem juxta Articulum 14. Anni 1715. celebrentur: Et nè ultrà bimeſtre (niſi ex ratione temporis & neceſſitatis, à Sua Majeſtate Sacratiſſima prorogentur) extendantur; Prælati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1608. ante Coronationem, vocati, maturè comparere, Comitatus verò, & præattacti Magnates, qui perſonaliter intereſſe non poſſent, Nuncios Nobiles poſſeſſionatos, ac nobili Proſapiâ ortos, ſenſu Articuli 62. Anni 1665. mittere: Regna verò Croatiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Articulo 61. Anni 1625. ſemet accommodare, acceptisque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regiis Propoſitionibus, & juxta Articulum 25. Uladislai Regis Decreti 2. Privatorum quibusvis Negotiis prætermiſſis, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac ſub Silentio tractare & deliberare, Materiasque ad invicem cohærentes, ſeriatim redigere, & ita Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ præſentare, & ad Diætæ usquè Concluſionem, ſub pœna legali intereſſe teneantur; Ut verò Securitati Eorundem, ipſorumque Familiarium, ac in Diæta conquerentium, & per hoc publicæ Diætali quieti conſulatur, à quibusvis contumeliis, multò magis manuum injectionibus, in Loco Diætali, aut publici Conſeſſûs abſtineatur; Si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediatè præmiſſi Articuli, ad tertium citentur, ac Judicium de illis, coram Tabula Regia Judiciaria celebretur, irremiſſibiliterque, Calumniatores quidem, & Diffamatores, toties quoties in pœna Florenorum ducentorum, Parti læſæ applicanda, Verberatores verò, vel Vulneratores, pœnâ Actûs majoris potentiæ caſtigentur; Præmiſſorum nihilominùs malitioſi ſub Diæta Occiſores, aut occidi procurantes, prævia tali Citatione, pœnâ Mortis cum exasperatione, condemnentur.

De Reſidentia Regiæ Majeſtatis intrà Regnum Hungariæ.

ARTICULUS VIII.

Quòd Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, demiſſum Statuum & Ordinum Regni Poſtulatum, & ſingularem ergà Auguſtiſſimam Ejusdem Perſonam, ſæpiùs in Regno videndam affectum, eiquè famulandi ipſorum deſiderium & zelum clementer agnoscere, & ubi graviores Europææ Curæ commodè admiſerint, ſenſu etiam Articuli 4. Anni 1550. in medio Eorundem, & intrà Regnum reſidere velle, intuitu quoquè futurorum Regni Hungariæ Regum, Eosdem Status & Ordines, ad ſenſum præcitatæ, & aliarum Legum, ſecuros ſuperindè reddere dignata ſit, Status & Ordines, eidem Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtati gratias quàm maximas reponunt.

Caſus Notam infidelitatis adhuc inferentes.

ARTICULUS IX.

Pro ſecuriori quietis publicæ Conſervatione, & bonorum, ac quietorum Regnicolarum tutamine, ad benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutionem, Status & Ordines concluſerunt; Ut, Legibus, de Crimine læſæ Majeſtatis hactenùs in ſpecie Articulo 7. Anni 1715. & modernæ Diætæ Articulo 5. conditis, in ſuo vigore permanentibus, evidenter ſemet erigentes & opponentes contra Statum publicum Sacræ Coronæ, Regiæ Majeſtatis, & Regni, juxta Titulum 14. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti; Prætereà Judices, Locaque credibilia, & Fidedignitates, authenticis Sigillis ex Officio fungentes, & taliter falſas Literas conficientes, ad ſenſum Tituli 16. Partis ſecundæ; Cuſores item falſarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis ſcienter ac publicè, in quantitate circiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductores & Conductores quorumcunque Hominum, ad ſpoliandum & diſturbandum internum Regni Statum. Dein Publici Hæretici, damnatæ ſcilicèt Hæreſi adhærentes. Nec non malitioſi Amiſſores & Traditores Caſtrorum finitimorum Regni, & Partium eidem annexarum. Adminiſtratores Armorum, & tempore Belli, etiam Victualium Turcis, & aliis, Infidelibus, Regni ſcilicet hujus Æmulis & Hoſtibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoliatores illorum, qui Sectæ eorum damnatæ renunciantes, ex Turcia, ad iſtud Regnum, & Partes eidem annexas confugiunt moraturi. Prout & Triceſimatores, & alii, in diminutionem Regiorum Proventuum, in extrahendo auro & argento conflato, cum Forenſibus Societatem ineuntes, ejusmodique aurum & argentum è Regno clàm efferentes, ulterius quoque Notâ Infidelitatis, amiſſione nimirùm Capitis, & Bonorum mobilium ac immobilium, ad Portionem ejusdem cedentium, feriantur; Portione tamen Prolium & Fratrum innocentium, & cum Delinquente indiviſorum;

ANNO 1723.

ANNO 1723.

rum; Maternis item, & Materno-Aviticis Eorundem Bonis; prout & Juribus Uxoriis; Ære, Jureque alieno, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac læsis damnorum ex prævìis Casibus emergentium, unà cum expensis fienda refusione, semper in salvo permanentibus.

Casus antehàc Notæ Infidelitatis, in pœnam Actûs majoris potentiæ commutati specificantur.

ARTICULUS X.

Ad conservandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam, & privatorum Regnicolarum Securitatem, reprimendamque quorumcunque Potentiorum agendi licentiam, Sacrâ Cæsareâ Regiâque Majestate annuente, ulteriùs concluſum est: Ut pœna Actûs majoris potentiæ, juxta Articulum 15. Matthiæ Regis Decreti 6. aliasque passim Leges, sancita, contra Nobilium Domorum Invasores, aut Possessionum Eorundem Occupatores; Nobilium sine justa & legali Causa Arestatores vel Detentores, prætereà Vulneratores, Verberatores, vel etiam Interemptores, imposterum quoque observanda, etiam contra Judicum Regni Ordinariorum, eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Protonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum, aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi & Vice-Directores, in Officiorum functione actualiter & legitimè procedentium Detentores, Arestatores, Verberatores, aut Vulneratores, Literarumque Salvi-Conductûs Violatores, & Repulsionem secundariò facientes, pronuncietur; Non secùs & qui Conquerentes in Diæta, extrà eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Diætam, Judicia, vel Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum, prout & Inquisitiones, de repetendis ac restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentes, & ad ineundos cum eadem Computus venientes, inque Computu, & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantes & redeuntes verberaverint, aut vulneraverint, verberarique aut vulnerari commiserint; Prout & Vulneratores Fratrum & Consanguineorum, Mutilatores item membrorum, & Eruitores oculorum, eandem Actûs majoris potentiæ pœnam incurrant; Religiosæ nihilominùs, & Ecclesiasticæ Personæ, nec non Mulieres, in præmissis Casibus, pœnæ emendæ Capitis subjacebunt.

Adhuc nonnulli Casus, priùs notorii, mortis pœnâ puniendi statuuntur.

ARTICULUS XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Plagarum, ac Pœnarum, modus observetur, ex benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ resolutione, & Statuum ac Ordinum assensu, statuitur; Ut Patricidæ, Matricidæ, Mariticidæ, Uxoricidæ, ac Infanticidæ, Occisoresque Fratrum & Consanguineorum; Prætereà in primo & secundo gradu Incestuosi; & etiam Novercarum, vel Privignarum Violatores & Stupratores; Demùm Judicum Ordinariorum Regni, Eorundemque Vices Gerentium, Magistrorumque Prothonotariorum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu Districtualium Tabularum aut Comitatensium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii, seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Consiliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officiorum Functione actualiter & legitimè procedentium; Prælatorum item, Magnatum, & Nobilium, Eorundemque Nunciorum, ac Familiarium, vel Servitorum, ad Eosdem pertinentium, vel cum iisdem in Diæta præsentium, aut ad eandem, vel Judicia Tabularia, seu Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum; prout & Inquisitiones de repetendis & restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus peragentium, & ad ineundos cum eadem Computus Venientium, & Redeuntium, inque eodem Computu & peragendis præmissis Inquisitionibus commorantium, vel pariter redeuntium; In Diæta conquerentium, & propterea Eorundem extra Diætam Interemptores, Capitali pœnæ, cum exasperatione Supplicii, juxta gradûs proximitatis Consanguineorum, aut Interfectorum Officii qualitatem, pronunciandæ subjiciuntur; Pariter & Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum aut factorum Circumstantiis, juxta prudens arbitrium Judicis; Ita & Traditores Malitiosi Castrorum, & Castellorum Dominorum propriorum, eorumque, vel quorumcunque Regnicolarum Expugnatores, aut Interceptores, mortis pœnæ subjacebunt; Ita & falsarum Literarum confectores, falsorumque Sigillorum Sculptores, & penès eadem, Vitæ alterius insidiantes, æquè Morte; Vitæ verò, & simul ad amissionem Bonorum insidiantes, & per id damnis & expensis Innocentem aggravantes, ultrà amissionem Vitæ, etiam in refusione damnorum & expensarum de Bonis propriæ Portionis confectoris Literarum, & Sculptoris Sigillorum adjustandarum puniantur; Portionibus Liberorum, Maternis item, & Materno-Aviticis Bonis eorundem, legali item uxoriò Jure, non absimiliter Ære, ac Jure alienò, pro iisdem relictis & salvis permanentibus. Præmissis pœnis illi quoque subjiciuntur, qui in iisdem Casibus ejusmodi falsis Literis, scienter, & evidenter in Judicio uterentur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur; Pariter & privati, ex præconcepta malitia voluntaria ignem tectis, aut etiam Messi, vel Segetibus injicientes, eademque comburentes, & ita alios damnificantes, pro rerum Circumstantiis gravioribus, pari pœnâ, in levioribus verò mitiori, attamen amissione Vitæ plectendi venient; Militares nihilominùs cujuscunque Statûs & functionis, in Regno & Partibus eidem annexis Bona possidentes, in Casibus & Criminalibus & Militaribus, Judicio Militari; In non Militaribus verò, sensu etiam Articuli 7. Anni 1655. consuetò Juris Processu, pro casuum varietate judicentur & puniantur, occisi nihilominùs Prolibus, & viduæ, velut injuriatis, ex Portione Delinquentis, Homagium persolvatur.

Diversi Casus, antehàc Notam infidelitatis inferentes, pro ratione Delictorum, mitiori pœnâ puniendi declarantur.

ARTICULUS XII.

Confectores falsarum Literarum, vel iisdem scienter & evidenter in Judicio utentes, & non in vita, sed tantummodò in Bonis quempiam damnificare intendentes, ultrà refusionem damnorum & expensarum, in pœna etiam Infamiæ: Passualium attamen, vel Missilium Literarum, in levioribus Casibus confectores, vel talibus scienter utentes, licèt nec Honori cujuspiam obessent, nec ullum damnum causarent; Nihilominùs, ut à talium quoque confectione abstineatur, tales juxta prudens Judicium, promeritæ pœnæ per Tabulam Regiam Judiciariam, vel Comitatus; Respectu verò Civilium Personarum, per eorundem Magistratus puniendi subjiciuntur: incestum verò in tertio & quarto gradu scienter committentes, priores quidem trium, posteriores verò duorum annorum Carceres subibunt. Nolentes porrò ire ad Bellum vel Militem non mittentes; Rege insurgente; Pariter & Capitanei ad falsos Rumores Gentes levantes, pœnâ pro ratione Circumstantiarum aggravantium, vel allevantium arbitrariâ; Liberos autem Haydones intertenentes, quoad Personas, æquè pro ratione Circumstantiarum, pœnâ delictô proportionatâ; quòad verò causata per eosdem damna, in eorundem cum expensis fiendâ refusione, si qui demùm præter suprascriptos Casus, adhuc alii notorii dicendi essent, tales pro ratione facti, ad pœnam delicto conformem, pro reductis declarantur.

De Tricesimatorum Excessibus, & nonnullis Tricesimis tollendis.

ARTICULUS XIII.

Quòd cùm Articulo 91. Anni 1715. comprehensæ Tricesimæ, non in aggravium Regnicolarum & Quæstorum, nec exigendam novam, seu duplicem Tricesimam, vel pro exhibitione Schædarum qualemcunque Taxam, veluti eodem etiam Articulo totaliter sublatam, verùm ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ haberentur, in Regii nihilominùs & Paterni affectûs sui contestationem, eadem Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut sublatis Novisoliensi, & Schemniczensi Tricesimis, Budensis pro ratione moderni temporis, tùm ob institutum cum Porta Ottomannica Commercium, tùm verò in majus ipsorummet etiam quæstorum commodum, in suo esse permaneat. Excessus denique omnes Tricesimatorum, & à Pecoribus, ex

ANNO 1723. ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatum & Oppidorum publicas & hebdomadales Nundinas pelli ſolitis, â ratibus & ligneis materialibus, aliisque quibusvis Victualibus, & rebus Venalibus, ac etiam Vino exactæ qualescunque & cujuscunque demùm ſpeciei Taxæ, aliique omnis generis abuſus, etiam in finitimis committi ſoliti, tolluntur; Excedentes verò juxta Articulum 17. Anni 1609. in Rebus Officii coram Camera; In aliis autem non Cameralibus, juxta Articulum 44. Anni 1681. conveniendi erunt; Judicatus autem Cameralis, quòad Merces tantummodò prohibitas & Contrabandas, Articulo 15. Anni 1715. admiſſus, ad Quæſtorum debita, aliasque eorundem prætenſiones nullatenùs extendatur; Contrabandæ verò, antè cognitionem Cauſæ, nè diſtrahantur, ſtatuitur. In applicatione autem ad Triceſimatorum Officia, ratio Legum habeatur, Sua Majeſtas Sacratiſſima eſt clementer ordinatura; Domini verò Terreſtres, locum erga conveniendum juſtum pretium, Jureque hypothecariô, usquè dum Triceſima aliò non transferatur, ſine Dominorum Terreſtrium præjudicio poſſidendum, nec intereà temporis in Curiam elevandum, translatâque aliò Triceſimâ erga renumerationem conventi pretii, Domino Terreſtri reſtituendum dare obligentur.

Triceſimas, & Telonia, ab inductis, & eductis pro neceſſitate propria, Regnicolæ non ſolvant.

ARTICULUS XIV.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas clementer reſolvit: Nè Regnicolæ à quibusvis Rebus, in Vicinas Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Hæreditarias Provincias inductis, vel abindè pro neceſſitate propria, & Domeſticorum ſuorum eductis, inducendisque vel educendis, Triceſimam ſolvant. Pro moderandis demùm Vicinarum Provinciarum Teloniatorum Exceſſibus benignè datâ Reſolutione, Statûs & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, gratias quàm maximas reponunt.

De Siccis, & non neceſſariis, etiam Fluvialibus Teloniis tollendis, Judæisque amovendis.

ARTICULUS XV.

Annuit benignè Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut ſtabilitô Budenſi Teloniô, tanquàm in Regia Reſidentia ab antiquô conſtitutô Comaromienſe, Albaregalenſe, & Caniſienſe Telonia, in Conteſtationem Cæſareo-Regiæ Suæ Clementiæ, & Contribuentium Incolarum Sublevamen, immediatè tollantur; Et præter illa, alia quoque omnia ſeu in Regiis, ſeu quorumcunque Dominorum Terreſtrium Bonis exiſtentia, ſicca æque, ac non neceſſaria, & Fluvialia etiam, ubi per Pontes non transitur, Telonia, unà cum Filialibus, non obſtante etiam antiquô uſu, vel Privilegiô, alioquin contra poſitivas Patriæ Leges ſubſiſtere non valente, multò magìs nec Privilegiô, nec antiquô uſu firmata, per Vice-Comites Comitatuum, penès legalem Exmiſſionem, finitâ Diætâ, ac ſub pœna Articuli 15. Anni 1715. immediatè tollantur: Contra refractarios verò, & hujusmodi Teloniorum Sublationem, & Judæorum amotionem non admittentes, in Conformitate Articuli 12. Anni 1566. Fisco-Regio, coram Judicibus Comitatenſibus, ſub pœna ibidem expreſſa agere liberum ſit: Articuli prætereà 15. Matthiæ Regis Decreti 2. 13. Anni 1566. 34. Anni 1625. & 91. Anni 1647. obſerventur, & quousque ad tenorem præcitati Articuli 91. Judæi, à quibuscunque Teloniis non amoveantur, eò usquè nemo in tali Loco Telonium ſolvere teneatur; Ab aliis verò, qui à ſolutione Teloniorum, Lege etiam Articuli 15. Anni 1715. immunes ſunt, nulla prorſùs Taxa ullibi exigatur; A proficiscentium verò pecoribus, in Communibus paſcuis, duo denarii à ſingulo pecore dietim, etiam tempore Nundinarum perſolvantur; à cujusmodi pecoribus, etiam ad Loca Nundinarum depelli ſolitis, & vel propter glaciem, aut ſiccitatem, per Pontes aut aggeres non transeuntibus, prout nec ad Molam, vel abindè progredientibus, vel Peditibus Itinerantibus, ullibi Telonium, ſub pœna violentiæ deſumatur; Nobiles autem, ſeu quæſtum exercentes, ſeu non, & ignobiles, à Telonii ſolutione immunes, ad accipiendum à Teloniatore pro pecunia potum in Teloniis, ſub præmiſſa pœna non adigantur; Granus, & alii Fluvii, contra Articulum 58. Anni 1659. non impediantur, ſed potiùs liber deſcenſus & quæſtus admittatur; Ac deniquè nè Naves vel Rates, ſub quocunque Titulô, aliaque materialia, vel res venales, in Portubus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Dominos Terreſtres, vel Locorum Quæſtores, aut Arendatores, aliosque quoscunque, objectô levi quoquô pretiô, aut aliter qualitercunque præemantur, aut occupentur; Pro juſto nihilominùs pretio Dominorum Terreſtrium, præemptione pro iisdem ſalvâ permanente; omnes denique cujuscunque generis & ſpeciei, & quandocunque, ſeu per Dominos Teloniorum, ſeu ipſos Teloniatores, aut quoscunque alios inducti, & contra tenorem poſitivarum Regni Legum patrari ſoliti Exceſſus, per Comitatus indilatè caſſentur & annullentur; Excedentes autem in præmiſſis, pœnâ violentiæ, vigore Legum Patriarum, contra eosdem ſtatutâ, puniantur; Contrabanda pariter per Teloniatores ſubindè facta, ante cognitionem Cauſæ per Dominos Terreſtres, tanquàm primam inſtantiam inſtituendam, ſub præmiſſa pœna, & damnorum ac expenſarum refuſione non diſtrahantur; Gravatis nihilominùs ad Comitatum recurrere integrum ſit; Sed nec Ruſtici, circa Confinia Pontes ædificantes & reparantes, contra Articulum 47. Anni 1609. ad Teloniorum ſolutionem compellantur. De reliquo Teloniorum Poſſeſſores, ſub pœna citatarum Legum, Pontes, Vias, & Aggeres reparare & conſervare teneantur.

De Cameræ Regiæ Hungaricæ Authoritate, & ſufferendis Arendatorum Exceſſibus.

ARTICULUS XVI.

Regiæ Cameræ Hungaricæ inſtructionem, ad normam Articuli 38. Anni 1569. & 18. Anni 1715. Sua Majeſtas Sacratiſſima ordinabit; quæ ulteriùs etiam cum Camera Aulica ſuam habebit Correſpondentiam; Bonorum & Proventuum Regiorum Exarendationes, quemadmodùm ab arbitrio Regiæ Majeſtatis dependent; ita Nationalium hoc in paſſu ſpecialis ratio habebitur; Ad præcavendos nihilominùs quosvis Arendatorum Exceſſus, Legibus & Conſtitutionibus Regni ſubeſſe debebunt.

De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis rectificandis, & reviſis effectuandis.

ARTICULUS XVII.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, ad humillimam Statuum & Ordinum inſtantiam clementiſſimè admittit, ut circa metarum inter vicinarum Provinciarum, & Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum Limites, hactenus peractæ, & nondum relatæ Commiſſiones, referantur, à benigna verò approbatione pendentes, quantocyùs ratificandas, approbatas autem & ratificatas, finitâ præſenti Diætâ, immediatè Executioni mancipandas, nondùm verò celebratas, æquè finitâ Diætâ, ſenſu Articuli 39. Anni 1715. & inibi citatorum peragendas, & concludendas, præviâque earundem relatione & Ratificatione, æquè Executioni mancipandas, benignè reſolvit; Quapropter in præmiſſum finem Commiſſarii denominantur: *Circa Auſtriam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Epiſcopus Nittrienſis Comes Ladislaus Adamus Erdödy; Comes Thomas de Nádaſd Sacræ Regni Hungariæ Coronæ Cuſtos; ac prætereà Palatinalis Prothonotarius, & Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarius Magiſter Franciscus Szluha; Joannes Sigray Tabulæ Regiæ Judiciariæ Aſſeſſor; & pro tempore conſtituti Poſonienſis, Sopronienſis, & Moſſonienſis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Moraviam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Comes Stephanus Koháry, Judex Curiæ Regiæ, & Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regiæ intimus Conſiliarius; ac loco Andreæ Körteſſy Epiſcopi Tragurienſis Senió confecti, Ladislaus Szörényi, Electus Episcopus Dulcinenſis; Item Comes Gasparus Eſterházy, & Michaël Révay Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, ambo Majeſtatis Suæ Sacratiſſimæ Conſiliarii, & loco demortui Andreæ Hunyadi, idem Magiſter Franciscus Szluha, Adalbertus Sándor, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Aſſeſſor; Gabriel Boſſány, & Paulus Prileſzky; ac Vice-Comites Comitatuum Nittrienſis & Trenſchinienſis. *Circa Sileſiam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Comes Nicolaus Illésházy Perpetuus à Trenchin, ejusdemque & Lyptovienſis Comitatuum Supremus ac Perpetuus Comes, Majeſtatis Suæ Sacratiſſimæ intimus actualis Conſiliarius, & per Regnum Hungariæ Aulæ Cancellarius; loco-

ANNO 1723.

locoque demortui Ladislai Pyber Episcopi Almisiensis, Joannes Okolicsányi, Electus Episcopus Novien sis, & Tabulæ Majestatis Suæ Sacratissimæ Prælatus; Magister item Franciscus Sigray, Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis & Consiliarii Prothonotarius, ac Georgius Paluska, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Christophorus Ugronovics, & Gasparus Hrabowski; nec non Trenschinien sis & Arven sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatûs Castriferrei Supremus Comes, & Majestatis Suæ Sacratissimæ Intimus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatinus, & alter Stephanus Zeke, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Juratus Assessor; nec non Castriferrei, Szaladien sis, & Simigien sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam ex parte Croatiæ & Carnioliæ:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Zagrabien sis Comes Emericus Esterházy, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Suæ Intimus actualis Consiliarius; Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Petrus Bakics Episcopus Bosnen sis, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Suæ Majestatis Consiliarius; Comes Joannes Csikuliny, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Branyug, Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Prothonotarius; Prætereà Georgius Czindery Varasdien sis, & Adamus Oresky Zagrabien sis, & Posegien sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agrien sis Comes Gabriel Erdôdy; & Comes Michaël Petheö, Comitatûs Zemplinien sis Supremus Comes, ac Joannes Szentiványi, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; Martinus item Szeleczky Vice-Judex Curiæ Regiæ, & æquè Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius; Magister Gabriel Kapi, Judicis Curiæ Regiæ Prothonotarius; & Emericus Máttyaosowszky, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Zemplinien sis, Sárossien sis, Unghen sis, Scepusien sis, Bereghien sis, & Ughocsen sis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Transylvaniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadien sis Comes Ladislaus de Nádasd; Illustrissimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & Comes Alexander Karolyi, Comitatûs Szatthmarien sis Supremus Comes, omnes Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii: Præfati Martinus Szeleczky, & Gabriel Kapi, ac Sigismundus Palugyay, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Szatthmarien sis, Biharien sis, Maramarossien sis, Mediocris Szolnok, Krasznen sis, & Zarandien sis Comitatuum Vice-Comites, ubique pro Interesse Suæ Majestatis Sacratissimæ, & Sacræ Coronæ, in præmissis, unô ex Consiliariis Cameræ Hungaricæ, & Causarum Regalium Directore, aut ejusdem substitutô, præsentibus: Qui quidem Commissarii hancce sibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciam, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Suam Majestatem Sacratissimam benignè denominandis Commissariis, præfixô superinde Terminô, elargiendisque necessariis Mandatis, modalitate in præmissis Articulis, & aliis ibidem citatis Legibus specificatâ, optato jam tandem effectui mancipare, & illa etiam, quæ seu ductu Articuli 23. Anni 1681. seu aliàs, & expost, peractâ Reambulatione, à finali duntaxat Sententiæ Executione dependerent, pro desiderata Statuum Consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione Controversias quoque inter Dominium Holics, & Moravos Gödingen ses, ratione 90 circiter Jugerum Terræ, à Dominio Holics avulsorum; Non secùs & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum Fluvii Muræ, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, revidere & determinare, ac pro benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ Ratificatione, effectui mancipanda referre possint, ac debeant: Intereà verò, omnia in statu quo ab utrinque maneant; Suprascriptos nihilominùs Commissarios Sua Majestas Sacratissima ad numerum, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benignè reservat.

De Prædiis impopulandis.

ARTICULUS XVIII.

Passim in Regno Prædia comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc Structuræ & Incolarum Habitationes conspiciuntur; Quorum Incolæ Portarum Connumerationem ingressi, juxta easdem, obtingens Contributionale in Comitatibus supportârunt, verùm & redire volentes, per Dominos Terrestres non admittebantur; Eapropter Sacratissimâ Cæsareâ & Regiâ Majestate clementer annuente, statutum est: Ut talium Oppidorum, & Possessionum ruralium, antehàc Portas ingressarum Incolæ, quandocunque dispersi, ad propria Habitationum suarum Loca redire, & Incolatum suum recipere volentes, per Dominos Locorum Terrestres (nisi eadem Loca intereà per alios populata jam fuissent, vel legalis Præscriptio interces sisset) sub pœna, contra Colonos profugos recipientes, & non restituentes statuta, per Magistratum Comitatensem, de Bonis similium Dominorum, redire volentes ejusmodi Subditos non recipientium, irremissibiliter desumenda, admittantur; Nevè Possessiones per desolationem Subditis diminutæ, ad præstandas antiquas Datias, ab integris Possessionibus præstari olim solitas adigantur, aut Subditi & Incolæ, ultrà ritè confectum Urbarium, à Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-Urbarialibus, minusque debitis Oneribus, cum dispendio Boni publici onerentur, in conformitate Articuli 101. Anni 1715. Magistratus Comitatenses invigilare, & Subditos ab Oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestres, Authoritate Magistratuali animadvertere debeant, & teneantur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. *Anni* 1715. *specificatorum, & præ manibus quorumcunque existentium, Instantibus Regnicolis, coram Tabula Regia, Justitia administretur, & usque ad decisionem Litis non distrahantur.*

ARTICULUS XIX.

Licèt quidem respectu Bonorum, è potestate Turcica vindicatorum, Prætendentibus & Jura sua comprobare volentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. provisum fuisset; Intuitu tamen demissæ hoc in Puncto repetitæ Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Instantiæ, Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut Prætendentes ratione talium Bonorum, in Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia Judiciaria, præsentibus duobus Consiliariis Cameræ Hungaricæ, priùs tamen Judicum Juramentô, & duntaxat pro Causis perpriùs Commissioni Neo-acquisticæ submissis, adstringendis, & sinè ulla prorsùs alias Causas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi consequentia, adeoque præcisè pro discussione talium Causarum vocandis & adhibendis, Jura sua prosequi & comprobare possint. Quas Tabula Regia Judiciaria, cum omni Authoritate & plena facultate, modalitate ejusdem Articuli, ex integro cognoscere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni mancipare possit ac debeat; Salvô nihilominùs Gravatis in hujusmodi Causis, ad Suam Sacratissimam Majestatem recursu; Directore Causarum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Causarum, modô hactenùs observatô, exesse debente: Non secùs, ut comprobatis Juribus suis, ipsi instantes, ad exigentiam repetiti Articuli 10. in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas in priori diuturno Bello Turcico pertulit, proportionatam Quottam conferant, & ea solùm Loca Neo-acquistica hîc intelligantur, quæ usque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salvâ pariter Fisco Regio legali Actione, contra, in Comitatibus eôdem Articulô denotatis Bona possidentes, permanente: Quòad Regnum autem Croatiæ, usque ad ulteriorem Suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem, beneficium præcitati Articuli 10. maneat.

De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regni Hungariæ Coronam spectantium.

ARTICULUS XX.

Siquidem Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, tam de eorum, quæ ab olim ad Regnum Hungariæ spectabant, quàm etiam in meditullio Regni existentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, stante adhuc præsenti Diætâ eum inituram se esse modum clementissimè resolvisset; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Petito experiri valeant; Cujus siquidem benignæ Resolutionis, propter temporis brevitatem, & necessariarum Dispositionum non effectuationem, participes reddi

ANNO 1723.

nequiviſſent; Ideò Eidem Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant; Ut præcitatus Articulus quantocyùs effectuetur, & præmiſſa Cameralia, ac Militaria Loca, inſtar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatuum Jurisdictioni, cum proportionato Onere indilatè ſubjiciantur.

De Militiæ Exceſſibus, & Regalibus ſufferendis.

ARTICULUS XXI.

Ut quòad Militiæ Exceſſus, Articulus 43. Anni 1715. exactè obſervetur, & Generalium aut quorumvis Commendantum, ſeu in Exactionibus Tributorum, ſeu ſic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quandocunque introductos, hôc quoque pacto ſemet Status & Ordines, Regiâ benignitate conſolatos eſſe ſentiant, eum inſtituendum ordinem benefata Sua Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit: Quò Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æquum, in Præſidiis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, ſimpliciter, & quantocyùs fieri poterit, tollantur, & caſſentur: Illa verò, quæ ſeu ex uſu antiquo, & continuatâ Conſuetudine, ſivè ex Conceſſione quapiam, per Generales, & Commendantes, in partem Salarii ſibi deberi prætenduntur, prævio ſuperindè inſtituendô Examine, & compertâ rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam clementer ordinandis, absque ulteriori Regnicolarum aggravio compenſentur. Quia autem ſtante præſenti Diætâ eatenùs ordinata in præſentia Dominorum Commiſſariorum Regiorum, cum Concurſu Statuum, & Conſilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commiſſio, finem ſortiri nequiviſſet; Ideo Status & Ordines, benignæ Regiæ Reſolutioni inſiſtentes, pro ejusdem, finitâ ſtatim Diætâ fienda continuatione, & benignæ Reſolutionis Regiæ effectuatione ſupplicant.

Ut Articulus 72. Anni 1715. de Auſtriacis, Styris, & aliis vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos poſſidentibus, effectuetur.

ARTICULUS XXII.

Ut finitæ, & Annis præteritis Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, ex parte Regni humillimè relatæ, in præcitato Articulo ordinatæ Commiſſiones quantocyùs effectuentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant.

De Generalatuum ad Confinia Translatione, & non neceſſariorum Præſidiorum evacuatione.

ARTICULUS XXIII.

Sub proximè præterita Diæta Status & Ordines Regni, Majeſtati Suæ Sacratiſſimæ humillimè ſupplicuerunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hoſteque naturali, ad remotiora propulſato, Caſſovienſis, Cis & Trans-Danubialis, Jaurienſis, Comaromienſis, Varasdienſis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longè ulterius, DEO propitiô, Termini extenſi haberentur: Hinc Status & Ordines Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, non ſolùm pro effectuatione Articuli 42. Anni 1715. ſed etiam non neceſſariorum Præſidiorum, juxta benignam ſuperindè elargitam Reſolutionem Evacuatione, humillimè ſupplicant.

Pro Reviſionibus Appellationum penes Dominum Comitem Palatinum, quà ſimul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.

ARTICULUS XXIV.

Benignè admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in conformitate Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad ſuprafatum Judicium Regium Septem-Virale, ſub Præſidio Regni Palatini, & ſimul Locumtenentis Regii, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælatis, & duo ex Magnatibus, & demùm quatuor ex Statu Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, pari cum præfatis Septem Viris Votô, & Salariô conſtituantur, ac ad Adminiſtrationem Juſtitiæ, æquali omnes Juramentô adſtringantur; Subſtitutione in locum legitimè abſentium, aut aliter impeditorum, usque dum per Regiam Majeſtatem, vel iidem Subſtituti pro actualibus confirmentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comiti Palatinô ſalvâ permanente; Hujusmodi autem Judices, intra tridui Spatium, ſub pœna Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adeſſe teneantur, niſi gravis infirmitas, vel legale quodpiam impedimentum eosdem excuſet. Prævio demùm modô comparentes, ſtatis horis, pro Cauſantium commoditate conſidere, & ad minùs undecim cum Præſide, ad ferendum Judicium continuò præſentes eſſe debeant: Abſente demùm quacunque legitima de Cauſa Regni Palatinô, Judex Curiæ Regiæ, de uſu etiam hactenùs obſervatô, præſideat.

ANNO 1723.

De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.

ARTICULUS XXV.

Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, ſenſu Articuli 10. Uladislai Regis Decreti 1. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum paſſim ſancitarum Legum, ſuperioribus quoque Sæculis, pro continuò celebrata fuiſſet; Magnô nihilominùs Cauſantium, & Juſtitiam ſitientium damnô, ad certa tempora reducta, ac vel maximè temporum injuriâ, Judicia interrupta extitiſſe comperirentur; Pro Juſtitia itaque, per quam Regna ſubſiſtunt, continuò adminiſtranda, Sua Sacratiſſima Majeſtas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria ſecundùm præſcriptum Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac ſuo in vigore, & integritate conſervandam, ac non niſi Feriis & Juriſtitiis demptis, ut pro continuò conſideat, Cauſantibusque, non obſtante aliquorum legitimâ abſentiâ (ità tamen, ut ad minùs Novem Judices Tabulares cum Præſide adſint) Jus & Juſtitiam adminiſtret, Juratosque ſenſu Articuli 8. Uladislai Decreti 4. pro neceſſariis functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia ſalariatos habeat, ſtatutum eſt.

De Cauſis ad Tabulam Regiam Judiciariam ſpectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Termino Evocationis.

ARTICULUS XXVI.

Licèt quidem Cauſæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitis Palatini; Defectuum item Seminis, Judicis Curiæ Regiæ Judicio ſubjectæ fuiſſent; Ad celeriùs nihilominùs, & exactiùs adminiſtrandam Juſtitiam, benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut quævis Cauſæ, tam videlicet prærecenſitæ, quàm & aliæ Tabulares, quoscunque Regnicolas, ac Fiscum etiam Regium activè, & paſſivè tangentes, in Tabula Judiciaria Regia (ſalvâ Parti ſuccumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ità tamen, ut in Cauſam attractis remotiùs habitantibus, quatuor ad minùs Quindenarum Terminus, & is quidem pro certa, & determinata die, nè Cauſantes, ob incertitudinem diei, quâ Cauſa eorundem levaretur, diutius cum gravi Expenſarum ſuarum profuſione exſpectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Cauſarum, ſicut hactenùs, ità impoſterum quoque condigna ratio habeatur, eædemque ante alias aſſumantur, & decidantur; Juris remedia eô usque durent, & obſerventur, quousque de iisdem, & Pœna temerè litigantium, in Emendatione Legum aliud non ſtatuatur.

De Tabula Banali.

ARTICULUS XXVII.

In Regnis pariter Croatiæ, & Sclavoniæ ſingulis Annis, exceptis Feriis, & Juriſtitiorum temporibus, ſtatôque ſuô locô, & tempore, per Dominum Comitem Banum, & univerſos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis ſub Præſidio Comitis Bani, aut eô abſente, & legitimè præpeditô, Locumtenentis, ſeu ejusdem Comitis Bani Vices-Gerentis (ad quam omnium Comitatuum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Cauſæ, per Viam Appellationis deducendæ erunt) celebretur, taliterque, & non ſecùs, more etiam hactenùs legaliter obſervatô, per Viam Appellationis, & Transmiſſionis in Tabulam Regiam, ac demùm etiam abindè in continenti, ex antiqua Conſuetudine,

ANNO 1723.

tudine, in Septem-Viratum, Cauſarum Appellatæ, earundemque Reviſiones legitimè deducantur.

Tempore Reviſionis, appellatarum Cauſarum procedentes Judices, & alii Intereſſati, etiam in Sedibus Judiciariis Comitatuum exeſſe debeant.

ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Cauſarum Reviſione ſtatuitur: ut ad conformitatem Articuli 8. Uladislai Regis Decreti 4. & Articuli 13. Anni 1557. Judices in Cauſis propriis, & Principalium ſuorum in Tabula Regia vertentibus: Non ſecùs & alii quoquò modò Intereſſati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Jurati Aſſeſſores, in Sedibus Judiciariis Comitatuum eſſe non poſſint, & poſt factam Cauſarum coram iisdem ventilatarum Relationem, ſub earundem Discuſſione exeſſe impoſterùm debeant.

De Feriis, univerſalibusque Juriſtitiorum Terminis.

ARTICULUS XXIX.

Pro Judicum, & Cauſantium Directione, ſervandoque debito ordine, Sacratiſſimâ Cæſareâ, & Regiâ Majeſtate annuente ſtatuitur: Ut Feriæ Nativitatis Domini, initium ſumant à Feſto Sancti Thomæ Apoſtoli, & durent ad Dominicam primam poſt Epiphaniam; Dein autem per ultimos Dies Bachanaliorum, usquè ad Dominicam primam Quadrageſimæ; Poſtea verò à Dominicâ Paſſionis (ut videlicèt Prælati, pro exequendis, iisdem hebdomadâ Sanctâ incumbentibus Functionibus, unà & reliqui Judices etiam, Devotionis Cauſâ adeſſe poſſint) ad Dominicam ſecundam poſt Paſcha; Inſuper per Hebdomadam Sacri Pentecoſtes, usquè ad Dominicam Sanctiſſimæ & Individuæ TRINITATIS: Juriſtitium verò Meſſis, à Feſto Sancti Ladislai Regis Hungariæ, usquè ad Feſtum Sancti Stephani: Vindemiæ autem à Feſto Sancti Michaëlis, usquè ad Feſtum Sancti Martini Episcopi: De reliquo præter præmiſſa, prævio modò univerſaliter obſervanda Juriſtitia, adhuc triginta dies ante Diætam, & ſub toto Diætali decurſu, juxta Articulum 49. Anni 1655. & Articulum 12. Anni 1507. usquè ad reditum Nunciorum; Non ſecùs & omnes Dominici, juxtaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. à Sancta Romana Eccleſia, in Foro Fori celebrari ſoliti; Feſtorum & Rogationum etiam dies; nec non tempore Inſurrectionis Generalis, pro univerſalibus Juriſtitiis, antiquâ Regni Conſuetudine exigente, imposterùm quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judiciariis obſervanda venient, quæ Juriſtitia, ſenſu Articuli 70. Anni 1618. (præter ſolas Cauſas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

De Tabularum Diſtrictualium Erectione, & Perſonis ad easdem adhibendis.

ARTICULUS XXX.

Siquidem pro celeriori, ac exactiori Juſtitiæ adminiſtratione, & à multis Annis intermiſſorum Generalium æquè, ac Brevium Judiciorum celebratione, Talium Bulâ Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regia, exceptis Juriſtitiorum temporibus perpetuò celebranda veniret, ibidemque Protonotarios ex muneris ſui exigentia, ſenſu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & tenore Articuli 38. Anni 1559. continuò ſine exceptione intereſſe oporteat, nequè iisdem de dictamine hujus Articuli alter ſubſtitui valeret; Hinc abrogatò antehac per eosdem in Partibus exercitò Proceſſu; Nè Cauſantes in Cauſis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale hactenùs reſpicientibus, beneficiò adminiſtrandæ Juſtitiæ deſtituantur, ſecundùm benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ mentem & intentionem, Subalternæ Tabulæ, in quatuor Regni Diſtrictibus erigendæ decernuntur: Quorum ſingulæ unà cum Præſidibus, ex quinque Perſonis Nationalibus, in Regno benè poſſeſſionatis, ac Juris Patrii exactam Notitiam, æqualemque Activitatem judicandi habentibus, Judicum Juramentò adſtringendis conſtabunt, à quibus Sententiæ ad Tabulam Regiam Judiciariam Viâ Appellationis transmitti, abindeque appellatæ ad Septem-Viralem referri debebunt: Prætereà pro litigantium Allegationibus, modò hactenùs obſervatò, coram Judicio ad Calamum excipiendis, perlegendis, conficiendâque, & publicandâ Sententiâ, & ſucceſſivè redigendis Proceſſibus, adhuc unus in ſingulis Tabulis Juratus Notarius, Juramentò Notariorum Sedis obligandus, ſinè Voto, & quatuor Jurati, ac ex his unus Expeditor cum ordinario Salario; Alii porrò Jurati cum Adjuta, pariter Juratorum Notariorum Sedis Juramento adſtringendi, adhiberi valebunt; Ad præcavenda porrò quælibet impedimenta, Juſtitiæ adminiſtrationem, ejusdemque celeriorem curſum remorantia, hactenùs quoque per diverſa Præceptoria Mandata plurimùm cauſata, eædem Tabulæ Diſtrictuales, penes ſolas Actiones, iisdem exhibendas, & cum ſufficienti, Quis? Quid? coram quo? quo Jure petatur? & à quo? Declaratione expreſſandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione neceſſariæ Comparitionis, Stylò conſuetò per ſupradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariæ Cis-Danubianarum Diſtrictualis Tabulæ Judiciariæ Præſes, & cæteri Aſſeſſores, Nominisque ſui appoſitione ſubſcribendis, Sigilloque Regis cum Inſcriptione: Sigillum Diſtrictualis Tabulæ Judiciariæ Partium Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Diſtrictuum præferente, iisdem concedendo muniendis, & expediendis, unà cum reliquis accluſis, & appoſitâ Lectâ includendas, ac per ſupraſcriptos Juratos, vel pro Sumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, ſeu duos Juratos Aſſeſſores illius Comitatûs, ubi in Cauſam attractus reſideret, vel Bona quæpiam hæberet, exhibendis, ergaque fidedignas ſuper earundem Exhibitione Teſtimoniales, procedant, ultra quos penes ſingulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pauperibus, mediis deſtitutis, gratis aſſiſtere obligabitur; tàm hic, quam etiam alii, conſuetò Advocatorum Juramentò adſtringendus.

ANNO 1723.

De Loco Tabularum Diſtrictualium, Celebrationeque Judiciorum.

ARTICULUS XXXI.

Ut porrò Cauſantium etiam Expenſis, & commodiori Juſtitiæ conſecutioni conſulatur; Pro *Comitatibus*, ſine præjudicio Ordinis eorundem ab infra denominandis, *Diſtrictûs Cis-Danubiani*, Poſonienſi videlicet, Nittrienſi, Trenchinenſi, Barſienſi, Neogradienſi, Hontenſi, Peſtienſi, Strigonienſi, Zolienſi, Thuroczienſi, Lyptovienſi, & Arvenſi, Locus Tabulæ, *Liberæ Regiaque Civitas Tyrnavienſis*. Pro *Trans-Danubianis Comitatibus*, nempè Sopronienſi, Caſtriferrei, Szaladienſi, Comaromienſi, Sümeghienſi, Jaurienſi, Albenſi, Weszprimienſi, Moſſonienſi, Tolnenſi, & Baranyienſi, *Libera Regiaque Civitas Ginzienſis*. Pro *Cis-Tybiscani Diſtrictûs Comitatibus*; Abbaujuvarienſi videlicet, Zemplinienſi, Saároſienſi, Ungenſi, Scepuſienſi, Gömörienſi, Heveſſienſi, cum exteriori Szolnok, Borſodienſi, & Tornenſi, *Libera, Regiaque Civitas Eperieſienſis*. Pro *Comitatibus verò Transtybiſcanis*, Szattmárienſi, Szabolcſenſi, Bereghienſi, Ugocſenſi, Biharienſi, Cſanadienſi, Cſongradienſi (quorſùm & Bachienſis, ac Bodroghienſis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorſùm etiam reliqui Comitatus nondùm incorporati (quamprimùm reincorporati fuerint) ſpectabunt, *Magno-Varadinum*, denominantur, inibique continuò, exceptis Feriarum, Juriſtitiorumque temporibus celebrari, & præmiſſi Judices iisdem, omnibus contiguandorum Judiciorum temporibus intereſſe, Cauſasque de Bonis, in eorundem Diſtrictu exiſtentibus, & Acquiſitioni Actorum ſubſtratis, non verò aliarum Tabularum Jurisdictioni ſubmiſſis, judicare; Si autem Bona Diviſioni, vel Acquiſitioni ſubſtrata, in diverſis Diſtrictibus ſituarentur, in quo Caput Bonorum, vel eôdem non exiſtente, potior pars eorundem adjaceret: Pariter & in Liquidis, univerſa Bona, obligationi ſubmiſſa habentibus, idipſum obſervare, aut certis & determinatis Bonis obligatis exiſtentibus, tenori Obligatorialium ſemet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi verò Tabularum Præſidem ægrotare, aut aliter legitimè impeditum, ac abſentem eſſe contigerit, in ejusdem abſentia, Præſidis Officiò primus Aſſeſſor fungatur; Ita tamen, ut occaſione unius, vel alterius legitimæ abſentiæ, ad minùs tres intereſſe, & pluralitatem Votorum obſervare debeant; Dùm porrò quatuor eſſe contigerit, Votaque bifariam dividerentur, cui Parti Præſes, vel eôdem legitimè impeditò, & abſente, Subſtitutus adhærebit, pro concluſivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Succeſſivè verò juxta Aſſeſſoratûs ſenium conſidebunt, & demor-

ANNO 1723.

demortuis, vel aliò avocatis ſubſtituendi, poſt Seniores ſequentur: Extra quos convocati Partium, ampliùs in Judicio non adhibebuntur. Præſidem & Aſſeſſores, prout & Notarium Diſtrictualium Tabularum, Sua Majeſtas Sacratiſſima, & nunc, & in futurum denominabit; Expeditorem verò, & reliquos ſubalternos, Præſes cum Conſilio, ex pluralitate Votorum determinabit. Qui prævio modò ſpecificati Comitatus, ſine præjudicio Seſſionum Diætalium, ſtante hâc Diætâ (ſi fieri poterit) determinandarum apponuntur; Loca autem pro præattactis Tabulis denominata, re, & neceſſitate ferente, immutandi, & præattactas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majeſtas Sacratiſſima facultatem ſibi benignè reſervat.

De Terminorum Præfixionibus, Cauſantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

ARTICULUS XXXII.

In præfixionibus porrò Terminorum Judices Tabularum Diſtrictualium, aliique Comitatenſes, Articuli 23. Anni 1613. habitâ Loci à quo, & ad quem, non minùs etiam antiquitatis, & vetuſtatis Cauſæ, ex Prædeceſſoribusque in Cauſam attractos fieri ſolitæ Condescenſionis, & Productionis, præſertim in facto alieno Literarum, Literaliumque Inſtrumentorum, aut peragendarum Inquiſitionum reflexione; Non ſecùs & quoàd Terminorum Extenſiones, Articuli 32. Anni 1681. rationem habere: In Cauſam attracti verò, prout certificati fuerint, ità etiam in conformitate Certificationis comparere; ad perſonaliter porrò comparendum evocati, & in acceſſu taliter non comparentes, pro ità comparentibus declarari. Meritò nihilominùs Cauſæ exigente, tali Declarationi Judiciariam erga Deliberationem ſatisfacere tenebuntur; Quibus prævio modò citatis, pro Comparitione, occaſione primæ Levatæ cedet tota Dies, adeoque Judices, ad eandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam, ante Solis occaſum, pariter & in concurſu plurium Cauſarum, etiam horis pomeridianis conſideant, Cauſasque juxta Seriem, & earundem antiquitatem revideant; Cauſæ nihilominùs Pauperum, ante alias levandæ, & discutiendæ, Allegationesque tempore ejusmodi Cauſarum concurſûs, etiam extra Conſeſſum, non tamen extra Domum Judiciariam, per Juratos excipiendæ venient. Quia autem Cauſantes perſæpè exundationibus Aquarum, Infirmitatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59. Partis 2. expreſſis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquiſitione convinci, Bonaque taliter Convictorum Executioni mandari aſſolerent; Hinc ulteriùs ſtatuitur, ut contra eò modò Convictos, & in Loco Judiciorum non viſos latæ Sententiæ, ad decimum quintum usquè Juridicum diem non exequantur: Quibus intereà temporis advenientibus, & ſufficientem, legalemque non Comparitionis rationem aſſignantibus, nullò propterea onere gravabuntur, ſed Proceſſus ſinè ulteriori Certificatione continuari, nullâvè abſentiæ legali ratione aſſignatâ, illicò unà cum Expenſis moræ, Parti Triumphanti refundendis, per Aſſeſſores, alternativè ad Judiciariarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Diſpoſitionem) adhibendos, de Bonis in Diſtrictu Tabulari exiſtentibus, Executioni mandari, iisdemque Convictionem non adæquantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Diſtrictu reperiendis, penes debitas Transmiſſiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, ſenſu Articuli 31. Anni 1659. ſuppleri debebit; Denominatione in ſimilibus, & aliis Caſibus, pro ratione eorundem, penes Convictum permanente.

De Oppoſitione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, novoque Judicio, & Transmiſſionalibus, ac Cauſarum ſub Litis pendentia exiſtentium Continuatione.

ARTICULUS XXXIII.

Ad coërcendam porrò Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque turbandis Judiciariis Executionibus, vel verò Bonorum jam judicialiter executorum propriâ authoritate fiendis violentis reoccupationibus, hactenùs ferè ſibi impunè vendicatam licentiam, Articulus 31. Anni 1681. ulteriùs quoque obſervabitur, qui ad Juridicam Repulſionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judiciariæ Sententiæ per novum Proceſſum corrigi, emendarique permitterentur; Ad compendiandas proindè Cauſantium expenſas ſtatuitur: Ut ſimplici novò Judicio uti volentes, ſinè omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem, Cauſam ſuam reſuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, non niſi penes Mandatum proſequi poſſint. Demùm ad Partium appellantium Inſtantiam, Transmiſſionales Stylò Comitatenſi expediri, & prævio Præambulo: *Sacratiſſimo Principi, &c. Tabula hæc Diſtrictualis ſubalterna Judiciaria Diſtrictûs T. Majeſtati Veſtræ Sacratiſſimæ humillimè repræſentat &c.* Poſteaque tota Proceſſûs Series cum univerſis Productis inſeri: Allegationesvè utriusque Partis, à Linea; Deliberatio porrò majori characterе describi, intervenientesque ne fors correctæ, cum vocum in Judicio correctarum facta expreſſione apponi: Subſcriptio autem, & Sigillatio, modò in Certificatoriis præſcriptò obſervari debebit. Ut porrò ex Sententiarum per diverſos Judices latarum Relatione, aut verò ex earundem Transmiſſione facilè emergibiles Confuſiones evitentur, Sententiæ & Deciſiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per Eosdem intra Menſem exequantur, & ſimul, ſi defectus quispiam in Executionibus hactenùs factis interveniſſent, compertâ rei Veritate corrigantur; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, pariter per Eosdem ad Tabulam Regiam Judiciariam, ut ibidem more hactenùs conſuetò, ſub nomine Principalium ſuorum referri poſſint, transmittantur: Sub Litis nihilominùs pendentia exiſtentes, prævia talium ad Tabulas Diſtrictuales pro Cauſarum ratione legali derivatione, per easdem continuentur.

Series Cauſarum purè ad Tabulas Diſtrictuales pertinentium.

ARTICULUS XXXIV.

Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Cauſas Protonotariales à Comitatenſibus diſtingueret; Tabulæ verò Diſtrictuales loco Judicatûs Protonotarialis conſtitutæ eſſent, & per conſequens illæ ipſæ Cauſæ, quæ hactenùs per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Diſtrictuales impoſterùm judicandæ venirent; Ideò usquè ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Diætâ jam ad finem vergente, appellabilitate, vel non appellabilitate Cauſarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines ſubmiſſis, Judicatuque & Foro Comitatenſi, prout & Liberarum, Regiarumque Civitatum in ſuo eſſe, usquè ad proximè ſubſecuturam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabularium, quàm Comitatenſium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum, pro ratione moderni temporis, & Circumſtantiarum limitabuntur) & uſu hucusquè continuato relictis, omnes illæ Cauſæ in præmiſſo Articulo 28. comprehenſæ, & hactenùs per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Diſtrictualium ſubjacebunt; Et omnes Cauſæ Appellabiles, tam in Tabulis Diſtrictualibus, quàm Comitatibus, intra Dominium appellentur & transmittantur; exceptis Cauſis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28. Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus obſervari debebit.

De Plenipotentialibus, & Procuratoriis, ſub Sigillo Comitatuum emanandis.

ARTICULUS XXXV.

Pro compendiandis Sumptibus & miſerorum Sublevatione, Sacratiſſimâ Cæſareâ Regiâque Majeſtate annuente, ſtatuitur; ut Plenipotentiales, & Procuratoriæ, ſive in Sedibus Judiciariis, ſive Generalibus, aut Particularibus etiam Comitatuum Congregationibus factæ; Sivè verò coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Jurato Aſſeſſore celebratæ, & per Eosdem relatæ, ſub Sigillo Comitatûs extradari, & ubique Locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judiciis pro Authenticis haberi debeant, generaliterque emanatæ, intra Annum; Ad hanc autem vel illam Cauſam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotentiales, prout nimirùm emanaverint, & celebratæ fuerint, ità quoque conſiderandæ; Prout & Cauſâ Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra

ANNO 1723. extra idem existentium, juxta Articulum 14. Uladislai Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigorosis habendæ venient, ac non nisi ad notitiam Partium interessatarum, in quibuscunque authenticis Locis revocari poterunt.

De Modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.

ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nominis ex Literis Procuratoriis exmissionem, Causantes, quem vellent, adhibere nequirent, adeoque sæpiùs damnificentur; Ideò ad evitandas ejusmodi Damnificationes consultum censebatur, ut à modò deinceps, in Literis Procuratoriis, hæc quoque Clausula apponatur: Et alios in Regno Juramentô adstrictos Præsentium Exhibitores. Cujusmodi Procuratoriæ ubique in Judiciis robur sortiantur firmitatis. Et tametsi Procuratoriæ ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causæ, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigorosis habebuntur.

De Causarum legaliter institutarum, & quomodocunque impeditarum ulteriori Promotione.

ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Intentionem, universa, & quælibet Judicia continuò celebranda veniant, & Causantes quomodocunque impediti, celeriorem & exactiorem Justitiæ administrationem consequi debeant; Ideò ex benigno ejusdem Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur; Ut universæ, & quælibet Causæ, tam in Foro Sæculari, quàm etiam Ecclesiastico legaliter institutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propterea sub Litis pendentia existentes, coram Judicibus suis competentibus, ad quos spectare dignoscuntur, servatis de Jure servandis, revideri, & continuari possint.

De Advocatis.

ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fusas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrescant, & per id Sumptus augeantur, & Causæ protrahantur, statutum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non nisi depositô priùs consuetô Juramentô, quàm brevissimè, modôque antiquitùs observatô, ac finè multis ambagibus, inutilibusque deductionibus, cum moderatione allegent, magis Legibus & Rationibus, Legi convenientibus, quàm verbis insistant: A frivolis Exceptionibus abstineant; Secùs, seu ejusmodi profusas Allegationes, seu ultra tres à modò deinceps inducendas Exceptiones, reliquas quibusvis Judicibus præscindere incumbet: Qui Advocati de Quotta Litis, & parte Acquisitionis, cum Causantibus convenire non poterunt; Occasione autem Limitationis Eorundem Salarii, in Processibus Causarum per Judices fieri solitæ, idem à modò etiam deinceps, habitâ tamen Advocatorum Experientiæ, habilitatis, & insumpti ac insumendi Laboris debitâ ratione, Judices conscientiosè limitabunt.

De Capitulis & Conventibus, Eorundemque Officio, & Personis adhibendis.

ARTICULUS XXXIX.

Ad avertendos quoscunque in Expeditionibus Capitularibus & Conventualibus, hactenus quoque in nonnullis Locis Credibilibus observatos defectus statuitur: Ut pro Judiciariis Executionibus, aliisque in Articulo 43. & 44. Uladislai Regis Decreti 3. denotatis Functionibus peragendis, ad Capitula idoneæ Personæ, juxta Articulum 67. Uladislai Decreti 4. assumantur, quæ ad tenorem Legum Regni exmittantur, ejusmodique Exmissio, Mandato Executionali, eum in finem ad locum Credibilem directo, Annus item, dies, & Mensis, cum Exmissorum Nominibus superinscribatur, & per alias duas Capitulares, vel Conventuales Personas subscribatur, & ità Exmissi ad Præscriptum Legum procedant. Ac ut Conventus, præmissas, iisdemque vigore prædictarum Legum competentes Functiones prævio modô peragendas obire valeant, ad minùs quinque Personas, sensu Articuli 41. Anni 1552. æquè ad publica Regni, in præmissis Articulis denotata Servitia idoneas, intertenere obligantur; Secùs Diœcesanus Loci, vel Archi-Episcopus, ejusmodi Personas supplere, & de Eorundem Subsistentia, instar aliorum Conventualium, de Bonis talis Conventûs providere possit; Qui Capitulares, & Conventuales, unà cum Prælato, seu Superiore, Juramentum solitum deponere, & tenore Articuli 50. Anni 1559. nec non 10. Matthiæ Regis Decreti 6. sub eodem omnes omninò, cujuscunque demùm Speciei Executiones peragere; Et in Inquisitionibus de verbo ad verbum singulorum Attestationem scribere, earundemque Relationes de Scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut Capitulorum, vel Conventuum Juratum improtocollentur. Universæ demùm Expeditiones, in Capitulis & Conventibus conservandæ, præter Referentes, etiam per Lectorem, aut Eôdem absente, vel in Conventibus non existente, per aliam Capitularem Personam, vel verò Conventuum Superiorem; Non secùs & authenticè extradandæ, cum Nominis proprii appositione subscribantur, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, sensu præcitati Articuli 44. Uladislai Decreti 1. Nomina Capitularium, & Fratrum Conventualium in fine quarumlibet Literarum, à modò deinceps semper inserantur; Et si easdem Expeditiones in Voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscribentem hujusmodi correctæ Voculæ specificè denotentur, & antequàm extradentur, coram Capitulo, vel Conventu omnes Expeditiones perlegantur; Regii pariter, & Palatinales, ac Banales, in Statutionibus verò Bonorum Prædialium, per Archi-Episcopos, & Episcopos conferri solitorum, etiam Archi- & Episcopales Homines, universas Relationes, æquè sub Corporali Juramento, coram Locis fide dignis facere, easdemque cum Specificatione Anni, Diei, & Mensis, propriis manibus subscribere obligentur; Ita subscriptæ rursus ad minùs duarum Capitularium, vel Conventualium Personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum reponi debebunt. ANNO 1723.

Juramentum Capitularium, & Conventualium Personarum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctissimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quod ad Officium meum Capitulare, vel Conventuale, Fidedignitatemque Capitularem vel Conventualem pertinebit, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ postpositis, & remotis, tam in Capitulo, vel Conventu, quàm etiam in Partibus extra Capitulum, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciam: Legibusque Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Personis, Eorundemque Officio, hactenus, statutis, & statuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Consuetudines observabo; Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

Juramentum Regiorum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Episcopalium Hominum post Executionem deponendum.

Ego T. Juro per DEUM vivum & ejusdem Genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in Executione, & negotio mihi vigore præsentium commissô, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicèt, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ postpositis, & remotis, fideliter processi, proutque res facta, & executa est, æquè fideliter refero. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Testimoniis Capitularibus, & Conventualibus ad Executionem emittendis.

ARTICULUS XL.

Pacificatâ jam tandem Hungariâ, instauratisquè ad formam immediatè præcedentis Articuli, in eodemque citatorum, instaurandis Capitulis, & Conventibus, pro faciliori, & minori cum sumptu peragendarum quarumlibet

ANNO 1723. libet Executionum, celebrandarumque Faſſionum commoditate, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ clementer annuente, decretum eſt: Ut ceſſante ratione, ob quam tenore Articulorum 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigonienſi, & Agrienſi Capitulis, illi quidem per totum Regnum, huic autem in remotioribus Trans-Tybiscanis Partibus admiſſum fuiſſet Executiones peragere, à modò verò deinceps, ut omnis fraus, & quorundam Regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora Capitula, & Conventus Subterfugia præcaveri poſſint; Præmiſſa Capitula, & Conventus pro Regnicolarum commoditate, & neceſſitate, Executiones & munia Obligationum ſuarum, in Locis Comitatibus proximioribus, ità & Diœceſibus, in quibus ſita habentur, modalitate Articuli præcedentis Executiones faciant, usque dum per Emendationem Legum, Claſſificatio Diſtrictuum elaborari valeat, & ubi quod Capitulum vel Conventus procedat, ſuperindè provideatur.

Ne Capitula & Conventus per ſe, & pro ſe Faſſiones celebrare poſſint.

ARTICULUS XLI.

Cum autem nemo ſibimet Teſtimonium dare poſſit; Hinc Capitula quoque & Conventus, ad reddendum aliis de rebus coram iisdem geſtis fidedignum Teſtimonium ordinata haberentur, & in concreto, unà cum Præpoſito, aut Abbate, vel in Conventibus Priore, & reliquis Columnis, Credibilis Loci Teſtimonium efficerent, adeòque in rebus eorundem Capitulorum, & Conventuum communibus, & propriis (exceptis Procuratoriis, formalitate Tituli 13. Partis 2. emanari ſolitis, ac Plenipotentialibus, vigore præſentis Statuti, pro iisdem admiſſis) coram ſemetipſis nullas Faſſiones, Jura eorundem Poſſeſſionaria, aut res quascunque tangentes, & à fortiori Tertii involventes, celebrare ſub nullitate earundem valebunt. Quas Plenipotentiales prævio modò celebrandas, nonniſi coram aliis authenticis Locis revocare poterunt; Cujusmodi revocatio, ad Acta penes tales Plenipotentiales quoquò modò celebranda, nullò modò extendatur.

De Expeditionibus per Judices Regni Ordinarios, Capitula, & Conventus erga Requiſitoria à modò deinceps extradandis.

ARTICULUS XLII.

Tametſi ſenſu Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti, Literæ & Literalia Inſtrumenta ex Capitulis, vel Conventibus, ad Mandata Requiſitoria reinveniri, & extradari ſolita, ſi Originales inibi extiterint, robur ſortiantur firmitatis; Attamen experientiâ notum rederetur, plurima quoque Fragmenta & nudas Signaturas, omni authenticatione deſtitutas, ſed nec improtocollatas, inter alias authenticas Literas hinc indè ſparſas in Locis Credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propterea magnas inter Partes de talium Literarum firmitate Controverſias intervenire ſolere; Ad evitandas proindè qualescunque inconvenientias, Juſtitiæ conſonum cenſetur; quatenùs in ejusmodi Expeditionibus penes Requiſitoria ex Locis authenticis extradandis, per expreſſum hoc etiam apponatur: *Quòd prævio modò extradatæ Literæ, ſeu in Originalibus, ſeu in authentico Protocollo, aut tantummodò inter fragmenta, & Signaturas, ſine ulla Protocollatione, vel qualicunque demùm Authenticatione repertæ fuiſſent*; Ut eâ modalitate authenticæ Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeòque legitimæ à minùs probantibus per Judices faciliùs discerni valeant; Per talia porrò Capitulorum, vel Conventuum Tranſumpta, quorum Originalia præfuiſſe, verùm deperdita extitiſſe, ſub fidedignitate propria, Capitula, vel Conventus recognoscerent, Præexiſtentia quidem, & earundem ammiſſio ſufficienter probabitur; Jus verò & res in iisdem contenta, nullatenùs per eadem ſolidabitur: ſiquidem dictante hôc Titulô, ad Juris probationem Originales Literæ requirerentur: Imò & tales ſufficerent, quorum Originale, & primævum Inſtrumentum in Locis authenticis præexiſteret: Cujusmodi Inſtrumenta in Locis Credibilibus celebrata, & etiam ſuper qualibet Executione per eadem peracta, Relatorias Partibus Contrahentibus, Evocatis, Admonitis, Proteſtantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Statutis, & Reſtatutis, Inquiſitisque, & Inquirentibus, eorundemque Succeſſoribus, taliterque Intereſſatis, ſeu jam Evocantes, vel Statuti, aliique ex una parte ſtantes, eadem exceperint, ſeu nondùm iisdem extradata fuerint, intra Anni ſpatium ſinè Requiſitorio extradare, hactenùs quoque obligati, impoſterùm ſemper ſub pœna refuſionis damnorum extradare tenebuntur; Et cùm ex Obligationibus mutui, coram Capitulis, vel Conventibus contracti, plurimæ incommoditates inveniantur interveniſſe, dum ſimiles Partibus contrahentibus extradatæ, factâ ſucceſſivè ſinè ſcitu Capituli exſolutione, Creditoribus reſtituerentur quidem; Aſt manente in Conſervatorio Originali, ſæpiùs, & poſt longum tempus, ſubindè ab ipſomet Creditore, vel Ejusdem Succeſſoribus, penes Requiſitorium exceptæ, rurſùs talè Debitum à Succeſſoribus Debitorum, fors exſolutionis ignaris prætenderetur; Hinc decernitur: Ut in ſimilibus Caſibus, quemadmodùm Obligatio ad exſolvendum apponi aſſoleret, ità Debitor aliter exſolvere non teneretur, quàm ut ſecutâ Solutione, eandem tali Capitulo, vel Conventui inſinuare, & iidem, Minutæ Contractuali Exſolutionem factam ſuperinſcribere, ſub pœna refuſionis Crediti debeant. Et hoc idem in præmiſſis, de Requiſitoriis, per ordinarios etiam Judices, eorundemque Protonatarios expediri ſolitis intelligatur; Et Expeditiones hactenùs, etiam erga Requiſitoria emanatæ, necdum tamen in Judicio productæ, & discuſſæ, non ſecùs, quàm modalitate hôc Punctô ſtatutâ, & præscriptâ expeditæ, pro authenticis impoſterùm habeantur. ANNO 1723.

De Literis, etiam aliorum Jura reſpicientibus, ex Locis Credibilibus cum tota ſerie extradandis.

ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignosceretur; Quòd Capitula, & Conventus de Bonis eorundem propriis ſonantes etiam antiquiſſimas Literas habere experiantur; Ad Archi- & Episcopatus verò pertinentes, & Bona Sæcularium Familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas reperiri; Cùm tamen horum æquè ac ſua, ſub ſecura Cuſtodia conſervare tenebantur; Prætereà nequè ad Mandata Judicum Regni ordinariorum, Literas in iisdem Capitulis, vel Conventibus emanatas extradare vellent, quæ Jura Capitulorum, & Conventuum, aut Episcopatuum quoquô pactô attingerent, licèt eorundem propriæ vel non eſſent, vel aliquid, ceu contra eorundem Bona, ſeu in propriis eorundem Literis pro Sæculari Statu quidpiam favorabilius contineretur, aut verò de adminiſtranda Juſtitia, vel damno Proximi evitandò ageretur, & per id multorum malæ fidei Poſſeſſio, aliorum verò optima Jura eluceſcere nequirent. Quare hoc in Puncto etiam, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut ejusmodi quoque Literæ in tali Capitulo vel Conventu emanatæ, præ quorum manibus reperirentur, ad ſenſum Legum, ſub pœna in iisdem ſtatuta, fideliter, & ſub Juramento, per Fidedignitates deponi ſolito, & debente, Partibus petentibus ad Mandata Requiſitoria extradentur; ſi verò ex aliis Credibilibus Locis emanatæ fuiſſe, & Jura etiam aliorum tangere comperientur, in loco nihilominùs, ex quo emanâſſent, non reperirentur, tali in Caſu cum eodem Credibili Loco authenticè communicari & abindè æquè ad Mandata extradari debebunt.

De Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ Reſtauratione.

ARTICULUS XLIV.

Conſideratis prætereà Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, tum ipſâ peculiari vetuſtate, tum etiam ejusdem Sacri Ordinis meritis, ex quo idem Conventus jam à multis retroactis Annis Executiones ſolitas facere ceſſaverit; Ideò eundem Conventum Regnicolæ cenſent, & impoſterùm Executiones, Expeditionesque ſub reproducto coram Regni Statibus ejusdem antiquo Sigillo, per eum fieri poſſe ſtatuunt; Ità tamen, ut Dominus Archi-Abbas, Perſonas Conventuales ad minimùm quinque, corporali Juramentô in forma annexa adſtrictas, plenô numerô, Notariumque idoneum continuè habeat, ſeque una cum Conventu ad inſtar aliorum Locorum Credibilium, Legibus Regni conformare teneatur; Id quod reſpectu reliquorum quoque Credibilium Locorum, in Functionibus ſuis procedentium, & prævio modô nondum reſtauratorum, cùm in ordine ad præſtandum Juramentum, tùm verò quoàd Perſonas, modalitate Articuli præcedentis 39. extenſum intelligitur.

Formula

ANNO 1723.

Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventûs ejusdem, ac aliorum Priore, vel Præpoſito.

Ego T. Sacri Montis Pannoniæ Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Suâ Sacratiſſimâ Cæſareâ, & Regiâ Majeſtate benignè annuente Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, per Inclytos Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in præſenti Generali Regni Diæta congregatos, rurſùs ad Fidedignitatem Conventualem antehac exercitam, ſed injuriâ temporum intermiſſam reaſſumptus, & priori Conventuali Fidedignitati Articulariter reſtitutus eſſet. Ob hoc juro per DEUM vivum, Beatiſſimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quòd univerſa & quælibet Acta, coram me, ac eodem Conventu, & Teſtimoniis ejusdem fidedignis, per quoscunque celebranda, juſtè, & fideliter excipiam, improtocollari, & conſervari faciam, eademque, & talia modô prævio, in quacunque demùm materia; ſeu ſucceſſivè celebranda, ſeu jam ab olim in eodem Conventu celebrata, & reperibilia, juſtè, verè, & genuinè, ſinè ulla prorſùs diminutione, vel augmento aliquali, Partibus celebrantibus, aliisque Intereſſatis, etiam ad Mandata Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, & Judicum Regni ordinariorum, perque eorundem Magiſtros Protonotarios expediri ſolita extradabo ſub Sigillo ejusdem Conventûs antiquo, & uſitato, ex Conſenſu Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Regni renovato, quod nunquàm immutabo, fideliterque conſervabo; Deniquè in omnibus Executionibus, & Regni Functionibus, Fidei meæ, & dicti Conventûs Fidedignitatibus commiſſis, & committendis, in ipſo Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cujusvis Perſonæ, Divitis ſcilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiô, favore, amore, timore, odiô, & complacentiâ poſtpoſitis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Perſonis, eorundemque Officio hactenùs ſtatutis, & impoſterùm ſtatuendis, me accommodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas Conſuetudines obſervare, & per conſtituendum, & ſemper adjurandum Juratum Notarium obſervari facere obligabor; Et ſi quæ Acta Publica, vel Privatorum Inſtrumenta, in aliis Credibilibus Locis ab olim emanata, in Archivo dictæ Archi-Abbatiæ reperientur, eadem, & talia, juxta Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Dispoſitionem, Perſonis ad id deputatis fideliter reſignabo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Archivo Regni inſtituendo, & de aliorum Literis, ex Cameris Regiis, & ex Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, ac ex Tranſylvania rehabendis.

ARTICULUS XLV.

Sacratiſſimâ Cæſareâ, & Regiâ Majeſtate clementer annuente, id quoque ſtatutum eſt: Ut univerſale Archivum Regni, pro interim in Libera & Regia Civitate Poſonienſi, & in Domo Dominorum Regnicolarum inſtituatur; Ad quod Publica Regni Acta, Diætalia, ità & alia Politica, & Juridica, præ manibus quorumcunque habita, ſive etiam in Capitulis & Conventibus conſervata, ſeu apud privatas Familias reperibilia, & publicum Regni Statum tangentia, ad ſummùm intrà Anni ſpatium, per manus ordinandi Archivi Conſervatoris reponantur; Deinceps verò etiam coram Judicibus Regni ordinariis emananda, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eò transmittantur; Non ſecùs & Privatorum Regnicolarum Literæ, & Literalia Inſtrumenta propria, inibi reponere volentium, acceptentur, & unà cum Publicis Regni Actis fideliter conſerventur, iisdemque, vel eorundem Succeſſoribus petentibus extradentur. Demùm, ut univerſæ quoque Literæ, & Literalia Inſtrumenta, apud Cameras Regias reperibilia, in quantum Fiſci Regii Jura non tangerent, ad conformitatem Articuli 38. Anni 1681. Excellentiſſimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, aut alio quocunque Loco exiſtentia, & in quibusvis aliis Locis Credibilibus emanata, intrà medii Anni ſpatium, per manus Illuſtriſſimorum, ac Reverendiſſimi Comitum Ladislai de Nádasd, Episcopi Cſanadienſis; Francisci Eſzterházy, Albenſis, ac Emerici Zichy, Arvenſis Comitatuum Supremorum Comitum; Magiſtri item Francisci Szluha Protonotarii Palatinalis, & Sacræ Cæſareæ, Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, ac Comitatûs Comaromienſis Vice-Comitis; Reverendiſſimi item Adami Acſády Præpoſiti Sancti Michaëlis Archangeli de Hanta, Canonici Jaurienſis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bacſienſis Vice-Comitis, hujus verò Jaurienſis Comitatuum Tabulæ Judiciariæ Aſſeſſoris eum in finem Deputatorum fideliter extradari debeant; Privatorum quidem Jura tangentia, Familiis, ad quas pertinent, reſtituenda, ſecùs ad Loca Credibilia, undè emanaverunt, Judicum verò Regni, aliaque Publica, ad Regni Archivum reponantur; In Tranſylvaniam porrò quandocunque delata, & Bona intrà ambitum Regni Hungariæ, & Partes Eidem annexas ſita, reſpicientia, ibidemque reperibilia, Sua Majeſtas Sacratiſſima, ex gratia & Clementia Sua, fideliter conquirenda clementer reſolvit, quibus conquiſitis, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè transmiſſis, eò, quò demùm ſpectabunt, inviabuntur.

ANNO 1723.

De Pœna Larvatarum Perſonarum, & de Præcautione, nè falſis Literis Legitimi Poſſeſſores evertantur, deque Proditione Fraterni Sanguinis.

ARTICULUS XLVI.

Quanquam de Larvatis Perſonis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Proditione verò Fraterni Sanguinis, in Titulis 38. & 39. Partis 1. Operis Decreti Tripart: abundè proviſum haberetur, ſed de ejusmodi Larvatarum, & in alienas Familias ſemet ingerentium Perſonarum pœna, præmiſſis in Titulis nihil ſtatutum eſſet; Hinc, quia Legitimis Familiis magna cauſari ſolerent præjudicia, dum nonnullæ Larvatæ Perſonæ, incertæ plerumque Originis, Nobilium, & Majorum etiam Familiarum nomina ſibi adſciscere, imò conquiſitis hinc indè Literis, debitam ſibi Succeſſionem adſtruere, & nonnunquam legitimis Poſſeſſoribus Lites intentare, ac quandoque ſeu per non venit, ſeu ex non ſufficienti Proviſione in actualem Bonorum Poſſeſſionem pervenire non formidarent; In quantùm proinde ejusmodi Perſonæ, ſe ipſis directè Larvam aliorum aſſumerent, ſeque pro Fratribus ferre, & fingere, aut aliter ſcienter, ſub ficto nomine, & Perſona, ſive propiorem, ſive remotiorem Succeſſionem, vel Prærogativam ſibi vendicare, doloſè attentaverint; Tametſi non immeritò Capitalem propterea pœnam de Lege Patria mererentur, attamen quò in ipſis aſſumptæ Larvæ fæditatem, Poſteri etiam eorum deteſtentur, ſtatuitur, ut tales quoàd Perſonas proprias, in perpetuam Servitutem, iis, quos læſerint, Jobbagionali ſubjectione mancipentur; Filii verò, qui non à ſe ipſis, verùm larvatis Parentum veſtigiis inſiſtendo, ſcienterque, & temerariè in adſcititio nomine, & Perſona perſeveraverint, adeòque non ampliùs in facto alieno verſati fuerint; Poſſeſſionati quidem in pœna, contra falſarum Literarum Confectores, & Uſuatores ſtatuta; nihil habentes verò, in præmiſſa Servitutis pœna convincantur; Econtra verò legitimum Sanguinem, qualicunque demùm ſub Colore, vel de Bonis exhæreditare volentes, & ſuccumbentes, vel de Familia abnegantes, aut conſequendæ Succeſſionis gratiâ, Parentes, Fratres, aut Sorores, amentes, mente captos, lunaticos, furioſos, & adminiſtrationis Bonorum incapaces prætexuantes, & ex hoc tales, à propriorum Bonorum Dominio, & Uſu excludere ſatagentes, pœnâ præmiſſorum Titulorum puniantur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro, & Damno Fratrum ſonantis.

ARTICULUS XLVII.

Magnam Regni, & antiquarum Familiarum ruinam cauſârunt Avitorum Bonorum Dilapidatores, dum nonnunquam Fratres Uterini & Carnales, aut etiam tantùm Carnales, vel Uterini indiviſi, non ut ab ejusmodi Paternorum, & Maternorum Bonorum Dilapidatione deterrerentur; ſed potiùs ex fiducia Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocarentur, & ità Domi delitescentes, ex alterius indiviſi Fratris, perſæpè Sanguine,

ANNO 1723.

guine, gravique ſudore acquiſitis Bonis participantes, eadem quoque diſtrahere non formidarent; Hinc ad prævíam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ benignam Reſolutionem determinatur; Quatenùs hic, aut ille Fratrum, qui priori Legi inhærere noluerit, non niſi talia Bona, quæ ex Fructibus Bonorum Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum acquiſita fuiſſent, communi (Bonis utrumque Sexum concernentibus) etiam inter Sorores Diviſioni ſubmittere teneatur; Reliqua verò aliis viis & modis parta, penes Portionem ex præmiſſis Aviticis, eorundemque Fructibus, eidem obvenientem, pro ſe, & Succeſſoribus ſuis retinere poſſit; mutuâ nihilominùs in præmiſſis Bonis Legali Succeſſione, in caſu defectûs Seminis, pro reliquis Fratribus, vel Sororibus, aut eorundem Hæredibus in ſalvo permanente. Prætereà quævis Bonorum Communium, adhuc Diviſioni obnoxiorum, aut verò Fraternorum, vel Sororiorum præjudicioſæ abalienationes, vel etiam inonerationes, ſepoſitis quibusvis Contractibus, aut Faſſionibus (ſalvis hactenùs initis) deinceps ineundis, tanquam ipſo Jure nullis, per Fratres vel Sorores, aut eorundem Succeſſores, & quidem Bonis, in pluribus Comitatibus exiſtentibus, coram Tabulis Diſtrictualibus, in uno verò Comitatu adjacentibus, coram Judicibus Comitatenſibus, judicialiter vindicari, ac inſuper propriarum quoque Portionum ſinè juſta & legitima, aut non neceſſaria ratione, vel legali Admonitione, penes Faſſiones authenticas interveniendæ Diſtractiones, ſenſu Tituli 61. Partis 1. coram Tabula Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regia, vel Banali, in unico Termino; ſub privatis verò Sigillis celebratæ, vel celebrandæ, tanquam hypothecam ſapientes, etiam coram Comitatibus, per alios Fratres Condiviſionales, & Bonis utrumque Sexum concernentibus etiam per Sorores acquiri valebunt.

De Sequeſtro Dilapidatoribus imponendo.

ARTICULUS XLVIII.

Ut eò meliùs Publico, & Familiis provideatur, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Aſſenſu, concluſum eſt: Quamprimùm ex unius, vel alterius, in immediatè præcedenti Articulo denominato Ordinis Proceſſu, Dilapidatio Bonorum innotuerit, & Dilapidatorem quempiam eſſe, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatuum Magiſtratus, in quorum gremio eorundem Bona adjacebunr, Sequeſtrum imponatur, Bonaque Condiviſionali, vel eô non exiſtente, probo ac honeſto, Poſſeſſionatoque Viro, ſub onere reddendarum quotannis Rationum, erga Salarium competens, per eosdem Comitatus limitandum, adminiſtranda committantur, de quorum Proventu, exiſtentibus ne fors Creditis, legale Intereſſe exſolvatur, & de ſubſiſtentia eorundem, Proprietario, ad Bonorum Proventum, & exſolvenda Paſſiva Debita approportionanda, ac per Comitatus limitanda, provideatur, exoneratisque prævió modô Bonis, & ſubſecutâ Dilapidatoris emendatione, rurſùs eidem gubernanda, & uſuanda remittantur, nullâve emendationis ſpe apparente, ulteriùs quoque in Sequeſtro permaneant; Legitimis nihilominùs & neceſſariis, juſtisque, & rationabilibus Inhypothecationibus, earundemque Conditionibus, ſenſu etiam Tituli 59. & 60. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 29. Anni 1638. & 52. Anni 1655. (extrà Bona Majoratuum, mobilia, & immobilia, tanquam Fidei commiſſa, & ſecundùm Continentias Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in ſuo eſſe permanentibus.

Qualianam intellegi debeant propria Acquiſita, de quibus unusquisque liberam disponendi Facultatem habet.

ARTICULUS XLIX.

Fundatum eſſe admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut Aviticorum qualiumcunque Bonorum, Juriumque Poſſeſſionariorum Diſtractores, & aliorum Bonorum Comparatores, in quantùm Avitica diſtraxiſſent, in tantùm aliorum Acquiſitores, priusquàm ejusmodi diſtracta redintegrentur, dici nequeant; adeòque ſtatuitur: Ut prævià Judiciariâ talis Cauſæ cognitione, aut deciſione, illa non niſi habeantur pro Acquiſitis, liberæ Diſpoſitioni, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. ſubjectis, quæ ſive ex Fructibus Bonorum Aviticorum, vel aliàs propriô Marte, ac induſtriâ, extra caſum Diſtractionis Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparantur, & acquiruntur. ANNO 1723.

De Majoratu, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.

ARTICULUS L.

Siquidem ex Articulo 9. Anni 1687. de inſtituto, ac inſtituendo per Magnates Regni Majoratu ſonante, quæpiam difficultates emerſiſſe comperiantur; Ideò pro evidentiori ejusdem intelligentia, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu decernitur: Ut ejusdem Inſtitutio, non ſolùm per diſpoſitionem Teſtamentariam, ſed etiam authenticas Faſſiones & Donationes Regias, per Acquiſitores obtentas, ſalvô tamen Jure, deductôque ære alienô, ante Majoratûs Inſtitutionem, & Publicationem contractô, impoſterùm quoque, præcedente ſemper Confirmatione Regiâ, libera maneat; Ne tamen per Majoratuum Inſtitutionem, Creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi ſeu jam inſtituti, ſeu verò inſtituendi Majoratus, in Generalibus Comitatuum Congregationibus, ubi Bona Majoratûs adjacebunt, publicari, & improtocollari debebunt; Per hoc tamen Statui Nobilitari, & fundamentalibus Legibus, de libera Diſpoſitione ſonantibus, neutiquam præjudicetur, quin potiùs uniuscujusque de propriis acquiſitis liberè disponendi, ſi verò quispiam Nobilium ejusmodi Majoratum inſtituere voluerit, ad Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, eidem recurrendi facultas in ſalvo permaneat.

De Cauſis reſpectu Cameralium Bonorum promovendis.

ARTICULUS LI.

Benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in quibuslibet Caſibus, & Cauſis, Bona Fiscalia, & Cameralia tangentibus, contra Supremum, vel Vice-Directorem Cauſarum Regalium, ſervatô pro ratione Caſuum debitô Proceſſu, tam activè, quàm paſſivè procedatur; Ac ut Cameratici, aliique Officiales in Perſonalibus, & Rebus eosdem privatô Jure concernentibus; Non ſecùs, & in Caſibus Violentiarum, Legibus Patriis, & Pœnis ſubeſſe debeant.

Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Damnificationes privatas inter pares extenditur.

ARTICULUS LII.

Ut non tantùm Debita Creditorum Fidelium, ſeu in continua Fidelitate exiſtentium, ſeu ad eandem reverſorum, per Tumultuantes intrà Fidelitatis tempus ab invitis Debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis Inſtitutum, vel Principalium ſuorum uſum non converſa, per Creditorem quidem à Debitore, & è converſo per Debitorem ab Exactore, cum omnibus idem Debitum concomitantibus Acceſſoriis, ac inſuper Expenſarum refuſione; ſed etiam aliæ ejusmodi privatæ inter Partes ab utrinque motibus implicitas interventæ Rerum mobilium abalienationes, & ſubſecutæ exindè damnificationes, quæ eotùm etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri poſſint, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente ſtatuitur; Ne tamen Generali Amnyſtiæ quoquô modô præjudicetur, & onus ejusmodi Cauſarum in Fiscum Regium derivetur.

De obſervando Außzugali Proceſſu, & qualiter pro hactenùs interventis Debitis Mercatores agere poſſint?

ARTICULUS LIII.

Cum autem compertum ſit, apud nonnullos, viliores præſertim Negotiatores, Libros Mercantiles formatos non habentes, varios abuſus irrepſiſſe; Hinc pro futuro ſtatuitur: Ut omnes & ſinguli Mercatores, & Negotiatores, Libros quidem Mercantiles, ritè & formiter inſtitutos teneant, Creditis ſuis, & Debitis exactè inſertis, prætereà tamen ab Ementibus, quibus de Mercium pretio fidem habent, vel confeſtim in ipſo Contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

ANNO 1723.

tanto pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum ſubſcribendum exposcant, vel verò Computum illum, intrà unius Anni ſpatium, per Notarium, vel aliam Perſonam fidedignam ſubſcribi petant, quô ſubſcriptô, aut ſaltem ſubſignatô, liquidum evadet Creditum; Sin autem Emptor hoc Creditum intra Annum ſubſcribere detrectet, illud erga Extractum Libri Mercantilis cum Teſtimonio prædictorum Notarii, vel alterius Fidedigni, ſubſcriptionem Crediti poſtulantium, poſt præſtitum ſuper Libro Mercantili, & vero Debito Juramentum ſuppletorium, pro liquido habebitur, & coram Judice competente Executioni mandabitur, refuſis Expenſis Litis, pro Teſtimonio etiam dicti Notarii, vel alterius Fidedigni expoſitis. Quantùm autem ad præterita iſtiusmodi Debita ſpectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel ſatagant Credita ſua Libris inſerta, intrà Triennium, à Dato hujus Decreti computandum, per dictum Notarium, aut álium Fidedignum in obligationes Emptoris deducere, & in Caſum denegatæ obligationis, Emptorem, juxtà Extractum Libri Mercantilis, & Teſtimonium dicti Notarii, vel alterius Fidedigni, intrà præfatum Triennium judicialiter convenire, vel evolutô Trienniô, Debitore interim, pro ſubſcriptione Debiti non interpellatô, neque judicialiter conventô, penes ſolos Mercantiles Extractus impoſterùm procedere non valeant; ſed, ſi juxta eosdem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Judicio exhibeant, Cauſasque neglecti Crediti Proſecutionis exponant, & ſi Libri, pro formiter, & ritè confectis comperti fuerint, & Cauſæ Judicialis Conventionis intermiſſæ ſubſtiterint; præſtitô inſuper ab Actore Corporali Juramentô, Creditum pro liquido habebitur, Executioni mandandum; Sin verò Liber aut informis, aut aliàs mendoſus! eſſe deprehendetur, Actori proba ordinaria Crediti injungetur, ac ſi ſuccubuerit, ad Expenſarum Refuſionem condemnetur.

Prætenſiones contra Polonos tùm in facto Debitorum, tùm Areſtationum, aliorumque acquirendæ.

ARTICULUS LIV.

Juſtum eſſe agnoscit Sua Majeſtas Sacratiſſima, Authoritatemque Suam Cæſareo-Regiam apud Sereniſſimum Regem, & Rempublicam Polonam in eo interponere clementer reſolvit, ut ordinatâ jam ſub Præſidio Domini Comitis Alexandri Kâroly, Comitatûs Szattmárienſis Supremi Comitis, & Ejusdem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarii, & Mareſchalii Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro ſufferendis Polonorum gravaminibus, præſtandaque læſis ſatisfactione, ex parte Regni Hungariæ exiſtente Commiſſione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque ſumptibus, in vicinioribus Locis, paris Authoritatis quantociùs inſtituatur Commiſſio, quæ Regni Hungariæ Incolis, ſeu intrà Regnum Poloniæ, pro Perſonarum, aut Bonorum Areſtatione, eorundemque, vel verò liquidorum Debitorum detentione, ſive aliàs per Poloniæ Incolas, quomodocunque læſis, & damnificatis, Juri & æquitati conformem, reali Executione mediante ſatisfactionem impendat; Et Actiones, tam Civiles, quàm Criminales, ſummario Proceſſu, citrà omnem Municipalium Prorogationum, & formalitatum Conſiderationem decidat, Executionique mancipet.

De Reſidentia Prælatorum in Diœceſibus & Beneficiis.

ARTICULUS LV.

Ut Dominorum Prælatorum piô & ſalutari Exemplô, boni ad Virtutem provocari, Discoli verò ad complectendam Chriſtianam Disciplinam animari, reducique queant, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ clementer annuente ſtatuitur: Ut Prælati, & alii Eccleſiaſtici Beneficiati, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Eccleſiæ Negotiis non præpediti, in Diœceſibus, & Beneficiis ſuis, ad præſcriptum Legis, juxtà ſtrictam ſuam Obligationem reſideant; Nè in contravenientes, Regiâ etiam Authoritate animadvertendum ſit. Beneficia porrò, & Canonicatus, juxtà Articulum 67. Uladislai Decreti 3. aliasque Leges Patrias, Perſonis benemeritis, & idoneis conferant; Nevè uni Perſonæ, extra Caſum, quô ejusdem Proviſioni neceſſariò proſpiciendum foret, plura, quàm unum, Beneficia conferantur, Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtas, id quod Muneris Ejusdem eſſet, ſe clementiſſimè obſervaturam reſolvit; Illi verò, qui ex Statibus, ſeu jam ex Collatione Regia, ſeu Jure & Titulo Fundationis, aut ex alio juſto, & legitimo Jure, Jus Patronatus quorumcunque Beneficiorum, aut Præſentationum haberent, eôdem debitè utantur, & in caſu Vacantiæ, Perſonis æquè idoneis, benemeritis, Liberis, & alteri Eccleſiæ non obligatis ad præſcriptum præcitati Articuli conferant. Capitulum verò Strigonienſe, nullô jam ampliùs metu Turcicæ Potentiæ ſuperexſtante, ut quamprimùm fieri poterit, Strigonium redeat, ibidemque continuam figat Manſionem, conveniens eſt.

ANNO 1723.

De Reſidentia Supremorum Comitum in Comitatibus, & Reſtauratione Comitatuum, Vice-Comitum, aliorumque Officialium Conditione.

ARTICULUS LVI.

Quandoquidem Supremi Comites illorum Comitatuum, quibus præficiuntur, Moderatores eſſent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quàm etiam Juſtitiæ Adminiſtrationis Curam ſibi principaliter commiſſam haberent; Hinc ad prævíam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ benignam Reſolutionem ſtatuitur; Ut obſervatô quoàd eorundem Officia 36. Anni 1536. Articulô, niſi Publicis Regis, & Regni Servitiis præpediantur, in Comitatibus, quibus præſunt, continuò reſideant, ac pro avertendis publicum Comitatuum, adeòque Regni Servitium remorantibus quibusvis inconvenientiis, ſingulô Trienniô, vel etiam citiùs, neceſſitate mutationem quampiam in Officialibus inſtituendam exigente, Sedes Reſtauratorias indicere, ac Candidatos, cum priore Vice-Comite idoneos quatuor è Statu Nobilium proponendos, iſtiusmodi Reſtaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatuum Officiales ſint de Numero, & Statu verorum Nobilium, poſſeſſionati, & disintereſſati, ac Dominis Terreſtribus ejusdem Comitatûs nullatenùs obligati, qui ad hujusmodi Officia, ad ſenſum Articuli 70. Anni 1548. cum conſenſu totius Comitatûs eligantur. Negotium autem Familiæ Comitum Erdödy, reſpectu Conſtitutionis Officialium Comitatûs Varasdienſis, maneat in ſtatu quo, donec ordinariâ Juris viâ determinatum fuerit.

In facto Dehoneſtationis pœna declaratur.

ARTICULUS LVII.

Benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in Cauſis Violationum Sedis, ſtante eâdem per quoscunque commiſſarum, ulteriùs quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 89. 1635. & 94. 1649. Annorum obſerventur, & pœnâ 25. Marcis levis ponderis, ſingulos Florenos conſtituentibus, in continenti compenſetur, Pœnaque hæc, de Violatione Sedium Judiciariarum ſtatuta, ad Congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, ſtante eâdem Congregatione infligatur; Pro Dehoneſtationibus nihilominùs Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatenſium, in actuali Officii ſui exercitio procedentium, ſtante Sede, & Congregatione, per quoscunque factis, Floreni 100. ſinè Expenſis; Non ſecùs & contra alios quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatûs commiſſis, penes citationem proceſſualiter acquiſitis, reſpectu ſingularum, diverſis temporibus, & Actibus commiſſarum, in Actione exprimendarum Dehoneſtationum, eadem Pœna adjudicetur.

De modo Celebrationis Congregationis Comitatuum, Violationisque earundem Pœna.

ARTICULUS LVIII.

Bonus Ordo omninò exigit, ut omnia Comitatûs negotia, palàm, & publicè, & debitâ cum moderatione pertractentur, taliterque concluſa improthocollentur, ac ante Diſſolutionem Congregationum publicè perlegantur, & hôc modô approbatum Prothocollum, Fidedignitatem ſortiatur, & in Generalibus Comitatuum Congregationibus concluſa, per Particulares Congregationes, multò minùs per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscunque, in privato, non immutentur, concluſisque abſentes, ſe etiam accommo-

ANNO 1723.

dare debeant. In Votisatione porrò, Ratio Legis, & Consuetudinis habenda veniet.

De Pœna Interceptoribus, Detentoribus, Suppressoribus, & Violatoribus Literarum Missilium irroganda.

ARTICULUS LIX.

Quandoquidem Correspondentiæ in fide publicâ radicarentur, & earundem retardatio persæpè Correspondentibus plurimùm derogaret; Ideò Sua Majestas Sacratissima benignè admisit, ut alienarum Literarum Missilium Interceptores, Violatores, Detentores, aut Suppressores, in pœna Florenorum 100. instar liquidi Debiti desumenda puniantur.

Declaratur Articulus 101. *Anni* 1715. *in facto Repetitionis Colonorum.*

ARTICULUS LX.

Esto quidem in facto Repetitionis Colonorum, quoàd privatos Dominos Terrestres provisum haberetur: Quia nihilominùs iisdem, Colonos suos, cum Collateralium Transmissione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum Comitatuum, vel Districtuum Dominis Terrestribus, Liberis, Regiis, Montanisque Civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis Privilegiatis Oppidis, reliquisque Districtibus, repetentibus, vix aliquem Progressum, imò à Comitatibus, vel aliis Locis, à quibus ejusmodi Subditi extradari debuissent, eosdem manuteneri potiùs experti fuissent, ità ut Domini Terrestres sumptibus exhausti, & magnis fatigiis enervati, à repetitione Colonorum desistere cogerentur; Intereà Bonum Publicum pati, & perseverantes, sub onere Profugorum concidere opportuit. Ad Conservationem proindè Boni Publici, Suâ Majestate Sacratissimâ benignè annuente, statuitur: Ut si Comitatus, vel Districtus, aliaque quæcunque ex præmissis Loca, alienos Subditos retinentia, erga læsorum Comitatuum, vel Dominorum Terrestrium, Lege præscriptas Collaterales, cum iisdem communicandas, & cum Nominum, & Personarum, Locique, ubi residerent, declaratione, ejusmodi Profugos repeterent, & non restituerentur, tali in Casu, Comitatus, seu jam contra præmissa Loca, seu verò directè Dominos Terrestres, in quorum Bonis conservarentur, penes Mandata Regia, vel aliorum Judicum Regni, mediô Comitatensium Judicum procedere, & Jus Dominale ergà tales Profugos, in aliis Comitatibus, vel Districtibus residentes habitum, juxta Leges Patrias sufficienter edocere possint, ac debeant: Quô edoctô, adinventâque Restitutionis obligatione, statim & eô factô (deductis nihilominùs omnibus eorundem passivis oneribus) ejusmodi Profugi, unà cum Rebus suis omnibus, juxta Articulum 70. Anni 1659. & dictante Articulo 101. præcitatô, cum Expensis, in acquisitionem illam erogatis, & Pœna Florenorum 100. respectu singuli repetiti, & edocti Coloni computata, de Bonis non restituentium, modalitate Artic. 31. Anni 1556. in præmisso 101. Anni 1715. confirmati desumendis, & conscientiosè limitandis, abscissis omnibus Juridicis Remediis, & solâ extra Dominium Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1625. & novô Judiciô admissis, restitui debent; Si verò Actor sinè omni fundamento legali procederet, adeòque in Actione succumberet, & erga restitui petitos Colonos, Jus suum sufficienter non comprobaret, eotùm in Causam attracto Expensis gravato, easdem conscientiosè per procedentem Judicem limitandas, & per Eundem exequendas refundere teneatur. Inquisitiones pariter, mediô quorumcunque de Lege inquirere solitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Profugi invenirentur, semper liberè, & sinè ullo impedimento, etiam cum Assistentia Comitatuum, & præmissorum Locorum, in quibus peragerentur, sub securitate instituì, & peragi possint; Quòd si verò prævio modô finitô Processu, adhuc tales Profugi non restituerentur, & alius Processus institui deberet, tunc Pœna specificata in duplo, & æquè cum Expensis; Et si tertio quoque semet renitentes exhiberent, tunc Villa, aut illa Portio possessionaria, sensu Articuli 31. præcitati, exequi, & Comitatui, vel Parti triumphanti, unà cum Expensis assignari debebit, undè Colonos, prævio modo repetitos idem triumphans liberè abducere possit; Cujus Villæ, aut Portionis redemptio, condignâ æstimatione mediante semper observaretur; Si qui porrò alienos Subditos retinentes, mediô tempore repetitionis, vel motæ litis, & pro parte repetente eludenda, ejusmodi Colonos aliò translocarent, pœnas prædeclaratas incurrere debeant; Imò in Casu amissionis Villæ, vel Portionis, ante Colonorum restitutionem easdem redimere non valeant; salvâ nihilominùs quoàd capturam, privatâ etiam Authoritate vigore præcitati Artic. 31. liberam, tùm verò Repetitionis quoàd privatos Dominos Terrestres Processu, in vigore suo permanente. Et hæc Dispositio, ad Regna etiam Croatiæ, & Sclavoniæ extensa esset.

ANNO 1723.

De Migratione Taxalistarum, & aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda.

ARTICULUS LXI.

Ad evitandas quasvis ex Taxalistarum migratione hactenùs contra bonum etiam publicum, & cum Comitatuum enervatione Confusiones, Suâ Majestate Sacratissimâ clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi Liberæ conditionis Taxalistæ ignobiles, vel manumissi, qui in Bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & Colonicalem, vel censualem, aut inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hactenùs modalitate prævià condescendentes, secundùm Conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati manebunt; nullam autem Conventionem cum Dominis Terrestribus ineuntes, præstitis prævièpræstandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. Anni 1715. aliisque Legibus de Repetitione Colonorum sonantibus, ad Conformitatem Artic. 52. Anni 1655. pro Dominis Terrestribus posterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, sub uno, eodemque etiam Successorum Dominio, in salvo permanente.

De non translocandis per Dominos Terrestres, ex uno Comitatu ad alium Subditis.

ARTICULUS LXII.

Ex quo non sinè magno Comitatuum præjudicio, Fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terrestres, in diversis Comitatibus Bona possidentes, non rarò practicaretur, quòd ex uno Comitatu in alium, suos ipsimet ad incolendas Sessiones abducerent contribuentes Subditos, taliterque per unius impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretur; Ideò statuitur, ne Dominis Terrestribus (exceptis, quos ad Servitia propria adhibere voluerint) Subditos suos ex uno Comitatu ad alium ampliùs translocare liceat, quin imò sub pœna homagii non reductorum, post admonitionem, & non subsecutam reductionem, de Bonis eorundem Dominorum, medio Judicis Nobilium, ad instantiam Magistratûs desumenda, & pro publico Comitatûs applicanda, eosdem reducere, vel alios loco translocatorum ad sufferendum contributionale onus idoneos substituere teneantur. Qui verò Dominorum plures Subditos, in uno Comitatu, vel uno Fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relictô in priore fundo Subditô, ad supportandam contributionem idoneô, reliquos ex uno Comitatu in alium liberè translocare licebit.

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Restantiis per Dominos bonificandis, & eatenùs Articuli 37. *Anni* 1647. *renovatione.*

ARTICULUS LXIII.

Non ultima in Dominiis, miseræ Plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quòd Dominiorum Officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem Deputatos constituti, publicas Regni Contributiones à Subditis Dominiorum exactas, cum censibus privatis confunderent, aliorsùm converterent, aut cum iisdem profugerent; Undè tale onus, aut secundario à miseris Subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici Servitii damno exigeretur, aut Restantiis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exactores eorundem, aliàs citrà consensum Comitatûs constitutos relegarentur, à quibus non rarò impossessionatis, & Fundum exsolutionis non habentibus, compensandorum compensatio haberi non valeret; Eapropter ex benigna Suæ Majestatis Sacratis-

ANNO 1723.

cratissimæ Resolutione, Status, & Ordines constituunt, & Articulum 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terrestres, qui suprà obtingens Portionale, à Subditis suis, variis sub prætextibus, quidpiam exigerent, & id probari posset, extendunt, strictèque observandum pariter & id statuunt: Ut census Dominales cum publicis oneribus non confundantur; Et si Domini Terrestres, sive per se, sive mediô Officialium suorum Contributionales quoque pecunias, à Subditis suis incassarent, istiusmodique Pecuniæ ad Cassam publicam non administrarentur, memorati Terrestres Domini, pro Universis, seu suprà obtingens exactis, & pro se consumptis, seu etiam per præallegatos Officiales distractis, Cassæ publicæ Comitatensi satisfaciant, Ipsi autem contra talismodi Officiales vicissim regressum habeant; Satisfacere porrò renuentes, per Magistratus Comitatuum, etiam cum Expensarum Refusione, & Bonorum talium Terrestrium Dominorum judicialiter fiendâ Executione, ac in Summa distracta, vel restante, sub Evictione Dominiorum libera Elocatione, compellantur: Appellatione extra Dominium iisdem in salvo permanente. Demùm Dominia universa, ac ipsa quoque Fisci Regii Bona, circa Dislocationes, Repartitiones, Vecturas, aç alia Publica, Servitium Principis, & Contributionalia æquè Comitatuum Negotia concernentia, ad præcavendas tùm miseræ Plebis aggravationes, tùm ex contraventionibus confusiones, Comitatuum Dispositiones admittere, effectuare, effectuarivè permittere, sub pœna suprascripta tenebuntur; Hac occasione ad benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Admonitionem, etiam statuitur: Ut omnes Comitatuum, Civitatum, & etiam Privilegiatorum Oppidorum Perceptores, & antiqui similium Officiorum Administratores, dandis Rationibus adhuc obnoxii, & nondùm absoluti, ità & alii Officiales, in quaslibet ejusmodi Locorum Perceptiones, vel Erogationes semet quoquo modô, præsertim contra, & præter publicas Comitatuum, & præmissarum Civitatum Dispositiones immittentes, Civitatenses quidem juxta præscriptum Articulum 77. Anni 1715. Comitatenses autem, & Privilegiatorum Civitatum, Oppidorumque, sensu Articuli 57. Anni 1715. Rationes dare quantociùs obligentur; Nolentes verò, & renuentes, & quidem Civitatenses, & Oppidani, tenore Articuli 20. Anni 1554. Nobiles verò juxta Articulum 65. Anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi Rationum Exactio, multò minùs præstanda satisfactio, per Supremos, & Vice-Comites, aut alios quoscunque Potentiores, in Comitatibus, vel Civitatibus, sub pœna Refusionis talium Restantiarum impediri valebit; Quin potiùs ejusmodi Restantiæ irremissibiliter exigi, & in sublevamen contribuentium Incolarum converti, præmissique Articuli, à modò deinceps exactiùs observari debebunt; E converso verò Comitatus quoque, & præattactæ Civitates, præmissas Rationes debito tempore exigant; Secùs Perceptoribus easdem dare volentibus, & legitimè præsentantibus, Magistratusque cum iisdem admonentibus, neglectâque ad summum intra Bimestre spatium prævio modô earundem censuratione demortuis, tali in Casu, onus ne fors emergendum, non ad Hæredes Perceptorum, sed ipsosmet ejus temporis Officiales, & Magistratus, effectivè per Eosdem complanandum derivabitur: Ut verò Comitatuum, & prævio modô faciendæ earundem Civitatum Dispositiones, tantò exactiùs effectum suum sortiantur, Erogationesque Pecuniariæ debitô modô tractentur, à modò imposterùm id quoque observandum veniet; Ne Supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas Comitatenses Dispositiones, quidpiam pro damnosis, & arbitrariis Dispensationibus, pro se, vel aliis, committere, & erogari facere præsumant; Quæ omnia etiam ad Consilium Regium, & Civitatenses, Privilegiatorumque Oppidorum Magistratus, ac eorundem Judices extenduntur. Circa præmissa verò, vel aliàs quomodocunque gravatis, ac in prima Instantia Querelæ suæ remedium non obtinentibus, liber ad Suam Majestatem Sacratissimam Recursus patebit; Calumniatores nihilominùs, & injuriosarum Querelarum delatores, in minoribus quidem, respectu singulorum injuriosè delatorum, pœna Florenorum 100. & Expensis, toties quoties desumenda; In majoribus verò, sensu Articulorum 18. Anni 1604. & inibi citati, condignè coram Tabula Regia Judiciaria convincantur; Ac ut Possessionibus, & Villis constare possit, quid, & quantum contribuere debeant? Perceptoribusque, & aliis quibuscunque in Perceptionem semet immittentibus, miseram Plebem aggravandi occasio adimatur, Comitatuum Officiales, vel alii ad id per Comitatus Deputati, publicæ Contributionis, sub Juramento suo, æquam, & justam Proportionem & Repartitionem, statim sub initium hybernalium Mensium, pro toto Anni tempore exoperari, improtocollari, & taliter Repartitionem Perceptoribus suis authenticè extradare, ac non tantùm eandem per Comitatus publicare, sed & Perceptores, quamprimùm, & ante omnia, cujuslibet Villæ obtingens, in libellum eatenùs præparatum, pariter & Exsolutionem, stato suo tempore gratis inscribere teneantur; Neque ejusmodi Repartitio, per Supremos, & Vice-Comites, authoritate privatâ, extra Generales Comitatuum Congregationis, & ibi quoque non nisi ex justa, necessaria, legitimaque causa, & ratione immutari possit; Cujus prævii ex causis, immutatione, intra quodpiam excisas Portas habens Dominium interveniente, exindè emergens onus, non in Villas, vel Pagos, extra Dominium, & ejusdem Portarum complexum, sed intrà tale Dominium subrepartiri, & exigi debebit; E converso verò Villarum, & Pagorum, intrà Dominii Portas non comprehensarum necessariæ defalcatæ, in Pagos Dominiorum, excisas Portas habentium, derivari non poterunt; Ubi verò Dominia excisas Portas habentia non essent, tale onus, non in unam, vel aliam tantummodò Villam, & Processum, sed per totum Comitatum, justè, & proportionatè derivandum veniet; Ipsi verò Domini Terrestres, Contributionem, non per Comitatus, sed per suos Officiales à Subditis propriis exigentes, eandem sub pœna dupli augere, & plus exigere, aut exactis propriis Censibus, Contributionem in Restantia relinquere; Ità & Perceptores, exactâ à nonnullis Pagis, vel etiam Districtibus Contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id morosorum accumulatis Restantiis, reliquos obedientes, interdùm etiam supererogatoriè ad solvendum adactos opprimere non audebunt: Quin imò priusquàm morosorum accumulatas Restantias non incassaverint, ad novas Assignationes condescendere, vel novas Impositiones à non Restantiariis exigere non poterunt; Ex bonificatis porrò, vel bonificandis Supererogationibus, aut quibusvis aliis Expensis, à publicis Erogationibus remanentibus, primùm quidem Supererogantes, dein obtingens suum exsolventes (non autem Restantiarii) proportionatè participare debebunt.

ANNO 1723.

Extranei etiam Officiales, à Facultatibus propriis, ad onera Publica proportionatè concurrant.

ARTICULUS LXIV.

Æquitati pariter consentaneum Sacra Cæsarea, & Regia Majestas benignè agnoscit; ut etiam Extranei, non Indigenæ in Regno, & Partibus eidem annexis, Fundos quospiam tenentes, ab iisdem, aliisque Facultatibus suis in Regno habitis, non tamen à Capitalibus ad Interesse elocatis, proportionatè contribuant: Ac tàm hi, quàm etiam Salis Officiales, in Rebus, & Casibus (extra horum posteriorum Officia) occurrentibus, Loci illius, in quo degunt, vel præattactos Fundos possident, Jurisdictionato Magistratui, & Legibus Regni subsint; Bona verò per talismodi Extraneos possessa, juxta Articulum 23. Anni 1715. rehaberi valeant.

Nè Civitates Liberæ, ac Regiæ, non Montanæ, ac Privilegiata etiam Regia Oppida, à communi Onere eximantur.

ARTICULUS LXV.

Ut Liberæ, & Regiæ, non Montanæ Civitates, Privilegiataque etiam Regia Oppida, Portis suis commensurandum, & justo approportionandum actuale Militis Quarterium, aliaque Publica onera, instar aliorum Locorum subeant, Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas clementer resolvit: In quantum nihilominùs ex ejusmodi Civitatibus, Præsidiarium Militem in medio sui, Domibusque illocatum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravari quidem nequire, sed nec Comitatus ad talium Præsidiariorum onera subeunda adigi posse; Pariter & Montanas Civitates, prout & Villas Cremnicienses, vigore Articuli 43. Anni 1715. ab ejusmodi actualitate Quarteriorum exemptas, ulterius quoque in eadem Immunitate, juxta Articulum præmissum, Privilegia item Regia, & usum eorundem, conservandas statuit.

ANNO 1723.

De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & initio Servitii æqualiter inducendo.

ARTICULUS LXVI.

Ad ſervandum bonum Ordinem, & pro Contribuentium Hospitum Conſervatione decernitur: Ut reſpectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domeſticas etiam Operas ſervientium, non ſecùs, & omnium Mechanicorum dietim laborare ſolitorum moderandæ, & Servitiorum initii, ubivis circa Novum Annum (præter Opiliones, & Majalium Paſtores, ſtatutum Servitii tempus habentes) inducendi, Comitatus, juxtà Statum & Situm, Ordinem & ſalutares Diſpoſitiones facere poſſint, & debeant; Quibus omnes, & ſinguli, tàm Hospites, quàm & Servitores ſemet accommodare tenebuntur; Super detinendis autem Servis ſinè Paſſu Dominorum ſuorum hinc indè commeantibus, & profugis, Artic. 101. Anni 1715. ſancitum eſt.

De Portarum Adjuſtatione, & Regni Conſcriptione.

ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum onerum Supportatione, & miſeræ Plebis neceſſaria Conſervatione, Status & Ordines Regni, ſecundùm Idæam, ſtante præſenti Diætâ per Eosdem acceptatam, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, conſcriptionem peragendam exiſtimant; Circa quam, ſi quæ per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum Conſilio Regio Locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicentur, in futura autem Diæta reportentur, ut ſuper iisdem Diætaliter concludi poſſit; Intereà autem temporis, juxta ea, quæ Sua Majeſtas Sacratiſſima in transmiſſa Idæa approbabit, prænotata conſcriptio peragatur, Portarumque proportio ſuperindè inſtituatur.

De Pecuniæ in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Curſu, & Acceptatione.

ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, tollendisque ex difformi minoris Monetæ valore, & unius ejusdemque hic acceptatione, alibi verò rejectione, Emptori, & nonnunquam Venditori nocivis Confuſionibus, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem annexas, æqualis ſit curſus, & Valor, adeòque ubivis locorum ad unum Florenum centum, & ad unum groſſum quinque Denarii computentur.

De Presbyterorum Græci Ritûs Filiis.

ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritûs Sacerdotum Filii, in Presbyteratu nati, in Statum, & conditionem Colonicalem non reducantur, talesque prævièe capacitati, & eruditi in Presbyteratum aſſumi, & ordinari poſſint. Qui verò Presbyterorum Filii, in Fundis Colonicalibus reſiderent, â talibus Fundis, juxta initam, vel ineundam cum Dominis Terreſtribus Conventionem, in, & ab iisdem contribuere, ac ad communia Onera concurrere debeant.

Filiorum Patriæ in bonis Disciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia Legata quoquô modô neglecta inſtaurentur, & non effectuata effectuentur.

ARTICULUS LXX.

Piarum quarumvis Fundationum inſpectionem, & cum Exactione Rationum, utrùm Fundationi ſatisfiat, inveſtigationem, Sua Majeſtas Sacratiſſima pro Apoſtolico munere, & ſuprema Authoritate Sua, vigore Articuli 74. Anni 1715. ſibi benignè reſervavit, & è gremio Regio-Locumtenentialis Conſilii nonnullos deputabit, qui præmiſſorum ſingularem, & peculiarem curam habeant. Circa Fundationem Szirmaianam, tanquam rem de Jure Tertii tractantem, auditâ etiam parte alterâ, Sua Majeſtas Sacratiſſima, id, quod Juſtitiæ conforme fuerit, clementer disponet. Fundatio verò Hrabovszkiana in Commiſſione de Negotio Religionis inſtituta, & jam terminata, uberiùs tractata, ubi Acta ejusdem Commiſſionis reviſa fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterùm, ut in Academiis, non tantùm Philoſophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium exactiùs, ſeparatim, & ſtatutis horis, purè pro earundem Scientiarum Studioſis, ſed & alia quævis in Exteris Univerſitatibus publice doceri conſueta, & Statui quoque Publico, & Militari deſervientia Studia tractentur, & per idoneos Profeſſores tradantur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri poſſit, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſè ſubmiſerint, pro Regia benignitate Sua, huic quoque demiſſo Statuum petito clementer annuet, & Conſilium ſuum Regium Locumtenentiale eatenùs quoque ſufficienter inſtruet.

ANNO 1723.

De Eccleſiis, Juribusque Eccleſiaſticis, nè deſolentur, invigilandum.

ARTICULUS LXXI.

Articulum 60. Anni 1715. ità obſervandum clementer admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi qui Prælatorum, aut quorumcunque Beneficiorum Eccleſiaſticorum Poſſeſſores, Eccleſias, aut Beneficia ſibi concredita minùs curarent, ædificiaque, & Fundos inſtructos, deſolari permitterent, ruinoſos verò non ædificarent; Talium Prælatorum, & quorumvis Beneficiatorum Proventus, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, quà ſummum Eccleſiarum Patronum, in Sequeſtrum ſumi, & ad Reſtaurationem præfatarum Eccleſiarum, aut ædificiorum, & Fundorum reparationem applicari valeant. Prætereà etiam eò reflectendum; Ut Episcopi, & Eccleſiarum Patroni de Parochorum Intertentione, & Subſiſtentia, à Populo, ubi neceſſum eſſet, præſtanda proſpiciant; Ideò Sedecima Decimarum ubiquè, & etiam Octava, ubi in uſu fuit, Parochis Catholicis ſecundùm Leges Patrias præſtetur.

De Articuli 40. Anni 1681. quoàd unum Magistrum Protonotarium, & Judices Tabulares, tàm in Partibus Trans-Danubianis, quàm & Superioribus obſervandi Modificatione.

ARTICULUS LXXII.

Licèt quidem tàm Protonotarii, quàm & alii Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judices, pro continuò Judiciis intereſſe debeant, eoquè modo & loco, ubi Judicia celebranda ſunt, alligati habebuntur; Nihilominùs ſecundùm præcitatum Articulum 40. Anni 1681. ibidemque citatas Leges, occaſione Conſtitutionis Protonotariorum, & Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judicum, ut Diſtrictuum Partium Superiorum, & Inferiorum, ac exinde applicandorum Subjectorum ratio habeatur, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente, ſtatutum eſt.

De Loco, ubi Tolnenſis, & alii, quorum eadem eſſet ratio, Comitatus, Sedes Judiciarias celebrent, Acta conſervent, Jurisdictionem Magiſtratualem exerceant, in Bonis Dominorum Terreſtrium concedendo.

ARTICULUS LXXIII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima benignè aſſentitur; Ut quilibet Comitatus, pro inſtituendis Congregationibus, & Sedibus Judiciariis, Archivi & Literarum conſervatione, Malefactorumque, & Captivorum Cuſtodia, & Executione, Domum Comitatenſem nondum habentes, in loco ſecuro, & quantum fieri poteſt, pro ipſorummet etiam Comitatenſium majori commoditate, in meditullio cujusvis Comitatûs, ac, ſi fieri poteſt, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiatis Oppidis comparent, & ibidem etiam Jure Gladii utantur, Dominiquè Terreſtres, vel Liberæ Regiæ, Montanæque Civitates, locum ſufficientem, ſine tamen Appertinentiis excindere, Comitatus nihilominùs condignum ejusdem precium etiam quoàd Cenſus privatos deponere, quoàd verò publicas obventiones, eundem à Conſcriptione, conſequenter & onere Locorum exmittere teneantur. Educilla verò, & Macella, aliaque Dominorum Terreſtrium Jurisdictionalia uſurpare non valeant.

De

ANNO 1723.

De Appellationis Foro ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidis Privilegiatis, & Communitatibus, à quorum videlicet Foro in Sedem Dominalem Viâ Appellationis Cauſæ hactenùs deductæ non fuiſſent, & de tollendis Ceharum abuſibus.

ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quodpiam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regalium Magiſtrum, aut Perſonalem Præſentiam Regiam, vel Sedem etiam Dominalem transmittere non obligaretur, ut abindè Appellatio ad Comitatum transmittatur, æquitati conveniens eſſe: Quoàd Exceſſus verò Opificum Collegiorum, vulgò Ceharum, Articulo 79. Anni 1715, proviſum haberetur; cui ulterius quoque inhærendum; Et nequè Servitores Dominorum opificia pro privata duntaxat Dominorum ſuorum neceſſitate, in Liberis, Regiisque Civitatibus, aut Regiis etiam Oppidis exercentes, per Cehales Opifices in hujusmodi Exercitio ſub pœna violentiæ turbari valebunt; Stabit prætereà in benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ arbitrio, Collegiis Opificum vulgò Cehis impertita Privilegia, pro exigentia neceſſitatis circumſcribendi, vel planè tollendi, & abrogandi.

Nè Lignea Inſtrumenta, aliæque Res Venales, Comaromii, & alibi præemantur: Nevè Nobiles Regni, per Magiſtratus Locorum vel Cehas, aut Præſidiarios quôquó modó turbentur.

ARTICULUS LXXV.

Pro conſervando, & augendo quorumcunque Materialium, & Manufacturarum libero Quæſtu, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente ſtatuitur. Ut præemptiones diverſarum Rerum venalium, ſi, & in quantum legitimus illarum uſus adeſſet, Eædem deinceps quoque continuari valerent, ad propriam tamen nonniſi neceſſitatem reſtringuntur, non autem eò, ut deinde aliis, cariori iterùm pretiô, venales ejusmodi Res diſtrahantur, extendendæ. Quò verò ad Incolarum Jaurienſium prætenſionem, Articulo 76. Anni 1715. denotatam, ubi dicti Incolæ, ea, quæ præcitatus Articulus præſcribit, fecerint, clementer applacidatâ Satisfactione non deſtituentur.

De Exceſſuum, occaſione Educillorum Regiorum committi ſolitorum ſublatione.

ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter Jus educillandi Vini, & Cereviſiæ, quampiam aliam ſibi, contra Incolas Comaromienſes, multò minùs contra Magnates, & Nobiles, vel eorundem in Cellariis conſervata, & non educillata Vina, Jurisdictionem vendicent, aut quoscunque demùm Dominos Terreſtres, extra Territorium Comaromienſe, Bona, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum ſuorum Comaromii, aut pro privata neceſſitate Cereviſiæ, vaſatim fienda Emptione, & Eductione, quoquô modô impediant, aut Vina eorundem obſigillent, prohibendum veniet; Qui Arendatores, pro Damnis quoque illatis ſatisfactionem præſtent. Cæterùm tales Arendatores, ſecundùm Articulum 16. modernæ Diætæ, Legibus Regni ſubſint, juſtum eſſe.

De interdicenda Auſtriacorum in Jurisdictionem Comitatûs Moſſonienſis involatione, Poſſeſſionumque Szinczdorff, ac aliarum Jurisdictionum in Comitatus Caſtriferrei Reapplicatione, nec non Familiæ Kiſsfaludi, ac Compoſſeſſorum de Búcſú, negotio accommodando.

ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Moſſonienſis, à Vicinis Auſtriacis, contrà bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur agravium, deferat Eosdem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, ac abindè, non autem per Articularem Conſtitutionem, Gravaminis ſui Remedium; Poſſeſſio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, à Metalis Commiſſionis Relatione, Ejusdemque benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ approbatione præſtolentur. Familia Kiſsfaludi proſequatur ſua Jura, modis, & formis competentibus; Reſpectu demùm Prædii Székfölde, & Poſſeſſionis Búcſú, illa, quæ non niſi ab Executione dependerent, ſuis viis, & modis in Executionem ſumantur. ANNO 1723.

De Vinorum in Vicinas Provincias Hæreditarias eductione.

ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinas Provincias Hæreditarias inſtituenda eductione, renovatus Articulus 75. Anni 1715. Ac prætereà, eò etiam clementer intendet Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut tam verſùs Partes Septentrionales, quàm etiam verſùs Mare Adriaticum, Vinorum eductionem inſtituere poſſint.

De Oppido Kállo Familiæ Kállay reſtituendo.

ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petitam Oppidi Kálló, Familiæ Kállay reſtitutionem, altefata Sua Majeſtas Sacratiſſima, finitâ ſtatim Diætâ, Commiſſarios clementer denominabit, qui auditis illis, quorum intereſt, id in Executionem ſumant, quod Juris, & æquitatis ratio dictaverit.

Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus conſolandis interceditur.

ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perénianam, & alias, quæ à Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæſtu, dum in uſu fuiſſet, non contemnendam Salis obventionem habuiſſent, tandemque per ſublatum Liberum Quæſtum, eô deſtitui debebant, ad Statuum & Ordinum Regni humillimam Interpoſitionem, Earundemque Familiarum repræſentationem, Sua Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit; Prævió per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, ſibique fiendâ demiſſâ Relatione, id, quod juſtum, ac æquum fuerit, deſuper clementer ordinaturam.

Inſtantia, & Negotium Comitis Sigismundi Nyáry, Familiarum item Amadé & Kerekes, nec non Sándoriánæ, ac aliarum, humillimè recommendantur; Et pro Reſtitutione Domûs Thurzoianæ Viennenſis interceditur.

ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitis Sigismundi Nyáry, tenore Articuli 65. Anni 1715. declarato, non abſimiliter Familiarum Amadé, Kerekes, Baronis Casparis & Adalberti Sándor, ac aliorum Regnicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa ſui in parte in Articulo 64. Ejusdem Anni 1715. denotatorum, ubi præſpecificati Inſtantes ea, quæ iisdem juxta præattactas Leges facienda incumbunt, fecerint, & Familia Sándor, Prætenſiones ſuas in competenti Marchionatûs Moraviæ Foro liquidaverit, effectu in præmiſſis Articulis denotatæ benignæ Cæſareo-Regiæ Reſolutionis non deſtituentur: Quorſùm etiam Negotium Domûs Thurzoianæ, in Articulo 92. Anni 1655. denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Pek, & Martini Györy Hæredum contentatione ſupplicatur.

ARTICULUS LXXXII.

Pari ratione Simonis condam Pek, & Martini Györy, Quæſtorum, & Negotiatorum Jaurienſium Hæredes, vigore certarum Literarum Obligatoriarum-Cambialium, notabilem Summam prætendentes, ubi Prætenſiones ſuas, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ debitô modô repræſentaverint, Juſtitia, & Satisfactio iisdem administrabitur.

Ut Comitatus Bacſienſis in Jurisdictione Magiſtratuali non impediatur, & antiquæ Contributionales Reſtantiæ non exequantur.

ARTICULUS LXXXIII.

Juſtum eſſe agnoscit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut Comitatus Bacſienſis in Jurisdictione Magiſtratuali, Eidem competente non impediatur, neque ad perſolu-

ANNO 1723. tionem Reſtantiarum, in quantum eædem jam relaxatæ, ac accommodatæ eſſent, ullô modô adigatur; Cameratici verô Officiales, vel Bonorum Fiscalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut aliter excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni ſubſint, Sua Majeſtas Sacratiſſima benigniſſimè reſolvit.

De Debitis per nonnullos Comitatûs Bodrogienſis Officiales, Nomine Univerſitatis contractis, per eosdem, qui ſine Scitu & Conſenſu Comitatûs contraxerunt, exſolvendis.

ARTICULUS LXXXIV.

Quoàd Debita, per quorumvis Comitatuum Officiales, nomine Comitatuum, in quibus Officia tenerent, contracta, benignè reſolvit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi Obligatoriæ ſuperindè confectæ, vel ſine conſenſu Comitatûs illius emanâſſent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel neceſſitates publicas ejusdem Comitatus, per iſtiusmodi levantes & contrahentes Officiales converſa non fuiſſet, Comitatus ad talium Debitorum ſolutionem non obligentur, verùm Creditores, ad illos Officiales, qui modô prævio mutuatam pecuniam levârunt, relegentur.

De Controverſia Valachorum Diſtrictûs Berettyö, & aliorum.

ARTICULUS LXXXV.

Controverſiam inter Episcopatum Varadienſem, & in Diſtrictibus Berettyö, Beſztercze, & Lakſág reſidentes Valachos, Decimam dare recuſantes, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, altefata Sua Majeſtas Regia pro Juris, & Juſtitiæ exigentia clementer determinabit.

De confirmandis, & obſervandis 23. 1687. *&* 125. 1715. *Annorum Articulis, Eorundemque Extenſione.*

ARTICULUS LXXXVI.

Quantumvis in univerſali Libertatum, & Prærogativarum, Juriumque, ac Immunitatum, nec non Legum tàm Communium, quàm & Municipalium Inclyti Regni Hungariæ, aliorumque Eidem annexorum, & Sacræ Ejusdem Coronæ ſubjectorum, per Suam Sacratiſſimam Cæſareo-Regiam actu glorioſiſſimè regnantem Catholicam, & Apoſtolicam Majeſtatem, hâc etiam Diætâ Articulariter clementiſſimè declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. attactorum Annorum Articuli indubiè confirmati ſint, & habeantur; Nihilominùs tamen, pium, & ſalutare ejusmodi Petitum, altetitulatâ Suâ Sacratiſſimâ Majeſtate clementiſſimè applacidante, & mox præcitatos ſupraſcriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, ſtatuitur, nè in præfatis Croatiæ, & Sclavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Profeſſionis cujuspiam, præter ſolos Romano-Catholicos, Poſſeſſionis Bonorum ſint capaces.

De Banali Authoritate.

ARTICULUS LXXXVII.

Ex benigniſſimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoàd Authoritatem Banalem renovatur.

De reſtituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalatus Varasdienſis illocatus fuerat, pluribusque Querelis ac Gravaminibus, in Articulo 113. *Anni* 1715. *comprehenſis, complanandis, & in futurum tollendis.*

ARTICULUS LXXXVIII.

Hôc quoque Punctô datâ benignâ Reſolutione Regiâ humillimè acceptatâ, renovatôque, & rurſùm confirmatô Articulô 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem ſpecificatorum, deſideratus indilatè ampliùs ſequatur effectus, à parte Regni neceſſarii eatenùs Commiſſarii, & quidem pro Præſide, Dominus actualis eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Pálffy; Dominus item Comes Joannes Draskovich; Dominus Comes Joannes Cſikuliny, Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis Camerarius; Prætereà Regni ejusdem Vice-Banus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Mallenich; & Comitatuum Varasdienſis, & Criſienſis, ex ſingulo videlicet unus Vice-Comes (non obſtante unius, aut alterius abſentiâ, ac in Locum abſentis, alterius idonei Subjecti ſubſtituendi, penes Comitem Banum, quà Præſidem, manente facultate) mox finitâ præſenti Diætâ, cum reliquis, per Suam Sacratiſſimam Majeſtatem, à parte Auguſtæ Ejusdem Aulæ eò deſtinandis, & effectivè exmittendis Commiſſariis, reſolutam eatenus benigniſſimam Commiſſionem effectuaturi; Non ſecùs de Lika, & Corbavia, inferiorique Sclavonia, ad ſenſum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cognituri, incorporanda incorporaturi, & complananda complanaturi, abrogandaque abrogaturi denominantur. ANNO 1723.

De Celebratione Judiciorum Octavalium Banalium.

ARTICULUS LXXXIX.

Pro tantò celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Juſtitiæ curſu, ac Adminiſtratione, in caſum abſentiæ, aut legitimè impediti Domini Comitis Bani, quà aliàs Judiciorum inibi celebrandorum Octavalium ex Officio Præſidis Locumtenens, ſeu ejusdem Domini Comitis Bani Vices Gerens, aut alter quispiam, è gremio eorundem Regnorum ad id aptus, & idoneus, per Comitem Banum, & Regnum, de antiqua ejusdem conſuetudine, pro Præſide, toties quoties neceſſum fuerit, poſſit ac valeat legitimè denominari & conſtitui.

De publicorum Onerum Contumacibus, & refractariis Supportatoribus, ad eadem compellendis.

ARTICULUS XC.

Naturali ſiquidem rationi, & æquitati conforme ſit, illi, cui bonum Publicum commune eſt, Onerum quoque publicorum ſupportationem ſuô modô communem eſſe debere; Qui igitur contumaciter talibus ſemet ſubtraherent, & Jurisdictioni Regni ſubjecti eſſent, ut ſuis viis & modis eatenùs adigantur, & compellantur, juſtum omninò eſſe.

De abrogandis Triceſimatorum abuſibus, Legibusque eatenùs etiam ad Arendatores extendendis.

ARTICULUS XCI.

Articulo 13. & 51. præſentis Diætæ Regni Hungariæ, benigniſſima Reſolutio Regia, Regno quoque Croatiæ, & Sclavoniæ communiter deſerviet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Triceſimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

De Confirmandis Prærogativis Nobilium unius Seſſionis, & Armaliſtarum.

ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Turopollya, prout & Armaliſtarum, ac unius Seſſionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato uſu præfuiſſent, & ad præſens usque perſiſterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familiæ demùm Draskovicſianæ, reſpectu Bonorum Sztenichnyák; ita & Comitiſſæ Barbaræ Erdödy occaſione Dominii Bozilievo; non ſecùs de præcavendis remedendisque gravibus admodùm Exceſſibus Statûs Militaris Capronczenſis, Varasdienſis, & Carloſtadienſis, finitâ hâc Diætâ quantociùs coram ordinata eatenùs, benigneque reſoluta Commiſſione Regia uberius remonſtrandis, adminiſtrandaque eatenùs Civitatibus Capronczenſi, & Varasdienſi, tàm Arcenſi, quàm Civitatenſi Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmiſſum, Varasdienſium videlicèt, & Carloſtadienſem Generalatum, ſivè per præjudicioſam admodùm Fœnilium depascuationem, ſivè aliàs qualitercunque læſis, & injuriatis, effectiva Juſtitia, & Satisfactio, ad Commiſſionem ſupramemoratam Articulo 88. remittitur, indubiè effectuanda.

Ut Familia Erdödiana in integrum Jurium ſuorum reponatur.

ARTICULUS XCIII.

Juſtum eſſe agnoscit Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam Montis

ANNO 1723. Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium eò ſpectantium Poſſeſſionem, quam ſub magnæ memoriæ Imperatore, ac Rege Leopoldo, penes benignas Ejusdem Regias Reſolutiones cum ſubſecuta Metarum, à circumadjacentibus Confiniis ſeparatione, ac diſtinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commiſſionem 88. Articulo clementer reſolutam, ac ordinatam iterùm reponatur, aut eâdem Commiſſione ne fors dilatâ, vel ex quocunque demùm capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familiæ gravia damna, totque Eidem illata præjudicia, per aliam, eum in finem, à Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtate clementer ordinandam, finitâ præſenti Diætâ, quantocyùs præmiſſa effectuentur, Confiniariique Ivaniczenſes, ac Criſienſes, ab intentandis quibusvis Violentiis, Invaſionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, ſeriò, & diſtrictim coerceantur.

De Nobilitate Trans-& Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas ſibi, per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.

ARTICULUS XCIV.

In illatis ſibi per Homines, & Officiales Bonorum antea Frangepaniano-& Zriniano-Fiscalium, ad præſens verò Cameræ Græcenſis, hactenùs, & ne fors in futurum inferendis, tam bene realibus, quàm Perſonalibus, uti & mixtis injuriis, Nobilitas Trans-& Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris viâ, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ clementiſſimè annuente, procedat, & beneficiô Articuli 44. Anni 1715. imperturbatè utatur.

De Civitatis Criſienſis Unione.

ARTICULUS XCV.

Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renovatur; in Locum moderni Domini Comitis Episcopi Zagrabienſis, ſi commodè adeſſe non poterit, Præpoſitus, aut alter è gremio Venerabilis Capituli Zagrabienſis, per modofatum Dominum Episcopum denominandus, conſtituitur, reliquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commiſſariis, in ſuo Caractere manentibus; Qui mox finitâ Diætâ, delegatâ ſibi eatenùs Commiſſione fungerentur, examinatisque, & cognitis utriusque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, univerſa Partium inibi producenda Jura revideant, & an ejusmodi Unio, absque convulſione Jurium, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri poſſit, cum Voto, & Opinione ſuis, mediô Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, prælibatæ Suæ Sacratiſſimæ Majeſtati reportabunt.

Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infraſcriptis Ordinibus recipitur.

ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, per ſedulam Hospitalium, & Noſocomiorum Curam, & Adminiſtrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zeloſè exercitam, magnos Chriſtianæ Pietatis Fructus operari comperiatur, nec minorem in hoc pariter Apoſtolico Regno Hungariæ, poſt Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem ſuum ſusceptione, & ad Functiones, ac Beneficia ſui Ordinis, eorundem admiſſione, Fructum, Status, & Ordines ſibimet meritô pollicerentur; Hinc præviâ Suæ Cæſareæ, & Regiæ Majeſtati humillimâ Supplicatione, & accedente Ejusdem benignô aſſenſu, ad demiſſam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eô fine factam Ejusdem Inſtantiam, ac zeloſam Eminentiſſimi, ac Sereniſſimi Cardinalis Ducis de Saxonia, Principis Archi-Episcopi Strigonienſis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpoſitionem, determinatum eſt: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum iſtud, & Partes Eidem annexas, Votô tamen, & Seſſione absquè omni, pro recepto & ſtabilito habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Noſocomiorum, debitô modô, & ordine, ac à Fundatoribus præſcripta Cautione adminiſtrare; Non ſecùs alia etiam Bona Fundationalia, purè Sæcularia, & liberæ Fundatorum dispoſitioni ſubjecta, Jure, & Titulô duntaxat Pignoratitiô poſſidere valeat, Filiosque Nobilitatis Patriæ, aliosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoneos, ac Capaces, ad Beneficia quoque Sui Ordinis aſſumat. Pariter & Religioſi Ordines Capucinorum, Fratrum Miſericordiæ, Servorum Beatæ Virginis MARIÆ, nec non Carmelitarum Calceatorum, & Discalceatorum, & Paulanorum, ità & Societatis Virginum Urſulitarum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum iſtud Hungariæ, & Partes Eidem annexas recipiuntur; Qui omnes non ſecùs & hactenùs quandocunque recepti, & quocunque Nomine inſigniti Ordines, in ſignum Pietatis, & Gratitudinis, ſinguli, Duodecim Sacroſanctæ Miſſæ Sacrificia, pro Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Succeſſorumque Hungariæ Regum, Regnique hujus Apoſtolici Incolumitate, Incremento, & Prosperitate, ſingulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Moniales celebrari facere teneantur. ANNO 1723.

De Syſtemate Conſilii Regii Hungarici.

ARTICULUS XCVII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima, Conſilium Regium Locumtenentiale inſtituit, Præſide Palatinô cum viginti duobus Conſiliariis ex Statu Prælatorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majeſtatem ex nunc, & in futurum denominandis; In caſu verò ſubſecuturæ Conſiliariorum Vacantiæ, prælibatum Conſilium, non ſolùm omnium, pro eadem Vacantia Inſtantium ſupplices Libellos Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ſed & alios aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demiſſè proponet, & ulteriorem benignam Reſolutionem Regiam præſtolabitur; Supernumerarii quoque Juniores, Juramentô adſtringendi, ex Magnatum & Nobilium Statu, ſinè Voto tamen & Salario, ad idem Conſilium, pro capienda rerum Experientia, ad arbitrium Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ admittentur, & ſæpedictum Conſilium, ex Regalibus Proventibus ſalariandum, ubi primùm fieri poterit, ad meditullium Regni collocabitur; Intereà verò Poſonii manebit, neque ex Conſiliariis, ulli, niſi legitima de Cauſa, Præſidi ſemper inſinuanda, præter legales Ferias, ex eodem Conſilio abeſſe licebit; ita tamen, ut ad minimùm Duodecim, ad latus Præſidis continuò præſentes eſſe debeant. In legitima demùm Comitis Palatini abſentia, Judex Curiæ Regiæ eidem Conſilio præſidebit. ANNO 1723.

De Conſilii Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.

ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ ex Conſiliariis, unà cum Secretariis, Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit; Regiſtratorem verò, Rationum Exactorem, Expeditorem, & reliquos Subalternos, ipſum Conſilium, obſervatâ Votorum pluralitate conſtituet; Ipſas verò Expeditiones; Præſes cum Cancellariæ Directore, & uno ex Secretariis ſubſcribet. Conſilium utatur Sigillô Suæ Majeſtatis Cæſareo Regiæ, cum circumferentia Aquilæ, in medio autem Inſignibus Regni; prouti hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis Hæreditariis, omni tempore uſitatum fuit.

De Generali Regni Perceptore.

ARTICULUS XCIX.

Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Suæ Majeſtati repræſentatus, ſequetur circa Perceptorem Regni determinata Reſolutio.

De Commiſſariatu.

ARTICULUS C.

Directorem Commiſſariatûs ex Conſiliariis, & Statu Magnatum, ac prætereà ex omnibus quatuor Regni Circulis, ſeu Diſtrictibus, quatuor Commiſſarios Nationales ex Statu Nobilium Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit, & ſi amplitudo Regni & Diſtrictuum exegerit, ad repræſentationem Conſilii, plures etiam conſtituet, quorum Activitas, per Inſtructionem jam ſtabilitam, determinata eſt.

De

ANNO 1723.

De Consilii Regii Authoritate, Modoque, ea quæ à benigna Cæsareo-Regiæ Majestatis Resolutione dependerent, Suæ Majestati repræsentandi.

ARTICULUS CI.

Præfatum Consilium à nullo Dicasterio Aulico, sed Sua Majestate Sacratissima, tanquam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Suæ Majestati Sacratissimæ repræsentandum habuerit, illud mediô demissarum Literarum suarum repræsentabit, & Majestas Sua Sacratissima, benignam suam Resolutionem, aut per Rescriptum,aut per Decretum Regium,pro varietate Rerum & Negotiorum,eidem Consilio intimabit. Consiliarii pro uberiore informatione ad Suam Majestatem Sacratissimam mittendi, si necessarii videbuntur, per Suam Majestatem Sacratissimam, prævia Consilii repræsentatione, & approbatione Suæ Majestatis, vocabuntur; Quod verò Correspondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinet, cùm in iisdem Regnis & Provinciis existentia Gubernia & Regimina, in rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correspondeant, sed Suæ Majestati Sacratissimæ demissas Relationes præstent; Ideò id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum veniet.

De Activitate Consilii Regii in genere.

ARTICULUS CII.

Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra positivas Patriæ Leges nihil determinet, & Diætales Conclusiones, per eos, quibus incumbet, effectui mancipari faciat; Ac præterea, ut Concluſa semel per pluralitatem Votorum in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, justum omninò est.

De Impopulatione Regni.

ARTICULUS CIII.

Ut liberæ quævis Personæ, per Sexennium à quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit, benignè admittet Sua Majestas Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis eatenùs publicari possint, id cum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum deliberari debebit. Bona etiam Neoacquistica, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoscentur, modô ibidem declaratô restituentur. Personarum benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majestas Sacratissima condignam reflexionem habebit.

Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.

ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benignæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutionis, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & erudiendis Liberis negligentioribus, nè ejusmodi Liberi delitescant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione & accommodatione, attenuatarumque Familiarum sublevatione.

ARTICULUS CV.

Quòd si Parentes, aut Tutores, in educatione Prolium, & Pupillorum negligentiores fuerint, & Comitatus eatenùs non providerint, per sæpefatum Consilium admonendi erunt. Respectu Fundationum ritè administrandarum, Articulo 70. provisum jam est. Magnatum & Procerum Filios, in Aula Regia hactenùs accommodatos & educatos fuisse, ipsimet Status recognoscunt, ut iidem, & Nobilium etiam Filii, more antiquitùs observatô, in Aulis quoque Procerum accommodentur & educentur, conveniens omninò erit. Domi delitescentium bonarum Familiarum Filii, per Comitatus Consilio Regio Locumtenentiali indicari debebunt, ut per illud Suæ Majestati Sacratissimæ demissè proponi, & pro exigentia Qualitatum Suarum accommodari possint. ANNO 1723.

Ut Domus Regnicolarum, pro publicis necessitatibus, & signanter Archivi Conservatione instituatur.

ARTICULUS CVI.

Si Consilium Locumtenentiale Regium,cum Septem-Virali, & Judiciaria Tabula, ad meditullium Regni translatum fuerit; Domus etiam ibidem comparari pro conservando Archivo debebit; Intereà verò Posonii existens Regnicolarum Domus restauranda erit.

De Improtocollatione, seu Intabulatione, in Comitatibus, & Civitatibus observanda.

ARTICULUS CVII.

Ad normam aliorum Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improthocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatibus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri subjicienda, sita sunt, in futurum fiant, & quantocyùs stabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis observatam, prioritas Juris in futurum observetur.

De Judiciis Montanisticis, Legibus Regni conformandis.

ARTICULUS CVIII.

Judicia Montanistica, secundùm privatas eorundem Leges, ultrà Sæculum stabilitas, in suo esse manebunt.

De præcavendis Incendiis.

ARTICULUS CIX.

Ut ad præcavenda Incendia, omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates instituantur, Consilio Regio Locumtenentiali incumbet: Voluntarii verò & publici Incendiarii, pœnâ, supra in Articulo 11. expressâ, irremissibiliter puniantur.

Contra Blasphemos in DEUM, *Beatissimam Virginem* MARIAM, *& Sanctos* DEI, *animadvertendum.*

ARTICULUS CX.

Contra Blasphemos positivæ Patriæ Leges districtim observentur.

Ut Excessuosi Delitescentes coërceantur.

ARTICULUS CXI.

Parentibus, & Superioribus suis inobedientes, nullius Frugi, & bonas quasvis adhortationes spernentes, Authoritate Magistratuali compescantur.

De Informationibus à Comitatibus, & Civitatibus per Consilium accipiendis.

ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, & Diætaliter concluſorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Consilio Regio Locumtenentiali necessarias Informationes suppeditabunt; quas si dare omiserint, Consilium Suæ Majestati repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

De Salvis Conductibus, per Suam Majestatem Sacratissimam extradi solitis.

ARTICULUS CXIII.

Salvi Conductus, prout & hactenùs factum fuit, non secùs, quàm habitâ de casu à Comitatibus sufficienti Informatione, expedientur. Asyla, quibus suffragari debeant,

ANNO 1723.

debeant, cùm ſtante præſenti Diætâ, ob brevitatem temporis elaborari non poſſit, ſæpedictum Conſilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ac in proximè futura Diæta, ut ibidem determinari poſſit, referet.

De Curſu Poſtæ ordinando.

ARTICULUS CXIV.

De Curſu Poſtæ ordinando, Sua Majeſtas Sacratiſſima Generalem ſuum Poſtarum Magiſtrum audiet, & quod Publica neceſſitas ſuadebit, benignè determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis eſſe debeat? Cùm Status, & Ordines ſtante Diætâ elaborare nequiviſſent; Ideo eandem Conſilium Regium Locumtenentiale elaboret, & Suæ Majeſtati, ac etiam ſucceſſivè Statibus & Ordinibus Regni in Diæta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majeſtas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quoàd Inſtitutum promovendorum Publicorum, Clementi Ope & Gratiâ conſolari dignetur; & Commercia intra Regnum inſtituantur.

ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut non ſolùm Inſtitutum quodpiam, Bono publico utile & proficuum, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ Conſilium Regium Locumtenentiale demiſſè proponat; Sed & de ſtabiliendo intrà Regnum Commercio, cum Hominibus Commercii inſtituendi gnaris conferat, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eadem omnia pro benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Ratificatione, vel modificatione, pariter & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diæta ſubmittere poſſit; Nevè Merces Publico damnoſæ, & inutiles, in Regnum inducantur; ac ut naturalia quoque in ſortem Mercium inducendarum à Quæſtoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimodè protegantur, præfatum Conſilium proſpiciet.

De diverſi generis Mechanicis in Regnum inducendis.

ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum aſſecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer disponet Sua Majeſtas Sacratiſſima; Cæterùm, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Reſidentiam fixerint, nullos Fundos habeant, nè per culturam eorundem à Manufactura diſtrahantur, ſæpefatum Conſilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica inſtituendorum Commerciorum elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & cum eorundem Concurſu, Commercia ipſa meliori ſucceſſu inſtitui & continuari valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Advenæ, expletis præmiſſis Exemptionis Annis, redeant, ſed potiùs fixam Reſidentiam continuent, invigilandum veniet.

De præcavenda Vinorum præſtantiorum adulteratione.

ARTICULUS CXVIII.

Juſtum eſt, nè propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiatur, ut Vina præſtantiora quocunque modò adulterantes, vel ex deterioribus Promonthoriis eadem ſubſtituentes, & ſub nomine horum ipſo vendentes, taliterque Emptores defraudantes, & publicum Commercium impedientes, in amiſſione totalis Vini ſui per competentes Comitatûs Magiſtratus, ipſò factò inſtantaneè puniantur.

De Quæſtu Pecorum inſtituendo, & Quæſtorum Extraneorum in Regnum libera permiſſione. ANNO 1723.

ARTICULUS CXIX.

Petitum hoc Statuum, cum Vicinis etiam ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis, benignè conferet Sua Majeſtas Sacratiſſima, & cum iisdem ea, quæ promotionem Quæſtûs Pecorum concernent, auditò etiam eatenùs Conſiliò Regiò Locumtenentiali, prævià cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De coërcendis Uſurariis.

ARTICULUS CXX.

Ut Uſurarii, Actione Fiſco Regio competente, eidemque relictâ, non tantùm in totius Intereſſe, ſed etiam Capitalis amiſſione puniantur, & quod ultra legale ſex per centum Intereſſe, à Debitoribus ſuis exegerunt, id Damnificatis per idem Judicium reſtituatur, juſtum eſt.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicenda inductione.

ARTICULUS CXXI.

Ubi primùm de ſufficienti, & bono domeſtico Ferro Regnicolis proviſum fuerit, Inductio Ferri extranei per ſe reſtringetur.

De Aquæ-Ductibus inſtituendis.

ARTICULUS CXXII.

Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Impopulationem Regni conducentia; Ità, ut Fluvii quoque navigabiles per diverſos Canales, & Foſſas, ad varias Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Conſilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnaros ſuperindè conſulet, cum iisdem tractabit, & concludenda Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demiſſè ſubmittet, & in Diæta reportabit.

Excellentiſſimi ac Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui ſubinſerti Domini à Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.

ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum, cumulatiſſimorumque & proficuorum, erga Auguſtam Domum Auſtriacam, Regnantemque Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, ac ejusdem glorioſæ reminiscentiæ Prædeceſſores, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quaſi continuâ ſerie remonſtratorum meritorum, Sagôque & Togâ præſtitorum Servitiorum optimè memores, propriò motu, & in præmentionatos Dominos Comites à Stahrenberg inclinati grati animi propenſione, prævîque Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitis, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eſchelberg, Liechtenhag, Freyſtadt, Pottendorff, Hatvan, &c. Supremi ac Perpetui tam ſuperioris, quàm inferioris Auſtriæ Provincialis Mareſchalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualis Intimi Conferentialis Conſiliarii invitatione, memoratum Dominum Thomam Gundakerum à Stahrenberg, & per Eum, Excellentiſſimos pariter, Comitem Guidonem à Stahrenberg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualem Intimum Conſiliarium, Campi Mareſchallum, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Auſtriacas Provincias Commendatorem; Comitem Conradum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter actualem Intimum Conſiliarium, & apud Sereniſſimum Regem, ac Rempublicam Magnæ Britanniæ

ANNO 1723.

actualem Legatum; Comitem Maximilianum à Stahrenberg, altefatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, Generalem Artolleriæ, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum; Comitem Gundamarum à Stahrenberg, præfatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, & Excelſæ Aulicæ Cameræ Conſiliarium; ac Comitem Franciscum Joſephum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter Camerarium; Non ſecùs & in Linea recta eorundem Descendentes univerſos Hæredes & Succeſſores, cum Taxæ Indigenatûs (quam aliàs recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis exſolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Hungariæ Incolarum, & Indigenarum, cum Voto & Seſſione competentibus, cooptant: Spem firmam ſibi pollicentes, antelatum Dominum Comitem Thomam Gundakerum à Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites à Stahrenberg, Eorundemque Hæredes & Succeſſores, in omne tempus, utiles Patriæ Cives, Juriumque & Prærogativarum, ac Legum Patriarum Obſervatores, ſtudioſosque Protectores, ac Defenſores futuros.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinitz, in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXIV.

Gratam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regni, ſupramemorati Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Rom. Imp. Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz, Viklek, Winar, Krattenau, Egerzau, Matzen, & Angern, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejusdemque Regni Supremi Aulæ Præfecti, ſub præſenti Generali eorundem Conventu, & aliàs quoque ſtudioſè declaratam, iidem Status, & Ordines recognoscere ſatagentes, titulatum Dominum Comitem, motu propriò invitatum, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indigenarum; pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinitz, & reliquos masculini Sexûs Descendentes, cum Voto, & Seſſione competentibus, receperunt, & conſuetam etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt; Confidentes eundem in futurum quoque, ergà Nationem hanc tantò magìs gratum, & utilem Patriæ Civem, Juriumque & Prærogativarum Regni Obſervatorem, & Manutentorem futurum.

Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merci, & Illuſtriſſimi Domini Comites Joannes Joſephus, & Franciscus Jörger, in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXV.

Gratâ prætereà cum ſatisfactione Excellentiſſimi, & Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merci, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cavalleriæ Generalis, unius Regiminis Equeſtris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Diſtrictûsque Tömöſſienſis Supremi Commendantis, ac ejusdem altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Conſiliarii, diverſis occaſionibus, præſertim verò ultimariò hôcce Bellô Turcicô, in propugnando hocce Regno, contra infenſiſſimum Nominis Chriſtiani Hoſtem Turcam conteſtatum ſtudium, & propenſionem, Status & Ordines Regni recognoscentes; Conſideratisque Illuſtriſſimorum Dominorum Comitum Joannis Joſephi, & alterius Francisci à Jörger Meritis; Eosdem unanimi omnium Votô & conſenſu in numerum ſui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Confidentes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tanto magìs gratos, & utiles Patriæ Cives ſeſe exhibituros; Qui Dominus Comes à Merci, tam ſolitum ſuperindè Juramentum jam depoſuiſſet, quàm etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Caſſæ Regni ſatisfeciſſet.

Illuſtriſſimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, in Hungarum jam priùs receptus, inarticulatur.

ANNO 1723.

ARTICULUS CXXVI.

Et quia Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarius, & in Negotiis Hungaricis ordinatæ Cameralis Commiſſionis Præſes, nec non Comitatûs Békeſſienſis Supremus Comes, tametſi ante annum adhuc 1687. in Hungarum, uti id ipſum ex Diplomate ſuperindè extracto, remonſtrâſſet, receptus fuiſſet; attamen ob Ejusdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majeſtati occupati abſentiam, ſui receptio inarticulari omiſſa fuiſſet; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Conſortium ſuum cooptato & acceptato, præſenti Articulô declarant: Ulteriùs quoque in Ejusdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem ſemet exhibiturum; Ac ſiquidem jam ante conditum ſupramentionati Anni 1687. 26. Articulum receptus extitiſſet, ad perſolvendam etiam eôdem Articulô contentam Indigenatûs totalem Taxam, eundem minùs obligari decernunt.

Dominus Baro Erneſtus à Petráſch, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVII.

Inſuper Status, & Ordines gratâ recolentes memoriâ, fidelia Regno Hungariæ præſtita Servitia, perpeſſosque ob defenſam Regni, apud immanem Chriſtiani Nominis Hoſtem Turcam duros Carcerum ſqualores Magnifici Domini Liberi Baronis Erneſti à Petráſch, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati Colonelli, & Legionis Schönborianæ Commendantis, ad demiſſam ejusdem apud Status, & Ordines propterea factam Inſtantiam, eundem in Hungarum receperunt & cooptârunt; Ità tamen, ut tàm Juramentum, ſecundùm formam Decretalem deponere, quàm etiam Caſſæ Regni, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. ſatisfacere, iisdemque peractis, Privilegia ſua ex Cancellaria Regio-Hungarica Aulica extrahere debeat, & teneatur.

Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVIII.

Conſideratis præterea Perilluſtris, ac Generoſi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, & Referendarii Intimi, tam ſub proximè præterito Anno celebratæ Syſtemalis Commiſſionis, quàm etiam præſentis Diætæ decurſu, erga Regnum, & Nationem hanc conteſtatis Officiis, impenſisque per eundem plurimis laboribus, & fatigiis, ad præviam ejusdem ſuperindè factam ſubmiſſam Inſtantiam, Status & Ordines Regni, eundem unà cum Filiis ſuis, Domino Joanne Joſepho, altefatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis inferioris Auſtriæ Regiminis Conſiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, & prouti & ſuis, ſuorumque utriusque Sexûs Descendentibus, in numerum, & Cœtum reliquorum Regni hujus Indigenarum cooptârunt, & receperunt; intuitu quorum utilium ejusdem Servitiorum, impenſorumque fatigiorum, Taxam quoque mille Aureorum eidem condonârunt, & relaxârunt; Confidentes eundem impoſterùm etiam fidelem Regni Civem ſe ſe exhibiturum.

Domini Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus à Brokhauſen, pariter in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXIX.

Ad ultimum, ob præſtita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occaſionibus præſtanda, & exhibenda ipſorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in paſſu apud Status, & Ordines Regni humili Inſtantiâ Perilluſtrium ac Generoſorum Dominorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Conſiliarii, & Rei Annonariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wilhelmi à Brokhauſen, Ejusdem altefatæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſilii Aulæ Bellici æque Conſi-

ANNO 1723. Consiliarii, & Intimi Referendarii, Eosdem pariter in Cœtum Indigenarum istius Regni recipiunt; Sperantes Eosdem bonos, utiles, & Fideles Patriæ Cives futuros. Qui tamen tàm solitum Juramentum deponere, quàm etiam Articulo 26. Anni 1687. satisfacere tenebuntur.

CONCLUSIO.

NOs itaque demissâ memoratorum Fidelium Nostrorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque prætacti Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Statuum, & Ordinum Supplicatione & Instantiâ benignè exauditâ, clementer & admissâ: Universos præspecificatos Articulos, prævio modò Nobis præsentatos, hisce Literis nostris de verbo ad verbum inseri, & inscribi fecimus, eosdemque, ac omnia & singula in illis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regium Consensum nostrum, benevolum pariter & assensum præbuimus, Regiâque pariter Authoritate nostrâ approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos Fideles Status & Ordines, quòd omnia in præinsertis Articulis contenta, tàm Nos ipsi observabimus, quàm per alios quoscunque Fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum nostrarum Vigore, & Testimoniò Literarum mediante. Datum in Archiducali Civitate nostra Vienna Austriæ, die decimâ nonâ Mensis Junii, Annò Domini Millesimo, Septingentesimo, Tertiò. Regnorum nostrorum, Romani duodecimo; Hispaniarum vigesimo; Hungariæ verò, Bohemiæ, & reliquorum Anno decimo tertio. Reverendissimis, Serenissimo, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis, Christiano Augusto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitanæ Strigonienſis; Ac Emerico è Comitibus Csáky, Colocensis & Bachiensis Ecclesiarum Canonicè unitarum Archi-Episcopis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteris Cardinalibus; Illò quidem Jaurienſis, hôc verò Varadiensis, Administratoribus; Comite Ladislao Adamo Erdödy, Nittriensis; Fratre Emerico è Comitibus Esterházy, Wesprimiensis; Alterò Fratre Ladislao è Comitibus de Nádasd, Csanadiensis; Comite Francisco Wilhelmo á Nesselrod, Quinque Ecclesiensis; Comite Gabriele Antonio Erdödy, Agriensis; Michaële Friderico è Comitatibus ab Althann; præfatæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale, Vaciensis; Petro Bakics, Bosnensis; Francisco Josepho Wernics, Sirmiensis; Nicolao Pohmajevics, Segniensis, & Modrusiensis, seu Corbaviensis (Sedibus Zagrabiensis & Transylvaniensis vacantibus) Georgio Gilláni, Tinniniensis; Emerico Libero Barone Pongrácz, electo Pharensis; Andrea Körtessy, electo Tragurienſis; Comite Paulo Forgács electo Rosonensis; Michaële Werbanics, electo Scardonensis; Paulo Spáczay electo Arbensis; Stephano Kontor, electo Tribunicensis; Joanne Okolicsány, electo Novienſis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jány, electo Samandriensis; Francisco Ladislao Lib. Barone Mednyánszky, electo Catarienſis; Joanne Kis Seniore, electo Ansarienſis; Joanne Bublovics, electo Scopiensis; Matthia Marckl, electo Stagnensis; Antonio Hermanno Libero Barone Pechmann, electo Biduanensis; Joanne Rácsay, electo Pristinensis; Ladislao Szörényi, electo Dulcinensis; Joanne Kiss Juniore, electo Corzolensis; Georgio Foglár, electo Serbiensis, Comite Paulo Zichy, electo Scutarienſis; Michaële Kébel, electo Temnensis; Andreâ Petrik, electo Wovadrensis, Georgio Zorger, electo Dulmensis; Paulo Olasz, electo Almisiensis; Comite Emerico Juniore Esterházy, electo Sibinicensis; & Paulo Ignatio Névery, electo Makarienſis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesias DEI feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Pálffy ab Erdöd, prædicti Regni nostri Hungariæ Palatino, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Kohári de Csábragh, Judice Curiæ nostræ Regiæ; Comite Joanne Pálffy à prædicta Erdöd, antelatorum Regnorum nostrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Bano; Comite Sigismundo Csáky de Keresztszegh, Tavernicorum; Comite Marco Czobor, de Czobor Szent Mihály, Janitorum (Officiis Curiæ, & Pincernarum vacantibus) Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agazonum; Comite Joanne Draskovics de Trakostyán, Cubicul-

bicul-ariorum; Comite Petro Zichy de Vásonkö, Dapiferorum nostrorum Regalium per Hungariam Magistris; ac prælibato Comite Nicolao Pálffy à repetita Erdöd, Comite Posonienſi; Cæterisque quàm plurimis toties fati Regni nostri Hungariæ Comitatus tenentibus, & Honores. ANNO 1723.

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖDY
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE *& le Roi de* PERSE, *conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *V. St.* 12/23. Sept.

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

SOIT notoire par ces presentes, que les Troubles arrivez en Perse il y a déja quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur légitime Souverain, & de lui causer par là un préjudice inexprimable, ils auroient porté leurs violences jusques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Russie, non-seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considerables, mais encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement; quoiqu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de negocier ensemble paisiblement: & attendu que S. M. le Roi de Perse qui regnoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture fâcheuse de ces Troubles, de donner aux Sujets de S. M. Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit dûë, pour les insolences commises envers eux; Sadite Majesté Imperiale, en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre l'entiere destruction de son Royaume, ni que le mal, qui va toûjours en augmentant, s'étendît enfin jusques sur ses propres Frontieres, a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre lesdits Rebelles, de s'emparer de quelques-unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne, & d'y mettre Garnison de ses Troupes: Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture présente, pour arrêter les progrès de ces Rebelles, qui ne sont déja que trop puissans. On jugera de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont euë, non-seulement de se rendre maitres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui a échapé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Successeur aux Royaumes & Païs du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveller l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la resserrer encore plus étroitement: A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa part pour S. M. Imperiale de Russie, la personne d'Ismaël Begh, dont l'affection & la fidelité lui sont connuës, tant pour notifier à Sadite Majesté son élevation au Trone du Roi son Pere, en vertu de son Droit legitime de Succession, que pour lui demander du Secours contre les violences insupportables desdits Rebelles; l'ayant muni de Pleinspouvoirs, pour conclure avec Sadite Majesté Imperiale un Traité formel à cet égard. *A ces Causes*, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres sousignez de Sadite Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus des Articles suivans.

I. Promet S. M. Imperiale de Russie au Roi *Fachmasib*, une Amitié sincere, & une promte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit rétabli dans une tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de *Russie* s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considerable de Cavalerie & d'Infanterie.

II. D'au-

ANNO 1723.

II. D'autre part, ledit Roi de Perſe cede pour toûjours à Sadite Majeſté Imperiale de Ruſſie & à ſes Succeſſeurs, ſpécialement les Villes de *Derbent* & de *Baku*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer *Caſpienne*; comme auſſi les Provinces de *Ghilan*, *Mazanderan*, & *Aſterabat*, qui demeureront à perpetuité à Sadite Majeſté Imperiale, pour ſervir à la ſubſiſtance de ſes Troupes, ſans être autrement à charge à Sadite Majeſté le Roi de Perſe.

III. Mais attendu l'impoſſibilité qu'il y a de transporter ſi loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie néceſſaires, auſſi bien que les Bagages, Proviſions & Munitions dont on peut avoir beſoin, & d'autant que l'Ambaſſadeur de Perſe a aſſuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Païs cedez à Sadite Majeſté: Elle a ordonné à ſes Généraux qui ſont déja en ce Païs-là, d'en raſſembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas ſuffiſamment, S. M. le Roi de Perſe s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir beſoin pour le transport des Bagages; comme auſſi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, ſpécialement de Pain, de Viande & de Sel: à condition neanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur ſoit livré au prix convenu, qui ſera payé comptant; ſavoir, la meſure de Grain appellée *Batman*, du poids de 60. Livres de Ruſſie, 10. Copecks; le Batman de Bœuf, 16. Copecks; le Batman de Sel, 2. Copecks; un Mouton peſant 4. Batmans, un Roubel; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce ſera au Roi de Perſe à payer le ſurplus de ce à quoi ils ſont taxez par le préſent Article de ce Traité. Et afin qu'il ſoit pourvu à tems à la ſubſiſtance de nos Troupes, lesdites Proviſions commenceront à ſe faire auſſi tôt que l'Ambaſſadeur de Perſe ſera arrivé dans le Païs.

IV. Il y aura donc desormais entre S. M. Imperiale de Ruſſie & ſes Etats d'une part, & le Roi de Perſe & ſes Royaumes de l'autre une conſtante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entiere liberté de voyager, paſſer & repaſſer, ſéjourner & trafiquer ſur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur ſemblera, ſoit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent reſpectivement dans lesdits Païs, ou ailleurs, ſans qu'il leur ſoit cauſé aucun empêchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Ruſſie & S. M. Royale de Perſe s'obligent réciproquement, comme auſſi de punir tous ceux qui oſeroient contrevenir à leurs intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Ruſſie, de tenir pour ſes Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perſe, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnoître pour ſes Amis tous ceux qui le ſeront de Sadite Majeſté Royale de Perſe, laquelle de ſon côté promet d'en uſer de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Ruſſie.

En foi de quoi, & pour plus grande ſûreté & exécution de tout le contenu au préſent Traité, Moi *Ismaël Begh*, Ambaſſadeur Plenipotentiaire du Sereniſſime Roi de Perſe, ai ſigné ledit Traité de ma propre main, & y ai appoſé mon Cachet, avec Serment ſur ma Foi, en vertu du Pleinpouvoir à moi donné, ſcellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, ſcellé du Grand Sceau de S. M. Impériale de Ruſſie, & ſigné par ſes Miniſtres députez à cet effet.

Etoit ſigné de la part de S. M. Imperiale de Ruſſie: C. GABRIEL DE GOLOFSKIN, Grand Chancelier. ANDRE' D'OSTERMANN, Conſeiller intime d'Etat. BAZILE DE STENPHANOFF, Conſeiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perſe: ISMAEL BEGH, Grand Ambaſſadeur Plenipotentiaire.

XXIII.

1724. 22. Fevr. *Traité d'Alliance entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE, *conclu à Stockholm le* 22. *Fevrier* 1724.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

ANNO 1724.

SAvoir faiſons à tous & chacun, que comme par la Paix concluë à Neuſtad le 30 Août 1721 l'ancienne, & pendant un long-tems interrompuë amitié & la bonne intelligence de voiſinage entre Sa Majeſté le Roi de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majeſtés gardent une ſincere intention, non ſeulement de conſerver ſans interruption l'amitié rétablie, mais auſſi de ſerrer davantage ce lien, & d'avancer le mieux poſſible leurs interêts communs; ſa ſusdite Majeſté Suedoiſe a ordonné les reſpectifs Senateurs du Royaume, le Préſident de Chancelerie, le Chancelier de Cour & Secretaire d'Etat, les reſpectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte & Préſident Arwed Horn, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Joſias Cederhielm, comme auſſi le Sr. Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Höpken, & muni d'un Pleinpouvoir ſpecial pour s'aſſembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, de traiter d'une Alliance Défenſive entre leurs ſusdites Majeſtés & negocier là-deſſus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus de ce préſent Inſtrument, & l'ont conclu & ſigné de la manière qu'il ſuit.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voiſinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newſtad ſera cenſé être répeté ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non executé, il le ſera inceſſamment.

II. Cette Conféderation & Alliance Défenſive ne tendra au préjudice ni offenſe de qui que ce ſoit, mais uniquement à la conſervation de la Paix & du repos général, & particulierement à ce que Sa Majeſté Royale de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conſerver dans un état de repos & de conſtante proſperité.

III. Pour obtenir ce but ſalutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre ſont dans une ſincere intention à cet égard, ils s'aſſiſteront de Conſeil & d'effet pour avancer l'avantage, l'un de l'autre, & avertiront & detourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidemment toutes les occaſions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec ſoin de telles meſures qui ſeront avantageuſes à l'intérêt commun & au repos, ſeureté & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobſtant ce but paiſible & innocent il arrive, qu'après la Concluſion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Pacifians fut pour quelque vieille ou nouvelle cauſe attaqué dans ſes Royaumes, Etats & Provinces ſituées en Europe, par quelque Puiſſance Chrêtienne Européenne, non ſeulement chacun d'eux, après la réquiſition, fera ſes effets par ſon Miniſtre Réſident à la Cour de l'Aggreſſeur, ou bien par celui qu'il y dépêchera, par ſes bons offices, & repréſentations, & demandera une pleine ſatisfaction; mais auſſi en cas qu'ils fuſſent infructueux, livrera ſans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquiſition faite, ſelon la qualité de la ſaiſon de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le deſirera.

V. Pour ce qui eſt du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'aſſiſter en tel cas, il eſt convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exiſter, à la requiſition de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, l'aſſiſtera avec huit mille Fantaſſins & deux mille Cavaliers Dragons regulieres & bonnes Troupes, ſelon la convenance de celui qui en eſt requis, comme auſſi de ſix Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige dans le même cas d'aſſiſter Sa Majeſté Royale Suedoiſe à ſa réquiſition, avec douze mille Fantaſſins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & regulieres, ſelon la Convenance de celui qui en eſt requis, & avec neuf Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces de Canons; lesquelles Troupes Auxiliaires ſeront pourvuës de l'Artillerie de Campagne néceſſaire; comme par chaque Bataillon deux Pieces

ANNO 1724. Pieces à trois Livres de Balle, & de l'Amunition: de même les Vaiſſeaux de Guerre, & Fregattes ſeront pourvuës de l'Equipage néceſſaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas ſera deduit du nombre des Fantaſſins ci-deſſus ſtipulez, & ſeront pourvuës de tout le néceſſaire ſelon l'uſage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires ſeront entretenuës par la Partie requiſe elle-même; mais le requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme auſſi les Quartiers néceſſaires, le tout ſur le même pied que ces Troupes ſont entretenuës en Campagne par leur propre Maitre.

VII. Les Vaiſſeaux de Guerre que l'une des Parties doit ſelon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, ſeront ſelon l'uſage de Guerre montez, équipez & avitaillez pour quatre Mois; Mais ſi après les quatre Mois paſſez ils ſont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raiſon, alors le Requerant ſera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les proviſions ſur le même pied que leur propre Maitre les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaiſſeaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres operations de Guerre apartient ſans diſpute à celui à qui le Requerant l'a confié ſur Terre & ſur Mer; de maniere néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été aviſé & conclu auparavant dans un Conſeil de Guerre & en préſence du Général ou Officier Commandant de la Partie requiſe.

IX. Afin qu'il ne ſurvienne aucun different ni malentendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puiſſe regler & proportionner le Caractere de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaiſſeaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement: Elles ne ſeront jugées que par leurs propres Officiers, & ſelon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs reſpectifs Maitres; Mais s'il ſurvient quelque different entre les propres Officiers & Soldats du Requerant & ceux des Troupes Auxiliaires, il ſera examiné & jugé par des Commiſſaires à cela commis, en nombre égal & choiſi des Troupes de part & d'autre, & les coupables ſeront par conſequent punis ſelon les Articles de Guerre de leur propre Maitre. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Correspondence chez eux par des Lettres ou par des Exprès.

XI. Les Troupes Auxiliaires ſeront tenuës d'obeïr en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de ſe transporter où il le veut, & ſe laiſſer employer aux operations de Guerre, en obſervant néanmoins la maniere convenuë dans l'Article 2. ci-deſſus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, ſeront reſpectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenuës, autant qu'il eſt poſſible, l'une près de l'autre, & ne ſeront pas trop ſéparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne ſoient dans les Operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & expoſées plus que les autres Troupes du Requerant; Mais qu'il y ſoit obſervé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef ſera tenu d'obſerver dans tous les Commandemens une juſte & exacte proportion entre elles ſelon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requerant ne ſoient point ſur-chargés, mais qu'ils jouïſſent tranquillement du leur, & qu'ainſi le transport des Vivres & autres beſoins de chez eux, & d'ailleurs ne ſoit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires ſera obligé de garder parmi les Troupes de ſon Commandement un bon ordre & Diſcipline, & de punir exemplairement des delinquans, ſans retardement, connivence ou autre vuë, ſelon le contenu du precedent Article X.

XIII. Eſt convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrutera le manque de ſes Troupes Auxiliaires. Mais ſi dans des marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en arriere, pour maladie ou autres cauſes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout ſecours, & d'ailleurs de leur laiſſer, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage ſans empêchement, de leur accorder toute aſſiſtence poſſible, & de ne les point retenir ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. ANNO 1724.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit beſoin de plus de Troupes ou de Vaiſſeaux qu'il a été ſpecifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut ſouffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-deſſus, & de ſe montrer favorable en cela.

XV. Il ſera permis à chaque Partie pendant que l'une eſt en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les materiaux & effets néceſſaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne ſont avec perſonne dans aucun engagement qui puiſſe être contraire à cette Alliance, par conſequent les engagemens anterieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conſerveront leur force entiere; Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir ſincerement, ce qui a été ſtipulé & conclu entre eux, paroiſſe clairement, Leurs Majeſtés s'obligent par les préſentes de faire chacun en ſon endroit exécuter fidellement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune maniere qu'on y contrevienne, ſoit ſous pretexte d'aucun engagement anterieur, ou ſous aucun autre nom quel qu'il ſoit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle aſſiſtance ou autrement, & ainſi tous les deux fuſſent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Treve, encore moins conclura à cet égard, ſinon du conſentement & pleine concurrence de l'autre Partie; & que particulierement on aye fait à la Partie leſée réparation du dommage ſouffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puiſſance deſiroit d'être compriſe dans cette Alliance, il ſe fera, mais pas autrement que du conſentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre ſe croyent en droit de porter des plaintes de Juſtice retardée ou deniée, on ne paſſera pas d'abord aux répréſailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Miniſtre Réſident, & ceux qui ont alors fait des plaintes ſans fondement ſuffiſant, ſeront châtiés ſelon l'exigence du cas.

XX. Il ſe fera inceſſamment un Traité de Commerce & les deux Parties y aporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugeaſſent néceſſaire de le prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier la-deſſus, & tout au plus tard ſix Mois avant ſon expiration.

XXII. Eſt convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité ſeront expediées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plûtôt.

En foi de quoi, il a été expedié cet Inſtrument double & ſigné par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie, & muni de leurs Cachets. *Fait à Stockholm le* 22. *Fevrier* 1724.

A. HORN. M. BESTUCHEF.

C. GYLLENBORG.

J. CEDERHIELM.

J. v. DUBEN.

D. N. v. HÖPKEN.

ARTICLE SEPARE.

SA Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige d'accorder à la Suede, outre la ſortie libre de grains pour 50000. Roubels par an, ſtipulée dans la Paix de Neuſtadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. ſituez à la Mer Baltique, pour autant de Roubels du

ANNO 1724. Chanvre, du Lin & des Mâts & de les emporter ſans aucune charge, pour autant d'années que durera cette Alliance Defenſive.

ARTICLE SECRET.

COmme Son Alteſſe Royale le Duc d'Holſtein s'eſt vuë depuis tant d'années privé de ſon Duché de Holſtein Sleswig avec ſes annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majeſté Royale de Suede, auſſi bien qu'à Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie que ce Prince qui leur apartient de ſi près à tous deux, ſoit reſtitué dans ce qui lui apartient, & que par-là la parfaite tranquilité ſoit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obligent par ces préſentes le plus fortement qu'il ſe puiſſe, de pouſſer efficacement par leurs bons Offices, & de Conſeils communiqués cette affaire tant à la Cour de Dannemarc qu'à d'autres; & en cas que ces bons Offices & répreſentations n'euſſent pas un effet ſuffiſant, les deux Hauts Contractans delibereront confidemment entre eux & avec d'autres Puiſſances Garantes auparavant à cela engagées, & particulierement avec Sa Majeſté Imperiale Romaine, & examineront de quelle maniere cette affaire pourroit s'entreprendre le mieux avec ſeureté & ſelon les circonſtances des Conjonctures, & enfin comment cette ſource dangereuſe de troubles infinis au Nord ſe puiſſe terminer entierement.

XXIV.

Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES *preſenté à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ces Provinces, repreſentent humblement, qu'ils ne peuvent ſe diſpenſer d'expoſer reſpectueuſement à Vos Hautes Puiſſances, les Griefs qui, par raport à ladite Compagnie Generale des Indes Occidentales, reſultent du Traité de Commerce entre Sa Majeſté Imperiale & Royale d'une part, & le Roi d'Espagne d'autre part.

Que ces Griefs ſont: 1. Que par le ſecond Article de ce Traité, il eſt permis aux Vaiſſeaux de Guerre, de transport & de Commerce de Sa Majeſté Imperiale ou de ſes Sujets dans tous les Ports d'Espagne (y compris nommement les Indes Orientales) & de s'y pourvoir de rafraichiſſemens, Vivres, & generalement de tout ce qu'ils pourroient avoir beſoin pour leur voyage, le ſeul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36. Article du même Traité, il eſt encore permis aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale d'aporter dans les Royaumes d'Espagne, toutes ſortes de Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales en produiſant un Certificat de la Compagnie des Indes établie dans les Païs-Bas Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages qui ont été accordez ſucceſſivement aux Sujets des Provinces-Unies par diverſes Conceſſions Royales, & de plus avec cette Clauſe, que les Sujets de l'Empereur jouïront generalement de tout ce qui avoit été accordé à cette Republique par les Traité de 1648. tant à l'égard des Indes qu'autrement: & 3. que par le 47. Article on accorde en outre tous les avantages qui auroient pu avoir été cedez à la Nation Britannique par les Traitez de Madrid des Années 1667, & 1670. de même que par les Traitez de Paix & de Commerce de l'Année 1713. & en dernier lieu par certain autre Traité dont on n'exprime ni le tems, ni le lieu, ni le contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traitez de 1648, 1650, & 1714. avec cette addition, qu'à l'égard de ce qui n'eſt point exprimé dans ledit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, on devra ſuivre & pratiquer ce qui s'obſerve par raport à la Grande-Bretagne & à cet Etat.

Qu'il paroit aux Répreſentans, que ces 3. Griefs ſont incompatibles avec le fameux Traité de Munſter, puiſqu'il eſt expreſſement declaré en leur faveur par les Articles 5 & 6., que la Navigation aux Indes reſteroit & ſeroit continuée ſur le même pied qu'elle ſe faiſoit alors, ſuivant les Octrois déja accordez & à accorder dans la ſuite, & qu'à cet effet, la ſusdite Compagnie d'une part conſerveroit ſon Etabliſſement & ſon Commerce, nommement dans le Breſil, en Afrique & en Amerique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats du Roi d'Espagne, d'autre part s'abſtiendroient de toute Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Commerce: ce qui a été compenſé de la part de cet Etat, par l'obligation reciproque que ſes Sujets ne pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il étoit permis aux Sujets d'Espagne de naviguer & trafiquer. ANNO 1724.

Que le Traité de Munſter a toûjours été entendu de part & d'autre cette maniere que toute la côte d'Afrique a été laiſſée & eſt demeurée à la Compagnie des Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette exactitude du côté des Espagnols, qu'ils n'y ont point tenté la moindre Navigation ou Commerce, & que depuis l'Année 1648. ils n'y ont point occupé un ſeul pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, avec celui de Munſter conſiſte en ce qui ſuit: Premierement que le Roi d'Espagne (ſoit dit avec tout le reſpect poſſible) n'a pu ceder à un autre Prince ce qui ne lui apartenoit point ni à ſes Sujets. En ſecond lieu, que Sa Majeſté Catholique ne pouvoit encore moins ceder le même Droit à ces Etats ou Païs qui ont ci-devant apartenu à ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibition desdits cinq & ſixième Article: troiſièmement, que la Réciprocation compriſe dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munſter par leſquels cette Republique a promis de ne point frequenter les Etabliſſemens Espagnols dans les Indes, à condition que l'Espagne s'abſtiendroit auſſi d'aller dans ceux de ce Païs, ne peut pas permettre que cet Etat doive demeurer dans la même Reſtriction, lorsque l'Espagne fait naviguer d'autres Peuples dans les Etabliſſemens Hollandois aux Indes, ou qu'elle y donne ſon conſentement: En quatrième & dernier lieu, que les ſusdits Articles 5. & 6. ſont tels, que le Roi d'Espagne, n'a pu s'en departir ſans la concurrence de cet Etat qui au contraire a droit d'en exiger l'effet & l'obſervation.

Que les Répreſentans ne ſe font aucune peine d'avoüer que la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces ſouffre, par le Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, un prejudice plus conſiderable que la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ce Païs, mais qu'il n'eſt pas moins vrai & hors de conteſtation, que les conſequences qui en doivent reſulter, concernent auſſi bien les Répreſentans que la Compagnie des Indes Orientales de ce Païs.

Qu'il eſt du moins certain, que par ledit Traité de Commerce le Roi d'Espagne a comme légitimé & reconnu la Compagnie d'Oſtende; outre que la permiſſion accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller dans toutes les Indes Espagnoles, & de s'y pourvoir de toutes ſortes de rafraichiſſemens & beſoins, excede la faculté qui a jamais a été donnée aux Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales de ces Provinces: ce qui ſeroit par conſequent une nouvelle infraction ou contravention au Traité de Munſter.

Et comme les Repréſentans ſont fondez en toute maniere à reclamer le Traité de Munſter contre l'Espagne, & d'en demander & exiger l'entiere exécution, ils s'adreſſent très-reſpectueuſement & très-ſerieuſement à Vos Hautes Puiſſances, les ſupliant de vouloir accorder leur puiſſante aſſiſtance & interceſſion pour les fins ſusdites, & de prendre là-deſſus telle Reſolution qu'elles trouveront convenable ſelon leur ſageſſe.

XXV.

Memoire de la Compagnie des INDES-ORIENTALES *preſenté à L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS

ANNO 1724.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ayant vû decliner de tems en tems leur Commerce dans les *Indes-Orientales*, depuis qu'on a entrepris dans les *Païs-Bas Espagnols*, préſentement *Autrichiens*, d'exercer ce Commerce dans les *Indes*, ſe ſont adreſſez par differens Memoires à *Vos Hautes Puiſſances* pour repréſenter que lesdits *Païs-Bas* n'avoient aucun Droit par les Traitez à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant ſous le Regne des Rois d'*Espagne*; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu desdits Traitez, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majeſté Imperiale & ſon Prédéceſſeur, l'Empereur *Leopold*, de glorieuſe memoire; d'autant plus que le principal but de ces Traitez & Négociations a été, que dans les Païs & Dominations que Sa Majeſté Imperiale pourroit acquerir en vertu de la *Grande Alliance* avec l'*Angleterre* & cet Etat, il ne ſeroit rien entrepris qui put cauſer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fuſſent demeurées ſous la Domination de l'*Espagne*.

C'eſt pourquoi il a été très-prudemment ſtipulé par le Traité de *Barriere*, que Sa Majeſté Imperiale & Catholique poſſederoit les *Païs-Bas Espagnols* de la même maniere que les Rois d'*Espagne* ſes Prédéceſſeurs les avoient poſſedez, & que pour le reſte, le Commerce ſe feroit de la même maniere ſtipulé dans les Articles du Traité de *Munſter*.

Mais, quoique les Directeurs euſſent bien ſouhaité qu'il ne ſe fût point préſenté d'autres incidens qui les obligeaſſent à importuner encore *Vos Hautes Puiſſances* par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient flatez que Sa Majeſté Imperiale & Catholique n'auroit pas pouſſé plus loin ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vû avec douleur, 1. que la Navigation particuliere qui avoit été commencée il y a quelques années à *Oſtende*, a été changée en une Compagnie formelle ſur les *Indes-Orientales* & *Occidentales*, munie d'un très-ample Octroi; & 2., qu'à préſent on employe toutes ſortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traitez avec d'autres Puiſſances, au grand préjudice des Droits & Prérogatives que la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs a ci-devant obtenus; ainſi que cela paroit auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait en dernier lieu entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & le Roi d'*Espagne*, où il eſt dit dans le 1. & 3. Article:

Que les Vaiſſeaux de Guerre & Marchands de Leursdites Majeſtez & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Côtes, Contrées & Provinces de part & d'autre, ſans en avoir préalablement demandé la permiſſion; ce qui s'étend auſſi ſpecialement ſur les Indes-Orientales, *où ils pourront demander tout ce qui eſt néceſſaire pour la Navigation: avec cette ſeule reſtriction, par raport aux* Indes-Orientales, *qu'il ne ſera point permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaiſſeaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, ſeront obligez de ſe comporter d'une manière, qui ne donne aux Espagnols aucune crainte ou mauvais ſoupçon.*

Il eſt dit de plus dans le 36. Article du même Traité: *Que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique pourront introduire & debiter dans tous les Etats & Dominations du Roi d'*Espagne, *tous les Effets, Marchandiſes, Fruits & Productions qu'ils aportent des* Indes-Orientales: *moyennant qu'il paroiſſe par des Certificats des Députez de la nouvelle Societé établie aux* Païs-Bas Autrichiens, *que ces Effets, Fruits & Marchandiſes proviennent des Lieux de Commerce, Colonies & Conquêtes de ladite Societé: auquel cas ils jouïront, par raport aux Effets des* Indes-Orientales, *des mêmes Privileges qui ont été accordez aux Habitans des* Provinces-Unies, *par les Lettres Patentes du Roi d'*Espagne *des 27. Juin & 3. Juillet* 1663. Sa Majeſté déclarant en outre: *Qu'Elle accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de* Munſter *de l'année* 1648., *tant à l'égard des* Indes, *que par raport à tout ce qui pourroit être aplicable audit Traité, & qui n'y ſera point contraire non plus qu'à la préſente Paix.*

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore *ſur tout ce que la Nation Britannique a ſtipulé en ſa faveur par les Traitez de* 1667. 1670. 1713., *& en dernier lieu par certain Traité & Convention, dont le jour & la date ne ſont point exprimez, pour autant que cela pourra auſſi s'apliquer aux Sujets de l'Empereur.* ANNO 1724.

De plus, *ſur tout ce qui a été accordé à l'Etat des* Provinces-Unies, *non ſeulement par les Traitez de Paix de l'année* 1648. *mais encore par le Traité de Marine de l'année* 1650. *& le Traité de Paix de l'année* 1714.

Avec cette Addition: *Que tous ces Traitez ſerviront de regle dans les cas douteux, ou dans ceux qui ſont obmis, ou qui pourroient n'être pas exprimez aſſez clairement par le préſent Traité entre Leursdites Majeſtez.*

Sur lesquels cas douteux & qu'on a paſſé ſous ſilence, on peut établir en premier lieu, que Sa Majeſté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale par le deuxième Article, la libre fréquentation de tous les Païs, Ports de Mer & Lieux dépendans de ſa Domination; ſans qu'on y trouve ni dans tout le Traité, cette reſtriction expreſſe & cette excluſion qui ſont inſerées par tout dans d'autres Traitez de même nature; ſavoir, que cela ne ſe doit entendre que de ces Païs & Lieux que le Roi poſſede en *Europe*, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout tems un libre Commerce, comme il paroit par le quatrieme Article du Traité de Trêve conclu entre le Roi d'*Espagne* & cet Etat en 1609. où il eſt dit: *Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être reſtreint & limité aux Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries qu'il tient & poſſede* NB. *en* Europe, *& Havres où les Sujets des Rois & Princes qui ſont ſes Amis & Alliez font ce Trafic.*

Item, par le Traité de *Munſter*, au cinquiéme Article ſi connu: *Que les Directeurs & Commis des Compagnies des* Indes-Orientales & Occidentales *pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Païs qui ſont ſous la Domination du Roi* NB. *en* Europe. *Et en outre, que les Sujets de l'Etat devront s'abſtenir de fréquenter les Places Caſtillanes dans les* Indes-Orientales.

Et enfin par le 34. Article du Traité conclu à *Utrecht* en 1714., entre Sa Majeſté Catholique régnante *Philippe V.*, & cet Etat, où il eſt dit très-expreſſement:

Quoiqu'il ſoit parlé dans divers Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, reſter, naviguer & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Havres, Places & Rivieres des Hauts Contractans reſpectifs; il eſt néanmoins ſous-entendu, que leſdits Sujets ne pourront jouïr de cette liberté que dans les Etats réciproques ſituez en Europe; d'autant *qu'on eſt convenu expreſſement, qu'à l'égard des* Indes-Occidentales Espagnoles, *il ne ſera permis d'y naviguer ou commercer que conformement au* 31. *Article dudit Traité.*

D'autre part, que pareils termes illimitez ſe trouvent encore dans le 26. Article dudit Traité entre leurs ſusdites Majeſtez, où il eſt accordé: *Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Païs & Etats du Roi, ſans aucune diſtinction, toutes les Denrées, Fruits & Marchandiſes de leurs Colonies & Conquêtes aux* Indes-Orientales, *moyennant qu'ils ſoient ſeulement munis de Certificats requis par ledit Article: Auquel cas ils jouïront de tous les Privileges qui ont été accordez aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi d'*Espagne *en l'année* 1663.

Quoique les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ne connoiſſent aucun autre Privilege, ſinon qu'il leur eſt permis d'introduire les Fruits & Marchandiſes des *Indes* dans tous les Etats & Domaines du Roi d'*Espagne* ſituez en *Europe*, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, ſans que de leur connoiſſance il ait été jamais accordé de plus grands avantages. Mais il eſt bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Placards émanez du Roi d'*Espagne* en 1663., il eſt ordonné qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchandiſes dans les Etats & Domaines de Sa Majeſté, où de tout tems il a été permis de les introduire, on devra produire un Certificat qui juſtifie qu'ils ſont venus des Païs, Colonies & Conquêtes que la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs poſſede aux *Indes-Orientales*, afin de pouvoir les diſtinguer d'avec les Marchandiſes des *Indes-Orientales Portugaiſes*, avec laquelle Nation le Roi d'*Espagne* étoit alors en Guerre.

Cependant le Miniſtre de *Vos Hautes Puiſſances* à *Madrid*

ANNO 1724.

Madrid s'y oppoſa alors au nom de l'Etat; & ayant repréſenté à Sa Majeſté Catholique l'impoſſibilité de ſatisfaire à cette requiſition, la choſe eſt reſtée là, ſuivant toute aparence; ſans qu'ils ſachent qu'on ait exigé depuis de pareils Certificats en *Espagne* pour les Fruits & Marchandiſes des *Indes-Orientales.*

Mais comme ces choſes ſont telles, qu'elles ont été aparemment interprétées par l'ancien Uſage, ou qu'elles pourroient recevoir cette interprétation par les précedens Actes & Traitez, les Directeurs ne les touchent en paſſant, que pour faire voir uniquement que le ſens interieur & l'intention de ces Articles leur eſt inconnu, ou ne leur paroit pas ſi clair que ce qui ſe trouve établi dans ledit ſecond Article, où Sa Majeſté Catholique *étend ſpécialement jusqu'aux* Indes-Orientales, *ledit libre accès ou fréquentation dans tous ſes Ports & Places.* Ce que les Directeurs ne ſavent point non plus avoir été accordé jamais de telle maniere à aucune Nation du monde, & ſur tout aux Sujets de cet Etat, puisque par le 5. Article du Traité de *Munſter* ſi ſouvent cité, il eſt expreſſement ſtipulé, *que les Sujets de cet Etat devront s'abſtenir de la fréquentation des Places Caſtillanes ſituées dans les* Indes-Orientales.

Ce qui a auſſi été rigoureuſement obſervé depuis ce tems-là de la part des Espagnols, ainſi que cela paroît par un certain cas que les Directeurs ont eu l'honneur de repreſenter à *Vos Hautes Puiſſances* par leur Memoire de l'année 1720., ſavoir, qu'en 1687., un Vaiſſeau de la Compagnie ayant à bord deux Religieux qui avoient fait naufrage ſur les Côtes de la *Chine*, & les aiant ramenez, à leur priere, aux Iſles *Philippines*, le Capitaine de ce Navire demanda à cette occaſion au Gouverneur, ſeulement un peu d'Eau, qui lui manquoit, vu le detour qu'il avoit pris; mais qu'au lieu d'en recevoir, il reçût ordre de ſe retirer inceſſamment, ſans avoir pû obtenir la moindre choſe. Tant s'en faut que le Roi d'*Espagne* ait compris que les Ports de Mer & Places dans les *Indes-Orientales*, qui ne ſont autres que les Iſles *Philippines*, autrement dites *Manilles*, ſerviſſent d'entrepot ou de Places de rafraichiſſement aux Vaiſſeaux de la Compagnie des *Indes-Orientales* de cet Etat, ſachant bien de quelle conſequence cela auroit pu être.

Mais les Directeurs croïent avoir ſur tout raiſon de ſe plaindre du ſusdit Article 36., parce que le Roi d'*Espagne* y accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique non ſeulement tout ce qui a été accordé, mais encore cedé, aux Habitans de cet Etat par le Traité de *Munſter*, tant à l'égard des *Indes* qu'autrement; ce qu'ils croyent directement opoſé au 5. Article dudit Traité de *Munſter*, par lequel il eſt ſtipulé, *que les Espagnols devront ſe borner à leur Navigation, comme ils l'ont euë du tems de ce Traité, ſans pouvoir l'étendre plus loin dans les* Indes-Orientales: Comme d'autre part il a auſſi été ſtipulé dans le Traité d'*Utrecht* en l'année 1714. entre Sadite Majeſté le Roi d'*Espagne*, & cet Etat: *Que la Navigation & le Commerce dans les* Indes-Orientales, *ſous la Domination des Seigneurs Etats Généraux, devront ſe faire de la même maniere qu'on l'a pratiqué jusqu'à préſent.*

Ce qui eſt une preuve évidente, qu'il ne doit point ſe faire de changement dans cette Navigation de part ni d'autre, ſoit par les propres Sujets, ou par ceux de quelque autre Puiſſance qui n'eſt pas compriſe dans le 5. Article dudit Traité de *Munſter:* attendu que le 16. Article du Traité d'*Utrecht* exprime encore, que les Prérogatives par raport à la Navigation & au Commerce des *Indes-Orientales, compriſes au 5. Article du Traité de* Munſter, *auront lieu uniquement dans ce qui concerne les deux Hautes Puiſſances Contractantes & leurs Sujets* ſavoir l'*Espagne* & cet Etat, ſans autres: ainſi que le véritable ſens & l'intention de ces paroles paroiſſent clairement par le Raport de Mrs. les Plenipotentiaires audit Congrès d'*Utrecht*, inſeré dans le *Verbal* & dans les *Notules* ou Reſolutions de *Vos Hautes Puiſſances* du 4. Janvier 1714. en ces termes: *Premierement, ſur le 5. & le 6. Article du Traité de* Munſter, *que les Sieurs Plenipotentiaires d'*Espagne *croïoient être ſujets à quelques Remarques, comme pouvant être appliquez à d'autres, diſant, que les Etats & leurs Habitans devoient bien jouïr de tous les Avantages ſtipulez par ce Traité, mais que les autres Nations, & particulierement les Villes* Anſéatiques *n'en devoient point jouïr.* Preuve convaincante, que l'excluſion ou la non-admiſſion des autres Nations à la jouïſſance & à ce qui a été convenu par le 5. Article au ſujet de la Navigation & Commerce aux *Indes-Orientales*, a été l'unique & le veritable but de ce Traité.

ANNO 1724.

Ce qui ayant donc été inſeré ainſi à la requiſition & inſtances de Mrs. les Plenipotentiaires d'*Espagne*, & agréé des deux côtez, il n'eſt pas permis à l'une de ces deux Puiſſances de transmettre ce Droit par Traité, ou d'y faire participer une autre Nation, ſans la concurrence & le conſentement de l'autre Puiſſance compriſe dans la même Convention & qui y eſt intereſſée.

Outre que le Roi d'*Espagne* ayant cedé, en faveur des Habitans de cet Etat, cette Partie des *Indes*, que la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* poſſede, avec promeſſe que les Espagnols ne s'étendroient point de ce côté-là; il n'a plus le Droit de céder une ſeconde fois à d'autres Nations ce dont Sa Majeſté s'eſt cidevant déſiſtée par un Traité ſi ſolemnel, & qu'elle a toûjours laiſſé à la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* de ce Païs, ou à tels qui ayant été ci-devant les Sujets de Sa Majeſté, ſont auſſi compris dans les Articles de la Defenſe; ni de tolerer publiquement que les Diſtricts qui ont été cedez, & dont on a jouï paiſiblement de la part de tous les Sujets Espagnols, ſoient frequentez par des Vaiſſeaux de Guerre & Batimens Marchands, & que l'on y établiſſe des Forts, Colonies & Comptoirs de Negoce, & generalement tout ce qu'on pourroit faire, s'il n'y avoit point de Traitez, au grand prejudice & à l'amoindriſſement, pour ne point dire à l'entier aneantiſſement des Prerogatives de cet Etat, ci-devant ſtipulez & obtenus.

Et d'autant, *Hauts & Puiſſans Seigneurs*, que les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ſe confirment de plus en plus dans ce qu'ils ont commencé à prévoir il y a long-tems, que la nouvelle Compagnie des *Indes-Orientales & Occidentales*, érigée dans les *Païs-Bas Autrichiens* veut pouſſer de cette maniere ſa Navigation & ſon Commerce dans les Limites de l'Octroi concedé à la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & troubler le Commerce par tout dans les *Indes*, cette affaire tireroit de plus en plus à de grandes conſequences; Et voyant d'ailleurs, que cette Navigation & ce Commerce, avec l'Octroi qui y eſt relatif, vient d'être confirmé de la part du Roi d'*Espagne*, par un Traité important & très-préjudiciable au Commerce de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & qui à certains égards favoriſe ladite Compagnie Autrichienne au delà des Habitans de l'Etat: Ils n'ont pû ſe diſpenſer dans cette conjoncture, de repreſenter très-reſpectueuſement leurs Griefs à *Vos Hautes Puiſſances*, les ſupliant d'y faire une ſerieuſe attention, & qu'il plaiſe à *Vos Hautes Puiſſances*, ſuivant l'importance de l'affaire, d'employer les moyens les plus efficaces, tant à la Cour de *Vienne* qu'à celle de *Madrid*, & ailleurs où cela pourroit être de quelque fruit, pour leur faire ceſſer entierement cette Navigation; dans cette eſperance & attente, qu'on ne pourra prendre en mauvaiſe part, que ne pouvant acquiescer à ce nouvel Octroi & Traité, ils s'en tiennent entierement aux anciens Traitez, & que ceux-ci leur ſervent de regle non ſeulement dans les Cas douteux ou obmis, mais auſſi dans tous les autres Cas.

Signé,

H. WESTERVEEN.

XXVI.

Remontrance des trois ETATS *du Pays & Duché de* BRABANT *à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, au ſujet de ſes Lettres d'Octroy pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce & Navigation aux Indes.* 23. Mars.

A SA SACRE'E MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

LEs Prelats, Nobles, & Députez des trois Chefs Villes de votre fidele Païs & Duché de Brabant, préſentement aſſemblez en Corps d'Etats dans cette Ville de Bruxelles, jugent, qu'il eſt de leur devoir indiſpenſable, d'adreſſer au pied du Trône de Votre M. I. & Catholique leurs plus humbles, & plus reſpectueux remercimens de la grande faveur, & grace ineſtimable, qu'Elle a bien voulu accorder à ſes bons Sujets de ſes Païs-

Bas

ANNO 1724.

Bas Autrichiens par l'Octroy émané directement de ſa puiſſance, & autorité ſouveraine, pour l'Etabliſſement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deçà, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement. Cet Octroy, lequel renferme une marque ſi ſignalée des ſoins Paternels, & infatigables de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le ſalut de ſes Païs-Bas, l'ancien Patrimoine de ſa Maiſon très-auguſte, fait le principal ſujet de leur conſolation, & la plus ſolide esperance d'un ſort plus fortuné pour leur Negoce à l'avenir.

Car rien ne peut être plus convenable à prevenir leur ruïne entiere, que le Benefice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'esperer, de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque maniere les pertes continuelles que leur cauſe le Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollande, & de Zelande, vers où ils voient ſortir journellement les Deniers les plus clairs de leurs Revenus par l'achat de toutes ſortes d'Epices, Drogues, Sucres, Sel, &c. & ſingulierement d'une abondance exceſſive de Poiſſon tant frais, que ſec, & ſalé.

Mais puisqu'on remarque par les Memoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ont preſentez ſucceſſivement aux Seigneurs Etats Généraux leurs Souverains, pour s'oppoſer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Païs-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lieux, qui ſont ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconſideration de ſe recrier contre la validité de cet Octroy, comme injuſte, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Munſter, & de celui de la Barriere, avec ſi peu de ménagement des égards dûs à la Perſonne Sacrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'implorer le pouvoir Souverain desdits Seigneurs Etats Généraux, pour être autoriſez & qualifiez, par Leurs Hautes Puiſſances, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront néceſſaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établiſſement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, & que ſuivant ce qu'on en aprend de jour à autre, leſdits Directeurs continuent toujours à pourſuivre ce deſſein directement opoſé à la bonne Amitié & Intelligence, que Leurs Hautes Puiſſances ſouhaitent de conſerver conſtamment avec Votre Majeſté Imperiale & Catholique, comme auſſi à la correspondance & harmonie établie depuis ſi long-tems entre les Sujets de part & d'autre, les Remontrans croyent (ſous le bon plaiſir de Votre Majeſté Imperiale & Catholique) devoir rendre publiques les Raiſons, qui de leur part ont été alleguées par le Mémoire (duquel ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) préſenté le 22. d'Octobre 1723. au *Marquis de Prié*, Miniſtre Plenipotentiaire de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le Gouvernement de ces Païs-Bas contre la Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Reſident de Leurs Hautes Puiſſances Peſters lui avoit communiquée par ordre de ſes Maitres. Ils ſont pleinement perſuadez que ces raiſons fondées, non ſeulement ſur le Droit des Gens, mais ſingulierement ſur les anciennes Conſtitutions, Loix fondamentales, & Libertez de ce Païs de Brabant, feront connoitre évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Octroy accordé par Votre Majeſté Imperiale & Catholique, après une longue & mure déliberation, pour l'établiſſement de la Navigation, & du Commerce de ces Païs-Bas aux Indes, fût revoqué, ou du moins demeurât ſans effet, ſous le prétexte ſpecieux de l'obligation que Votre Majeſté Imperiale & Catholique auroit contractée par le Traité de la Barriere confirmatif de celui de Munſter (lequel neanmoins, dans les Articles, dont il eſt queſtion, ne concerne nullement le Commerce de ces Païs-Bas) demandent en même tems, qu'elle voudroit contrevenir au Serment, qui a été fait ſi ſolemnellement en ſa parole d'Empereur, & de Roi ſur les ſaints Evangiles d'obſerver, & faire bien & fidelement obſerver aux Etats, & à tous ſes Sujets dudit Païs de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privileges, Libertez, &c.

Puisqu'il n'y a rien de plus clair, ni de plus inconteſtable, que par la revocation de cet Octroy, Votre Majeſté Imperiale & Catholique depouilleroit ſes bons & fideles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expreſſement confirmé par l'Article 13. de la Joyeuſe Entrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique. ANNO 1724.

Et d'autant que lesdits Directeurs ſont ſi apliquez, à demander l'exacte obſervation des Traitez, qu'il y a entre Votre Majeſté Imperiale & Cath., & L. H. P. & que même ils ſe ſont expliquez ſur ce ſujet d'une maniere, comme ſi V. M. I. & C., par l'établiſſement de cette nouvelle Compagnie en ſes Païs-Bas Autrichiens, auroit fait une contravention aux mêmes Traitez, & ſe ſeroit departie de la Regle & Loi, qui lui eſt ſi naturelle & ſi inviolable, d'obſerver religieuſement tous ſes Traitez, même aux dépens de ſes propres intérêts, donnent occaſion aux Etats des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, ſi les Seigneurs Etats Généraux ont rempli tous les engagemens, dans lesquels ils étoient entrez au regard & pour la conſervation de ces Païs-Bas par le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 30. d'Août 1673. avec feu le Roi Charles II. de glor. mem. par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances pénétrées d'une juſte reconnoiſſance, ſe ſont obligées Article 16. de ne point faire la Paix avec le Roi Très-Chrétien, que Sa Majeſté Catholique ne fût remiſe en la poſſeſſion de toutes les Villes, Places, & Pays, qui lui avoient été ôtez par le Roi Très-Chrêtien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'An 1659, & Article 18. de ceder & donner à Sa Majeſté Catholique la Ville de Maeſtricht, avec le Comté de Vroenhoven, & tout ce qui en depend dans le Pays d'Outremeuſe.

Perſonne n'ignore combien les ſuites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Belgiques, & que bien loin d'avoir recouvré les ſusdites Places conquiſes par la Couronne de France depuis la Paix des Pirenées, ils ont eu le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris Beſançon & ſon Diſtrict, comme auſſi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, & le Cambreſis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que jusques à preſent les Etats Généraux ſont demeurez ſaiſis & en poſſeſſion de la Ville de Maestricht, nonobſtant toutes les inſtances réïterées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majeſté Catholique, pour l'accompliſſement d'une promeſſe ſi formelle portée par le ſusdit Article 18. du Traité de l'an 1673.

Pour toutes ces raiſons & autres, renfermées ſuccinctement dans le ſusdit Mémoire du 22. d'Octobre 1723. les Etats de Brabant ont lieu d'attendre de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs Etats Généraux, que bien loin d'écouter plus long-tems les plaintes mal fondées des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défenſe expreſſe d'inquiéter, ou de troubler, en maniere quelconque, les Peuples de ces Païs-Bas (dont la conſervation eſt ſi importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & maniere reglée par le ſusdit Octroy de Votre Majeſté Imperiale & Catholique.

Que ſi, contre toute attente, Leurs Hautes Puiſſances, ou ceux de la ſusdite Compagnie leurs Sujets, en vinſſent à l'extremité de commettre, faire ou laiſſer commettre, quelque injuſtice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, couverte de la ſouveraine protection de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ſi reſpectable à toutes les Puiſſances de l'Univers, les Remontrans la ſuplient très-humblement de vouloir bien, dès à preſent pour lors, prendre la réſolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raiſon, même, s'il en fut beſoin, autoriſer ſon Miniſtre Plenipotentiaire pour le Gouvernement de ces Païs-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Negoce des Sujets de Votre Majeſté Imperiale & Catholique en ces Païs-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs Etats Généraux, tant en conſequence de la promeſſe ſolemnelle portée par l'Art. 101. de ſon Octroy ci-deſſus, promeſſe qui eſt la baſe, & l'unique apuy de l'établiſſement, & de la conſervation de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la Joyeuſe

ANNO 1724. Joyeuse Entrée de Votre Majesté Imperiale & Catholique, par lequel elle a assuré ses Etats & Sujets de Brabant de faire reparer & redresser tout ce qui pourroit être entrepris ou attenté au contraire.

Quoi faisant, &c.

Plus bas,

Etoit écrit par Ordonnance, & signé,

H. VAN DEN BROEK.

Bruxelles le 23. *Mars* 1724.

Copie du Memoire presenté à Son Excellence le 22. *d'Octobre* 1723. *pour servir de Réponse de la part des Etats de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande ont faite aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au sujet de la Navigation, & du Commerce des Habitans des* PAÏS-BAS *Autrichiens auxdites Indes.*

QUoique l'Archiduc Philippe, nommé le Bel, issu du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fût parvenu aux Royaumes de Castille & Arragon, par son Mariage avec Jeanne d'Espagne Heritiere universelle de Leurs Majestez Catholiques Ferdinand V. Roi d'Arragon, & Isabelle Reine de Castille, & que son Fils & Successeur le Prince des Espagnes Charles, depuis aussi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni sur sa Tête tant de Couronnes, se fût rendu Dominateur en Asie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la pensée de donner la moindre atteinte aux Libertez, Independances, Constitutions, & Privileges des Habitans de ces Païs-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les assujettir aux Loix, Constitutions, Maximes, ou Coutumes de leurs Royaumes des Espagnes, beaucoup moins, de les comprendre sous le Nom de leurs Sujets Castillans ou Espagnols.

Le Roi Philippe II. Héritier universel de l'Empereur Charles V. en sesdits Royaumes, & Païs-Bas, à son exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec son auguste Pere, quelques Articles de la Chartre de la Joyeuse Entrée de Brabant du consentement de ses trois Etats) leur promit par un double Serment fait corporellement sur les S. S. Evangiles: qu'il observeroit, & feroit fidelement observer tous les Points, Articles y compris, & qu'il maintiendroit aux Prelats, Barons, Chevaliers, Nobles, Villes, Franchises, Villages, & tous ses Sujets du Païs de Brabant en general, & en particulier, tous leurs Droits, & Privileges, Libertez, Franchises, Traitez, Ordonnances, Statuts, Coutumes, & Observances.

Et pour faire connoitre aux Etats de Brabant, que son intention Royale étoit de les faire gouverner ici sur le lieu, independamment du Ministere des Espagnes, il les requit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéïr à ceux du Conseil d'Etat, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Païs-Bas, en attendant que Sa Majesté eût envoyé en ces Païs, pour Gouverneur, un Prince de son Sang.

Il est vrai, que dans la suite du tems, le même Roi (tant pour le Bien général de la Chrétienté que dans la vuë de procurer à ses Païs-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargez de la penible Guerre, dont ils avoient été travaillez par tant d'années;) ayant trouvé convenable de ceder ces mêmes Païs-Bas à sa Fille l'Infante Isabelle, en don, aide, & faveur du Mariage, avec l'Archiduc Albert, stipula, comme Roi des Espagnes à l'avantage de ses Sujets Castillans, par l'Art. 8. de l'Acte donné à Madrid le 6. de May 1598. pour la Cession de ces Païs, que l'Infante, son Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ses Successeurs, ni Sujets desdits Païs, ne pourroient en façon quelconque, negocier, trafiquer, ou contracter és Indes Orientales, & Occidentales, ni aussi envoyer aucune sorte de Navires, sous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût causer aucun tort, ni préjudice aux Etats, & Habitans de cette Province de Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne se soumirent à l'obéïssance de Leurs Altesses Sereniſſimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Août 1598. leur eut fait le double Serment ci-dessus raporté, tant en son Nom qu'au Nom de l'Infante Isabelle sa future Epouse pour l'observation de tous les Articles de ladite Joyeuse Entrée, ensemble de tous les Droits, Statuts, Privileges, Libertez, & Coutumes dudit Païs. ANNO 1724.

D'ailleurs cette Condition (suivant le raport de l'Historien Emanuel van Meteren) fut si odieuse aux Etats, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'alleguer hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Païs-Bas la Navigation, & le trafic és Indes Orientales, & Occidentales, où la plûpart des Habitans ne connoissent pas encore le Roi, & qu'ils aimeroient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition si deshonnête, & si déraisonnable.

Il est donc bien surprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, sous la protection des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, veulent se prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Païs-Bas présentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Execution de cet Article, ils reclament ledit Historien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1601. où il raporte (on ne sçait sur quel fondement) que le Roi ayant soupçonné les Habitans d'Anvers de négocier indirectement aux Indes, la Cour y avoit envoyé un Commissaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'enfin, pour prevenir beaucoup de malheurs, & de persecutions, qui auroient pu en resulter, ils avoient été obligez de racheter la disgrace du Roi pour une Somme de six cens mille Ducats, Somme si excessive, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à son Souverain pour 30. années de Subsides, par lequel excès il est facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit besoin, se pourroit détruire par les Registres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Historien, qu'ils le consultent (on les en prie) dans un autre endroit de son Histoire de l'an 1602. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accuse les Espagnols de vouloir une chose contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir ôter aux Habitans du Païs-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les Lieux point situez sous leur Jurisdiction, & où il fait la description d'une Medaille, que les Zelandois avoient fait fraper à ce sujet avec deux Legendes, l'une, *Possunt, quæ posse videntur*, & l'autre, *Quo saltas, insequar*, sur le revers, qui représentoit un Lion nageant en la Mer, qui forme les Armes de Zelande, derriere un Cheval sautant hors de l'eau au dessus d'un Globe du Monde.

Aussi est-il manifeste, que lesdits Directeurs ne peuvent tirer aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-dessus;

Premierement, parce que c'est *Res inter alios acta*, savoir entre le Roi Philippe II. de glor. mem. en faveur de ses Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Isabelle Princes des Païs-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majesté Imperiale Regnante n'est pas le Successeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu imposer cette Condition & Servitude de ne point naviguer, ni commercer dans les Indes, mais le Successeur des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Païs-Bas par l'Infante Marie Anne son Ayeule Epouse de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuse memoire.

Etant d'ailleurs certain, que cette Servitude, en tout cas, a été aneantie par le retour de ces Païs sous la Domination du Roi Philippe IV. suivant la Maxime de Droit tirée *ex leg. ff. quemadmodum serv. amit. servitutes prædiorum confunduntur, si idem utriusque prædii Dominus esse cœperit & ex l.* 26. *ff. de serv. præd. urb. nulli enim res sua servit.*

3. Parce que la défense, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'an 1640. par le Roi Philippe IV. son petit-fils pour beneficier ses bons & fideles Sujets par deça, leur ayant fait ouverture du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce son Auguste Predecesseur ne leur avoit pu défendre legiti-

ANNO 1724.

gitimement en sa qualité de Duc de Brabant, & Comte de Flandres.

4. Parce qu'au tems, que la susdite Condition fut stipulée par le Roi Philippe II. qui soutenoit d'avoir acquis les Indes pour lui même, & pour ses Sujets Castillans contre ses Sujets des Païs-Bas, les Etats & Habitans de la Province de Hollande étoient encore comptez au nombre de ces derniers, nonobstant qu'ils se fussent détachez de l'Union des autres Provinces obéïssantes, étant notoire qu'avant la Trêve concluë pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi d'Espagne, & les Archiducs Albert & Isabelle d'une part, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part, les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la susdite Condition pourroit encore servir à priver les Brabançons, & les Flamands de la Navigation & du Commerce aux Indes Orientales, il s'ensuit au contraire, que puisqu'ils n'ont jamais, sous la Domination des Rois Catholiques, pu jouïr du Commerce aux Indes reservé pour les Castillans dans le District des Indes Espagnoles, ils ne peuvent être censez d'avoir été compris dans les Articles 5. & 6. du Traité de Paix conclu à Munster en 1648. lesquels contiennent une reciprocité entre les Castillans, & les Sujets des Provinces-Unies, independamment des Brabançons, & des Flamands; ayant été convenu par ces Articles en termes bien exprès, que, suivant la repartition des Districts y mentionnez, les Castillans & Espagnols se borneroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils avoient pour lors aux Indes; sans qu'il leur fût permis de l'étendre plus avant de leur côté, & que reciproquement les Sujets des Provinces-Unies seroient obligez de ne plus frequenter les Places, que les Castillans occupoient dans les Indes.

En effet, si les Habitans de ces Païs presentement Autrichiens n'ont eu aucune part à l'avantage, & au Droit stipulé par ces deux Articles en faveur des Castillans, par raport à leur Navigation aux Indes; Ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défense reciproque stipulée par ces mêmes Articles en faveur des Sujets des Provinces-Unies par raport à leur Navigation aux Indes de leur District, & par consequent, puisqu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractantes auxdits Articles, ils n'ont pas été compris, ni envelopez dans cette Convention reciproque, laquelle avoit pour objet le Commerce des Castillans d'une part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre part, afin que les uns & les autres auroient continué à jouïr librement de leur Commerce dans les Limites, Villes, Forts, Loges, Habitations, & endroits, qui se trouvoient situez dans leurs Districts respectifs, sans que les uns pussent aller négocier dans les Limites des Districts des autres, le tout reciproquement.

Sans cela cette Convention auroit blessé l'équité naturelle, & auroit été de la nature d'une societé leonine, par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une, & tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'est pourquoi les Habitans de ces Païs-Bas, & singulierement les Brabançons, soutiennent qu'à leur égard il n'y a jamais eu aucun Traité concernant le Commerce aux Indes, & que partant la raison, & le Droit des Gens d'aujourdhui dictent, que la Navigation, & le Commerce par Mer sont demeurez licites, communs, illimitez, ouverts, & libres pour la Nation Brabançonne, aussi bien que pour toutes les autres Nations de l'Europe, qui sont toutes d'une même condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Trêve pour douze ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe III. (de glor. mem.) n'accorda par l'Article 4. de ce Traité aux susdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Sujets d'autre pouvoir au regard du Trafic aux Indes, & hors de l'Europe, que celui, qui leur apartenoit par le Droit de la Nature & des Gens, de faire ledit Trafic, s'ils le trouvoient bon, aux Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur voudroient permettre, avec promesse, que ni Sa Majesté, ni ses Officiers & Sujets ne leur causeroient aucun trouble, ni empêchement en ce Trafic hors de l'Europe.

Bien pourront-ils (porte cet Article) *faire ledit Trafic, si bon leur semble, és Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui leur voudront permettre, même hors lesdites limites, sans que ledit Seigneur Roi, ses Officiers & Sujets, qui dependent de lui, donnent aucun empêchement à cette occasion auxdits Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni pareillement à eux ou aux particuliers, avec lesquels ils ont fait & feront ledit Trafic.*

ANNO 1724.

Sur lequel principe du Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, les Brabançons fondent leur Syslême, d'avoir conservé sans atteinte ni restriction la faculté de naviguer, & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement.

Bien loin, qu'ils seroient dans la pensée, que par le changement de Maitre, ils auroient acquis un nouveau Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils se trouvent heureusement débarrassez de deux obstacles accidentels *Facti*, *non Juris*, qui leur avoient empêché l'exercice de la même Navigation, l'un provenu autrefois de la prohibition & défense, que leur Prince Souverain comme Roi d'Espagne leur avoit faite de naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des Castillans, & l'autre consistant en ce qu'ils n'avoient jamais pu obtenir de Sa Majesté Catholique la protection, dont ils avoient besoin pour soutenir cette Navigation aux Indes Orientales; protection qu'il a plu à Sa Majesté Imperiale & Catholique leur Auguste Souverain, par un effet singulier de sa gracieuse bonté, & affection paternelle, de leur accorder recemment de sa Puissance, & de l'autorité lui apartenante par le Droit de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des Gens avec promesse de les défendre envers & contre tous ceux qui les attaqueront injustement.

Cet ancien Droit fut reconnu même sous le Regne du feu Roi Charles II. (de glor. mem.) par l'Octroy accordé en son Nom Royal le 7. de Juin 1698. à la Requête & Suplication des Ecclesiastiques & Membres de Flandre par avis de ses Conseils d'Etat & Privé, à la déliberation de l'Electeur de Baviere pour lors Gouverneur Général de ces Païs-Bas, par lequel Octroy Sa Majesté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie Royale pour négocier aux Places, & Lieux libres dans les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Octroy n'eût pas le succès, qu'ils en devoient attendre, l'on sçait que ce ne fût pas à cause de quelque empêchement legitime, mais par le manquement de la protection Royale, à cause du facheux contre-tems de la mauvaise santé du feu Roi, qui pendant tout le cours des années 1699. & 1700. fit aprehender les suites funestes de sa mort, & donna lieu à divers ménagemens, dont il ne convient pas de rapeller la memoire.

Que si depuis ce tems-là Sa Majesté Imperiale & Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par l'Article 26. du Traité de Barriere conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Païs-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, demeureroit en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. concernant le Commerce; cette promesse est relative aux Articles dudit Traité de Munster, par lequel le Commerce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre a été reglé dans lesdits Païs-Bas, & ne regarde nullement la Navigation, ni le Commerce aux Indes, dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité de l'an 1715. ni dans le Traité posterieur, qui a été fait à la Haye le 22. Decembre 1718. pour faire cesser les plaintes, que les Etats de Brabant, & de Flandres avoient portées par deux Deputations Extraordinaires à Sa Majesté Imperiale & Catholique au sujet des Articles dudit Traité précédent, lesquels ne pouvoient s'accorder avec leurs anciens Droits, Privileges, & Libertez.

Ce qui plus est, les Brabançons ne peuvent s'empêcher de faire connoitre avec tout le respect, qu'ils ont eu, & auront toujours pour l'Autorité Souveraine de leurs très-Augustes Princes, qu'il n'a jamais été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de conclurre aucun Traité au préjudice des anciennes Libertez, & Loix fondamentales de leur Païs de Brabant, ne fut du consentement des Etats du même Païs.

Les Chartres de leur Joyeuse Entrée, jusques & y compriſe celle de Sa Majesté Imperiale & Catholique Regnante, servent de preuve inconteſtable de cette

ANNO 1724. Verité, portant Article 3. que Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagera jamais à entrer en Guerre, ne fût par le Conſeil, la volonté, & le conſentement de ſes Villes, & de ſon Païs de Brabant, & qu'elle ne promettra aucune choſe par où, aucun de leurs Droits, Libertez, & Privileges, ſeroit préjudicié ou diminué en maniere quelconque.

Et à l'Art. 5., que Sa Majeſté ne permettra pas que ſes Païs, Villes, Gens, Rentes ou Droits Seigneuriaux ſoient engagez, hypothequez, vendus, alienez, diminuez, chargez, affectez, cedez, ou remis en aucune maniere, que du conſentement de ſesdits trois Etats.

Comme auſſi Art. 13. tiré de mot à autre de la Joyeuſe Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de glor. mem. que Sa Majeſté maintiendra tous ſes Sujets & bonnes Gens de Brabant & d'Outremeuſe, dans la libre & tranquille Navigation, non ſeulement aux Païs de Hollande & de Zelande, mais auſſi dans tous les autres Païs.

Tellement que cette libre Navigation dans tous les Païs, où il eſt licite aux autres Nations de trafiquer, ne ſe trouve pas ſeulement fondée ſur le Droit de la Nature, & le Droit des Gens ancien & moderne, enſemble ſur le principe, dont les Habitans de Hollande ſe ſont prévalus autrefois contre la Couronne d'Espagne, mais ſpecialement en faveur des Brabançons ſur l'une des Loix fondamentales de la Joyeuſe Entrée des Ducs de Brabant renfermant *Pacta conventa inter Principem & Populum*, dont les Etats & Peuples de cette Province ont certainement merité la confirmation & conſervation inviolable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidelité à toute épreuve pour le ſervice de leurs Auguſtes Souverains.

Car pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenſes de tant de Biens, que lesdits Directeurs reclament d'avoir été faits par Leurs Hautes Puiſſances pour contribuer à la reduction des Païs-Bas Espagnols ſous l'obéiſſance de Sa Majeſté Imperiale & Catholique Regnante, & que partant elles ne devroient pas être expoſées à une ſi grande dureté que de voir, que les mêmes Païs-Bas ou leurs Habitans pourroient entreprendre préſentement contre Leurs Hautes Puiſſances, ou contre Leurs Sujets, ce qui non ſeulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par un Traité ſolemnel.

On avouë la premiere, mais nullement la ſeconde Partie de cette objection, & pour en retorquer l'argument contre lesdits Directeurs, & tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, on les prie de vouloir ſe ſouvenir à leur tour de tous les efforts & dépenſes extraordinaires faits par les Etats, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de la derniere Guerre pour le ſoutien de la cauſe commune, ſingulierement dans la ſituation dangereuſe où l'Armée des Hauts Alliez ſe trouvoit reduite en 1708. par les mouvemens de l'Armée de France ſous le commandement du Duc de Bourgogne en perſonne, & par la perte inopinée des Villes de Gand & de Bruges, laquelle aparemment auroit entrainé celles des autres Places capitales, & peut-être de ces deux Provinces entieres de Brabant & de Flandres, ſans le Secours du Corps des Troupes Imperiales, que feu l'Empereur avoit envoyé en ces Païs-Bas ſous la conduite heroïque de ſon premier & invincible Général le Prince Eugene de Savoye.

Or par qui eſt-ce que ces Tronpes y ont été entretenues? Leurs Hautes Puiſſances ſçavent, & perſonne ne l'ignore que ce fût par les Subſides extraordinaires que les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournirent à cet effet, & par le Secours des Deniers levez & hypothequez ſur les Domaines & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les Etats de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuvent ajouter, que, ſi après la ſurpriſe de Gand, & de Bruges, la France étant encore en poſſeſſion des Villes de Mons, de Namur, & de Charleroi, ils n'avoient témoigné une fidélité inébranlable pour Sa Majeſté au Siége de cette Ville principale de Bruxelles, (ſoit dit ſans manquer à la reconnoiſſance qui eſt dûë aux Hauts Alliez) il étoit à craindre qu'ils n'euſſent perdu en une ſeule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorieuſes avoient remportez depuis le commencement de la derniere Guerre, laquelle, ſuivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 1702. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ils entreprirent pour reprendre les Provinces-Unies du Païs-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles ſerviroient de Digue, de Rempart, & de Barriere pour ſeparer, & éloigner la France des Provinces-Unies, lesdites Provinces du Païs-Bas devant faire la ſûreté desdits Etats Généraux. ANNO 1724.

On paſſe ſous ſilence (pour ne pas remonter trop haut) les calamitez, les pertes, & les miſeres, que les mêmes Provinces ont ſouffertes durant la Guerre ruïneuſe, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre feu le Roi d'Espagne, & lesdits Etats Généraux, par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances reconnurent les obligations extraordinaires, qu'elles avoient à Sa Majeſté Catholique, & par conſequent à ſes Sujets des Païs-Bas, pour le Secours, que Sa Majeſté leur avoit fait, comme un Prince qui s'étoit expoſé avec tant de conſtance à la ruine manifeſte, dont elles étoient ſi fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement que retournant à la premiere partie de cette objection, il y auroit une extrême dureté, pour ne pas dire une violence, & injuſtice manifeſte, d'exclure les Habitans desdits Païs-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouïſſent paiſiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privileges, dont Leurs Hautes Puiſſances de même que feu Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne de glor. mem. ſe ſont renduës les Garans par la Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Deputez de Leurs Hautes Puiſſances ont écrite aux Etats de Brabant le 26. May 1706. pour les aſſurer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs Etats Généraux, que Sa Majeſté le Roi notre Auguſte Monarque les maintiendroit dans l'entiere jouïſſance de tous leurs anciens Droits & Privileges.

Et les Etats de Brabant ont d'autant plus de ſujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par raport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & Juſtice de Leurs Hautes Puiſſances en conſideration de l'interêt notoire, qu'elles ont à la conſervation & à la ſûreté des Païs-Bas, l'avant-mur & le rempart de leur République contre la France, pour le ſoutien de ſûreté, qui fait le commun objet du ſusdit Traité de Barriere, étant de la derniere importance que les Places Frontieres, & autres Fortereſſes en ce Païs ſoient toujours en état de défenſe, Sa Majeſté Imperiale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 90. de ſon dit Octroy que tous les Deniers, qui ſont levez ſur les Marchandiſes de retour de cette nouvelle Compagnie ſoient employez principalement à pourvoir lesdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes ſortes de Munitions de Guerre, enſemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Donc pour recueillir la ſubſtance de ce Memoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, que l'Acte de la Ceſſion de ces Païs-Bas faite aux Archiducs Albert, & Iſabelle en 1598. lorsque les Habitans des Provinces de Hollande & de Zelande étoient encore cenſez, & reputez par Sa Majeſté ſes legitimes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procuré aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéiſſantes de ces mêmes Païs.

En ſecond lieu, que par le Traité de la Trêve pour 12. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point aquis d'autre titre pour ce Commerce, que celui qui leur apartenoit d'ancienneté par le Droit de la Nature & des Gens.

En 3. lieu, que les Articles 5. & 6. du Traité de Paix fait à Munſter l'an 1648. ne renferment qu'une Convention reciproque entre les Caſtillans & les Espagnols d'une part, & les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, ſans enveloper les Sujets de ces Païs-Bas préſentement Autrichiens.

En 4. lieu, que le dernier Traité de la Barriere conclu à Anvers en l'an 1715. ne confirme celui de Munſter, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Cath. dans les Païs-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y eſt fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Caſtillans & Espagnols.

Et que partant les Habitans de ces mêmes Païs, ſpecia-

ANNO 1724. ſpecialement les Brabançons ſe ſont conſervez jusques à préſent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, d'exercer le Commerce & la Navigation aux Indes en tous Lieux neutres & independans, où il eſt libre aux autres Nations de negocier.

Etant inconteſtable que les Peuples desdits Païs par le non uſage du ſusdit Droit, n'en ont rien perdu, ſuivant la Jurisprudence tirée de la Loi 22. *ff. de viâ publicâ*, *Viam publicam populus non utendo amittere non poteſt.*

XXVI.

26. Avril. *Repreſentations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *preſentées à Sa Majeſté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le 26. Avril* 1724.

LEs Rois d'Espagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en poſſeſſion d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Espagne.

Par conſequent, les *Habitans des Païs-Bas* en étoient exclus, auſſi bien que les autres. Les Rois d'Espagne ont maintenu ce Pouvoir dans les Négociations des Traitez de Paix ou de Trêve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont conſenti par le Traité de Munſter; de ſorte que le partage des Indes étant reglé, les deux Parties étoient obligées de s'abſtenir de naviguer dans les limites l'une de l'autre.

Il s'enſuit donc, que les Provinces-Unies s'étant obligées de ne pas naviguer aux Indes d'Espagne, *ont acquis en même tems le* DROIT D'EXCLURE *les Sujets des Etats d'Espagne*, COMME AUSSI CEUX DES PAÏS-BAS ESPAGNOLS, *de naviguer dans leurs limites.*

Les choſes étant dans cet état, lorsque les Païs-Bas Espagnols furent cedez à l'Electeur de Baviere, *cette Ceſſion ne pouvoit aporter aucune alteration, ou préjudice* AU DROIT *des Provinces-Unies*, parce qu'il n'y a pas d'aparence que l'intention du Roi d'Espagne fut de ſe priver de ſon Droit, en laiſſant auxdits Païs-Bas cedez, la liberté de naviguer aux Indes.

La Ceſſion que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Espagne, *étoit ſur le même pied.* La France s'étant engagée à faire ceder lesdits Païs-Bas, par l'Electeur de Baviere, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maiſon d'Autriche; & cette Ceſſion n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremiſe des Etats Généraux, comme il paroit par le Traité de Paix entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., *l'intention n'étoit pas de faire tort, en aucune maniere, auxdites Provinces-Unies*, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la *Maiſon d'Autriche rempliroit les conditions qui étoient déja ſtipulées:* il eſt évident que le Roi de France s'interpoſant pour le Roi d'Espagne, ſon petit-fils & ſon Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Espagne, en faveur de la Maiſon d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Outre tout cela, *le* 23. *Article dudit Traité fait aſſez voir que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes* DEMEURAT SUR LE MEME PIED *qu'elle étoit auparavant.*

C'eſt ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Espagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 30. le Traité de Munſter eſt poſé pour baze, plus particulierement par le 33. & le 34. Articles, par raport aux Indes.

Si après tout ce qui a été répreſenté à Sa Majeſté Imperiale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, ſecondez de la maniere la plus forte par les hauts Alliez, *la Ceſſion des Païs-Bas, devoit être confirmée par l'Espagne*, SANS SE RESERVER EXPRESSEMENT LE DROIT EXCLUSIF *ſur la Navigation des Indes en général & ſans exception*, il s'enſuivroit que les Etats Généraux pourroient A JUSTE TITRE *demander ſatisfaction à l'Espagne*, pour avoir par là *fait une grande infraction au Traité de Munſter:* outre que ſe trouvant privez des effets dudit Traité, ils ſeroient dispenſez de l'obligation reciproque, de s'abſtenir de la Navigation des Indes d'Espagne.

De plus, l'avenir importe du moins autant à l'Espagne, qu'aux Provinces-Unies; car ſur les fondemens poſez par l'Empereur, les Habitans de ſes Païs-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Espagne, que dans celle des Provinces-Unies. ANNO 1724.

Il ne faut que reflechir, d'un côté, ſur l'ample permiſſion accordée par les Octrois à la Compagnie d'Oſtende, avec la maniere dont l'Empereur s'eſt expliqué touchant la liberté prétenduë, & de l'autre, ſur la vaſte étenduë des Indes d'Espagne, pour être convaincu, combien il eſt néceſſaire d'empêcher que des Negocians ſoutenus de la ſorte, n'y faſſent des établiſſemens, qui avec le tems pourroient ruiner ceux d'Espagne.

XXVII.

14. Mai. *Declaration de* LOUÏS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations donnés par* LOUÏS XIV. *ſon Predeceſſeur contre ſes Sujets de la Religion Reformée, voulant que la ſeule Religion Catholique Romaine ſoit exercée en ſon Royaume, & ordonnant de rigoureuſes peines contre ceux qui refuſeront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Verſailles le* 14. *Mai* 1724. [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre & Privilege du Roi in 4.]

LOUÏS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. De tous les grands deſſeins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul a formez dans le cours de ſon Regne, il n'y en a point que Nous ayons plus à cœur de ſuivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçû d'éteindre entierement l'Héreſie dans ſon Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de ſa vie. Dans la vûë de ſoutenir un Ouvrage ſi digne de ſon zele & de ſa pieté, auſſi-tôt que Nous ſommes parvenus à la Majorité, notre premier ſoin a été de Nous faire repréſenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conſeil qui ont été rendus ſur ce ſujet, pour en renouveller les diſpoſitions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire obſerver avec la derniere exactitude; Mais Nous avons été informez, que l'exécution en a été ralentie depuis pluſieurs années, ſur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans leſquelles il ſe trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont ci-devant fait profeſſion de la Religion prétenduë Réformée, par les fauſſes & dangereuſes impreſſions que quelques-uns d'entr'eux, peu ſincerement réünis à la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & excitez par des mouvemens étrangers, ont voulu inſinuer ſecretement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet ſi important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui ſe ſont gliſſez, & qui demandent un plus prompt remede, regardent principalement les Aſſemblées illicites, l'Education des Enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de profeſſer la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célebration des Mariages: ſurquoi, Nous avons réſolu d'expliquer bien diſertement nos intentions. A ces Cauſes, de l'avis de notre Conſeil & de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Préſentes ſignées de notre main, diſons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ſoit ſeule exercée dans notre Royaume, Païs & Terres de notre obéïſſance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils ſoient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'aſſembler pour cet effet en aucun lieu & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine contre les Hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les Femmes d'être raſées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, avec Confiſcation des Biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui ſe ſont aſſemblez en armes.

ANNO 1724

II. Etant informez qu'il s'eſt élevé, & s'éleve journellement dans notre Royaume pluſieurs Prédicans, qui ne ſont occupez qu'à exciter les Peuples à la Revolte, & les détourner des Exercices de la Réligion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui y auront convoqué des Aſſemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, ſoient punis de mort, ainſi que la Déclaration du Mois de Juillet 1686. l'ordonne pour les Miniſtres de la Religion prétenduë Réformée, ſans que ladite peine de mort puiſſe à l'avenir être reputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Miniſtres ou Prédicans, de leur donner retraite, ſecours & aſſiſtance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux: Enjoignons à ceux qui en auront connoiſſance, de les dénoncer aux Officiers des Lieux, le tout à peine, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galeres à perpetuité, & contre les Femmes, d'être raſées & enfermées pour le reſte de leurs jours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, & de Confiſcation des Biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion prétenduë Réformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de faire baptiſer leurs Enfans dans les Egliſes des Paroiſſes où ils demeurent, dans les 24. heures après leur naiſſance, ſi ce n'eſt qu'ils ayent obtenu la permiſſion des Archevêques ou Evêques Dioceſains de differer les céremonies du Baptême pour des raiſons conſiderables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres perſonnes qui aſſiſtent les Femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curez des Lieux de la naiſſance des Enfans, & à nos Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Juſtice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, ſuivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Education des Enfans de ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion Prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, voulons que l'Edit du Mois de Janvier 1686., & les Déclarations des 13 Decembre 1698., & 16. Octobre 1700., ſoient exécutées en tout ce qu'elles contiennent; & en y ajoûtant, Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfans hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en ayent obtenu de Nous une permiſſion par écrit ſignée de l'un de nos Secretaires d'Etat, laquelle Nous n'accorderons qu'après que Nous aurons été ſuffiſamment informez de la Catholicité des Peres & Meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle ſera reglée à proportion des Biens & Facultez des Peres & Meres desdits Enfans, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de ſix mille Livres & ſera continuée par chaque année que leursdits Enfans demeureroient en Païs étrangers, au préjudice de nos défenſes; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il ſoit établi, autant qu'il ſera poſſible, des Maîtres & des Maîtreſſes d'Ecole, dans toutes les Paroiſſes où il n'y en a point, pour inſtruire tous les Enfans de l'un & de l'autre ſexe, des principaux myſteres & devoirs de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les conduire à la Meſſe tous les jours ouvriers, autant qu'il ſera poſſible, leur donner les inſtructions dont ils ont beſoin ſur ce ſujet, & avoir ſoin qu'ils aſſiſtent au Service Divin les Dimanches & les Fêtes, comme auſſi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir beſoin, le tout ainſi qu'il ſera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Edit de 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puiſſe être impoſé ſur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établiſſement desdits Maîtres & Maîtreſſes juſqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Maîtreſſes, & que les Lettres ſur ce néceſſaires ſoient expediées ſans frais, ſur les avis que les Archevêques & Evêques Dioceſains, & les Commiſſaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, Nous en donneront.

VI. Enjoignons à tous les Peres, Meres, Tuteurs & autres perſonnes qui ſont chargées de l'éducation des Enfans, & nommément de ceux dont les Peres ou les Meres ont fait profeſſion de la Religion prétenduë Reformée, ou ſont nez de Parens Religionnaires, de les envoyer aux Ecoles & aux Catechismes juſqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui ſont au-deſſus de cet âge juſqu'à celui de vingt ans, aux inſtructions qui ſe font les Dimanches & les Fêtes, ſi ce n'eſt que ce ſoient des perſonnes de telle condition qu'elles puiſſent & qu'elles doivent les faire inſtruire chez elles, ou les envoyer au College, ou les mettre dans des Monaſteres ou Communautez regulieres; enjoignons aux Curez de veiller avec une attention particuliere ſur l'inſtruction desdits Enfans dans leurs Paroiſſes, même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles: Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques de s'en informer ſoigneuſement; ordonnons aux Peres & autres qui en ont l'éducation, & particulierement aux Perſonnes les plus conſiderables par leur naiſſance ou en leurs Emplois de leur repréſenter les Enfans qu'ils ont chez eux, lorſque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs viſites, pour leur rendre compte de l'inſtruction qu'ils auront reçûë touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute-Juſtice, de faire toutes les diligences, perquiſitions, & Ordonnances néceſſaires pour l'execution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui ſeroient négligens d'y ſatisfaire, ou qui auroient la témerité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puiſſe être, par des condamnations d'amende qui ſeront exécutées par proviſion, nonobſtant l'appel, à telles ſommes qu'elles puiſſent monter.

VII. Pour aſſurer encore plus l'exécution de l'Article précedent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs Hauts Juſticiers ſe faſſent remettre tous les Mois par les Curez, Vicaires, Maîtres ou Maîtreſſes d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce ſoin, un état exact de tous les Enfans qui n'iront pas aux Ecoles, ou aux Catechismes & inſtructions, de leurs noms, âges, ſexes, & des noms de leurs Peres & Meres, pour faire enſuite les pourſuites néceſſaires contre les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargez de leur éducation, & qu'ils ayent ſoin de rendre compte, au moins tous les ſix Mois, à nos Procureurs Généraux, chacun dans leur Reſſort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les inſtructions néceſſaires.

VIII. Les ſecours ſpirituels n'étant en aucun tems plus néceſſaires, ſur tout à ceux de nos Sujets qui ſont nouvellement réunis à l'Egliſe que dans les occaſions de Maladies où leur Vie & leur Salut ſont également en danger, voulons que les Medecins, & à leur défaut les Apoticaires & Chirurgiens qui ſeront appellez pour viſiter les Malades, ſoient tenus d'en donner avis aux Curez ou Vicaires des Paroiſſes dans leſquelles lesdits Malades demeureront, auſſi-tôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuſe, s'ils ne voyent qu'on les y ait appellez d'ailleurs, afin que lesdits Malades, & nommement nos Sujets nouvellement réunis à l'Egliſe, puiſſent en recevoir les avis & les conſolations ſpirituelles dont ils auront beſoin, & le ſecours des Sacremens, lorſque lesdits Curez ou Vicaires trouveront lesdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Parens, Serviteurs & autres Perſonnes qui ſeront auprès desdits Malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienſéance convenable à leur caractere; & voulons que lesdits Medecins, Apoticaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui eſt de leur devoir à cet égard, & pareillement les Parens, Serviteurs & autres qui ſont auprès desdits Malades, qui auront refuſé auxdits Curez ou Vicaires, ou Prêtres envoyez par eux, de leur faire voir lesdits Malades, ſoient condamnez en telle amende qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout ſuivant l'éxigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curez, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de viſiter ſoigneuſement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils ſoient, notamment ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de les exhorter en particulier & ſans témoins, à recevoir les Sacremens de l'Egliſe, en leur donnant à cet effet toutes les inſtructions néceſſaires, avec la prudence & la charité qui convient à leur miniſtere, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis ſalutaires, lesdits Malades refuſent de recevoir les Sacremens qui leur ſeront par eux offerts, & déclarent enſuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétenduë Réformée, & qu'ils

ANNO 1724.

ANNO 1724.

& qu'ils perſiſtent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur Maladie, voulons que s'ils viennent à recouvrer la ſanté, le Procès leur ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils ſoient condamnez au banniſſement à perpétuité, avec confiſcation de leurs Biens & dans les Païs où la confiſcation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs Biens; ſi au contraire ils meurent dans cette malheureuſe diſpoſition, Nous ordonnons que le Procès ſera fait à leur mémoire par nosdits Baillifs & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Articles du Titre XXII. de notre Ordonnance du Mois d'Août 1670. pour être leurdite mémoire condamnée avec confiſcation de leurs Biens, dérogeant aux autres peines portées par la Declaration du 29. Avril 1686. & de celles du 8. Mars 1715., leſquelles ſeront au ſurplus exécutées en ce qui ne ſe trouvera contraire au préſent Article; Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait ſera arrivé, nos Prevôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute Juſtice, en informeront & envoyeront les informations par eux faites aux Greffes de nos Bailliages & Sénéchauſſées d'où reſſortiſſent lesdits Juges, ou qui ont la connoiſſance des cas Royaux dans l'étenduë desdites Juſtices, pour y être procedé à l'inſtruction & au Jugement du Procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X. Voulons que le contenu au précedent Article ſoit exécuté ſans qu'il ſoit beſoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacremens de l'Egliſe offerts par les Curez, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci deſſus, & ſera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la dépoſition desdits Curez, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été préſens lors de ladite Déclaration, ſans qu'il ſoit néceſſaire que les Juges du lieu ſe ſoient transportez dans la Maiſon desdits Malades, pour y dreſſer Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & ſans que lesdits Curez ou Vicaires qui auront viſité lesdits Malades, ſoient tenus de requerir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1686. & 8. Mars 1715., en ce qui pourra être contraire au préſent Article & au précedent.

XI. Et attendu que Nous ſommes informez, que ce qui contribuë le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits Malades dans leurs anciennes erreurs, eſt la préſence & les exhortations de quelques Religionnaires cachez qui les aſſiſtent ſecretement en cet état, & abuſent des préventions de leur Enfance & de la foibleſſe où la maladie les reduit, pour les faire mourir hors du ſein de l'Egliſe, Nous ordonnons que le Procès ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, à ceux qui ſe trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute Juſtice dans les Lieux où le fait ſeroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchauſſée Royale dans lesdits Lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme ci-deſſus, pour être les Procès continué par nos Baillifs & Sénéchaux, & les coupables condamnez; ſavoir, les Hommes aux Galeres perpetuelles ou à tems, ſelon que les Juges l'eſtimeront à propos, & les Femmes à être raſées & renfermées dans les Lieux que nos Juges ordonneront, à perpetuité ou à temps, ce que Nous laiſſons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons que ſuivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédeceſſeurs, & l'uſage obſervé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçû en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Bailliages, Sénéchauſſées, Prévôtez & Juſtices, ni dans celles des Hauts Juſticiers, même dans les Places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville ſoit qu'ils ſoient érigez en titre d'Office, ou qu'il y ſoit pourvû par élection, ou autrement, enſemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huiſſiers & Sergens de quelque Juriſdiction que ce puiſſe être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, ſoit en titre ou par commiſſion, même dans les Offices de notre Maiſon & Maiſons Royales ſans avoir une atteſtation du Curé, ou en ſon abſence, du Vicaire de la Paroiſſe, dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie & mœurs, enſemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine.

ANNO 1724.

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puiſſent être accordées dans les Univerſitez du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Medecine, que ſur des atteſtations ſemblables que les Curez leur donneront, & qui ſeront par eux repréſentées à ceux qui leur doivent donner lesdits Licences; deſquelles atteſtations il ſera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur ſeroient expediées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins aſſujettir à cette regle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des dégrez dans les Univerſitez de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Fevrier 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les dégrez par eux obtenus ne pourront leur ſervir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apoticaires & les Sages-Femmes, enſemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être auſſi admis à exercer leur Art & Profeſſion dans aucun Lieu de notre Royaume, ſans rapporter une pareille atteſtation, de laquelle il ſera fait mention dans les Lettres qui leur ſeront expediées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédeceſſeurs ſur le fait des Mariages, & nommément l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 15. Juin de la même année ſoient exécutez ſelon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'obſerver dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les ſolemnitez prescrites tant par les Saints Canons, reçûs & obſervez dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout ſous les peines qui y ſont portées & même de punition exemplaire, ſuivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfans Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs ſont ſortis de notre Royaume & ſe ſont retirez dans les Païs étrangers pour cauſe de Religion, pourront valablement contracter Mariage, ſans attendre ni demander le conſentement de leursdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs abſens, à condition néanmoins de prendre le conſentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; ſinon, il leur en ſera créé à cet effet, enſemble de leurs Parens ou Alliez, s'ils en ont, ou au défaut des Parens & Alliez, de leurs Amis ou Voiſins: Voulons à cet effet qu'avant de paſſer outre au Contrat & celebration de leur Mariage, il ſoit fait devant le Juge Royal des Lieux où ils ont leur domicile, en préſence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire desdits Lieux, le Procureur Fiscal de la Juſtice preſent, une aſſemblée de ſix des plus proches Parens ou Alliez, tant Paternels que Maternels, faiſans l'exercice de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur desdits Mineurs; & au défaut de Parens ou Alliez, de ſix Amis ou Voiſins, de la même qualité, pour donner leur avis & conſentement, s'il y échet, & ſeront les Actes pour ce néceſſaires expediez ſans aucuns fraix, tant de Juſtice que de Sceau, Contrôle, Inſinuations ou autres: & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere desdits Mineurs qui ſoit ſorti du Royaume, il ſuffira d'aſſembler trois Parens ou Alliez du côté de celui qui ſera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois Voiſins ou Amis, leſquels avec le Pere ou la Mere qui ſe trouvera préſent, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & conſentement, s'il y échet, pour le Mariage propoſé, duquel conſentement dans tous les cas ci-deſſus marquez, il ſera fait mention ſommaire dans le Contrat de Mariage, qui ſera ſigné par lesdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Parens, Alliez, Voiſins ou Amis, comme auſſi ſur le régître de la Paroiſſe, où ſe fera la célebration dudit Mariage; le tout ſans que lesdits Enfans audit cas puiſſent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfans de Famille qui ſe marient ſans le conſentement de leurs Peres & Meres; à l'effet dequoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard ſeulement auxdites Ordon-

ANNO 1724.

Ordonnances, lesquelles ſeront au ſurplus exécutées ſelon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, de conſentir ou approuver que leurs Enfans & ceux dont ils ſeront Tuteurs ou Curateurs ſe marient en Païs étrangers, ſoit en ſignant les Contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits Mariages, ſoit par Acte anterieur ou poſterieur, pour quelque cauſe & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ſans notre permiſſion expreſſe & par écrit, ſignée par l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galeres à perpetuité, contre les Hommes, & de banniſſement perpetuel contre les Femmes, & en outre de confiscation des Biens des uns & des autres, & où la confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs Biens.

XVIII. Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des Biens de ceux qui l'auront encouruë, ſuivant les differentes diſpoſitions de notre préſente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que ſur les Biens ſituez dans les Païs où la confiscation n'a pas lieu, ou ſur ceux non ſujets à confiscation ou qui ne ſeront pas confisquez à notre profit, il ſera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits Biens, laquelle amende tombera ainſi que les Biens confisquez, dans la régle des Biens des Religionaires abſens, pour être employez avec le Revenu desdits Biens à la ſubſiſtance de ceux de nos Sujets nouvellement réünis qui auront beſoin de ce ſecours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles ſoient, qui ſeront prononcées contre les contrevenans à notre préſente Déclaration, ſans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puiſſent rien prétendre. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conſeillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Juſticiers qu'il appartiendra, que ces Préſentes ils ayent à faire lire, publier & régîtrer, & le contenu en icelles garder & obſerver de point en point ſelon leur forme & teneur. Car tel eſt notre plaiſir. Donnée à Verſailles le 14. Mai 1724., & de notre Régne neuviéme. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, PHELYPEAUX. Et ſcellée du grand Sceau de cire jaune.

Regîtrées, ouï & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées ſelon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchauſſées du Reſſort, pour être lûës, publiées & régîtrées: Enjoint aux Subſtituts du Procureur Géneral du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois, ſuivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 31. *Mai* 1724.

Signé, YSABEAU.

XXVIII.

1. Juill. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la ſupreſſion d'un Livre écrit & publié en Langue Françoiſe pour le ſoutien de l'*Infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette ſuppreſſion. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. [Copie imprimée.]

CE jour, les Gens du Roi ſont entrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, a dit:

MESSIEURS,

NOUS ſommes informez, qu'il ſe répand dans le Royaume, & à *Paris* même, un Livre intitulé, *Traité Théologique ſur l'Autorité & l'Infaillibilité des Papes*, qui paroît imprimé depuis peu à *Luxembourg*, ſous le nom de Frere *Mathieu Petitdidier*, Religieux Benedictin de la Congrégation de *St. Vanne*.

A la vûë de cet Ouvrage, il ne nous eſt pas permis de demeurer dans le ſilence. Tout ce qui s'éleve contre les Maximes conſacrées ſur cette matiere par nos Loix, exige notre vigilance & notre zele, & vous verrez, *Meſſieurs*, par la nature du nouvel Ecrit que nous venons vous déferer, qu'il n'y en eut jamais de plus digne de votre Cenſure. ANNO 1724.

Son objet eſt d'établir les principes les plus oppoſez à la Doctrine de la *France*; l'Infaillibilité des Papes dans les déciſions ſur les Matieres de Foi, leur pleine Puiſſance, leur Souveraineté ſur toute l'Egliſe, leur Superiorité ſur les Conciles generaux, leur Empire ſur les Evêques, qui ſelon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'eſt la Doctrine que l'Auteur propoſe par tout, & peut-être voudroit-il en inſpirer une encore plus dangereuſe. En plus d'un endroit il ſemble inſinuer le Pouvoir du Pape ſur le Temporel, ſoit en abuſant des expreſſions d'un Pere de l'Egliſe pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné *un Royaume* à *St. Pierre*, ſoit en rapportant ſans limitation & ſans correctif les paroles d'un Auteur trop prévenu pour la Cour de *Rome*, qui portent (du moins dans ſa Traduction) que *St. Pierre* a reçû de JESUS-CHRIST *l'Empire du Ciel & de la Terre*.

Ce n'eſt pas un ſimple Traité Théologique comme le tître l'annonce d'abord. C'eſt une attaque de deſſein formé contre nos Maximes, un Ouvrage compoſé expreſſement contre l'Egliſe Gallicane & contre la *France*: jusques-là que l'Auteur ſe fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a profeſſée lui-même, & qui de ſon aveu eſt regardée parmi nous *comme une Loi de l'Etat*.

C'eſt en vain qu'encore plus éloignez de la Revolte des Sectaires que de la Servitude des Ultramontains, nous révérons dans le St. Siege les prérogatives d'une juſte Primauté, le centre de l'Episcopat, le lien inviolable & permanent de l'Unité, fondé ſur l'Inſtitution de Dieu même; & qu'en la Perſonne du Pape Nous reconnoiſſons avec reſpect le Succeſſeur de *St. Pierre*, le Chef des Evêques, entre leſquels il tient le même rang que *St. Pierre* entre les autres Apôtres. Cet Ecrivain paſſionné daigne à peine nous ſouffrir au nombre des Orthodoxes, ſi nous ne ſouſcrivons à l'Infaillibilité & à la Monarchie abſoluë du Pape. *On ne peut*, ce ſont ces termes, *rejetter ce ſentiment ni le contredire, ſans tomber dans une Erreur contre la Foi*, & ſi l'on ne doit pas traiter d'Héretiques ceux qui le combattent, c'eſt ſeulement parce que le Dogme n'a pas encore été expreſſément décidé.

Si on l'écoute, la Doctrine de l'Infaillibilité eſt celle *de tous les Païs & de tous les Siecles. Les* Grecs *l'ont profeſſée comme les* Latins, *les* François *comme les* Italiens . . . *en un mot, c'eſt la Doctrine de toute l'Egliſe.* Elle eſt fondée ſur l'Ecriture, elle eſt claire dans toute la ſuite de la Tradition, à commencer dès le tems des Apôtres: Elle éclate dans les monumens des premiers Siecles, & entr'autres dans les Actes des premiers Conciles géneraux. Si les Papes ont aſſemblé des Conciles, *ce n'a pas été*, dit-il, *pour perſuader les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Héretiques qui ont accoûtumé de reclamer les Conciles géneraux lorſque le St. Siege les a condamnez.* C'eſt *pour y porter la Loi* que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces ſaintes Aſſemblées. Le ſentiment de la *France* eſt un ſentiment nouveau, inconnu à toute l'Antiquité. Les Evêques de *France* qui ont compoſé l'Aſſemblée de 1682., ont abandonné ſur ce point l'ancienne Tradition de leurs Egliſes.

Mais de quelle maniere eſſaye-t-il de prouver des Propoſitions ſi hardies? C'eſt tantôt en donnant pour preuve ce qui n'établit rien moins que ce qu'il avoit avancé, tantôt en éludant par quelques vains détours les conſéquences les plus claires de ce qu'il ne peut conteſter, & tantôt en forçant le ſens d'une foule de Paſſages qu'il altere & qu'il déguiſe ſous prétexte de les expliquer. Quelquefois il paſſe ſous ſilence l'objection qu'il ne peut réſoudre, & quelquefois il affecte de la négliger après qu'il ſe l'eſt oppoſée. Il fait plus, il mépriſe ſes Lecteurs jusqu'à appuyer ſon Syſtême ſur des Témoignages formels contre lui. Nous ne diſons rien qu'on ne puiſſe découvrir par une Lecture attentive.

L'imprudence & l'indiscretion ſont repanduës dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de ſcrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Héreſie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ſes ſentimens. Sous prétexte de terminer les dernieres Diviſions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aigrir le mal par le remede. Ne pouvons-nous pas ajoûter qu'il compromet les Droits Sacrez du

ANNO 1724. du St. Siege, en les confondant témerairement avec les prétentions ambitieuſes de ſes Partiſans trop zelez?

Mais, plus il affecte de les confondre, plus nous devons les diſtinguer. Si nous oppoſons à l'excès des Opinions Ultramontaines, la Barriere des ſaines Maximes conſervées fidellement par nos Peres; Nous faiſons gloire à leur exemple d'un attachement éclairé & d'un zele religieux pour les juſtes prééminences du St. Siege. C'eſt par cette conduite que la *France* s'eſt diſtinguée de tout tems. Son reſpect augmenteroit, s'il étoit poſſible, ſous un Pape dont l'exaltation fait en ce moment la joye de l'Egliſe, & dont les Vertus révérées de tous les Fideles répondent de l'uſage légitime & des ſalutaires effets de ſon Pouvoir.

C'eſt, *Meſſieurs*, ſans perdre de vûë ces ſentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témerité n'eſt propre qu'à inquieter les Eſprits, qu'à ſemer d'immortelles Diviſions, & qu'à faire éclore des Nouveautez dangereuſes. C'eſt l'Eſprit des Concluſions que nous avons priſes, & que nous laiſſons à la Cour avec un Exemplaire dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

LA COUR *ordonne que ledit Livre ſera ſupprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent ſervir de Regle à la diſtinction de la Puiſſance Eccléſiaſtique & de la Puiſſance Séculiere, & à l'Ordre Hierarchique, comme ſcandaleux, ſéditieux, témeraire, contraire à l'Autorité Royale, & injurieux au Clergé de* France: *Enjoint à tous ceux qui en auroient des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être ſupprimez: Fait défenſes à toutes Perſonnes de les retenir, vendre & débiter: Permet au Procureur-Général du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Diſtributeurs, par devant Maître Guillaume Menguy, Conſeiller, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de* Paris, *& par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, pourſuite & diligence des Subſtituts du Procureur-Général du Roi esdits Sieges, pour les informations faites & rapportées, & communiquées au Procureur-Général du Roi, être ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que le préſent Arrêt ſera lû, publié & affiché par tout où beſoin ſera, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchauſſées du Reſſort, pour y être lûës, publiées, enregîtrées & affichées: Enjoint aux Subſtituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois. Fait en Parlement le premier Juillet* 1724.

Signé, DUFRANC.

XXIX.

6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux inſtances du Conſeil Royal de Caſtille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre* 1724. [Simple Copie & Traduction.]

AYant fait attention à tout ce que le Conſeil Royal de Caſtille m'a repreſenté par la ſupplique qu'il vient de me faire & par celle qu'il m'a remis le 4. de ce Mois; quoi que j'euſſe pris une ferme reſolution de ne point quiter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pû reſiſter aux inſtances que m'a faites ce Conſeil, pour me determiner à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a repreſenté que j'étois indiſpenſablement obligé de le faire par des raiſons de Juſtice & de conſcience, j'ai reſolu tant à cauſe du cas que je fais de ſes Avis, qu'à cauſe du Zele ſincere & conſtant des Miniſtres qui le compoſent, de me ſacrifier au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Sujets, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me reſervant, ſi Dieu me conſerve la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Aſturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge competent, & la capacité ſuffiſante pour en eſtre chargé, pourvû qu'il n'y ait point alors de raiſons aſſez fortes pour retarder ou empêcher mon abdication. Je conſens auſſi que l'on convoque inceſſamment les Eſtats pour y reconnoître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Aſturies, & pour lui faire les Sermens accoutumés comme Heritier préſomtif de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724. ANNO 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

30. Oct. *Decretum S. R. Majeſtatis* POLONICÆ *Aſſeſſoriale, contra Magiſtratum, & Communitatem Civitatis* THORUNENSIS, *quô in reparationem variorum Exceſſuum in Collegio Patrum Jeſuitarum per Plebem licentioſam perpetratorum, cum effractione forium, ſubverſione Cathedrarum, Sellarum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione & combuſtione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præſidens ac* ZERNEK *Vice-Præſidens Thorunenſes ad ultimum ſupplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia ſupplicia deſtinantur. Templum inſuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea poſſeſſum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magiſtratus Civitatis dimidiatim in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varſoviæ ſub tempus Comitiorum Regni Generalium, feria ſecunda poſt Feſtum SS. Simonis & Judæ Apoſtolorum, die* 30. *Menſis Octobris Anno Domini* 1704. *Regni vero* XXVIII. [Sur la Copie imprimée à Varſovie.]

AUGUSTUS SECUNDUS, Dei gratia REX Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czernichoviæque nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps ELECTOR.

Significamus præſentibus Literis Noſtris quorum intereſt Univerſis & ſingulis: Interceſſiſſe antea Decretum Noſtrum Aſſeſſoriale, inter Generoſum Inſtigatorem Regni ejusque Delatores, Religioſos Caſimirum CZYZEWSKI Rectorem, Laurentium Marczewski Vice-Rectorem, Caſimirum Klimecki, Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolánski, Fratres, & totum Collegium Societatis JESU Thorunenſe Actores ab una, atque Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgravium, Godefredum Resner Præſidem, Proconſules, Conſules, & Ordines, totumque Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis, Citatos parte ex altera, Idque in Cauſa & actione ipſis inſtituta pro eo: Quia illi malevolo animo, odioque Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, in Regno Noſtro Catholiciſſimo degentes, contra Leges Divinas & humanas, Conſtitutionesque ejusdem Regni Noſtri procedendo, non contenti anterioribus auſibus violentis, recenter nacti occaſionem, quòd ſub tempus Proceſſionis cum Venerabili Sacramento, in Feſto Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, de Monte Carmelo, in Cæmeterio Eccleſiæ Sancti Jacobi Apoſtoli, Deo dicatarum Virginum Ordinis Sancti Benedicti, ipſo die Dominico Thorunii celebratæ, cuidam Puero Diſſidenti Ceremonias Eccleſiæ irridenti, irreverenterque ſe gerenti, galerum Polonus Studioſus, zelo cultus Divini ductus dejecerit, ſtatim abſoluta Proceſſione in Cæmeterio per licentioſos Cives enormiter idem Studioſus converberatus, & obſanguinolatus, eſt tandem ex Loco Sacro violenter, & jam per Milites extractus, per plateas ductus, & Carceri ac Cuſtodiæ Militari, uti & poſtridie alter innocuus Studioſus Polonus mancipatus, & injectus eſt, & cùm ad plura poſtulatata Juventutis Polonæ neuter libertati redderetur, imò contumelioſiſſimè ambo tractarentur, Gymnaſiſta quoque heterodoxæ fidei in recompenſam Captivorum duorum prædictorum Studioſorum ad Scholas, inſciis Religioſis Actoribus, non tamen cum tumultu, neque cum ignominia nociva, à Studioſis Polonis introductus eſſet, plebem licentioſam ut cum armis variis & Bombardis parati eſſent, turmatim ſub pœnis pecuniariis convocari fecerunt, in quem finem & Portas Civitatis ſolito citiùs tempore claudi juſſe-

ANNO 1724. runt, & qualiter Plebs procedere deberet, ad inferendam ſtatui Spirituali, & locis Privelegiatis, utpote Cæmeterio, Scholis, & Collegio, prædictorum Actorum, violentiam malitiosè inſtruxerunt, unde factum eſt, quòd eadem licentioſa & ſeditioſa Plebs, taliter in depreſſionem ſtatus Spiritualis, & violationem immunitatum inſtructa, Citatorum ſcitu, juſſu, Mandato, & ſubordinatione nec non conniventia, animo feroci atque crudeli, (etſi jam ad requiſitionem Secretarii Civitatis, Gymnaſiſta ex Schola liberè dimiſſus fuerit) eò ferventiùs, quia Sol ad occaſum vergere & tenebræ ſceleri patrocinari videbantur, pene ad vim inferendam & patrandum nefandum auſum armata, tota mente & corpore pro tunc furorem ſpirans, poſt egreſſum Secretarii, ſimul cum Gymnaſiſta (nam eidem ad manus redditus) plane ex condicto & de induſtria, magno cum impetu in aſſiſtentia Militum Civitatis & exploſione Bombardarum, pro ſecuritate ſui criminis majorique facilitate ad invadendum & deprædandum, foribus primò Scholarum ſecuribus exciſis, ac effractis, catervatim armataque manu aggreſſi Scholas omnes & Aulam publicam invaſerunt, omnia funditus inverterunt, ſcamna, cathedras, ſellas, fornaces, feneſtras, fores ad ultimam particulam concuſſerunt, confregerunt, diſſecuerunt, & globis plumbeis trajecerunt, quod autem magis execrandum eſt, nec Imaginibus Chriſti Crucifixi, ac DEIPARÆ, nec non aliorum Sanctorum, pepercerunt, & quod nec Barbari nec Ethnici facerent, id Thorunenſes in Regno Catholiciſſimo impiè facere auſi ſunt, in honorem DEI, Beatiſſimæ, & Sanctorum ſacrilegè ſæviendo, pedes Crucifixi amputando, Altaria duo, unum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, affabre & de novo elaboratum extructumque in Congregatione Minori Sodalium, alterum Annuntiatæ Virginis in Congregatione Majori, in partes ſecuribus & aſciis ſcindendo, ita ut vix locus ſuperſit, ubi altare ſecundum fuerit, Icones plurimas Chriſti Crucifixi, Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, & Sanctorum, alias dilacerando, alias gladiis confodiendo, alias ſecuribus ſcindendo, & ne impia crudelitas Sacrilego auſui finem imponeret, (licetſi manus ſcribendo tremat, & ambæ ad auditum tinniant aures) Imagines Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, Sancti Francisci Xaverii & aliorum Sanctorum, in publicam Plateam inſolenter ac temerariè exportârunt cum ſubſannationibus, illuſionibus, vociferationibus & blasphemiis, linguâ procaci effrenatis in omnem malitiam plenis buccis ac rodentibus Theoninis dentibus, acſi caninis lædendo, carpendo, & contaminando, hoc eſt contra honorem DEI, DEIPARÆ & Sanctorum Conjurati, tumultuoſi Aggreſſores, perſecutores Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, Terræ alliſerunt, circaque Imagines illas in Terra proſtratas, incendio facto, ſaltus indecentes ad normam Paganismi exercendo, blasphemando in DEUM & Beatiſſimam, malitioſiſſimi Tumultuarii, pluriinas easdem Imagines, veſanis addixerunt flammis & concremarunt, cum Summa injuria Honoris DEIPARÆ, blaterando, inter cætera *Bronze ſiæ teraz Dzieweczko* Vivat MARIA &c. nec his contenti, auſum auſui, ſcelus ſceleri addiderunt, dum eodem cum furore ac omni genere Armorum violenti Aggreſſores, hoſtiliter exciſis & effractis foribus, ſeu Januâ Collegii, in ipſum Collegium jam profunda nocte tumultuatim irruerunt, cum ſtrictis acinacibus, ſecuribus, aſciis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, facibus & candelis accenſis cum periculo incendii, bis de induſtria intentati, ibidemque in parte inferiori Collegii, omnes feneſtras, tam Ambulacri, quàm Cubiculorum uti & fornaces, fores, concuſſerunt, cubicula Suppellectili, ac re veſtiariâ fermè totâ, imò & pecuniâ ſpoliarunt, in vimque prædæ ac turpis lucri, eandem retinuerunt & retinent, Imagines plurimas Chriſti Domini, DEIPARÆ, ac Sanctorum in circuitu Curritoriorum, ſignis illicitis deſpexerunt, aliquas in partes lacerarunt, aliquas gladiis confixerunt, alias ſecuribus & aſciis ſecuerunt, alias globis de ſclopetis trajecerunt, alias Pedibus conculcarunt, & in minutiſſimas attriverunt partes, Oratorium in ſuperiori parte Collegii, ejusque ſculptoriam elegantem ſtructuram, multas in partes ſciderunt, ſecuerunt, & detruncarunt, ipſum Venerabile ex Tabernaculo in ſummum opprobrium Fidei Noſtræ jam ejiciendum erat à Tumultuariis, niſi cujusdam Religioſi precibus flecterentur, quem tamen, & alios Religioſos violenter concuſſerunt, & ſauciarunt, Hypocauſtum commune uti & aliqua ſuperiora Cubicula, effractis foribus vaſtarunt, feneſtras exſecuerunt, fornaces & fores globis trajecerunt, Milites Noſtros Præſidiarios ſupervenientes pro ſedando Tumultu, cum armis aggreſſi ſunt, eosque lethaliter convulnerarunt, etiam & quendam Religioſum Ordinis Sancti Dominici, ad initium tumultûs, veniente ad Collegium Secretario Civitatis, converberarunt, hæc alia & ad propè mediam noctem inaudito exemplo & nefando auſu, ac impio & ſacrilego facinore patrarunt, deſolatamque Arabiam, tam in Scholis quam in Collegio, juſſu & conſenſu citatorum ac ſupina conniventiâ mediante, reliquerunt, exindeque pœnas Legum Regni Criminaliſſimas ſuccubuerunt, pro quibus decernendis, tum & pro ſtatuitione Principalium, ac Complicum, tantorum ſcelerum, Blasphemorum & ſacrilegorum, atque ablatorum reſtitutione, damnorum litisque expenſarum refuſione, citati ſunt, Citatione Originali ejusque Relatione, tum Propoſitione oretenus facta, ac Viſione Officioſa per Miniſterialem Combuſtionis Imaginum & deſolationum, ac damnorum in Collegio & Scholis actorum, in Præſentia Nobilium & Officialium, coram Actis Caſtrenſibus Kovalevienſibus Palatinatûs Culmenſis, Feriâ Quartâ poſt Feſtum Beatiſſimæ Virginis MARIÆ Scapularis, anno nunc currenti facta, & inſcripta, in ſe latioribus exiſtentibus, de Actu Varſaviæ Feriâ Sextâ in Craſtino Feſti Sancti Laurentii Martyris & Levita, die undecima Menſis Auguſti. Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto prolatum. QUO DECRETO NOSTRO neceſſariam eſſe hac in Cauſa Commiſſionem & Inquiſitionem adinveneramus, eamque decreveramus, ad quam expediendam Commiſſarios Noſtros Reverendos in Chriſto Patres, Dominos CHRISTOPHORUM in Slupow SZEMBEK Uladislavienſem & Pomeraniæ, ANDREAM ZALUSKI Plocenſem Episcopos, Magnificos STANISLAUM CHOMENTOWSKI Maſoviæ, JACOBUM Sigismundum RYBINSKI Culmenſem, IGNATIUM DZIALYNKI Pomeraniæ Palatinos, ADAMUM PONINSKI Gnesnenſem, ANDREAM DAMBSKI Breſtenſem Cujaviæ, PETRUM CZAPSKI Culmenſem, Caſtellanos; Generoſum GEORGIUM LUBOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem Dominum SIENINSKI Decanum Gnesnenſem, Præpoſitum Cracovienſem ad Eccleſiam Sancti MICHAELIS Officialem Generalem Gedanenſem, Generoſum JACOBUM DUNIN Regentem Cancellariæ Majoris Regni, Venerabilem MICHAELEM WÆZYK Archidiaconum & Officialem Generalem Varſavienſem, Prælatum in Cathedra Posnanienſi, Generoſum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Posnanienſem, Venerabilem ALOISIUM HUMANSKI Eccleſiæ Cathedralis Culmenſis & Inſignis Collegiatæ Varſavienſis Canonicum, Secretarium Noſtrum Judiciique Aſſeſſorem, Generoſum JOANNEM KZEWSKI Succamerarium Mariæburgenſem, JOSEPHUM NAKWASKI Capitaneum Ciechanovienſem, PAULUM JAROSZEWSKI Vexilliferum Plocenſem, FRANCISCUM PONINSKI Dapiferum Posnanienſem, JOANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWKSI Plocenſem, MICHAELEM KALSZTEIN Mariæburgenſem, Judices Terreſtres, IGNATIUM DAMBSKI Junivladislavienſem, JOANNEM PIWNICKI Culmenſem Notarios Terreſtres, CASIMIRUM PIWNICKI Enſiferum Livoniæ deputaveramus: iisdemque commiſeramus, utſi ex Scrutinio aliqui Principales motores Tumultûs & violentiarum illatarum Combuſtionisque Imaginum & blasphemiarum apparerent eſſe rei, tales ſtricto Arreſto & Sequeſtro, apud Nobilem Magiſtratum Thorunenſem detineri mandarent, eosque ad parendum judicato, pro ſumendis pœnis idem Magiſtratum Thorunenſis ſtatuere teneretur, ipſi injunxeramus, Terminumque Partibus poſt expeditam nec ne Commiſſionem præfatam coram Nobis Judicioque Noſtro conſervaveramus peremptorium. *Qui Commiſſarii ſupra ſpecificati* cùm ad Civitatem Thorunenſem condescenderent, ibidemque in Prætorio Jurisdictionem ſuam Commiſſorialem fundarent, & poſt inſcriptam Partium Comparitionem, ad excipienda Confeſſata libera nonnullorum Inculpatorum, demum ad Inquiſitiones auſcultandas proceſſerunt. Juramenta ſuper incorruptos Teſtes Partibus præſtare demandarent, quæ de facto ab ipſis ſunt præſtita, poſtque præſtita, Teſtes Oculatos Speciali Regeſtro connotatos ac Partibus adinvicem communicatos, inducere injunxerunt, quos Teſtes ex Parte Actorea Viginti Sex, & ex Parte Citata itidem Viginti Sex inductos, prævíis juramentis ſuper fideli depoſitione, cum Monitione de perjurio, juxta Interrogatoria a Partibus porrecta, & ad invicem Parti per Partem communicata examinarunt, auſcultarunt, ANNO 1724.

ANNO 1724.

runt, Teſtimoniaque eorum connotarunt, poſt quas Inquiſitiones per Partes eductas, quoniam ex iisdem Inquiſitionibus eductis nonnulli Principales Motores tumultûs & violentiarum Combuſtionisque Imaginum ac blasphemiarum redarguerentur eſſe rei; Ideo inculpatos, utpote Graurok Capitanum Militiæ Civilis Thorunenſis, Famatum Zylber Civem Apothecarium & Capitanum Diviſionis Veteris Civitatis Thorunenſis, Famatos Walter Civem & Capitanum Diviſionis Plateæ Pontalis Civitatis Thorunenſis, Macieiowski & Weſtphal Famulos Vice-Præſidis, Swiderski Famulum Præſidentis, Joannem Kall Wach-Magiſtrum Militiæ Civitatenſis, Karwiza Civem & Lanionem Novæ Civitatis Thorunenſis, Hafft Civem & Piſtorem, Schultz Acuarium, Hertell Coriarium, Mohapt Civem & Propinatorem liquorum, Joannem Merſz, Joannem Wæz Cives & Sutores Thorunenſes, Weſtphal Studioſum Gymnaſii, pro majori & ſufficientiori informatione Criminumque perpetratorum enucleatione; ſiquidem nonnulli ad Corporales Inquiſitiones deſtinari deberent, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Quos modo præmiſſo connotatos Inculpatos, Nobili & Spectabili Magiſtratui Thorunenſi in Sequeſtrum tradiderant, utque eosdem coram Judicio Noſtro ſtatueret, eidem Magiſtratui mandaverant, idque ſub onere Cauſæ & Criminali pro non ſtatutis reſponſione, alios vero Inculpatos, videlicet Leban, ſeu Falsbakier, Jarka Teyblingier Oberkram, Scribam Famati Zylber Apothecari, Scribam Famati Kleybe, Erneſtum Turkowski, Scribam Famati Heyna, Murifabrum aliàs Mularczyka, Civitati Thorunenſi meliùs notos, Lignifabrum aliàs Cieſielczyka, Guttbrodt Lignifabrum, Fick Aurifabrum, Nagorny, Conradum Grunau, Godefredum Krygier, Gymnaſii Thorunenſis Studioſos, Alexandrum Civem Chirurgum, Bazylei Sutorem Germanicum, Doliatorem alias *Bednarczyka*, in Platea Carnificis apud Viduam Magiſtram famulantem; Krauza, Berent, *Bedka* Cives Laniones, Chriſtianum Sartoreæ Artis Socium ſeu Famulum Famati Krauz, Famulum Famati Sztalkofer Civis Perukarii, ſub ſigno Aurei Cervi manentis, Klebera ſtrangularium, alias *Powroznika*, Famulum Famati Berkla Mercatoris, Jacobum Malon, Scribam & puerum ignotum, Famulos Famati Tesmer, nonnullos jam Arreſto præventos, cæteros captivandos, & ſtrictiori Carceri mancipandos cenſuerant, eosdemque arctæ Cuſtodiæ Nobilis & Spectabilis Magiſtratûs Thorunenſis, usque ad finalem deciſionem Cauſæ tradiderant, ſub rigore ſuperiùs expreſſo. Reliquos quoque Inculpatos videlicet Famatum Heyna Apothecarium, Godefredum Pantel Civem, Aurigam ſeu famulum Famati Heyna Acatholicum, Scribam Famati Fengier, Nathanaelem Blumſzwel, Samuelem Werner, Scribam Famati Dankmacer, Chriſtianum Krauz, Famatum Szweycman Scribam, puerum ſub ſigno Albi Equi, Famati Poſina Perukarii Famulum, Famulum Hannau, Viduæ Filium, Studioſum Scribam Helſzt, Famati Reſteuſecher, puerum Famati Fengier Godefredum, Ludovicum famulum Nobilis & Spectabilis Schultz Proconſulis, Gryffald puerum Famati Reycha, Andream Famulantem ad Officinam librariam Civitatis, Artis Menſatoriæ famulum vulgo *Stolarczyka*, Honeſti Kinaſt Magiſtri, Filium Juniorem, Famati Rauſihowa, Studioſum Gymnaſii, Gottlibum Filium de Villa Lubicz artis papyraceæ Magiſtri, Coriarium *Noſek*, ex Nova Civitate, Scribam Famati. Szterna, Famulum Lanionis habitantem verſùs Eccleſiam Sanctæ MARIÆ Matris DEI, Winter Nobilis Præſidentis, Cornelium Civitatis Famulos, Bebier *Perukarza*, Joannem foralium Civitatis Thorunenſis Exactorem vulgo Szarpacz dictum, inhærendo Decreto Noſtro præfato, ſtricto Arreſto & Sequeſtro apud Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem detinendos & ſi opus fuerit ibi ubi de Jure venerit pro pœnis de iisdem ſumendis, ſtatuendos, ſub rigoribus ſuperiùs expreſſis ſententiaverant. Famatus verò David Heyder Civis & Mercator Novæ Civitatis Thorunenſis licèt quidem a Parte Actorea inculparetur & ex educto Scrutinio Immunitatis Eccleſiaſticæ per eundem violatæ redargueretur eſſe reus, verùm quoniam in Tractu Commiſſionis præfatæ ſponte & liberè Fidem ſacram Catholicam Orthodoxam, in Eccleſia Thorunenſi Sancti JOANNIS amplexus eſſet, idcirco Parte Actorea pro eodem inſtante, eundem in Fidejuſſionem Partis Actoreæ Venerabilis Collegii Thorunenſis Societatis JESU relinquendum eſſe cenſuerant, usque ad ulteriorem Cauſæ præſentis deciſionem, cum hac adjecta declaratione ut liberum eſſet Famato Heyder absque ulla moleſtia, per omnes Civitatis Ordines inferenda, Commercia ſua tractare, Bonis & fortunâ ſuâ uti, frui, & ad velle ac beneplacitum ſuum iisdem disponere, ſub pœna ſeorſiva ſuper refragarios præfatæ Declarationi Commiſſariorum Noſtrorum per Judicium noſtrum irroganda, & extendenda. Nihilominus is idem Famatus Heyder, quoniam Supplicationem per Partem Actoream Fidejuſſoriam ad Judicium Commiſſariorum interponeret, idque pro eo, quatenus Famatus Radzki Civis & Mercator Thorunenſis, Filium ejus in Tractu Commiſſionis apud ſe exiſtentem ſibi Patri extraderet, Ille verò in contrarium Fidei Orthodoxæ procedendo, veritus ne pietate Patris permotus fidem Sacram Orthodoxam amplexaretur, eundem extra fines Regni malitioſè evexit, neque evectum poſt trinas Declarationes Judicii præfati Commiſſorialis, Patri ſuo reſtitueret; Idcirco habita ratione poſtpoſitionis Authoritatis Commiſſorialis, tum & Paterni Juris Naturalis convulſionis, eundem pro ſumendis pœnis de ipſo ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Porro quoniam ultra ſuperiùs expreſſos Inculpatos ex Scrutinio coram Judicio Commiſſoriali expedito, compertum eſſet Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgrabium Noſtrum, Joannem Godefredum Resner Præſidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præſidentem Jacobum Meysner, Andream Cymermam Conſules Thorunenſes inter inculpatos intrâſſe, tamen habita ratione Regiminis & diſpoſitionis totius Civitatis Nobilibus & Spectabilibus Gerhardo Thomas Burgrabio, uti ſenio grandi provecto, atque Nobili Jacobo Meysner Conſuli prædicti Nobilis Burgrabii (in caſu debilitatis) Officii Adjutori Cautionem juratoriam obſervata Juris jurandi ſolennitate, coram Imagine Crucifixi Domini Noſtri JESU Chriſti in eam juramenti rotham; prout Juri & Judicato Noſtro poſt finalem deciſionem Cauſæ parebunt, neque ſe à Regimine Civitatis Thorunenſis alienabunt, neque ab executione Decreti disparebunt, Ita eos DEO Omnipotente & Sancta JESU Chriſti Paſſione adjuvante, præſtare demandaverant, quam Cautionem de facto præſtiterunt. Quantum attinet Nobiles & Spectabiles Godefredum Resner Præſidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præſidentem & Andream Cymermam Conſulem Civitatis Thorunenſis eosdem detineri a tribus Ordinibus Civitatis prædictæ usque ad finalem Cauſæ deciſionem Decretique Noſtri Executionem injunxerant, ſub rigore ſupra expreſſo, Nobilem verò Vedemeier Secretarium Civitatis ſimiliter inculpatum, quoniam pro eodem cautio Literatoria à Tribus Ordinibus Civitatis Thorunenſis intercederet, ideo eundem unà cum aliis Varſaviam remittendis inculpatis, ſiſtendum ſe ſe, ſive ſtatuendum coram Judicio Noſtro mandaverant, itidem ſub Rigore ſupra expreſſo. Quo peracto iidem Commiſſarii Noſtri, ad viſionem deſolationis ab intra & ab extra Collegii Thorunenſis Societatis JESU, & Scholarum, per Tumultum impium Civitatis Thorunenſis factæ & perpetratæ, ad Inſtantiam Partis Actoreæ ſe ſe contulerant, ac juxta officioſam ante Terminum Commiſſionis per Partem Actoream conſcriptam in pleniſſima forma Juris Viſionem, viderunt & optimè animadverterunt omnia taliter nefariè facta, & per Tumultum perpetrata eſſe, prout in conſcripta officioſè viſione continetur. Quâ taliter facta perſonali viſione ad enixam Supplicationem Incolarum Catholicorum utriusque ſexus, tum & apud Cives Thorunenſes Diſſidentes famulantium, ne iniquis extorſionibus, poſt expeditam Commiſſionem a Superioritate Civitatis Thorunenſis aggraventur, & angarientur, præcipuè in expenſas cauſæ præſentis erogatas & erogandas, quoniam in ullas violentias & Crimina per Tumultum Diſſidentium perpetrata, nullatenus influerent & ſe immiscerent; Idcirco eosdem ab omnibus extraordinariis ſub prætextu Ordinariæ Contributionis exactionibus extorſionibus & injuriis liberaverant, ſub ſeorſiva animadverſione Judicii Noſtri, quantum attinet Ephraim Olloff Miniſtrum Auguſtanæ Confeſſionis Civitatis Thorunenſis, quoniam primo ad Judicialem Commiſſionis requiſitionem, ſecundariò ad Juridicam Termino tacto ex mente Judicii Commiſſorialis Citationem, contumacem ſe ſe præberet, neque ad præſtandam Informationem tam ratione Gymnaſiſtarum, in ſæpenominatum Tumultum intrantium quàm & ratione Scripti Pasquinoſi foribus Collegii Thorunenſis Societatis JESU affixi, tum & ad dandam juſtificationem ex Perſona ſui in Puncto objectæ ſibi certæ cum vicinis Civitatibus Acatholicis correspondentiæ; & factionis, in præjudicium Fidei Orthodoxæ & Perſonarum Catholicarum Thorunii, in Obſequiis variis exiſtentium coram Judicio Commiſſoriali comparere renueret, Chriſtophorus

ANNO 1724.

quoque Giereth Senior Miniſter Thorunenſis Auguſtanæ Confeſſionis quoniam Scriptum certum læſivum Typo Civitatis Thorunenſis impreſſum, varias calumnias contra Sacram Sedem Apoſtolicam, Fidem Orthodoxam tum & ſtatum Reipublicæ in ſe continens Nobili & Spectabili Jacobo Meysner Conſuli Præſidi Cameræ & Scholiarchæ Gymnaſii, in applauſum Fœderis Conjugalis & contemptum durantis Commiſſionis dedicare, ac varia per loca plurima offerre exemplaria, variis Perſonis auſus eſſet, & temerè præſumeret, neque ad juſtificationem Scripti ſui læſivi & calumnioſi, licèt multoties per Secretarium Civitatis Thorunenſis vocatus, coram Judicio Commiſſoriali comparere vellet, imò ſe a Comparitione abſtraheret, Idcirco utrosque pro disjudicatione ratione præmiſſorum omnium, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant & comparere ſub rigore pœnarum contra Calumniatores Legibus Regni deſcriptarum mandaverant. Ad extremum indicentes omnes, videlicet Conventum Thorunenſem Sanctimonialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Conventum Thorunenſem Ordinis Prædicatorum Sancti Dominici, Venerabilem SEVERINUM SZCZUKA Episcopum Joppenſem Suffraganeum Archidiaconum & Officialem Generalem Culmenſem Præpoſitum Eccleſiæ Parochialis Thorunenſis Sancti JOANNIS, ſingulos pro ſuo Intereſſe, atque Conventum Ordinis Sancti Francisci, ratione proprietatis Eccleſiæ Beatiſſimæ MARIÆ Virginis nulliterque ejusdem Eccleſiæ per Acatholicos Civitatis Thorunenſis ac Monaſterii ſui, per eosdem, in Gymnaſium converſi, Poſſeſſionis, quoniam Pars Citata eisdem Indicentibus ſe ſe opponeret, licèt connexionem cum cauſa præſenti habere nonnullæ Indictiones viderentur, ne tamen Parti Citatæ aliquod præjudicium inferretur, ad Nos Judiciaque Noſtra pro disjudicatione & Partes cum paratis Inquiſitionibus remiſerant, conſervando iisdem Terminum Peremptorium, à qua Sententia Commiſſoriali Appellationem Citata Pars ad Nos Judiciumque Noſtrum interpoſuerat, eamque non admiſſam, extraditis Citationibus Proſecutorialibus proſecuta eſt, Decreto Noſtro ſupra de Actu ſpecificato, & Actu Commiſſoriali Sabbatho poſt Feſtum Exaltationis Sanctæ Crucis, proximo Anno præſenti, Milleſimo Septingenteſimo Vigeſimo Quarto expedito, tum Citationibus Proſecutorialibus in ſe latiùs præmiſſa enarrantibus. *Quo in Termino* ex præfata Remiſſa conſervato, & ex Proſecutionibus per Citatos extraditis, provenienti, dum Partes hic Varſaviæ Feria Quinta ante Feſtum Sanctorum SIMONIS & JUDÆ Apostolorum proxima, die Vigeſima Sexta Menſis Octobris Anno præſenti, & quidem Actorea Generoſus WYROZEMSKI Inſtigator Regni perſonaliter, Religioſi CASIMIRUS CZYZEWSKI Collegii Thorunenſis Rector, Matthias Przanowski Presbyter, Jacobus Piotrowicz, Martinus Wolanenski Fratres Societatis JESU perſonaliter, ſuis & aliorum Nominibus cum Nobilibus, Michàéle Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citata verò Pars per Nobilem Chriſtianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunenſis perſonaliter, cum Nobilibus Chryſoſthomo Boguszewski & Francisco Cygler, judicialiter additis Defenſoribus, coram Nobis Judicioque Noſtro comparerent, eundemque Terminum attentarent & ſecum de admiſſibilitate & Proſequibilitate Appellationis, legalitateque nec ne Sententiarum Commiſſoralium controverterent, atque Venerabilis Antonius Donacki Eccleſiæ Sancti LAURENTII extra Mœnia Thorunenſis Præpoſitus, uti Venerabilis SEVERINI SZCZUKA Suffraganei Culmenſis, & Præpoſiti Eccleſiæ Sancti JOANNIS Thorunenſis, & ſimul Communitatis Catholicæ Thorunenſis Plenipotens, perſonaliter tum Nobilis Albertus Wioſzkiewicz Plenipotens Pellionum Catholicorum Thorunenſium & Venerabilis Michàél Hankiewicz Plenipopotens Venerabilis Abbatiſſæ Deodicatarum Monialium Regulæ Sancti BENEDICTI Conventûs Thorunenſis perſonaliter, nec non Religioſus Bonaventura Murczyneński Ordinis Sancti FRANCISCI de Obſervantia, tum ejusdem Nominis Religioſus Kopaczewski Commiſſarius Terræ Sanctæ Ordinis ejusdem Conventûs Varſavienſis, ſuis ac totius Provinciæ ſuæ Nominibus perſonaliter, cum Nobili Antonio Cieſzkiewicz ad Cauſam præſentem cum Juribus ſuis ad Eccleſiam Beatiſſimæ MARIÆ Virginis Thorunenſem, habitis intervenirent, & ſe indicerent, *Nos cum Conſiliariis & Jurisperitis* Noſtris Cauſam præſentem ad Feriam Secundam proximè futuram rejecimus Terminum Partibus conſervando, pro quo Termino Partibus Utrisque Inquiſitiones in Judicio noſtro reponere mandavimus ſub onere Cauſæ. *In Termino itaque hodierno* ut ſupra ex Rejectione conſervato, legitimè adpræſens provenienti & hucusque continuato Partibus prænominatis, Generoſis Uladislao Wyrozembski Inſtigatore Regni, & Adamo Dorægowski Vice-Inſtigatore Regni, tum Religioſis Caſimiro Czyzewski Rectore, Matthia Przanowski Presbytero, Jacobo Piotrowicz, & Martino Wolanenski Fratribus Societatis JESU perſonaliter, ſuis & aliorum, totius Collegii Thorunenſis Societatis JESU Nominibus cum Nobilibus Michàéle Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citatis verò & Incarceratis, per Nobilem & Spectabilem Joannem Fridericum Hawenſzteyn Conſulem, Honoratos Godefredum Augſztyn Scabinum, Jacobum Gemeyner, & Andream Kircheyſen, Sexaginta Viros, atque Nobilem Chriſtianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunenſis, ſuis & aliorum Nominibus perſonaliter, cum Nobilibus Chryſoſthomo Boguſzewski & Francisco Cygler Defenſoribus judicialiter additis, coram Nobis Judicioque Noſtro comparentibus eundemque Terminum attentantibus, & Actoribus quidem ſcilicet Rectore totoque Collegio Thorunenſi Societatis JESU, ex Citatione ſua tum Proteſtatione, coram Actis Caſtrenſibus Kovalevienſibus Feria Quarta in Vigilia Feſti Sancti LAURENTII Martyris, anno nunc currenti facta proponentibus, exhibitisque viſione per Providum Albertum Kupczewicz, Miniſterialem Regni Generalem in Præſentia Generoſorum Officialium Terreſtrium, Collegii & Scholarum Thorunenſium, deſolationum bene & diligenter in loco Loci, in recenti conſcripta, & eorundem Generoſorum Officialium Terreſtrium, ibidem præſentium Manibus ſubſcripta, & per oblatam circa ipſius recognitionem, ad præfata Acta Caſtrenſia Kovalevienſia, Feriâ Quarta poſt Feſtum Beatiſſimæ ac Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ Scapularis, proxima, Anno itidem currenti, porrectæ, nec non obductione ſub eodem Actu Vulnerum lividorum, converberationum, obſanguinolationum, Religioſo Caſimiro Czyzewski, & Fratribus Andreæ Gaykowski ac Joſepho Rozanski ejusdem Collegii Societatis JESU Thorunenſis circa violentam, per Guerrham tumultuariam Plebis Communitatis Thorunenſis Collegii præfati Invaſionem inflictorum facta, tum Arreſto officiolè impoſito, ſuper Perſonis Davide Heyder, Leban Falsbakier, & aliis violentiarum & Criminum in Citatione & Proteſtatione Specificatorum Patratoribus, in Relatione ejusdem Arreſti, coram *Actis Podgorienſibus*, die Sexta Menſis Septembris, per Providum Albertum Kupczewicz Miniſterialem Regni Generalem recognita, expreſſis, iisdemque productis, & Actu Commiſſariorum Noſtrorum ſupraſpecificatorum judicialiter perlecto, Remiſſas præfati Judicii Commiſſorialis ad nos & Judicium Noſtrum factas expediri, & contenta ſuæ Citationis decerni petentibus, Generoſis verò Joanne Uladislao Wyrozembski Inſtigatore & Adamo Dorengowski Vice-Inſtigatore Regni, pro tantis ſceleribus in DEUM & Beatiſſimam Virginem MARIAM & Sanctos, ac fidem & Religionem Catholicam Romanam in hoc Regno Dominantem, perpetratis, tam Præſidentem, quàm & totum Magiſtratum ac Plebem Acatholicam tumultuantem pœnis Criminaliſſimis, toto Chriſtiano Orbi exemplaribus, nempe Concrematonis in vivis circa extractiones linguarum a tergo, per Executores Juſtitiæ affici, Fana eorum Lutheranica, Gymnaſium, & Thypographiam totamque mobilem & immobilem cujusvis ſubſtantiam confiscari, Eccleſias antiquitus Catholicas, per eosdem inde poſſeſſas, anteactis Poſſeſſoribus Catholicis adjudicari, & ne quispiam Lutheranus in futurum in Murata Civitate Thorunenſi habitare, vel pernoctare audeat, ſeverè prohiberi, poſtulantibus. Jam verò eorum ſpecialibus Delatoribus, Religioſis Fratribus Martino Wolanski, & Jacobo Piotrowicz, ob non ſtatuitionem Inculpatorum Arrestatorum Principalium & Comprincipalium, ac Complicum, in ſequeſtro Nobilis Magiſtratûs Thorunenſis, ad Tenorem Decreti Noſtri per idem Judicium Commiſſoriale relictorum, ſub onere Cauſæ, & Responſionis in ordine ad examen illorum Judiciale, & deſtinationem nonnullorum ad Inquiſitiones corporales, injunctam & demandatam, pœnas Contraventionis tam ſuper Nobili Magiſtratu, quàm Ordinibus Civitatis extendi, & nihilominus quatenus Domino Noſtro & Commiſſoriali in inſtanti ſatisfaciant eosdemque inculpatos Arreſtatos, & ſequeſtratos, tum Filium Famati Heyder Civis Thorunenſis, noviter Catholici facti, coram

ANNO 1724.

ANNO 1724.

coram Judicio Noſtro ſub forti eaque Militari Executione, & onere Cauſæ, ſtatuant, ante omnia decerni, & circa Decreta Commiſſorialia ſe Actores conſervari petentibus: Tandem in ulteriori tractu eadem Parte Actorea Inquiſitiones coram Judicio Commiſſoriali expeditas, in occluſis & ſigillatis Rotulis, ſatisfaciendo Decreto Noſtro producente, & in Judicio reponente, ad lectionemque earundem Inquiſitionum condescendi ac Remiſſionem expediri, & pœnas ut ſupra tum & ratione Contraventionis Decreto Commiſſoriali ſeorſivas decerni poſtulante. *In contrarium* Parte citata & Proſecutionum Actorea, Appellationem à Sententia Commiſſoriali ad Nos Judiciumque Noſtrum interpoſitam, admiſſibilem fuiſſe, & ad præſens proſequibilem eſſe Sententiamque eandem Commiſſorialem caſſari, ſtatuitione Inculpatorum Varſaviæ coram Judiciis Nostris injuncta, ſe liberari ſupplicante, atque contra Teſtes nonnullos exceptiones ſuas in Scripto producendo tum & Rotulum Inquiſitionis ſuæ eductæ, occluſum & obſigillatum reponente. *In oppoſitum* Actorea Parte, locum prætenſæ admiſſibilitatis & Proſequibilitatis appellationis non eſſe, nec à pœnis Contraventionis Decreto Noſtro & Commiſſoriali ipſos liberari poſſe, propterea: Quia vigore Juris Culmenſis & Saxonici, ſtante pede a Decretis Commiſſorialibus non appellarunt, neque intra decennium juxta obſervationem Reverendiſſimi Lipski & continuam Curiæ Noſtræ Praxim, extraordinariè de proſequenda proteſtati ſunt, imò eadem Decreta per Juramenta ſuper incorruptione Teſtium, tum de ſtando Juri, & parendo judicato in Actu Commiſſoriali præſtita, acceptarunt, Teſtesque quos inducere voluerunt & Notulam ipſorum ſubſcripſerunt ad Interrogatoria ipſorum examinati & Interrogatoria Partis Actoreæ ipſis communicata fuerint, nullumque gravamen eis illatum ſit, & quia ab acceſſoriis & in Puncto Statuitionis, Vigore Conſtitutionis Regni Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septuageſimi, Appellationes prætenſæ admiſſibiles & proſequibiles non ſint, ſitque ejusmodi petitio præpoſtera, uti poſt Decretum Judicii Noſtri demandatæ repoſitionis Inquiſitionum, excipiendo, dicente, ac ideo cum non conſtet de gravamine, aſſertam appellationem inproſequibilem eſſe inferente, interveniente quoque ad Cauſam præſentem Religioſo Provinciali Ordinis Sancti FRANCISCI Minorum Conventualium & Interventionem ſuam admitti, atque ſe circa Jura ſua ad Eccleſiam Beatiſſimæ MARIÆ Virginis habita, conſervari, Religioſorum verò Bernardinorum Interventionem ad Eccleſiam eandem factam, rejici ſupplicante. Interveniente quoque Religioſo Rectore totoque Collegio Plocenſi Societatis JESU, per Religioſum Andream Rudkowski Societatis JESU, ratione Juris & Prætenſionis, ad eandem Civitatem habita, interventionemque ſuam admitti poſtulante. *Nos cum Conſiliariis & Juriſperitis Noſtris*, auditis Partium Controverſiis, allegationibus & defenſis, ſuſpenſa cognitione Admiſſibilitatis & Proſequibilitatis Appellationis, legalitatesque nec ne Sententiarum Commiſſorialium ad lectionem Inquiſitionum per Partes repoſitarum, Juramento comprobatarum, condescendimus. Quibus lectis & per omnes circumſtantias matura Deliberatione diſcuſſis, ſiquidem Judicio Noſtro patet & ſufficienter deductum eſt, quòd in Civitate Thorunenſi, (quæ olim tota fuit Catholica) Cives, Incolæ & Populus Auguſtanæ Confeſſionis Acatholicæ, abutendo Beneficio Reipublicæ, Religionem ipſorum hoc in Regno Catholico tolerantis, aliquoties jam (uti Acta reſtantur) inſolenter & violenter tumultus & Seditiones contra Catholicos & Spirituales Perſonas excitavit, & nunc recenter, in contemptum ejusdem Fidei Orthodoxæ Romanæ, perturbationemque Pacis & tranquillitatis Publicæ, ac in Convulſionem Legum & Conſtitutionum Regni præcipuè Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septimi, quæ Religioſis Societatis JESU, & Studioſis Scholaribus in Civitatibus Terrarum Pruſſiæ, ſingulariter in eadem Civitate Thorunenſi, omnem præcavit ſecuritatem, improbâ temeritate & audacia ducti, ex levi cauſa dejectionis videlicet galeri de capite cujusdam Acatholici irreverenter Proceſſionem cum Sanctiſſimo SACRAMENTO, in Solennitate Feſti Sacratiſſimi Scapularis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis per Cæmeterium Eccleſiæ Sancti JACOBI, Religioſarum Monialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Anno præſenti celebratam, propè ſtando intuentis, per Studioſum Catholicum Zelo cultûs Divini ductum, factæ, eundem Studioſum in Cæmeterio Eccleſiæ præfatæ ſpretâ illius immunitate, Famatus Heyder colaphiſavit, & cum Famato Karviza aliisque Conciviſbus ſuis, ex Cæmeterio violenter extraxit, ac Cuſtodiæ Militari Civili tradidit, ad poſtulationemque Studioſorum, tam idem Heyder quam Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens, eundem Studioſum ex Carcere dimittere noluerunt, imò in Craſtino alterum Studioſum propterea acſi quòd precibus ſuis tam eidem Famato Heyder, quàm & Nobili ac Spectabili Resner Præſidenti moleſtus eſſet, incarcerari fecerunt; taliquè incarceratione & ad crebras preces Studioſorum denegata illorum excarceratione, eosdem Studioſos Catholicos Polonos, ad abducendum viciſſim Gymnaſiſtam Acatholicum, ad ſuos Scholas provocârunt, tumultumque & guerrham iidem Acatholici excitârunt, quem tumultum Nobilis & Spectabilis Præſidens (ſub cujus Poteſtate Populus Thorunenſis erat) prout ad initium non compescuit, ita poſtea, cùm idem tumultus invalesceret nullum Conſilium cum Civitatis hujus Conſulibus, de ſedando tumultu fecit, quî tumultuans Populus, dimiſſione Gymnaſiſtæ Acatholici Studioſi non contentus, animis ferocibus & magna vi ac impetu cum Armis primò Scholas, demum & Collegium Religioſorum Actorum effractis & exſecatis foribus invaſit, Hypocauſta Cubicula, Scamna, Sellas, Cathedras, fornaces, feneſtras, Sacellum, Congregationes binas Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, & in iis Altaria duo in particulas ſecuribus confregit, tandem & Imagines Crucifixi Salvatoris Noſtri, DEIPARÆ multorumque Sanctorum dilaceravit, acinacibus confodit, diſſecavit, & nonnullas Imagines ſtatuamque DEIPARÆ, & Sanctorum Regni hujus Patronorum, ac aliorum exportando accenſo igni in platea ante Domum Nobilis & Spectabilis Zerneke Vice-Præſidis impoſuit, & combuſſit, & per hunc ignem Imagines cremantem ſaltando, varias blasphemias, effrenatis in omnem licentiam linguis, effutire præſumpſit, Religioſum Rectorem & duos Confratres ejusdem Societatis JESU convulneravit, converberavit (uti obductiones loquuntur) ex quibus unus concuſſus, de vita periclitatur, ac poſt ceſſatum (quinque circiter horis) durantem tumultum in ſceleratos tumultuantes Cives & Incolas, præfatus Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens advertere; & inquirere tanta Crimina neglexit, impunitaque reliquit, & apertè ſe conniventem huic tumultui contra paucos Studioſos, ex Minoribus Scholis, (ex Majoribus enim jam vacabant) circa Collegium commorantes, & contra Actores excitato, reddidit, Nobilis quoque & Spectabilis Zerneke Vice-Præſes ex vicina Scholis & Collegio Actorum Domo ſua lapidea, per feneſtram aſpiciendo, tumultuantes Cives ad ſedandum hunc tumultum (uti ex Officio ſuo tenebatur) ſe non applicavit, imò ut Milites, & Cives, Bombardas ad Studioſos exploderent, mandavit, ignemque ante ſuam Domum lapideam & in eo Combuſtionem Imaginum paſſus eſt, & niſi ad finem tumultûs eum extingui curavit. Ideo ex præmiſſis & aliis rationibus Judicialiter illatis, & deductis, memoratos Nobiles & Spectabiles Resner Præſidem & Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, pœnas Criminales ſuccubuiſſe adinvenimus, & decernimus, Quatenus Religioſi Actores, per Religioſos Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski Fratres Societatis JESU, vel unum ex illis, eosdem Nobiles & Spectabiles Resner & Zerneke, cum ſex Teſtibus ſibi genere ſimilibus, Sæcularibus Perſonis, Juramento coram Commiſſariis Noſtris ad Executionem Decreti Noſtri præſentis aſſignatis, convincant, & quidem Nobilem & Spectabilem Resner Præſidem in eam Rotham. Quia ipſe per carcerationem Studioſorum, ex levi cauſa, & non dimiſſionem eorum, ad preces Studioſorum, occaſionem tumultûs dedit eumque tumultum ſedare potuit: & non ſedavit, imò propter non adhibitum Conſilium Magiſtratûs, & per Mandatum Militibus ac Decurionibus datum, tumultum eundem auxit, & culpa ejus invaſio & devaſtatio Collegii & Scholarum ac Sacrarum Imaginum diſſectio, & combuſtio à tumultu facta eſt, pœnasque Criminales promeruit. Jam verò Nobilem & Spectabilem Zerneke Vice-Præſidem in eam Rotham: Quia ipſe quoque ad tumultum ſedandum ex Officio ſe non applicavit, eumque per data Mandata ad explodendas Bombardas, ad Studioſos Catholicos in Cæmeterio & in Scholis ſe continentes auxit, Combuſtionemque Sacrarum Imaginum ante ſuam Domum conniventer paſſus eſt, & diſſimulavit, ac pœnas Criminales promeruit, ita illos vel illum & Teſtes DEO & Paſſione Chriſti adjuvante, quod Juramentum poſtquam Actores præſtiterint, ex tunc utrosque tam Resner Præſidem quàm Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, Capite plectendos eſſe ſententiamus, Bona-

ANNO 1724.

que Resner Præsidis omnia confiscamus, Actuales autem Cæmeterii Scholarum & Congregationum, ac Collegii Thorunensis Societatis JESU Invasores, violentiarum manuales Patratores, & Principales hujus tumultus Authores quos Inquisitiones eductæ arguunt esse reos, utpote Heyder, Mochaupt, Hertel, Hans Krysztoff *Mularczyk*, *Ciesielczyk* ignoti Nominis, Bekier *Guzikarz*, *Mersz. Wqz.* Sutores, capitibus plectendos esse statuimus, tum & alios non solum Invasores, sed & blasphematores, Imaginum Combustores, & quidem Karwiza Lanionem, Schultz, *Iglarz*, Hafft, *Piernikarz* prævia amputatione manuum dextrarum, nec non Gutbrodt, capitibus similiter plecti debere, idque in Foro publico Civitatis Thorunensis vel alio ibidem suppliciorum loco solito in Theatro, sententiamus, prævia tamen simili horum Omnium suprascificatorum per Religiosos Actores prænominatos, ut supra juratoria Convictione, prout objectorum Criminum sunt rei, & ejusmodi pœnas promeruerunt, Corpora eorum & quidem Corpus Karwizy in quatuor Partes dilaniatum, & aliorum blasphemorum Szultza Haffta, Gutbrota, extra Civitatem rogo imponantur & comburantur. Jam vero Nobilis & Spectabilis Gerhardus Thomas Burgrabius, & Cymerman Consul prædictæ Civitatis Thorunensis, tumultûs Spectator, qui ad sedandum hunc tumultum (uti ex Officiis suis tenebantur) non concurrerunt, tam à Burgrabiali, quàm Consulari Officio utrosque removemus, ac privamus, & inhabiles horum Officiorum esse declaramus, & præterea, quatenus sessionem turris Civilis Thorunensis, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediuntur, eandemque Cymerman per spatium dimidii Anni, & Gerhardus Thomas per duodecim Septimanas continuent, & expleant, decernimus sub pœna Infamiæ inibidem coram Commissariis Nostris sive in Judicio Nostro publicanda. Quò ad Personas Nobilium & Spectabilium Meysner Consulis, & Wedemeyer Secretarii, propiores eosdem Citatos ad evasionem juratoriam adinvenimus, idque in eam rotham Nobilem Meysner; Quia de tumultu inchoato nescivit, & ad finem ejus domum veniendo, media sedandi illius non habuit, jam autem Wedemeyer: Quia lapidem contra Collegium Actorum (uti ipsi objicitur) non projecit, neque tumultum & violentias Actoribus illatas cooperatus est, idque cum tribus quisque Testibus, sibi genere similibus Possessionatis, Quibus juramentis præstitis, liberos fore debere à pœnis pronuntiamus. Quò ad Personas Graurok Præfecti Militiæ Civilis, & Famati Zylber Apothecarii Ductoris unius Quartieræ, quoniam ipsi manum fortem habentes, eundem tumultum non sedârunt, imò contra Studiosos Catholicos, Scholasque eorum, non autem contra tumultuantes Bombardas exploserunt, & per recessum suum à Scholis easdem & Collegium indefensum injuriæ Populi tumultuantis reliquerunt, Idcirco licèt pœnam Capitis jure merito succumbere deberent, quia tamen id ex Mandato Præsidis factum fuisse dignoscitur, (quod aliàs in tali casu attendere non debuerunt) ad mitiores descendendo, decernimus quatenus uterque redimendo caput, fundum Turris Civilis Thorunensis in una ab Actu inchoatæ futuræ Commissionis Septimana ingrediantur, ejusque Sessionem per Annum & sex Septimanas continuent, & expleant & in egressu de eadem Turri Zylber centum Aureos, Graurok verò Quinquaginta in vim Mulctæ Actoribus solvant, statuimus. Facturi sunt Præmissa iidem Citati sub pœna Infamiæ, & colli, ac libera captivatione, in ibidem coram Commissariis Nostris, sive in Judiciis Nostris in casu contraventionis huic Decreto publicanda. Reliqui autem Citati, quos Inquisitionis eductæ circa invasionem Actorum præsentes fuisse, & tumultui se cum Armis immiscuisse demonstrant, licèt tanquam Complices tantorum scelerum eadem pœna quâ Principales criminali puniri deberent, quia tamen de Personali seu Manuali eorum excessu luculenter non constat; Ideo decernimus, Quatenus ipsi, videlicet Feyblinger & Leban. Turkowski, Pisareb Famat. Kleyba, Macieiowski, Nagorny, & Grunau Gymnasistæ, Bednarczyk, redimendo capita fundum Turris, seu Carceris per Commissarios designandi, in una ab Actu inchoatæ Commissionis futuræ Septimana ingrediantur, ejusque Sessionem itidem per Annum & sex Septimanas, jam verò Jarka & Pisarek seu Famulus Zylbera per dimidium Anni, Walter Civis Heyna Pisarek seu Famulus longo Janka, Godfrid, Pantel, Westphal, & Krigier Gymnasistæ, Pisarek seu Famulus Famatum Proba Vinopolæ, Samuel Werner, Famulus Dankmajera Mercatoris Famulus seu Pisarek Szweycmana, Nathanael Pisarek Fengiera, Helszt, Pisarek Rozdaycera, Gryffald Famulus Reych, Filius Hannaowy Viduæ, Alexander Balwierz, Kallwach Magister, Tuchel, Perukarczyk, Famulus Pezyna, Filius Rauzowy Viduæ, Christianus Famulus Krauzy, Perukarczyk sub signo aurei cervi existens, Kleber Pisarek seu Famulus Teysmera, Bedka, Krauz, Berendt Laniones, Pisarek Sztyrny Nosek Bioloskornik, per unum Quartuale anni, Carceres Civiles subeant, continuent, & expleant, sub pœna infamiæ & Libera Captivatione, & in egressu de Turri, Famatus Teyblingier, & Leban, tanquam Cæmeterii Ecclesiæ S. Jacobi Invasores, immunitatisque ejus violatores, quisque ex Persona sua, Quinquaginta aureos, & Jarka viginti quinque aureos, Religiosis Monialibus ad dictam Ecclesiam existentibus, alii verò suprascificati Cives & Famuli Civium Pisarkowie dicti, seu eorum Domini, pro incontinentia ipsorum, quisque ex Persona sua per viginti quinque aureos, Walter verò & Heyna tum & Hanaowa Vidua pro Filio suo per quinquaginta aureos, similiter quisque ex Persona sua, in vim mulctæ pro extruenda Columna, & Statua marmorea Beatæ MARIÆ Virginis, in loco, in quo Statua ejusdem Beatæ MARIÆ Virginis & aliæ Imagines Sanctorum combustæ sunt (si commodè fieri poterit) aut ei vicino propè Collegium situanda applicandos, ad manus Religiosi Rectoris ejusdem Collegii Societatis JESU solvant, sub similis pœna Infamiæ, in ibidem coram Commissariis Nostris sive in Judiciis nostris publicanda, & ipsa Captivationis pœna, reliquos Famulos scilicet Westphal, Ludovicum Swiderski, Exactorem Szarpacz nuncupatum, tum & pueros seu Tyrones Sweycmana, Fengieraż Podbialego konia, aurigam Heyny, flagellis coercendos & puniendos esse censemus, resolvendoque suspensam in alterius factam & remissam expediendo, appellatione inadmissibili nec prosequibili à Sententia Commissariorum Nostrorum adinventa, Partes circa Sententiam eandem Commissariorum Nostrorum conservamus, cum ea declaratione, quòd non coram Judicio Nostro, sed coram Commissariis infra nominatis, omnes eosdem carceratos, arrestatos, & sequestratos, pro sumendis pœnis, Decreto Nostro præsenti assignatis, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis, statuere teneantur, sub rigore in præfata Sententia Commissoriali expresso. Et quoniam frequenter hi tumultus præ potentia Acatholicorum in Civitate Thorunensi fiunt, eosdemque Magistratus Acatholicus sedare & compescere negligit, imò conniventer se habere in illis consuevit; ideò ad coërcendam faciliùs insolentiam, & licentiam populi Acatholici, tumultibusque ulterioribus contra Catholicos usu jam ferme receptis, in futurum obviando, atque Constitutionem Regni Anni 1638. ad Executionem deducendo, & statuimus, & ordinamus, quatenus abhinc, in futurum in Magistratu Consulari Scabinatu, & sexaginta viratu, ac in Officio Secretariorum, sit medietas Catholicorum, idque per Electionem juxta præscriptum Jurium Civitatis (quæ illæsa esse volumus) procedendo in locum demortuorum, vel post ascensum, aut resignationem Acatholicorum ad eadem Officia assumendorum, incipiendo statim post remotos præsenti Decreto à suis Officiis, quos Catholicos in præsentia Commissariorum ad Executionis præsentis Decreti Deputatorum eligent, pariter ad Jus Civile suscipiendum, Contuberniaque sua & Officia Catholicos sine cunctatione admittant & in servitio Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem militum Catholicos semper habeant, idque sub pœna quingentorum aureorum, memorata Constitutione Regni Anni 1638. vallata per Generosum Instigatorem Regni in Judiciis Nostris vindicanda, & sub nullitate Electionis in contrarium præsenti Decreto peractæ. Ut autem cultus Divinus augeatur, & honor læsus DEIPARÆ per Combustionem illius statuæ, & Imaginum Sanctorum, reparetur, Fidesque Catholica in eadem Civitate depressa reflorescat, & propagetur, admissa interventione Religiosorum Ordinis S. Francisci de Observantia, qui soli in Regno Nostro Bernardini vocantur, Ecclesiam Beatissimæ Virginis, antea in Possessione eorundem Religiosorum Ord. S. Francisci de Observantia existentem, tanquam Proprietariis, & ultimis ante occupationem per Acatholicos hujus Ecclesiæ Possessoribus, cum suppellectili Ecclesiastica, & Bibliotheca quæ & qualis intercepta est, & ex Inventario antiquitus conscripto per Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunensem producendo, Ejusdem Ecclesiæ propria esse apparuerit, & Gymnasium, quod ex Monasterio

ANNO 1724.

nasterio eorum Acatholici sibi fecerunt, iisdem Religiosis Bernardinis adjudicamus, ut ipsos Commissarii Nostri ad executionem Decreti nostri præsentis deputati, reinducant, illis committimus, quàm reinductionem Nobilis & Spectabilis Magistratus, & Ordines, & nemo ex Populo Acatholicus Civitatis Thorunensis, seu quævis Persona impugnare audebit, sub pœna Infamiæ, quam decernimus, & Terminum publicandæ coram iisdem Commissariis Nostris, conservamus, Processiones quoquè publicas statis temporibus cum Sanctissimo SACRAMENTO, juxta morem & institutum Ecclesiæ Catholicæ, tum sepulturas processionaliter publicas Catholicorum (sicut olim fuerant) Acatholici impedire & interturbare in eadem Civitate ne audeant, prohibemus & pœnam quingentorum aureorum, aliasque per Judicium nostrum decernendas & extendendas interponimus. Scripta Typis impressa, sarcasmos & convitia in ludibrium & contumeliam Fidei Catholicæ, Ecclesiæque Orthodoxæ, continentia, uti & hymenæa per Giereth Prædicantium Sacra miscendo profanis concepta cassamus, & ad rogum, per Executorem Justitiæ comburenda damnamus, ipsumque Giereth & Olloff Prædicantios, ob non comparitionem coram Commissariis nostris, & in Judicio nostro, non datamque in objectis sibi justificationem, Infames & Proscriptos esse de Regno declaramus, & ut reliqui Prædicantii Thorunenses modeste se gerant, fidem Catholicam & Spiritualem Statum, dictis & scriptis suis famosis non lædant, & Typographia Thorunensis nullos libros & scripta sine facultate Loci Ordinarii & Censura Theologi ab eo constituti imprimere audeat, severè & sub confiscatione Typographiæ interdicimus. Et siquidem ex occasione binorum Studiorum, & Studiosorum, Catholicorum videlicet & Acatholicorum in Civitate eadem Thorunensi, tranquillitas publica sæpiùs turbari solet; Idcirco discrimina quævis turbasque & rixas amovendo, Scholam seu Studium Acatholicum in Civitate tam nova quam Veteri Thorunensi habere interdicimus, ad aliquam tamen Villam viciniorem Civitatis, vel locum extra Civitatem separatum, Scholam seu Studium transportare Acatholicis permittimus, damna causata litisque expensas ad triginta quatuor millia sexcentos bonæ monetæ in Prussia Currentis, per Actores liquidata, prævia realitatis eorum per Religiosum Rectorem coram Commissariis nostris infrascriptis juratoria comprobatione, quatenus Civitas Thorunensis durante Commissione futura Actoribus solvat, demandamus, idque sub Intromissione in Bona huic Summæ adjudicatæ proportionata, Civitatis Thorunensis Patronimica, in præsentia Commissariorum eorundem Nostrorum, per Ministerialem & Nobiles conferenda, quæ Bona per Intromissionem tradita, Religiosi Actores usque ad exolutionem supra specificatæ Summæ, possidere, & usus fructus ex illis percipere debebunt, à cujus Summæ solutione & quavis in litem præsentem Contributione, Catholicos liberamus, confiscataque Bona Resnera Civitati Thorunensi damus & adjudicamus. Religiosos quoque Actores Societatis JESU, nunc & pro tempore existentes, prænonemus, ut Studiosos Scholas suas frequentantes, in modestia, disciplinaque debitâ contineant illosque coërceant, & advertant, ne injuriis, contumeliis, & violentiis, Acatholicos afficiant Alios autem indicentes supra specificatos, cum suis querelis, & prætensionibus, ad Commissarios eosdem remittimus, intervenientibus tamen Pellionibus Catholicis, quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunensis. Decreti nostri cum Acatholicis Pellionibus lati satisfactionem injungat, illudque durante Commissione exequatur, ipsi demandamus. Ad extremum Famatus Radzki, qui Filium Acatholicum Heydera (postquam Pater Heyder Catholicus factus est:) de Civitate Thorunensi ad exteros expedivit, coram Commissariis iisdem statuat; ipsi sub pœna mille Talerorum injungimus. Pro cujus Decreti nostri Executione Commissarios nostros, utpote: Magnificos Jacobum Sigismundum Rybinski Culmensem, Ignatium Dzialynski Pomeraniæ Palatinos, Adamum Poninski Gnesnensem, Andream Dabski Brest. Cujaviensem, Casimirum Rudzinski Czernensem, Petrum Czapski Culmensem Castellanos, & Generosos Georgium Lubomirski, Succamerarium Regni, Franciscum Aloisium Loski Varsaviensem, & Minoris Cancellariæ Regni Regentem, Felicianum Grabski Lancicien sem, Antonium Trypolski Kijoviensem Adamum Wilkowski Sochaczoviensem, Succamerarios, Josephum Nakwaski Capitaneum Ciechanoviensem Uladislaum Wyrozembski Instigatorem Regni, Paulum Jarosewszki Plocensem Franciscum Czarazowski Varsaviensem, Vexilliferos Franciscum Ploninski Dapiferum Posnaniensem, Josephum Styrocki Siradiensem, Ludovicum Borucki Brestensis Cujaviensem Pocillatores, Casimirum Polanowski, Subdapiferum Buscensem, Joannem Piwnicki Notarium Terrestrem Culmensem, Franciscum Lopacki assignamus, & deputamus, iisdemque committimus, quatenus præviis innotescentiarum suarum Literis, duabus Septimanis ante terminum ponendis, ad Civitatem nostram Thorunensem condescendant, ibidemque absentia nonnullorum non obstante, modò quinque adsint, Jurisdictione sua Commissoriali in Prætorio vel alio loco qui ipsis commodior videbitur fundata, acclamatisque ad præsentiam sui per Ministerialem Partibus, in præsentia earum, tum & Incarceratorum & arrestatorum statuendorum, Decretum præsens nostrum publicari faciant, illudque in omnibus contentis, Punctis, non attentis quibusvis citatæ & jure victæ Partis oppositionibus, rescriptis, appellationibus, citationibus, prosecutionibus, Mandatis, nostris, exportatis vel exportandis, ad Executionem, adhibita etiam forti Militari manu deducant, & deduci curent; quam Executionem, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis & nemo irritare audebit, sub pœnis Legum contra Convulsores Decretorum nostrorum sancitis, & ipsa pœna perduellionis; demum indicentium seu intervenientium ad præsens, prætensiones exaudient, cognoscent, ac pro Jure Justitia & æquitate decident, sopient, vel si complanare poterunt complanabunt, moderabunt, appellatione à sola definitiva Sententia, in his duntaxat Indictionibus, Partibus se gravatas esse sentientibus ad Nos Judiciaque nostra salva manente. Actum Commissionis, quo ad indicentium & Intervenientium prætensiones expeditæ, in aperto, Inquisitiones verò si quæ eductæ fuerint in occluso Rotulo Partibus extradent, postquam taliter in rem Indicentibus expeditam Commissionem, Terminum coram Nobis Judicioque nostro comparentibus iisdem Indicentibus conservamus peremptorium, Decreti præsentis vigore. In cujus rei fidem præsentibus Sigillum Regni est appressum. Actum Varsaviæ sub tempus Comitiorum Regni Generalium Feria secunda post Festum SS. Simonis & Judæ Apost proxima, die 30. Mensis Octobris Anni Domini 1724. Regni verò Nostri 28. Anni Illustriss. & Excellent. Domini, JOANNIS in Slupow SZEMBEK Supremi Cancell. Lomzensis Grauden. Capitanei.

ANNO 1724.

JOANNES SZEMBEK (*L.S.*)

Supremus Regni Cancellarius.

SEBASTIANUS RYBCZYNSKI (*L.S.*)

Decretorium Curiæ Regni Notarius. Correctum.

DECRETUM *Inter Coll. Soc.* JESU *Thorunensis. Actum Magistr. & Communitatem Thorunen. Citt.*

XXXI.

Tractatus sive Conventio inter BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctissimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum pro Dimissione ad Sanctam Sedem* Comacli, *salvis Juribus Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domûsque Attestinæ omnibus tam respectu Possessorii, quàm Petitorii. Actum Romæ 25. Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS, & RATIFICATIONIBUS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale à Vienne.] 25. Nov.

CUm saluti publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, & Cæsaream Aulas Concordiam servari, colique, & post occupatum casu Comaclum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuò institerint, dictum Comaclum in eum in quo priùs erat, statum restitui, nec anteà Pacem, Concordiamque futuram: Cumque his, aliisque graviffimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctiffimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cogno-

ANNO 1724. cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versata fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse, ea propter momentosum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiario Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut suprà in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comacli, salvo cujuscunque Jure, convenerunt, videlicet:

Primò, Promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolicâ, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacli sive ante, sive per, sive etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacrâ Cæsareâ Majestate, Serenissimâque Domo Austriacâ quidpiam postulaturos, neque etiam à Subditis, & Incolis Comaclensibus eo nomine ullos indemnitatis, aut reparationis sumptus exacturos, quinimò vi hujus Articuli omnes istas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitùs sublatis perpetuò habendas esse.

Secundò, Possessionem Comacli à Sacrâ Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restituatur ut priùs, ità scilicet, ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio, vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia tam respectu Possessorii, quàm Petitorii salva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Convenisse de Amnestia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comaclensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam anteà suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiariter testati vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusve Administros ablegati fuerunt; ac proinde vigore hujus Amnestiæ prædictis Subditis, & Incolis Comaclensibus nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum esse. Porrò sarta tecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comaclenses ante supradictam occupationem usi, & potiti sunt, vel uti, aut potiri debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter fit, atque vigore suarum requisitorialium die 22. Julii nuperi insistat, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiam cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Cameræ Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo priùs erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intrà tres Menses à die Ratihabitionis computandos à dictâ Civitate Comaclensi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit, Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem liberè, ut priùs exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentissimi & Reverendissimi D D. Cardinales, omnium & singulorum, quæ in præsentis Instrumenti Articulis contenta sunt, Ratihabitionem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secuturam esse. ANNO 1724.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentissimis & Reverendissimis D D. Cardinalibus Plenipotentiariis tactâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præsentis Instrumenti mutuæ Conventionis subscripsit, & signavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentissimum Plenipotentiarium Pontificium, & alterum penès dictum Eminentissimum Cienfuegos existat. Actum Romæ vigesimâ quinta Novembris Anno Millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(*L.S.*) *Ego Fabritius Episcopus Portuensis S. R. E. Cardinalis Paulutius Sanctitatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

(*L.S.*) *Ego Albarus Tit. S. Bartholomei in Insulâ S. R. E. Cardinalis Cienfuegos, Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R. E. Cardinali Paulutio nuncupato, Benedictus Papa Decimus Tertius.

VEn. Frater Noster salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad ineundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolicæ dimissionem, & possessionem Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S R. E Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacli, ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub anulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(*L.S.*) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotentiarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufino Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comacli uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique, verbo nostro Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmumque habituri simus, in quorum fidem, ac robur

hasce

ANNO 1724. hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. JOANNES GUILIELMUS *Comes de* WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium
B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS *PP.* XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Chariſſimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiæ hujusmodi tenor est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabili, perpetuâque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine Capitulationes præinsertas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentes Litteras nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore, suosque plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris ad præmissorum effectum specialiter & expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Anulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L.A.P.) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. pleno Tit. Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cùm inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Statûs Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanienſem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plenâ cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens Conventio inita, & concluſa fuerit, quæ incipit. ANNO 1724.

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam Conventionem sic initam, & concluſam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali: Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum majorem fidem, & testimonium præsentes ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. Frus Car. Com. de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

Acta THORUNENSIA *in Executione Decreti S. R. Majestatis Polonicæ Assessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatissimæ Virginis* MARIÆ *Thorunensi, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majestatis Thorunensi, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertiâ ante Festum Immaculatæ Conceptionis Glorioſissimæ Virginis* MARIÆ *proximâ, Anno Domini* 1724. [Sur l'Imprimé à Varsovie in fol.] 5. Dec.

CORam Illustribus & Magnificis JACOBO SIGISMUNDO in Rybno RYBINSKI Palatino Culmensi Generali Artilleriæ Regni, Covalevienſi, Lipinensi, Vislicensi &c. Capitaneo, Mareschalco Tribunalis Regni; Adamo à Ponin Poninski, Gnesnensi, Babimostensi, Capitaneo; Andrea à Lubraniec Dambski Brestensi Cujaviæ, Casimiro à Rudno Rudzinski Cerscensi, Colonello Exercitus R. S. Majestatis & Reipublicæ, Petro Czapski Culmensi, Knyszynensi, Radzinensi, Sobovicensi Capitaneo, Castellanis, Georgio S R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wisnic Lubomirski Supremo Regni, Casimirienſi, Olztynensi, Janovienſi, Capitaneo Generali Exercitus S. R. Majestatis & Reipublicæ, Feliciano Grabski Lancicienſi, Antonio Trypolski Kosovienſi, Francisco Loski, Varsavienſi, Regente minoris Cancellariæ Regni, Adamo Wilkowski Sochacovienſi, Succamerariis, Josepho in Krysk Nakwaski Capitaneo Ciechanovienſi, Uladislao Wyrozæbski Instigatore Regni, Paulo Casimiro in Jaroszewo Jaroszewski Plocensi, Judice & Vice-Capitaneo & Terræ Vissogrodienſis Francisco Constantino Mokronowski Judice Terræ ejusdem Varsavienſis & Mareschalcali Vexilliferis, Francisco Poninski Dapifero Posnanienſi, Capitaneo Copanecensi, Josepho Wysocki Siradienſi, Ludovico Borucki Brestensi Cujaviæ Pocillatoribus Casimiro Polanowski Subdapifero Buscensi, Joanne Piwnicki Notario Terrestri & Vice Palatino Culmensi, Francisco Lopacki Subdapiferida Ciechanovienſi, S. R. Majestatis Commissariis. In præsentia Illustrium Magnificorum ac Generosorum & Nobilium Henrici Krokowski Gedanensis, Capitanei Parchovienſis, Stanislai Garczynski Bidgostienſis Castellanorum; Svietoslai Radowicki Vexilliferi Pomeraniæ, Alexandri Wolski Terrestris & Castrensis Bigdostienſis, Francisci Rosciszewski Castrensis Judicum; Ignatii Dabski Notarii Castrensis, Casimiri Piwnicki &

ANNO 1724

ex eodem Palatinatu Joannis Kalſztyn ex Margeburgenſi, Sikorski ex Pomerania, ad Tribunal Regni Judicum Deputatorum, Bajerski Judicis Terreſtris Michalovienſis, Joannis Cantii Rychlowski Dapiferi Siradienſis, Joſephi Wagrodzki Pocillatoris, Jacobi Milewski Tribuni Zacrocimenſis, Francisci Rosciſzewski Subdapiferi Terræ Dobrinenſis, Joannis Slubicki Venatoris Junivladislavienſis, Petri Sokolnicki Pincernæ Schovenſis, Colonelli S. R. Majeſtatis, Adami Pilichowski Theſaurarii Terræ Viſſogrodienſis, Joannis Nakwaski Capitanei S. R. Majeſtatis, Antonii Zakrzewski Judicidæ Terræ Plocenſis, & aliorum plurimorum Nobilium nec non Miniſterialis Regni Generalis Providi Alberti Kupczewicz ad Actum præſentem aſſumpti.

NOs Commiſſarii S. R. Majeſtatis in Actu ſuperiùs ſpecificato, inhærendo Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis inter Partes infraſcriptas Varſaviæ ſub tempus Comitiorum Generalium Regni, Feriâ ſecundâ poſt Feſtum Sanctorum Simonis & Judæ Apoſtolorum proximâ, die 30. Octobris Anno præſenti prolato, vigore Literarum Innotescentialium ad mentem præfati Decreti, tempeſtivè ſcilicet duabus ſeptimanis ante præſentem Terminum & Actum editarum, publicatarum & coram Actis Caſtrenſibus Covalevienſibus, feriâ tertiâ ipſi die Feſti Præſenta: Beatiſſimæ Virginis MARIÆ inſcriptarum, ad Prætorium Thorunenſe, die hodierna in Actu contenta condescendimus, Jurisdictionem Noſtram Commiſſorialem fundavimus, Pacem & ſecuritatem Publicam Legibus & Conſtitutionibus Regni præſcriptam & Actibus ſimilibus obſervari ſolitam voce ſupra ſcripti Miniſterialis publicari & præcuſtodiri fecimus, Partesque in Decretum præfatum intrantes, voce ſupraſcripti Miniſterialis, ad Judicium noſtrum acclamare demandavimus. Quo in Termino Partibus utrisque Venerabili Collegio Thorunenſi Soc. JESU Actoribus, per Religioſum Fratrem Martinum Wolanski ſuo & totius Collegii Nomine, per Nobiles & Spectabiles Andream Szulc Proconſulem & Joannem Fridericum Hawenſztein Conſulem Perſonaliter; ex Scabinatu per Spectabiles Carolum Godefredum Hukſzteyn Veteris Civitatis, & Joannem Sigismundum Haderſzteyn Novæ Civitatis Thorunenſis Scabinos, ex Communitate per Spectabiles Davidem Braur & Joannem Hube Scabinos Suburbanos, ſuis & Magiſtratûs, Scabinatûs, & totius Communitatis Thorunenſis Nominibus Perſonaliter, admodum Reverendo Domino Matthæo Donacki Præpoſito ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thorunenſis ſuo & Illuſtriſſimi ac Reverendiſſimi Severini Szczuka Episcopi Joppenſis, Suffraganei Archidiaconi & Officialis Generalis Culmenſis, Eccleſiæ S. Joannis in Veteri Civitate Thorunenſis Præpoſiti, Indicentibus & Actoribus perſonaliter, Venerabili Collegio Plocenſi Soc JESU per Religioſum Andream Rutkowski Regentem Seminarii, ſuo & ejusdem Collegii Nomine perſonaliter; Religioſis ac Deo dicatis Monialibus Ord. S. Benedicti Conventûs Thorunenſis Indicentibus & Actricibus; per admodum Reverendum Hankiewicz Plenipotentem inſcriptum; Conventu Thorunen. Ord. Prædicat. Indicente & Actore per Religioſum Patrem Reptowski Priorem Conventus ejusdem, & Fratrem Joannem Profeſſum perſonaliter Illuſtribus & Magnificis Sendicis Conventuum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ per Religioſum & admodum Reverendum Seraphinum Gamalski Provincialem perſonaliter; Famatis Pellionibus Catholicis, Civitatis Thorunen. Indicentibus & Actoribus per Famatum Andream Gutowski, ſuo & aliorum Nomine perſonaliter; Famato Antonio Kronikowski, ante hac Cive Thorunen. Indicente & Actore perſonaliter, Magnifico Antonio Boguslawski Capitaneo Plocenſi Indicente & Actore per Generoſum Andream Chwalkowski Regentem Caſtrenſem Junivladislavienſem, Magnifico Joſepho Kretkowski Indicente & Actore perſonaliter; admodum Reverendo Zrzelski Parocho Dlutovienſi Indicente & Actore per Generoſum Joannem Zalewski inſcriptum Plenipotentem, Generoſo Joſepho Rembelinski Indicente & Actore perſonaliter; Magnifico Michàéle Zalewski Subdapifero Mielnicenſi, per Generoſum Andream Chwalkowski: Magnifico Gurski Notario Terreſtri & Caſtrenſis Ciechanovienſis per Generoſum Joannem Orlewski, Succeſſoribus olim Generoſi Jacobi Suski Indicentibus per Generoſum Adamum Murzynowski ſuo & aliorum Nomine perſonaliter, Generoſis Karwoſieckie Conjugibus Indicentibus & Actoribus per Generoſum Joannem Karwoſieckie Burgrabium Caſtren. Plocen. Maritum ſuo & Conſortis ſuæ Nomine perſonaliter, Nobili Cimeſto de Wolſon Indicente per Ingenuum Adamum Lapczynski perſonaliter; Spectabili Michàéle Zybert per Generoſum Andream Chwalkowski Perilluſtri & admodum Reverendo Joſepho Bratkowski Canonico Cathedrali Posnanienſi Indicente & Actore per eundem Generoſum Chwalkowski; Generoſo Andrea Daniſzewski Indicente perſonaliter; Incolis & Subditis S. R. Majeſtatis Mokrenſibus per Honeſtos Petrum Szynal & Laurentium Piætek ſuo & aliorum Incolarum Mokrenſium Indicentium & Actorum Nomine perſonaliter.

ANNO 1724.

Coram Judicio Commiſſoriali comparentibus & Judicialiter Controvertentibus. Quarum Controverſiis nos Commiſſarii coram ſe inductis & exauditis ac conſideratis, ad Executionem Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis de Actu ſuperiùs expreſſi accedentes. Ante omnia incarceratos & arreſtatos, ut in præſentia omnium Decretum præfatum publicetur, ſub cuſtodia Militari adducere & ſtatuere coram Judicio noſtro inſtantaneè demandamus. Et quoniam Joannes Godefredus Rezner Præſes, Jacobus Hendricus Cernik Vice-præſes, Simon Moabt, Chriſtophorus Hertel; Chriſtophorus Cieſielczyk Guttbort, Joannes Bekier Guzikarz, Joannes Georgius Mercz, Georgius Wæz Sutor, Chriſtophorus Karuſza Lanio, Jacobus Szultz Iglarz, Joannes Christophorus Haſt Piernikarz, nec non Nobiles & Spectabiles Gerardus Thomas Burgrabius, Hendricus Cymerman Conſul, Gawrok, & Zybler Capitanei Thorunenſes & alii ſub Cuſtodia Militari coram Judicio noſtro Commiſſoriali ſunt adducti & ſtatuti: Idcirco denuo acclamatis voce Miniſterialis ad Judicium noſtrum Commiſſoriale Partibus, apertis ſtubæ Judicialis foribus, in præſentia omnium, Decretum ſupra recenſitum Aſſeſſorialis S. R. Majeſtatis publicari fecimus; tandem poſt Publicationem, ad Executionem Decreti ejusdem proceſſimus, decernendo. Quatenus Religioſi Fratres Jacobus Piotrowicz & Martinus Wolanski ſive unus ex eis, ſatisfaciendo ſæpe nominato Decreto, tam Rezner Præſidem, quàm Cernik Vice Præſidem criminaliter convincant inſtantaneè; additur Miniſterialis ad pronuntiandam Rotham. Quo ad Perſonam Rezner Præſidis, ex Decreto præfato excerptam præſtitit Religioſus Martinus Wolanski, additur quoque Miniſterialis Teſtibus Nobilibus Jacobo Rabczynski, Caſimiro Zielenowski, Joanne Bartkiewicz, Martino Skibinski, Joanni Biernacki, Joanni Sosnowski, præſtiterunt. Additur quoque idem Miniſterialis, quo ad Perſonam Cernik, Vice Præſidis, ad pronunciandam ſeorſivè Juramenti Rotham ex eodem Decreto depromptam prænominato Religioſo Martino Wolanski, & Teſtibus, præſtitit unà cum ſex Teſtibus ſuperiùs expreſſis. Additur denuo idem Miniſterialis eidem Religioſo Wolanski ac Teſtibus, ad pronunciandam Juramenti Rotham, in Decreto præfato expreſſam. Quo ad Perſonas Simonis Mohabt, Heyder, Chriſtophori Hertel, Hans, Krzyſztof Mularczyk, Krzyſztof Guttbort, dicti Cieſielczyk, Joannis Bekier Guzikarz, Joannis Georgii Mercz, Georgii Wæz Sutoris, Chriſtophori Karwiza Lanionis, Jacobi Szultz Iglarz, Joannis Chriſtophori Hawt Piernikarz, præſtitis unà cum Testibus ejusdem ſupra ſcriptis juxta Rotham ex eodem Decreto ipſi pronunciatam, (excepto Heydera profugo, qui fidem Catholicam ante fugam amplexus eſt.) Poſt quæ Convictionis Juramenta eosdem omnes criminaliter convictos ſuperiùs expreſſos (excepto Heyder Neo-Catholico profugo non convicto) pro Executione de Perſonis eorum juxta præſcriptum præfati Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis ſumenda ad Executorem Juſtitiæ ſub cuſtodia Militari remitti demandamus. Actumque noſtrum occupantibus tenebris, imminente Feſto craſtina die S. Nicolai Episcopi, ad feriam quintam ſequentem, voce ſupraſcripti Miniſterialis reclamari juſſimus.

Tandem feriâ quintâ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, poſt ſubſecutam Inſtitutionem & ſupplicium de Perſonis Præſidis & ſupra ſcriptorum convictorum (excepto Cernik Vice-Præſide) reaſſumpta Jurisdictione noſtra Commiſſoriali, voceque Miniſterialis publicata & proclamata, Partibus ut ſupra comparentibus, conſcriptionem Inventarii ſubſtantiæ mobilis & immobilis, olim Præſidis Rezner per Decretum S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriale confiscatæ, per Delegatos ex Magiſtratu in præſentia Magnificorum Commiſſariorum ex Stuba noſtra Dele-

ANNO 1724.

Delegatorum, propter majorem ſecuritatem injunximus, ex qua Fortuna olim Præſidis Rezner confiſcata, & Civitati S. R. Majeſtatis adjudicata, Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, Creditoribus omnibus ad Subſtantiam eandem confiſcatam, ſignanter Generoſo Bonafuſſ Colonello Quardiæ S. R. Majeſtatis, cum Juribus concurrentibus pro juſto & æquo, ut ſatisfactionem decernat & injungat, ac præſtet demandamus. Et quoniam ſuper Vice-Præſidis Cernik Venerabiles Patres Soc. JESU Actores Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro libertate & vita ipſius maximè inſtant, Senatores quoque, Officiales Terreſtres, atque Nobilitas proximorum & contiguorum Palatinatuum, nec non Spirituales Perſonæ, tam ſæcularis quàm Religioſi Ordinis; inſuper Populus Catholicus utriusque Sexûs die heſterna ad Eccleſiam S. Joannis in Feſto S. Nicolai catervatim congregatus, pro eodem Cernik, ſemper ſibi eundem Catholicis cum fuerit in Magiſtratu Civitatis hujus conſtitutus addictum, rectum, in facilitandis Negotiis promptum, commendando & teſtando, lachrymabili voce, & penetrabili ejulatu ad nos Commiſſarios emiſſo intercedit, ac per amorem Chriſti & Fidei Orthodoxæ, ut eorum Vota & gemitus exaudiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos verò Commiſſarii licèt ſi ad præmiſſas Inſtantias, magis tamen non urgente Parte Actorea Executionem Criminalem inclinari vellemus. Nihilominus ſiquidem Executio tantùm Decreti S. R. Majeſtatis eſt nobis conceſſa; Idcirco Rationibus ſupra expreſſis permoti, eo etiam non conſiderato, ut confidentia & amicitia inter Catholicos ad Magiſtratum juxta mentem Decreti præfati Aſſeſſoriales accedentes, & Acatholicos concilietur, recepta priùs à Magiſtratu & Ordinibus Civitatis Thorunenſis Fidejuſſoria cautione, & data judicialiter ſponſione, ſæpe memoratum Cernik ad impetrandam Clementiam S. R. Majeſtatis Judiciumque & Deciſionem ejus remittimus. Tandem quò ad Perſonas Nobilis & Spectabilium Jacobi Meyner, Conſulis, & Joannis Hendrici Withmeyer Secretarii decernimus. Quatenus uterque eorum Decreto memorato S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriali Evaſionis Juratoriæ ſatisfaciant, idque inſtantaneè. Additur Miniſterialis ad pronunciandam Juramenti Rotham, ex Decreto depromptam, tam eidem Nobili & Spectabili Meyner quàm Teſtibus; præſtitit cum Teſtibus Spectabilibus, Martini Gondlich, Jacobo Stark, Scabinis, Joanne Wonchauſen Aurifabro; Additur quoque Spectabili Withmeyer Secretario, præſtitit cum Teſtibus, Famatis Chriſtiano Preiis, Cornelio Elerd, Michàéle Fryc de Conſenſu Partis Actoreæ, admiſſis ſimiliter juxta Rotham in Decreto contentum. Qua Juratoria Evaſione attenta, Eosdem juxta Reſonantiam Decreti præfati à Termino, & Cautâ liberos declaramus. Jam autem Weſtfal Szarpacza, tum pueros Szfecmana, Fengiera, zpod bialego konia, aurigam Heyny ante Prætorium, ad mentem prænominati Decreti flagellari demandavimus. Poſt quam perpeſſam pœnam liberos mittere juſſimus. Porro propter ſpecialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Ejusdem ad Cathegoriam & Indictionem Religioſorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ condescendendo, ac inhærendo ſæpefato Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis, ad Reinductionem in Eccleſiam Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, atque Gymnaſium quod olim Monaſterium Eorundem PP. Bernardinorum fuerat proceſſimus, & in eandem Eccleſiam atque Gymnaſium cum attinentiis juxta antiquas Fundationes & Jura, receptis priùs à Nobili & Spectabili Magiſtratu clavibus, Præfatos PP. Bernardinos reinduximus, eandemque Reinductionem voce ſupraſcripti Miniſterialis publicari fecimus, tradidimus, Poſſeſſionemque pacificam ad Majorem DEI Gloriam & Beatiſſimæ Virginis MARIÆ ac omnium Sanctorum Honorem aſſignavimus & eos reliquimus. Interea nocte inſtante Actum Noſtrum poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ voce Miniſterialis reclamari demandavimus. Sabbatho itaque in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta denuo Jurisdictione noſtra, Partibusque ad Judicium noſtrum modo quo ſupra acclamatis comparentibus & in eadem Cathegoria Controvertentibus & disceptantibus. Nos Commiſſarii S. R. M. auditis Partibus, disceptationibus, & controverſiis decernimus ac demandamus: quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, ſatisfaciendo Decreto ſæpefato S. R. Majeſtatis, Inventarium ſupellictilis ejusdem Eccleſiæ, atque Bibliothecam coram Judicio noſtro Commiſſoriali producat & comportet idque in inſtanti, & licèt quidem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis ſatisfaciendo Decretis tam S. R. Majeſtatis, quàm noſtro, antependia antiqua bina, candelabra majora duo, minora duo, Patribus Bernardinis in Eccleſia relinquit, Bibliothecam verò Magnificis Commiſſariis ex Stuba noſtra Deputatis ſine Inventario ſeu Regeſtro tradidit, verùm quoniam Inventarium ſupellectilis Eccleſiaſticæ, præſertim in argento atque Bibliothecæ apud Magiſtratum exſtare eſſe, Rationibus probabilibus ſupponitur. Idcirco ſuspenſa tantisper deciſione præſentis Cathegoriæ decernimus & demandamus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Inventarium ſupellectili Eccleſiaſticæ atque Bibliothecæ ſufficientiùs comportet idque inſtantaneè. Tandem quoniam loco comportationis ſufficientioris ſupellectilis Eccleſiaſticæ & Bibliothecæ, Partes pro Summa mille ducentorum tynfonum Polon. compoſuerunt, proinde approbata ejusmodi complanatione Judicialiter facta: Reſolvendo ſuperiorem ſuspenſionem decernimus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus ad manus ſæcularis Catholicæ Perſonæ, quam Venerabiles Patres Bernardini deſignaverint; Summam eandem in ſpatio quatuor ſeptimanarum coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi realiter & effectivè ſolvat, ſub pœna Banitionis quæ decernitur, & terminus publicandæ in ibidem circa Manifeſtationem conſervatur peremptoriùs. Quantum attinet Privilegium Divæ olim memoriæ Sereniſſimi Sigismundi Regis Poloniæ, coram Actis Caſtrenſibus Junivladislavienſibus in Vigilia Feſti S. Thomæ Apoſtoli 1658. Anno per oblatam porrectum, ad præſens in Judicio noſtro per Patres Bernardinos productum, hoc in Puncto cauſam pro cognitione ejusdem Privilegii ad Judicia Aſſeſſorialia S. R. Majeſtatis remittimus; conſervando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum peremptorium. Nihilominus pro Juſtitia & Pietate decernimus ac mandamus, ut Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus & Civitas Thorunenſis per ſe ſeu ſubordinatas Perſonas, accidentiam vulgò Akzyzy ab invecta rerum comeſtibilium & potabilium, ex eleemoſyna per eosdem Patres Bernardinos collectarum, ſemper quoties opus fuerit, ab eisdem Patribus Bernardinis non exigat nec exigi demandet, aut permittat; idque ſub pœna in foro competenti vindicanda, & ne eosdem Patres ad Eccleſiam prænominatam, atque Monaſterium cum accidentiis modo quo ſupra reinductos, quovis modo vel prætextu interturbare audeat demandamus. Idque ſub pœnis contra convulſores Decretorum S. R. Majeſtatis Legibus Regni ſancitis. Eodem Actu ſcilicet Sabbatho in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, ſatisfaciendo Decreto præfato S. R. Majeſtatis, ſcripta quævis Typis impreſſa, ſarcasmos & convitia in contumeliam fidei Eccleſiæque Orthodoxæ continentia, per Prædicantios concepta, per Executorem Juſtitiæ, ad ſonum Tubæ comburi demandavimus. Tandem feriâ ſecundâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta, iteratò Jurisdictione noſtra, vigore nuperæ ad diem hodiernam reclamationis Partibusque voce Miniſterialis acclamatis, modo quo ſupra comparentibus ad Executionem ulteriorem Punctorum Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis procedendo. Quantum attinet perſonas Famati Heyder & ejus Filii per Famatum Racki avocati & ad exteros expediti, atque ſeorſivè Perſonam Hans Krzyſztofa Mularckzyka, ſiquidem Famatum Heyder, qui Catholicus factus, Pars Actorea criminaliter non convicit, proinde eundem à pœnis Criminalibus liberum pronunciamus. Nihilominus decernimus & mandamus: Quatenus tam Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis prædictum Hans Krzyſztof Mularczyk, atque diſtinctim Famatus Racki Filium Heydera ſtatuant idque inſtantaneè. Tandem quo ad Perſonam Mularczyka tradente ſe Nobili & Spectabili Magiſtratu ad evaſionem Juratoriam admiſſibilem & propiorem ad evadendum adinvenimus, decernendo quatenus, bini ex Magiſtratu Conſules evadant in eam Juramenti Rotham, quòd de fuga præfati Mularczyk Magiſtratus cum ſuis Ordinibus nescivit, neque cauſa vel occaſio fugæ ipſius fuit, nec ſcit ubi commoratur, nec copiam ullam ejusdem Statutionis habet, idque inſtantaneè præſtiterunt Nobiles ac Spectabiles Jacobus Bema, & Joannes Chriſtophorus Elzner Conſules; quo attento Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum liberum à Termino & quavis impetitione declaramus. Nihilominus prædictum Mularczyk criminaliter convictum, ubicunque locorum capi vel

ANNO 1724. prævenirí poterit in fundamento Decreti S. R. Majeſtatis capite plectendum eſſe ſententiamus, & pro Executione ad quævis Officia per Executorem Juſtitiæ de perſona ipſius facienda remittimus. Quo ad Perſonam Filii Heydera Nomine Chriſtiani, ſiquidem eundem Famatus Racki Judicialiter ſtatuit, quem Pars Actorea Venerabiles Patres Soc. JESU in Fidejuſſionem receperunt, proinde eundem Famatum Racki ſatisfeciſſe Decreto præfato S. R. Majeſtatis, Aſſeſſoriali & Noſtro adinvenimus & liberum facimus, Actumque noſtrum ad diem craſtinum ſcilicet Feriam tertiam Apparitori Judicii noſtri reclamari demandavimus. Tandem Feriâ tertiâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta ſolito modo & forma Jurisdictione noſtra, Partibusque poſt publicationem & acclamationem Miniſterialis ut ſupra comparentibus, & ſecum Judicialiter controvertentibus. Quarum controverſiis diligenti trutina exceptis & conſideratis. Quod ſpectat Punctum ſeu Cathegoriam Decreti prænominati Electionis in Magiſtratu, Scabinatu Sexaginta Viratu, ac Secretariatu medietatis Catholicorum decernimus ac injungimus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis cum ſuis tribus Ordinibus ad Electionem eandem; inhærendo Decreto memorato S. R. Majeſtatis accedat, eandemque juxta præſcriptum Jurium ſuorum, ac Decreti præfati faciat, idque in inſtanti. Et quoniam prænominatus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus cum ſuis Ordinibus ſtante ſpacio & rejectione ejusdem Cathegoriæ per aliquot dies ad Officia Conſularia Nobiles ac Spectabiles Thomam Skomorowski, Joannem Rubinkowski, Conſtantinum Maryanski, Carolum Ludovicum Sferſtman; ad Scabinatum verò Wilhelmum Ludovicum Fauſt, Bartholdum Laurentium Lyer Catholicos in locum demortuorum & remotorum Acatholicorum elegerunt, idcirco ſatisfeciſſe eundem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum cum ſuis Ordinibus Decreto S. R. Majeſtatis & noſtro Commiſſoriali in parte adinvenimus. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus cum ſuis Ordinibus ſatisfaciendo eidem Decreto S. R. Majeſtatis, illudque per omnia obſervando numerum medietatis Catholicorum in Proconſulatu, Scabinatu, Sexaginta Viratu, Secretariatu, Tribubus in Electionibus ſuis ſtatis & conſuetis temporibus incidentibus, incipiendo ſtatim ab imminenti proximè in Anno Deodante futuro milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto Electione, quæ vocatur Kira adimpleat, & donec numerus medietatis Catholicorum adimpleatur, hucusque Acatholicos ſuos circa omnem controverſiam vel cunctationem, aut quovismodo ad inventum ſive ad inveniendum medium vel colorem ne eligat ipſi demandamus. Inſuper eosdem Catholicos ad Jus Civile, Contubernia, Opificia, Commercia, coemptiones domuum Lapidearum, Fundorum, granariarum admittat, nec ullo modo ad id impediat, neque interturbet; in ſervitio autem Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem Catholicos ad mentem prænominati Decreti S. R. Majeſtatis incipiendo ſtatim ab Actu præſentis Commiſſionis noſtræ ſemper habeat, idque ſub pœna & rigore in eodem Decreto S. R. Majeſtatis expreſſo per contravenientem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum atque Ordines Civitatis Thorunenſis irremiſſibiliter ſuccumbendo, & per quamcunque Perſonam ex Catholicis in foro competenti vindicando. Porro Feriâ quartâ poſt Feſtum Conceptionis Immaculatæ Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ vigore heſternæ ad diem hodiernam voce Miniſterialis Actus Judiciorum noſtrorum reclamationis reaſſumpta Jurisdictione noſtra, Partibusque modo ſolito ad Judicium noſtrum acclamatis, prout ſupra comparentibus & controvertentibus. Quantum attinet damna ac litis expenſas per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen. Actores ad Summam triginta quatuor Millium ſexcentorum Florenorum Pruthenicalium liquidatam & per Decretum prænominatum S. R. M. prævia comprobatione per admodum Reverendum Rectorem Collegii ejusdem adjudicata. Quoniam Partes ſcilicet tam Actorea Venerabiles PP. Soc. JESU, quàm citata Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis, loco præſtandi Juramenti, per admodum Reverendum Rectorem, aliàs ſiſtendo Juramentum hocce, ad interpoſitionem dignorum amicorum pro Summa viginti duorum millium Florenorum Pruthenicalium compoſuerunt, ex qua Summa Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunen., cum ſuis Ordinibus Summæ octo millium Florenorum Pruthenicalium inſtantaneam ſolutionem offert; jam verò in Summa quatuordecim millium Pruthenicalium Bona ſua Patronimica Læzyn & Wægorzyn modo obligatorio, durante præſente Commiſſione in præſentia Nobilium & Miniſterialis officioſè conducendorum dimiſſurum ſe usque ad Exemptionem declarat. Idcirco nos Commiſſarii approbata ejusmodi complanatione inter Partes benevolè inita decernimus. Quatenus Summam præfatam octo millium Florenorum Pruthenicalium, prout ſe Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Judicialiter offert, inſtantaneè ſolvat ſub pœna Banitionis, quæ decernitur, additur & remittitur. Jam verò in Summa quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium Bona memorata Lazyn & Wægorzyn cum omnibus accidentiis & pertinentiis, in Præſentia Nobilium & Miniſterialis officiotè durante Commiſſione, conducendorum, prævia in iisdem bonis conſcriptione Inventarii idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus cum ſuis Ordinibus prædicto Collegio Thorunenſi dimittat & Actualiter tradat, cum ea Judiciali de conſenſu Partium declaratione. Quodſi præfatam Summam Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis, in Exemptionem Prædictorum Bonorum provenientem, pro craſtino Natalis S. Joannis Baptiſtæ proximè in Anno Deo dante venturo coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi non exolverit, extunc Pars Actorea ſcilicet Collegium Thorunenſe de Anno ad Annum usque ad Exemptionem pacificè Bona eadem tenebit & poſſidebit. Quodſi verò Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Summam præfatam quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium, in craſtino Feſti Natalis S. Joannis Baptiſtæ proximè venturo, ſeu in defectu pro tunc Exemptionis, quocunque alio cujuslibet Anni craſtino Natalis S. Joannis Baptiſtæ, præfato Collegio coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi prævia tamen à Viſitatione duabus ſeptimanis præcedenda coram eodem Officio, exolverit depoſuerit. Extunc Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen., Summam eandem levare, ac de Bonis condescendere, ut eadem in eodem ſtatu prout ad præſens recipient, Nobili ac Spectabili Magiſtratui in una ſeptimana, poſt levatam Summam tradere tenebuntur, & debebunt. Facturæ ſunt Partes utræque ſub pœna Banitionis, quæ decernitur, & Terminus publicandæ in primis Caſtrenſibus Covalevienſibus Terminis poſt Contraventionem celebrandis conſervatur peremptorius. Et quoniam in Fundamento ejusdem Decreti & compoſitionis Venerabiles PP. Soc. JESU Collegii Thorunen. tam Summam octo millium Florenorum Pruthenicalium, à Nobili & Spectabili Magiſtratu inſtantaneè enumeratam, quàm Bona durante præſenti Commiſſione noſtra receperunt: Idcirco prænominatum Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum ſatisfeciſſe Decreto Judicii noſtri & compoſitioni cum Parte initæ adinvenimus. Eodem Actu ad Deciſionem Indictionum descendendo. Quo ad Interventionem ſeu Indictionem Famatorum Pellionum Catholicorum Controverſiis Partium ſeorſivè indictis, auditis, adhærendo Decreto S. R. M. Aſſeſſorialibus binis, primo quidem Varſaviæ Feriâ 2dâ poſt Feſtum S. Lucæ Evangeliſtæ, in Anno 1715. cum Acatholicis, quàm ultimario de Actu ſuperiùs recenſito prolatis decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis præfato Decreto Anni 1715. ſatisfactionem durante noſtra præſenti Commiſſione in omnibus Punctis injungat. Idque ſub pœnis contra Convulſores Decretorum S. R. M. in Legibus Regni deſcriptis. Et licèt quidem Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Decretum ſuum inter eosdem Famatos Pelliones Catholicos & ex altera Parte Acatholicos in Puncto ſolo admiſſionis eorundem ad Contubernium durante Commiſſione protulit. Verùm quoniam iidem Pelliones Catholici ſentientes ſe per Sententiam eandem gravatos & injuriatos, appellationem ad Judicia S. R. M. interpoſuerunt. Idcirco pro cognoscenda contraventione, cauſam & negotium totum eorundem Pellionum ad eadem Judicia S. R. M. Aſſeſſorialia remittimus. Conſervando Partibus in eisdem Judiciis ſine quavis adcitatione Terminum peremptorium. Eodem Actu & die ad disjudicationem Indictionis & Cathegoriæ Illuſtriſſimi Szczuka Suffraganei Culmenſis, Præpoſiti Thorunen. descendendo, Controverſiis Partium prout ſupra comparentium, ac disceptationibus, hac in Cathegoria inductis, trutinatis, & debitè conſideratis decernimus & mandamus. Quatenus Partes ſecum agentes, ſcilicet Illuſtriſſimus Actor & Indicens, cum Nobili ac Spectabili Magiſtratu Calculationem tam intuitu cenſus annualis retenti, ad Eccleſiam Parochialem Tituli S. Joannis ſpectantis, quàm reſpectu Summæ ex Bonis Siemonie ad eandem Eccleſiam pertinentibus, vigore

ANNO 1724.

ANNO 1724.

vigore Conventionis ultimariæ in Anno 1701. die quintâ Januarii inter Partes conſtitutæ, faciant idque in inſtanti. Tandem poſt expeditam eandem Calculationem, ulterioribus Partium Controverſiis exceptis, ac discuſſis decernimus. Quatenus Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Summam nongentorum ſexaginta Florenorum Pruthenicorum Calculatione per Partem agnitam & moderatam, non computando nihilominus litis expenſas & in ſublationem proceſſûs pœnas, à quibus, attentis Annis calamitatis & hoſtilitatis, Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem ex moderamine noſtro liberamus, & proceſſum caſſamus. Pro craſtino Natalis St. Joannis Baptiſtæ proximè in Anno Deodante futuro coram Officio Caſtrenſi Kovalevienſi realiter & effectivè Illuſtriſſimo Actori ſeu ejus Plenipotenti, prævia manuali etiam de eadem Summa quietatione ſolvat ſub pœna Banitionis, in ibidem circa Manifeſtationem publicanda. Quantum attinet Summam ex præfata Conventione ſeu contractu de Bonis Siemonie Eccleſiam prænominatam S. Joannis Parochialem quot annis concernentem, decernimus & mandamus. Quatenus Partes utræque eidem Conventioni ſeu Contractui in omnibus Punctis usque ad determinatum in eadem Conventione Terminum ab utrinque ſatisfaciant, idque ſub pœna Banitionis, quæ interponitur. Appellat Pars citata ad Judicia poſt curialia S. R. M. adhærendo Decreto ſuperius nominato S. R. M. admiſſa, cum conſervatione Termini Parti utrique in eisdem Judiciis peremptorii. Poſt cujus Indictionis ſeu Cathegoriæ deciſionem, Actu Judiciorum noſtrorum, ad diem craſtinam voce Miniſterialis reclamato, ac denuo vigore ejusdem reclamationis Feriâ quintâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ ſequenti Jurisdictione noſtra, Judicialiter reasſumpta, acclamata, Partibusque ut ſupra comparentibus. Et quo ad Cathegoriam & Indictionem Religioſarum ac Deodicatarum Monialium Conventûs Thorunen. Ord. S. Benedicti Judicialiter disceptantibus, quarum disceptationibus & Controverſiis maturâ Judicii ſui trutinâ libratis ac diligenter penſatis, ſuſpenſa tantisper Deciſione totius Negotii: neceſſariam eſſe Condescenſionem ad fundos & loca controverſa Illuſtris & Magnificorum Caſimiri Rudzinski Caſtellani Cernenſis, & Francisci Loski Succamerarii Varſavienſis, ex Stuba noſtra Judiciali Delegatorum in inſtanti cenſemus. Qui Illuſtris & Magnifici Commiſſarii condescendendo, Jura Partium ad Fundos controverſos ſe regulantium connotabunt, Fundos eosdem controverſos revidebunt, cognoscent, menſurabunt; Inquiſitiones ſi opus fuerit ex Teſtibus fide dignis expedient, Partes ſi potuerint complanare complanabunt, ſeu cum connotatione ſufficienti Actus totius, ad Judicium noſtrum Commiſſoriale pro Deciſione remittent. Poſt quem expeditum Actum per Illuſtrem & Magnificos Commiſſarios Delegatos Condescenſionis, per eosdem ad Judicium Noſtrum factam remiſſionem, Partibus denuo noſtro coram Judicio Comparentibus & Controvertentibus. Quarum controverſiis iteratò exauditis, Actuque præmiſſæ Condescenſionis lecto & bene conſiderato, ſiquidem in Actu præmiſſæ Condescenſionis, Religioſæ ac Deodicatæ Moniales Conventûs Thorun. Jura quibus proprietatem Fundorum hucusque Controverſorum petunt, coram Illuſtri & Magnificis Commiſſariis produxerunt, ſuntque debitè connotata. Quorum fundorum ex re oculis ſubjecta reviſio, atque juſta dimenſuratio in præſentia, tam Plenipotentis Religioſarum Monialium, quàm ex Nobili & Spectabili Magiſtratu Delegatorum interceſſit eandemque dimenſurationem, utræque Partes acceptarunt. Quod ſpectat Fundum Golubski dictum in Villa dicta Mokre ſitum, prædicti Illuſtris & Magnifici Commiſſarii Delegati, ex juſto itidem & æquo proprietarium eſſe Religioſarum ac Deodicatarum Monialium agnoverunt. Idcirco reſolvendo tam anteriorem Judicii noſtri ſuſpenſionem, quam Illuſtris & Magnificorum Commiſſariorum Delegatorum ad Judicium noſtrum remiſſionem approbato ejusmodi Actu Condescenſionis decernimus. Quatenus utræque Partes dimenſionem eandem Fundorum de conſenſu benevolo Partium utrarumque ſubſecutam obſervent & in perpetuum manuteneant. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubski dictum proprietatem ejusdem Religionis ac Deodicatis Monialibus adjudicamus, decernendo quatenus ademptam Particulam Fundi in eodem Actu Condescenſionis connotatam ad Fundum eundem Principalem ſpectantem in præſentia Nobilium & Miniſterialis ab Actu præſentis Decreti in octodecem ſeptimanis officioſè conducendorum, idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus reſtitui & applicari curet, ac de facto reſtituat & applicet. Facturæ præmiſſæ utræque Partes ſub pœna Banitionis in Foro competenti ſuper Partem contravenientem decernenda & publicanda. Quod verò ſpectat prætenſam Caſſationem inſcriptionis ſuper Summam duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, per Religioſas ac Deodicatas Moniales Conventus ejusdem Thorunenſis, in rem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus in Anno 1704. die 19. Martii coram Actis Civilibus Thorun. recognitæ, ſiquidem eadem inſcriptio liberè & benevolè in aſſiſtentia Plenipotentis, per Illuſtriſſimum Loci Ordinarium approbati ſubſecuta eſſe deducitur, proinde incompetenter egiſſe easdem Moniales intuitu Caſſationis ejusdem inſcriptionis adinvenimus, & ejusdem inſcriptionis robur habere declaramus. Porro quod ſpectat prætenſiones earundem Religioſarum Monialium, intuitu Proviſionum à Summa decem millium Florenorum Pruthenicalium, per Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunen. olim Generoſo Stanislao Hoynacki die 15. Junii in Anno 1700. inſcripta, & per eundem olim Generoſum Hoynacki prædictis Religioſis ac Deodicatis ceſſam retentarum, Proviſiones easdem a Summa præfata decem millium Florenorum Pruthenicalium, pro Annis retroactis retentas ſalvis quietationibus ſi quæ juſtæ & reales apparuerint, per Religioſas Moniales acceptandis, ex Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium, pro cæteris inſcriptione ſuperius de Actu recenſito, Nobili ac Spectabili Magiſtratui, ab iisdem Religioſis ac Deodicatis Monialibus proveniente (non agnita viciſſim ab eadem Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicalium Proviſione) uti in eadem inſcriptione Originali defalcandas & excludendas, per Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum eſſe cenſemus. Quantum inſuper attinet prætenſionem, earundem Religioſarum Monialium, intuitu Summæ quinquaginta Florenorum Pruthenicalium ex lacu dicto Glæboczek quotannis provenientis, ſiquidem quietationes usque ad Annum præſentem 1724 ab eisdem Religioſis Monialibus de Summa hac producuntur: Idcirco non poſſe prætenſionem eandem obſtantibus quietationibus ſubſiſtere declaramus, imò ab eadem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum liberum pronunciamus. Nihilominus ut idem Nobilis & Spectabilis Magiſtratus fæces & fimos ex Fundo poſt mœnia Civitatis hospitali Sancti Spiritus ſpectante, earundem Religioſarum Monialium propriè expurgare in ſpatio ſex ſeptimanarum demandet injungimus. Appellant utræque Partes ad Judicia Aſſeſſorialia, S. R. M. admiſſa, cum conſervatione Termini ibidem peremptorii. Tandem Actum Judiciorum ad diem craſtinum reclamari Miniſteriali demandamus. Feriâ ſextâ poſt Feſtum S. Luciæ Virginis & Martyris, vigore heſternæ reclamationis, reasſumpta denuo Jurisdictione noſtra, Partibusque modo quo ſupra acclamatis comparentibus, & quo ad Inductionem Venerabilis Coll. Plocenſis Soc. JESU controvertentibus, quarum controverſiis ſolitâ & debitâ attendentiâ auditis ac intellectis Documentis quoque Literatoriis præfati Venerabilis Collegii Plocenſis, viſis, lectis & diligenti trutina ponderatis. Quandoquidem prædictum Coll. Plocenſe Jus petendi ſufficiens & evincens ad Summam quinque millium Florenorum Pruthenicalium in Teſtamento olim Generoſi Alberti Peplowski Rothmagiſtri S. R. M. apud Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thorunen. ſpecificatam ad præſens non producit. Idcirco non poſſe hocce Collegium vindicare Summam eandem adinvenimus. Et eundem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem à ſolutione Summæ prætenſæ quinque millium Florenorum Pruthenicalium caſſato Proceſſu in Judiciis Caſtrenſibus Kovalevien. reſpectu ejusdem Summæ indebitè obtento liberos eſſe declaramus. Appellat Religioſus comparens, à Venerabili Coll. Plocenſi Indicente ad Judicia Aſſeſſoriali S. R. M. admiſſâ, cum conſervatione eisdem Judiciis Termini Partibus peremptorii. Poſtquam deciſam Indictionem, Actu Judiciorum noſtrorum ad cras reclamato, Sabbatho denique poſt Feſtum S Luciæ Virginis & Martyris, reaſſumpta exclamatione heſterna ad diem hanc Jurisdictione noſtra, Partibus ſimili modo poſt acclamationem & publicationem Actûs comparentibus & in Cathegoria Indictionis admodum Reverendi Mathæi Donacki Præpoſiti ad S. Laurentium extra mœnia Civitatis Thorunenſis Controvertentibus, Quarum Controverſiis & disceptationibus exceptis & maturè intellectis, quo ad Principalem Cathegoriam prætenſæ Dotis ad Eccleſiam S. Laurentii, ſiquidem admodum Reverendus, Indicens nec

ANNO 1724.

ANNO 1724. originalem erectionem, nec in visitationibus Judicialiter productis, ullam Dotem prædictæ Ecclesiæ esse demonstrat. Idcirco tam Cathegoriam hanc Principalem ad Judicia Assessorialia S. R. Majestatis uti Summi in Regno Ecclesiarum Tutoris & Protectoris, quàm alias similiter consequentes Cathegorias per admodum Reverendum Inducentem prolixè inductas, ad eadem Judicia remittimus, conservando utrisque Partibus in iisdem Judiciis Sæ. Ræ. Mtis Terminum Peremptorium. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis cum suis Ordinibus Apostatas in Civitate & Jurisdictione degentes Regestro Judicialiter producto manu Illustris & Magnifici Mareschalci Tribunalis Regni & Commissionis præsentis subscripto specificatos, ad Decisionem in Judiciis S. R. M. causæ detineat. Idque sub pœnis per Judicium hocce S. R. M. decernendis & irrogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus & nemo ex Ordinibus ac Communitate Personas Catholicas apud se in servitio existentes, ad violanda Festa per labores, Sanctæ Ecclesiæ Romano-Catholicæ adigat, neque ad frequentandas pro devotione Ecclesias quovis modo impediat, idque sub rigore suprascripto. Actumque nostrum ob necdum conclusam Commissionem ad Feriam secundam proximam voce suprascripti Ministerialis solito modo reclamandam esse jussimus. Itaque Feriâ secundâ ante Festum S. Thomæ Apostoli vigore nupernæ reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem Actus acclamatis prout supra comparentibus. Ex quo ad Indictiones aliàs in Actum Commissionis præsentis intrantes Controvertentibus. Quarum Controversiis attentis & bene consideratis, siquidem in Decreto prænominato S. R. M. Assessoriali, cujus Executio nobis Commissariis incumbit, prædictæ omnes Indictiones non sunt specificatæ, neque nostro Judicio ad disjudicandum commissæ Idcirco easdem omnes Indictiones ad præsens non decisas ad Judicia Assessorialia S. R. M. cum toto earum effectu remittimus, conservando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum sine quavis adcitatione comparendi peremptorium. Ad extremum in felici Coronide ac conclusione Actus Commissis nostræ, sæpe memoratum Nobilem ac Spectabilem Magistratum & omnes Ordines circa Immunitatem Jurium, prærogativarum & Privilegiorum, inhærendo Decreto prænominato S. R. M. pro Authoritate nostra, quâ à Sacra R. M. fungimur, conservamus, & eadem Jura illæsa declaramus, & præcustodimus, clavesque ad Portas utriusque Civitatis per Generosum Commendantem Præsidii, Nobili ac Spectabili Magistratui reddendas esse censemus; hoc loco in virtute & Fundamento præinserti Decreti S. R. M. Venerabiles PP. Soc. JESU præmonitos relinquimus, ut amovendo in posterum omnem occasionem mali, Decreto prænominato S. R. M. in continenda Juventute Studiosorum satisfaciant, & illud per omnia observent. Hicque in continenti personaliter comparens Religiosus & admodum Reverendus in Christo Pater Casimirus Czyzewski Rector Collegii Thorun. Soc. JESU, suo & ejusdem Col. nomine manifestatus est contra Famatos Wescfal, Krygiel, Gymnasiastas Famatorum Probii, Fengiera, Szteczmana, Sztermy, Krauzy, Pisarkow, Grunal Gymnasiastam idque ideo: Quia ipsi contraveniendo Decreto prænominato S. R. M. Turres seu carceres Civitatenses pro demerito consuetos in Termino per idem Decretum præfixo scilicet Feriâ tertiâ proximè præterita non sunt ingressi, ex indeque pœnæ infamiæ, per Publicationem Decreto prænominato interpositam succubuerunt, quam quidem pœnam Infamiæ Ministerialis Regni Generalis in Actu superiùs specificatus Providus Albertus Kubczewicz, ex Mandato Judicii nostri publicavit, de quo idem Ministerialis fecit suam relationem. Nihilominus decernimus & mandamus. Quatenus satisfaciant sæpefato Decreto S. R. M., Domini pro Famulis suis in Decreto eodem specificati mulctas pecuniarias, per Decretum hocce assignatas in Termino per hocce Decretum præfixo, cui vigore ejusdem Decreti competit solvant, sub rigore in eodem Decreto expresso. Ad perpetuam autem memoriam inhærendo prænominato Decreto S. R. M. Assessoriali; locum competentem pro extruenda per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorun. Statua Marmorea in Honorem Beatissimæ & semper Gloriossimæ Virginis MARIÆ, in cornu penes murum Cæmeterii Ecclesiæ S. Joannis ab extra ex oppositu lapideæ Nobilis ac Spectabilis Rubinkowski Consulis, incipiendo à muro Cæmeterii in latum octo ulnarum, totidemque in longum in lapidea pro Fundamento prædictæ Statuæ, in Præsentia & consensu Deputati ex Nobili ac Spectabili Magistratu assignamus, & signis annotare demandavimus. Ne autem canale per decursum aquæ Fundamentis ejusdem Statuæ noceat, prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus, hocce canale alio decursu aquæ avertere se obligavit. Quibus omnibus ad laudem Omnipotentis DEI, sub feliciissimis auspiciis Sereniissimi ac Potentissimi AUGUSTI II. Regis Poloniarum, nec non Hæreditarii Ducis Saxoniæ, Principis & Electoris peractis & confectis, Actum Commissionis præsentis concludimus, & manibus nostris circa appensionem Sigillorum nostrorum subscripsimus. ANNO 1724.

Actum in Castro Junivladislaviensi in Vigilia Festi S. Thomæ Apostoli Anno Domini 1658.

AD Officium & Acta præsentia Castrensia Capitanealia Junivladislaviensis personaliter venientes Religiosi PP. Antonius Bækowicki Sacræ Theologiæ Doctor, & Guardianus Conventus Junivladislaviensis Ordinis *S. Francisci Minorum Conventualium*, *& Augustinus Jarocki Concionator Ordinarius itidemque ejusdem Conventûs*, *Ordinis S. Francisci Conventualium*, *Nominibus* obtulerunt ad Acticandum & Actis hisce ingrossandum, Literas Privilegii Pargamensis infrascriptas, manu *Sereniissimi Sigismundi Regis subscriptas*, cum Sigillo appenso cereo Cancellariæ Regni minoris communitas, & manu Generosi Stanislai Cemma Secretarii S. R. M. subscriptas, salvas, & illæsas, omnique suspicionis notâ, ut ex eis apparebat carentes. Quarum Literarum sequitur estque tenor talis. *Nos Sigismundus* DEI *Gratia Rex Poloniæ*, Magnus Dux *Lithuaniæ*, nec non Terrarum *Cracoviæ*, *Sandomiriæ*, *Siradiæ*, *Lanciciæ*, *Cujaviæ*, *Russiæ*, *ac omnium Terrarum Prussiæ*, *Pomeraniæ Dominus & Hæres.* Significamus tenore præsentium quibus expedit singulis & Universis, harum notitiam habituris, monstratum Nobis esse in membrana antiquum Privilegium Sacræ Memoriæ Racibori quondam Pomeraniæ Ducis Prædecessoris nostri manu Sigilloque signatum, in se continens Fundationem Monasterii ac Templi Beatissimæ Virginis MARIÆ Nascentis in Civitate nostra Thorunensi situm, in quo Monasterio, ac Templo Venerabiles Monachi Ord. S. Francisci, à principio Fundationis constituto Devotionem exhibere sunt soliti, Authoritate igitur nostra Regia uti ex assensu Consiliariorum nostrorum Regiorum Privilegium istud approbamus confirmamusque memoratis Monachis Ord. S. Francisci, relinquentes ipsis & concedentes perpetuum Jus Hæreditarium super Monasterio & Templo isto supradicto, in quo consuetum Devotionis exercitium perpetuis temporibus continuabunt, confirmamus; ipsis quoque perpetuam Hæreditariam Possessionem Templi & Monasterii istius, uti & totius areæ circa Templum muris comprehensæ, cum omnibus Mansionibus & areis intestinis, quemadmodum & braxatorio, quæ omnia unius formæ lateritiæ extructa, ab antiquo in unum spectantia, solis Venerabilibus Monachis istis, legitimisque eorum Successoribus, perpetuò permanebunt; nulla ipsis obstante injuria seu detractione à Republica nostra. Thorunenses Pannifici Civitaten. secundùm Constitutionem antiqui Privilegii singulis annis decem posituras Panni Venerabili Conventui ad vestitum reddere tenebuntur perpetuò, quod ne intermittatur Senatus noster Thorunensis curabit. Littus magnitudine quinque morgarum ab antiquo ad Monasterium spectabit, ligna ex sylvis Civitatensibus moræ sine obstantia sine interdictione Civitatis liberè evehentur, perpetuò molitio quorumvis frumentorum tàm ad usum Panis, quam cerevisiæ in molendino Civitatis Lubicz dicto remanebit salva Monasterio sæpe dicto, nullâ redditâ mensurâ, seu statione perpetuâ. Ex quo molendino Senatus Thorun. secundùm Ordinationem antiquam Conventui præfato Siliginis centum modios, tritici sexaginta, mallæ centum & viginti singulis annis dare tenebitur, perpetuis temporibus. Quæ omnia & singula præmissa quemadmodum in antiquo Privilegio Fundationis fulè scripta, in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, conclusionibus approbamus, & confirmamus, atque perpetuum firmitatis robur præsentibus mediantibus obtinere decernimus. Quibus in fidem ac robur præsens manu nostrâ subscripsit, Regnique nostri Sigillo firmat. est. Cracoviæ in Vigilia S Francisci Anno Domini 1507. Sigismundus Rex. Appensio Sigilli in Cera expressi, Stanislaus Cemma Secretarius S. R. M. manu propria. Quartum quidem Literarum seu Privilegii supra-

ANNO 1724. ſupraſcripti Originale iidem offerentes ab Officio præſenti receperunt de quo Officium præſens & ejus Cancellariam quietaverunt, quietantque Præſentibus.

Ex Actis Caſtrenſibus Capitanealibus Junivladislavienſibus Extraditi.

(L.S.) Correxit MÆKARSKI, mpp.

XXXIII.

6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de Succeſſion, & Union indiviſible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats Héréditaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. de Decembre* 1724.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguſte, Roi d'Allemagne, de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Iſles de terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & baſſe Sileſie, d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Burgau, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Rouſſillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alſace, Marquis d'Oriſtan & Comte de Geceano; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faiſons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres ſe ſont donnez par un effet de tendreſſe Paternelle, & par une prevoyance de ſageſſe, beaucoup de ſoins, pour établir dans notre Auguſte Maiſon une regle & forme de Succeſſion pour y être à perpetuité immuablement ſuivie & obſervée par toute leur poſterité de l'un & de l'autre ſexe, dans tous les évenemens, que la Providence Divine pourroit faire naitre dans la ſuite des tems. Que l'Ordre pour cette Succeſſion dans toute l'étenduë de nos vaſtes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en général qu'en particulier & en toutes inſeparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembremens & la diviſion entre les Héritiers de notre Auguſte Maiſon. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre très-honoré Biſayeul de glorieuſe Memoire par ſon Teſtament de 10 de May 1621. confirmé par ſes Codiciles de 8. Août 1635. a reglé l'ordre de Succeſſion entre les Archiducs ſes Fils & leurs Descendans Mâles par forme de Fidei-commis perpetuel, appellé communement Majorat, en ordonnant, que les Filles renonçaſſent à l'Héredité, & ſe contentaſſent de leur Dot, ſauf toutes fois *leur Droit de retour*, que le même Ordre a éte ſuivi par feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuſe Memoire, lequel comme Chef de notre Auguſte Maiſon, & ſeul en droit de diſpoſer de ſes Royaumes & Provinces Héréditaires, a établi le même Majorat *par le partage, qu'il a fait le* 12. *de Septembre* 1703. entre notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe Memoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſituez tant en ſes Pays, que dans la Monarchie d'Espagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de Succeſſion en un vrai Droit de Primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de ſureté il ajouta à ce Traité de très-ſolemnels Pactes de Succeſſion, ou de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties Contractantes de part & d'autre & dans lesquels, après que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui ſe devoit obſerver entre ledit Empereur Joſeph notre Frere & nous, & nos Descendans, ou celui des deux, qui ſurvivroit à l'autre & ſa poſterité, dans la maniere de ſucceder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Espagne, & les Païs, qui la compoſent, a été auſſi principalement convenu & diſpoſé, que les *Hoirs Mâles*, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'ainé exclura auſſi tous ſes autres Freres puinez de toute l'Hérédité, de ſorte que la Succeſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoyent, demeurera toute entiere, & en indivis attachée inſeparablement à l'ainé des Mâles, ſelon l'Ordre de la primogeniture; dans lequels ſusdits Pactes & Conventions de Succeſſion a été auſſi diſpoſé & reglée la maniere, dont les Archiducheſſes ſe doivent ſucceder au défaut des Mâles, ſi le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Après la mort de l'Empereur Joſeph notre très-cher & très-aimé Frere, étant auſſi devenu l'unique Succeſſeur & Héritier, tant de notre propre Chef, que par le Droit du ſang, & en vertu des diſpoſitions faites par nos Auguſtes Ancêtres de tous les Royaumes & Etats Héréditaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le ſeul Maitre abſolu, avons, par notre Déclaration & Diſpoſition publiée le 19. Avril 1713. en préſence d'un grand nombre de nos Conſeillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Préſidens de nos Provinces, & de nos autres Miniſtres, renouvellé non ſeulement le Droit de Primogeniture, déja ſi fortement établi & enraciné dans notre Auguſte Maiſon; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puiſſance, & ſelon l'exigence de l'état de nos affaires érigé en forme de Pragmatique Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce Droit de *Primogeniture & de Succeſſion* plus clairement établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguſte Maiſon, & au défaut d'iceux étendu en ſa maniere aux Archiducheſſes: Nous avons declaré en des termes intelligibles & exprès, qu'au defaut des Mâles la Succeſſion échoira, en premier lieu aux Archiducheſſes nos Filles, en ſecond lieu aux Archiducheſſes nos Nieces, Filles de notre Frere; & en troiſième lieu aux Archiducheſſes nos Sœurs, & enfin à tous les Héritiers Descendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de Succeſſion lineale, tel qu'il eſt marqué dans notre ſusdit reglement, lequel ſe trouve entierement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, ſelon *le rang de la Primogeniture* & Succeſſion lineale. En conſequence & en execution de cette Sanction, la Sereniſſime Archiducheſſe Marie Joſephe, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, à préſent Epouſe du Sereniſſime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non ſeulement, avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon, & le ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle, & par ſon Serment, mais Elle l'a auſſi ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage, & avec Elle le Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie Electeur de Saxe, ſon Beau-Pére, comme auſſi le Sereniſſime Prince Royal & Electoral ſon Mari ont reconnu, & ſe ſont obligez, par Serment ſolemnel en termes formels d'obſerver ledit Droit de Primogeniture, & le ſusdit Ordre de Succeſſion. C'eſt auſſi en conformité desdites diſpoſitions que dans le même par une Déclaration & ſtipulation également ſolemnelle, il a été reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Descendants de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de ſucceder aux Royaumes de ſes Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant le defaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaiſe jamais. La même choſe a été obſervée enſuite avec la Sereniſſime Archiducheſſe, Marie-Amelie, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, Epouſe du Sereniſſime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon & le ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale, confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle & par ſon Serment, l'ayant de même ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage & avec Elle le Sereniſſime Electeur de Baviere, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince

ANNO 1724.

ANNO 1724.

Prince Electoral ſon Mari ont reconnu & ſe ſont obligez par Serment ſolemnel en termes formels, d'obſerver ledit Droit de Primogeniture & le ſusdit Ordre de Succeſſion, en conſequence des prédites diſpoſitions par une Declaration & ſtipulation pareillement ſolemnelles; il a été dans le même tems reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de *ſucceder aux Royaumes* de ſes Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant *le defaut d'Archiducs*, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Et conſiderant qu'il eſt très-important pour la ſûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous poſſedons dans les Païs-Bas, que ledit Ordre & regle de Succeſſion indiviſible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires ſituées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogeniture établi dans notre Auguſte Maiſon ſoient reçus, introduits, établis & promulguez dans nosdites Provinces de Païs-Bas, pour Sanction Pragmatique & Loi perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi ſoit dérogé à celle touchant la Succeſſion du Prince desdites Provinces établie dans nos Païs-Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predeceſſeur, par ſa Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1549. reçuë, par chacun de leurs Etats dans leurs Aſſemblées & jusques a préſent y reſtée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant ſeulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne ſeroient pas conformes aux ſusdits Ordre & regle de Succeſſion, lesquelles en tous autres cas ſeront entretenuës & obſervées comme du paſſé. Nous avons fait communiquer & propoſer ce que deſſus aux Etats reſpectifs de nos Provinces desdits Païs-Bas, afin qu'ils vouluſſent ſe conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de Succeſſion indiviſible, & tous les Etats ayant ſur ce meurement deliberé dans leurs reſpectives Aſſemblées & ſpecialement reflechi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y ſont unanimement & volontairement conformez, & ont, en tout reſpect & ſoumiſſion & avec une extreme reconnoiſſance, accepté la ſusdite Pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible & tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de Succeſſion à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indiviſible de tous nos Païs & Etats Héréditaires, conſentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquiéme, de glorieuſe Memoire, entant qu'elle n'eſt pas conforme à notre ſusdite Sanction Pragmatique, concernant la Succeſſion à la Souveraineté desdits Païs-Bas, & Nous ont ſupplié très-inſtamment, de faire publier nôtre dite Pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il ſoit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héréditaires à toujours obſervé en Loy irrevocable & inalterable, ainſi qu'il en conſte par les Actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil ſuprême établi auprès de notre Perſonne Royale pour les affaires des mêmes Païs, avons, conformement à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Païs-Bas & à leur requiſition, de nôtre certaine ſcience, autorité & puiſſance abſoluë, qui peut Nous competer comme Souverain Prince & Seigneur desdits Païs ordonné, ſtatué & decreté, ordonnons, ſtatuons & decretons par ces préſentes la ſusdite Pragmatique Sanction, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Païs-Bas, & qu'en conſequence d'icelles la Succeſſion de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Païs, *en une maſſe & indiviſiblement*, échoira doresnavant, ſelon ledit Droit de Primogeniture & Ordre de Succeſſion lineale, & reſtera à nos Descendans Mâles tant qu'il y en aura aucun: & *au defaut de ceux-ci*, ce que Dieu ne veuille, aux Archiducheſſes nos Filles, toujours ſuivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, ſans le pouvoir jamais partager; & qu'au defaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendans de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux Princeſſes Filles de nôtre Frere l'Empereur Joſeph, de glorieuſe Mémoire, & à leurs Descendans, de l'un & de l'autre Sexe, ſelon ledit Droit de Primogeniture; & qu'arrivant l'extinction de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire ſera entierement reſervé aux Princeſſes nos Sœurs & leurs Descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & ſucceſſivement à toutes les autres Lignes de l'Auguſte Maiſon, à chacune ſelon le Droit de Primogeniture & ſuivant le rang qui en reſultera, & ce nonobſtant le Reglement & ancienne Loi, touchant la Succeſſion de Prince desdits Païs-Bas, établie dans lesdits Païs par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquieme, du quatrieme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes Coûtumes d'aucunes de nosdites Provinces, auxquelles, pour les cauſes & conſiderations ſusdites avons de notredite autorité & pleine puiſſance derogé & derogeons, en ce que la ſusdite Sanction & Coutumes ne ſeroient conformes à notre préſente Diſpoſition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & ſoient entretenuës & obſervées.

Si donnons en Mandement à notredit Conſeil d'Etat établi dans nos Païs-Bas, Preſident & Gens de notre grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil de Brabant, Gouverneur, Preſident & Gens de notre Conſeil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conſeil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Faulquemont & Daelhem & d'autres nos Païs d'Outre-Meuſe, Preſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, grand Bailly, Preſident & Gens de notre Conſeil de Namur, Bailly de Tournay du & Tournesis, Preſidens & Gens de nos Chambres des Comptes, Ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Juſticiers, Serviteurs, Vaſſaux & Sujets, préſens & à venir & chacun d'eux en ſon regard, que cette notre préſente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction Pragmatique ils retiennent & obſervent & faſſent retenir & obſerver inviolablement & à toujours pour Loi perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours ſouveraines & desdites de nos Comptes à l'enterinement de cesdites préſentes, & les faiſant enregiſtrer pour l'entier accompliſſement d'icelles au tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au Vidimus desdites préſentes, depêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi ſoit ajoutée par tout, où il en aura beſoin. Car ainſi Nous plaît-il. Et afin que ce ſoit *choſe ferme & ſtable* à toujours, Nous avons ſigné cesdites préſentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Réſidence Imperiale de Vienne en Autriche le ſixieme jour du Mois de Decembre, l'an de grace mil ſept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Espagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme auſſi le treizieme.

CHARLES,

Prince de Cordonna Ps. Vt.

(L.S.) *Par Ordonnance de Sa Majeſté*,

A. F. DE KURZ.

ANNO 1724.

XXXIV.

Edit du Senat, du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decez du Czar* PIERRE, *la Czarize* CATHERINE ALEXIEWNA *ſon Epouſe eſt demeurée Imperatrice & Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10. *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITÉ *prêté en conſequence, par tous les Senateurs, Miniſtres, Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui ſe trouverent preſens à St. Petersbourg; comme auſſi par les Bourgeois de la Ville le* 13. *Fevrier* 1725. [Feuille volante imprimée.] 1725. 13. Fevr.

ON fait ſavoir à tous, & à un chacun par ces préſentes, qu'il a plû à Dieu Tout-Puiſſant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Prince Pierre le Grand

ANNO 1725.

Grand Empereur, & Souverain abſolu de toutes les Ruſſies, Pere de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succeſſion à l'Empire Ruſſien a été réglé par Sa Majeſté Imperiale, de très-glorieuſe Memoire, dans ſa Declaration du 5. Fevrier 1722., qui a été publiée à toute la Nation, & confirmée avec Serment par tous les Etats aſſemblez; ſavoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majeſté Imperiale de choiſir pour cela, lui ſuccederoit. Enſuite de quoi Elle a voulu que l'année derniere 1724. ſa chere Epouſe, notre très-gracieuſe Imperatrice & Dame, Dame Catherine Alexiewna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, à cauſe des innombrables, grands, & importans Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Ruſſien; ce qui a été ſuffiſamment, & amplement déduit dans la Declaration du 15. Novembre 1723.

A ces cauſes, le Senat ou Conſeil de Regence, & le Sacré Synode conjointement avec la Generalité ont unanimement ordonné, & font notifier par la preſente Declaration imprimée, à ce que perſonne n'en pretende cauſe d'ignorance, que tous, & un chacun ſoit Eccleſiaſtiques, ſoit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils ſoient, d'être ſoumis, & fidelles à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Imperatrice, & Dame, Dame Catherine Alexiewna Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies.

L'Original a été ſigné par le Senat ou Conſeil de Regence, par le Sacré Synode, & par la Generalité.

Serment de Fidelité.

QUoique j'aye déja prêté Serment tant au Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Monarque de toutes les Ruſſies, Pierre le Grand de glorieuſe Memoire, qu'à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Grande Dame l'Imperatrice Catherine Alexiewna, je confirme néanmoins ma très-ſoumiſe Fidelité envers la Très-Sereniſſime & Très-Puiſſante Grande-Dame, l'Imperatrice Catherine Alexiewna Souveraine de toutes les Ruſſies &c. conformement au Reglement, & Statut de Sa Majeſté Imperiale, de glorieuſe Memoire. Ainſi je ſouſſigné promets à Dieu Tout-Puiſſant, & jure ſur ſon Saint Evangile, que je veux, & ſuis obligé de reconnoitre Sa Majeſté ma Legitime Grande Dame, & Imperatrice, & après elle les Hauts Succeſſeurs de Sa Majeſté, qui ſuivant le bon plaiſir, & la Souveraine Puiſſance Imperiale que Dieu a accordée ſeront établis & jugé dignes d'occuper le Trône de Ruſſie: Que je ſerai un fidelle, ſincere, & ſoumis Serviteur, & Sujet de Sa Majeſté: Que j'employerai toutes mes facultez ſpirituelles, mes Biens, & même ma Vie, s'il eſt neceſſaire pour le maintien & la defenſe des Droits, & Prérogatives de la Haute & Souveraine Puiſſance, & Autorité de Sa Majeſté, déja ſtatuez ou à ſtatuer dans la ſuite: Enfin, que j'aiderai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occaſion, au ſervice de Sa Majeſté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une maniere que je puiſſe en repondre devant Dieu, & ſon jugement ſevere: Ainſi, Dieu me ſoit en aide, tant pour l'Ame, que pour le Corps; & pour affirmer mon Serment, je baiſe la Parole de Dieu, & la Croix de mon Redempteur: Amen. A St. Petersbourg le 13. Fevrier 1725.

XXXV.

20. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter ſummum Pontificem* BENEDICTUM XIII. *& Invictiſſimum* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimiſſione Urbis Comaclenſis factæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ab eodem Auguſtiſſimo Imperatore.*

QUum compoſita ac conventa fuerint inter Partes, quæ Cameræ Cæſareæ rationes reſpiciebant, pro implemento jam ſtabilitæ evacuationis & dimiſſionis, & pro iſtarum actu perficiendo & explendo præſtituta fuerit proxima poſterior dies vigeſima mane, deſtinato ad hunc effectum Loco, nempe Aulâ magnâ, in qua convocari ſolent Conſilia hujus Illuſtriſſimæ Civitatis.

Quumque proinde condictis hora & Loco præcedenter convenerit, ut inchoaretur præordinata ſolemnitas, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Commiſſarius Cæſareus, jam ibidem convocato Reverendiſſimo Capitulo & Clero, & convocatis univerſis Civium & Populi Ordinibus, iterum illis palàm & ſolemniter enunciavit cauſam ſui adventus, Cæſareamque Commiſſionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Kesler alta & intelligibili voce publicari fecit Articulos Pontificium inter & Cæſareum Dominos Plenipotentiarios ſtabilitos, & Apoſtolica Imperialique Ratihabitionibus confirmatos; iidemque publicati Articuli mihi Notario infraſcripto traditi fuere per dictum D. Kesler, ad effectum eos hic inſerendi, & ſunt tenoris ſequentis.

ANNO 1725.

Articuli publicati.

Primò, promitti à Summo Pontifice pro ſe, ſuisque Succeſſoribus Romanis Pontificibus, Sedeque Apoſtolica, ſe, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occaſione Comacli, ſive ante, ſive per, ſive etiam poſt aprehenſam à Copiis Cæſareis ejus poſſeſſionem, Territorio Sedis Apoſtolicæ, ejusve Subditis quocumque demum modo illata fuiſſent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacra Cæſ. Majeſtate, Sereniſſimaque Domo Auſtriaca quidquam poſtulaturos, neque etiam à Subditis & Incolis Comaclenſibus eo nomine ullos indemnitatis aut reparationis ſumtus exacturos, quin immo vi hujus Articuli omnes iſtas, aliasque ejusmodi prætenſiones pro penitus ſublatis perpetuò habendas eſſe.

Secundò, poſſeſſionem Comacli à Sacra Cæſ. Majeſtate eo dumtaxat Pacto dimitti, ut in eamdem Sedes Apoſtolica reſtituatur ut prius, ita ſcilicet ut neque eidem Sedi Apoſtolicæ per hanc reſtitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio vel Domui Ateſtinæ quidpiam Juris ſublatum eſſe cenſeatur, ſed Sacræ Cæſ. Majeſtatis, & Imperii, Domusque Ateſtinæ Jura omnia, tam reſpectu poſſeſſorii quam petitorii, ſalva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Conveniſſe de Amneſtia generali pro omnibus Subditis & Incolis Comaclenſibus, & ſpecialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea, ſuam erga Cæſaream Majeſtatem & Imperium devotionem peculiariter teſtati, vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex cauſis ſive publicis, ſive privatis ad Aulam Cæſaream ejusque Adminiſtros ablegati fuerunt.

Ac proinde vigore hujus Amneſtiæ prædictis Subditis & Incolis Comaclenſibus, nec quoad perſonas, nec quoad bona, ſtatum, vel ſecuritatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi cauſis, quidquam moleſtiæ aut impedimenti directe vel indirecte inferendum eſſe. Porro ſarta tecta ſervari omnia Jura, Privilegia, Immunitates & Prærogativas, quibus Subditi & Incolæ Comaclenſes ante ſupradictam occupationem uſi & potiti ſunt, vel uti aut potiri debuiſſent.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis & Cameræ Pontificiæ recipit & pro recepta ex nunc haberi vult reſtitutionem realis poſſeſſionis dictæ Civitatis Comaclenſis, aliorumque Locorum occupatorum & pertinentiarum, in eo in quo prius erant ſtatu juxta præſentis Conventionis modum & Articulos præinſertos, acceptat, eodem etiam nomine promittens ea quæ à Summo Pontifice præſtanda in præmiſſis Articulis continentur.

Inſuper Eminentiſſimus & Reverendiſſimus Dominus Cardinalis Alvarus Cinfuegos, nomine quo ſupra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimiſſionis & reſtitutionis, præſidia Cæſarea eorumque milites, intra tres Menſes à die Ratihabitionis computandos, à dicta Civitate Comaclenſi, locisque occupatis receſſuros, ac tam Militares quam civiles cujuscumque generis Officiales, juxta conſuetum in hujusmodi evacuationibus modum, ſuppeditatis tamen Navigiis, vel Curribus & jumentis pro locorum opportunitate neceſſariis ad asportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut integrum liberumque Summo Pontifici ſit præſidium ſuorum Militum inducere & collocare, ibidemque poteſtatem libere, ut prius, exercere.

A tergo: Extractus ex Ratificatione Tractatus Pontificio-Cæſarei ſuper dimiſſione Comacli. Viennæ 11. Decembris 1724.

ANNO 1725.

Et de prædicta Lectura, publicatione & inſertione ipſe ſolus rogatus extiti ſicuti etiam de Antecedentibus Actis ſecutis ante adventum præfati Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii.

Ego J. C. Antonius Maria Auregius, Filius quondam Domini Johannis Baptiſtæ, Cunſidicus Collegiatus Mediolani &c.

XXXVI.

30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinenſi anni* 1718. *pro baſi & fundamento hujus ſtatuto, Regna Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO; *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæſar ex Monarchiâ Hispanicâ in Italiâ & in Belgio actu poſſidet, ſuæ Sacræ Cæſareæ Majeſtati ceduntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, ſi quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi Secundo genito Sereniſſimæ Hispaniarum Reginæ Filio deſtinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte ſolemniter interpoſitis; illa nimirum* CAROLI *Cæſaris Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monaſterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici, Imperatori extradita, in Puncto Juris Reverſionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Maii* 1725. Sequuntur LITERÆ *Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *Jean Pierre van Ghelen*, Imprimeur de la Cour; avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

NOtum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodocunque intereſſe poteſt.

Poſtquàm ſub finem Anni Milleſimi Septingenteſimi, quo Rex Hispaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclytæ Memoriæ, improlis è vita deceſſit, cruentum, diuturnumque Bellum ſuper Succeſſione in ejusdem Regna, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, &c. Pientiſſimæ recordationis ex una: & inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in aſſistentia Sereniſſimi & Potentiſſimi in Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum eſt, cui ſubinde Sacrum Romanum Imperium, Sereniſſimus quoque & Potentiſſimus Magnæ Britanniæ Rex GUILIELMUS, Ejusque in Regno Succeſſor Sereniſſima & Potentiſſima Domina ANNA, Celſique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii acceſſerunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter Iſtos factâ, Bellum, quod tunc inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per ſubſecutam Anno 1714. Pacem Badenſem quoque deletum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altefatam; inter Suam Majeſtatem Cæſaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc fervebant, per Acceſſionem ad Tractatum Londini die $\frac{\text{2. Aug. St. n.}}{\text{22. Julii St. v.}}$ 1718. initum, acceptationemque Conditionum utrique eorum, prout & Regi Sardiniæ in eo propoſitarum felici quoque Numine ſedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhucdum controverſis ad particularem Congreſſum ſubinde in Urbe Cameraci inſtitutum remiſſis, ſub Amicis Mediatoriis Officiis Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Galliarum LUDOVICI XV. ac Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Magnæ Britanniæ GEORGII definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus Partibus eò miſſos ſub præfata Mediatione à triennio abhinc operoſè quidem, verùm ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipſum, cùm & ſpes nulla felicioris in futurum ſucceſſûs affulgeret, in cauſa erat, quòd Sereniſſimus Hispaniarum Rex Catholicus Conſilium ceperit, dicta adhuc controverſa Puncta cum Sua Majeſtate Cæſarea & Catholica in ipſa Urbe Viennenſi per Miniſtros utrinque ad id opus cum plena poteſtate munitos amicè definiendi: ad quod Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium actualem Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallum, ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium, actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwalſee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium: Sua Majeſtas verò Regia Catholica Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterlant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter ſe colloquiis tandem in ſequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiis.

ANNO 1725.

ARTICULUS PRIMUS.

PAx ſit Chriſtiana, univerſalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæſaream Catholicam Majeſtatem, & inter Regis Hispaniarum Catholicam Majeſtatem, utriusque eorundem Hæredes, & Succeſſores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità ſincerè ſervetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Baſis, & Fundamentum, Regula, ac Norma iſtius Pacis eſt, & ſit Tractatus Londinenſis de die $\frac{\text{2. Aug. St. n.}}{\text{22. Julii St. v.}}$ Anni 1718., propoſitæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majeſtate Cæſarea Catholica eâdem ipſâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badenſem die 7. Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia ſtabilitam turbata fuerunt, actu reſtituit Suæ Majeſtati Cæſareæ Inſulam & Regnum Sardiniæ in eo ſtatu, quo erat tunc, cùm illud occupavit: Renuntiavitque Suæ Majeſtati Cæſareæ omnia Jura, Prætenſiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majeſtas Cæſarea de illo ceu de re ſua plenè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, diſpoſuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad conſtituendum duraturum in Europa æquilibrium ea viſa fuerit, ut pro regula ſtatuatur, nè Regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, unirique poſſent, iſtæque duæ Monarchiæ perpe-

ANNO 1725.

perpetuis futuris temporibus ſeparatæ remanerent, atque ad obſirmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò neceſſariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regno ſuccedendi tribuere poterat, uni è duobus pro ſe, totaque ſua Poſteritate ſolenniter renuntiaverint, adeò ut iſta utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem abierit in Comitiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectenſis die 11. Aprilis 1713. conſolidatam, Sua Majeſtas Cæſarea Legi adeò neceſſariæ & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtræ ſuſpicionis anſam tollere, tranquillitatique publicæ conſulere volens, acceptat, & conſentit in ea, quæ in Tractatu Trajectenſi ſuper Jure, & Ordine Succeſſionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, ſancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro ſe, quàm pro ſuis Hæredibus, Descendentibus, & Succeſſoribus Maribus & Fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in univerſum Prætenſionibus quibuscunque, nullâ penitùs exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenſes agnitus fuit Legitimus Poſſeſſor, prout jam ſolennes deſuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac ſuper his Inſtrumenta ſolita Suæ Majeſtati Catholicæ, Partibusque Compaciscentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Majeſtas Cæſarea amore Univerſæ Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit, quòd Dominus Dux Aurelianenſis, Juribus, & Rationibus ſuis in Regnum Hispaniæ pro ſe & pro ſuis Descendentibus, ſub ea Conditione renunciaverit, nè Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno ſuccedere unquam poſſet, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, ſinet prætereà eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Succeſſores, Masculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum poſſeſſio ipſi per Tractatus Trajectenſes aſſerta fuit, neque eum in dicta poſſeſſione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias ſibi ſumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majeſtate Cæſarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus viciſſim renuntiat, tam ſuo, quàm Suorum Hæredum, Descendentium, & Succeſſorum Marium & Fœminarum Nomine, Suæ Majeſtati Cæſareæ, ejusque Succeſſoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque, nullâ penitùs exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italia, vel in Belgio actu poſſidet, eique vigore Tractatûs Londinenſis obveniunt, abdicatque ſe univerſim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam ſive in Belgio, ſive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis à Sua Majeſtate Cæſarea Reipublicæ Genuenſi Anno 1713. . . . . ceſſus, diſertè quoque comprehenſus intelligatur, ſuper quo ſolennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac ſuper his Inſtrumenta conſueta Suæ Majeſtati Cæſareæ, & Partibus compaciscentibus extradidit. Sua Majeſtas Catholica renunciat pariter Juri reverſionis ad Coronam Hispaniæ ſibi ſuper Regno Siciliæ reſervato, omnibusque aliis actionibus, & prætenſionibus, quarum prætextu Suam Majeſtatem Cæſaream, ejus Hæredes, & Succeſſores, directè, vel indirectè tam in ſupradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi poſſidet, turbare poſſet.

VI. Sua Majeſtas Cæſarea in contemplationem Sereniſſimæ Hispaniarum Reginæ conſenſit jam ſub reſervato Imperii conſenſu, eoque ſubinde obtento iterum conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita à Partibus compaciscentibus in Tractatu Londinenſi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia Sexûs Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginæ Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati: iisque deficientibus, ſecundo-aliique Poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii pariter cum eorum Poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis Jure perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac conſuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus ſuccedant. In cujus rei ſecuritatem Sua Majeſtas Cæſarea præfatis Principibus promiſſas Literas Expectativas Eventualem Inveſtituram continentes ſtilo ſolito actutum expediri, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præſens obtinent, ſalvâque illorum per omnia quietâ poſſeſſione. ANNO 1725.

Placuit tamen Oppidum Liburni in perpetuum eſſe, & deinceps permanere debere Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc eſt.

Adpromittit inſuper, obligatque ſeſe Rex Catholicus, quòd Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Inſulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, ſuo & Reginæ Filio cedet, tradetque, quamprimùm iſte tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatûs poſſeſſionem pertingat.

Abdicatque à ſe, ſuisque Succeſſoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam ſibi aſſerendi, acquirendi, aut unquam poſſidendi: quin nec Tutelam Principis, cui iſti Ducatus obvenient, ſuscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum ſpondent, bonâ fide ſe religioſeque obſervaturos, quæ in Fœdere Londinenſi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Poſſeſſoribus, proprio aut conductitio milite acta ſunt, ita tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos ſecundùm Literas Inveſtituræ Eventualis ejusdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

VII. Sua Majeſtas Catholica renunciat pro ſe, ſuisque in Regno Succeſſoribus, & Hæredibus, Poſteris item ſuis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reverſionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Inſtrumento Ceſſionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ ſibi reſervato, Literasque, ut vocant, Reverſales deſuper confectas Suæ Majeſtati Cæſareæ unà cum Inſtrumento Ratificationis iſtius Tractatûs bonâ fide extradet: ſalvo tamen Reverſionis Jure in Inſulam & Regnum Sardiniæ juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ ſibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus ſpondent, mutuoque ſe obſtringunt ad Defenſionem, ſeu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu poſſident, aut quorum, quarumve poſſeſſio ad Illos vigore Tractatûs Londinenſis per hoc Pacis Inſtrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amneſtia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, ſcriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè ſeu indirectè, geſta, aut patrata fuerunt; Gaudeantque iſtâ generali Amneſtia, & Abolitione omnes & ſinguli utrinque Subditi cujuscunque Statûs, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs ſint, tam Eccleſiaſtici, quàm Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis ſecuti ſunt, vigore cujus univerſis & ſingulis permiſſum, & licitum ſit, recipere plenariam Poſſeſſionem, & uſumfructum ſuorum Bonorum, Jurium, Privilegiorum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis ſub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhærere cœperunt, gaviſi, & fruiti fuerunt, non obſtantibus Confiscationibus, Arreſtis & Sententiis ſub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Inſuper virtute ejusdem Amneſtiæ, & Abolitionis omnibus & ſingulis Subditis, qui unam alteramve Partem ſecuti ſunt, fas, liberumque eſto, Patriam ſuam repetere, bonisque ſuis uti, frui, planè ac ſi Bellum nullum interveniſſet, datâ eis omnimodâ facultate, dicta bona ſua ſive per ſe, ſi iis præſentes ſint, ſive per Procuratores, ſi abeſſe à Patria maluerint, adminiſtrandi, eaque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro lubitu ſuo disponendi, ad eum omninò modum, quo ante cœptum Bellum de iis disponere valuêre: Dignitates quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permanento, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ ſunt, controverſias, placuit, ut Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majeſtas Hispaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Ti-

ANNO 1725.

tulis utrinque assumptis imposterum vitâ utriusque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Successores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt, assumant, aliis verò abstineant.

XI. Dux Parmæ conservetur, & manuteneatur in Possessione omnium suorum Statuum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis fuit; Quæ verò cum finitimis Suæ Majestatis Cæsareæ Provinciis subvertunt controversiæ, eæ per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabiliter decidantur.

XII. Sua Majestas Cæsarea adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectensem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis subsecutas, nec non per præsens Pacis Instrumentum confirmatum, tueri se, Guarantiamque desuper præstare, &, quoties opus, manutenere velle; vicissim Rex Hispaniæ tueri, & guarantigiare quoque spondet, eum Succedendi ordinem, quem Sua Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilis, ac Inseparabilis Fidei-Commissi Primogenitură affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, ac grato, submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus, Serenissimarum Infantum MARIÆ, & MARGARITHÆ, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu usuræ annuæ pro ratione sortis stipulatæ percipiebantur, restituatur, vel loco istarum Dotium, & Hypothecæ sors ipsa in ære parato semel pro semper unà cum fructibus tam antè obitum Regis CAROLI II. quàm post acceptatum Tractatum Londinensem ex iis perceptis Suæ Majestati Cæsareæ persolvantur.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalaunia à se, vel ejus Nomine contracta, exsolvit, & quæ adhuc liquidò extant, persolvenda in se recipit; ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Suæ Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majestas Regia exsolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimestre à subscripta Pace ab utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis existentium variè actum sit, tandem super iis ità transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comitis extans cum Viennensi compensetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvat.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi, qui intrà unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo concluśam promittunt Commissarii Cæsarei, & Regius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum, & Ratificationum Instrumenta intrà bimestre spatium, aut citiùs si fieri possit, hîc reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porrò cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprà frequentior mentio facta est, partem istius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in solenni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annectere placuit.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquàm post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis* CAROLI II. *Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diù, fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ, ac discussâ, die secundâ Mensis Augusti hujus Anni* 1718. *Londini Nos inter, & Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *sub Tutela Serenissimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsuico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluśi, signatique fuerint, eo unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantùm Pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quàm per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatûs possidere debemus, denuò immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum à Nobis facienda. Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis siniştræ suspicionis ansam removeremus, Juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Nostros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quòd per illam ea quoque Renuntiatio, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps PHILIPPUS QUINTUS *Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub* 5. *Novembris Anno* 1712. *in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis* 24. *Die Mensis Novembris Anno* 1712. *Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die* 19. *ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Trajectenses* 11. *die Mensis Aprilis Anno* 1713. *confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.*

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut competere possent, idque omne jus Nostrum in modò-dictum

ANNO 1725.

dictum Sereniſſimum Principem PHILIPPUM *Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores, Mares & Fœminas, his verò quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam juxta præfati Tractatûs tenorem, ac in eo ſtatutum ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina in Principem Amadeum à Carignano ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Masculinâ, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrominio natos, ceu ab Infante Catharina Regis* PHILIPPI II. *Filia oriundos, ex certa ſcientia ſpontè, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Noſtris Hæredibus, Descendentibus, & Succeſſoribus Noſtris omnibus rationibus, & Juribus, quæ Nobis aut Ipſis, in dicta Regna quomodocunque, ſive jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quâcunque ratione poſſent.*

Confirmamus, approbamusque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hiſpaniarum ac Indiarum, volentes, ac ſtatuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obſtantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expreſſè derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli & obſervantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læſionis enormis, & enormiſſimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, ſpontè, & ex certa ſcientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, ſeriò, ſancteque ſpondentes, Nos ſæpèfatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejusque Poſteros, Hæredes, & Succeſſores in tranquilla & pacifica poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore ſive armis, ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod Ipſis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum, Bellum econtra quod Nobis ab Ipſis, aut Ipſis deficientibus ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſâ inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quòd ſi fortè ad hunc Renunciationis Noſtræ Actum aliquid amplius deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini noviſſimè inito, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus. Verbo Noſtro Cæſareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Ceſſionis Abdicationis, & Renunciationis Inſtrumento continentur, Sanctè, Religioſeque obſervaturos cùm Nos, tùm à Noſtris Poſteris, & Succeſſoribus, Subditisque Noſtris eſſe curaturos obſervari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Ceſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, à quo abſolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præſentia Teſtium infrà ſcriptorum firmavimus, præſensque Renunciationis Inſtrumentum manu propriâ ſubſcriptum Cæſareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Præfati Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis depoſuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo ipſo Tractatu præſcriptis, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Noſtrorum Romani Septimo, Hiſpaniarum Decimo Sexto, Hungarici verò & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præſentes fuêre Celſiſſimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthſon, Comes de Falkenſtein, Liber Baro in Sprechen- & Schrottenſtein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tſchechtiz, Krzyſaudou, Hammerſtatt, Geblou, Zahradka, Neuſchlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Frieſing, & Oppidi Aggſpach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Auſtriæ, & Hæreditarius Mareſchallus Comitatûs Tyrolenſis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis. ANNO 1725.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Theſaurarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowiz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præciſor in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, & Aulæ Cæſareæ Cancellarius.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Gundaccarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhenberg in Schaumburg & Wäxenberg, Dominus Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Ober-Wallſée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwan, aurei Velleris Eques, Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius.

Reverendiſſimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Epiſcopus Valentinus, Conſiliarius actualis Statûs Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis, & Supremi Hiſpaniarum Conſilii Præſes.

Excellentiſſimus item & Illuſtriſſimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Statûs, ſupremique Hiſpaniarum Conſilii Conſiliarius.

Et quia Ego infraſcriptus Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, authoritate Cæſareâ atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri Præſens audivi, & vidi; Ideò in fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, & Sigillum meum appoſui. Anno & die ut ſuprà.

(L. S.) JOANNES GEORGIUS BUOL, S. R. I. E.

NOS PHILIPPUS *Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Occeani, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcellonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquàm poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis* CAROLI II. *Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam penè Europam diù, fœdeque afflixit. neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, adeò ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſe, ut collatis amicis conſiliis, reque maturè deliberatâ ac diſcuſſâ, die ſecundâ Menſis Auguſti Anni* 1718. *Londini inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *ſub Tutela Sereniſſimi Principis* PHILIPPI *Ducis Auralianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvici-Luneburgenſem, Sac. Rom. Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerunt, eò unicè collimantes, quô alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis, ſemperque magis firmetur, inter eos verò, qui adhuc diſſident, quantocyùs revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantum Pacis beneficium, ſublatis è medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur: ad aſſequendum verò tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quàm per ipſos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Hiſpaniæ & Galliæ, denuò immutabili lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœderumque ſocii ſunt, aut iis acceſſerunt, aſſerere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

ANNO 1725.

Cùm verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obvenient, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerint, à Nobis facienda.

Quòd Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatuum die 26. Januarii nuperi Madriti cùm ipsi acceptaverimus, tùm à Plenipotentiario Nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & Die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederimus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quòd per Cæsaris in Hispaniarum, Indiarumque Regna Renunciationem jam ea quoque Renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis, nostrisque posteris sub quinta Novembris Anno millesimô septingentesimô duo decimô in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationis, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesimâ quartâ die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Marlii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecimâ Die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuêre, convalidentur, atque adeò perpetua, & immutabili jam lege statutum, sancitumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevè optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renunciatione consistere censetur, diutiùs remoraremur, animo deliberato, ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibus & Posteris Nostris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones, ac Provincias à Sua Majestate Cæsarea in Italia, & Belgio in præsens possessa, & vi præfati Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finalien sem à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, disertè quoque Regna Siciliæ, atque Sardiniæ juxta Leges in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores, ac Posteros perpetuis futuris temporibus sublato penitùs omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ remanere: Regnum & Insula verò Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi, & tradi, reservato in illud, quando Posteritas, atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniæ Regis, deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat: Idque omne Jus Nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majestate Cæsarea possessa, & possidenda. in modò dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, ac Posteros, Mares & Fœminas, ex certa scientia, spontè, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, Renunciantes pro Nobis, Nostrisque Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris omnibus rationibus & Juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum & Provinciarum Subditis, speciatim ab Ordinibus Regni, quos vulgò las Cortes *appellant, recipiatur, Executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expressè derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris, & facti, Styli, & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, spontè & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, serio, sanctéque spondentes, nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majestate Cæsarea actutum jam possidentur, vel quæ, & quas vi Tractatûs ei cessimus, aut cedere debemus, esse permissuros, neque eos vi Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis, aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injustum, Bellum econtra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendi sui causâ inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quòd si fortè ad hunc Renunciationis Nostræ actum, aliquid ampliùs quàm hic expressum est, desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, Verbo Nostro Regio promittentes ea omnia, quæ in hocce Cessionis Instrumento continentur sanctè, religioseque observaturos, tùm à Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari.*

ANNO 1725.

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, & Renunciationis Actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangeliis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus. Præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coràm infrascripto Nostro Statûs Secretario, & ad hunc actum authoritate Regiâ Notario-Publico creato, Regioque Nostro Sigillo munivimus, in præsentia Testium, scilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Nostri Capellani & Elemosinarii. D. Restayni Cantelmi Ducis de Populi, Velleris aurei insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, nostrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò Guardias de Corps *Præfecti. D. Alvari Bazan & Benavides, Marchionis Sancti Crucis, Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Serenissimæ Reginæ Domûs Moderatoris. D. Ildefonsi Manrique Ducis del Arco pariter Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris. D. Victoris Amadei Ferreri Fiescii Principis de Masserano, insignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Suæ Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesimâ secundâ Junii Anno millesimô septingentesimô vigesimô.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joseph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinis Sancti Jacobi Eques, Riveræ & Areuchal in dicto Ordine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimus Cubicularius, Primus Statûs Secretarius, ac universalis Speditionis, nec non Referendarius ac Notarius Publicus, præsens fui Signaturæ hujus Instrumenti, & omnibus, quæ in eo expressa sunt. In quorum fidem meo proprio nomine subscripsi, in Monasterio Regio Sancti Laurentii Die vigesimâ secundâ Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

JOSEPH DE GRIMALDO.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.
(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

NB.

ANNO 1725.

NB. *Cùm Literæ Reverſales, quæ ſuprà in Articulo VII. à Duce Sabaudiæ nunc Rege Sardiniæ Regi Hiſpaniarum anno* 1713., *quo Regnum Siciliæ illi ceſſit, ſupponebantur fuiſſe extraditæ, juxta teſtimonium Regis Catholici aſſerantur nunquam fuiſſe confectæ, nec etiam ullibi exiſtere, hinc locò dictarum Reverſalium præfatus Hiſpaniarum Rex ſequentem Declarationem Suæ Majeſtati Cæſareæ Catholicæ extradidit.*

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galletiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis, Maris Oceani, Rex: Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ, & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitiæ, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus ſolenniter concluſi, per utriusque Partis Miniſtros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Viennæ in Auſtria die trigeſimâ Aprilis Anno inferiùs notato, percuſſi, atque ſubſcripti, & à Nobis noviſſimâ die vigeſimâ quintâ Menſis Maji, in Regia Noſtra Aranjuez dicta ſecundùm ipſius Tenorem, & formam ex animi ſententiâ acceptati, approbati, & ratihabiti; Enuncietur, proponatur, & aſſeratur, quòd Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Noſtrisque in Regno Succeſſoribus & Hæredibus, Poſteris item Noſtris utriusque Sexûs in perpetuum Juri Reverſionis Regni Siciliæ ad Coronam Hiſpaniæ, in Inſtrumento Ceſſionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reſervato, renunciamus, Litterasque, ut vocant, Reverſales deſuper confectas Suæ Majeſtati Cæſareæ unà cùm Inſtrumento Ratihabitionis iſtius Tractatûs bonâ fide extradituri, &c. Nobis planè neceſſè viſum eſt, his præſentibus notum facere, & aperire, ſicut re ipſâ notum facimus, aperimus, & declaramus, aſſerimus, & aſſeveramus, quòd quamvis Nos, cùm Sereniſſimo Principi Sabaudiæ Duci, nunc Sardiniæ Regi Regnum Siciliæ ceſſimus, Jus ipſius Reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ Nobis reſervavimus, nihilominùs Litteras, ut vocant Reverſales, deſuper conficiendas, & expediendas, confectas umquam, aut expeditas fuiſſe, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, aſſeritur, usque adhuc pœnitùs nescimus, & ignoramus, & ſi reapſè confectæ, abſolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem prorſùs Nobis latet, nunquam nobis traditæ ſunt, ipſasque nec accepimus, in poteſtate Noſtra nec ſunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipſius rei promiſſæ defectus & inexiſtentia adimplere vetat, prout fas Nobis eſt, excuſatam haberi à Sua Cæſarea Catholica Majeſtate ingenuè cupientes, quod in Noſtra poteſtate eſt, ſinceritas ſuggerit, candorque ſuadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, teſtificando, ſpondendo, & promittendo, quòd ſi quandoque præfatas Reverſales Litteras, & Reverſionis Inſtrumenta confectas ſeu confecta, & abſoluta fuiſſe conſtaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, ſi Nobis inſciis in noſtra poteſtate ſint, bonâ fide, abjectâ omni procraſtinatione, reſtituemus, & extrademus Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati, & ſi fortè in aliena, reſtitui, & extradi eidem Majeſtati, omnibus viribus, & conatibus Noſtris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Inſtrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes, ſpondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tùm pro Succeſſoribus, Regnorum Noſtrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Noſtræ voluntati ſubjaceat. In quorum fidem & validitatem præſentes Noſtras Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigillique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Statûs Secretarii Noſtri refrendatas. Datum in Regia hac Noſtra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigeſimâ quintâ Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Cæſarearum:

NOS CAROLUS *Sextûs Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, teſtatumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hiſpaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *viſum ſit, eos inter Nos utrosque adhuc pendentes Controverſiarum Articulos, qui in Tractatu Londinenſi de Anno* 1718. *ad peculiarem Congreſſum definiendi remiſſi fuerunt, hîc Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, poſtquàm ſuper iis Cameraci loco ad iſtum Congreſſum ſubinde deſtinato ſub Mediatione Sereniſſimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regio jam à triennio ab hinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Miniſtrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato inſtructum Illuſtrem & Magnificum Joannem Guiglielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA; *Dominum de Jenſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterlant, & Campen miſerit, qui exhibitis Plenipotentiæ ſuæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commiſſum ſibi hocce negotium ſufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos tam pio conſolidandæque univerſæ Europæ quietis proficuo Conſilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum uſu Illuſtriſſimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, Conſilii Aulico-Bellici Præſidis, Noſtrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi-Mareſchalli, ac Noſtrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illuſtris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Theſaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernſtbrunn, Domini Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Pincernæ in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illuſtris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus Oberwalſée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchalli Hæreditarii: plurimùm confiſi, Eos ad tractandum, concludendum & ſignandum Noſtro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propoſitos Pacis Articulos, & ſi quæ alio fortè, ad quæ ſpecialiori Mandato opus eſſet, tractanda occurrerent, Commiſſarios Noſtros tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios nominaverimus, & conſtituerimus, prout eos vigore harum nominamus & conſtituimus: Dantes eis plenam & omnimodam poteſtatem, authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & ſi quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & ſignandi, deſuper Inſtrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, ſi rem Ipſi tractaremus, agere, facereque poſſemus. Verbo Cæſareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Noſtros Commiſſarios tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum abſentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & ſignata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Noſtraque Ratificationum Inſtrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros eſſe. In quorum fidem, majuique robur præſentes manu Noſtrâ ſubſcriptas Sigillo Noſtro appenſo muniri juſſimus. Datas ex Arce Noſtra Laxemburgi die* 28. *Menſis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Tenor

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Hispanicarum.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deſeando dar à mis Pueblos y Vaſſallos el conſuelo, y alivio de una Paz univerſal, he ſolicitado por medio del Congreſſo de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, y haviendo manifeſtado la experiencia de eſtos ultimos quatro años, quanto ſe dilata el logro de eſta importancia, que ſiempre mas procuro, para mi mayor ſatisfaccion, valiendome de todos los medios poſſibles, y queriendo uſar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reſervada-y ſecretamente, una Perſona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deſeos, y anelos de eſtablezer la mas ſegura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Mageſtad Imperial, y la mas eſtrecha amiſtad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda conſideracion. Por las experiencias, y ſatisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humſterlant, y de Campen, he reſuelto elegiros, y nombraros (como en virtùd de la preſente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paſſeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es neceſſario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y repreſentando mi propria Perſona, podais proponer, ofrezer, oyr, conſentir, aſentir, y capitular con el expreſſado muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, y os diputare para eſte efecto, todo lo que juzgareis preciſo, y conveniente al referido importante fin, al de mi ſervicio, al bien de mis Reynos, y mayor ſeguridad, y permanencia de la Paz, que deſeo, de la union, buena correspondencia, y alianza que ſolicito eſtablezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à eſto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque ſea de tal calidad que requirieſe otro mas eſpezial Poder, y comiſſion, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expreſſado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo conſiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à eſtar y paſſar por ello, como coſa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y aſſi mismo me obligo à que dentro de el termino, que ſe ſeñalare, ſegun ſe eſtila, aprobare, y ratificare en eſpezial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requiſitos neceſſarios, y acoſtumbrados, todo lo que en virtud de eſte Poder ſe concluyere, y aſentare, general-e individualmente, paraque ſea valido, y eſtablezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el Sello ſecreto, y refrendada de mi infraſcripto Secretario de Eſtado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil ſetecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SE✠LLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

ANNO 1725.

Ratificatio Suæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodolibet poteſt. Poſtquàm Pace Univerſali per Conditiones in Tractatu Londinenſi die $\frac{2. \text{ Auguſt.}}{22. \text{ Julii.}}$ Anni 1718. iis Principibus, quos inter tunc Bellum adhuc perdurabat, propoſitas, & ab iis ſucceſſivè acceptatas in Orbem Chriſtianum revocatâ, illi controverſiarum Articuli, qui Nos inter & Sereniſſimum Potentiſſimumque Principem PHILIPPUM V. Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum peculiariter adhuc pendebant, in Congreſſu Cameracenſi ſub Mediatione Sereniſſimorum Potentiſſimorumque Principum LUDOVICI XV. Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britanniæ Regum diù fruſtrà tentati, annitente modòfato Rege Catholico, hîc Viennæ per Legatos Extraordinarios ad id cum plena Poteſtate utrinque inſtructos die 30. Aprilis infraſcripti Anni per Conventionem particularem amicabiliter transacti, atque in ſequentes conditiones concluſi ac ſignati fuerint,

Hic Loci inſertus fuit Tractatus Pacis.

Quòd Nos hæc omnia & ſingula à præfatis Noſtris Miniſtris acta, concluſa & ſignata, utpotè voluntati mandatoque Noſtro conſona, præhabitâ maturâ diligentique conſideratione ex certa Noſtra ſcientia approbaverimus & ratificaverimus, prout hiscè ea approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, verboque Cæſareo Regio atque Archiducali pro Nobis, Noſtris Succeſſoribus, & Hæredibus promittimus & juramus ſupràdeſcriptos Articulos, & quidquid in hac Pacis particularis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, neque ut ab ullo ex parte Noſtra iis contraveniatur, unquam eſſe paſſuros. In quorum omnium teſtimonium & fidem Sigillum Noſtrum Cæſareum Regium atque Archiducale huic Diplomati manu Noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum ex Arce Noſtra Laxenburgi die XVI. Menſis Junii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto: Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigeſimo ſecundo: Hungaricæ verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæſ. & Cath. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratificatio Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Quandoquidem in Urbe Viennenſi Tractatus Pacis, & Amicitiæ à Miniſtro Noſtro*

ANNO 1725.

Noſtro apud Cæſaream Majeſtatem Legato Extraordinario & Plenipotentiario, & ab ipſius Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis, conventus, concluſus, & ſubſcriptus fuerit, cujus tenor ad pedem Litteræ infrà inſeritur, & ut ſequitur, eſt de Verbo ad Verbum.

Hic loci fuit inſertus Tractatus Pacis.

Nos verò tam ſinceram inter Nos & Sereniſſimum & Potentiſſimum Imperatorem Pacis & Amicitiæ Conventionem conſolidare, prædictisque omnibus & ſingulis in præinſertis Capitulis, ſicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis, conventa, inita, transacta, promiſſa & firmata ſunt, robur & munimen Noſtræ Regalis Auctoritatis adjicere cupientes, ea omnia & ſingula, prout ſuperiùs inſertis Litteris contenta, perſpicaciter intuentes, Nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus, de Noſtraque certa ſcientia, & voluntatis plenitudine, maturaque & digeſta deliberatione pro Nobis, Succeſſoribus Noſtris, ſive Regnorum Noſtrorum Hæredibus natis, vel naſcituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis & Adhærentibus Noſtris, ac omnibus aliis, quorum intereſt aut intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperiùs inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac de novo, quatenùs opus eſt, per præſentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de verbo ad verbum præinſerta manent, & à præfatis utriusque Partis, nempe Noſtræ, & prælibatæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Oratoribus Extraordinariis & Plenipotentiariis promiſſa, & ſubſcripta fuerunt; ſemper & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manutenere & manuteneri; ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque umquam per Nos vel alium ſeu alios, publicè vel occultè, directè aut indirectè aut alio quovismodo, aliquâ ratione, cauſâ vel occaſione contra facere aut venire pollicemur, promittimus, & juramus; & ſolenniter expromittimus & facimus Sacramentum in verbo & fide Regia; & ſi ab aliquo in ſupradicta omnia & præinſerta, vel eorum ſingula imminutio, aut Pactorum diminutio, ſeu Contraventio, quomodocunque ſit aut eſſe poſſit, temerè ageretur aut patraretur; is profectò audaciæ & inconſiderantiæ ſuæ, pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum ſedulò, & abjectâ omni cunctatione & procraſtinatione reſtituere faciemus; pro quibus omnibus & eorum ſingulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & ſupponimus Regna & Bona Noſtra ac Hæredum Noſtrorum quorumcunque, & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus obligationis & approbationis authoritatem, omnibus & ſingulis legibus, moribus, cæterisque univerſis ipſi contrariis renuntiamus. In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium præſentes Noſtras Ratificationis & Approbationis Litteras expediri mandavimus; manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigillique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Secretarii Noſtri Statûs & univerſalis Expeditionis, vulgò, del Despacho, *dicti, refrendatas. Datum in Regia Noſtra, Aranjuez nuncupata, die vigeſimâ quintâ Maji, Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXVII.

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, & Sacram Catholicam Majeſtatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum, ad mutuam Defenſionem & Guarantiam eorum reſpectivè Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die 30. Aprilis 1725.* [Tiré de la Chancelerie Imperiale de la Cour à Vienne.]

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit Univerſis. Quamvis ſincera Amicitia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem, Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Württenbergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alſatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum &c. &c. Nec non Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris, Oceani, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ & Mediolani, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biscajæ & Molinæ &c. &c. per Acceſſionem ad Tractatum Londinenſem à Suâ Majeſtate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam ſtabilita, & per ſolennem Pacis Tractatum hîc Viennæ die 30. Menſis Aprilis anno infrà notato confectum & ſubſcriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad ſtringendum nihilominùs eò arctiùs hunc pro bono Chriſtiani Orbis tam proficuum Concordiæ nexum; per utrinque eorum Miniſtros reſpective Commiſſarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium Actualem Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallum ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Theſaurarium Hereditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan & Droskau, Burggravium in Reineck Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium Actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtat, Haus, Oberwallſée, Senfftenberg, Bottendorff, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hereditarium: Et pro parte Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ per Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Roudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterlant & Campen, in præſens peculiare Amicitiæ Fœdus juxtà ſequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentiis.

I. Sit maneatque Suam Majeſtatem Cæſaream Catholicam inter & Suam Majeſtatem Regiam Catholicam ſolida ſinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut unus alterius commoda ceu ſua promoveat, damna verò avertat.

II. Cum verò per Miniſtrum Sereniſſimi Hispaniarum Regis expoſitum fuerit, Reſtitutionem Gibralterræ cum Portu ſuo per Regem Magnæ Britanniæ promiſſam fuiſſe, & Regem Hispaniæ inſiſtere, ut Gibralterra cum Portu ſuo & Inſula Minorcæ cum Portu ſuo Mahon Majeſtati Suæ Regiæ Catholicæ reſtituantur, ex Parte Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis hisce declaratur, huic Reſtitutioni, ſi amicabiliter fieret, ſeſe non oppoſituram, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & ſi Partes id deſiderarent, etiam mediatoria adhibituram eſſe.

III. Ad conteſtandam magis ſinceram Amicitiam Sereniſſimus Hispaniarum Rex Philippus V. promittit & ſpondet, Navibus Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis, & ejus Subditorum tutum, ſecurumque ingreſſum daturum in omnes ſuos Portus in Continenti His-

ANNO 1725.

paniæ ſitos cujuscunque Nationis Imperatori ſubjectæ ſint, ita ut quæſtum liberrimum non ſolum in illis, ſed etiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere poſſint, gaudebuntque omnibus Privilegiis & prærogativis, quibus amiciſſima Natio (uti Galli hucusque fuerunt & Angli adhuc ſunt) gaudet ac fruitur, idque ſtatim à die publicatæ iſtius Pacis, quæ in omnibus Portubus & Locis congruis ſinè morâ fiet, juxtâ ac in Tractatu Commerciorum hodie ſubſcripto conventum eſt.

IV. Si Naves Subditorum Suæ Majeſtatis Cæſareæ à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, ſe in eo caſu cauſam cum Suâ Majeſtate Cæſareâ communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna: Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit, ſi Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur ſe in eo caſu pariter cauſam cum Suâ Majeſtate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterùm etſi per Quadruplex Fœdus ſecuritas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciscentibus poſſeſſarum viciſſim per Guarantiam ſtipulata ſit, per hoc Fœdus nihilominùs præfatam ſecuritatem uberiùs explicare, Caſibusque qui occurrere poſſunt, ſatiùs providere placuit. Idcircò ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auſpiciis inter Sacram Cæſaream Catholicamque Majeſtatem, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem Amicitiæ ſtudium, neceſſarium ac opportunum viſum fuit de auxiliis mutuò præſtandis, ac per ea debitâ ſecuritate magis firmandâ ſequentia ſtatuere. Nimirùm ſi Imperator, ejus Regna & Provinciæ Hæreditariæ ubicunque ſitæ hoſtiliter impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum caſum Rex Catholicus ſpondet, ſeſeque obligat, quòd Suæ Majeſtati Cæſareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò Claſſim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaiſſeaux de Ligne*, inſtructam: inſuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium ſubmiſſurus ſit, ſolitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam ſolvere poſſit, computatis in ſingulos mille Pedites viginti quatuor mille Florenis Rhenenſibus per ratas menſuales in Urbe Genuâ perſolvendis.

Quoad Naves verò, ſi Rex Hispaniæ eas Imperatori non ſubmitteret, poterit ſatisfacere mittendo Decem millia Militum: vel loco illorum pecuniam juxtà calculum ſuprà factum. Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea ſpondet ac ſe obligat, quòd Regi Hispaniarum Catholico, in caſum hoſtilis Aggreſſionis in Provinciis in Europâ ubicunque ſitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò in auxilium ſubmiſſurus ſit triginta millia Militum, ſcilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, ſemper in naturâ ſuppeditandos, & ſolitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiæ Fœderis promittunt utriusque Partis reſpectivè Commiſſarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii à Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majeſtate ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum ſolenniaque Ratihabitionum Inſtrumenta intrà ſpacium trium Menſium, aut citiùs ſi fieri queat, hîc reciprocè commutatum iri. In quorum fidem roburque præfati Miniſtri Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ Fœderis Inſtrumentum propriis manibus ſubſcripſerunt & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc Viennæ Auſtriæ die 30. Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.
(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

XXXVIII.

1. Mai. *Traité* (1) *de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majeſté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. Avec *les* PLEINSPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilege, in 4.]

(1) L'Original du Traité eſt Latin; mais comme il intereſſe particulierement les Marchands & les Navigateurs, à qui la Langue Françoiſe eſt ordinairement mieux connuë que la Latine, on a cru leur faire plaiſir, & à beaucoup d'autres, de le leur donner en cette Langue; D'autant plus qu'on peut aſſeurer, que cette Traduction eſt fidelle & approuvée. [DUM.]

Au Nom de la Tres-Sainte & indiviſible Trinité. Amen.

D'Autant que par la grace de Dieu, tres-Grand & tres-Bon, qui tient les cœurs des Rois en ſa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Empereur des Romains Sixieme du Nom, toujours Auguſte, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Baſſe Sileſie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du St. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Baſſe Luſace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alſace, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſe, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continent de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Royaumes, Etats, Principautez, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir auſſi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differents, qui pourroient ſurvenir, étant retranchez, & comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Royaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux aſſeuré. A l'effet de quoi nous ſousſignez Miniſtres, & Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, ſuffiſamment authoriſés à cet effet, après en avoir pluſieurs fois conferé enſemble, & nous être communiquez reciproquement nos Pleinspouvoirs, ſommes convenus des Articles ſuivans.

I. En conſequence de la Paix, qui ſe trouve heureuſement établie, entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, il ſera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils ſoient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Païs l'un de l'autre, en toute liberté, ſans avoir beſoin de Paſſeport, ou permiſſion particuliere; la Publication de la Paix leur ſufira, & ils jouïront reſpectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouïſſent les Sujets naturels, ſans aucune crainte, dommage, ou prejudice quelquonque, conformement à ce qui en eſt convenu par le preſent Traité.

II. Il ſera permis dés à preſent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandiſes, appartenans aux ſusdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, ſans aucune autre prealable permiſſion. Ils y ſeront receus librement & amiablement, & on leur fournira à prix raiſonnable toutes les choſes, dont ils auront beſoin, ſoit pour leur neceſſaire proviſion, ſoit pour la reparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils ſoient en état de ſe remettre en Mer, ſans qu'on puiſſe exiger d'eux aucune ſorte de Droit, ou Impoſition, ſous quelque nom, ou titre que ce puiſſe être. Ce qui eſt pareillement ſtipulé, pour les Indes Orientales, à condition neanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir achéter autre choſe, que des Victuailles, ou des agrez pour la reparation des Vaiſſeaux, & de leur Equipage.

III.

ANNO 1725.

III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des ſiniſtres ſoupçons, elle ne leur ſera point permiſe dans les Ports, & Havres de moindre force & defence, ſi ce n'eſt que pour éviter une tempête de Mer, ou la pourſuite des Ennemis, ils fuſſent obligés de s'y retirer; & même en ce cas-là ils en ſortiront des que le danger ſera paſſé, & qu'ils ſe ſeront pourvûs des choſes neceſſaires, ſans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que le Magiſtrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choſes ils ſe comporteront d'une maniere à ne pouvoir donner ni crainte ni ſoupçon, ce qui ſera particulierement obſervé aux Indes Orientales, où la jalouſie eſt ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puiſſent y conduire en toute ſeureté les Priſes, qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis, & les en retirer de même, ſans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permiſſion, ils ne vouluſſent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il ſera convenu cy-après pour les Marchandiſes.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils ſoient, qui ne ſeront pas deſtinés pour un Port, & qui neanmoins y ſeront entrés par peril de Mer, pourſuite d'Ennemis, ou par quelqu'autre beſoin que ce puiſſe être, ſeront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Paſſeports, ou bien leurs Lettres de Mer, ſelon le Formulaire cy-aprés inſeré, aprés quoi il leur ſera libre de ſortir & de ſe remettre en Mer ſans aucune moleſte, trouble, ni empêchement, & ſans qu'on puiſſe les obliger à rompre leurs charges, ni même à ſouffrir la viſite.

VI. Reſervé pourtant le cas, que ſi quelqu'un de ces Navires, étoit deſtiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ſes Lettres de Mer, qu'il ſeroit chargé de Marchandiſes de Contrebande; en ce cas, il ſeroit obligé de ſouffrir la viſite, laquelle neanmoins, ne ſe pourra faire, qu'en preſence du Juge conſervateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Conſul, & toujours avec le plus grand ordre, qui ſoit poſſible, ſans diſperſer les Marchandiſes, ſans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes qu'on y trouvera, ſeront confiſquées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandiſes reſteront libres, ſans qu'on puiſſe exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux fraix de la viſite, ou de la procedure faite en cette occaſion.

VII. Et pour prevenir toutes les disputes, qui pourroient arriver ſur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de declarer, qu'on y comprend toutes ſortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui ſervent à la Guerre, ſçavoir les Armes offenſives, & defenſives, Canons, Mortiers, Fauconneaux, Pierriers, Petards, Sauciſſes, Bombes, Grenades, Boulets, Bales, Fuſils, Mousquets, Piſtolets, Epées, Bayonnetes, Casques, Cuiraſſes, Bandolieres, Poudre, Salpetre, Bois de Charpente ſervant aux Navires, Voiles, Poix, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il ſeroit deſtiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire ſeroit obligé d'exhiber ſes Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les Marchandiſes du Païs, dont la ſortie ſeroit abſolument defenduë: Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Commeſtibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui ſert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fuſſent des Montures entieres de Regiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaiſſeau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement ſi un Vaiſſeau de Guerre de Sa Majeſté Catholique fait rencontre d'un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, le Navire de Guerre ne l'aprochera point de plus prés que la portée du Canon, mais il y enverra ſa Chalouppe, avec deux ou trois Hommes ſeulement, auxquels le Maitre du Navire Marchand montrera ſes Lettres de Mer, par leſquelles on pourra connoitre de quel lieu il eſt, à qui il appartient, en quoi conſiſte ſa Carguaiſon, & ſi entre les Marchandiſes, dont il eſt chargé, il y en a de Contrebande, deſtinées pour les Ennemis du Maitre, à qui le Vaiſſeau de Guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles ſeront judiciairement confiſquées; mais le Navire, les Perſonnes, & les autres Marchandiſes ſeront libres. On ſera obligé auſſi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui ſeront repreſentées par le Maitre du Navire Marchand, & ſi cela eſt jugé neceſſaire, on conviendra de certaines contremarques, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus autentiques.

IX. On eſt convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, ſera ſi pleine & ſi entiere, que bien que l'un des Sereniſſimes Contractans, vint à entrer en Guerre, avec un ou pluſieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Sereniſſime Contractant, pourront neanmoins en toute ſeureté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, ſoit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, alant, venant, & retournant, ſans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement aſſiegé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-deſſus toute occaſion de doute, on eſt demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne ſera tenu pour actuellement bloqué, ſi ce n'eſt par deux Vaiſſeaux de Guerre au moins, ou par une Baterie de Canons, qui étant dreſſée à Terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, ſans eſſuyer toute la violence de ſon feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandiſes appartenantes aux Sujets de l'un des Sereniſſimes Contractans, qui ſe trouveront chargées dans un Navire Ennemi, ſeront confiſquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fuſſent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Sereniſſimes Contractans, jouïront reciproquement aux Païs l'un de l'autre des mêmes Franchiſes de Peages, dont ils étoient en paiſible Poſſeſſion du tems du Roi CHARLES II., ce qui neanmoins doit être entendu dans le ſens, qui ſera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, ſera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandiſes qu'il y voudra decharger & vendre, l'une au Fermier ou Commiſſaire de la Douanne; l'autre au Juge des Contrebandes; & il ne pourra ouvrir ſes Escoutilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permiſſion, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douanne ſoient venus. Il ne pourra auſſi, en quelque tems que ce ſoit, décharger aucune de ſes Marchandiſes, ſans une permiſſion par écrit, de les pouvoir transporter à la Douanne. En échange les Juges des Contrabandes, ni les Officiers de la Douanne, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caiſſes, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandiſes, ni dans le Vaiſſeau, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles ſoient transportées à la Douanne; & même lors qu'elles y ſeront arrivées, il ne leur ſera pas permis de les ouvrir & viſiter, ſi non en preſence du Marchand, ou de ſon Facteur, afin qu'il puiſſe veiller à ſes Interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quitances, refermer enſuite ſes Marchandiſes, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douanne, aprés quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne ſeront plus ſujettes à viſitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandiſes, d'une Maiſon, ou d'un Magazin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvû que cela ſe faſſe entre les huit heures du matin, & les cinq heures du ſoir; & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcavalas & Cientos, en quelle veuë cela ſe fait, & ſi c'eſt pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le ſoient alors, & que ſi ce n'eſt pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, ſelon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'eſt plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diverſité des Impoſitions, dont on charge quelquesfois les Marchandiſes, & l'excez des Sommes à quoi elles ſe montent, Sa Majeſté Royale Catholique, deſirant remedier à ce mal dans tous ſes Royaumes ſitués en Europe, conſentit il y a déja quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les diferens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandiſes ſoit à leur entrée, ſoit à leur ſortie, ou qui avoient été impoſés depuis la mort du Roi CHARLES II., ſeroient ſuprimés, & reduits à une ſeule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandiſes, tant

ANNO 1725. pour l'entrée que pour la ſortie, ſur le pied de leur eſtimation, ce qui aura lieu non ſeulement à Cadix, à Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Caſtille, mais auſſi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les ſeules Provinces de Biscaye & de Guipuscoa, reſtant exceptées de cette Regle generale, en ſorte que les Droits d'entrée & de ſortie y ſeront payez, de la maniere qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui ſe pratique aujourdhui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela prés, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandiſes appartiendront, ayant une fois payé les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement ſur les Rivieres, dans toutes les Parties de l'Espagne, ſans être obligez d'y payer aucun nouveau Droit, Charge ou Impoſition en quelque Port ou Paſſage que ce ſoit, mais ſeulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier payement; comme auſſi les Plombs, & Marques de la Douanne attachez auxdites Marchandiſes; à l'exception neanmoins des Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels il avoit été ſtipulé ſéparement. Et comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, ſont expreſſement convenuës, que leurs Sujets jouïront reſpectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce ſoit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchiſes, qui ont été, ou qui ſeront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favoriſées, ſpecialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anſeatiques, c'eſt pourquoi Sa Majeſté Catholique declare, & promet, qu'elle fera jouïr pleinement & entierement ceux de Sa Majeſté Imperiale de tous les avantages contenus en cet Article, en ſorte qu'ils ne ſeront pas obligez de payer dans toute l'Espagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de ſortie, ou de paſſage, que les dix pour cent marqués cy-deſſus, & de la même maniere que les Anglois les payent, ſauf les Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels on eſt convenu comme il ſuit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majeſté Imperiale pourront differer le payement des Droits nommés *Alcavalas*, & *Cientos*, auſſi long-tems qu'ils laiſſeront leurs Marchandiſes depoſées dans les Magazins de la Douanne, où elles ſeront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, ſoit pour les transporter plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le Lieu, ou pour les emporter chez eux, cela leur ſera permis, pourvu qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de payer lesdits Droits dans le terme de deux Mois aprés la vente qui en ſera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandiſes étant marquées & plombées, pourront être transportées, & venduës en gros, en quelque Port, ou lieu que ce ſoit de la Domination d'Espagne en Europe. Et ſi quelque Officier employé à la recepte desdits Droits, entreprenoit de les exiger une ſeconde fois, aprés l'exhibition des Quitances, Marques & Plombs du premier Payement, ou qu'il s'oppoſât au libre transport desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Treſor Royal: bien entendu neanmoins qu'en tout ceci, il n'eſt parlé que du Droit de la premiere Vente, & que ſi le Marchand vouloit vendre ſes Marchandiſes en détail, il payeroit auſſi pour le détail, ſelon les Ordonnances. Au ſurplus il ne ſera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expedition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé cy-deſſus.

XV. La même Regle ſera obſervée à l'égard des Droits communement appellés *Millones*, qui s'exigent ſur le poiſſon & autre ſorte de Proviſions de bouche, c'eſt-à-dire qu'ils ne ſeront point exigés à l'entrée desdites Marchandiſes en Espagne, ſi long-tems que les Proprietaires les voudront laiſſer en depôt dans les Magaſins publics; mais quand ils voudront les en retirer, ſoit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le lieu, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, ſous caution valable & ſuffiſante, pour le payement desdits Droits de *Millones*, deux Mois aprés le jour de cette Obligation, enſuite dequoi on leur donnera les expeditions neceſſaires. Et lesdites Marchandiſes ſeront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandiſes pourront être transportées, & venduës dans les Lieux, où la conſomption s'en pourra faire, ſans être obligés à aucune autre charge, par raport auxdits Droits de *Millones*. Que ſi quelque Officier, ou Commiſſaire Receveur des *Millones*, aprés l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'oppoſer au paſſage, transport, ou vente desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus, aplicable, comme cy-deſſus, au Treſor Royal. ANNO 1725.

XVI. Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne ſont pas ſujets aux Loix de la Caſtille, on y obſervera dans le payement des Droits la Regle prescrite à l'égard des autres Nations, ainſi qu'on en eſt convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Anténes, & les Bois propres à la conſtruction des Vaiſſeaux grands & petits, étant une Marchandiſe trés-neceſſaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en ſera librement permiſe, ſans aucune exaction de Droits, ou Impoſitions ſous quelque nom, ou pour quelque cauſe que ce ſoit.

XVIII. Pour prevenir autant qu'il eſt poſſible toutes les Disputes, qui pourroient ſurvenir entre les Fermiers de la Douanne, & les Proprietaires des Marchandiſes, au ſujet de l'eſtimation, qui s'en devroit faire, on eſt demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle ſervira de regle entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & les Fermiers & Adminiſtrateurs des Douannes, ſur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

XIX. A l'égard des differentes eſpeces, qui pourroient ne ſe pas trouver exprimées dans le ſusdit Tarif, on ſe conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'eſtimation ſe faſſe par le Fermier de la Douanne, ou par ſon Commis, à condition, que le Proprietaire puiſſe lui abandonner la Marchandiſe, pour le prix qu'il l'a eſtimée, & qu'il ſoit obligé de la payer comtant.

XX. Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité ſera obſervée dans les Etats de Sa Majeſté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique conſent, que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalouſie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme auſſi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puiſſent y louër des Maiſons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandiſes, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchiſes, dont jouïſſent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majeſté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne, en tous ſes Etats.

XXII. Entre lesquels Privileges ſont ſpecialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, ſans en demander permiſſion à perſonne, & de ne pouvoir être recherchez, viſités, ni inquietés dans leurs Maiſons & Magazins, à cauſe de leurs Marchandiſes, ſi ce n'eſt ſur des avis & preuves ſuffiſans de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la viſite pourra ſe faire, mais ſeulement en preſence du Conſul, lequel y ſera expreſſement appellé, & ſans faire d'ailleurs aucun deplaiſir au Commerçant, ni à ſon Commerce; & ſi le Marchand ſe trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandiſes en fraude, elles ſeront confiſquées, & il payera les fraix de la viſite; mais ſa perſonne & ſes autres Marchandiſes demeureront libres. Sa Majeſté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ſes Etats aux Sujets de Sa Majeſté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits hauts Contractans qui ſe ſeront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne ſeront point contraints de repreſenter leurs Livres de compte à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve, & on ne pourra les ſaiſir, ni ôter de leurs mains, ſous quelque pretexte que ce ſoit. Il leur ſera libre auſſi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, ſans qu'on puiſſe les obliger à ſe ſervir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ni par les Gouvernenrs, ni par les Miniſtres de la Juſtice, pour des Dettes particulieres, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes

ANNO 1725.

mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auroient pas expreſſement répondu. On ne pourra pas non plus ſaiſir leurs Biens ou effets, pour de ſemblables cauſes; ſoit au milieu de la Paix, ſoit en cas de rupture. Et dans cet Article ſont ſpecialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaiſſeaux grands & petits, avec tout ce qui y ſera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires ſoit de Guerre ou de Marchandiſes, ou de quelqu'autre espece qu'ils ſoient, par quelque Mandement general ou particulier que ce puiſſe être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en ſervir de Vaiſſeaux de charge & de transport, ſi ce n'eſt en vertu d'un libre & volontaire Contract, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commanderont lesdits Navires, ou avec les Proprietaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quiter leurs Navires pour ſervir ſur les Flottes ou Vaiſſeaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne ſeroit que pour un peu de tems, & en des Occaſions fort preſſantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il ſera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchiſe perſonnelle accordée par le preſent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas ſeulement à toute exemption de Service Militaire, mais auſſi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Adminiſtrateurs de quelques Biens, ou Perſonnes que ce ſoit, ſi ce n'eſt de leur franche volonté.

XXVII. Il leur ſera libre de choiſir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront beſoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choiſir un ou deux entre ceux, qui ſont deja établis, & ſur leur preſentation ils ſeront acceptés, & qualifiés pour ſe mêler ſeuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Conſuls Nationnaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir; pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouïront de tous les Droits, Authoritez, Libertez, & Franchiſes, dont jouïſſent ceux des autres Nations les plus favoriſées.

XXIX. Ces Conſuls ſeront particulierement authoriſés, à connoître arbitralement des differents qui pourroient ſurvenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, ſoit au ſujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences ne ſera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils ſeront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conſervateurs, qui ſous les precedents Regnes faiſoient en Espagne une Magiſtrature de grande conſideration, accordée par les Rois aux Nations les plus favoriſées, avec pouvoir de connoître, & juger ſeuls de toutes leurs affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que ſi Sa Majeſté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce ſoit, les Sujets de Sa Majeſté Imperiale en pourront jouïr de même; & que cependant il ſera expreſſement ordonné à tous les Juges & Magiſtrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Juſtice, & de la faire executer ſans retardement, & ſans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique conſent auſſi, que les Appels des Sentences données dans les Cauſes, qui regardent les Sujets de Sa Majeſté Imp. ſoient portez au Conſeil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre ſemblable, ne ſera point exercé à l'égard des Sujets des deux Sereniſſimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decez ſoit arrivé, & de quelque Païs ou Province, que lesdits Heritiers ſoient, eux-mêmes leur ſuccederont ſans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles ſoit par Teſtament, ou ſans Teſtament, ſelon l'ordre de Succeſſion établi dans les Lieux, où lesdits Biens ſe trouveront ſitués; & en cas de litige entre les deux ou pluſieurs Pretendans, ce ſeront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront jusqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des ſusdits hauts Contractans, viendra à deceder dans les Etats de l'autre; le Conſul ou autre Miniſtre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un ſur les Lieux, ſe transportera dans la Maiſon du defunt, & il y fera l'Inventaire de toutes ſes Marchandiſes, & autres effets, comme auſſi de ſes Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers ſelon l'ordre qui lui en aura été donné; Et ſi le decez dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne ſe trouve ni Conſul, ni autre Miniſtre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en preſence de Témoins, avec le moins de fraix qu'il ſe pourra, & conſignera les choſes trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Proprietaire de la Maiſon, afin qu'il les conſerve fidellement, aprés quoi il en donnera avis au Miniſtre public, qui ſe trouvera pour lors en Cour, ou bien au Conſul du lieu où ſe trouveroit la Maiſon & Famille du defunt, afin qu'ils envoyent quelqu'un pour recevoir les choſes inventoriées, & payer ce qui ſera du.

XXXIII. Si quelque Vaiſſeau appartenant à l'un ou l'autre des Sereniſſimes Contractans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage ſur les Côtes de leur reſpective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fiſc ne pourront y pretendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage ſera ſeverement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magiſtrats du lieu le plus voiſin ſeront obligés de ſecourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront ſoufert le naufrage, & de s'employer diligemment à faire ſauver ce qui ſe pourra du Navire briſé, & à le mettre en ſeureté; moyennant quoi auſſi le Droit de Sauvement leur appartiendra ſur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandiſes, & outre cela les depenſes faites pour cette œuvre pieuſe leur ſeront rembourſées. Mais ſi le Navire demeure en ſon entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne ſoient point peris, ils prendront ſoin eux-mêmes de ce qui regarde le ſauvement, & on leur prêtera toute faveur & aſſiſtance, en leur fourniſſant, à prix raiſonnable les choſes dont ils auront beſoin.

XXXIV. Sa Majeſté Catholique ne permettra pas, que ſous pretexte de Police ou autrement, on impoſe une limitation de prix aux Marchandiſes, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale; mais il leur ſera permis de les vendre auſſi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre, liberté de laquelle ſes Sujets jouïront pareillement dans les Etats de Sa Majeſté Imperiale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Eſpagnol, ou Sujet de Sa Majeſté Imperiale, viennent à être confiſqués, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou perſonne particuliere, ils lui ſeront reſtitués encore même qu'ils euſſent été vendus, pourvu que le payement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; Et en cas que ſemblables Effets ou Marchandiſes, euſſent été ſeulement depoſées chez celui dont les Biens ſeroient confiſqués, & qu'il les auroit vendus ſans la permiſſion du Depoſiteur, la valeur desdites Marchandiſes ou Effets ſera conſiderée comme un vrai Depôt, & ſera payée comme telle au Depoſiteur par preference.

XXXVI. Les Sujets & Vaiſſeaux de Sa Majeſté Imperiale pourront porter, & voiturer, en tous & chacun des Etats du Roi des Espagnes, toutes ſortes de Fruits, Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales, en faiſant apparoître par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes établie aux Païs-Bas Autrichiens, qu'elles ſont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en ſont venuës; à l'égard de quoi, ils jouïront des Privileges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cedules Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majeſté Catholique declarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas par le Traité de l'an 1648. tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix concluë entre Leurs Majeſtez.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Canaries, les Sujets de Sa Majeſté Imperiale en jouïront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouïſſent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils ſoient, qui auront été cachés pendant la Guerre pour crainte de Confiſcation, appartiendront de plein Droit à leurs Proprietaires, & perſonne ne

ANNO 1725.

ſera inquieté pour les avoir cachés contre les defenſes.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, ſoit pour cauſe de Commerce, ou autrement, ſeront entierement payées, à moins que la Confiscation n'y ſoit intervenuë, ſans que la Guerre ſurvenuë entre tems puiſſe l'empêcher; mais il n'en ſera point exigé d'Interêts.

XL. Quant aux Marchandiſes, & autres Effets mobiliers, qui auront été confisqués avant la Concluſion de la Paix, ils ne ſeront point reſtitués. On en eſt convenu ainſi, pour éviter le grand nombre de Procez, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Repreſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & Leurs Majeſtez prometent reciproquement, de n'en plus accorder cy aprés, à la charge des Sujets l'un l'autre, ſi ce n'eſt dans le cas d'un manifeſte deni de Juſtice, lequel ne ſera point tenu pour verifié ſinon aprés un retardement de deux ans, à compter du jour de la premiere complainte, lequel terme de deux ans étant paſſé, & ledit Complaignant ayant preſenté ſa Requête à ſon Prince, pour obtenir des Lettres de Repreſailles, elle ſera communiquée au Miniſtre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y fera ſes affaires, aprés quoi la Sentence definitive ſera encore attenduë ſix Mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Repreſailles, pourront être enfin accordées.

XLII. Il ſera defendu ſeverement aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & à ceux de Sa Majeſté Catholique de prendre des Commiſſions pour des Armemens particuliers, ni des Lettres de Repreſailles, de quelqu'autre Prince que ce ſoit, pour aller en courſe ſur les Sujets de l'une ou de l'autre; & ſi quelqu'un contrevient à cet Article, il ſera pourſuivi, & traité comme Pirate, non ſeulement dans le Païs, contre lequel il aura pris ces ſortes de Commiſſions, en cas qu'il y ſoit conduit, aprés avoir été fait Priſonnier dans le flagrant de ſes Courſes, mais auſſi dans les Etats du Prince dont il ſera Sujet; en ſorte qu'il ſera procedé criminellement contre lui, jusqu'à l'execution.

XLIII. La volonté de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié ſoient cultivées ſincerement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de ſe donner reciproquement toutes les aſſiſtances poſſibles dans les occaſions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris ſur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majeſté Royale Catholique, ſi la repriſe ſe fait dans les premieres quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquieme partie du Vaiſſeau & de ſa charge apartiendra au Repreneur; & que ſi la repriſe ſe fait dans les quarante huit heures ſuivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin ſi elle ne ſe fait qu'aprés ces dernieres quarante huit heures, la moitié entiere du Vaiſſeau & de ſa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Proprietaires: Ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaiſſeau repris ſe trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majeſté Royale Catholique, & que le Repreneur ſera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majeſté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait ſujet d'esperer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majeſté Imperiale Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, leurs Succeſſeurs, Royaumes & Seigneuries, ſera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y ſera donné aucune atteinte; neanmoins, comme toutes les choſes du Monde ſont ſujettes à des changemens imprevûs, on eſt convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille detourner, il ſera donné ſix Mois aux Marchands & Sujets, qui ſe trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour ſe retirer en toute ſeureté, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandiſes, y compris leurs Vaiſſeaux avec tout ce qui y ſera embarqué; comme auſſi les Maitres, & Officiérs, desdits Vaiſſeaux, & en general tout ce qui ſe trouvera leur appartenir, comme auſſi les Dettes legitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, ſur lesquels on ſera tenu de leur rendre bonne & promte Juſtice.

XLV. Et afin qu'il ne reſte aucun doute ſur le ſens du precedent Article, on declare, que durant ces ſix Mois, il ſera permis auxdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, achéter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandiſes, comme auſſi leurs propres Perſonnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domeſtiques, ſans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvû qu'ils ſe comportent paiſiblement & modeſtement, & qu'ils s'abſtiennent de toutes entrepriſes ſecretes contre l'Etat. Ils pourront auſſi durant ces ſix Mois actionner leurs Debiteurs, & on leur adminiſtrera la Juſtice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des ſix Mois, la Sentence definitive ſoit prononcée, & s'il ſe peut, executée. Cependant ſi malgré tout le ſoin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être renduë, ou miſe en execution dans ledit terme, il ſera permis auxdits Sujets, qui ſe retireront, de pourſuivre leur Droit par Procureur, ſoit qu'ils y ſoient Acteurs ou Defendeurs, comme auſſi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence renduë, ſans qu'on puiſſe l'empêcher ſous pretexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puiſſances.

XLVI. On eſt auſſi convenu touchant lesdits Sujets reſpectifs Marchands & autres, qui devront ſe retirer dans ledit terme de ſix Mois, qu'on leur accordera des Paſſeports, lorsqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur depart, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Perſonnes, & la Specification de leurs effets, lesquels Paſſeports ſeront reſpectez par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel ſera étendu au double de celui qui ſeroit autrement neceſſaire pour paſſer du lieu du depart au lieu de la deſtination, ſi l'on étoit ſeur de n'y rencontrer aucune cauſe de retardement; & ſemblables Paſſeports ſeront donnés aux Navires, qui ſe trouveront dans les Ports, afin qu'ils puiſſent retourner chez eux en ſeureté avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on eſt convenu, que tout ce qui a été ſtipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du $\frac{23}{13}$. Mai 1667. & $\frac{8}{18}$. Juillet 1670., comme auſſi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention poſterieure, & qui ne ſe trouvera pas exprimé, ou ſuffiſamment expliqué en celui-cy, y ſera tenu pour expreſſement inſeré en faveur des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, pour autant qu'il leur ſera applicable, de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munſter en 1648., par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En ſorte que pour ſçavoir ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, dans tous les Cas oubliés ou obmis au preſent Traité, il ne faudra que ſe regler, ſur ce qui a été accordé aux ſusdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majeſté aujourdhui regnante, ſous les Dates cy-deſſus mentionnées.

Le preſent Traité ſera ratifié par Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majeſté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications ſe fera dans trois Mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi nous Commiſſaires & Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires reſpectifs de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & de Sa Majeſté Royale Catholique, avons ſigné de nos mains le preſent Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

EUGEN. DE SAVOYE. J. G. Baron de *Ripperda.*

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUÏS Comte de SINZENDORRFF.

(L.S.)

GUNDACCER Comte de STARHENBERG.

(L.S.)

Teneur

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Imperiale.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, teſtatumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hiſpaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *viſum ſit, eos inter Nos utrosque adhuc pendentes Controverſiarum Articulos, qui in Tractatu Londinenſi de Anno* 1718. *ad peculiarem Congreſſum definiendi remiſſi fuerunt, hîc Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, poſtquàm ſuper iis Cameraci loco ad iſtum Congreſſum ſubinde deſtinato ſub Mediatione Sereniſſimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regum jam à triennio abhinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Miniſtrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato inſtructum Illuſtrem & Magnificum Joannem Guilielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jenſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterlant, & Campen miſerit, qui exhibitis Plenipotentiæ ſuæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commiſſum ſibi hocce negotium ſufficienter munitus agnitus fuit; Quòd Nos tam pio conſolidandæque univerſæ Europæ quietis proficuo Conſilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum uſu Illuſtriſſimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, Conſilii Aulico-Bellici Præſidis, Noſtrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi-Mareſchalli, ac Noſtrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illuſtris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Theſaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernſtbrunn, Domini Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Scutiferi ac Præciſoris in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarii Pincernæ in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illuſtris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de* STARHENBERG *in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus Oberwalſée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchalli Hæreditarii: plurimùm confiſi, Eos ad tractandum, concludendum & ſignandum Noſtro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propoſitos Pacis Articulos, & ſi quæ alio fortè, ad quæ ſpecialiori Mandato opus eſſet, tractanda occurrerent, Commiſſarios Noſtros tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios nominaverimus, & conſtituerimus, prout eos vigore harum nominamus & conſtituimus: Dantes eis plenam & omnimodam Poteſtatem, Authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & ſi quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & ſignandi, deſuper Inſtrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, ſi rem Ipſi tractaremus, agere, facereque poſſemus. Verbo Cæſareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Noſtros Commiſſarios tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum abſentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & ſignata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Noſtraque Ratificationum Inſtrumenta etiam jurata in tempore convento extradituros eſſe. In quorum fidem, majuſque robur præſentes manu Noſtrâ ſubſcriptas Sigillo Noſtro appenſo muniri juſſimus. Datas ex Arce Noſtra Laxemburgi die* 28. *Menſis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Eſpagnole.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deſeando dar à mis Pueblos y Vaſſallos el conſuelo, y alivio de una Paz univerſal, he ſolicitado por medio del Congreſſo de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, y haviendo manifeſtado la experiencia de eſtos ultimos quatro años, quanto ſe dilata el logro de eſta importancia, que ſiempre mas procuro, para mi mayor ſatisfaccion, valiendome de todos los medios poſſibles, y queriendo uſar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reſervada-y ſecretamente, una Perſona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deſeos, y anelos de eſtablezer la mas ſegura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Mageſtad Imperial, y la mas eſtrecha amiſtad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda conſideracion. Por las experiencias, y ſatisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humſterlant, y de Campen, he reſuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la preſente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paſſeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es neceſſario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y repreſentando mi propria Perſona, podais proponer, ofrezer, oyr, conſentir, aſentir, y capitular con el expreſſado muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, y os diputare para eſte efecto, todo lo que juzgareis preciſo, y conveniente al referido importante fin, al de mi ſervicio, al bien de mis Reynos, y mayor ſeguridad, y permanencia de la Paz, que deſeo, de la union, buena correspondencia, y alianza que ſolicito eſtablezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à eſto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque ſea de tal calidad que requirieſe otro mas eſpezial Poder, y comiſſion, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expreſſado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo conſiento, y aprueбo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à eſtar y paſſar por ello, como coſa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y aſſi mismo me obligo à que dentro de el termino, que ſe ſeñalare, ſegun ſe eſtila, aprobare, y ratificare en eſpezial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requiſitos neceſſarios, y acoſtumbrados, todo lo que en virtud de eſte Poder ſe concluyere, y aſentare, general-e individualmente, paraque ſea valido, y eſtablezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el Sello ſecreto, y refrendada de mi infraſcripto Secretario de Eſtado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil ſetecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

Lugar del Se✠llo.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Rati-

ANNO 1725.

Ratification de Sa Majeſté Imper. & Cathol.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodolibet poteſt. Cùm Paci Nos inter & Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem PHILIPPUM hujus Nominis Quintum Hiſpaniarum ac Indiarum Regem Catholicum die trigeſimâ Menſis Aprilis proximè præteriti felicibus auſpiciis hîc Viennæ initæ alium Navigationis & Commerciorum Tractatum addere è re communi viſum ſit, ex quo Regna quoque utriusque Noſtra & Subditi tam lætæ Pacis fructus, commoda & emolumenta itidem ſentirent, isque Tractatus per Legatos utrinque Extraordinarios (quorum nomina ſubjecto Conventionis Inſtrumento inſerta leguntur) cum amplo Mandato munitos die & anno infraſcripto in ſequentes conditiones & Articulos concluſus, ſubſcriptus ac ſignatus fuerit.

Hîc loci inſertus fuit Tractatus Commerciorum & Navigationis.

Quòd Nos viſis & examinatis iſtis Articulis eosdem in omnibus ſuis Capitibus & Conditionibus univerſim approbaverimus ratificaverimus, & confirmavetimus, prout & eosdem vigore præſentium approbamus, ratificamus & confirmamus, Verbo Cæſareo, Regio atque Archiducali pro Nobis, Succeſſoribus & Hæredibus Noſtris ſpondentes, Nos, quæ ita in hocce Navigationis & Commerciorum Tractatu conventa, pacta, & à Nobis modò approbata fuerunt, ſub Juramento obſervaturos, & ut à Subditis Noſtris pariter obſerventur, curaturos: neque ut à quopiam ullâ ratione violentur, quantùm in Nobis eſt, unquàm admiſſuros eſſe. In quorum robur ac Teſtimonium præſentibus Noſtrâ manu ſubſcriptis Sigillum Noſtrum appendi juſſimus. Dabantur ex Arce Noſtra Laxemburgi die XVI Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto: Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto: Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.
JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæſ. & Cath. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratification de Sa Majeſté Cathol.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hiſpalis Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm haud multò poſt Noſtram ad faſtigium hujus Hiſpaniarum Monarchiæ promotionem,* DEUS *ob inſcrutabilia Suæ Altiſſimæ Providentiæ judicia percruentum Bellum, quod tot annis Europam vexavit, ſed nominatim, tam Noſtri, quàm Sereniſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris Subditos, ac Vaſallos afflixit, dum præcipuè in reciproci Commercii uſu & libertate, uno profectò ex præſtantioribus concordiæ fructibus orbavit; inter Nos Sereniſſimumque & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem accenſum fuiſſe, permiſerit: Idcircò cùm denique* DEO *Pacem jam diù interruptam, inter Nos & jam præfatam Cæſaream Majeſtatem feliciter concluſam, & ſolidè reſtabilitam ſuiſſe placuerit, perutile peculiarem Navigationis, & Commerciorum Tractatum conſtituere viſum fuit, per quod bonorum communio, quæ quidem potius ingenuæ amicitiæ pignus eſt, magis atque magis firmetur, & ſtabiliatur, quâ ex via tam Noſtri, quàm altefatæ Cæſareæ Majeſtatis Subditi initium ducant, & perfruendis Pacis uberrimis beneficiis operam navent, & in hunc finem cùm Miniſtri Plenipotentiarii, videlicet ex Noſtra parte Dominus Joannes Guilielmus Baro de* RIPPERDA, *Dominus de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Kaudekente, & Ferwert, Judex Hæreditarius de Humſterlant, & Campen, ad tractandam, finiendam & concludendam Pacem jam ſuprafatam, & Tractatu die trigeſimâ Aprilis proximè lapſi Viennæ ſubſcripto, Nutu* DEI *concluſam, ad omneque ipſam ſpectans ſtipulandum, & concludendum, Miniſter Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius à Nobis apud Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem conſtitutus: & ex parte Suæ Majeſtatis Cæſareæ Eugenius Sabaudiæ & Pedemontium Princeps altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Conſiliarius Actualis Intimus, Conſilii Aulico-Belgici Præſes, ſuusque Locumtenens Generalis, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallus, ac ejusdem Statuum per Italiam Vicarius Generalis, Aurei Velleris Eques: nec non* PHILIPPUS LUDOVICUS *Sacri Romani Imperii Theſaurarius Hæreditarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn, Dominus Dynaſtiarum Gſöll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravius in Reineck, Supremus Hæreditarius Scutiferus ac Præciſor in Superiori & Inferiori Auſtriâ, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, ac Primus Aulæ Cancellarius; ac* GUNDACCARUS THOMAS *Sacri Romani Imperii Comes de* STARHENBERG, *in Schaumburg & Waxemberg, Dominus Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtat, Haus, Oberwalſee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, Archi-Ducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius, quos ad eumdem finem & in ipſa Civitate Viennenſi ſua ipſa Majeſtas Cæſarea Plenipotentiarios deſignaverat, colloquium inſtituerent, uno denique animo atque conſenſu in ſequentem Navigationis, & Commerciorum Tractatum convenerunt, ipſumque ſubſcripſerunt vigore Plenipotentiarum reſpectivarum, quæ quidem priùs commutatæ fuerunt, cujus Tractatûs tenor, & forma eſt, ut ſequitur de verbo ad verbum.*

Hîc loci fuit inſertus Tractatus Navigationis & Commerciorum.

Nos verò tam ſinceram inter Nos & Sereniſſimum & Potentiſſimum Imperatorem & utraque Regna, Ditiones & Gentes Conventionem & Commerciorum, nec non Navigationis Tractatum, qui quidem ſuâ vetuſtate pariter & integritate meruit conſervari, grandique ſedulitate foveri, conſolidare, prædictisque omnibus & ſingulis in præinſertis Capitulis, ſicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque Partis conventa, inita, transacta, promiſſa, & firmata ſunt, robur & munimen Noſtræ Regalis Authoritatis adjicere cupientes, ea omnia & ſingula, prout ſuperiùs inſertis Literis contenta perſpicaciter intuentes, Nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus, de noſtraque certâ ſcientiâ & voluntatis plenitudine, maturaque, & digeſta deliberatione pro Nobis, Succeſſoribus noſtris ſive Regnorum noſtrorum Hæredibus natis vel naſcituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus noſtris, ac omnibus aliis, quorum intereſt, aut intereſſe poterit, prout & quemadmodùm ſuperiùs inſerta ſunt, Laudamus, Ratificamus, Approbamus, Acceptamus, ac de novo, quatenùs opus eſt, per præſentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de Verbo ad Verbum præinſerta manent, & à præfatis utriusque partis nempè Noſtræ & prælibatæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Oratoribus Extraordinariis promiſſa & ſubſcripta fuerunt, ſemper & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque unquàm per Nos vel alium, ſeu alios publicè vel occultè, directè, aut indirectè, aut alio quovis modo aliquâ ratione, cauſâ, vel occaſione contrafacere aut venire pollicemur, promittimus & juramus, & ſolenniter expromittimus & facimus Sacramentum in Verbo & fide Regiâ, & ſi ab aliquo in ſupradicta omnia

&

ANNO 1725.

& præinserta, vel eorum singula imminutio, aut Pactorum diminutio, seu contraventio quomodocunque sit aut esse possit, temerè ageretur aut patraretur, is profectò audaciæ & inconsiderantiæ suæ pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum sedulò & abjectâ omni cunctatione & procrastinatione restituere faciemus, pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus & supponimus Regna & bona nostra ac Hæredum nostrorum quorumcunque; & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus Obligationis & Approbationis Authoritatem omnibus & singulis legibus, moribus, cæterisque universis ipsi contrariis renunciamus, ipsisque desistimus, & si talia essent, ut specialem & destinatam mentionem postulârent, & in hoccè Instrumento formaliter & expressè inseri deberent, siquidem omnia & eorum singula pro hîc expressis & formaliter nominatis, prout si de Verbo ad Verbum insertæ adessent, Volumus, & sic animus Nobis inest, ut habeantur & teneantur. In quorum omnium fidem, robur & Testimonium præsentes Nostras Ratificationis & Approbationis Literas & Instrumenta fieri & expediri mandavimus Manu nostrâ subscriptas, & Sigilli Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Secretarii Nostri Statûs & Universalis Expeditionis vulgò del Despacho *dicti refrendadas: Datum in Regia hac Nostra Aranjuez nuncupata vigesimâ quintâ Maji Anno à Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte concluſa Viennæ 7. Junii* 1725. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc spectantibus.* [Sur la Copie imprimée à Vienne par Authorité Imperiale.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest.

Cum Bello, quod præmatura Mors Sereniſſimi quondam Hispaniarum Regis Caroli Secundi per universam ferè Europam super Successione in ejus Regna, excitavit, cum Sacra Cæsarea Majestate Sacrum quoque Romanum Imperium accesserit; Pace porrò per Tractatus, inprimis Trajectensem: deinde Badensem. tandem per eum, qui Londini $\frac{1. \text{ Augusti}}{22. \text{ Julii}}$ Anno millesimo septingentesimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes majori ex parte reductâ id unum supereſſet, ut inspirante Deo, in cujus manu sunt corda Principum, Pax quoque inter Sacram Majestatem Cæsareo-Catholicam, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ: Sacramque Majestatem Regio-Catholicam ex altera parte restabiliretur, Tractatus verò Cameracensis, ob varias rerum vicissitudines ad optatum finem deduci hucusque non potuerit; ideoque modo fatus Rex Hispanicarum ad conficiendum magnum hoc cum Majestate Cæsarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum suum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Hispanicum sufficienter instructum, ad Aulam Imperialem miserit, & in hunc finem, ac opus, Orbi Christiano tam salutiferum, tamque necessarium Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro sincero suo in communem Europæ salutem amore, ac studio promptas mox aures præbuerit, atque suo Cæsareo, Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiæ, ac requisitionis Statuum Imperii de die nonâ Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi Consiliarios suos Statûs Intimos, nempe

Celsiſſimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Ducem, aurei Velleris Equitem, Consilii sui Aulico-Bellici Præsidem, & Locumtenentem Generalem suum, ac Sacri Imperii Campi Mareschallum, Regnorumque ac Statuum suorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem.

Atque Illustriſſimos, & Excellentiſſimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferioris Austriæ, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Provinciarum Austriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, aurei Velleris Equitem, Archiducatûs Austriæ Superioris, & Inferioris Mareschallum Hæreditarium Supremum.

Ernestum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windischgraz, Liberum Baronem de Wallenstein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Insulâ, Roten-Lotha, & Leopolsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Consilii sui Imperialis Aulici Præsidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schönborn Bucheimb, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelsberg, & Heppenheimb, & Comitem in Wisentheid, Dominum in Göllersdorff, Schönborn, Aspersdorff, Weirburg, & Parschenbrunn, Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Austriæ infra & supra Anasum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadjutorem, Majestatis Cæsareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæsareos cum sufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, signandique nominaverit, ac instruxerit:

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majestas suum Hispanum Legatum Extraordinarium,

Illustriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Enghelenburg, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & de Campen.

Itidem cum sufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, signandique nominavit, ac instruxit:

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii commutatis Mandatorum Tabulis, habitisque inter se colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis, qui sequuntur, convenerunt.

Articulus Primus.

PAx sit constans, perpetua, & universalis, ac amicitia vera inter Sacram Cæsaream, & Catholicam Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium, omnesque ejusdem, ac singulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vasallos, Clientes, & Subditos ex unâ: & Sacram Regiam Majestatem Catholicam, ejusque Hæredes, Successores, Clientes, & Subditos ab alterâ parte: eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimentum, sub qualicunque prætextu, vel prætensione quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præstare possit, aut debeat; sed potiùs utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum seriò promoveat, non obstantibus quibuslibet in contrarium fortè Pactis, vel Fœderibus, quando & quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amnestia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione

ANNO 1725. Belli hoſtiliter acta ſunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ alter alteri quicquam moleſtiæ directè, vel indirectè, viâ facti, vel ſub ſpecie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amneſtia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vaſalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio ratione Principum, Vaſallorum, & Subditorum Imperii in Italia ſtatuta, & in Pace Badenſi Articulo trigeſimo cum Rege Galliæ inita confirmata fuerint, in præſenti Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte inviolatè obſerventur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè reſtituantur, & reſtituta ſunto à ſubſcripta Pace, Commercia inter Sacræ Cæſareo-Catholicæ Majeſtatis, Imperiique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Regnique Hispaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives, & Incolæ Terra, Marique pleniſſima ſecuritate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum fruiti ſunt.

Articulus Quartus.

Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſe, & Sacro Romano Imperio conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu in Tractatu Londinenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, ad priſtina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciscentibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Poſteritatis Masculinæ vacare contingeret, Filius Sereniſſimi Hispaniarum Regis ex Regina vivente, nata Principe Parmenſi Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundus, aut alii poſtgeniti ejusdem Regis, Reginæque Filii, pariter cum eorum Poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut nascituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis, juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Inveſtituram continentes ſuccedant:

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc eſt, perpetuò permanente.

Promittit inſuper Rex Catholicus, quòd eveniente præmemorato caſu Urbem Portûs Longi, unà cum Parte Inſulæ Ilvæ, quam in illa poſſidet, Principi Infanti filio ſuo cedet.

Neque Ipſe aut alius ejus in Regno Hispaniæ Succeſſor Tutelam Principis, qui iſtos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum poſſidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam ſibi acquirere retinere, aut poſſidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinenſis cauta ſunt, religioſè obſervare velit, ità tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius, vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carolus ſecundùm Literas Inveſtituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & ſingulis Punctis, Articulis, Clauſulis, & conditionibus hîc pro repetito, ac plenè inſerto habetur, ejusdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

Articulus Quintus.

Huic Paci includentur omnes illi, qui poſt permutatas ejusdem Ratihabitionum Tabulas intra ſex Menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo concluſam promittunt Legati Cæſarei, & Regius Hispanus ad formam hîc mutuò conditam, à Sua Majeſtate Cæſareo-Catholica & à Sua Majeſtate Regio-Catholica ratihabitum, & publica Ratificationum Inſtrumenta intrà trium menſium ſpatium ab hodierna die computandorum, aut citiùs, ſi fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur ſupranominati Legati Plenipotentiarii Cæſarei, & Regio-Hispanicus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ in Auſtria die ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto. ANNO 1725.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Articulus Separatus.

PEr Articulum hunc Separatum placuit, & conventum eſt; Titulos hoc in Tractatu ab utraque Parte aſſumptos Neutri præjudicio ulli haud fore: Huicque Articulo Separato eam vim eſſe, ac ſi ipſimet Tractatui inſertus fuiſſet, pari etiam modo ratihabendus. In quorum fidem ſupranominati Plenipotentiarii hunc Articulum Separatum itidem ſubſcripſerunt: Actum Viennæ die ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Plenipotentia Cæſarea.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, uriusque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, & Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ Superioris & Inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſtani, Goziani, Namurci, Roſſilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, Biscaïæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. Notum, teſtatumque facimus: Cum Sereniſſimus, & Potentiſſimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hispaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro ingenti illo Pacis univerſalis opere, quod aliquot abhinc annis Cameraci pendet, quovis poſſibili modo, & medio perficiendo, ſtabiliendoque, ad Aulam noſtram Cæſaream Legatum ſuum extraordinarium, plenâ Potentiâ inſtructum, nuper miſerit; quod proinde & Nos pro noſtro in ſalutem, ac quietem publicam ſolito amore, & ſtudio, Pacem, quæ Nos & Sacrum Romanum Imperium inter, nec non Coronam Hispaniæ pro communi univerſæ Europæ tranquillitate reparandâ ſupereſt, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Conſenſûs ac requiſitionis de dato Ratisbonnæ diei nonæ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi aſſertam omnino, lubenterque cupientes, confiderimus de prudentia, & experto rerum tractandarum uſu, fide, ac dexteritate Noſtrorum Conſiliariorum Cæſareorum Intimorum, Illuſtriſſimi Eugenii Principis Sabaudiæ, & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Conſilii noſtri Aulico-Bellici Præſidis Locum-

ANNO 1725.

Locumtenentis Generalis noſtri, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareſchalli, Conſanguinei & Principis noſtri Chariſſimi &c. nec non Illuſtrium, & Magnificorum Noſtrorum, Sacrique Imperii Fidelium dilectorum Philippi Ludovici Comitis & Domini de Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarii Hæreditarii, Provinciarum noſtrarum Auſtriacarum Cancellarii Aulici, aurei Velleris Equitis &c. Gundaccari Thomæ Comitis & Domini à Starhenberg Miniſterialis Noſtræ-Banco Deputationis Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. Erneſti Friderici Comitis de Windiſchgraz, Conſilii noſtri Imperialis Aulici Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. & Friderici Caroli Comitis à Schönborn, Pucheim, Wolffsthall, noſtri & Sacri Romani Imperii Pto-Cancellarii, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutoris &c. eosdem deputaverimus, nominaverimus, & conſtituerimus, prout tenore harum deputamus, nominamus, ac conſtituimus Legatos noſtros Imperiales Extraordinarios, & Plenipotentiarios benignè committentes ipſisdem, ac ſpecialiter mandantes, dantesque deſuper vigore præſentium plenam ipſis potentiam, authoritatem, & facultatem omnimodam con-vel disjunctim prædictum in finem cum præfato Legato Extraordinario, ac Plenipotentiario Regio-Hiſpanico, Legitimè ſufficienterque inſtructo, conferendi, ac pro Nobis, Sacroque Romano Imperio, ac noſtro Cæſareo & Imperii Sacri nomine in vim ſupradicti conſenſûs Tractatum Pacis ineundi, concludendi, & ſignandi, atque neceſſaria deſuper Inſtrumenta conficiendi, tradendi, adeoque omnia, & ſingula agendi, ſtipulandi, promittendi, concludendi, ſignandique Acta, & eorum Declarationes, confecta Pactorum Inſtrumenta commutandi, cæteraque omnia, quæcunque hunc ad Tractatum pertinere noſcuntur, æquè liberè faciendi, ac nosmet ipſi præſentes id faceremus, aut facere poſſemus, etiamſi Mandatum ſpecialius vel expreſſius requiri videretur; ſpondentes præterea, ac declarantes verbo noſtro Cæſareo, ac noſtro, totiusque Sacri Romani Imperii nomine, ut ſupra, nos firmum, ratum, & gratum omnino habituros, quicquid per præfatos noſtros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos con-aut disjunctivè, altero eorum legitimè impedito, actum, concluſum, ſignatum, extraditum, commutatumque fuerit, Nos per præſentes has verbo & Nomine, quibus ſupra, inſuper obſtringentes ad Imperiale Ratificationis noſtræ Diploma in conſuetâ formâ ſuper omnibus iis, quæ ſic acta, concluſa, atque ſignata fuerint, eo, quo conventum fuerit, tempore expediendum: In quorum omnium robur, ac fidem dabamus præſentes, manu noſtrâ Cæſareâ ſubſcriptas, quas Sigillo noſtro Imperiali firmari juſſimus. Datum in Arce noſtrâ Laxiburgi die 15. Menſis Maji Anno 1725. Regnorum noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpanicorum 22. Hungarici & Bohemici verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

PHILIPPUS WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Concluſum Imperii ſive Reichs-Gutachten.

DEr Römiſch. Kayſ. Majeſtät zu gegenwärtig allgemeiner Reichs-Verſamblung Gevollmächtigten Höchſt-anſehnlichen Principal-Commiſſario, und Kayſ. würcklichen Geheimben Rath/Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleucht/Herrn/Herrn Chriſtian Auguſt der Römiſchen Kirchen Prieſtern/ Cardinalen/ Nationis Germanicæ Protectori, Ertz-Biſchoffen zu Gran/ des Stuhls zu Rom. Legato nato, des Königsreichs Ungarn Primati, und Obriſten Geheimben Cantzlern/ Adminiſtratori des Biſtumbs Raab/wie auch der Gran/und Raaberiſchen Geſpanſchaften Obergeſpan/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve/ und Berg auch Engern/ und Weſtphalen/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meiſſen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ gefürſteten Grafen zu Henneberg/ des Hohen Ertz- und Chur-Fürſtlichen Domb-Stiffts zu Cöllen Domb-Probſt/ und Theſaurario, Graffen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zu Ravenſtein/ der Valley Thüringen Statthaltern ꝛc. bleibt unverhalten: Nachdeme man in allen dreyen Reichs-Collegiis das am 9. Septembris des 1720. Jahrs per Dictaturam publicam Statibus communicirte Kayſerl. Commiſſions-Decret, den erforderlichen/und in der Anno 1718. geſchloſſenen Quadrupel-Allianꝛ Articulo quinto ſtipulirten Reichs-Conſens zu der darin benanten exſpectativ; und eventual belehnung mit denen reſpectivè Groß- und Hertzogthümern Florentz/Parma/ und Placentia betreffend/ durch ordentlichen Vortrag in behörige berathſchlagung gezogen; So iſt der ſachen richtigkeit/ und allen dabey vorkommenen umbſtänden auch deren reiffer erwegung nach/ darfür gehalten/ und geſchloſſen worden/ daß Ihrer Kayſ. Majeſt. von Reichs wegen nicht allein für dero hierin angewendete Reichs-Väterliche Sorge der ſchuldigſt allerunterthänigſte danck (wie hiemit beſchiehet) zu erſtatten/auch Ihro der allergnädigſt verlangte conſenſus Imperii zu der in obgedachtem Articulo quinto der Quadrupel-Allianꝛ begriffene exſpectantz und Eventual-belehnung des Erſtgebohrnen Spaniſchen Printzens zweyter Ehe/ und deſſen Ehelicher und Männlicher Descendentz, auf deren abgang aber des zweyten/ oder anderen nachgebohrnen Printzen/ und deren Ehelichen Männlicher Descendentz; mit erſtgemelten Florentiniſch- und Placentiniſchen reſpectivè Groß- und Hertzogthumb als ein unveranderliches Reichs-Mann-Lehen/ nach Aus- und Abgang des jetzt regierenden Mediceiſch- und Farneſiſchen Manns-Stammens zu ertheilen/ und dieſelbe anbey allerunterthänigſt (wie hiemit beſchiehet) zu erſuchen wäre/ſie allergnädigſt geruhen mögten/ allein auf jetzt gedachten fuß des Articuli quinti der Quadrupel-Allianꝛ auch nomine Imperii den Frieden mit der Cron Spannien zu ſchlieſſen. Womit dem Kayſerl. Herrn Principal-Commiſſario, Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleucht zu Sachſen/ der Chur-Fürſten/ Fürſten/ und Standen des Reichs anweſende Räthe/ Bottſchafften/ und Geſandte geziemend empfehlen. Signatum Regenſpurg den 9. Decembris 1722.

(L.S.)

Chur-Fürſtl. Maynziſche Cantzley.

Plenipotentia Regis Catholici.

DON PHELIPE por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Lerdenna, de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme, de el Mar Oceano, Archi-Duque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto deſeamos viva-y ſinceramente contribuyr por todos los poſibles medios, à eſtablecer y enteramente perfecionar la grande, y importante obra de la Paz General, despues de tanto tiempo pendiente en el Congreſſo de Cambray combocado à eſte fin. Y anelamos a que fin mas dilaciones ſe ajuſten y ſe combengan todas las dependencias y intereſes del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos Carlos Sexto, y del Sacro Romano Imperio con Nos y nuestros Dominios, Por tanto conſiderando, quanto ſe aſegura eſte comun beneficio por una Paz particolar; Hemos tenido por combeniente nombrar con toda authoridad y Plenipotencia par ello à Vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda Señor de Jenſema, Enghelenburgh, y Fervert, Juez Hereditario de Humſtesland, y de Campen, con el grado de Noſtro Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, por la entera ſatisfacion y confianza, con que Nos hallamos de Voſtra perſona, y concurrir en ellas las combenientes circunſtancias de intelligencia, celo, y fedelidad à Noſtro Real ſervicio, que pide negociado de tal importancia para conferir, negociar, y tratar con los Embaxadores, y Plenipotenciarios authorizados de plenos poderes en buena forma por parte del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos, y concluyr efectuar y aſegurar una buena, firme y imbiolable Paz, y de recipróca combeniencia de los Vaſallos de eſtos, y a quellos Dominios, prometiendo como prometemos por la preſente en Fée y palabra Real, que paſaremos, y compliremos para ſiempre Nos y Nueſtros Succeſſores todo lo, que eſtipulareys, concluyreys, y efectuareys con los mencionados Embaxadores, Plenipotentiarios ò Miniſtros del Emperador, como va expreſado, y que lo obſervaremos exactamente, y haremos que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir, que ſe contra-

ANNO 1725.

benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, pues para todo ello, y lo demas, que fuere neceſſario, os damos y concedemos todo el poder authoridad, y facultad, que le requiere, y que lo aprovaremos, y ratificaremos dentro de el termino, que reciprocamente ſe combiniere para ello, prometiendo Nos aſſi mismo en fée y palabra Real de paſar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las ſolemnidades y demas requiſitos devidos. En teſtimonio de lò qual mandamos despachar, y despachamos la preſente firmada de nueſtra mano, ſellata con nueſtro Sello ſecreto, y refrendada de nueſtro infra eſcripto Secretario de Eſtado y de el despacho. Data en Buenretiro à dos de Abril de mil ſete cientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Cæſarea.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevillæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, Superioris, & Inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris, & Inferioris Luſatiæ, Comes Hapspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſthani, Comes Gotiani, Namurci, Roſſilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscajæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenerit: Divinâ favente clementiâ factum eſſe, quòd ſuper Bello, quo propter Succeſſionem Hispanicam univerſa propemodum Europa involuta fuit, nunc Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Philippum quintum Hispaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate noſtra Vienna, per conſtitutos utrinque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper initus, & concluſus, atque ſolemne deſuper Inſtrumentum confectum, ſubſcriptum, & ſignatum fuerit, formâ, modo, & tenore ſequenti.

Locus inſerti Tractatûs.

Cum igitur omnia, & ſingula, quæ publico huic Inſtrumento inſerta leguntur, noſtro Cæſareo, & Sacri Romani Imperii nomine, per Noſtros Cæſareos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios ſupra nominatos geſta, acta, & conventa fuerint; Hinc Nos præhabitâ maturâ, & deliberatâ conſideratione, accedente communi omnium Imperii Statuum conſenſu de vigeſimâ Julii nuperi, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & ſingulis punctis ratum, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex certâ noſtrâ ſcientiâ, & Cæſareæ Majeſtatis plenitudine ipſum approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, rataque perpetuò, & firma eſſe, ac fore prætacta omnia, virtute præſentium, ſtatuimus, & declaramus, verbo Noſtro Imperiali promittentes, pro Nobis, Noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & ſingulos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter ac inviolabiliter ſervaturos, plenæque exſecutioni mandaturos, nec ullâ unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contraventuros, aut, ut per alios contraveniatur, quocunque modo permiſſuros eſſe, omni dolo, & fraude remotis: In quorum omnium teſtimonium, robur, ac fidem Sigillum Noſtrum Cæſareum majus huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto, appendi juſſimus. Datum in Civitate noſtrâ Viennâ vigeſimâ nonâ Auguſti Anno milleſimo, ſeptingenteſimo, vigeſimo quinto, Regnorum noſtrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum vigeſimo ſecundo, Hungarici, & Bohemici verò decimo quinto.

ANNO 1725.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

PHILIPP. WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Ratificatio Hispanica.

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum Divina favente clementiâ, Nos inter, & Sereniſſimum, atque Potentiſſimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Miniſtros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios ampliſſimis Mandatis ad id nominatim pro utrâque parte inſtructos, quorum nomina in ipſo Conventionis Inſtrumento inſerta leguntur, concluſus, ſubſcriptus, & ſignatus fuerit formâ, modo, & tenore ſequenti.

Locus inſerti Tractatûs.

Nos eadem omnia & ſingula præhabita, maturâ, & diligenti conſideratione, ex certâ noſtra ſcientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe, & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus, pro Nobis, noſtrisque Succeſſoribus, Regnis, & Subditis, Nos, omnes, & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid totâ hac in Pacis conventione continetur, firmiter, conſtanter, & inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex noſtrâ parte, vel per alios contraveniatur paſſuros, quomodocunque id fieri poſſet, omni dolo, & fraude excluſis. In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium, præſentes noſtras Ratificationis Literas expediri mandavimus, manu nostrâ ſubſcriptas, & Sigilli noſtri ſecreti appoſitione roboratas, nec non infraſcripti Secretarii noſtri ſtatûs & univerſalis expeditionis chirographo referendatas. Datum in Regia hac noſtra apud Sanctum Ildephonſum, die Julii vigeſimâ primâ, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

Ratificatio Hispanica
Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ utriusque Siciliæ Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Inſtrumentum Pacis Nos inter & Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium concluſæ à Nobis jam ratihabitum,

ANNO 1725.

tum, etiam in Articulum sequentem per Ministros ab utraque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios conventum fuerit juxta subinsertum tenorem:

Locus Articuli Separati.

Nos autem pariter ratum, & firmum habere volentes, hisce ipsum confirmamus, approbamus, & ratihabemus, verbo Regio promittentes: nos eundem accuratè observaturos, nec unquam ipsi quavis ratione, prætensione, seu prætextu contraventuros, aut infracturos; in quorum fidem, robur, & testimonium præsentes approbationis, & Ratificationis Literas, vel Instrumentum, manu propriâ subscripsimus, & Sigilli nostri secreti appositione expediri, & muniri mandavimus, nec non infrascripti Secretarii Nostri Statûs, & universalis Expeditionis chirographo roborari. Datum in Regiâ hac Nostra apud Sanctum Ildephonsum die Julii vigesimâ primâ Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

XL.

Juin. *Edit de* LOUÏS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extention de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedents. Donné à Versailles au Mois de Juin* 1725. [Sur la Copie imprimée à Paris.]

LOUÏS, &c.: A tous présens & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avenement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717., créé & établi une Compagnie de Commerce Maritime, sous le nom de *Compagnie d'Occident:* Depuis cela ayant reconnu que diverses autres Compagnies de Commerce, établies sous le Regne du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantissement, que nos Sujets étoient obligez de tirer des Etrangers, les Marchandises que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de réünir les differens Privileges de Commerce exclusif, ci-devant concedez à ces Compagnies particulieres, à celle d'*Occident* que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties réünies pûssent respectivement se soûtenir; & Nous avons la satisfaction de voir l'utilité de cette réünion, par la situation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien differente de ce qu'elle étoit lors de leur division; reconnoissant d'ailleurs qu'il est de notre Justice d'assûrer la fortune d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui se trouvent interessez dans la *Compagnie des Indes*, par les engagemens qu'ils n'ont pû se dispenser de prendre dans les differentes operations dont elle a été chargée pendant notre Minorité: Nous avons fait examiner en notre Conseil les moyens d'affermir & soûtenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus autentique les Privileges exclusifs de differens Commerces que Nous lui avons concedez jusqu'à-présent, qui sont de nature à ne pouvoir être utiles s'ils étoient libres, sans que ladite Compagnie puisse en prétendre aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Négocians particuliers, & sans pouvoir s'immiscer en aucun tems dans nos Finances; en établissant pour toûjours le gouvernement & l'administration des affaires de cette Compagnie, de maniere que nos Sujets ayent une entiere confiance à un Etablissement que Nous sommes resolus de soutenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c., Nous avons par le présent Edit perpetuel & irrevocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la Compagnie des *Indes* créée sous le nom de Compagnie d'*Occident* par nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717. jouïsse à perpetuité des Concessions & Privileges que Nous lui avons accordez, tant par lesdites Lettres Patentes, que par nos Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus depuis en sa faveur; desquelles Concessions & Privileges Nous voulons que ladite Compagnie jouïsse de la maniere que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privileges, en ont joui ou du jouïr, sauf les Articles auxquels il sera dérogé, ou qui seront plus amplement expliquez par le présent Edit. ANNO 1725.

II. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege exclusif du Commerce dans toutes les Mers des *Indes*, & au delà de la Ligne, des Isles de *Bourbon* & de *France*, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les differens Etats d'*Asie* & de la Côte Orientale d'*Afrique*, depuis le *Cap de Bonne Esperance* jusqu'à la *Mer Rouge*, ainsi qu'en ont joui ou dû jouïr la Compagnie des *Indes-Orientales*, établie par Edit du Mois d'Août 1664. pour 50. années, dont les Privileges ont été confirmez & augmentez par la Déclaration du Mois de Fevrier 1685., & prorogez pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1715. par Déclaration du 29. Septembre 1714., & autres Déclarations & Arrêts; ensemble des Privileges accordez à la Compagnie particuliere de la *Chine*, par Arrêt de notre Conseil du 28. Novembre 1712. & Lettres Patentes expediées en conséquence le 12. Fevrier 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans lesdites Mers & Païs de la Concession de la Compagnie des *Indes*, à peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun Interêt dans des Armemens particuliers qui pourroient se faire pour lesdites Mers & Païs, même sous le Passeport & Banniere d'aucun Prince étranger, à peine de désobéïssance.

III. Ladite Compagnie jouïra du Commerce exclusif de la Traite des Negres, Poudre d'or, & autres Marchandises à la Côte d'*Afrique*, depuis la Riviere de *Serre-Lionne*, inclusivement, jusqu'au Cap de *Bonne Esperance*, ainsi qu'en a joui ou dû jouïr la Compagnie de *Guinée*, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1685., & conformement aux Arrêts de notre Conseil des 27. Septembre 1720., & 14. Decembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquis le 15. Decembre 1718., le Privilege & les Effets de la Compagnie du *Sénegal*, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1696., elle jouïra seule du Commerce de la Traite des Negres, Cuir, Morphil, Poudre d'or, & autres Marchandises, depuis le *Cap Blanc* jusqu'à la Riviere de *Serre-Lionne*, exclusivement, ainsi & de la même maniere que ladite Compagnie du *Sénegal* en a joui ou dû jouïr.

V. Jouïra pareillement ladite Compagnie, de la Concession de la Colonie de la *Louisianne*, & du Commerce exclusif du Castor, conformement à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., & Edit du Mois de Decembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des *Indes* jouïra du Privilege du Commerce de la Côte de *Barbarie*, ainsi & de la même façon qu'en ont joui les Compagnies auxquelles elle a été subrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Occident*, devenuë depuis Compagnie des *Indes*, ayant porté en notre Trésor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premieres Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargez de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Edit du Mois de Decembre 1717., enrégîtré en notre Cour de Parlement le 31. du meme Mois, Nous avions affecté sur nos Fermes du Controlle des Actes, du Tabac & des Postes; & depuis ayant jugé que la jouïssance du Privilege exclusif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabacs qu'elle peut tirer de ses Plantations, que pour la facilité que lui donne son Commerce, de faire venir ceux qui sont nécessaires pour l'exercice de ce Privilege; Nous aurions dans cette vûë accordé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Occident*, par résultat de notre Conseil du premier Août 1718. sous le nom de *Jean l'Amiral*, qui auroit continué d'en jouïr, tant sous le nom de Compagnie d'*Occident*, que sous celui de Compagnie des *Indes*; mais cette jouïssance ayant été interrompuë pendant la Régie des Commissaires de notre Conseil, ordon-

ANNO 1725.

ordonnée par Arrêt de notre Conseil du 15. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ses Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait cesser ladite Régie, & rétabli ladite Compagnie dans la jouïssance de ses Effets; Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. dudit Mois de Mars 1723., abandonné la jouïssance du Privilege exclusif de la vente du Tabac, à la Compagnie des *Indes*, pour être quitte envers elle de deux Millions cinq cens mille Livres de Rentes, à compte de trois Millions, à quoi Nous avions reduit par Arrêt de notre Conseil du 19. Septembre 1719., les quatre Millions de Rentes constituées à la Compagnie d'*Occident*, en consequence de notre Edit du Mois de Decembre 1717. Et depuis, voulant assurer pour toûjours à ladite Compagnie des *Indes* la jouïssance dudit Privilege exclusif, tant pour encourager les Plantations de Tabac dans les Colonies de la Concession, que pour assurer de plus en plus l'état & la fortune des Actionnaires; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conseil du premier Septembre 1723., que par des Commissaires de notre Conseil, il seroit passé à la Compagnie des *Indes*, ses Directeurs stipulans pour elle, un Contract d'alienation à titre d'engagement, du Privilege exclusif de la vente du Tabac, pour en jouïr ainsi qu'en a jouï ou dû jouïr Verdier, dernier Fermier de la vente exclusive, à commencer la jouïssance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quitte par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions sur ladite Somme de cent Millions, qui sont l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle porté en notre Trésor Royal en execution de l'Edit du Mois de Decembre 1717. Et d'autant que Nous reconnoissons de plus en plus, que si ce même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui est le patrimoine des Actionnaires, étoit resté dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui auroit produit annuellement de bien plus grands bénefices, que ne peuvent être ceux de la vente exclusive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puissent monter, & que par cette raison, & autres grandes & importantes considerations à Nous connuës, il est de notre Justice d'assurer à ladite Compagnie en la meilleure forme & maniere, ledit Privilege de vente exclusive: Nous avons par le présent Edit perpetuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'alienation faite en consequence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commissaires de notre Conseil, par Contract passé le 19. Novembre ensuivant, à ladite Compagnie des *Indes*, du Privilege de la vente exclusive du Tabac dans l'étendue de notre Royaume, Païs, Terres & Seigneuries de notre obéïssance, sans que sous quelque prétexte que ce soit, elle puisse être troublée en la jouïssance dudit Privilege.

VIII. La Compagnie des *Indes* exercera le Privilege exclusif de la vente du Tabac, en son nom, comme chose à elle appartenante en pleine proprieté, sans qu'il soit besoin qu'elle y soit autorisée par aucun Arrêt de prise de possession; elle en jouïra ainsi qu'elle en jouït ou doit jouïr actuellement, en consequence de l'Arrêt de notre Conseil du 1. Septembre 1723., sans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contraventions audit Privilege seront punies conformement à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus sur cette matiere, ainsi & de la même maniere que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Interêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons soûtenir les Privileges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Caffé étant du crû & culture des Païs de la Concession de la Compagnie des *Indes*, le Privilege exclusif de l'introduction & vente de cette Marchandise lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des *Indes-Orientales* en avoit négligé la Traite, nous en avons accordé nommément le Privilege à la Compagnie des *Indes*, par les Arrêts de notre Conseil du 31. Août & 12. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutez, en confirmant ledit Privilege à la Compagnie des *Indes* en tant que besoin est, à condition qu'elle ne pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend présentement, & sans déroger au Privilege de la Ville de *Marseille* à cet égard, dans lequel nous l'avons maintenuë par Arrêt de notre Conseil du 8. Fevrier 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des *Indes* exerce ledit Privilege exclusif de la vente du Caffé dans l'étenduë de notre Royaume, en la même forme portée par l'Article VIII. du present Edit pour le Privilege du Tabac, & que les fraudes & contraventions qui pourroient y être commises, soient jugées par les Juges à qui la connoissance en est attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., regîtrée en nos Cours des Aides, & conformement aux dispositions de ladite Déclaration.

ANNO 1725.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des *Indes* dans des Privileges de Commerce, qui ne peuvent se soûtenir & réüssir à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils seront exclusifs ainsi qu'ils l'ont toûjours été, & qu'ils seront gouvernez par le même esprit: Notre intention est que cette Compagnie serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Négocians particuliers: Nous déclarons qu'à l'avenir elle ne pourra prétendre aucun autre Privilege exclusif, tel qu'il puisse être, que ceux qui lui sont confirmez par le présent Edit. Et attendu que l'experience Nous a fait connoître qu'autant l'établissement de cette Compagnie est utile & necessaire, lors-qu'elle est uniquement occupée du soin des Colonies importantes & des Parties de Commerce considerables que Nous lui avons concedées, autant il est contre le bon ordre & contre nos Interêts, & ceux même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances: Nous lui défendons très-expressément de s'immiscer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances: Voulant qu'elle soit & demeure conformement à son institution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à soûtenir celui qui lui est confié, & à faire valoir avec sageste & œconomie le bien de nos Sujets qui y sont interessez, sans que les fonds de la Compagnie des *Indes* puissent être en aucun cas employez à autre usage qu'à son Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723. ordonné, qu'il seroit passé à la Compagnie des *Indes* un Contract d'alienation à titre d'engagement, des Droits composans notre Domaine d'*Occident*, pour demeurer quitte envers elle de la Somme de trois Millions trois cens trente trois mille trois cens trente-trois Livres six Sols huit Deniers, à imputer sur les cent Millions par elle portez en notre Trésor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'*Occident* ne fût point séparé de nos Fermes Generales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure revoqué & comme non avenu, déchargeons ladite Compagnie des engagemens & conditions y contenuës: Et à l'égard des dix Millions restans des cent Millions portez en notre Trésor Royal par ladite Compagnie, deduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous nous sommes acquittez envers elle par l'alienation du Privilege exclusif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continuë de jouïr de la Rente du principal desdits dix Millions de Contracts, à raison de trois pour cent, conformement à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrerages, de six Mois en six Mois, sur ledit pié.

XIII. Le Privilege exclusif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des *Indes* par Arrêt de notre Conseil du 15. Fevrier 1724., demeurera éteint & supprimé: N'entendons néanmoins priver ladite Compagnie de la liberté de faire à l'avenir des Loteries, en prenant nos permissions particulieres.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante-six mille le nombre des Actions de la Compagnie des *Indes*; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à son profit un nombre considerable, Nous voulons que les Actions retirées par la Compagnie, soient annullées & brûlées en presence des Actionnaires, au jour qui sera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du présent Edit, dont il sera dressé Procès-Verbal inseré dans le Regître des deliberations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie se trouvant chargée de Rentes viageres constituées en exécution de l'Arrêt de notre Conseil du 20. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Billets de Loterie dont la Compagnie a reçû la valeur en Argent ou en Actions par elle retirées: Nous voulons que ledit Arrêt soit exécuté selon sa forme & teneur, & que les Rentes constituées en consequence soient exactement payées: lequel payement devant être fait du même fonds affecté au payement du dividende des Actions retirées, & considerant d'ailleurs les inconveniens qui ont resulté ci devant de la multiplication

ANNO 1725.

tion des Actions, qui ne peut être faite qu'au grand préjudice des premiers Actionnaires, Nous défendons à la Compagnie des *Indes* de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour être éteintes, annullées & brûlées en préſence des Actionnaires convoquez, dont ſera dreſſé Procès-Verbal, afin que le nombre effectif d'Actions qui ſubſiſteront, ſoit toûjours connu des Actionnaires.

XVI. Il ſera tenu tous les ans dans le courant du Mois de Mai, au jour indiqué, une Aſſemblée générale des Actionnaires, dans laquelle ſera lû & rapporté le Bilan général des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende ſera déclarée.

XVII. Tout Actionnaire qui aura dépoſé 25. Actions à la Caiſſe générale de la Compagnie, dans le terme prescrit par l'affiche d'indication de l'Aſſemblée générale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que pluſieurs Particuliers peuvent avoir employez en Actions de la Compagnie des *Indes*, des fonds provenant de rembourſement d'Effets qui leur tenoient nature de propres ; conſiderant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds conſiderables en Actions, qu'ils ne ſe diſſipent par la facilité qu'il y a d'en diſpoſer, Nous voulons qu'il ſoit libre à l'avenir à tous Proprietaires d'Actions, de les dépoſer, avec telles conditions & reſtrictions qu'il jugera à propos, à la Caiſſe générale de la Compagnie, où il ſera tenu par le Caiſſier général & de ſa main un Regître ſecret de compte ouvert desdites Actions dépoſées, tant pour le principal que pour les dividendes; & qu'il ſoit delivré par ledit Caiſſier général un Acte dudit dépôt, qui ſera paſſé devant Notaire, contenant les conditions & reſtrictions ſtipulées par l'Actionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caiſſier général ſera tenu de ſe conformer.

XIX. Conformement à l'Article XVI. de nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., portant le premier établiſſement de la Compagnie des *Indes*, ſous le nom de Compagnie d'*Occident*, tous Procès qui pourroient naitre en *France* pour raiſon des affaires d'icelle, ſeront terminez & jugez par les Juges-Conſuls à *Paris*, dont les Sentences s'exécuteront en dernier reſſort jusqu'à la Somme de quinze cens Livres & au-deſſous par proviſion, ſauf l'appel à notre Cour de Parlement de *Paris*: Et quant aux matieres criminelles dans leſquelles la Compagnie ſera Partie, ſoit en demandant, ſoit en defendant, elles ſeront jugées par les Juges ordinaires. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à *Verſailles* au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

XLI.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majeſtés* BRITANNIQUE TRE'S-CHRETIENNE & Pruſſienne, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. Avec TROIS ARTICLES *ſeparés, concernant l'Affaire de* Thorn, *& le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le* 3. *Septembre* 1725. [Simple Copie, mais ſûre.]

LEURS MAJESTEZ le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrêtien*, & le Roi de *Pruſſe* ayant vû avec plaiſir combien l'Union étroite qui ſubſiſte entr'Elles, a contribué non-ſeulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais auſſi au Bien & à la Tranquillité publique; étant perſuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à aſſurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evenemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indiſſoluble; Et ayant réflechi mûrement ſur tous les Traitez qui ſubſiſtent entre Leursdites Majeſtez, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le préſent Traité, déroger en aucune maniere,) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles meſures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'*Europe*, en convenant entr'Elles de ce qui ſeroit néceſſaire, non-ſeulement pour la Sûreté & les Interêts les plus eſſentiels de leurs propres Royaumes, mais auſſi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces conſiderations, & dans cette vûë, Leursdites Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne ont donné leurs Plein-Pouvoirs; ſavoir, S. M. Britannique au Sieur *Charles* Vicomte de TOWNSHEND, Baron de *Lynn*, ſon Lieutenant dans le Comté de *Norfolk*; Chevalier de l'Ordre de la Jartiere &c., & ſon Secretaire d'Etat; S. M. Très-Chrétienne au Sieur *François*, Comte de BROGLIO, Lieutenant-Général de ſes Armées, Directeur-Général de ſa Cavalerie & de ſes Dragons, Gouverneur de *Mont Dauphin*, & ſon Ambaſſadeur auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*; & S. M. Pruſſienne au Sieur *Jean-Chriſtophle* de WALLENRODT, ſon Miniſtre d'Etat & ſon Envoyé Extraordinaire auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*: Lesquels, en vertu desdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité,) ayant peſé avec toute l'attention poſſible les meſures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majeſtez ſe propoſent, ſont convenus des Articles ſuivans.

ANNO 1725.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à préſent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus ſincere & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre lesdits trois Sereniſſimes Rois, leurs Héritiers & Succeſſeurs, leurs Etats, Païs, & Villes ſituées ſur leurs Terres reſpectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant dedans que dehors l'*Europe*; & ils ſeront conſervez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puiſſent avancer fidellement leurs Interêts & Avantages réciproques, & prévenir & repouſſer tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puiſſent trouver.

II. Comme c'eſt le véritable but & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conſerver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes reſpectifs, Leurs Majeſtez ſusdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour proteger & maintenir généralement tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans que dehors l'*Europe*, dont chacun des Alliez ſera actuellement en Poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que les Droits, Immunitez & Avantages; & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont lesdits Alliez jouïſſent, ou doivent jouïr reſpectivement: Et pour cette fin, lesdits Rois ſont convenus que ſi, en haine de cette Alliance, ou ſous quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hoſtilement, ou qu'il ſouffrît quelque tort dans les choſes ci-deſſus ſpécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il ſoit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raiſon à la Partie lezée & pour porter l'Aggreſſeur à s'abſtenir d'aucune hoſtilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas ſusdits, & que les bons Offices ci-deſſus mentionnez ne fuſſent pas aſſez efficaces pour procurer une juſte ſatisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lezée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requiſition leur aura été faite, fourniront les Secours ſuivans: C'eſt-à-dire,

S. M. le Roi de la *Grande-Bretagne* donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi *Très-Chrêtien* fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de *Pruſſe* fournira auſſi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais ſi la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaiſſeaux de Guerre & de Transport, ou même des Subſides en Argent, ce qu'on laiſſera toûjours à ſon choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaiſſeaux ou de l'Argent à proportion de la dépenſe des Troupes à donner comme ci-deſſus: Et pour ôter toute ſorte de doute par rapport à cette dépenſe, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié ſeront évaluez à 10000. Florins de *Hollande* par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, auſſi par Mois; & l'on fera le calcul pour les Vaiſſeaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-deſſus ſpecifiez ne ſuffiſent pas pour faire faire Juſtice à la Partie lezée, alors les Parties Contractantes conviendront enſemble des Forces ulterieures

ANNO 1725. rieures à être fournies : Et enfin, en cas de néceſſité, lesdits Alliez aſſiſteront la Partie lezée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

IV. Et comme lesdits trois Sereniſſimes Rois ſont réſolus de reſſerrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques poſſibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils ſont convenus reciproquement, non-ſeulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entrecommuniquer fidellement les Propoſitions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre ſur ce qui leur ſeroit propoſé, aucune Reſolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui ſeroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'*Europe*, qu'il eſt ſi néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrêtienne, intereſſée particulierement par ſa qualité de Garant des Traitez de *Weſtphalie*, au maintien des Privileges & Libertez du Corps *Germanique*, & Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des ſemences de Diviſion, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraſeroit toute l'*Europe* par les ſuites funeſtes qui en reſulteroient ; Leursdites Majeſtez étant toûjours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'*Empire* en particulier, & celle de l'*Europe* en géneral, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'obſervation des ſusdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant ſtatué ſur les Affaires de l'*Empire*, ſont regardez comme la Baſe & le fondement de la Tranquillité du Corps *Germanique*, & le ſoûtien de ſes Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs ſusdites Majeſtez déſirent véritablement de pourvoir d'une maniere ſolide.

VI. La préſente Alliance ſubſiſtera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du préſent Traité.

VII. Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au préſent Traité; & Elles ſont convenuës dès à préſent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Géneraux des *Provinces-Unies*.

VIII. Ce préſent Traité ſera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrêtien* & le Roi de *Pruſſe*, & les Ratifications ſeront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Traité, auquel nous avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

PREMIER ARTICLE SEPARE'.

COMME l'Affaire arrivée dernierement dans la Ville de *Thorn*, & ce qui s'en eſt enſuivi, ont alarmé pluſieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'*Oliva*, il n'arrive à cette occaſion des Troubles, non-ſeulement dans la *Pologne*, mais auſſi dans les Païs voiſins, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Pruſſienne, qui comme Garantes du ſusdit Traité d'*Oliva*, ſont intereſſées à ce qu'il ſoit maintenu & obſervé dans toute ſon étenduë, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'*Oliva*; & pour cet effet, Leursdites Majeſtez s'inſtruiront, de concert, par leurs Miniſtres en *Pologne* des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'*Oliva*, & des moyens d'y remedier d'une maniere qui aſſure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle ſeroit expoſée, ſi un Traité auſſi ſolemnel que celui d'*Oliva* ſouffroit quelque atteinte.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité. ANNO 1725.

En foi dequoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

SECOND ARTICLE SEPARE'.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Chrêtienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Pruſſienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient ſouffrir dans les Etats qu'Elles poſſedent, l'*Empire* déclarât la Guerre à Sadite Maj. Très-Chrétienne; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bret.* & le Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dont les Interêts auroient été l'occaſion de la Guerre, que S. M. Très-Chrêtienne auroit à ſoutenir; non-ſeulement ils ne fourniroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ne ſeroient pas compriſes & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'*Empire* feroit à la *France*; mais même Elles agiroient de concert avec S. M. Très-Chrêtienne, jusqu'à-ce que la Paix troublée à cette occaſion fut rétablie; Sadite Majeſté Britannique promettant d'ailleurs ſpecialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclu avec S. M. Très-Chrêtienne, laquelle de ſon côté promet de les obſerver fidellement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNHSEND. BROGLIO. WALLENRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

TROISIEME ARTICLE SEPARE'.

S'il arrivoit que nonobſtant la ferme réſolution dans laquelle eſt S. M. Très-Chrêtienne, d'obſerver exactement tous ſes Traitez à l'égard de l'*Empire*, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le préſent Traité, l'on voulût, de la part dudit *Empire*, prendre quelque réſolution contre la *France*, au préjudice de la Garantie génerale des Poſſeſſions, telle qu'elle eſt ſtipulée par le Traité ſigné ce jourdhui; S. M. Britannique & S. M. Pruſſienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, ſoit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diete, ſoit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne ſe commette rien qui y ſoit contraire : Mais, ſi contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la *France* de la part dudit *Empire*, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défenſive, Elles ne ſeroient pas obligées, ſuivant ſes Conſtitutions, de fournir aucun Contingent : Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majeſtez, ſi elles croyoient ne pouvoir ſe diſpenſer de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ſe reſervent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, ſans que Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, à raiſon de leur Contingent ainſi fourni, ſoient cenſées avoir contrevenu au Traité ſigné ce jourdhui, qui demeurera dans toute ſa force. L. M. Britannique & Pruſſienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrêtienne, que celui qu'Elles ſont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû,

ANNO 1725.

prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, laquelle de ſon côté ne pourra pour raiſon dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Sereniſſime Roi d'*Angleterre* & dudit Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dans l'*Empire*, ou ailleurs, aucune Hoſtilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Paſſages, ou autres choſes à la charge desdits Païs & Etats, ſous quelque prétexte que ce ſoit; & de même lesdits Etats, Places, Lieux, & Sujets ne pourront auſſi fournir aucunes desdites choſes aux Ennemis de S. M. Très-Chrêtienne, laquelle s'oblige auſſi & promet de ſon côté que ſi dans l'*Empire* on venoit à prendre des Réſolutions pareilles à celles dont il eſt parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la *Grande-Bretagne* & de *Pruſſe*, S. M. Très-Chrêtienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les aſſiſter avec toute la vigueur néceſſaire, en conformité de ce Traité, jusqu'à-ce que les Troubles, Torts & Infractions ceſſent entierement.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Sousſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

XLII.

23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majeſté* IMPERIALE *& Catholique par les Commiſſaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commiſſaires Ottomans, ſur la libre Navigation, abſtractivement de tout Commerce. A Tunis le* 3. *Septembre* 1725. [Copie Originale.]

I. IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courſes, & Actes, d'hoſtilité ceſſeront tant par Mer, que par Terre, entre les Vaiſſeaux, & Sujets de Sa M. I. & Cathol., & les Vaiſſeaux, & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitieme du preſent Mois de Septembre 1725. enſuite de la parole irrevocable de ſuſpenſion d'Armes ſolemnellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en preſence de tous les Miniſtres, & des Seigneurs Commiſſaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique par les ſousſignez Commiſſaires, & en cas de Contravention, reſtitution ſera faite, de ce qui aura été pris, ſoit Vaiſſeau, Esclaves, & tout autre choſe *cum omni cauſa*, & les dommages reparez ſans aucune reſerve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Paſcha, Bey, Dais & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets une ſeureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivieres, abſtractivement de tout Commerce & ſans qu'il ſoit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependences reſpectives; Et ſous le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique ſont compris les Allemands, les inhabitans des Païs-Bas Autrichiens à l'Ocean, Siciliens, Napolitains, Calabrois, & leur dependences, & ceux de Fiume & de Trieſte ſitués dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils ſoient. Mais ſi quelques Vaiſſeaux furent forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une neceſſité abſoluë, dans ce cas ſeulement, ils ſeront reçûs dans les Rades, & Ports reſpectifs & defendus, & protegés par les Châteaux, & Fortereſſes, & les Commandants desdits Châteaux pourront retenir, & arrêter 24. heures les Vaiſſeaux de Guerre, qui y auront relâché, jusques à ce que les Vaiſſeaux de leurs Ennemis ſeront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute ſeureté dans les Ports.

III. Les Vaiſſeaux de part & d'autre, qui auront été dans la neceſſité de ſe ſauver dans les Rades, & Ports des deux Puiſſances, comme il eſt expliqué dans l'Article precedent, le Commandant tâchera de les defendre, mais s'ils y ſont pris, ou enlevés par Stratageme de ſon Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en ſeront pas reſponſables.

IV. Les Vaiſſeaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaiſſeaux & Bâtimens navigeant ſous le Pavillon, & Paſſeport de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui ſera transcrite à la fin du preſent Traité, les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage ſans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainſi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Perſonnes dans la Chalouppe, outre le nombre neceſſaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que lesdites deux Perſonnes dans ledit Vaiſſeau, ſans la permiſſion expreſſe du Commandant, & reciproquement les Imperiaux en uſeront à l'égard des Vaiſſeaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui ſeront Porteurs des Certificats du Conſul Imperial établi à ladite Ville, duquel Certificat la Copie ſera pareillement jointe à la fin du preſent Traité, & il ne ſera pas permis de donner des Paſſeports à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & ſeulement.

V. Tous les Sujets Imperiaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui ſeront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume ſeront mis auſſitôt en liberté, ſans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas, que les Vaiſſeaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains miſſent à Terre des Esclaves Imperiaux.

VI. Les Etrangers Paſſagers trouvés ſur les Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ni pareillement les Sujets de Sadite Majeſté pris ſur les Vaiſſeaux étrangers ne pourront être faits Esclaves ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être, quand même les Vaiſſeaux, ſur lesquels ils auroient été pris ſe ſeroient defendus, ni moins leurs effets, & Marchandiſes retenuës, & la même choſe ſe pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne ſera donné aucun Secours, ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auront armé ſous leur Commiſſion, & feront lesdits Paſcha, Bey, Dais & Divan defenſe à tous leurs Sujets d'armer ſous commiſſion d'aucun Prince, ou Etat Ennemis de la Couronne Imperiale, comme auſſi empêcheront, que ceux, contre lesquels ledit Empereur eſt, où ſera en Guerre, puiſſent armer dans leurs Ports pour courir ſur ſes Sujets, & il ne ſera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majeſté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M. Imperiale, & Catholique un Conſul dans le Royaume de Tunis pour diſtribuer les Certificats predits, & juger les differens entre les Sujets de S. Majeſté, ſans que les Juges du lieu s'en puiſſent mêler, & veiller generalement à toute affaire de ſa charge, & jouïra des mêmes Honneurs, Franchiſes, Libertés, & Exemptions, dont jouïſſent tous les Conſuls des autres Nations, nulles de reſervées, & aura la preſeance ſur ceux, comme il ſe pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque different entre un Sujet de Sa Majeſté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conſeil desdit Paſcha, Bey, Dais, Divan, où par les Commandans dans les Ports où les differens arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majeſté, qui auront frappé un Turc, ou Maure ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeller le Conſul pour defendre la cauſe desdits Sujets, & en cas, qu'ils ſe ſauvent, ledit Conſul n'en pourra être reſponſable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au preſent Traité, il ne ſera fait aucun Acte d'hoſtilité, qu'après un deni formel de Juſtice.

XII. Si quelques Vaiſſeaux des deux Parties Contractantes ſe font du tort, les uns aux autres dans la Mer, les Contraventeurs ſeront très-ſeverement punis, & les Armateurs reſponſables.

XIII. Si le preſent Traité venoit à être rompu, il ſera permis au Conſul Imperial, & à tous ceux, qui ſont de ſa ſuite, de ſe retirer dans leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles ſera rati-

ANNO 1725. ratifié par Sa Sacrée Majeſté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & ſigné ce jourdhui par le Paſcha, Bey, Dais, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part; Et par les Commiſſaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique enſuite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part, & ſera confirmé par les Commiſſaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne pretexte aucune cauſe d'ignorance, ce preſent Traité, ſera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement obſervé par leurs Sujets.

Ainſi fait, conclû, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Françoiſe, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & ſouscrit de Nos noms, & y fait appoſer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAMILLE Escuyer.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLS.

XLIII.

1726. 16. Avril. *Acte d'Acceſſion de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance * conclu entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE *le 22. Fevrier* 1724. *Fait à Vienne le* 16. *Avril* 1726.

Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit.

SOit notoire à tous & un chacun à qui il apartient ou peut apartenir.

Qu'un Traité d'*Alliance défenſive* entre les Cours de Suède & de Ruſſie, ayant été ſigné à Stokholm le 22. de Février de l'an 1724. les Miniſtres de ces Cours reſidans alors à la Cour Imperiale ont invité Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article ſécret, tendant à affermir & confirmer la tranquilité publique & la Paix; & d'aſſiſter lesdits Alliez de ſes ſecours & Conſeils. Sa Majeſté Imperiale & Catholique ayant toûjours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoit reſolu il y a déja long-tems d'entrer dans cette *Alliance défenſive*; ainſi Sa Majeſté Imperiale & Catholique portée par ſon attachement & ſon attention ſincère aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, enſorte que depuis long-tems elle a réſolu d'acceder au ſusdit Traité comme ſi elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs néceſſaires, les ſousſignez ſes Conſeillers Privez, pour traiter, conformement à cette réſolution, de cette acceſſion avec les Miniſtres des ſusdites Cours munis auſſi des Inſtructions & Plein-Pouvoirs néceſſaires, & ce en conſequence pour dreſſer un Inſtrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires reſpectifs ſont convenu ainſi qu'il s'enſuit, après avoir conferé enſemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique déclarent, certifient & promettent en ſon nom que Sa Majeſté Imperiale & Catholique pour elle & pour ſes Héritiers legitimes & ſes Succeſſeurs, prend part & entre dans le ſusdit Traité d'Alliance de Stokholm & dans l'Article ſécret; que Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme *Pars compaciscens* ſe joint & s'allie par le preſent Acte d'Acceſſion avec Leurs Majeſtez confederées de Suède & de Ruſſie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs legitimes Heritiers & Succeſſeurs tant en commun qu'en particulier d'obſerver & executer les conditions, clauſes & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles ſont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article ſécret, & ce pour tous les Royaumes, Païs & Seigneuries qu'elle poſſede: & ſi le *caſus Fœderis* ou quelque cas demandant l'exécution de ſa promeſſe & de la Garantie ſtipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie, & 4. mille de Cavalerie, & quant aux Vaiſſeaux on conviendra enſemble d'une compenſation; tout ce que Sa Majeſté Imperiale & Catholique promdt d'exécuter de la même manière & avec la même fidelité, exactitude & ſincerité que ſi elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme ſi elle avoit conclu, arrêté & ſigné lesdites Conditions, Promeſſes & Articles avec lesdites deux Puiſſances alliées ou avec chacune d'elles ſeparement. ANNO 1726.

De même, d'autre part les Plénipotentiaires de Leurs Majeſtez de Suède & de Ruſſie ont en leur nom admis, reçu & compris Sa Majeſté Imperiale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article ſecret, comme en vertu du préſent Traité ils y admettent, reçoivent & comprenent Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Héritiers légitimes & Succeſſeurs, promettant que lesditez deux Majeſtez & chacune d'elles en particulier, feront joüir enſemble ou en particulier, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauſes & promeſſes en général & en particulier contenu dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commiſſaires Imperiaux & les Miniſtres Plénipotentiaires Suèdois & Czariens, promettent que le préſent Inſtrument & Acte d'Acceſſion, d'entrée, d'admiſſion & d'acception dreſſé dans la forme dont on eſt convenu, ſera ratifié par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majeſtez Suèdoiſe & Czarienne & que les Actes publics de Ratification ſeront échangez ici à Vienne dans trois Mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1716.

Articles Séparés de la Ratification Suèdoiſe de l'Acceſſion de l'Empereur des Romains au Traité de Stokholm du 22. Fevrier 1724.

ARTICLE PREMIER.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance defenſive conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Ruſſie (auquel il a plû à Sa Majeſté Imperiale & Royale Catholique d'acceder ſuivant la teneur de l'Acte d'Acceſſion dreſſé & ſigné le jour marqué ci-deſſous par les Miniſtres Imperiaux, de même que par les Miniſtres Plénipotentiaires de Suede & de Ruſſie) il ſoit ſtipulé eu égard à la Paix & à la tranquilité publique; que ſi après la concluſion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Païs, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinſſent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ſoit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été réquis, ſeroit indiſpenſablement obligé de fournir les ſecours promis, aux conditions & en la maniere dont on eſt convenu par ledit Art. IV. & ſuivans: néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majeſté Royale de Suède & Sa Sacrée Majeſté Imperiale, par cet Article Séparé, que ſi par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & ſon Royaume ne ſeront point obligez d'y prendre part, ni d'envoyer en des Païs ſi éloignez les ſecours ſtipulez d'ailleurs par le ſusdit Traité.

Pareillement, à l'égard des disputes élevées à l'occaſion de l'établiſſement de la Compagnie d'Oſtende, il eſt expreſſement reſervé à Sa Sacrée Majeſté Royale de Suède & à ſon Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni ſon Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance defenſive, concluë le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Ruſſie, & à laquelle Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique accede auſſi préſentement, il eſt ſtipulé & pourvû au §. 16. que les précédens Traitez doivent reſter en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la ſusdite Alliance; & que Sa Majeſté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins fortement à cœur que Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de rendre ſoin que les Traitez de Paix de Weſtphalie & d'Oliva ſubſiſtent toûjours en leur entier ſans aucune infraction: pour

* Voyez ce Traité ci-deſſus No. XXIII. p. 76.

ANNO 1726.

pour ces raiſons, on eſt convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de declarer & de ſtipuler expreſſement, qu'au cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaiſe) à l'occaſion des ſusdits Traitez de Paix de Weſtphalie & d'Oliva, & d'autres fondez ſur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement obſervez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans ſe trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devront en aucune manière être regardez, & encore moins ſoutenus, comme compris dans cette Alliance.

XLIV.

22. Mai. *Extrait des Univerſaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diete du Païs. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.* [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Le Noble Caſimir-Chriſtophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varſovie, d'où il eſt revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Aſſemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'eſt paſſé à Varſovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons conſenti, & avons fixé l'ouverture de cette Aſſemblée au 26. Juin de la preſente année: Exhortant l'Etat de la Nobleſſe de munir ſes Deputez d'Inſtructions neceſſaires, tant pour aſſiſter au rapport du Sr. de Brakel, que pour deliberer avec Nous ſur les moyens de conſerver à perpétuité la Province dans ſes Immunitez & Libertez, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'Etat Eccleſiaſtique & Civil, ſous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très-Clement Seigneur, & de la Sereniſſime République, ſuivant les Conventions de dependance; afin que Nous puiſſions enſuite procurer & arrêter de concert, ce qui ſera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Succeſſeurs.

Nous ne celons pas à l'Etat de la Nobleſſe, que Mr. de Karp, Commiſſaire-General des Guerres du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ſes Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'aſſiſtance requiſe pour la conſervation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établirons avec l'Etat de la Nobleſſe, tant pour les affaires publiques & particulieres, que par rapport à la Succeſſion Eventuelle, ſur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.

Signé, BRINKEN KEYSERLINK VANDER BRAGGEM.

Autres Univerſaux par leſquels du Duc de COURLANDE, *desavouë les precedents, & declare qu'on y a abuſé contre lui-même, & contre ſes Droits, de ſon nom, de ſes Titres & de ſon Sceau. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.* [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Nous nous ſommes gracieuſement confiez jusqu'à preſent, que nos principaux Conſeillers, Officiers & Miniſtres, qui par leur Serment ſont engagez, à veiller à notre Interêt Ducal & au bien de la Province, ne s'ingereroient point dans les Droits Régaliens réſervez à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'entr'eux ayant manqué au devoir de leurs Charges, travaillent à l'accroiſſement de leur autorité & puiſſance privée, au prejudice des Droits & Prérogatives de leur Seigneur, Nous avions eu confiance, que l'Etat de la Nobleſſe, qui Nous a toûjours été très-cher, rentrant enfin en lui-même, enviſageroit ſon véritable interêt, & ne ſouffriroit jamais qu'on ſe ſervît abuſivement de ſon crédit pour exercer une puiſſance plus que Ducale. ANNO 1726.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Conſeillers s'eſt augmentée à tel excès, que par divers artifices ils ont induit l'Etat de la Nobleſſe à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entrepriſes contraires aux Loix de la Province, &, ce qui eſt ſans exemple, à abuſer contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Seau.

En ſorte qu'aprés Nous être flatez que tant de braves Compatriotes, qui ont reçû de Nous & de nos Prédeceſſeurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'oppoſer à ces differens efforts, tendans à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons nonobſtant notre grande moderation & nos intentions favorables, été également fruſtrez dans notre attente.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occaſion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Aſſemblée Provinciale pour le 26. de ce Mois, afin de recevoir ſon rapport, d'expedier des Affaires Capitales qui doivent nous regarder ſeuls, & de deliberer ſur les pretenduës Propoſitions faites par le Palatin de Vilna, Grand Géneral des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous perſuader, que des Hommes de bien puiſſent entreprendre un tel Acte. C'eſt pourquoi nous laiſſons juger tant à nos Conſeillers qu'à notre Fidelle Nobleſſe en particulier, s'il eſt raiſonnable que ce Brakel, qui, independamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varſovie pendant l'espace de 2. ans, & y a publiquement négocié contre Nos interêts, entreprenne de former, ſous notre nom & par Nous-mêmes une Conſpiration contre Nous; oubliant que Nous ſommes ſon naturel & legitime Seigneur, & que l'élevation de ſa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reſte, Nous esperons que l'Etat de la Nobleſſe ne préſumera pas, de rien ſtatuer contre nos ordres, ou ſans notre participation, ſur tout en des affaires qui ne peuvent avoir aucun effet ſans notre Approbation: Cependant, afin que nos Conſeillers faſſent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Nobleſſe ne s'écarte point du dévouëment qui nous eſt dû, Nous les avertiſſons en notre Affection Paternelle, de prévenir l'effet de la Puiſſance Ducale; & de plein Droit, Nous leur defendons & interdiſons d'attenter la moindre choſe en l'abus de notre Nom, & d'aſſiſter à cette Aſſemblée, dont la convocation eſt nulle de fait & de Droit.

Notre intention eſt de pourvoir tellement à toutes choſes; qu'au tems de notre retour elles ſoient entierement retablies ſelon l'ancien cours: Ainſi que chacun ait à ſe comporter conformement aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardieſſe de former ouvertement des entrepriſes qui tendent au renverſement de l'Etat.

Souhaitant par ces preſentes, tant à nos principaux Conſeillers qu'à tout l'ordre de la Nobleſſe en general, la Protection Divine & de plus ſages Conſeils, Nous les aſſurons de notre faveur. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.

XLV.

Traité d'Alliance defenſive entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Ruſſie ſigné à Vienne le 6. Août 1726. 6. Août.

AU NOM DE DIEU, Amen.

COmme le Repos public & le bien de toute l'Europe requiérent, que l'ancienne amitié qui a conſtamment regné entre les Prédeceſſeurs de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, ſoit renouvellée & reſſerrée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'eſt pour cela que S. S. Maj. Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héreditaires, & Sa Sacrée Majeſté de toutes les Ruſſies, pour avancer un Ouvrage ſi ſalutaire, ont choiſi leurs Miniſtres Plenipotentiaires ci-deſſous ſignez, ſavoir Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique Son Alteſſe le Prince *Eugene de Savoye* & de Piemont, Conſeiller actuel &

ANNO 1726.

intime de Sadite Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, Préſident de ſon Conſeil de Guerre, ſon Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ſes Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toiſon d'Or; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Philippe-Louis*, Treſorier Héréditaire du St Empire Romain, Comte de *Sinzendorf*, Baron d'*Irnſtbrun*, Seigneur de *Gfoëll*, *Selowitz*, *Poulitz*, *Carlſwald*, *Stecken*, *Sbrifentz* &c., Burgrave de *Rheineck*, Grand Ecuyer Héréditaire & Echanſon de la Haute & Baſſe-Autriche, *Pincerne* Hereditaire de l'Autriche ſur l'Anaſe, Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, & Grand Chancellier de la Cour; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Gundacre-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxemberg* &c., Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, Maréchal-Héréditaire de l'Archiduché de la Haute & Baſſe-Autriche; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Erneſt de Windisgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Wallenſtein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Héréditaire de Stirie, Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, & Préſident du Conſeil Aulique de l'Empire; & l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Frederic-Charles*, Comte de *Schonborn*, *Bucheim* & *Wolffſthall*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelberg*, & Comte de *Wieſentheid*, Grand Echanſon Héréditaire de la Haute & Baſſe-Autriche, au delà & en deça de l'Anaſe, Conſeiller actuel & intime de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, le très-Illuſtre *Louis Lanczinski*, ſon Chambellan & ſon Miniſtre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de ſigner une Alliance propoſée; leſquels, après avoir tenu des Conferences, deliberé des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, ſont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions ſuivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Succeſſeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpetuelle & conſtante, & elle ſera ſi ſincerement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner ſon dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & tourneront toutes leurs vûës, pour faire en ſorte que la Paix heureuſement établie en Europe, y ſoit conſervée & maintenuë.

II. D'autant que Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique a accedé au Traité de Paix, conclu à *Nieuſtad* le 30. Août 1722., entre les Couronnes de Ruſſie & de Suede; de même qu'à l'Alliance concluë à Stokholm le 22. Fevrier 1725. Et les Parties Contractantes ſe propoſant de reſſerrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la préſente Alliance; c'eſt pourquoi Sa Majeſté de toute la Ruſſie accede au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & le Sereniſſime Roi des Espagnes *Philippe* V. & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ſes Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que ſi elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces poſſedez actuellement par Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, pour ſoi & ſes Succeſſeurs, & dont la poſſeſſion lui eſt confirmée ſuivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En ſorte que, s'il arrivoit qu'à l'occaſion de cette Paix concluë avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raiſon que ce ſoit, Sa Majeſté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce ſoit; ou que l'on entreprît quoique ce ſoit à ſon préjudice, en ce cas Sa Majeſté de toute la Ruſſie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, non-ſeulement les Secours promis ci-deſſous dans l'Article VI. de cette Alliance, mais auſſi, les affaires & la néceſſité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggreſſeur, d'agir de concert contre ledit Aggreſſeur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, ſans avoir auparavant obtenu réparation des injuſtices & dommages, & ſans un entier conſentement de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet réciproquement, & prend ſur ſoi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, poſſedez en Europe par Sa Majeſté de toute la Ruſſie; &, ſi Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, pour quelque cauſe que ce ſoit, eſt attaquée hoſtilement par qui que ce ſoit, alors Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique promet réciproquement, non-ſeulement de lui envoyer exactement les Secours ci-deſſous ſtipulez dans l'Article VI. de ce Traité; mais auſſi, les affaires & la néceſſité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggreſſeur, d'agir d'un commun conſentement, & de ne point faire la Paix, ſans avoir tiré raiſon des dommages, & ſans une entiere approbation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie.

IV. En vertu de cette Confédération & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander ſérieuſement à leurs Miniſtres réſidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement enſemble ſur les affaires qui ſe préſenteront, de s'entreaider conjointement à ſoûtenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un éfort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vaſſaux Rebelles; &, ſi l'une vient à découvrir quelques deſſeins ou machinations, qui ſe trameront contre l'autre à ſon desavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière dûë & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les éforts de l'Alliance à les prévenir & les renverſer.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit ſe donner; on eſt convenu que l'Empereur, en cas que qui ce ſoit, ſous quelque prétexte que ce ſoit, faſſe la Guerre à Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, dans ſes Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle poſſede en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes; ſavoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavallerie, à Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la ſubſiſtance des ſusdites Troupes Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront inceſſamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occaſion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendroit aux deux Parties de repouſſer l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on déliberera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie prenoit la réſolution d'équiper une Flotte de Vaiſſeaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du conſentement de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, on promet une retraite aſſurée à cette Flote, non ſeulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais auſſi dans tous ceux de Sa Sacrée Majeſté Catholique, tant dans l'Ocean que dans la Mediterranée, au nom du Sereniſſime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet éfet ſes Inſtructions à ſon Miniſtre réſidant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne ſont fort à cœur de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais, ſi le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, ſera, du conſentement des Sereniſſimes Contractans, amiablement invité à l'Acceſſion de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'eſt pas encore entierement bien afermie, (ce qui cependant ſe peut faire par la Mediation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie) Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique travaillera & employera volontiers ſes bons offices, pour que cet Ouvrage ſi ſalutaire ſoit entierement accompli par la Mediation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, ſuivant la teneur de la Paix de Nieuſtad.

XII. A l'égard du Sereniſſime Prince, le Duc de *Sleswyk-Holſtein*, Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Alteſſe Royale ſouhaite, & à quoi elle eſt engagée comme Garant, en vertu du Traite de *Travendahl*, tant par raport au Sereniſſime Roi de Dannemarc & de Norvegue,

ANNO 1726.

vegue, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui ſe ſont chargez de la même Garantie du ſusdit Traité: Et comme il s'eſt fait ſur ce ſujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle ſera tenuë comme inſerée dans le préſent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le préſent Traité ſera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. Mois, & les Ratifications ſeront changées ici à Vienne en la manière accoutumée.

En foi de quoi les ſusdits Miniſtres Plénipotentiaires ont ſigné de leurs propres mains le préſent Acte expedié ſur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont aposé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août* 1726.

(*Signé.*)

EUGENE DE SAVOYE.
(L.S.)
PHILIPPE-LOUÏS, Comte de SINZENDORFF.
(L.S.)
GUNDACRE, Comte de STARREMBERG.
(L.S.)
ERNEST Comte de WINDISGRATZ.
(L.S.)
FREDERIC-CHARLES, Comte de SCHONBORN.
(L.S.)
LOUÏS LANCZYNSKI DE LANCZYN.
(L.S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Acceſſion des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defenſive ſigné à Hanovre, le 3. Septembre* 1725.

Au nom de la Très-Sainte & indiviſible Trinité.

COmme leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, tant pour ſerrer les nœuds de l'étroite Union qui ſubſiſte entre elles, que pour la ſeureté de leurs propres Royaumes & Etats, auſſi-bien que pour la Conſervation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles ſéparés, leſquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambaſſadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Pruſſe, qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité leſdits Seigneurs Etats Generaux d'acceder à ce Traité & aux Articles ſéparés, conformement à ce dont ils étoient convenus dans le ſeptième Article du même Traité, lequel avec les Articles ſéparés ſont ici de mot à mot inſerez.

Fiat inſertio.

Et comme leſdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ſes Articles ſéparez, ont témoigné qu'ils ſont entierement ſenſibles à l'honneur que leursdites Majeſtez leur ont fait par une invitation ſi prompte & ſi obligeante d'acceder à cette Alliance & qu'ils reconnoiſſent en même tems les ſoins qu'elles ont eû en faiſant ce Traité tant pour la conſervation du repos public en general (ſans lequel celui de leur République ne peut être aſſuré) qu'en particulier pour le maintien de ſon Commerce, ſans lequel elle ne peut point ſubſiſter, & comme ils ont ajouté qu'ils ſont pleinement convaincûs que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précedente contractée ſoit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats: mais que plûtôt l'intention eſt de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à ſe lier plus étroitement enſemble, ſans offenſe de qui que ce ſoit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez ſera actuellement en poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que des Droits, Immunitez & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Acceſſion. ANNO 1726.

De plus leſdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme perſuaſion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de ſe charger de la Garantie Generale des Traitez de Weſtphalie & d'Oliva dont il eſt fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles ſéparez, à laquelle Garantie generale, ils ne ſe ſont jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & poſſeſſions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouïſſent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits poſſeſſions & Droits, & que c'eſt là l'intention de Leurs Majeſtez.

Quant aux Affaires de Thorn dont il eſt fait mention dans le premier des Articles ſéparez du Traité d'Hanovre ils s'engagent ſeulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raiſonnable ſatisfaction & reparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fuſſent ſans effet & qu'on trouvât néceſſaire de faire quelque choſe de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs déliberations, ſans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau conſentement.

Enfin puiſque cette Alliance entr'autres a pour but l'établiſſement d'une entiere confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs Etats Généraux ſuppoſant que les Alliez ſe communiqueront mutuellement en toute confidence leurs penſées ſur les voyes & moiens qu'on jugera les plus efficaces en cas de beſoin, pour conſerver & maintenir les poſſeſſions & Droits ſusmentionnez, tant par raport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la perſuaſion & ferme Confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, leſdits Seigneurs Etats Généraux pour donner une marque de leur deſir de s'unir étroitement avec elles & de la haute eſtime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder au Traité & aux Articles ſéparez ci-deſſus inſerez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrêtien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Eſſe, Baillif de Lochum & Droſſart de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemaître & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaft de Schieland: Iſaac van Hoornbeeck Conſeiller Penſionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Weſtfriſe, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaître de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemaître & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouſe Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Aſſemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Acceſſion avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynhertzhagen Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Leſquels ayant conferé enſemble ſont convenus de la manière ſuivante. Que leſdits Seigneurs Etats Generaux accederoient (ainſi que leſdits Srs. Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'acceder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles ſéparez:) les obligeans envers Leursdites Majeſtez à tout ce qui y eſt contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majeſtez avoüant leur but & intention être tels qu'il eſt expriné ci-devant, accepteront l'Acceſſion de Leurs Hautes Puiſſances, ainſi que leſdits Srs. Ambaſſadeur, Miniſtres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majeſtez cette Acceſſion, les obligeant envers Leurs Hautes Puiſſances à

ANNO 1726.

tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité & Articles ſéparés, tout de même comme ſi elles avoient contracté avec Leurs Majeſtez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puiſſances en cas de beſoin n'ayant pu être reglé dans le Traité, on eſt convenu qu'il ſera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article ſixième du Traité, il eſt déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précedens qui ſubſiſteront entre les Hauts Contractans & ſpecialement dans les terme- de la ſtipulée Alliance de l'an mille ſept cent & dix-ſept.

Ce préſent Traité pour l'Acceſſion des Etats Généraux ſera approuvé & ratifié par Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Ratifications ſeront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt s'il eſt poſſible : en foi de quoi nous ſousſignés conſtituez Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleinspouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & leſdits Seigneurs Etats Généraux, avons ſigné le préſent Traité & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit ſigné*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*
(L.S.) *C. C. de Lintelo.*
(L.S.) *A. v. Zuylen van Nyvelt.*
(L.S.) *Iſ. van Hoornbeeck.*
(L.S.) *N. J. H. Noey.*
(L.S.) *A. v. Schurman.*
(L.S.) *Everard Rouſe.*
(L.S.) *L. H. Emmer.*

ARTICLE SEPARE' ET SECRET.

LEs Seigneurs Etats Généraux ayant repréſenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Acceſſion ſignée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils ſeroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défenſe, & qu'alors le tems néceſſaire pour attendre le ſuccès des offices qui auront été employés, & après lesquels ſeulement leurs Alliez ſont obligés de leur fournir les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur cauſer un préjudice conſiderable, & les laiſſer expoſez aux attaques les plus vives ſans les ſecours des Princes leurs Alliez, Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne, Britannique & Pruſſienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conſervation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas ſusdits qui mettroient ladite République dans un danger évident; elles fourniront les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième ſus-mentionné, même ſans attendre le ſuccès des offices & des Inſtances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Aggreſſeur pour procurer la ſatisfaction ou réparation réquiſe.

Cet Article demeurera ſecret & aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui; il ſera ratifié de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye* le 9. *d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

ANNO 1726.

DECLARATION.

COmme dans le quatrième Article du Traité ſigné à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, il eſt parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui ſeroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il eſt néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix en general, les Députez des Etats Généraux des Provinces-Unies, du conſentement des Miniſtres de trois Puiſſances Contractantes, ont reſervé que Leurs Majeſtez venant à juger néceſſaire de concerter enſemble & avertir leſdits Seigneurs Etats Généraux ſur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conſerveront ſur tout ce qui leur ſeroit propoſé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont euë avant leur Acceſſion audit Traité, ſans que par leur Acceſſion ils fuſſent tenus de prendre part aux meſures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Déclaration ſera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles du Traité de quoi nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné la préſente Déclaration, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

Article ſéparé touchant le Commerce des Païs-Bas Autrichiens aux Indes.

QUoi qu'il ſoit clair & inconteſtable que Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le cinq & ſixième Articles du Traité de Munſter de l'an 1647. entre l'Espagne & la République des Provinces-Unies ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens auſſi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Octroi que leſdits Seigneurs Etats Généraux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conſequent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez ſe ſont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins pour ôter là-deſſus tout ſujet de doute & de ſcrupule, les ſous-ſignez Ambaſſadeurs, Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Britannique, à la requiſition des ſousſignez Députez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces préſentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le ſusdit Droit réſultant des Articles cinquième & ſixième du Traité de Munſter, eſt compris ſous les Droits que les Alliez garantiſſent dans l'Article ſecond du Traité de Hanovre; & que ſi à cauſe de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majeſté Imperiale, contre toute attente, voulût ſuſpendre ou retenir le payement des Subſides dûs à la Republique pour l'entretien de ſes Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Intérêts & Capitaux hypotequez ſur divers fonds aſſignez par Sa Majeſté Imperiale pour la ſûreté de ce payement, ou voulût uſer de quelque ſorte de repréſailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majeſtez eſt, que les Alliez protegeront & maintiendront leſdits Seigneurs Etats Generaux, conformement à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & ſe concerteront ſans aucun retardement ſur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir leſdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les ſuites qui en pourroient réſul-

ANNO 1726. reſulter, ſans pourtant que l'on puiſſe proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Oſtende dans les Indes où ailleurs, avant que les Puiſſances Contractantes de cette Alliance ſe ſoient concertées là-deſſus. Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui. Il ſera ratifié de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes; *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit ſigné par les deux Miniſtres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-deſſus.*)

DECLARATION.

LEs Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Miniſtres de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, la reſolution priſe par Leurs Hautes Puiſſances d'acceder au Traité d'Hanovre, ſur l'invitation qui leur en avoit été faite par leſdits Miniſtres de la part de Leurs Majeſtez, & ayant ajouté qu'eux Srs. Députez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Concluſion & à la Signature du Traité & des Articles ſéparez, dreſſez ſur cette Acceſſion. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils etoient prêts à conclure & ſigner; mais le Sr. de Meinertshagen, Miniſtre de Sa Majeſté Pruſſienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi ſon Maître au même effet; Les Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Britannique, comme auſſi les Députez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux conſidérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Acceſſion de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-desavantageux au but qu'on s'eſt propoſé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, n'autoriſe auſſi ſon Miniſtre pour la Signature du Traité de l'Acceſſion & des Articles ſéparez; C'eſt par cette conſidération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du préſent Traité & des Articles ſéparez, laiſſant la Place ouverte pour le Miniſtre de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe pour ſigner de même, auſſi-tôt qu'il aura reçu ſon Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & ſtipulé par cet Article ſéparé, que ſi contre toute attente, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ne prenoit pas cette réſolution, ledit Traité & les Articles ſéparez ne laiſſeroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puiſſances Contractantes dans toutes leurs Clauſes, de la manière qu'il a été ſtipulé, & que les Ratifications en ſeront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous ſousſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons ſigné le préſent Article & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit ſigné par les Miniſtres & Députez comme ci-devant.*)

XLVII.

10. Août. *Article ſecret du Traité d'Alliance Défenſive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Ruſſie & le Roi de Pruſſe le* 10. *d'Août* 1726.

SA Majeſté Imperiale de Ruſſie déclare, qu'elle, auſſi bien que d'autres Puiſſances, ſe trouvent dans un engagement d'aſſiſter ſon très-cher Gendre, Son Alteſſe Royale le Duc de Sleswig-Holſtein, pour obtenir une ſatisfaction équitable au ſujet de ſon ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, uſurpé ſur lui depuis pluſieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a ſouffert, & que par conſequent elle ſonge abſolument de quelle manière remplir effectivement cette obligation où Elle ſe trouve. ANNO 1726.

Et comme Sa Majeſté Pruſſienne ſera bien-aiſe à l'avenir, de même que par le paſſé, que Son Alteſſe Royale ledit Duc ſoit, ſans plus de delai, délivré des inconveniens qu'il a ſoufferts jusqu'ici; Auſſi employera-t-Elle encore de ſon côté ſes bons offices par tout où il ſera convenable, afin que Son Alteſſe Royale, ledit Duc, parvienne le plûtôt poſſible à un Accommodement raiſonnable & ſatisfaiſant ſur ce ſujet.

Mais en cas qu'on ne puiſſe pas obtenir le but deſiré par des repréſentations amiables, & que Son Alteſſe Royale le Duc ſoit d'intention de ſolliciter des ſecours plus efficaces, & de s'en ſervir actuellement; dans ce cas Sa Majeſté Pruſſienne promet, qu'Elle obſervera une exacte Neutralité, & ne ſe declarera point contre Son Alteſſe Royale. D'un autre côté Son Alteſſe s'offre à ne point inſiſter davantage ſur cette Reſervation qu'Elle a interpoſée auprès de Sa Majeſté Imperiale des Romains au ſujet de l'Inveſtiture du Diſtrict de Stettin, mais plûtôt à s'en deſiſter entièrement.

Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie, en vertu de cet Article ſeparé, ſe charge auſſi, de diſpoſer Monſieur le Duc, ſuivant cette ſtipulation, qu'il annulle & caſſe effectivement ladite Reſervation.

En foi de quoi on a expedié, ſigné, ſcelé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article ſecret, qui ſera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inſeré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. *Fait à St. Petersbourg le* 10. *d'Août* 1726.

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence de Tripoli, conclu en 1726.

I. ON eſt convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ſes Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ſes Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hoſtilitez ceſſeront de part & d'autre, & que s'il arrive que doresnavant quelques Vaiſſeaux, Perſonnes ou Effets ſont pris, les Perſonnes ſeront miſes en liberté, & leurs Effets & Vaiſſeaux leur ſeront rendus.

II. Il y aura doresnavant une entiere liberté & ſûreté de Navigation tant par Mer que ſur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui ſera défendu) il ſera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non ſeulement les Allemans, mais auſſi ceux des Païs-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieſte, & autres Païs contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dependantes de l'Empereur & de la Maiſon d'Autriche.

III. Si quelque Vaiſſeau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports reſpectifs par quelque adreſſe de l'Ennemi, on ne ſera pas obligé à indemniſation, pourvû qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiſeurs Tripolitains rencontreront quelque Vaiſſeau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Paſſeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute aſſiſtance, & le laiſſeront paſſer librement, ſans y mettre deſſus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaiſſeaux de Guerre Imperiaux obſerveront la même choſe à l'égard des Bâtimens Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduiſiſſent quelque Vaiſſeau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans ſa dépendance, il ſera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtiment où il ſe trouveroit des Sujets de l'Empereur qui ſeroient des Paſſagers, ils ne ſeront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils ſeront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même choſe

ANNO 1726.

choſe ſera obſervée à l'égard des Paſſagers Tripolitains que les Imperiaux prendroient dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui ſe trouveront ſous ſon Pavillon ſeront tenus pour ſes Sujets.

VII. Il ne ſera permis en aucune manière, bien loin de là, il ſera défendu expreſſement à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaiſſeaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire auſſi pour les Ennemis reſpectifs quels qu'ils ſoient.

VIII. Sa Majeſté Imperiale établira un Conſul à Tripoli, qui aura la préſéance ſur tous les autres Conſuls, & jouïra de tous les Droits, Privileges, & Franchiſes uſitées, il aura pouvoir de donner des Paſſeports, & de juger de tous les différens qui ſurviendront entre les Sujets de l'Empereur ſans qu'aucun autre Juge puiſſe s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient ſurvenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en ſeront les Juges, & quant à ceux qui ſurviendront hors de Tripoli, ils ſeront jugez par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur bâtit un Mahometan, il ne ſera ni jugé ni puni qu'en préſence du Conſul après que le crime aura été averé; mais ſi le coupable ſe ſauve, le Conſul ne ſera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne ſera point rompuë pour quelque infraction ou contrevention qui pourroit être commiſe, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée ſera punie ſur celui qui l'aura commiſe.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à ſe maltraiter & à ſe cauſer quelque dommage, le coupable ſera ſeverement puni, ce qui auroit été pris, ſera reſtitué & le Capitaine caſſé.

XIII. Si par malheur cette Paix eſt rompuë, il ſera accordé un terme de trois Mois au Conſul & à ſes Gens pour ſe retirer, ſans leur cauſer le moindre dommage.

XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puiſſans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le* 8. *Sept.* 1726. *ſelon l'Ere Chrêtienne, & le* 11. *de la Lune de Muharan* 1139. *ſelon l'Ere de l'Hegire.* [Copie imprimée.]

I. ON eſt convenu, qu'il y aura dès à préſent & à l'avenir une Paix ſtable & ſincère entre Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & l'Illuſtriſſime, Magnifique, Sage & Vertueux *Abdy*, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuſe de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaiſſeaux des ſusdites Puiſſances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir ſe cauſer aucun dommage ou préjudice, ſoit de fait ou par parole: au contraire, ils devront ſe témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité poſſible, ſans rien prétendre les uns des autres. *Fait en l'année* 1139 *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

II. Nous ſommes convenus, en vertu de la préſente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandiſes qui ſeront aportées par les Vaiſſeaux de Leurs Hautes Puiſſances, ou de leurs Sujets, tant à *Alger* que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être expoſées en vente, d'en reduire le Droit d'Entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, ſuivant l'ancien uſage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pû être venduës, ſeront rembarquées à bord desdits Vaiſſeaux, leſquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, ſans qu'on puiſſe y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandiſes de Contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres ſortes de Bois de Charpente pour la conſtruction des Vaiſſeaux, Poix, Goudron, & autres choſes propres à la Guerre; les Habitans desdits Païs-Bas ne ſeront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

ANNO 1726.

III. Lorsque les Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puiſſances, & ceux d'Alger ſe rencontreront en Mer, bien loin de ſe cauſer aucun trouble, ils devront ſe ſéparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui ſeront à leur bord, de quelque Nation que ce ſoit, ne pourront être moleſtez tant en leurs Perſonnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne ſera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de ſe cauſer aucun dommage de part ni d'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être. *Fait en l'an* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaiſſeau de Leurs Hautes Puiſſances, ſoit petit ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Perſonnes; & étant arrivez audit Vaiſſeau, il ne pourra y monter que deux Hommes ſans la permiſſion du Capitaine; lequel ayant produit ſon Paſſeport, la Chaloupe devra ſe retirer d'abord, ſans que le Vaiſſeau puiſſe être retenu ni détourné de pourſuivre ſon voyage: Et lorsque les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances rencontreront quelque Vaiſſeau Algerien, ſoit de Guerre ou Marchand, muni d'un Paſſeport du Dey d'Alger, ou du Conſul Hollandois qui y réſide, on ne pourra toucher ledit Vaiſſeau en aucune manière, mais il continuera ſon voyage en toute ſureté. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaiſſeaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur ſera pas permis de le moleſter en aucune manière. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VI. Les Vaiſſeaux de Leurs Hautes Puiſſances venant à ſouffrir quelque dommage ſur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Perſonnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Eſclaves les Perſonnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le ſecours poſſible, pour ſauver leurs Perſonnes & leurs Effets. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaiſſeau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui ſeront en Guerre avec Leurs Hautes Puiſſances. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VIII. Aucun Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre ſon cours à la vûë de quelques Places, Forts ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puiſſances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au préjudice de la Paix. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

IX. Il ne ſera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaiſſeaux, Perſonnes, ou Marchandiſes apartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puiſſances. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

X. En cas que les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances amenent dans les Havres ou Dépendances d'Alger, quelques Priſes ou Marchandiſes d'icelles, on ne pourra y aporter aucun empêchement; mais il leur ſera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les ſusdits Vaiſſeaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Proviſions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XI. Lorsque les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances viendront jetter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Preſens ou Rafraichiſſemens accoûtumez; & ſi quelque Eſclave ſe ſauve à la nage à leur bord, ils ſeront tenus de le ramener à Alger, ſans pouvoir s'en excuſer, ſous prétexte qu'ils ne l'ont

ANNO 1726.

l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'Année* 1130. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ne pourront être pris, vendus ou faits Esclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la préſente Paix, perſonne ne ſera tenu d'acheter aucun Esclave contre ſon gré, quand même il ſeroit de ſa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on ſera convenu, & aux termes ſtipulez. Les Patrons ne ſeront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, ſoit Esclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière uſitée par les autres Nations. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puiſſances venant à déceder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dépend, le Dey ni aucune autre Perſonne ne pourront mettre la main ſur ſes Effets. Si le Défunt a inſtitué un Héritier ou Exécuteur, celui ſeul, en cas qu'il ſoit ſur les Lieux, ſe chargera des Effets, en dreſſera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, ſans que Perſonne puiſſe y aporter aucun empêchement: mais ſi quelqu'un deſdits Sujets meurt ſubitement ſans faire de Teſtament, & que le légitime Héritier n'y ſoit pas preſent, en ce cas, le Conſul Hollandois ſe chargera de ſes Effets ſous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçû ſur ce ſujet les ordres du Païs du Défunt. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ſoit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandiſes contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaiſſeaux ſans leur conſentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances, ait contracté des Dettes qu'il ne ſeroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occaſion, à moins qu'il ne ſe ſoit rendu ſa Caution librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances vient à avoir quelque diſpute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Païs-là, l'affaire ſera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque differend, l'affaire ſera portée devant le Conſul, qui en decidera. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à bleſſer ou tuër l'autre, cette affaire ſera pourſuivie ſuivant les Loix du Païs, & l'on donnera la ſatisfaction acoutumée; mais ſi un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances trouve le moyen de ſe ſauver après avoir tué un Turc ou Maure, en ſorte qu'il ne puiſſe être arrêté, on ne pourra à cette occaſion inquieter ni moleſter le Conſul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzieme jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de rétablir, nous ſommes convenus qu'en cas qu'il ſurvienne quelque incident de part ou d'autre, qui puiſſe cauſer des brouilleries, le Conſul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances qui ſe trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtez, & il leur ſera libre de s'embarquer ſous quel Pavillon qu'ils voudront, ſans qu'on puiſſe les en empêcher, ou retenir en chemin, tant leurs Perſonnes, que leurs Effets & leurs Domeſtiques.

Item, le Conſul pourra tenir en ſa Maiſon un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrêtienne Réformée; & les Esclaves qui voudront aſſiſter à ce Service Divin, ne pourront en être détournez aux jours deſtinez pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils apartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Le Conſul qui ſe trouvera ici actuellement ou dans la ſuite, quel qu'il puiſſe être, y ſera en toute ſureté & liberté, & perſonne ne pourra l'inquieter ni moleſter, ſoit en ſa Perſonne ou en ſes Effets: Il lui ſera libre de faire le choix de ſon Truchement & Courtier; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour ſe retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, perſonne ne pourra y aporter aucun empêchement, & il lui ſera permis d'exercer publiquement dans ſa Maiſon la Religion Chrêtienne Reformée. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

ANNO 1726.

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui ſera rencontré par un Vaiſſeau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être moleſté, ſoit en ſa perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ou ſes Domeſtiques: Pareillement, ſi un Algerien ſe trouve embarqué ſur un Vaiſſeau de quelqu'un qui ſoit en Guerre avec Leurs Hautes Puiſſances, on ne pourra non plus le moleſter, ni en ſa Perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ni ſes Domeſtiques. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puiſſances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Conſul, le Dey le fera ſaluër par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXI. La préſente Paix étant ſcellée & confirmée, avec le conſentement du grand & puiſſant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquiſition de tout ce qui s'eſt paſſé durant la Guerre: Et la préſente Paix ſera perpetuelle, ſtable & ſincère.

En cas que l'on faſſe quelque Priſe ſur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la concluſion de cette Paix, on ſera obligé de reſtituer ladite Priſe ou la valeur. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXII. S'il ſe paſſe à l'avenir quelque choſe contre cette Paix, de quelque côté que cela puiſſe venir, on ne pourra à cette occaſion ſe faire la Guerre; mais celui qui ſera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable ſera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Paſſeports ſeront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIII. Les Priſes que les Marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en Mer de quelque Corſaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront ſeulement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, leſdites Priſes étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être moleſtées par ceux-ci qui ſur ladite Déclaration les laiſſeront paſſer librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIV. *Concluſion.* Loué ſoit la Majeſté de Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix eſt renouvellée & ſcellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jéſus-Chriſt, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzième jour de la Lune de *Muharan.*

Etoit ſigné,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Janiſſaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L.S.) ABDY BEN MAHOMET, *Bacha, Maitre du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Lettre écrite par ABDI *Paſcha Dei d'Alger à Leurs Hautes Puiſſances, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *au ſujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le* 13. *jour du Mois de Muharrem* 1139. *Ere* 10. Sept.

ANNO 1726.

re de l'Hegire & 10. Septembre 1726. Ere Chrêtienne. [Copie imprimée.]

LE Prince des Princes ABDI BACHA, General du Païs Occidental d'*Alger*, aux REGENS DE HOLLANDE nos Grands Amis, Salut.

Après le précedent ſouhait d'amitié & la chere Salutation de la part de S. Exc. *Abdi Bacha*, dont Dieu faſſe proſperer les deſirs, General & Regent de l'Arſenal des Exploits Militaires du Païs Occidental d'*Alger*, l'un des Royaumes conſervez ſur les dernieres Frontieres de S. H. notre très-grand & très-puiſſant Empereur le Sultan *Achmet-Cham*, par l'aide de Dieu & le ſecours du Tout-Puiſſant, Empereur & Refuge du Monde, dont le Dieu adoré & très-haut rende le Regne de longue durée jusqu'au jour du retour : que le Grand Dieu très-haut nous faſſe tous proſperer dans le bien! Amen.

GRANDS AMIS,

Comme il eſt entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'*Alger* 8. Vaiſſeaux de Guerre pour changer l'inimitié qui étoit entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janiſſaires, de la Puiſſance de Guerre benie de Dieu, & d'autres ſages & vaillans Commandans, de faire la Paix avec Vous, nos bons Amis.

Notre Paix & amitié eſt donc concluë avec Vous ſur les Articles ſtipulez ci-devant par feu *Ali Bacha*, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainſi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que la Paix & amitié puiſſe auſſi de votre côté être durable! Amen.

Ecrit dans la Reſidence conſervée d'*Alger* le 13. jour de la Lune de Maharam-Elaram de l'année 1139. de l'Egire, & de l'Ere de Jeſus, ſur qui ſoit Benediction, 1726.

L.

Octobr. *Diplome d'Aſſeurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats aſſemblés de la* REPUBLIQUE, *ſur l'Affaire de* COURLANDE *portant promeſſe de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Païs. Avec le* PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* [Simple Copie & Traduction.]

AUGUSTE II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toûjours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus ſolide Fondement de nôtre Régence, & que Nous avons tâché & tâchons encore d'étendre les Frontieres de la République, & d'y rejoindre les Païs démembrez: A ces Cauſes, & pour prévenir tous les prétextes qui pourroient cauſer quelque méfiance entre la Majeſté & la Liberté, en conſequence des *Pacta Conventa* ~~& &c~~ notre précedent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous ne permettrons à qui que ce ſoit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, auquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Pacta* ou Conventions de Soumiſſion, doit rentrer ſous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort du Duc *Ferdinand* ſans Enfans mâles.

Dans cette vûë, & pour ôter toute eſperance à ceux qui aſpirent à cette Succeſſion, Nous déclarons que Nous n'accorderons jamais l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particulier ou conjointement avec les Etats.

Nous ne donnerons non plus aucun ſecours à qui que ce ſoit, directement ni indirectement: Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte Maurice de Saxe, de ſe retirer inceſſamment du Duché de Courlande, ſans pouvoir y retourner, ni y prendre intérêt, ſous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puiſſe être. ANNO 1726.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Inſtrumens & Actes, qui ont été faits en ſa faveur dans une Aſſemblée défenduë, pour les remettre aux Etats de cette République actuellement aſſemblez en Diete, comme étant de nulle valeur; & les Courlandois qui ont été les Auteurs de ces Inſtrumens & Actes, ſeront jugez devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le préſent Diplôme, ſigné par Nous, & ſcellé du Sceau de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ſoit remis entre les mains du Maréchal de la Diete, & inſeré non ſeulement dans le Livre des Loix, mais auſſi dans la Matricule de chaque Palatinat, &c.

PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.*

D'Autant que l'experience fait voir, que les Etats & les Nations qui ſont reünis ſous un Chef & une ſeule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puiſſant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils ſont partagez, ou desunis; & que Nous nous en tenons aux Pactes & Engagemens éternels de Soumiſſion & d'Incorporation, conclus librement & ſans aucune reſtriction, & confirmez par Serment, de même qu'à la Conſtitution ou Etabliſſement de l'Année 1589., au défaut des Hoirs Mâles du préſent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Kettlers*, conſervant tous ſes Droits, Poſſeſſions & Libertez pendant ſa Vie; l'exemptant, eu égard à ſon grand âge & aux ſervices qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Perſonne prêter Serment & faire Hommage, ſuivant le contenu de la Conſtitution de 1683; & lui permettant de s'en acquitter par un Envoyé.

A ces Cauſes, Nous réüniſſons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigale, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même maniere qu'ils ont ci-devant été réünis & incorporez au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainſi qu'ils ont été reçûs ci-devant, avec les Droits, Libertez & Privileges qui leur ont été accordez. Nous leur promettons de les aſſiſter & défendre avec les Armées de la République, contre toute Poſſeſſion injuſte, & contre toute Invaſion des Ennemis.

En excluant, rejettant & aboliſſant à perpetuité toute Subſtitution ou Inveſtiture d'un nouveau Succeſſeur, après la mort du préſent Duc Ferdinand; Nous rompons & annullons en même tems toutes les entrepriſes & Pratiques qui ont été faites injuſtement contre les Mandats, Ordres, & Defenſes, & particulierement la derniere Aſſemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dreſſez touchant une prétenduë Succeſſion éventuelle: Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puiſſance immediate de la République, Nous déclarons par une Loi perpetuelle & irrevocable, toutes ces Entrepriſes, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & inſubſiſtans, ſans qu'on en puiſſe jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demandes & Repreſentations des Etats de la Province de Courlande, au ſujet des affaires Domeſtiques, & des arrangemens pris pour l'affermiſſement du Bien interieur & de la Régence puiſſent être expediées & terminées plus promtement, à l'avantage d'un chacun; Nous nommons, du conſentement de tous les Etats de la République, pour Commiſſaires, de la part du Senat, Meſſieurs N. N.; & de la part de l'Ordre de la Nobleſſe, Meſſieurs N. N., non ſeulement pour écouter & examiner leſdites Demandes & Repreſentations, mais auſſi pour faire ſur tout les Reglemens de cette Province, & en conſequence, ajuſter tous les Differends, & toutes les prétentions Domeſtiques & étrangeres; avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diète.

Nous donnons pouvoir auxdits Commiſſaires de juger promtement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'oppoſer ou ſe rebeller contre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commiſſaires & de la préſente Conſtitution: Enjoignant avec l'Autorité de la

ANNO 1726. la préſente Diète, aux Généraux des deux Nations, de les aſſiſter de Troupes, lorsqu'ils en ſeront requis; & voulant que lesdits Commiſſaires ayant fixé le tems de la Commiſſion par des Lettres circulaires, ils l'exécutent auſſi promtement qu'il ſera poſſible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la préſente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigale, & du Territoire de Pilten, ſoit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correſpondance, Négociation ou liaiſon avec les Miniſtres Etrangers; de faire quelques nouveautez, ou de fomenter des Entrepriſes préjudiciables aux Droits de la République, ſoit directement ou indirectement, ſous quelque titre, apparence ou lueur que ce puiſſe être; ſous peine de Crime de Leze-Majeſté & de Haute-Trahiſon, & de toute autre punition ſuivant la rigueur des Loix: à quoi ſeront auſſi ſujets tous ceux qui ſeront découverts dans la ſuite être les Fauteurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformement aux Loix établies par le Traité de Varſovie, &c.

LI.

12. Oct. *Traité Apocryphe de Wuſterhauſen entre l'*EMPEREUR *& le Roi de* PRUSSE, *ſigné le* 12. *Octobre* 1726.

In Nomine Domini, Amen.

CUm tam juſtum tamque naturale nihil ſit inter Principes quàm acquiſita ſibi jura poſſeſſionesque, Regna inſuper, Provincias ac Ditiones, ſive armis occupatas, ſive ſucceſſionis vel alio quovis jure poſſeſſas conſervare, cùmque propterea ad id aſſequendum nihil magis proficuum utileve eſſe videatur, quàm Fœdera inire, &c.

ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quàm ſuorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque ſecuritatem, Principes contractantes quærunt, nec non totius univerſæque Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana pollicetur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati manutentionem ſeu guarantiam quoad ordinem ſucceſſionis in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus Hæreditariis Domûs Auſtriæ, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas ordinavit in primo Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſive Fœderis, nec aliter, nec alio modo, adeò ut ſi quis in hoc Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati quâlibet de cauſâ armis ſe opponere tentet, tunc non ſolùm Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana auxilia, quæ infrà in Articulo ſeptimo hujus Tractatûs ſive Fœderis ſtipulata ſunt, irrefragabiliter præſtabit, verùm etiam ſi res & neceſſitas poſtulabunt, Aggreſſori Bellum indicet eo modo & formâ, & ſecundùm Leges & Conventiones quæ in Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſeu Fœderis exprimuntur, nec Pacem cum illo inibit, niſi ſervatis quæ in eodem Articulo declarantur.

II. E contrà Sua Sacra & Catholica Majeſtas promittit ac pollicetur Suæ Sacræ Majeſtati Boruſſianæ guarantiam ſeu manutentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eâdem Suâ Sacrâ Majeſtate Boruſſianâ in Europâ poſſeſſarum; adeovè ſi quis quâcunque de cauſâ eandem Suam Sacram Boruſſianam Majeſtatem armis hoſtilitervè infeſtarent, tunc Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas, non ſolùm auxilia quæ infrà in dicto Articulo ſeptimo ab eâdem promiſſa ſunt, Sereniſſimo Regi Boruſſiæ transmittet, verùm etiam ſi neceſſitas & res id poſtulabunt, Aggreſſori Bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Articulo ſecreto inter eandem Suam Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem & eundem Sereniſſimum Regem Boruſſiæ conventum eſt, nec Pacem cum illo inibit, niſi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articulo declaratas.

III. Inſuper Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit & ſpondet ſe omnes curas ſuas, omniaque ſtudia & officia converſuram, ut nulla ſuperſit ſuprà Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compescantur, atque, qui impræſentiarum adſunt prætenſores omnibus ſuis prætenſis Juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suæ Sacræ Boruſſianæ Majeſtati, adeò ut poſt mortem Sereniſſimi Electoris Palatini, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ ſolus & pacificus poſſeſſor dictorum Ducatuum in futurum dicatur & ſit, absque eo quod nullus eorum, ſeu quilibet alius illi impoſterùm audeat aut poſſit Berghæ & Juliaci Dominium controvertere & disputare. ANNO 1726.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas pollicetur ſe omne ſtudium, omniaque officia apud Excellentiſſimum Principem de Sultzbach interpoſituram, ut ſpacio ſex menſium, à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætenſionibus ſuper Ducatum Berghæ & Ravenſthenii in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ renunciet, adeò ut poſt mortem præfati Sereniſſimi Principis Electoris, ſtatim Sereniſſimus Rex dicti Ducatûs liberam & abſolutam poſſeſſionem absque ullâ difficultate ſeu impedimento capere poſſit.

V. Si verò intra dictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas efficere non poterit, ut præfatus Excellentiſſimus Princeps de Sultzbach dictam Ceſſionem ſeu Renunciationem in favorem dicti Sereniſſimi Regis Boruſſiæ faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit ac ſe obligat, ſe liberum Dominium, abſolutamque poſſeſſionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione ex iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii poſſidet, eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ traditurum.

VI. In compenſationem verò omnium quæ à Suâ Sacrâ Cæſareâ & Catholicâ Majeſtate promittuntur, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ non ſolùm ea quæ ſuperiùs in Articulo primo hujus Tractatûs ſeu Fœderis promiſſa ſunt, quæque inferiùs in Articulis ſubſequentibus promittuntur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati præſtabit, verùm etiam ad omnia ea, quæ in Articulis ſecretis conventa ſunt, ſe obſtringit, & præſertim ad ea quæ in tertio ſecreto Articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expreſſè reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter ſe mutuò præſtanda attinet, Sua Sacra Majeſtas Boruſſiana promittit ac ſeſe obligat in caſu Belli, id eſt, in caſu quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas à quovis quâlibet de cauſâ armis infeſtetur, ſe eidem Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati irrefragabiliter transmiſſuram decem aut duodecim millia Militum, idque ſecundùm contingentias, occaſiones & caſus, qui in ſecundo Articulo ſecreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo ſecreto agitur. Eodem modo in caſu quo Sereniſſimus Rex Boruſſiæ à quovis quâlibet de cauſâ armis infeſtetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ juxtà contingentias, occaſiones & caſus in dicto Articulo ſecreto expreſſos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuò invicemque irrefragabiliter præſtare ſpondet. Cæterum Principes Contractantes, pro eo quod ſpectat ad ſuſtentationem præfatarum Copiarum auxiliarium, mutuò ſe obligant ad id quod ſatis expreſſè in eodem dicto Articulo ſecreto conventum eſt.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas die 6. Auguſti hujus anni 1726. Fœdus inivit Viennæ cum Suâ Sacrâ totius Ruſſiæ Majeſtate, quod pariter totius univerſæque Europæ bonum reſpicit, ideò Sereniſſimus Boruſſiæ Rex eidem dicto Tractatui ſeu Fœderi Viennæ inter easdem concluſo accedere intelligitur, idque conſenſu Partium Contractantium, non ſecus, nec alio modo, ac ſi dictus Tractatus de verbo ad verbum præſenti Tractatui inſertus foret, volentibus Principibus Contractantibus, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu ſeu Fœdere continentur, eandem vim habeant, ac ſi ad unguem hîc expreſſa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præſentis Tractatus ſeu Fœderis, Principes Contractantes ſpatium ſex Menſium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs ſeu Fœderis incipiendum eſſe, ſed ſolùm à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas præfatam Renunciationem ſeu Ceſſionem Jurium in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ ab altèfato Excellentiſſimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis ſeu Ceſſionis Jurium, à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas tradiderit Sereniſſimo Regi Boruſſiæ liberum Dominium, abſolutamque Poſſeſſionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione in iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis

ANNO 1726. vinciis Sacri Romani Imperii poſſidet, ut ſuprà in Articulo quinto hujus Tractatûs expreſſum eſt, quo tempore Ratificationum Inſtrumenta Viennæ commutabuntur. Si verò intra prædictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas præfatam Renunciationem ſeu Jurium Ceſſionem à dicto Excellentiſſimo Principe de Sulzbach in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut ſuprà dictum eſt, præſtare recuſaverit, eo caſu Sereniſſimus Rex Pruſſiæ declarat & intelligit præſentem Tractatum ſeu Fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum eſſe, eodem prorſus modo, ac ſi nunquam factum, concluſumve fuiſſet, jamque nunc pro tunc de nullitate præſentis Tractatûs proteſtatur.

In quorum fidem præfati Miniſtri Plenipotentiarii præſentem Tractatum ſeu Fœdus duplici ad amuſſim Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus ſubſcripſerunt, ſigillisque appoſitis muniverunt. *Actum Wuſterdomi die* 12. *Octobris* 1726.

LII.

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence d'Alger, conclu à Conſtantinople le* 8. *Mars* 1727.

I. L'An mille cent trente-neuf du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, le cinquiéme, c'eſt-à-dire, le 26. de Février de l'An du Seigneur mille ſept cens vingt-ſept, l'on eſt convenu, que ſelon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hoſtilitez par Mer & par Terre ceſſeront entre les Sujets & Vaiſſeaux du Senat d'Alger; & ſi depuis le ſusdit jour auroit été cauſé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il ſera totalement reparé, & que les Vaiſſeaux pris & pillez, les Captifs & toutes autres choſes quelconques ſeront entierement reſtituées.

II. Que le repos & la tranquillité ſeront à l'avenir conſervez entre tous les Ports ſoumis au Très-Puiſſant Empereur des Romains, & auſſi les Païs-Bas ſituez à l'Ocean, l'Iſle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiume & de Trieſte dans la Mer Adriatique, & ſes autres Sujets de quelque Païs & de quelque Nation qu'ils ſoient, de même qu'entre les Sujets du Sénat d'Alger & ſes Habitans.

Que l'on obſervera pareillement toute ſûreté entre les Vaiſſeaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils ſe trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y feront point de Commerce; mais ſi la néceſſité exigeoit que les Vaiſſeaux de l'une des Parties, à cauſe de la vehemence de la Tempête ou de la pourſuite des Ennemis, duſſent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils ſeront arrivez ſous le Canon, qu'ils y ſeront en ſûreté & ſecurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates pourſuivent les Vaiſſeaux Marchands, avant que vingt-quatre heures ſoient paſſées.

III. Si quelques Vaiſſeaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par néceſſité été contraints de ſe retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article ſecond, la Garniſon des Forts tâchera de les défendre; & ſi en ſemblable cas, ils fuſſent pris par les Ennemis, la reſtitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaiſſeaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, ſortant en Mer, & rencontrant des Vaiſſeaux portant Pavillon Allemand de quelque Païs qu'ils ſoient, munis de Paſſeports ſignez des Gouverneurs desdits Païs, de façon cependant que les Cachets ſoient pareils aux Paſſeports, Cachets & Pavillons, qui ſeront envoyez par le Conſul à nommer dans ces contrées, ils les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage, ſans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le ſecours & les proviſions dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs néceſſaires pour la conduire, afin de reconnoitre & viſiter le Vaiſſeau, & examiner lesdits Paſſeports; & les ordres ſeront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront ſortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaiſſeau, à moins que le Commandant n'en donne la permiſſion à pluſieurs. ANNO 1727.

Les Vaiſſeaux des Capitaines prendront auſſi des Paſſeports du Conſul Reſident à Alger, à la vûë desquels on les laiſſera partir, & ſeront aſſurez que tout traitement favorable leur ſera accordé. Ces Paſſeports ne ſe donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaiſſeaux Ennemis des Allemands, menoient quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à Terre; mais s'ils les débarquoient, ils ſeront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui ſeront trouvez ſur un Vaiſſeau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvez ſur un Vaiſſeau Allemand, quoiqu'il y eût Guerre entre eux, ne ſeront point faits Esclaves, & leurs Effets leur ſeront reſtituez: la même choſe ſe pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne ſera donné aucun ſecours ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis, & qui ſont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'inſtigation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres ſeront envoyez aux Ports ſoumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puiſſent être, n'équipent des Vaiſſeaux par le commandement ou ſous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui ſont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaiſſeau dans les Ports Algeriens pour courir ſur eux, & il ne ſera permis auſſi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il ſera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Conſul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Paſſeports; lequel ſelon l'uſage obſervé auprès de la reſpectable Porte, aura auſſi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Conſuls; & s'il ſurvient quelque different ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Conſul les décidera, ſans que les Juges du lieu puiſſent s'en mêler, & jouïra ledit Conſul de toutes les Coûtumes & Franchiſes dont jouïſſent les Conſuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque differend ou Procès entre un Allemand & un Muſulman, le Très-Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoiſſance; mais que ſi tels differens ou Procès ſurviendroient en d'autres Contrées ſoumiſes à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frapé un Muſulman, & qu'il ſeroit pris, le Conſul le prendra ſous ſa protection; mais ſa faute étant reconnuë, il en ſera châtié en préſence du Conſul, comme il aura mérité, mais ſi le coupable d'un crime ne ſeroit pas pris & ſe ſeroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Conſul, & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le préſent Traité de Paix; & que la Partie lezée en auroit porté ſes plaintes par devant les Juges pour que la Juſtice lui ſoit rendue, on n'uſera d'aucune vengeance, avant que la plainte en ſoit manifeſtement prouvée, & la ſureté & la concorde entre les deux Parties ne ſera point alterée.

XII. Si quelque Vaiſſeau d'une des Parties auroit cauſé quelque dommage en Mer à un Vaiſſeau de l'autre Partie, l'Aggreſſeur, quel qu'il puiſſe être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevez ſeront reſtituez, & l'Armateur en ſera reſponſable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompuë, il ſera permis au Conſul Allemand, & à tous ceux qui lui ſont ſoûmis de ſe retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, & leur ſera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles ſusdits conclus en vertu de mon Pleinpouvoir, par le conſentement des deux Parties, & par la Mediation de la reſpectable Porte, entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auront été reçûs & ſtipulez, il ſera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de ſe conformer auſſi aux ſusdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puiſſe être contraire au préſent Traité, & de porter l'un à l'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, aucun empêchement, que conformement à l'Original des Articles ſtipulez, les deux Parties transmettent des Lettres de Rati-

ANNO 1727. Ratification cent & cinquante jours après la Souſcription & Signature des ſusdits Articles, & enſuite les Sujets des deux Parties jouïront de tout le repos & de toute la tranquillité poſſible.

Mais afin que la Paix ſusmentionnée contenant reize Articles ſoit religieuſement obſervée, le ſusdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottoman Muſtapha Baſſa, ſelon ſon Pleinpouvoir, ayant donné l'Acte autentique muni de ſa Souſcription & Signature Turque, j'ai auſſi délivré le préſent Acte ſigné de ma main & y ai appoſé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains. Fait à Conſtantinople le 15. du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, l'An de l'Hegire 1139., c'eſt-à-dire le 8. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIRLINGE.

LIII.

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727.

APrès que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Heſſe-Caſſel, eut été acceptée & approuvée à Caſſel le 25. Janvier 1726., par Son Alteſſe Sereniſſime, Sa Majeſté Britannique ayant approuvé les Conditions ſpecifiées dans la ſusdite Declaration, a ordonné à ſon principal Secretaire d'Etat & Conſeiller Privé, le Vicomte Townſhend ſousſigné, d'entrer en Négociation avec le Miniſtre de Sadite Alteſſe Sereniſſime, le Major-Général Diemer, & de dreſſer une Convention en dûë forme ſur le pié de ladite Declaration, qui ayant conferé enſemble là-deſſus, ſont convenus au nom du Roi & du Landgrave ſusdits, des Articles ſuivans.

ART. I. Son Alteſſe le Landgrave de Heſſe-Caſſel tiendra prêt pour le Service de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, ſavoir 8000. Fantaſſins & 4000. Chevaux: lequel Corps ſera employé, lors que Sa Majeſté le requerra, dans tous les Lieux où il en ſera beſoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défenſive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Alteſſe n'a pas préſentement un Corps de 12000. Hommes effectifs ſur pié, Elle ſera obligée de lever immediatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle ſera auſſi tenuë à maintenir à ſes propres fraix ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toûjours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majeſté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Miniſtre dudit Landgrave ayant repréſenté que Sadite Alteſſe, ſon Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il eſt mentionné ci-deſſus, ſeroit obligée de lever au delà de 3000. Fantaſſins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plûpart des Cavaliers qui n'en ſont pas pourvûs; Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, en conſideration de la très-grande dépenſe que ledit Landgrave eſt obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers ſusdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne ſera pas employé dans ſon Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. Livres Sterling, en deux Payemens; ſavoir 75000. Livres après la Ratification des préſentes Conventions, & 5000. Livres au Mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eut beſoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Fevrier, Sa Majeſté paſſera à Son Alteſſe le Landgrave ladite Somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant que leſdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque leſdites Troupes entreront au ſervice de Sadite Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, elles ſeront ſous ſon Commandement & entierement à ſa diſpoſition pour être employées là où la neceſſité de ſes affaires & le cas de l'Alliance Defenſive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subſides, le Payement & l'Entretien des ſusdites Troupes, lorsqu'elles ſeront priſes au ſervice de Sadite Majeſté, comme il eſt dit ci-deſſus, le tout ſera réglé ſur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Fevrier 1702. ANNO 1727.

VII. S'il arrivoit que Sadite Alteſſe le Landgrave fût attaqué ou inquieté en haine d'avoir fourni le ſusdit Corps de Troupes, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'aſſiſter puiſſamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou moleſtation.

VIII. Cette Convention ſera ratifiée, & la Ratification d'icelle ſera échangée de part & d'autre, auſſitôt qu'il ſera poſſible, après la Signature des Préſentes.

En Temoignage de quoi nous les Miniſtres dudit Roi & dudit Landgrave, étant ſuffiſamment autoriſez à ce Sujet, avons ſigné la préſente Convention & appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtmunſter le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMAR.

LIV.

14. Mars. *Acte d'Acceſſion de la Couronne de* SUEDE *à l'Alliance de Hanover. Fait à Stockholm le* 14. *Mars. V. St.* 1727.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE'.

NOtoire ſoit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrêtien, & de Pruſſe, par leurs Miniſtres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defenſive que Leurs Majeſtez ont concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles ſéparez y joints, leſquels, auſſi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conſervation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'enſuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede étant toûjours diſpoſé à concourir à un but ſi ſalutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de ſon Pleinpouvoir en forme duë, ſes Commiſſaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie ſousſignez, pour entrer en conference avec les ſousſignez Miniſtres de Leurs Majeſtez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Acceſſion de Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dreſſer & ſigner un Acte formel. Lesdits Commiſſaires & Miniſtres Plenipotentiaires ayant été ſur ce ſujet pluſieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, ſont convenus de ce qui ſuit.

Sa Majeſté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majeſté, ſes Héritiers & Succeſſeurs accedent pleinement à l'Alliance Défenſive concluë à Hanovre, & ci-deſſus inſerée de même qu'aux trois Articles ſéparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majeſté & la Couronne de Suede; en vertu de cette Acceſſion, ſe joignent & s'aſſocient, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant leſdites Majeſtez, leurs Héritiers & Succeſſeurs, conjointement & ſeparement, d'obſerver & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauſes, compriſes dans ledit Traité d'Alliance Défenſive, & ſes trois Articles ſéparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance exiſtera, un ſecours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité, le tout de la maniere & auſſi fidélement, comme ſi Sa Majeſté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les ſusdits Sereniſſimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leursdites Majeſtez conjointement ou ſeparement les Articles &

ANNO 1727.

Conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparez.

Leurs Majestez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrêtien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles separez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, declarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & separement, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & Clauses contenuës dans ladite Alliance Défensive & ses Articles separez.

Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

ARTICLES SEPARE'S.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accedent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrêtienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulierement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Accession, mais resteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majestez declarent en même tems, qu'Elles sont dès à présent, & seront toûjours dans la ferme Resolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidélement tous les engagemens pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles séparez & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, sous prétexte des Traitez & engagemens anterieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se reservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Païs trop éloignez, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux, conformément à ce qui est reglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par raport aux Actes mentionnez dans le cinquiéme Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & aprouvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent, qu'Elles accedent aux deux derniers Articles séparez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

ANNO 1727.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hors-mis celles qui sont nommement compriſes dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, d'engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité, ses Articles separez & secret.

VII. Leurs Majestez Suedoise, Britannique & Très-Chrétienne sont convenuës & s'entrepromettent reciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre pretexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées ou infestées, conjointement ou separement par quelque Puissance que ce fut, Elles feront cause commune contre l'Aggresseur, qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangemens necessaires pour cela pourront être faits; le troisieme, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employez là où les cas d'Alliance le rendront necessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recruës & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors reglées par une Convention particuliere, Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le Droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra necessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles separez & secrets auront la même force, que s'ils avoient été inserez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présens Articles separez & secret. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

LV.

Decret Imperial adressé à la Diète de l'Empire, & dicté le 17. *Mars* 1727. 17. Mars.

SElon les Ordres de Sa Majesté Imperiale, Son Alteſſe le Prince Froben Ferdinand, Landgrave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & de Wirdenberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Imperiale, & son Principal Commissaire à la présente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Assemblée des Conseillers, Envoyez, & Députez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit

ANNO 1727.

Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majeſté Imperiale, depuis ſon Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a eu pour unique but de tous ſes ſoins & de toutes ſes démarches, de maintenir non-ſeulement dans l'Empire, notre chere Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrêtien, la Paix, la Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; jusques-là, que pour y parvenir, non contente de faire diverſes avances & offres, Elle a ſacrifié ſes propres Etats & ſes fideles Sujets, ſans rien épargner de tout ce qui étoit en ſon pouvoir: Sur quoi Elle s'en raporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'eſt caché, & ſe conſole dans l'eſperance que tout le Monde desintereſſé lui rendra la même Juſtice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puiſſances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une ſorte de Puiſſance, dont l'Europe n'a peut-être jamais entendu parler: & qui ne ſauroit être que très-dangereuſe à la Conſtitution de l'Empire: Ces pratiques, ces menées, tant découvertes que ſecretes, ſe continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit inutilement dérober la connoiſſance au Public; de même qu'on diſſimuleroit en vain tout ce que Sa Majeſté Imperiale a fait au contraire, pour prevenir un ſi grand mal par ſes ſoins, ſa patience, & ſa prévoyance.

Que pour diverſes raiſons d'Etat très-importantes, Elle ſe fait jusqu'à préſent un ſcrupule de s'oppoſer aux Intrigues peu amiables & aux Deſſeins cachez, qui pourtant ſont devenus publics, de ceux qui ſont mal-intentionnez pour Elle, pour ſon Auguſte Maiſon, & pour le repos & la proſperité du St Empire Romain; qu'Elle fut plûtôt réſoluë d'attendre jusqu'aux dernières extrémitez, en conſervant toûjours la moderation & une ſincere diſpoſition à la Paix; & qu'enfin, Elle ait cherché à diſſimuler ces démarches autant qu'Elle a pû: les choſes en ſont pourtant venuës à ce point, que dans toutes les Frontieres de l'Empire, jusqu'aux Païs-Bas Autrichiens qui en ſont un Fief, & particulierement ſur le Rhin & la Moſelle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des preparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hoſtilitez contre Sa Majeſté Imperiale, & troubler le Repos de l'Allemagne, ſans prétexte ni néceſſité.

C'eſt dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majeſté Imperiale le Mémoire délivré depuis peu à la Diète par M. de Chavigny, Miniſtre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles fineſſes, par quels artifices, & à quelle occaſion on prétend ſeparer le Chef de l'Empire d'avec ſes Membres, & cela par un Nom métaphorique, indecent, inuſité; diviſer le Corps Germanique d'avec Sa Majeſté Imperiale, par un Stile dont on ne s'eſt jamais ſervi, repréſenter le Cercle Imperial de la Baſſe-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'Interêt, ſuggerer les mêmes ſentimens touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces ſituées en Païs Etranger, quoique ſous la Protection de l'Empire; renverſer les uns par les autres; endormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes; & par ce moyen, rendre inutiles les ſoins Paternels que Sa Majeſté Imperiale prend en faveur des Cercles, à cauſe du Danger preſſant, quoiqu'en gardant toute la moderation néceſſaire: Car on ſait d'ailleurs que le Traité de Bade doit ſubſiſter dans toute ſa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainſi, à quoi bon cette nouvelle aſſurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relevent & dans les Païs reſpectifs, pour le maintien de cette Paix, ſans quoi on eſt déja en Repos & en Sûreté, & ſans quoi on y demeuroit conſtamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats ſera ſans doute regardée par tous les Patriotes bien-intentionnez, comme indecente dans le fond & dans la maniere, dommageable à la chere Patrie: & tendante à la deſtruction & au bouleverſement de l'Union Germanique; Sa Majeſté Imperiale s'aſſure que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Conſeillers, Envoyez & Députez, & generalement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes ſuites des Conjonctures préſentes, & qu'ils prendront en conſideration dans cette occurrence, de quelle maniere Sa Majeſté Imperiale eſt offenſée en ſa Perſonne, en ſon Honneur & en ſa Dignité, entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne; étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'Infracteur des Traitez, d'une maniere inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puiſſances qui ne ſont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne, quoique purement dans les termes d'une ſimple Alliance Defenſive, eſt traveſti en un Traité de Ligue Offenſive, comme ſi Sa Majeſté Imperiale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre ſur le Trône d'Angleterre.

ANNO 1727.

C'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale s'eſt trouvée néceſſairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloiſe, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien ſont mal fondées les imputations contenuës dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une ſuite du Traité conclu à Herrenhauſen en 1725., & ſi Sa Majeſté Imperiale, par ſa Moderation naturelle & ſon amour pour la Paix, ne l'a pas encore deferé à l'Aſſemblée de l'Empire, Elle n'a pas laiſſé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prevenir tous ces maux: Puisque dans cette vuë, Elle a fait touchant le Commerce d'Oſtende, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les mesintelligences dont il étoit l'occaſion, ou plûtôt le pretexte; quoi qu'Elle fut engagée & obligée, non ſeulement d'établir, mais encore de ſoutenir de toutes manières ce Commerce, comme il eſt ſuffiſamment démontré dans les Ecrits publiez ſur ce ſujet: D'autant que c'eſt une choſe qui ſaute de ſoi-même aux yeux d'un chacun, que les Païs-Bas, qui ſont inconteſtablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en font une Partie conſiderable, ne ſauroient ſans le Commerce être d'une utilité eſſentielle à l'Empire; ſans compter que ce que Sa Majeſté mettroit en doute, & ſuſpendroit à préſent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne ſeroit pas ſeulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la ſuite que funeſte à d'autres Puiſſances.

Outre cela, Sa Majeſté Imperiale pour parvenir au but mentionné ci-deſſus de la conſervation de la Paix, ne s'eſt pas contentée de faire déclarer, il y a longtems, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloit s'obliger de ne laiſſer aller ſes Vaiſſeaux en aucun Païs ou Loge, comme on les apelle, où les Négocians Hollandois fuſſent établis, comme cela n'eſt pas non plus encore arrivé jusqu'à préſent de ſa connoiſſance; Elle a de plus fait ſavoir, qu'Elle conſentoit de limiter l'envoi des Vaiſſeaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui ſeroient deſtinez pour la Chine, où l'on ſait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Généraux ne trafiquent point.

Sa Majeſté Imperiale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année derniere, Elle fit propoſer en France un Acte d'aſſurance de ne ſe point attaquer de part ni d'autre, afin de détourner les Hoſtilitez, & pendant cet intervale regler l'Affaire d'Oſtende, & ce qu'il reſte à negocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on eſt à la verité convenu, mais qui ne ſont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardez comme non acceptables.

Sa Majeſté Imperiale ne ſe rebutant point pour cela, a conſenti à une entiere Suſpenſion dudit Commerce d'Oſtende pour 3. ans, & a offert de condescendre, ſans délai, à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hoſtilitez déja commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyenner une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à préſent aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnoître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majeſté Imperiale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient des Loix & des Reglemens de l'Empire, & (ce qui en eſt néceſſairement inſeparable) le repos interieur & exterieur de l'Empire, d'une maniere irréguliére & très-dangereuſe; par la ſuite de porter, ſans ſujet, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maiſon Archiducale poſſede comme Fiefs de l'Empire, dans ſes autres Royaumes & Etats Héréditaires, de renver-

ſer

ANNO 1727.

ſer effectivement le Syſteme interne de l'Empire, au préjudice de ſes Obligations & des Sermens qu'il a prêtez comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuſe, par le Traité de Herrenhauſen, d'autres Membres de l'Empire & des Puiſſances Etrangeres, contre les Conſtitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Weſtphalie; d'y intereſſer les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſous prétexte du Commerce d'Oſtende, que Sa Majeſté Imperiale conſent néanmoins & eſt prête de terminer à l'amiable; & ſous ce même prétexte, & ſous celui d'un prétendu Deſſein & Traité fait avec la Couronne d'Eſpagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloiſe, qui d'ailleurs eſt ſincerement & notoirement affectionnée à Sa Majeſté Imperiale, un conſentement pour de groſſes Sommes, deſtinées uniquement à ſervir à l'ambition du Roi & à ſes mauvais deſſeins; d'exciter & d'attirer du Nord ſur l'Allemagne toutes ſortes de malheurs, de detacher la Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Majeſté Imperiale, pour affermir le repos du Nord, & particulierement de l'Allemagne; & ce qui eſt encore le plus horrible, de tâcher depuis la Concluſion du Traité de Herrenhauſen jusqu'à préſent, tant par ſoi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonſtances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majeſté Imperiale: ce qui ne peut que jetter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majeſté Imperiale s'aſſure avec une entiere confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conſeillers, Envoyez & Députez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidelité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires préſentes, & aideront à contribuër tout ce qui peut ſervir à maintenir la Perſonne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majeſté Imperiale outragée, à ſoutenir la gloire du S. Empire & de ſes Membres, à entretenir le repos & la Proſperité des Païs & Provinces qui en relevent comme on a dit: afin que l'on conſerve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au delà & en deçà des Alpes, aux Païs-Bas & dans le Nord, que l'on repouſſe toute violence étrangere; que l'on procede ſelon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'eſſence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on faſſe tout ce qui ſera avantageux pour reſſerrer la liaiſon intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majeſté Imperiale conformément aux Obligations attachées à ſa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à ſon Election, & des Conſtitutions de l'Empire, eſt reſoluë de contribuer tout ce qui ſera en ſon pouvoir pour la defenſe & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les meſures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus ſolidement qu'il eſt poſſible à la ſureté de ſa Perſonne offenſée, à celle de l'Empire, & de ſes Royaumes & Etats Héréditaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vûë du repos public, de la Proſpérité & de la ſureté du S. Empire en général, & de chacun de ſes Membres en particulier.

Signé,

FROBEN FERDINAND, Prince de Furſtenberg.

A Ratisbonne le 17. *Mars* 1727.

LVI.

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majeſtez les Rois de* FRANCE, *de la* GRANDE-BRETAGNE, *& de* DANNEMARC. *Fait à Coppenhague le* 16. *Avril* 1727.

COmme Leurs Majeſtez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, ſont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la ſûreté de leurs Amis & Alliez; & comme Leursdites Majeſtez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & ſe diſpoſer à venir attaquer les Etats de Sa Majeſté le Roi de Dannemarc; ſoit pour ôter par la force à Sa Majeſté Danoiſe le Duché de Sleswick; ou pour ſe préparer les moyens d'executer d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Baſſe-Saxe, & des Païs qui intereſſent les Hauts Contractans dans le Cercle de Weſtphalie. Et d'autant que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ſont intereſſées à ſe précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif ſpecialement des Traitez de Weſtphalie, & à ſe mettre en état d'exécuter fidélement les Garanties données contre toute invaſion ou hoſtilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendroit pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoiſe, ont trouvé à propos de donner leurs Plein-pouvoirs, c'eſt à-dire, Sa Majeſté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; Sa Majeſté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jeruſalem, Capitaine des Vaiſſeaux de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; ainſi que Sa Majeſté Danoiſe à ſes Miniſtres; ſçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holſtein, Comte de Holſtenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conſeiller Privé du Conſeil, & Chambellan de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; le Sieur Jean George de Holſtein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conſeiller Privé du Conſeil, & Gouverneur du Bailliage de Sordern de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludowig de Pleſſen, Seigneur de Fuſingoë, Silſoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conſeiller Privé du Conſeil de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant peſé meurement toutes les circonſtances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majeſté Danoiſe, & qui pourroient troubler le repos de la Baſſe-Saxe, & des Païs ſusmentionnez, ſont convenus des Articles ſuivans.

ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majeſté Danoiſe étant pleinement perſuadée, que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par raport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Baſſe-Saxe, Sa Majeſté Danoiſe, pour concourir à la même fin, promet de tenir ſur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'aſſemblera ſans aucun retardement au lieu qui ſera le plus à propos, & ſe portera par tout où beſoin ſera, ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Baſſe-Saxe, & des Provinces apartenantes aux Hauts-Contractans dans le Cercle de Weſtphalie.

II. Sa Majeſté Danoiſe s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à ſe mettre en marche, elle auroit encore ſur pied un Corps de ſix mille Hommes, lequel ſera deſtiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit beſoin.

III. Et pour aider dès à preſent Sa Majeſté Danoiſe à ſoutenir la dépenſe, qu'elle ſera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précedens Articles, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majeſté Danoiſe un Subſide annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel ſera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du preſent Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet encore, pour ſoulager Sa Majeſté Danoiſe d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes ſe mettent en marche pour ſe rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à ſa Solde; en ſorte que s'agiſſant premierement de la défenſe du Roi de Dannemarc, Sa Majeſté Très-Chrétienne ne les payera que ſur le pied de neuf mille

ANNO 1727.

mille dans la proportion que Sa Majeſté Danoiſe donne à ſes Troupes quand elles ſont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens néceſſaires pour ſon ſervice.

V. La Solde, ainſi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majeſté Très-Chrétienne que du jour de la premiere revûë qui ſe fera devant le Commiſſaire General de Sa Majeſté, lorsque les Troupes ſeront aſſemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois ſera payé d'avance, & ainſi de Mois en Mois, auſſi long-tems que lesdites Troupes ſeront ſoldoyées par Sa Majeſté Très-Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne pût prétendre avec juſtice, que le Subſide ceſſeroit au jour que la Solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette Solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un ſecours effectif par ledit Subſide, Sadite Majeſté Chrétienne veut bien conſentir à ce que ſi ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir deux années du Subſide, alors elle feroit continuer le Subſide autant de tems qu'il faudroit que le Roi de Dannemarck touchât toujours deux années de Subſide, compris ce qui ſeroit échu & ce qui reſteroit à écheoir; & ſi après lesdites deux années lesdites Troupes ne reſtent plus à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, alors le Subſide ſtipulé dans le troiſiéme Article continuera d'être payé à Sa Majeſté Danoiſe, jusqu'à la fin des quatre années, qui eſt le terme du preſent Traité.

VII. Sa Majeſté Très-Chrétienne envoyera ſur les Lieux, dès qu'elle en ſera requiſe, un Commiſſaire pour aſſiſter à la revuë qui ſera faite desdites Troupes, pour ſe mettre en marche; le même Commiſſaire prendra le nom des Regimens, qui paſſeront ainſi à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne; il examinera s'ils ſont duëment équipez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'adminiſtration de la Juſtice ſe feront, comme auparavant, par Sa Majeſté Danoiſe; le Commiſſaire General de Sa Majeſté aſſiſtera à toutes les déliberations pour les operations Militaires; & quoiqu'il ne ſoit pas poſſible de ſtatuer d'avance ſur le cas non avenu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur le pied de neuf mille Hommes, ſeront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entierement à la Solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majeſté Très-Chrétienne ne crût plus avoir beſoin pour le ſecours de ſes Alliez, de continuer le payement de ladite Solde, elle ſera obligée d'en avertir Sa Majeſté Danoiſe deux Mois auparavant.

IX Sa Majeſté Britannique de ſon côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoiſes ſusmentionnées ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être qui viendroit pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Baſſe-Saxe.

X. Sa Majeſté Danoiſe ayant fait entendre à Sa Majeſté Britannique, qu'étant engagée par le preſent Traité de faire marcher un Corps de Troupes conſiderables dans la Baſſe-Saxe, ſes Provinces Maritimes ſe trouveroient expoſées aux entrepriſes de ſes Ennemis, Sa Majeſté Britannique étant toujours diſpoſée à pourvoir, ſelon ſes engagemens, en bon & fidelle Allié, à la ſûreté des Etats de Sa Majeſté Danoiſe, promet & s'engage d'envoyer au ſecours de Sa Majeſté Danoiſe, ſur les premiers avis des mouvemens de la Flotte Moscovite, qui donneront de juſtes ſujets de crainte, une Escadre ſuffiſante de bons Vaiſſeaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majeſté Danoiſe, & empêcher que les Moscovites ne puiſſent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ne ſoient obligées à aucun ſecours fixe envers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invaſion, dont la ſuite ſeroit ſans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité d'Hanovre; auſſi bien que des Traitez de Weſtphalie; qui les obligeroient d'aller au ſoutien de leurs Garanties, & au ſecours de leurs Alliez, qui ſeroient attaquez, ou en danger de l'être; à cette fin Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps ſera deſtiné, dès qu'il en ſera requis, à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour l'avantage commun, & pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majeſté Britannique s'engage de tenir auſſi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être deſtiné de la même maniere à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, ſelon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourront ſe joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Schleswick, pourront tâcher de paſſer par les Païs ſujets au Roi de Pruſſe; ce que les Alliez ſe perſuadent que ce Prince ne manquera pas de refuſer: En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puiſſance, qui que ce puiſſe être, voudroit forcer les paſſages par le Territoire du Roi de Pruſſe, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cauſe du refus que Sa Majeſté pourroit faire de laiſſer paſſer par ſes Païs les Moscovites ou leurs Adherans, comme ci-deſſus; alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au ſecours du Roi de Pruſſe, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger ceſſent, & que tout tort ou dommage ſoit réparé.

XIII. Les Ratifications du préſent Traité ſeront échangées à Copenhague dans ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous avons ſigné ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) GLENORCHY.

ARTICLES SEPAREZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne puiſſe juſtement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à ſa Solde lui dûſſent prêter Serment; cependant Sa Majeſté Danoiſe ayant réſolu de commander en Perſonne l'Armée combinée; on eſt convenu, par conſideration pour Sa Majeſté Danoiſe, de s'en remettre à ſa parole Royale, pour agir conformément aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité ſigné ce jourd'hui. Mais s'il arrivoit que Sa Majeſté Danoiſe changeât la réſolution ſusdite, & que les Rois Contractans jugeaſſent à propos de ſéparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cauſe commune, alors lesdites Troupes, à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, lui prêteroient le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemarck, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne point diſpoſer d'aucune Partie de ſes Troupes, ſoit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majeſté Danoiſe ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ſes Troupes à quelque Puiſſance que ce ſoit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts desquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant même, de s'oppoſer par tout où beſoin ſera, à tout ce qui pourroit être fait, ou projetté de contraire par quelques Puiſſances que ce ſoit; ce que Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on eſt convenu que ſi Sa Majeſté Très-Chrétienne déſiroit employer lesdits 12. mille Hommes qu'Elle paye ſur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la ſûreté du Roi de Dannemarck, n'intereſſeroient que le bien du ſervice de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au ſervice de Sa Majeſté Très-Chré-

ANNO 1727. Chrétienne, & dont on conviendroit ſix ſemaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majeſté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que ſi les Moscovites venoient par Terre pour penetrer dans l'Empire & troubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre paſſage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne ſe ſouvienne encore des desordres qu'y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on eſt convenu, par le préſent Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre auſſi de leur côté les meſures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les paſſages qu'ils voudroient prendre ſur les Terres de la Republique de Pologne.

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) GLENORCHY.

LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quòd cùm à nonnullo tempore plura ſucceſſiſſent, quæ Paci Europæ diſturbandæ locum dare potuiſſent, niſi quàm citius medela allata fuiſſet, Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, Sua Sacra Majeſtas Britannica, & Celſi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, ſeſe invicem quàm maximè pronos exhibuerint ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes ſimultates componere poſſent, & ad hunc ſcopum attingendum, Plenipotentiarum Tabulis muniverint; nempè Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Dominum Baronem d'Effonſeca, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima Dominum Comitem à Morville ſuum Miniſtrum ac Statûs Secretarium & Aurei Velleris Equitem; Sua Sacra Majeſtas Britannica Dominum Horatium Walpole, itidem Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii Dominum Guillelmum Boreel, qui omnes poſt maturam inter ſe disquiſitionem & communicatis invicem Plenipotentiarum Tabulis, quarum Copiæ infrà tranſcriptæ reperientur, vigore earundem Plenipotentiarum ſuper ſubſequentibus Articulis Præliminaribus convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Cùm Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Commercium Oſtendanum apud nonnullos finitimos æmulationem atque etiam ſollicitudinem excitaſſe animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis cauſa conſentit, ut Privilegium, vulgò (*Octroy*) Societati Oſtendanæ conceſſum, omneque ex Belgio Auſtriaco in Indias Commercium per ſpatium ſeptem annorum ſuspendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatûs Trajectenſis, Badenſis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatuum & Conventionum, quæ annum 1725. præceſſerunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque Contractantium poſſeſſa fuêre, intacta remanebunt, ſi quid verò ſuper iis immutatum, vel executioni mandatum non fuiſſe comperietur, juxtà tenorem eorundem Tractatuum ac Conventionum ſtatus immutatus aut executioni non datus in futuro Congreſſu discutietur & decidetur.

III. Conſequenter cuncta Commerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglica, Subditique Statuum Generalium Fœderati Belgii, antehac vigore Tractatuum cùm in Europâ, tum in Hispaniâ, prout & in Indiis gaviſi ſunt, ad eum uſum & normam revocentur, ſecundum quam per Tractatus anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto anteriores cum ſingulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum reſpectivè Confœderatis invitabuntur, requirenturque, ut ab omni viâ facti mutuò abſtineant, quin potiùs omnia media æquabilia conciliandæ mutuò inter ſe Pacificationis amplectantur.

Partes verò Contractantes ſpondent, usque dum Congreſſus inchoetur (de quo infrà) in quo Partium intervenientium diſſidia amicabiliter discutientur, nec directè nec indirectè quocunque ſub colore aut prætextu ad ullam viam facti proceſſuras, quo præſens Septentrionis ac Inferioris Germaniæ Status turbari poſſit, quin ſeriò promittant omnia ſe conſilia inire velle, quo hoſtilitates, ſi quæ fortè intercederent, ſopiantur. ANNO 1727.

V. Mox à ſubſcriptis præſentibus Articulis, hoſtilitates quæcunque, ſi fortè quæpiam inchoatæ fuiſſent, ceſſabunt, & reſpectu Hispaniæ, octiduum poſtquam Sua Majeſtas Catholica hos Articulos ſubſcriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam ceſſationem Oſtendâ in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabellâ quâdam nomine Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ conficiendâ declarabuntur, liber tutusque ex Indiis Oſtendam concedetur reditus, & ſi quæ fortè Naves interceptæ fuiſſent, eæ una cum bonis ac Mercibus eisdem impoſitis bonâ fide reſtituentur. Peræquè tutus Navibus illis onerariis (vulgò Galliones dictis) admittetur reditus, in eâ firmâ fiduciâ, Regem Catholicum intuitu oneris ſeu rerum ac Mercium, tam in majori quàm in minori illâ Claſſe Hispanâ *Galliones* & Flotilla contentarum, eum ipſum, quo liberioribus anteà ſemper temporibus uſus eſt, quòd Claſſis Anglica non ſolùm à Portubello, omnibusque in Americâ ad Regem Hispaniarum pertinentibus Portubus abſcedet, quàm primùm fieri poterit, verùm & ejusdem Claſſis Præfectus Hozier unâ cum illâ in Europam revertetur, quo Subditi Suæ Majeſtatis Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori moleſtiâ & ſollicitudine liberentur. Commercium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Claſſes Gallorum, Anglorum aut Batavorum, quæ fortè circa littora Hispanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia ſeſe detinere poſſent, indè omni quâ fieri poteſt majori celeritate, mox à tempore quo iſthæc ceſſatio hoſtilitatum inchoabit, ſeſe recipient, ut Accolæ dictorum littorum ac orarum ab omni deinceps ſollicitudine ac metu tuti ac liberi ſint, nihilque dictis Navibus contra modò memoratos Portus, ſive directè ſive indirectè moliri licitum eſto.

VI. Iſthæc hoſtilitatum ceſſatio tam diu quàm diu ſuſpenſio Privilegii Societati Oſtendanæ conceſſi, nimirum per ſeptem annos durabit, ut intra hoc temporis ſpatium jura rationesque reciprocæ commodè conciliari, generalisque Pacificatio eo ſolidius ſtabiliri poſſit.

VII. Si fortè poſt ſubſcriptionem iſtorum Præliminarium inter Principum Contractantium Subditos, ſive in Europâ ſive in Indiis, turbas ſub qualicunque prætextu moveri aut hoſtilitatis actus exerceri contingeret, ii damna à ſuis reſpectivè Subditis perpeſſa communi ope reparabunt.

VIII. Secutâ præcedentium Articulorum acceptatione & ſubſcriptione, Congreſſus intra ſpatium quatuor Menſium à die ſubſcriptionis computandorum, Aquisgrani inſtituetur, intra quorum decurſum, jura & prætenſiones Principum Contractantium, eorumque qui ad dictum Congreſſum invitati fuerint, examinabuntur, discutientur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiarii nominandi non poterunt niſi ſolos duos Nobiles, duos Ephebos, & ſex famulos ſeu Pediſſequos in comitatu ſuo habere, quo promptius ſe ad iter parare poſſint, & ut omnis æmulatio, luxus ac ſumptus evitentur.

X. Ceremoniale nullum obſervabunt, eamque normam tenebunt quæ in nupero Congreſſu Cameracenſi obſervata fuit, idque ad declinandas eas difficultates, quæ circa præcedentiam oriri poſſent, facultate tamen proteſtandi cuique pro arbitrio relicta.

XI. Principes ſuis reſpectivè Plenipotentiariis ſeriò demandabunt, ut omnia impedimenta ſeu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congreſſum ullo modo poſſent.

XII. Ratificatio horum Articulorum intra ſpatium duorum Menſium, aut citius ſi fieri poterit, à die ſubſcriptionis erga ſe invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii Suæ Sacræ Cæſareæ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ, & Celſorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, hosce Articulos manu noſtrâ ſubſcripſimus & Sigillis noſtris com-

ANNO 1727.

communivimus. Actum Parisiis die ultimâ Mensis Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo septimo.

(*Signatum erat*)

Marcus Baro Deffonseca. (L.S.) — *Le C. de Morville.* (L.S.) — *H. Walpole.* (L.S.) — *W. Boreel.* (L.S.)

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, Wurtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Absburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretii, Kiburgi, Goritiæ & Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Cùm à tempore non multò abhinc certæ simultates nonnullos inter Europæ Principes exortæ sint, quæ propediem in apertum Bellum erumpere minabantur, & verò inter Regem Hispaniarum, Regemque Magnæ Britanniæ actu eruperunt, iis verò amicabiliter componendis certi Articuli pro parte Christianissimi Regis ejusque Confœderatorum exposîti Nobis fuerint, qui ad præparandum Congressum pro Pacificatione generali diffidentium Principum institutum præviè, seu Præliminariter subscribi ac signari debeant; hinc est quòd Magnifico nostro & Sacri Romani Imperii fideli dilecto N. Baroni d'Effonseca potestatem plenam fecerimus, prout hisce facimus, ut præfatos Articulos Præliminares cum Plenipotentiariis Ministris intervenientium Principum, nomine nostro, tanquam Minister noster Plenipotentiarius subscribat & signet; Verbo Cæsareo, Regio & Archiducali promittentes, Nos eos à præfato Plenipotentiario Nostro ita subscriptos & signatos Articulos intra tempus conventum approbaturos & ratificaturos esse. In quorum fidem ac robur præsentes manu nostrâ subscriptas, Sigillo nostro Imperatorio, Regio Archiducali, firmari jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die duodecimâ Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesimo septimo, Regnorum Nostrorum Romani decimo sexto, Hispaniarum 24., Hungarici verò & Bohemici itidem 16.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A ZINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS DE BUOL.

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUïS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme il s'est élevé depuis quelque tems des differends qui ont déja donné lieu à plusieurs hostilitez entre quelques Puissances, & qui auroient pu causer un embrasement general dans l'Europe, s'il n'y étoit pourvû sans retardement; ainsi que Nous & Notre très-cher & très-aimé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le desirons avec un égal empressement; Nous avons voulu entrer dans tous les moyens propres à raffermir entierement la Tranquillité générale, & Nous confians en la capacité, experience, zèle & fidelité pour Notre service de Notre amé & feal le Sr. Fleuriau Comte de Morville, Notre Ministre & Secretaire d'Etat des affaires Etrangeres, Chevalier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de Notre main, commettons, ordonnons & deputons ledit Sr. Comte de Morville, & lui avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour conjointement avec les Ministres de Notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, convenir en Notre nom, en qualité de Notre Ministre Plenipotentiaire avec les Ministres Plenipotentiaires de notre très cher & très-aimé Frere, l'Empereur des Romains, & de Notre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi d'Espagne, pareillement munis de Plein-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec lesdits Ministres ensemble ou separement tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sr. Comte de Morville avisera bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y ait quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en lesdits Presens, promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sr. Comte de Morville aura stipulé, promis & signé, en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme pour être échangées dans le tems dont on sera convenu: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 40. Mai l'an de grace 1727., & de Notre Regne le 12. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, LE BLANC.

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Majestatis Britannicæ.

GEORGIUS REX.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunswici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi Thesaurarius & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint salutem. Quandoquidem ardentissimo flagrantes desiderio, Pacem & Tranquillitatem totius Europæ communem restituendi conservandique, & Bellorum flammas jam erumpentes, & latius in dies sese sparsuras, exstinguendi, Virum quemdam eo negotio parem nominare, atque auctoritate sufficienti instruere duxerimus, qui cum Ministris ex parte Principum Rerumque Publicarum, quorum interesse poterit, ad opus adeò salutare & necessarium deputatis & instructis conferre, & Tractatus aliave Instrumenta conficere possit; Sciatis igitur, quòd Nos fide, industriâ & in rebus magni momenti tractandis usu & perspicaciâ fidelis & dilecti Nobis Horatii Walpole Armigeri plurimum confisi, eundem nominavimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; dantes & concedentes eidem omnem & omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque; nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra) cum Ministris quibusvis, à quocumque Principe vel Republicâ auctoritate sufficienti instructis, congrediendi, colloquendique, ac Tractatus, Conventiones, seu Pacta Conventa, Articulos sive secretos sive separatos, atque Instrumenta demum quæcumque, quæ ad consilium scopumque suprà memoratum facilius efficaciusque assequendum facere possint, pertractandi, peragendi, concludendi, conficiendique, atque ea omnia quæ ita peracta, & concluса fuerint, pro nobis & nostro nomine signandi, eademque mutuò tradendi, recipiendique ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad finem salutarem suprà dictum attingendum, vel quomodolibet opportuna esse judicaverit, tam amplis modo & formâ ac vi effectuque pari ac Nos ipsi, si interessemus, facere ac præstare possemus; spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcumque à dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præsentium transigi, concludi & signari contigerint, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & formâ, quibus conventa fuerint, habituros.

In quorum omnium majorem fidem & robur præsen-

ANNO 1727. tibus manu noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus; quæ dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi 25. die Menſis Aprilis, anno Dom 1727. Regnique noſtri 13.

Pleinpouvoir des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces Préſentes verront ſalut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conſervation de la Paix & de la Tranquillité publique, ne ſouhaitant rien avec plus d'empreſſement, ſinon que les differends, qui agitent préſentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puiſſent être aſſoupies par une bonne & prompte conciliation, & qu'à cet effet on puiſſe convenir au plûtôt de quelques Préliminaires pour poſer le fondement à une Négociation ulterieure dans un Congrès général, où ces differends pourront être discutez plus amplement, & comme Nous connoiſſons les mêmes ſentimens pacifiques dans Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majeſté Imperiale, & Sa Majeſté le Roi d'Espagne ne ſoient auſſi portez à entrer dans toutes les voyes qui pourront conduire à prévenir la Guerre & à conſerver la Paix, ſi eſt ce que Nous fians entierement à la prudence, fidelité & experience du Sr. Guillaume Boreel, Nous l'avons nommé, élu & conſtitué, le nommons, l'éliſons & conſtituons Notre Plenipotentiaire, lui donnant par ces preſentes Pleinpouvoir & Mandement tant général que ſpecial, pour que conjointement avec les Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique, il puiſſe conferer & traiter avec celui ou ceux qui aura pareillement Pleinpouvoir de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté le Roi d'Espagne, ſur les Articles Préliminaires qu'on jugera convenables pour préparer un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'arrêter, conclure & ſigner tous les Articles dont on ſera convenu, d'en paſſer les Inſtrumens néceſſaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pourrions faire ſi Nous étions préſens; promettans ſincerement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & ſtable tout ce que ledit Sr. Guillaume Boreel, en vertu de ce Notre Pouvoir, aura negocié, arrêté, conclu & ſigné, & que Nous paſſerons là-deſſus Nos Actes d'Approbation & de Ratification en bonne & duë forme. En foi de quoi Nous avons fait munir ces préſentes de notre grand Sceau, les ſigner par le Preſident de notre Aſſemblée, & les ſousſigner par notre Greffier. A la Haye le 6. May 1727. (*Etoit ſigné*) A. VELTERS. vt. *Plus bas*, par Ordonnance des ſusdits Seigneurs Etats Généraux.

(*Signé*) F. FAGEL.

LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.

COmme la Sereniſſime Maiſon de Brunswic-Lunebourg a toujours tâché de conſerver & de cultiver une amitié intime entre toutes ſes Branches, ce qui a contribué non ſeulement à la gloire & au bonheur de ladite Sereniſſime Maiſon, mais auſſi à l'avantage de la Religion Proteſtante, dont ladite Maiſon a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & Son Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il ſera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maiſon, que pour celui de la Religion Proteſtante, de rafermir l'antique Union par de nouvelles liaiſons faites entre Sadite Majeſté & Sadite Alteſſe Sereniſſime, en vuë ſeulement de ſe donner une Garantie reciproque pour leurs propres Païs, & ſans le moindre deſſein de cauſer aucun préjudice, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puiſſance que ce ſoit: pour cet effet, elles ont muni de part & d'autre de Pleinpouvoir ſuffiſant; c'eſt à-dire, Sadite Majeſté le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, ſes Conſeillers Privez, les Sieurs Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonſhire, Preſident de ſon Conſeil Privé; Thomas Lord Trevor, Garde de ſon Sceau Privé; Thomas Holles, Duc de Neucaſtle, un de ſes principaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townſhend, l'autre de ſes principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretiere, & premier Commiſſaire de la Treſorerie: & Sadite Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolffenbuttel, le Sieur Conrad Detleff, Comte de Dehn, ſon Miniſtre d'Etat Privé, Preſident de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St. Blaiſe à Brunswic, Echanſon Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhauſen & Riddaghauſen, Chevalier des Ordres Danois, & ſon Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne; leſquels ayant conferé enſemble ſur les moyens le plus propres pour parvenir aux buts ci-deſſus mentionnez, ſans faire tort à perſonne, ſont tombez d'accord des Articles ſuivans. ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & union ſincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Heritiers & Succeſſeurs; laquelle ſera ſi exactement & fidelement gardée, que les Parties Contractantes non ſeulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais auſſi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque l'un de l'autre, & traverſeront au poſſible tout deſſein prejudiciable, qui pourra ſe former contre l'un ou l'autre desdites Parties Contractantes, conformement aux Traitez & Conventions qui conſiſtent déja dans les deux Branches de ladite Sereniſſime Maiſon.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, leſdites Parties Contractantes promettent de s'aſſiſter mutuellement par leurs Conſeils, & par leurs bons offices, par tout où il en ſera beſoin. Et comme le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne promet de garantir audit Sereniſſime Duc tous ſes Païs & Etats; ainſi ledit Sereniſſime Duc promet ſa Garantie audit Sereniſſime Roi pour la défenſe de ſes Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ſes Païs & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le ſixieme de Mai 1671. entre les Sereniſſimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, oblige déja le Sereniſſime Duc à maintenir toujours au poſſible la poſſeſſion de la Ville & Fortereſſe de Brunswic, pour la ſûreté commune de ladite Maiſon, Sadite Alteſſe Sereniſſime renouvelle ici toute la teneur de cedit Article, & s'engage de ne livrer jamais ſadite Ville & Fortereſſe de Brunswic, en mains, poſſeſſion, ou pouvoir de qui que ce ſoit.

III. Qu'en cas que les ſusdits Païs & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes ſoient menacées d'une attaque ou invaſion, alors elles concerteront enſemble, ſans perte de tems, ſur les moyens de repouſſer leurs Ennemis, & regleront d'abord & ſans délai, les proportions des ſecours à ſe prêter mutuellement, bien entendu que le ſecours qui devra être fourni à Sa Majeſté Britannique de la part dudit Sereniſſime Duc, ſelon ledit concert à faire, ne pourra pas être reglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le ſusdit Sereniſſime Duc ayant repreſenté au ſusdit Sereniſſime Roi, que pour ſe mettre & ſe maintenir dans un Etat, & dans une ſituation à remplir d'autant mieux & plus ſûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majeſté, il ſeroit obligé de ſe charger de groſſes dépenſes, qu'il faudra faire pour un Corps de Troupes ſuffiſant pour garder ſon propre Païs, Villes & Fortereſſes, en cas de danger, & pour aller au ſecours des Païs & Etats dudit Sereniſſime Roi, s'il y en aura beſoin; Sa Majeſté ledit Seigneur Roi, en conſideration de ce qui eſt ci-deſſus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt-cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'espace de quatre ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling ſera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du préſent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce ſoit, voulût en haine du Traité d'amitié & de défenſe mutuelle, fait & ſigné ce jourd'hui, faire quelque inſulte aux Païs, Villes & Territoires, apartenans au Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui cauſer quelque tort ou dommage, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne promet

ANNO 1727. promet & s'engage de garantir ledit Sereniſſime Duc de telle inſulte, & de faire tout ſon poſſible pour faire ceſſer tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du ſusdit Traité.

VI. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié ſera ratifié en dûë forme par lesdits Sereniſſimes Roi & Duc, & les Ratifications en ſeront échangées dans l'espace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi dequoi, nous ſousſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Traité d'amitié, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DEHN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALPOLE.

ARTICLE SEPARE'.

Comme Son Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Wolfenbuttel a promis par l'Article troiſiéme du Traité ſigné ce jourd'hui, de fournir à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, au cas ci ſpecifié, un Corps de cinq mille Hommes, & Sadite Alteſſe Sereniſſime ayant fait repreſenter les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, ſi ledit Corps de Troupes devoit être transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne, & de l'Irlande, ſelon le contenu de l'Article ſecond dudit Traité, ledit Sereniſſime Roi conſent, que les Troupes, que ledit Sereniſſime Duc doit lui fournir, ne ſeront pas obligez de paſſer dans lesdits Royaumes de Sadite Majeſté, mais qu'elles ſeront plutôt employées, ou à remplacer celles qui ſeroient tirées des Etats de Sa Majeſté en Allemagne, ou à être miſes dans les Garniſons des Etats Généraux, à la place des Troupes desdits Etats qui pourroient paſſer dans les Royaumes de Sadite Majeſté, ſelon que le tout ſera plus exactement reglé lorsque le cas exiſtera.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré, de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui, il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous ſousſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Article ſeparé, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DEHN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALPOLE.

LIX.

1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la Compagnie de* TRANQUEBAR.

NOUS FREDERIC IV. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc* &c. ſavoir faiſons, qu'aiant été requis de declarer nos intentions ſur l'Octroi accordé par notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire à la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, nous l'avons confirmé dans tous ſes points, & y avons ajouté les amplifications qui ſe trouveront ci-après. (La teneur dudit Octroi eſt comme s'enſuit.)

Nous CHRE'TIEN V. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc*, &c. Savoir faiſons à tous & chacun que nous avons prolongé l'Octroi accordé le 28. Novembre 1670. à notre Compagnie des *Indes Orientales*, établie dans le Fort de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar* ſur la Côte de *Coromandel*, pour en jouïr pendant l'espace de 40. ans, à compter de la date dudit Octroi, aux conditions ſuivantes.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre nom, avec les Rois & autres Etats des Indes, telles Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme auſſi d'employer tels moyens offenſifs ou defenſifs qu'elle jugera convenables à l'accroiſſement & à la défenſe de ſon Commerce, contre tous ceux qui voudroient le troubler, lui accordant pour cet effet tous les Pleinspouvoirs néceſſaires. ANNO 1728.

Que s'il lui étoit ſuscité quelque obſtacle de la part de quelques Puiſſances ou Etats *Européens* que ce ſoit, la Compagnie nous en donnera avis, ſans ſe porter à aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins qu'elle ne fût attaquée ou moleſtée, auquel cas il lui ſera permis de repouſſer la force par la force.

Promettons de ratifier en tems & lieux toutes les Negociations que ladite Compagnie aura faites avec les Rois & Etats des *Indes*, & de lui procurer telles recommandations qui ſeront néceſſaires auprès des Princes Etrangers pour l'avantage de ſon Commerce, lui accordant dès à préſent le pouvoir d'établir en ce Païslà telles Fortereſſes, Loges & Comptoirs dont elle pourra avoir beſoin, &c. leſquels lui apartiendront en toute proprieté, à condition néanmoins que ſi, après l'expiration du préſent Octroi, Nous ou nos Succeſſeurs voulions en gratifier une autre Compagnie, celle-ci ſera tenuë de s'en déſiſter, &c.

II. Quoique Nous & nos Succeſſeurs tenions en notre nom le Fort de *Dannebourg* & la Ville de *Tranquebar*, les Directeurs & Hauts Participans de ladite Compagnie pourront néanmoins, durant le terme du préſent Octroi, choiſir & nommer à la pluralité des voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont nous promettons d'aprouver le choix, à condition que celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains des Directeurs, de défendre ladite Place jusqu'à la derniere goute de ſon ſang, &c. Nous confiant que leſdits Directeurs ne choiſiront pour cet emploi que des perſonnes d'une fidelité reconnuë & d'une experience dans les affaires telle qu'il convient à notre ſervice & à celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandant ou Vice-Commandant faire aucun Commerce pour ſon compte, non pas même avec la permiſſion du Conſeil Privé; mais ils ſe contenteront des Apointemens accordez à chacun des Directeurs, & ne feront de Commerce que pour le compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie jouïra de tous les revenus de *Dannebourg* & de *Tranquebar*, moyennant quoi elle ſera obligée d'y entretenir à ſes fraix une Garniſon de 200. *Européens* au moins & d'autant de *Negres* qu'il ſera néceſſaire, comme auſſi de payer au Prince de *Tanjour* la Penſion annuelle qu'on lui donne, à moins que les Directeurs ne faſſent avec lui de meilleures conditions, & qu'ils ne ſoient obligez de faire pour cela de nouveaux fraix, leſquels leur ſeront allouez. Permettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Poſſeſſions dans les *Indes*, & d'y envoyer tels Officiers qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à perſonne qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres Sujets, aucun Paſſeport ou permiſſion de naviger aux *Indes*, tant que durera le préſent Octroi; & ſi quelques-uns de nos Sujets ſont ſurpris en fraude à cet égard, leurs Vaiſſeaux & Effets ſeront confiſquez au profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en ſervir, &c.

L'Amplification faite à cet Article par Sa Majeſté Regnante eſt comme il s'enſuit.

LAdite Compagnie aura la même liberté qu'auparavant d'équiper des Vaiſſeaux qui iront & viendront de notre Réſidence Royale de *Coppenhague* en diverſes Places des *Indes-Orientales*, comme auſſi de les charger & décharger dans tels Ports & Villes de nos Royaumes & Etats qu'elle jugera à propos, moyennant que cela ſe faſſe au nom & pour le compte de la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, & qu'il n'y ſera employé que de nos Sujets préférablement à toute autre Nation.

VI. Les Vaiſſeaux & Effets de la Compagnie, ſoit en commun ou en particulier, ne ſeront jamais arrêtez ni autrement moleſtez ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, & ſon Commerce aura toujours un libre cours.

ANNO 1728.

L'Amplification de Sa Majeſté Regnante à cet Article eſt.

QUe tous les Vaiſſeaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les Effets étrangers qui pourroient y entrer par Aſſociation, comme auſſi les Capitaux qui auront été mis dans l'ancienne Compagnie des *Indes*, à qui qu'ils puiſſent apartenir, en tout tems & en tous Lieux, ſeront exempts de toutes charges & Impôts, (excepté ce qui eſt ſtipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) ſpecialement les Capitaux Etrangers, qui ſeront exempts du 6. & 10. Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie; & ils ne ſeront arrêtez, ni autrement moleſtez de quelque maniere que ce puiſſe être, ni par Nous & nos Succeſſeurs, ni par nos Miniſtres & Officiers, &c.

VII. Quelques Marchandiſes que ce ſoit, nulle exceptée, que la Compagnie envoye de nos Royaumes aux Indes, avec ſes propres Vaiſſeaux ou des Vaiſſeaux Etrangers, & toutes celles qu'elle fera venir des Païs Etrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Negoce, ſeront entierement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puiſſe nommer. De même tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qui apartiennent ou qui pourront apartenir à la Compagnie ſeront auſſi exempts de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une ſpécification exacte de toutes ces Marchandiſes, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, ſavoir de ce qui ſe transporte dans les Païs Etrangers, un pour cent, & demi pour cent de ce qui ſe conſume dans nos Royaumes & Etats.

VIII. Permettons que ſes Hauts Participans, qui ont voix dans la Compagnie, en puiſſent nommer les Directeurs, ſans que nous ni ceux de notre Maiſon Royale qui auront part dans ladite Compagnie, puiſſions aucunement nous en mêler.

IX. Les Directeurs nommez auront pouvoir de choiſir & de mettre tous les autres Officiers & Domeſtiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en *Europe*, qu'aux *Indes*; & ceux-ci ſeront obligez de ſe conformer à tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſous peine d'être punis ſelon l'exigence du cas.

X. La Compagnie aura ſa propre Juſtice, de maniere que les Directeurs pourront eux mêmes, dans toutes les affaires & différends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domeſtiques d'icelle, tant qu'ils ſeront à ſon ſervice & qu'ils n'auront pas entierement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pourront auſſi nommer un ou pluſieurs des Participans pour les juger. Leurs Sentences ſeront ſans Appel, à moins qu'elles n'intéreſſent l'honneur ou la vie de quelqu'un, auquel cas ſeulement le Condamné pourra appeller au Tribunal Superieur.

XI. La Compagnie aura auſſi ſon propre Poids & ſa Balance dont elle pourra ſe ſervir en toute occaſion, bien entendu qu'ils ſoient conformes au Poids & à la Balance dont il eſt ordonné de ſe ſervir dans nos Royaumes & Etats.

XII. Les Artiſans au ſervice de la Compagnie, auſſi bien que les Maitres dans les Corps de métiers, ſeront obligez de travailler & expedier tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſuivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

XIII. La Compagnie pourra en toutes ſortes d'affaires ſe ſervir de Papier non marqué, lequel ſera reçu dans tous les Tribunaux & tenu pour auſſi valable que le Papier marqué.

XIV. Il ſera permis aux Directeurs de regler l'intérêt des Sommes qu'ils auront empruntées pour le ſervice de la Compagnie, ſur le pied dont ils pourront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

XV. Les Directeurs pourront auſſi choiſir des Perſonnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Evangelique, tant ſur les Vaiſſeaux qu'aux *Indes*, & pour adminiſtrer les Sacremens. Et ces Miniſtres ainſi choiſis ſeront par Nous confirmez & avancez dans la ſuite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils menent une vie exemplaire.

XVI. Pourront les Officiers de la Compagnie ſe ſervir aux *Indes* de notre Sceau pour toutes les expeditions concernant les affaires de la Compagnie. ANNO 1728.

XVII. Et comme les Directeurs Nous ont fait ſavoir qu'à leur Entrée dans le Château de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar*, il n'avoit point été fait d'Inventaire, tel qu'il eſt ordonné par l'Octroi précedent. Nous voulons bien excuſer cette négligence & les dispenſer d'en faire un à l'expiration du préſent Octroi, ne demandant autre choſe d'eux ſinon que les Fortifications de *Dannebourg* & de *Tranquebar* ſoient en bon état, bien pourvuës de Canons montez ſur les Affuts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb ſuffiſante pour une année.

De plus la Compagnie ſera obligée, après la Date de cet Octroi, de faire venir un ou pluſieurs Vaiſſeaux chargez, dont la Cargaiſon ſoit eſtimée plus de 150000. Ecus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpetre dans notre Arſenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpetre ſera delivré 8. Ecus à notre Chambre de Finances, ſans que les Vaiſſeaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, ſoient tenus de payer autre choſe: & les années qu'il n'arrivera point de Vaiſſeaux, ou que leur charge ſera eſtimée moins de 100000. Ecus, ils ſeront exempts de cet Impôt.

L'Explication donnée par Sa Majeſté Regnante à l'Art. XVII. eſt.

QUe lorsqu'il arrivera dans la ſuite quelque Vaiſſeau de retour, il ſera libre à la Compagnie de payer 8000. Ecus ou de livrer 100000. Livres de Salpetre. Donné à *Coppenhague* le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC Roi.

SAvoir faiſons par ces préſentes, que notre intention eſt que le XVII. Article ci deſſus ſoit exécuté, c'eſt-à-dire, qu'il ſoit libre à la Compagnie de livrer 100000. Livres de Salpetre ou de payer 8000. Ecus des Vaiſſeaux de retour dont la charge montera à plus de 150000 Ecus, ſoit qu'il en arrive un ou pluſieurs, ſoit qu'ils viennent enſemble ou l'un après l'autre. Fait à *Coppenhague* le 6. Fevrier 1728.

Signé,

FREDERIC Roi.

ENſuite vient la fin de l'ancien Octroi, à quoi il eſt ordonné que chacun ait à ſe conformer. Donné à *Coppenhague* le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRE'TIEN Roi.

La Confirmation de Sa Majeſté Regnante en ces termes.

NOus confirmons par ces préſentes l'Octroi ci-deſſus énoncé, & voulons qu'il ſoit exécuté dans toutes ſes Clauſes & Articles. Défendons à tous & un chacun d'y porter aucun obſtacle ni préjudice ſous peine d'encourir notre indignation. Donné à *Coppenhague* le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC Roi.

Et plus bas,

D. Wiede.

LX.

Convention entre les Rois d'Espagne & d'Angleterre ſur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1728. 6. Mars.

QUandoquidem difficultates quædam ſubortæ ſint ſuper Articulis exequendis, qui Præliminares vocantur, quique Lutetiæ Pariſiorum die ultimâ Menſis

ANNO 1728. Menſis Maji, deindeque Viennæ die decimâ tertiâ Junii annii 1727 à Miniſtris hinc indè Poteſtate ſufficienti communitis, ſignati fuêre: Cumque per declarationem quandam à Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobatam, antedictæ difficultates feliciter compoſitæ fuerint, cujus Declarationis, ejusdemque à Suâ Majeſtate Catholicâ acceptionis, prout ipſiusmet nomine, & Mandato à Marchione de la Paz exhibita & ſubſcripta fuit, tenor hîc ſequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'eſt élevé certaines difficultez entre les Parties Contractantes par raport à la reſtitution des Priſes qui ont été faites de part & d'autre, & nommément celle du Vaiſſeau le Prince Frederic, & de la Cargaiſon apartenant à la Compagnie du Sud, ſaiſi & arrêté par les Espagnols à la Vera Crux, leſquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Espagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majeſté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui eſt poſſible, les choſes, & pour lever tous les obſtacles qui s'oppoſent à une Pacification générale, a déclaré, & a donné ſa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle enverroit ſans délai des ordres à ſes Amiraux Wager & Hoſier, ou celui qui commandera à ſa place, de ſe retirer des Mers des Indes d'Espagne, qu'Elle conſent que l'on discuteroit & décideroit dans le Congrès, les Contrebandes & autres ſujets de plaintes, que les Espagnols peuvent avoir par rapport au Vaiſſeau le Prince Frederic.

Que toutes les prétenſions reſpectives, de part & d'autre, ſeront produites, débatuës & décidées au même Congrès; Que l'on y discutera & décidera pareillement, ſi les Priſes, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être reſtituées, & que Sa Majeſté Britannique ſe tiendra à ce qui ſera reglé ſur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maître, en vertu des ordres & Pleinpouvoirs que j'ai reçu pour cet effet, que cette discuſſion à faire au Congrès, s'executera fidélement; Que l'échange des Ratifications ſe fera ſans délai, & que le Congrès s'aſſemblera infailliblement, & le plutôt qu'il ſera poſſible, ſelon que les Miniſtres des Parties Contractantes, qui ſe trouveront à Paris, en conviendront, ſi Sa Majeſté Catholique veut donner ſa Parole Royale.

1. De lever inceſſamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faiſant retirer ſon Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occaſion de ce ſiége, en remettant le tout de part & d'autre conformement au Traité d'Utrecht.

2. D'envoyer ſans retard des ordres clairs & précis, pour remettre auſſi-tôt le Vaiſſeau le Prince Frederic & ſa Cargaiſon aux Agens de la Compagnie du Sud, qui ſont à la Vera Crux, pour qu'à leur volonté ils le faſſent paſſer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloiſe aux Indes, ſelon ce qui eſt ſtipulé par le Traité de l'Aſſiento, & convenu par les Articles 2. & 3. des Préliminaires.

3. De faire remettre inceſſamment les Effets de la Flotille aux Intereſſez, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformement à l'Art. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majeſté Catholique s'engage de la même maniere que Sa Majeſté Britannique s'y eſt engagée cideſſus, à s'en tenir à tout ce qui ſera reglé par la ſusdite discuſſion & déciſion du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(*Signé*)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

Yo el infraſcripto Marques de la Paz declaro de expreſſa orden en el Real Nombre del Rey Catholico, mi Amo, y en conſequencia de ſu pleno Poder, que Su Mageſtad por ſu ſiempre conſtante deſeo de facilitar las Negociationes para una Paz univerſal y permanente ha venido en acceptar, y effectivamente admite y accepta la propoſition ultimamente hecha por el Señor Conde de Rotenbourg, Miniſtro Plenipotentiario de Su Mageſtad Chriſtianiſſima, ſegun queda immediatemente à qui arriva inſerta. En fée de loqual firmo la preſente Declaracion, y la pengo el Sello de mis Armas, el 5. de Marzo 1728. ANNO 1728.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii, debitâ auctoritate ſufficienter inſtructi, quo declaratio ſuperſcripta vim vigoremque ampliſſimum obtinere poſſit, hoc aſſenſûs, confirmationisque ſpeciale Inſtrumentum, nomine & Mandato Dominorum noſtrorum reſpectivè ſignavimus, eidem Sigilla noſtra appoſuimus. Actum Pardo die 6. Menſis Martii, anno Domini 1728.

(*Signatum*)

KONIGSEGG (L.S.) KEEN. (L.S.) ROTEMBOURG. (L.S.)

El Marques DE LA PAZ. (L.S.) F. VANDER MEER. (L.S.)

LXI.

* *Copia Reverſalium ad implendas conditiones in Literis Inveſtituræ de S. R. I. Ducatibus Hetruria, Parma & Placentia expreſſas à Rege Hiſpan.* LUDOVICO *Madriti* 28. *Febr.* 1724.

LUDOVICUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennii, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Santiſtevan, nec non Marchio Berreti Landi, noſtri in Cameracenſi Congreſſu Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Menſis Auguſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſignati, dieque decimâ ſextâ Menſis Februarii anni ſubſequentis milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi à Rege, & Parente noſtro Hagæ-Comitis accepti Complementum & obſervantiam acceperint & admiſerint Diploma Cæſareum, ſive Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus ſeu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Inveſtituram pro Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Sereniſſimæque Reginæ Dominæ noſtræ natæ Parmenſis Duciſſæ Filio, ipſiusque Descendentibus, & Succeſſoribus Masculis è Legitimo Matrimonio ſuſceptis, & horum defectu pro cæteris univerſis ejusdem Reginæ Sereniſſimæ Dominæ noſtræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipſis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis noſtræ ſubſcriptum, atque Sigillo firmatum tradiderant inſtrumentum quoddam, cujus tenor ſubſequens adeſt.

Nos infraſcripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii recipimus in complementum & ſatisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die ſecunda Auguſti 1718. Londini ſubſcripti, & decima ſexta Februarii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæſareum, ſeu Litteras exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentes Ducatuum, ſeu Statuum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ pro Sereniſſimo Infante Carolo Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filio, ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio Natis, aut poſt deceſſum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, quod Nobis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hodie debita in forma coram Miniſtris Plenipotentiariis Regum Mediatorum ritè extraditum fuit; Promittimusque nomine Sacræ Catholicæ Majeſtatis, omnes, & ſingulas in prædicto Diplomate expreſſas conditiones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majeſtate, prout & à Sereniſſimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Suc-

* Ces Pièces ont été publiées en 1728, & la plûpart deliviées alors quoique ſignées plûtôt.

ANNO 1728.

& Succeſſoribus Masculis, ibidemque recenſitis ejus Fratribus ſanctè & inviolatè executum & obſervatum iri, in cujus fidem præſens hoc Inſtrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majeſtate nobis conceſſæ, cujus Apographum ad finem adjunctum eſt, manu propriâ, Sigilloque noſtro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majeſtate ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium ſex ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs, ſi fieri poteſt, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigeſima quarta Januarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) El Conte de SANTISTEVAN.

(L.S.) El Marquis BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santiſtevan, & Marchione Beretti Landi præfati Inſtrumenti hic ſupra translati & inſerti exemplar Nobis miſſum fuerit, poſtquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo, contentum, & expreſſum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus univerſas & ſingulas conditiones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expreſſas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmiſſum eſt Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Inveſtitura eventualis in ipſo contenta, adimplendas, & inviolabiliter obſervandas erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium tam à Nobis, quàm à Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Hæredibus, atque Succeſſoribus ſuis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum deceſſu ab ipſius Fratribus in ipſa præfata Inveſtitura recenſitis, ad quam Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præſentes Litteras expedire juſſimus, manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro ſecreto firmatas, atque ab infraſcripto, Sanctioris Conſilii commentarienſi noſtro Chirographo adſcriptas, datas Madriti die vigeſimâ octavâ Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) YO EL REY.

JOANNES AB ORENDAYN.

Copia Guarantiæ ſeu Cautionis particularis ad impiendas conditiones Litteris Inveſtituræ S. R. I. Ducatuum Hetruriæ, Parmæ, ac Placentiæ inſertas à Rege Britanniæ. In Palatio Divi Jacobi 23. ſt. v. Jan. Anno $172\frac{3}{4}$.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunsvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes hæ Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Inſtrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præſtandæ, inter nos & bonum Fratrem noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, per Miniſtros Plenipotentiarios utrinque mandatos, & Authoritate ſufficienter munitos Cameraco die vigeſimo quarto Menſis præſentis Januarii, ſtyli novi, concluſum, ſignatumque fuerit, Formâ & verbis, quæ ſequuntur. Poſtquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo ſexto Februarii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo viceſimo à Rege Catholico ſolemni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciscentium conſenſu, pactum definitúmque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Heruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo poſſeſſi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Hispaniarum Reginæ Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter una cum eorum poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu Literas expectativæ Inveſtituram eventualem continentes pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujus tenor hic ſequitur.

ANNO 1728.

Locus Inſtrumenti Infeudationis.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinſertarum expectativæ Literarum ſatisfeciſſe; Ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantiâ obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hispaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſe adimplere debere, ac præſertim, quod in caſu exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione actualem ac proprie ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps cæterique ut ſupra ipſimet, aut per ſufficientes poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios coram Throno Imperiali præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Britannica & Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima conjunctim & ſeparatim pro ſe ſuisque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantiâ & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatas agnoscunt ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Infeudationis conditionum, dum caſus evenerit, ſeriò manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſuper præfatos Ducatus conſtitutum, illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannica & à Sua Regia Majeſtate Chriſtianiſſima Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs, ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii, & Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti, Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die vigeſima quarta Menſis Januarii ſt. n. Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto.

POLWARTH. (L.S.)
WHITWORTH. (L.S.)
DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L.S.)
ROTTEMBOURG. (L.S.)

NOs viſo & perpenſo Inſtrumento Guarantiæ ſupraſcripto idem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Clauſulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris, idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Inſtrumentum Guarantiæ, omniaque & ſingula, quæ in eo continentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituros & obſervaturos, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi die viceſimo tertio ſt. v. Menſis Januarii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo tertio/quarto Regnique noſtri decimo.

Acte

ANNO 1728.

Acte de Garantie du Roi de France.

LOUïS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre aimé & feal le Sr. de St. Conteſt, Conſeiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien aimé le Sr: Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & ſigné en ladite Ville de Cambrai le $\frac{24}{13}$. du preſent Mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & avec le Baron de Whitworth Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ſes Pleinspouvoirs en bonne forme, l'Acte de Guarantie, dont la teneur s'enſuit.

POſtquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti, ac deinde Hagæ-Comitum die decimâ ſextâ Februarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo à Rege Catholico ſolenni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium conſenſu pactum definitumque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo, poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis; Ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe, ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Hispaniarum Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filius primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter unà cum eorum poſteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu, Literas Expectativæ Inveſtituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujusque tenor hic ſequitur.

Locus Inveſtituræ.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinſertarum exſpectativæ Literarum ſatisfeciſſe, ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantia obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hispaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſè adimpleri debere, ac præſertim quod in caſu exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit, ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione, actualem & propriè ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps, cœterique, ut ſupra, ipſimet, aut per ſufficientes poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios coram Throno Imperiali præſtitis præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, & Sua Regia Majeſtas Britannica conjunctim & ſeparatim, pro ſe, ſuisque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantia & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatos agnoscunt, ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Infeudationis conditionum, dum caſus evenerit, ſeriò manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſupra præfatos Ducatus conſtitutum illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannicâ Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, & Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die $\frac{\text{vigeſima quarta}}{\text{decima tertia}}$ Menſis Januarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo $\frac{\text{quarto}}{\text{tertio}}$.

DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L S.)

POLWARTH. (L.S.)

ROTTEMBOURG. (L.S.)

WHITWORTH. (L.S.)

NOus ayant agreable le ſusdit Acte de Guarantie en tous & chacun les points qui y ſont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Verſailles le vingt-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille ſept cent vingt-quatre, & de nôtre Regne le neuvieme.

LOUIS.

Par le Roi,

FLEURIAU.

Copia Plenipotentiæ Cæſ. in forma Patenti cum facultate ſubſtituendi pro Comite Carolo Borromæo ſuper capeſſenda poſſeſſione Ducatus Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. *Aprilis* 1728.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Notum teſtatumque facimus tenore præſentium univerſis, quod nos, cum ea, quæ nos inter &c. Sereniſſ. Potentiſſimique Hispaniarum Regis Catholici dilectionem Art. 4. Fœderis quadruplicis Anno 1718. Lugduni Britannorum initi, ac poſtea Tabulis Imperialis noſtræ Pacis Viennenſis An. 1725. confirmati, ad conſervanda priſtinæ ſuperioritatis Imperialis Jura circa Magnum Ducatum Hetruriæ, ejusque Succeſſionem, deficiente Domus Mediceæ ſtirpe Masculina, in favorem Sereniſſ. Principis Caroli Hispaniarum Infantis, modernæ Reginæ Eliſabethæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ Filii Primogeniti ejusque Descendentium & ultra, annuentibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non convenientibus Galliæ, Angliæque Coronis, ſuo impoſterum ordine ac modo traditis, inſuper eventualis Inveſtituræ Literis diſpoſita ſtatuta & ſancita ſunt, plenæ executioni mandanda ſtatuerimus, Illuſtrem & Magnificum Carolum Comitem Borromæum &c. cujus fidem, prudentiam atque rerum gerundarum dexteritatem nobis ſat probatam novimus, ſpecialiter in noſtrum Cæſareum Plenipotentiarium deſtinaverimus, nuncupaverimus & conſtituerimus prout ipſum hisce ex plenitudine poteſtatis & authoritatis noſtræ Cæſareæ deſtinamus, nuncupamus & conſtituimus cum facultate unum vel plures noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi, quem vel quoscunque integræ ac indubitatæ in nos fidei noverit, eo fine, ut ſubitò ac ultimi nunc ſuperſtitis Sereniſſ. Magni Hetruriæ Ducis Joannis Gaſtonis extrema illi innotuerint, ſe illico noſtris Cæſareis Copiis ſtipatum, habita tamen omnimode exactæ disciplinæ Militaris, conciliandique populorum amoris ratione, in Hetruriæ Ducatum conferat, atque ibidem, ſimul ac noſtram Cæſaream mentem Sereniſſimi quondam Electoris Principi Viduæ, & Senatui Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipſi Plenipotentiario noſtro tradidimus, manifeſtam fecerit, Mandatum noſtrum Cæſareum

ANNO 1728.

fareum ad Hetruriæ Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos directum ubique Locorum affigi, & publicum reddi curet; juxta ejusdem normam, Juramentum quod à dictis Vaſallis, Militibus & Subditis Principi viduæ præſtitum fuiſſe fertur, tamquam noſtris, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis totius ferè Europæ ſuffragiis contrarium, nullum, vanum, & irritum declaret, ſicque Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramenti & obligationis vinculo ergo ſæpè dictam Principem viduam abſolvat, ac denique Noſtro Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem ſæpefati Principis Caroli Hispaniarum Infantis, tamquam futuri veri & legitimi Domini noſtrique Vaſalli vigore Tractatuum ſupra citatorum veram & realem Ducatus Hetruriæ poſſeſſionem, cum omnibus ipſi competentibus Juribus & pertinentiis à defuncto Duce tempore Fœderis Londini Britannorum ſubſcripti realiter poſſeſſis, capiat, ſalvis tamen iis, quæ quondam Electoris Palatini Principi viduæ, aut aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante appertinere dignoscentur: Cæterum omne id vel ipſe, per Legitimum ſuum ſubſtitutum aut ſubſtitutos agat & præſtet quod ad verè & realiter adipiscendam poſſeſſionem de Jure & conſuetudine Imperiali fieri poteſt ac debet: Promittentes & ſpondentes verbo Noſtro Cæſareo, quod nos omnia ea & ſingula grata firmaque habituri ſimus. In quorum fidem ac robur hasce manu Noſtra ſubſcripſimus & Sigillo Noſtro muniri juſſimus, quæ dabantur in Civitate Noſtra. Viennæ &c.

Copia Reſcripti Cæſarei ad Principis Electoris Palatini Viduam, natam Hetruriæ Ducem, de permittenda D. Carolo Hispaniarum Infanti poſſeſſione Hetruriæ. Viennæ die 13. *Aprilis* 1728.

CAROLUS SEXTUS &c. Relatum nobis quidem humilimè fuit, Dilectionis Veſtræ genitorem Sereniſſimum quondam Magnæ Hetruriæ Ducem Cosmum hujus nominis tertium, 26. Nov. 1713. prætenſam quandam feciſſe Dispoſitionem, vigore cujus Dilect. Veſtra in caſum, quo & ipſe & Filius ſuus Joannes Gaſton absquè naturali Legitimo Hærede Masculo aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Dignitate Magni, ſive Magnæ Ducis & earundem pertinentiis ſuccedere poſſit debeatque; Quemadmodum autem aſſertus hujusmodi Succeſſionis ordo indubitatæ Noſtræ & Sacræ Romani Imperii in Feudalem Noſtrum Hetruriæ Ducatum ejusque adhærentias Superioritati Imperiali, quæ non tantum antiquis & novis iisque clariſſimis citra omnem contradictionem Juribus firmiter innixa: ſed & ſolemnibus Londinenſis Fœderis, Pacisque Viennenſis Tractatibus ab omnibus Partibus Contractantibus jure merito agnita & concluſa atque ſtabilita eſt, omnino obverſatur, quippe Nobis, quà Romanorum Imperatori & ſupremo Domino Sacroque Romano Imperio unicè competere in comperto eſt, ut in memorato deficientis ex Domo Medicæâ absque naturali Legitima prole Mascula Linea caſu de futuro Noſtro & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vaſallo dicti Hetruriæ Ducatus benignè disponamus, prout etiam vigore expectativæ vim & robur eventualis Inveſtituræ habentis Sereniſſimo Principi Carolo Hispaniarum Infanti die 9. Decembris 1723. clementer conceſſæ jam tum dispoſuimus. Ita Summo noſtræ pro conſervandis priſtinæ Superioritatis Imperialis Juribus, Cæſareæ poteſtatis authoritatisque muneri haud deeſſe poſſumus quin obſervemus & promoveamus, quæ eveniente ſupradicto aperturæ caſu pro adquirenda & adipiscenda noſtro & Sacri Romani Imperii nomine ſæpedicto Sereniſſimo Principi Carolo, ſuo reſpectu libera, quieta & plena dicti noſtri Ducatus Hetruriæ poſſeſſione juſta, æqua & opportuna viſa ſunt; Ideoque etiam prætenſam ſupradicti Sereniſſimi quondam Magni Ducis Cosmi Dispoſitionem, & quæ ad conſequendam ejusdem effectum forſitan vi, clam aut precariò machinata ſunt, & dicuntur, utpote omnia & ſingula per ſe nulla, vana, incompetentia imò & temeraria, etiamſi forſitan Juramentum quoque ſupervenerit, de Cæſareæ noſtræ poteſtatis plenitudine ex integro caſſemus, abrogemus & annullemus, prout eadem omnia & ſingula ſpeciales per Patentes & Decreta noſtra Imperialia caſſata, abrogata & annullata declaravimus, huncque in effectum Cæſareum noſtrum in Italia Commiſſarium & Plenipotentiarium (Tit.) Comitem Borromæum, cum facultate unum vel plures Commiſſarium ſive Commiſſarios aut Mandatarios noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi benignè inſtruximus, ut ſeriam hanc mentem & voluntatem noſtram plenariæ & omnimodæ executioni quantocius vel per ſe vel per alium mandare non ſuperſedeat, Dilectionem veſtram paterne benevoleque hortantes, ut à præſumptâ ſæpedicti Ducis dispoſitione, & deſuper fundanda Succeſſionis prætenſione omnino abſtineat, atque Deputatum noſtrum Commiſſarium ſivè per ſubſtitutum ejusdem Commiſſarium aut Mandatarium ad capiendam dicti Ducatus Hetruriæ, pertinentiarumque poſſeſſionem pro tenore Inſtructionis ſuæ liberè agere ſinat, neque in contrarium quidquam attentet, vel attentari curet, hoc enim modo Dilect. Veſtra ſibi optimè conſulet, & Provinciis ac Subditis Hetruriæ contra imminens ingentis ruinæ periculum ſaluberrimè proſpiciet, eâ præſertim habita ratione, quod in Mandato noſtro ea quæ Dilectioni Veſtræ aut quibuscunque aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante, legitimè appertinere dignoscentur, exceperimus, nos quippe ſequiorem in caſum conſentanea Juris Feudalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & prævertere teneremur; meliora de ſuo in noſtras & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obſequii ſtudio à Dilect. Veſtra præſtolantes, benignum gratiæ & benevolentiæ Noſtræ Cæſareæ affectum eidem de reliquo clementer confirmamus. Viennæ 13. Aprilis 1728.

Copia Mandati Cæſarei ad Subditos & Vaſallos Hetruriæ, ut D. Carlos pro Domino agnoscant, eidemque præſtanda præſtent. Viennæ 13. *Aprilis* 1728.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Univerſis & ſingulis Noſtri Sacrique Romani Imperii Ducatus Hetruriæ, ac ſingularum Civitatum, Caſtrorum, Villarum, Terrarumque eò pertinentium, Locumtenentibus, Conſiliariis, Prætoribus, Vexillifero Juſtitiæ, Senatui, Populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus cunctisque Militibus, & omnibus aliis cujuscunque ſunt Præeminentiæ, Dignitatis, Conditionis aut gradus, præſentibus aut futuris notum teſtatumque facimus.

Poſtquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Auguſti Anno 1718. initi conventum fuit, ut ad priſtinæ Superioritatis Imperialis Jura conſervanda Status ſeu Ducatus à Sereniſſimo Magno Duce Hetruriæ modo poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur, ac habeantur pro indubitatis S. R. I. Feudis Masculinis: Nos etiam ceu Caput Imperii, annuente Sacro Imperio, conſenſimus, ut, ſi quando caſus aperturæ dicti Status ſeu Ducatus, ob deficientiam Hæredis Masculi contingat, tunc præſentis Hispaniarum Reginæ Filius Primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo-genitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter una cum eorum poſteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in dicto Ducatu ſuccedant.

Cum igitur res in eo ſit, ut ſi nobis noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitimè intrantibus, & Sacro Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus Descendentes Masculi, aut ipſius Fratres & eorum Masculi antedicti, omnia & ſingula debitè faciant & præſtent, quæcunque fideles, obedientesque Principes & Vaſallos Italicos de jure & conſuetudine ex antiquis & continuis Feudorum rationibus ſub Throno Imperiali conſtanter, & per omnia facere & præſtare decet, nos in conformitate prærnemorati Articuli V., & non aliter, atque in ſinceram ejusdem executionem, gratiæ & exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentis, juxta ritum ac ſtylum Cæſareum, ſolitum Diploma Imperiale, eâ, qua conventum eſt, Lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere ac elargiri promiſerimus, eumque in finem pro Nobis & Noſtris in Diademate Imperiali Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicto Principi Carolo, ejusque Descendentibus, nec non ex dicta moderna Hispaniarum Regina Fratribus, eorumque poſteris, ut ſupra, legitimè natis aut nascituris Masculis, benigniſſimè conceſſerimus, & Decreto, ac Diplomate Imperiali de dato 9. Decemb. 1723. expectativam, vim, ac robur eventualis Inveſtituræ continentem clementer elargiti ſimus, atque eundem Principem

ANNO 1728.

ANNO 1728.

cipem Carolum pro se suisque Successoribus Masculis, legitimo ex Matrimonio Descendentibus, nec non pro omnibus & singulis supra recensitis ipsius Fratribus & eorum Masculis ex legitimo Matrimonio natis, & nascituris memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quò scilicet præsens ex Domo Medicea Possessor sine prole legitima naturali Mascula Successionis capace, vivere desierit, de Cæsarea nostræ Potestatis plenitudine, juxta expressum, Legeque Imperiali receptum ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infeudaverimus, & investiverimus de prædicto Magno Hetruriæ Ducatu seu Statu tanquam vero Feudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipsi competentibus Juribus & pertinentiis nunc realiter & legitimè possessis, cujus Infeudationis virtute idem Princeps Carolus in casu ut supra, aperturæ dicti Ducatus seu Status, immediatè possessionem omnimodam & administrationem ipsorum asserere sibi, & consequi poterit, nempe Ducatus Statusque nunc ab Hetruriæ Duce possessi, statim ac proles dicti Ducis Mascula Legitima defecerit; Vicissim autem Nobis specialibus Hispanicos per Ministros Plenipotentiarios die 24. Jan. 1724. Cameraci daris, & à Serenissimo quondam Rege Ludovico 28. Febr. deinde ratihabitis Reversalibus, quæ insuper separatis Serenissimorum & Potentissimorum Galliæ Angliæque Regum sponsionum, vulgò Garantiæ Instrumentis iisdem ferè Mensibus & anno, ac solemni denique Imperialis Nostræ Pacis Viennensis Tractatu de Anno 1725, in Articulo quarto expressè confirmata corroborataque sunt, vice ac nomine sæpe dicti Caroli Hispaniarum Infantis, ejusque Fratrum, ut supra discretis Verbis repromissum, ac sponsum, cautumque fuit, modo dictum Principem ejusque Fratres ratione præfati Ducatus ceu Status nobis & secuturis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacroque Rom. Imp. perpetuò fideles & obedientes futuros contrà omnes homines, neque scientes unquam fore in consilio seu Tractatu, consensu vel facto; ubi aliquid quocumque modo contra Nos vel personam, honorem, Dignitatem aut statum aut in damnum nostrum vel detrimentum, nostrosve in Imper. legitimos Successores agitur, seu concludetur; quin imò nostrum Cæsareum & S. R. I. honorem & commodum, quantum poterunt adjuturos & promoturos, præterea si intellexerint in nostram Cæsaream personam sinistri quidpiam attentari vel machinari, id ipsum etiam pro viribus impedituros & aversuros, atque ad nostram notitiam deduci curaturos.

In casu realiter existentis aperturæ intrà annum & diem à tempore apprehensæ possessionis, & quoties ille deinceps casus evenerit, realem, actualem, & proprie sic dictam Investituram à nobis, nostris Successoribus Romanor. Imperatoribus & Regibus, memoratum Principem Carolum cæterosque, ut suprà, ipsosmet aut per legitimos, post dispensationem Imperialem pares, & sufficientes Mandatarios, tempore, loco, stiloque consuetis, requisituros, debitum Homagium facturos, ac præstitis quibuscunque penes Consilium ac Cancellarium Imperialem Aulicum præstandis, coràm throno Cæsareo capturos, & solitum desuper subjectionis ac fidelitatis Jusjurandum præstituros, prout in Feudis ac Homagiis Italicis recepti Cæsarei Romano-Germanici Juris & moris est.

Ac denique omnia eo sedulò observaturos, quæ obedientes Principes & Vassalli Nostri, & Sacri Imperii agere & præstare debent & convenit, omni simulatione ac fraude postposita; secus vero si fecerint, in conformitate totius Articuli V. Fœderis Londinensis, Nos nostrosque Successores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacrumque Imperium ad permittendam continuationem Possessionis nominati Ducatus seu Status non obstrictos fore, proinde ex suprema potestate nostra Imperiali Vobis omnibus, & singulis nostri Sacrique Rom. Imp. Magni Ducatus seu Status Hetruriæ ac singularum Civitatum, Castrorum, Villarum, Terrarumque eo pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Militibus, & omnibus aliis, cujuscunque sint præeminentiæ, Dignitatis, conditionis aut gradus, præsentibus & futuris seriò mandamus, ut in antememorato casu, nostrum ad vos destinatum Cæsareum Commissarium Plenipotentiarium, (Tit.) Carolum Borromæum aut ejus Subdelegatum sive Subdelegatos, quem aut quos ad capessendam, nostro Sacrique Rom. Imp. Nomine, in favorem sæpè dicti Principis Caroli Possessionem Magni Hetruriæ Ducatus, & pertinentiarum amplis Mandatis instruximus, atque Plenipotentiâ munivimus, cum subditis sibi Cæsareis Copiis recipiatis, eique in omnibus debitam submissionem & obedientiam præstetis, eâ Lege, ut quandocunque sæpe memoratum Principem Carolum ipsum præsentem ad vos advenire contigerit, eundem tanquam verum & legitimum Dominum ac Principem vestrum agnoscatis, solitum ipsi Homagium, fidelitatis Jusjurandum, Reverentiam & obedientiam præstetis, faciatisque omnia ea quæ fideles & obedientes Vassallos veris & legitimis Dominis & Principibus facere & præstare decet ac oportet, non-obstantibus quibuscunque quæ alias aut aliter observari videntur, etiam Juramento, si quodpiam, ut fertur, Serenissimi quondam Electoris Palatini, Principi viduæ aut quibuscunque aliis hunc in finem præstitum fuerit, quibus omnibus & singulis ex certâ nostra Potestatis plenitudine expressè derogamus, hocque ob notorium, Potestatis defectum, actusque nullitatem, nullum, vanum, irritum, & non obligatorium declaramus, consequenter omnes vos & singulos à quocunque obligationis & Juramenti vinculo vigore harum absolvimus, prout iis derogatum, hocque annullatum, vanum, irritum, & non obligatorium, declaratum, vosque omnes, & singulos absolutos habere volumus, quatenus nostram, & Sacri Romani Imperii gravissimam indignationem, pœnasque ejusdem Constitutionibus insertas evitare volueritis; atque hæc est seria mens & enixa voluntas nostra, harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum, & Sigilli nostri Cæsarei appressione munitarum &c. Viennæ die 13. Aprilis 1728.

ANNO 1728.

Copia Decreti Cæsarei ad Senatum Florentinum de permittenda D. Carolo possessione Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

SAcræ Cæsareæ Majestatis Caroli Sexti Domini nostri Clementissimi nomine, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, & Senatui, Populoque Florentino hisce intimandum.

Supremè fatam Sacram Cæsaream Majestatem indignante animo percepisse, dictum Senatum de indubitata Sacri Romani Imperii Feudali Magni Ducatus Hetruriæ & ejusdem Prærogativarum ac pertinentiarum qualitate haud ignarum, non tamen erubuisse in grave Suæ Cæsareæ Majestatis & pristinæ in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis præjudicium & damnum prætensum quoddam Successionis Decretum in favorem Serenissimi quondam Electoris Palatini Dominæ Viduæ, natæ Hetruriæ Ducis, pro Casu deficientis aliquando absque naturali Legitima prole Masculina stirpis Mediceæ, circà annum 1713. concludere, & concipere, illudque Serenissimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hujus nominis tertio præfatæ Dominæ Viduæ genitori porrigere, atque tradere.

Cum verò eadem Sacra Cæsarea Majestas dictum Decretum pro intrinsece nullo & irrito semper habuerit, & etiamnum habeat, adeò ut pro abundanti solum ex plenitudine Potestatis Cæsareæ illud hisce cassare, abrogare, annullare, atque cassatum, abrogatum, & annullatum declarare voluerit.

Hinc etiamsi forsitan Juramentum quoque pro illa aut aliis supervenerit, vigore hujus præfatum Consilium ac Senatum seriò adhortari decrevit, ut existente per obitum Serenissimi Domini Joannis Gastonis ultimi Magni Hetruriæ Ducis & possessoris absque prole Mascula casu aperturæ ejusdem Feudalis nostræ Ducatus Hetruriæ, idem ab hujusmodi, & omni alia Machinatione quæ factæ jamdum à Cæsarea Sua Majestate in persona Serenissimi Hispaniarum Infantis Domini Principis Caroli Successionis dispositioni quoque modo obversari posset, eò magis abstinere sciat, quò certius aliàs gravissimam ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & insuper mulctam centum Marcarum auri puri irremissibiliter incursurus sit, de qua seria mentis suæ voluntate altissimè fata Sacra Cæsarea Majestas dictum Senatum hocce Decreto suo Imperiali aulico certiorem reddi jussit. Signatum Viennæ sub altissimæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Sigillo secreto.

ANNO 1728.

Ordre du Conſeil Aulique de l'Empire au Gouverneur du Milanez de mettre l'Infant D. Carlos en poſſeſion de la Toscane.

SUr la Communication, de la part de la louable Chancelerie de l'Empire du Pleinpouvoir en Date du 13. du paſſé adreſſé par S. Majeſté Imperiale, à ſon Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre poſſeſſion du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vînt à mourir inopinement, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majeſté Imperiale ait donné à connoitre ſes gracieuſes intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaun, lui ordonnant d'agir de concert avec le ſusdit Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratione Militaris aſſiſtentiæ*, mais ſur tout d'agir en tout ceci avec ſecret, il eſt à propos de donner communication au ſusdit Gouverneur du contenu de l'Ecrit ci-joint.

C'eſt pourquoi nous envoyons aujourdhui une Copie de la reponſe faite à la Chancelerie de l'Empire, qu'il eſt agreable au Conſeil de Guerre Imperial que vous ſoyez toujours prêt à rendre ledit ſervice.

Ex Conſilio Bellico le 1. *Mai* 1728.

A. F. E. Sgr. de POZZO D'HARTENEG. m. pp.

NOn ſeulement nous nous en raportons à ce que S. M. Imperiale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écrit depuis à Mr. à l'occaſion de la mort inopinée du Grand Duc de Florence, mais auſſi à la Patente du 13. du paſſé qui nous a été communiqué par la Chancelerie de l'Empire & dont Copie eſt-ci jointe par laquelle Sa Maj. Imperiale a donné Pleinpouvoir au C. Charles Borromée pour prendre poſſeſſion des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr....., pour votre Inſtruction afin qu'en conſequence vous agiſſiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratione Militaris aſſiſtentiæ* vous dirigiez tout avec lui le plus ſecretement poſſible, à ce que *eveniente caſu* ledit C. Charles Borromée ou ſon Subſtitut puiſſe ſe ſervir à propos des ſecours neceſſaires pour la priſe de poſſeſſion effective en ſorte qu'ils ſoient envoyés à tems & dans les Lieux convenables ſans retardement, ainſi que vous Mr..... trouverez convenir ſuivant votre grande prudence & votre Experience dans les choſes Militaires & pour le ſervice de Sa Maj. Imperiale &c. Vienne le 5. May 1728.

Nomine inclyti Conſilii Aulæ Bellici, au Gouverneur du Milanez le Velt-Maréchal Comte D'HOMEN.

LXII.

11. Mai. *Extrait du Contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de* MECKLENBOURG, *publiée par le Conſeil Aulique le* 11. *Mai* 1728.

L'Empereur ſuspend entierement la Régence du Païs de Mecklenbourg apartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de ſon Frere le Duc Chrétien Louïs, comme l'Héritier préſomptif, & le plus proche ſelon le rang, de la manière détaillée ci-deſſous.

I. Le Duc Chrétien Louïs doit prendre ſur lui ladite Régence au nom de S. M. Imperiale, & la continuer jusqu'à ce que l'Empereur en diſpoſe autrement.

II. La Commiſſion Imperiale en Mecklenbourg abſoudra, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conſeillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Sermens, par lesquels ils ont été liez au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maitre, & les obligera par Serment jusqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Imperiale & à ſon Adminiſtrateur, leur enjoignant de prêter dûë obéiſſance à celui-ci.

III. L'Adminiſtrateur Imperial nommera & préſentera à l'Empereur ſix perſonnes bien verſées dans les affaires du Païs, d'entre les Etats Principaux, dont S. M. Imperiale choiſira deux pour Aſſiſtans de l'Adminiſtrateur auſſi long-tems que l'Empereur le trouvera bon. ANNO 1728.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Adminiſtration, la Commiſſion Imperiale fera ſouvenir l'Adminiſtrateur des Sermens, par lesquels il eſt obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de ſe conduire touchant ſon Adminiſtration de la manière, que ſes Prédéceſſeurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformement aux Concordats, Conſtitutions & Coutumes du Païs, comme auſſi aux Ordonnances Imperiales fondées là-deſſus, à quoi l'Adminiſtrateur s'engagera par une promeſſe par écrit.

V. L'Adminiſtrateur fera enſorte que moyennant l'aſſiſtance des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin ſoit vuidée au plutôt des Troupes du Duc aîné, & qu'une Garniſon proportionnée au beſoin, y ſoit miſe des Milices du Païs engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à ſon Adminiſtrateur, comme auſſi que les fâcheuſes Excurſions & Vexations, pratiquées jusques ici par la Garniſon de Domitz, ſoient empêchées.

VI. Durant ladite Adminiſtration l'Empereur ordonne une competence de quarante mille Ecus, Monnoye courante par an pour le Duc aîné, & vingt-cinq mille pour le Duc Adminiſtrateur, outre ſon Appanage.

VII. L'Empereur notifie ce que deſſus par Lettres au Duc aîné Charles Leopold, & lui fait ſavoir qu'à cauſe de ſa desobéiſſance, manque de reſpect, opiniâtreté, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indispenſable de lui ôter l'Adminiſtration du Païs, & d'en revêtir proviſionnellement ſon Frere Chrétien Louïs, ordonnant au Duc aîné de s'y ſoûmettre.

VIII. L'Empereur prend dans ſa protection ſpeciale le Duc Chrétien Louïs avec ſa famille, comme auſſi les Etats du Païs, les Conſeillers & autres Serviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toute force & oppoſition, renouvellant pour cet effet le Conſervatoire ou Protectoire du 25. d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg & Con-Directeur du Cercle de la Baſſe-Saxe.

IX. L'Empereur notifie la même choſe par Lettres au Duc Chrétien Louïs, lui ordonnant de ſe charger de cette Adminiſtration proviſionelle, de l'exercer au pied des Inſtructions & Ordonnances Imperiales, & de ſe conformer du reſte à ce que le Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire Imperial lui annoncera & reglera, & de faire part de tout cela aux Etats de Mecklenbourg, les aſſurant que l'Empereur pourvoiera, ſans délai ſelon la Juſtice, ſous cette Adminiſtration, à leurs Griefs, & les protegera ſuffiſamment contre toute ſorte de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Adminiſtrateur d'employer conjointement avec les Etats du Païs tous les ſoins imaginables, à trouver des emprunts pour le payement du reſte des fraix d'exécution, moyennant des Hypotheques ſuffiſantes, à conſtitue dans les Gabelles & Bailliages du Duc aîné, ſous le conſentement & la Garantie Imperiale, & ſous une maintenue particuliere à conferer par l'Empereur au Directoire du Cercle de la Baſſe-Saxe, desquels emprunts la Commiſſion Imperiale ſera rembourſée & indemniſée de ſes Arrerages des fraix d'exécution à liquider devant l'Empereur; & les Creanciers de ces emprunts recevront leur ſatisfaction & rembourſement du provenu desdites Gabelles & Bailliages, tant pour les Interêts, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire de l'Empereur, avec ordre:

1. De mettre par autorité Imperiale l'Adminiſtrateur en pleine poſſeſſion & jouïſſance de cette Adminiſtration.

2. De mettre entre les mains de l'Adminiſtrateur une ſpecification complete des affaires de la Commiſſion, & de leur état préſent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Adminiſtrateur dans l'activité pleniere de ſon Adminiſtration quant aux affaires de Juſtice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Regence du Païs, en conformité des Conventions, Pactes & Coutumes, & des Ordonnances Imperiales, fondées là-deſſus.

3. Im-

ANNO 1728.

3. Immediatement là-deſſus le Duc de Wolfenbuttel pour éviter des fraix & Griefs ulterieurs, congediera & rapellera la Subdelegation entiere, & les Troupes de la Commiſſion qui ſe trouvent en Mecklenbourg.

4. Il aſſurera en même tems au nom de l'Empereur, la Commiſſion Imperiale, qu'elle obtiendra promptement ſon dédommagement pour les Arrerages des fraix de la Commiſſion, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commiſſion Imperiale aura envoyé à l'Empereur, de la maniere cy-devant pratiquée, les Comptes desdites liquidations, pour être examinez à la Cour Imperiale.

XI. L'Empereur par des raiſons d'importance à ce le mouvant, étend le Conſervatoire du 25. d'Octobre 1717. conſtitué ſur la Maiſon Electorale & Ducale de Bronswic-Lunebourg, ſur le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Baſſe-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Pruſſe, que S. M. Imperiale a réſolu cette extenſion du Conſervatoire, par une confiance particuliere pour le Roi de Pruſſe, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers, & qu'avec les autres Conſervateurs, ou bien lui ſeul, il voudra pourvoir à la ſureté parfaite du Duc Chrétien-Louïs, comme Adminiſtrateur de l'Empereur, comme auſſi des Etats Provinciaux, Conſeillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de beſoin des moyens ſuffiſants conformes aux Conſtitutions de l'Empire ſans exception, contre toutes les oppoſitions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté; l'Empereur eſpere auſſi que le Roi de Pruſſe ne refuſera pas de s'acquitter efficacement des Commiſſions ulterieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majeſté Imperiale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extenſion du Conſervatoire aux autres Directeurs du Cercle, & Conſervateurs Imperiaux, les chargeant, qu'en vertu de ce Conſervatoire, & de ſon extenſion, eux *omnes vel ſinguli* ayent à maintenir le Duc Chrétien-Louïs dans les fonctions de ſon Adminiſtration, & entr'autres, qu'ils ayent à prêter main forte à l'Adminiſtrateur à ſa requiſition par les Milices du Païs, après qu'elles auront juré fidelité à l'Empereur, avec l'aſſiſtance, en cas que la neceſſité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Adminiſtrateur puiſſe venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin, & du changement de ſa Garniſon cy-deſſus mentionnés. La même Main-forte doit auſſi être prêtée à l'Adminiſtrateur incontinent, ſans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agira de la ſûreté de l'Adminiſtrateur contre toute ſorte de violences.

C'eſt pourquoi l'Empereur ſe promet que leſdits Directeurs du Cercle & Conſervateurs Imperiaux, ne manqueront pas de ſe déclarer envers S. M. I. conformément à ſa volonté.

LXIII.

1729. *Octroi du Roi d'*ESPAGNE *accordé en* 1720. *à une Compagnie de la Province de* GUIPUSCOA *pour negocier aux* CARAQUES.

LA Province de *Guipuſcoa* voulant faire éclater en toute occation ſon zéle ordinaire pour le ſervice de Sa Majeſté & l'avantage de ſes Sujets, & ſurtout dans la conjoncture préſente, où l'on voit les Espagnols miſerablement dépouillez du Commerce vers les *Caraques*, qui eſt tombé au pouvoir des Nations étrangeres, qui poſſedent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent revenir, comme leur apartenant en propre; d'où s'enſuit le préjudice notoire qu'en reçoivent les Droits importans que Sa Majeſté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Espagne entiere par la cherté du *Cacao* & le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-aparent que la négligence des Sujets de Sa Maj. à s'apliquer avec plus de ſoin à ce Commerce, & à barrer les autres Nations qui en tirent tout le profit, eſt cauſe que le prix de cette Denrée au lieu de baiſſer, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'équiper, pour le ſervice de S. M. & de la Nation, des Vaiſſeaux de Guerre de défenſe, d'y mettre de leurs Matelots choiſis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de prévenir les ſusdites pertes & dommages, & faire enſorte qu'à l'avenir cet avantageux Commerce ſe continue avec plus de fruit, il a plu à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions ſuivantes. ANNO 1729.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, envoiera tous les ans aux Caraques deux Vaiſſeaux de 40. à 50. Pièces de Canon équipez & chargez de Fruits & autres Denrées du Royaume; qu'arrivez au Port de Guayoa, & y aiant déchargez, ils en ſortiront pour croiſer ſur les côtes, & enlever tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qu'ils trouveront faiſant un Commerce défendu; ils pourront étendre leurs Courſes depuis la Riviere d'*Orinoco* juſqu'à Rio de la Aacha; pour lequel effet ils ſeront fournis de Patentes de S. M.

II. Que ces deux Vaiſſeaux ſeront chargez à S. *Sebaſtien* ou à *Paſſage*, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devroient payer à *Cadix*, rendant à S. M. un ſervice équivalent, ils partiront directement de *Guipuſcoa* pour les *Caraques*.

III. Qu'en revenant avec leur Cargaiſon de Cacao, d'Argent, d'Or, de Tabac, de Salſapareille, de Cuirs, & autres Denrées de ces Païs-là, ils aborderont à *Cadix*, & après que les Vaiſſeaux auront été viſitez, & les Droits Royaux payez, ils pourront, ſans faire les dépenſes conſiderables de décharger & recharger, transporter vers la *Cantabrie* telle partie de leur Cargaiſon qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Priſes, qu'ils pourroient faire en Amerique, ſeront partagez, un tiers pour l'Equipage, & les deux autres tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Denrées qui ſeront priſes pourront être venduës aux *Caraques* en payant les Droits Royaux; les Bâtimens pris avec leur charge de Cacao & autres Denrées ſeront envoyez avec Regiſtre en Espagne, & les Vaiſſeaux qui ſeront jugez propres à croiſer pourront être équipez à cet effet.

VI. Que les Facteurs de la Compagnie aiant quelque partie de Cacao de reſte, pourront les envoyer à la *Vera Crux*, dans les Barques deſtinées à ce Commerce permis aux Habitans des *Caraques*.

VII. Que les Facteurs ſeront obligez de fournir de Marchandiſes, outre la Province de *Venezuela*, celles de *Cumana*, la *Magarita & la Trinidad*.

VIII. Que le Gouverneur des *Caraques* ſera nommé Juge Conſervateur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec défenſe à tous Tribunaux & Miniſtres, d'en prendre connoiſſance, avec Droit d'apel au Conſeil des Indes.

IX. Que lesd. Vaiſſeaux ſeront exempts de payer le Droit d'Etrangers en ce qui concerne le *Droit de Tonneau*, le Droit *Seminarto*, & autres Droits que l'on a coutume de lever à *Cadix* ſur les effets des *Caraques*, ſur les Vaiſſeaux de Regiſtre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie ſous ſa protection Royale, & fera jouïr ceux qui en dependant des Droits & Honneurs qui apartiennent à ceux de ſa Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à perſonne en ſon honneur, état, ou réputation, ni directement, ni indirectement; bien au contraire ce ſera un nouveau luſtre ajouté à ſa Nobleſſe, à ſes ſervices, & à ſon caractere, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Octroi, les Loix & Conditions ſuivantes.

I. Cette Compagnie ſera érigée ſous la protection de *Saint Ignace de Loyola*, Patron de *Guipuſcoa*.

II. Le profit qui reviendra de cette Compagnie, ſera diſtribué entre tous les Intéreſſez, ſans qu'aucun d'eux en particulier puiſſe faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie ſera de 500. Piaſtres de 15. Reaux de Billon chacune.

IV. Le fond de ces Actions ſera payé aux Lieux & aux termes qui ſeront indiquez par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie ſera d'un Million & demi de Piaſtres.

V. Chaque Actionnaire pourra ceder ou vendre ſon Action ou ſes Actions à ſon gré & d'une maniére légitime.

VI. Auſſi-tôt qu'on aura amaſſé tout l'Argent néceſſaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs feront une Aſſemblée générale des Intereſſés, pour prendre une reſolution touchant le temps & le lieu où ſe devra faire ce Voyage, & faire les autres reglemens néceſſaires pour cela.

ANNO 1729.

VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura huit Actions, aura une voix, celui qui aura 16. Actions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Interessez qui seront absens pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au dessous de 12. mille Piastres d'Actions ne pourront donner leur Procuration qu'à une autre Personne interessée dans la même Compagnie. Desorte qu'il n'y aura que ceux qui y seront Interessez pour plus de 11000. Piastres, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procuration à des Personnes qui n'y soient point du tout Interessez.

IX. La même Assemblée générale reglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infliger à ceux qui n'observeront par ses reglemens.

X. Ladite Assemblée reglera aussi l'Ordre que devront observer les Teneurs de Livres de la Compagnie, les Reviseurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie: de même que leurs apointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entenduës & exprimentées dans le Commerce, & qui ayent au moins 16. Actions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni ceder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, ne pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour regler les Dividens, &c.

XV. Les Reviseurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront raport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration; & ils en convoqueront une pareille, lorsqu'il faudra faire un Divident extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Reviseurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui apartiendra à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne decideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire construire des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la maniere qui leur plaira. Ils auront aussi l'inspection sur les Cargaisons qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la premiere Assemblée générale.

XX. Lesdits Directeurs prêteront Serment, dans la premiere Assemblée générale en présence des Députez de la Province de *S. Sebastien*.

XXI. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Teneurs des Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les apointemens.

XXII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie; on nomme, pour remplir cet Emploi, Mrs. Joseph-Miguel Bildolosa, Prieur du Consulat de *S. Sebastien*, Dominique-Grégoire de Yun-Y-Barvia; Joseph-Lepeola; Jean-Antoine Claesens; Joseph d'Aërdi, avec mille Piastres d'apointement chacun: mais la premiere Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIII. Les Reviseurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs; & on a nommé pour cet emploi, MM. Pierre-Antoine d'Arbayza & Jean-François Lopez, auxquels on a affigné 300. Piastres d'apointement, jusques à ce que la premiere Assemblée générale ait augmenté, ou diminué cette Somme.

XXIV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Cacao sur un pié raisonnable parmi ses Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats; les Directeurs & les Assemblées générales seront tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands desseins. ANNO 1729.

LXIV.

Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense Mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE, *conclu à Seville le 9. Novembre* 1729. 9. Nov.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes, & un seul vrai Dieu.

LEURS Sereniſſimes Majestez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, désirans avec un égal empressement, non-seulement de renouveller & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir desormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne* ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Guillaume Stanhope*, Vice-Chambelan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la *Grande-Bretagne*, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur *Benjamin Keene*, Ministre-Plenipotentiaire de Sadite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de *Brancas*, Lieutenant-General de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Géneral au Gouvernement de *Provence*, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Sereniſſime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Jean-Baptiste d'Orendayn*, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secretaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur *Joseph Patino*, Commandant de *Alcuesca*, dans l'Ordre de *St. Jaques*, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant-Géneral des Rentes génerales, & son Secretaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des *Indes* & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & pour toûjours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'*Espagne*, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense reciproque de leurs Etats & Interêts: Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précedens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une maniere aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traités étoient inserez ici de mot à mot. Leursdites Majestez promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En consequence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance Defensive, de se garantir reciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéissance, en quelques Parties du Monde qu'ils soient situez, comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez; en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent reciproquement d'employer leurs Offices, aussi-tôt qu'Elles en seront requi-

ſes,

ANNO 1729.

ſes, pour obtenir ſatisfaction à la Partie Lezée, & pour empêcher la continuation des Hoſtilitez: Et s'il arrive que lesdits Offices ne ſoient pas ſuffiſans, pour procurer, ſans delai, ſatisfaction, Leursdites Majeſtez promettent de fournir les Secours ſuivans, conjointement ou ſéparement; c'eſt-à-dire, Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaiſſeaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subſides en Argent, il lui ſera libre de choiſir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaiſſeaux ou Argent à proportion de la dépenſe des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majeſtez ſusdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront comptez ſur le pié de dix mille Florins de *Hollande*, & mille Chevaux ſur le pié de trente mille Florins de *Hollande* par Mois; & on obſervera la même proportion à l'égard des Vaiſſeaux qui doivent ête fournis: Leursdites Majeſtez s'entre-ſecourront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agreſſeur.

III. Les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Très-Chrétienne ayant prétendu, que dans les Traitez conclus à *Vienne*, entre l'Empereur & le Roi d'*Eſpagne*, l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, il y avoit pluſieurs Clauſes qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, Sa Majeſté Catholique déclare, par le preſent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laiſſera ſubſiſter, en vertu desdits Traitez de *Vienne*, aucun Privilege contraire aux Traitez ci-deſſus confirmez.

IV. Ayant été convenu par les Articles Preliminaires, que le Commerce des Nations Angloiſe & Françoiſe, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, ſeroit retabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, & nommement, que celui de la Nation Angloiſe en *Amerique* s'exerceroit comme par le paſſé, l'on convient par le préſent Article, que tous ordres néceſſaires ſeront expediez de part & d'autre, ſans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déja été, ſoit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, ſoit pour ſuppleer à ce qui pourroit manquer à l'entier retabliſſement du Commerce, ſur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été ſtipulé par les Preliminaires, que toutes les Hoſtilitez auroient à ceſſer de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hoſtilitez, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, les Puiſſances Contractantes concourroient à la reparation des dommages ſoufferts par leurs Sujets reſpectifs; & que nonobſtant cela on allegue que de la part des Sujets de Sa Majeſté Catholique on a continué des Actes de Trouble & d'Hoſtilitez, il eſt convenu par ce préſent Article, que pour ce qui regarde l'*Europe*, Sa Majeſté Catholique fera réparer au plûtôt les dommages qui y ont été ſoufferts depuis le tems prescrit par les Preliminaires pour la Ceſſation des Hoſtilitez, & que pour ce qui regarde l'*Amerique*, Elle fera auſſi reparer au plûtôt les dommages qui y auront été ſoufferts depuis l'arrivée de ſes ordres à *Cartagene* le vingt-deuxieme jour de Juin mille ſept-cent vingt-huit. Et Sadite Majeſté Catholique publiera les défenſes les plus rigoureuſes pour prevenir de pareilles violences de la part de ſes Sujets: Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainſi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conſervation de la Paix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il ſera nommé des Commiſſaires, avec des Pouvoirs ſuffiſans de la part de Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lesquels s'aſſembleront à la Cour d'*Eſpagne*, dans l'espace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du preſent Traité, ou plûtôt ſi faire ſe pourra, pour examiner & decider touchant les Vaiſſeaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'aux tems marquez dans l'Article precedent. Lesdits Commiſſaires examineront pareillement, & decideront, ſelon les Traitez, les Pretentions reſpectives qui regardent les abus que l'on ſuppoſe avoir été commis dans le Commerce, tant aux *Indes* qu'en *Europe*, & toutes les autres Prétentions reſpectives en *Amerique*, fondées ſur les Traitez, ſoit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commiſſaires pareillement diſcuteront & décideront les Prétentions que Sa Majeſté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille ſept-cent vingt-un pour la reſtitution des Vaiſſeaux pris par la Flote Angloiſe dans l'Année mille ſept-cent dix-huit. Et lesdits Commiſſaires, après avoir examiné, & décidé les ſusdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procedures à Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de ſix Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainſi decidé par lesdits Commiſſaires.

ANNO 1729.

VII. Il ſera auſſi pareillement nommé de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, des Commiſſaires, qui examineront tous les Griefs generalement quelconques que les Parties intereſſées auroient à former reſpectivement, ſoit par la reſtitution des Bâtimens ſaiſis ou enlevez, ſoit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commiſſaires termineront exactement leur Commiſſion dans l'espace de trois ans, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature du preſent Traité, & cela ſans autre délai ulterieur, ſous quelque motif ou prétexte que ce ſoit.

IX. On effectuera dès-à-préſent l'Introduction des Garniſons dans les Places de *Livorne*, *Porto-Ferraro*, *Parme* & *Plaiſance*, au nombre de ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, lesquels ſerviront pour la plus grande Aſſurance & Conſervation de la Succeſſion immédiate desdits Etats en faveur du Sereniſſime Infant Don *Carlos*, & pour être en état de reſiſter à toute Entrepriſe & Oppoſition qui pourroit être ſuscitée au préjudice de ce qui a été reglé ſur ladite Succeſſion.

X. Les Puiſſances Contractantes feront dès-à-préſent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, afin que les Garniſons ſoient reçûes avec la plus grande Tranquillité, & ſans Oppoſition, dès qu'elles ſe preſenteront à la vûë des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garniſons feront aux préſens Poſſeſſeurs le Serment de défendre leurs Perſonnes, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne ſera point contraire au Droit de Succeſſion, reſervé au Ser. Infant Don *Carlos*, & les préſens Poſſeſſeurs ne pourront rien demandér ou exiger qui y ſoit contraire.

Lesdites Garniſons ne ſe mêleront directement ni indirectement, ſous aucun prétexte que ce puiſſe être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-exprès de rendre aux Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, tous les reſpects & honneurs Militaires, qui ſont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction desdits ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, étant d'aſſurer au Sereniſſime Infant Don *Carlos* la Succeſſion immédiate des Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, Sa Majeſté Catholique promet, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, qu'auſſi-tôt que le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ſon Fils, ou tel autre qui ſera à ſes Droits, ſera Poſſeſſeur tranquille desdits Etats, & en ſûreté contre toute invaſion & autres juſtes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui ſeront ſiennes & non pas propres à l'Infant Don *Carlos*, ou à celui qui ſera à ſes Droits; enſorte que par là, ladite Succeſſion & Poſſeſſion reſte aſſurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puiſſances Contractantes s'engagent d'établir, ſelon les Droits de Succeſſion qui ont été ſtipulez, & de maintenir le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ou celui à qui paſſeront ſes Droits, dans la Poſſeſſion & jouïſſance des Etats de *Toscane*, de *Parme* & *Plaiſance*, lorsqu'il y ſera une fois établi; de le défendre de toute inſulte contre quelque Puiſſance que ce ſoit qui penſeroit à l'inquieter; ſe déclarant par ce Traité Garantes à perpetuité du Droit, Poſſeſſion, Tranquillité & repos du Sereniſſime Infant & de ſes Succeſſeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garniſons une fois établies dans les Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, comme il eſt à préſumer que Sa Majeſté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord ſera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, com-

ANNO 1729.

comme s'il étoit inſeré de mot à mot dans le préſent Traité.

XIV. Les Etats Generaux des *Provinces-Unies* ſeront invitez d'entrer dans le préſent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admiſes de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puiſſances dont on conviendra.

Les Ratifications du preſent Traité ſeront expediées dans l'espace de ſix ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous ſousſignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui ſeront ci-deſſous transcrits, avons ſigné le preſent Traité; & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le 9. jour de Novembre, 1729.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

ARTICLES SEPARE'S.

I. BIEN que conformement aux Articles Preliminaires il ait été dit par l'Article IV. du Traité ſigné ce jourdhui, que le Commerce de la Nation Angloiſe en *Amerique* ſeroit rétabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il eſt déclaré encore par le preſent Article entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & ſera ſous la même Garantie que le Traité ſigné ce jourdhui, que ſous cette dénomination génerale, ſont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à *Utrecht* les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille ſept-cent & treize, dans leſquels ſont compris le Traité de mille ſix cent ſoixante & ſept, fait à *Madrid*, & les Cedules y mentionnées; le Traité poſterieur fait à *Madrid* le quatorze Decembre mille ſept-cent quinze; comme auſſi le Contract particulier nommé communement de l'*Aſſiento*, pour l'Introduction des Esclaves Negres aux *Indes-Eſpagnoles*, qui fut fait le vingt-ſix Mars de ladite Année mille ſept-cent treize, en conſequence de l'Article XII. du Traité d'*Utrecht*; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'*Aſſiento*, fait le vingt-ſix Mai mille ſept-cent ſeize: Tous leſquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, ſeront dès aujourdhui, (même pendant l'examen des Commiſſaires) & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'obſervation desquels Sa Majeſté Catholique fera expedier au plûtôt, s'ils ne l'ont été, les ordres & Cedules néceſſaires à ſes Vicerois, Gouverneurs & autres Miniſtres à qui il appartiendra, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, afin que ſans aucun délai ou interprétation, ils les faſſent obſerver & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres néceſſaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'*Eſpagne* en tous les Païs de ſa Domination, ſur le pié porté par lesdits Traitez, & pour les faire exactement obſerver & accomplir.

II. En conſequence, tous Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui n'auroient pas été pris ou ſaiſis pour cauſe de Commerce illicite, & qui ſeroient prouvez dès-à-préſent par des Preuves & Documens autentiques, avoir été detenus, ſaiſis ou confisquez dans les Ports d'*Eſpagne*, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, & nommément le Vaiſſeau le *Prince Frederic* & ſa Cargaiſon, s'ils ne l'ont déja été, ſeront reſtituez immédiatement, dans la même eſpece pour ceux qui ſe trouveront en nature; ou à ce défaut, la juſte & vraye valeur ſelon l'Eſtimation, qui, ſi Elle n'en a pas été faite dans le tems ſera reglée ſur les informations autentiques que les Proprietaires auront à fournir aux Magiſtrats des Lieux & Villes où auront été faites les ſaiſies: S. M. Brit. promettant de ſa part le reciproque pour toutes ſaiſies, Confiscation ou détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majeſtez Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles ſaiſies, Confiscation ou détentions de part & d'autre, dont la validité ne ſeroit pas encore ſuffiſamment éclaircie, la discution & la deciſion en ſeroient remiſes à l'examen des Commiſſaires, pour y faire Droit ſur le pié des Traitez ci-deſſus mentionez.

Les préſens Articles Séparez auront la même force que s'ils étoient inſerez de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui: Ils ſeront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles dudit Traité. ANNO 1729.

En foi dequoi nous ſousſignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Tr. Chrét. & de S. M. Cath.: en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons ſigné les preſens Articles Séparez, & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le neuviéme jour de Novembre mille ſept-cent vingt-neuf.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

LXV.

ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 21. Nov.

Au Nom de la Très-ſainte Trinité, Pere, Fils, & S. Eſprit, trois Perſonnes diſtinctes, & un ſeul Dieu.

COmme leurs Sereniſſimes Majeſtez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la ſureté de leurs Royaumes & Etats, & conſerver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été ſigné à *Seville* le 9. Novembre 1729.: conformement au XIV. Article de ce Traité, les Etats Généraux ont été invitez d'y acceder (*ici eſt inſéré l'Inſtrument du Traité*) lesdits Etats ayant déſiré de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit., T. C. & Cath.; & L. H. P. ſouhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conſervation & l'établiſſement de la Tranquillité publique: Elles ſont très-ſenſibles à l'invitation qui leur a été faite d'acceder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite Union en eſt le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établiſſement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Généraux préſuppoſent que les Alliez ſe communiqueront reciproquement, avec une entiere confiance, leurs ſentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de néceſſité, les plus efficaces, pour conſerver & maintenir toutes les Poſſeſſions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts tant en *Europe* qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, L. H. P., pour donner des marques du deſir qu'Elles ont de ſe lier plus étroitement avec L. M., & de la haute eſtime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Miniſtre Plenipotentiaire, (*ici ſont les titres de Mr. vander Meer*) lequel étant entré en Conference avec les autres Miniſtres Plenipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accederont, comme le ſusdit Plenipotentiaire a déclaré qu'ils accedoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le préſent Acte, s'engageant envers Leurs Majeſtez ſusmentionnées à tout ce qui y eſt contenu, de la même maniere que ſi elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention eſt telle qu'il eſt exprimé ci-deſſus, elles accepteront, ainſi que les ſusdits Ambaſſadeurs Miniſtres & Plenipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majeſtez, s'engageant envers L. H. P. à tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité entierement de la même maniere que ſi elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majeſté Très-Chrét. confirment & renouvellent en conſideration de Leurs Hautes Puiſſances tous les engagemens où elles ſont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entiere ſatisfaction, tant par raport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Oſtende aux Indes, que touchant les affaires d'Ooſtfriſe; & Sa Maj. Cath. s'obli-

ANNO 1729.

s'oblige de la même maniere, & par la même conſideration, d'entrer dans les mêmes engagemens, auſſi-tôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Généraux promettent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de beſoin n'a pu être reglé dans le Traité, on eſt convenu qu'il conſiſtera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entiere ſatisfaction ſur leurs Griefs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce ſoit rétabli ſur le pié des précédens Traitez. L. H. P. promettent de faire la même choſe par raport aux Griefs de Sa Majeſté fondez ſur les Traitez: Et en cas qu'il ſurvienne quelques difficultez dans l'examen desdits Griefs, dont on ne puiſſe convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puiſſances nommeront des Commiſſaires pour en traiter ſur le pié reglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inſeré ci-deſſus touchant les Commiſſaires des autres Puiſſances.

S'il arrivoit que Sa Majeſté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le preſent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions ſecretes, par raport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puiſſance que ce ſoit, les mêmes Droits ou Prerogatives ſeront immediatement accordez aux Sujets de L. H. P., qui ſeront traitez en tout comme la Nation la plus favoriſée, conformement à ce qui eſt ſtipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puiſſances ont repreſenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Acceſſion ſignée aujourd'hui, elles ſeroient attaquées & troublées de maniere qu'elles ſeroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défenſe; & que ce cas arrivant, le tems néceſſaire pour voir le ſuccès des bons offices qui ſeroient emploiez, & après lesquels ſeulement leurs Alliez ſont obligez de leur donner les Secours ſtipulez dans le ſecond Article du preſent Traité, les expoſeroit à de grands inconveniens, & les laiſſeroit expoſez à la plus violente invaſion ſans être ſecourues par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conſervation de la Republ. conſentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être expoſée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les ſecours promis par l'Art. II ſans attendre le ſuccès de leurs bons offices & de leurs inſtances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agreſſeur pour en obtenir la ſatisfaction & la reparation convenable.

Le préſent Traité d'Acceſſion des Etats Généraux ſera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications ſeront échangées à la Cour d'Eſpagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du préſent Traité, ou plûtôt ſi faire ſe peut; en foi de quoi, &c. *A Seville le 21. Novembre* 1729.

LXVI.

1730. 16. Avril.

LAUDUM *ou Déclaration des Ducs de* SAXE-GOTHA *&* *de* BRUNSWIC *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *&* *de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril* 1730.

COmme il eſt ſurvenu depuis quelque tems entre le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Prince Frederic-Guillaume, Roi de Pruſſe, Marcgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neuchatel & de Vallangin d'une part, & le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Prince George II, Roi de la Grande Bretagne, &c. Duc de Brunswick & de Lunebourg, Archi-Treſorier, & Electeur du St. Empire Romain, &c., de l'autre part, quelques Differens qui auroient pû cauſer dans la ſuite des Troubles dangereux, ſi Leurs Majeſtez, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la Tranquillité publique & la conſervation de leurs propres Terres & Sujets, n'avoient, par une particuliere Providence de Dieu, pris la Réſolution de remettre ces Differens à l'Arbitrage & à la Déciſion de deux Princes de l'Empire. Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha & Altenbourg, & Nous Auguſte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, avons été choiſis pour cet effet par L. M. le Roi de Pruſſe & le Roi de la Grande-Bretagne, & Nous avons été dûëment requis non ſeulement d'envoyer ſans perte de tems nos Miniſtres-Plenipotentiaires à Brunswick, comme le Lieu nommé pour la tenuë du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces Négociations, afin de s'y aſſembler, mais auſſi que Nous, Duc Frederic, ferions conduire à Brunswick, par un Détachement de nos Troupes, les Gens reclamez par le Roi de la Grande-Bretagne, afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, conſervant néanmoins pendant ce tems là, la libre & entiere diſpoſition tant desdites Gens reclamez que dudit Détachement: Et que Nous, Duc Auguſte-Guillaume, d'un autre côté, ferions pareillement conduire à Brunswick, par un Détachement, les Bas-Officiers & Soldats retenus en arrêt à Hanover, pour les y faire garder jusqu'à la fin du Congrès par notre Garniſon; le tout conformement aux Conventions du 2. & 6. Septembre & 2 Octobre derniers. Après que, pour l'avancement du Bien Public, & afin de donner des marques de notre eſtime particuliere pour L. M., Nous eûmes de part & d'autre accepté cette Requiſition, & qu'en conſequence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, & fait garder jusqu'à préſent à Brunswick les Gens arrêtez, conformément à la Convention réciproque, Nous nommâmes nos Miniſtres Plénipotentiaires; ſavoir, de la part du Duc Frederic, Monſr. Chrétien d'Uffeln, Conſeiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism. de Rautencrantz; & de la part du Duc Auguſte-Guillaume le Baron Jean Fred. de Stain Conſeiller Privé, & le Colonel Elie Niephagen, leſquels, après que les Plénipotentiaires des 2. Rois; ſavoir, Monſr. Chrétien-Otto Mylius, Conſeiller Privé de Juſtice & de Guerre, & Auditeur-Général de Pruſſe, & Mr. François-Conrad Hotze, Conſeiller de Hanover, & Auditeur-Général, eurent produit des informations ſuffiſantes & des preuves par écrit des circonſtances néceſſaires de l'affaire, ont enfin, avec l'aſſiſtance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Païs en Allemagne; & Nous avons jugé à propos de faire connoître par un Ecrit particulier notre Sentiment à cet égard, & de l'expoſer dûëment comme une Médiation & Déciſion.

ANNO 1730.

Ainſi, d'autant que, conformément à la Déclaration, exhibée le 3. & 4. Avril par les Plenipotentiaires reſpectifs des 2. Rois, on eſt convenu à l'amiable, tant par raport aux 202. Pruſſiens reclamez, que par raport à une reclamation ulterieure reſervée de la part de S. M. Brit., comme auſſi touchant l'échange des Bas-Officiers & Soldats Pruſſiens arrêtez, qui doit préceder celui des autres, Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha, &c., & Nous Auguſte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, reconnoiſſons que c'eſt conforme à la juſtice & à l'équité, que des Gens reclamez de la part du Roi de la Grande-Bretagne, & qui ſont actuellement ſous la garde du Détachement de Saxe-Gotha, il ſoit rendu à S. M. Pruſſienne,

George Dietrich Catz,
Henry Math. Ziegler,
Chrét. Kuhn du Pr. Albrecht,
Joachim Koch,
Michel Rommenſen,
Jean George Knicmeyer,
Jean Henry Daſeke,
Ern. Fred. Dondorf,
Jean Heinrichs,
Gasper Jasper,
Jacob Fred. Warneke,
Jean Henry Krafft,
Jean Chriſt. Francke,
Fred. Guil. Hubert,
Hen. Chriſt. Jurgens,
Jean Garlip,
Joachim Schubart,
Godefroy Thiele.

Et à Sa Maj. Britannique.

Jean Jurgen Hendeman,
Jean Lohmann,
Hans Pierre Portun,
Franç. Dietrich,
Chrét. Déker,
Joachim Henry Moller,
Chrét. Hoppe,
Joachim Wiehe,
Nicolas Hilgemann,
Chrét. Wienecke,
Daniel Wichmann,
Hans Henry Gerhardi,

ANNO 1730.

Chrét. Kuhn du Reg. de Denhoff,
J. Chriſt. Hollborn,
Gaspar Ziegler,
Godefroy Freidel,
Henry Hartwig Bietgen,
Dettloff Heyerman,
Etienue Peterſen.

Lesquelles perſonnes ſeront remiſes le lendemain de l'Echange des Bas Officiers & Soldats Pruſſiens aux 2. Plenipotentiaires de L. M, autoriſez pour cet effet: Et qu'il ſoit reſtitué à l'Etudiant Gauſen les 150. Risdalers qui ont été confisquez, ainſi que S. M. Prusſienne l'a déja ordonné. Mais quant aux Perſonnes de

Jean George Hecden,
Pierre Ottens,
Jean Henry Zwingmann,
Pierre Jasper,
Jean Achilles,
George Fred. Reichknecht,
Jean George Hellmann,
Nicolas Smiking,
Joachim Baneke,
Jean Chriſt. Brettſchneider,
Frederic Grappe,
Frederic Guil. Ulrich,
Jean Luhmann.

Lesquelles, quoique reclamées, n'ont pû être conduites à Brunswick, les Certificats & Documens exhibez de la part de S. M. Pruſſienne à cet égard ſont reconnus comme ſuffiſans: Cependant, L. M. ſe reſervent leurs prétenſions reſpectives, au cas qu'on puiſſe recouvrer quelqu'une desdites Perſonnes.

En foi de quoi Nous avons ſigné la préſente Déciſion, en qualité de Princes de l'Empire, choiſis pour cet effet, & y avons fait appoſer le Sceau de nos Armes. Fait à *Friedenſtein* le 16. Avril, & à *Wolfenbuttel* le 18. Avril 1730. *Etoit ſigné* FREDERIC, Duc de *Saxe*. AUGUSTE-GUILLAUME, Duc de *Brunswick-Lunebourg*.

LXVII.

20. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la* GR. BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKE'ES *en Amerique.*

I. D'Autant que vous *Scayaguſta Oukah* Chef de la Ville de Taſſetſa, vous *Scalilosken Ketaguſtah*, vous *Tathtowe*, vous *Clogoittah*, vous *Kollannah*, & vous *Ukwanequa*, avez été envoyez, par *Moytoy de Telliquo*, avec l'aprobation de toute la Nation des Cherrokées dans une Aſſemblée tenuë à Nikoſſen le 14. Avril 1730. vers le Chevalier Baronet Alex. *Cuming* dans la Gr. Bretagne, où vous avez vû le grand Roi George, aux pieds duquel ledit Chev. Alex. Cuming a mis, par ordre exprès de *Moytoy* & de tout le Peuple de Cherrokées, la Couronne de votre Nation, les Cranes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre ſoumiſſion; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puiſſante & grande Nation des Cherrokées ſes bons Enfans & Sujets, nous a autoriſé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme ſi toute la Nation des Cherrokées, ſes vieillards, ſes jeunes Hommes, ſes Femmes & ſes Enfans étoient ici preſens: & vous devez conſiderer les paroles que nous vous diſons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maitre, que vous avez vû; & nous conſidererons les paroles que vous nous direz comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & ſincere envers le grand Roi; ſur quoi nous vous donnons quatre piéces de Serge rayée.

II. Ecoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en tous Lieux & des deux côtez des grandes Montagnes & des grands Lacs, ſont ſon Peuple & ſes Enfans qu'il cherit, que leurs amis ſont ſes amis, & leurs Ennemis ſes Ennemis; qu'il lui étoit agreable que la grande Nation des Cherrokées vous ait envoyé ici pour polir la chaine de l'amitié qui eſt entre lui & eux, entre votre Peuple & ſon Peuple; que la chaine d'Amitié entre lui & les Indiens de Cherrokées eſt comme le Soleil qui éclaire également ici & ſur les hautes Montagnes qu'ils habitent, & qui échaufe les cœurs des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni rouille ni ordure à cette chaine, & que comme le grand Roi tient ataché un bout de cette chaine à ſa poitrine, ſon intention eſt que vous preniez l'autre bout de cette chaine pour l'attacher à la poitrine de *Moytoy Telliquo* & à celles de vos ſages vieillards, de vos Capitaines & de votre Peuple, enſorte qu'elle ne ſe rompe & ne ſe detache jamais; & ſur cela nous vous donnons deux pieces de Drap bleu. ANNO 1730.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherrokées étant ainſi unis par la chaine d'Amitié, il a ordonné à ſes Enfans les Indiens de la Caroline, de trafiquer avec les Indiens, & de les pourvoir de toutes les Denrées dont ils ont beſoin, & de ſe hâter de bâtir des Maiſons & ſemer du bled depuis Carelſtadt jusqu'à la Ville des Cherrokées au de là des grandes Montagnes, car il ſouhaite que les Indiens & les Anglois vivent enſemble comme les Enfans d'une même Famille dont le grand Roi eſt le cher Pére; & d'autant que le Grand Roi a donné ſes Terres des deux côtez des grandes Montagnes, aux Anglois ſes Enfans, il accorde aux Indiens de Cherrokées le Privilege de vivre où ils voudront; & ſur cela nous vous donnons une piece de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherrokées étant à preſent les Enfans du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant leur Pére, les Indiens doivent conſiderer les Anglois comme Freres d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combatre contre quelque Nation que ce ſoit, ſoit blancs ou Indiens, qui inquiéteroient ou attaqueroient les Anglois: & ſur cela nous vous donnons 20. fuſils.

V. La Nation des Cherrokées aura ſoin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de ſang dans le chemin où les Anglois blancs marcheront, ſi même ils étoient accompagnées de quelque autre Nation avec qui les Cherrokées ſeroient en Guerre; ſur quoi nous vous donnons 200 Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherrokées ne permettra pas que ceux qui la compoſent, ayent Commerce avec d'autres blancs qu'avec les Anglois, & n'accordera à aucune autre Nation de bâtir aucun Fort ou habitation, ou de ſemer du bled au milieu d'eux, ſoit près de quelques Villes des Indiens ſoit ſur les Terres apartenantes au Gr. Roi; & ſi l'on entreprenoit quelque choſe de ſemblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous faſſiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits du grand Roi ſur les Terres de la Caroline. Surquoi nous vous donnons 500. Liv. de Bales à Mousquets & 500. Liv. de Boulets de Canons.

VII. Qu'au cas que quelqu'Esclave noir ſe ſauve de chez ſon Maitre Anglois dans les Bois, les Indiens de Cherrokées feront leur poſſible pour le prendre, & le ramener au Plantage d'où il s'eſt enfui, ou chez le Gouneur; & les Indiens auront pour chaque Negre qu'ils rameneront ainſi un fuſil & un habit de ſentinelle; ſur quoi nous vous donnons une boite remplie de Vermillon avec 10. mille pierres à fuſil, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tuât un Indien, le Roi ou Chef des Cherrokées en portera premierement ſes Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre ſera puni ſuivant les Loix comme s'il avoit tué un Anglois, & de même ſi un Indien tuoit un Anglois, l'Indien coupable ſera livré au Gouverneur qui le punira ſuivant les Loix Angloiſes & comme s'il étoit un Anglois; ſur quoi nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à reſſort, 4. douz. de Chaudieres & 10. douz. de Ceintures.

IX. Vous devez ſavoir que tout ce que nous vous avons dit, ſont les paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & pour marque que ſon cœur eſt ouvert & ſincere pour ſes Enfans & amis les Cherrokées & pour tout leur Peuple, il donne ſa main dans cette Bandouliere, demandant qu'elle ſoit reçuë & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfans & petits-Enfans pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpetuer ce Traité de Paix & d'Amitié entre les Anglois & les Cherrokées auſſi longtems que les Montagnes & les Rivieres dureront & que le Soleil éclairera; ſur quoi nous vous donnons cette Bandouillere. *Etoit ſigné*,

Oukah Ulah.
Scalilosken Ketaguſtah.
Tathtowe.
Clogoittah.
Kollannah.
Ukwanecqua.

Par ordre des Commiſſaires à Whitehal le 20. Sept. 1730.
ALVRED POPPLE.

Et plus bas étoit,

Ceci ſoit pour la ſureté de *Moytoy de Telliquo*, que j'ai vû, examiné & aprouvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-deſſus, auquel lesdits Indiens ont donné leur conſentement par mon avis.

Signé, ALEX. CUMMING.

SUPLE-

SUPLEMENT
A CE TOME,

*Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'*OOSTFRISE.

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueïl ne ſeroit pas complet, ſi nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Imperiale par le Prince d'un côté & par les Etats du Païs de l'autre.

ANNO 1721. *Decret de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *en Date du* 18. *Août* 1721.

18. Août. DE la part de Sa Majeſté Imperiale CHARLES VI notre très-gracieux Seigneur, ſavoir faiſons aux Etats du Païs d'Ooſtfriſe, y compris la Ville d'Embden: que Sa Majeſté Imperiale s'eſt fait raporter très-humblement & ſelon toutes les circonſtances, l'ample Repréſentation du Prince d'Ooſtfriſe, au ſujet de l'état préſent dans ledit Païs, faiſant voir, que les desordres dans l'adminiſtration des choſes les plus importantes pour le bien public ne provient que de l'injuſte diminution des Droits Seigneuriaux, & de l'inſpection générale qui y eſt inſéparablement attachée; & qu'après une mure deliberation elle a trouvé, que les ſentimens & l'intention dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui apartient de ſon Païs, d'une maniere conforme aux Conſtitutions connuës de l'Empire en général, & en particulier aux Réſolutions, Decrèts, Accords, & Concluſions des Diètes en Ooſtfriſe, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Païs, en faiſant ceſſer les desordres qui s'y ſont gliſſez, & que pour l'exécution de ce loüable deſſein, il cherche le puiſſant appuy de Sa Majeſté Imperiale comme du Juge ſuprême, contre tous ceux qui oſeroient empêcher ladite abolition des dangereux abus, & par conſéquent les ſoins ſalutaires pour tous les Habitans du Païs.

C'eſt pourquoi Sadite Majeſté Imperiale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griefs contre la Ville d'Embden, au ſujet du refus qu'elle a fait de donner ſon conſentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer ſa quote-part arreragée, ſuivant les Ordonnances Imperiales, la fournir à l'avenir regulierement à commencer du jour de la Datte, & continuer toujours de même. Elle doit auſſi non ſeulement répondre du tems paſſé, pourquoi, au grand préjudice du Païs & à la charge des autres Etats, elle n'a pas ſatisfait depuis tant d'années à ſadite quote-part, mais auſſi promettre de quelle maniere, & en combien de tems, elle ſatisfera dûëment auxdits arrerages, & indemniſera ainſi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griefs contre les Etats du Païs, & les Adminiſtrateurs des Deniers publics, ils doivent

1. Toujours mettre en ligne de compte les amendes des contrevenans aux Ordonnances des Fermes, & d'en payer à l'avenir au Prince ſans contradiction la moitié qui lui a été appropriée par les Documens qu'il a produits; auſſi doivent-ils temoigner leur bonne volonté en dreſſant des comptes, comme ils y ſont obligez, du montant des Arrerages de la moitié desdites amendes.

2. Ils doivent auſſi dûëment demander toutes les Sommes reſtantes ſous quel nom que ce ſoit, & ne doivent permettre en aucune maniere, qu'elles s'accumulent faute d'être demandées, auſſi doivent-ils preſſer inceſſamment le payement de l'Argent arreragé qui s'eſt mis dans la Recette du Païs, & qui n'a point été reçu.

3. Ils doivent dreſſer les comptes du Païs ſur le pied de l'ordre du Païs, & y mettre ſpecialement & bien circonſtancié tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent obſerver la même choſe par raport à la dépenſe, & annoter ſoigneuſement à chaque Article l'année, le Mois & le jour, & comment chaque dépenſe a été employée à l'uſage deſtiné, c'eſt-à-dire, à l'avantage de l'Empire & du Païs, à quoi ils doivent joindre les Certificats néceſſaires. ANNO 1721.

4. Comme ce n'eſt pas un des moindres Griefs du Prince, que les Impôts du Païs, dont le Prince fait lever une Partie conſiderable ſur ſes Héritages Patrimoniaux, ſont employez à des fraix de Procès pour des perſonnes qui ſont en dispute avec le Prince, comme auſſi à des préſens pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les mérites; plus au payement des Intérêts des Capitaux négociez par les Etats du Païs, ſans que le Prince, bien loin d'y avoir conſenti, en ait ſeulement eu connoiſſance, & enfin à des fraix de Legations & Commiſſions préjudiciables à la Maiſon du Prince, & que cette entrepriſe doit être regardée comme injuſte, inſuportable & digne de punition; Sa Majeſté Imperiale ordonne de même ſeverement, que les Etats du Païs & Adminiſtrateurs doivent éviter à l'avenir cet abus de divertir ainſi les Deniers du Païs, & ſe garder auſſi par raport à ce point, de ne ſe point attirer de l'embaras & de la punition en y contrevenant. Et pourra le Prince liquider en particulier le dommage qui lui a été cauſé par de telles injuſtes dépenſes, lequel lui doit être reſtitué, permis pourtant à la Partie contraire d'alleguer ſes exceptions. Outre cela

5. Il paroit par toute ladite Repréſentation du Prince, que les desordres, dont il ſe plaint, viennent principalement de là, que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Adminiſtration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépenſe, que par raport à la Reviſion des Comptes du Païs, à l'excluſion entiere du Prince, & qu'ils ne font guéres d'attention à ſes Repréſentations Paternelles; & comme de telles entrepriſes contraires aux Statuts & Conſtitutions de l'Empire, ne peuvent être excuſées avec aucune aparence de Droit, bien loin de pouvoir être permiſes à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantiſſement du pouvoir du Prince & une deſtruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Païs, qui ne prennent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majeſté Imperiale, en vertu de ſon Pouvoir ſuprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la juſtice, veut qu'on faſſe ceſſer cette Licence dans l'Adminiſtration des Deniers publics du Païs d'Ooſtfriſe, de laquelle il y a à craindre pluſieurs fâcheuſes conſequences, & déclare par le préſent Décret, que le Prince eſt en Droit d'exercer par un Commiſſaire, qu'il établira lui-même pour cet effet, l'inſpection générale ſur les Deniers publics, afin que de la maniere ſusmentionnée ils ſoient portez dûëment au Compte, & bien employez aux uſages, auxquels ils ſont deſtinez; qu'outre cela il peut demander raiſon & réponſe des irregularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépenſe, & exiger ſatisfaction des Sommes illégitimement aſ-

ANNO 1721.

signées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations: Que les Etats du Païs & Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Païs au Commissaire du Prince avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & dûëment écouter ses avis salutaires, & donner tous les Eclaircissemens qu'il demande.

Sa Majesté Imperiale déclare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693. n'ont pas été liquidez en présence, avec l'aprobation, & la Quitance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par consequent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regitres, Quittances, & autres Piéces qui y apartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere néceſſaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est déclaré par le presént Décret, sur lequel ils ont en tout tems à se regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront liquidé entr'eux ne passera pour valable, ni qu'eux, ou leurs Heritiers, ne seront quittes de la justification, pour autant qu'ils ne soient ratifiés & autorisés de la maniére susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en cas que, contre toute attente, il se trouvât, à la Revision des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la décision en doit être laissée à Sa Majesté Imperiale, à laquelle pour cet effet sera envoyé le Regître des Comptes, avec un raport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & deduction des raisons de deux côtez; & en attendant cette décision Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'un propre pouvoir. Auquel Ordre Imperial, comme une regle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

De plus Sa Majesté Imperiale exhorte encore très-gracieusement les Etats du Païs d'Oostfrise, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils se comportent pareillement d'une maniere irreprochable, afin qu'on puisse voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils font attention à l'obligation qui en résulte, de procurer le maintien & l'avancement de son avantage, & de s'abstenir au contraire de tout dessein opposé au respect & obéïssance du Prince, & préjudiciable à ses Intérêts & à ses Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le secourir d'une assistance convenable par an, est assez fondée dans lesdits Documens, & qu'outre cela il est conforme à l'équité, que les Etats du Païs marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la respectueuse estime qu'ils ont pour son bon & louable Gouvernement; Sa Majesté Imperiale ordonne très-gracieusement par le présent Décret auxdits Etats d'Oostfrise, de se déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des payemens annuels, d'une maniere si cordiale, équitable & en même tems obligatoire, que leur amour, fidelité & respect pour leur Prince soient vûs, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sadite Majesté Imperiale ordonne à tous les Etats du Païs d'Oostfrise, & Administrateurs, comme aussi en particulier à la Ville d'Embden, par l'obéïssance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'unique Chef de l'Empire Romain, d'observer & exécuter la susmentionnée Résolution Imperiale en tous ses points fidellement & inviolablement, sans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéïssance, sous peine de la disgrace Imperiale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur parition réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes *Aurich* & *Norden*, & du Troisiéme Etat, avec les preuves de leur dûë obéïssance.

Sa Majesté Imperiale assure tous les Etats du Païs de sa grace, &c.

Signé à Vienne le 18. *Avril* 1721.

ANNO 1721.

Succinte Déduction, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du 18. *Août* 1721. *se trouve fondé sur les anterieures Résolutions Imperiales pour le Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Conclusions des Diètes, & Résolutions des Etats du Païs.*

I. QUe la Ville d'Embden doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Païs, est fondé dans les Textes suivans.

Art. 2. & 4 de l'Approbation des Etats d'Oostfrise aux Comtes Edzard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 2. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Conclusion de la Diète d'Embden du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 2. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O.H. Tom. 2. pag. 308. avec la note marginale sur la 6e. quotepart qui se trouve dans la liste des Accords imprimée à Embden 1612.

Résolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. *in fine.*

II. Qu'au Prince du Païs appartient la moitié des amendes pécuniaires, qui sont collectées par le College des Administrateurs & qui annuellement doivent être payées, est fondé

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Païs du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag. 414. & 15.

Art. 2. Approbation & Conclusion de la Diète du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du College de Justice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 10. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns restans aux Fermiers, est fondé

Art. 19. Approbation du 9. Octobre 1612. Conclusion de la Diète du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes. O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Païs, que les recetes & débours doivent être mis en ligne de Compte, suivant l'ordre du Païs, avec des Certificats signés *cum anno, mense, die & loco*, est fondé

Chap. 3. Conclusion de la Diète d'Embden de 1606. & particulierement No. 8. O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

Tit. 4. Ordonnances de Justice du College. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépense de Procès, que des personnes particulieres soutiennent contre le Prince du Païs, ne doivent être rembourſées des Deniers publics du Païs, est fondé

Art. 21. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusions de la Diète de Norden de 1612 O. H. Tom. 2. pag. 421.

VI. Qu'aucuns présens pour des Patriotes inconnus, ne doivent être mis en ligne de Compte, est fondé

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. déja allegué au §. 4.

VII. Que les Etats du Païs à l'insçû & sans le consentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de son Païs, & qu'il ne convient pas aux Etats de disposer des Deniers publics à l'insçu & sans l'approbation du Prince, est fondé

Art. 8. 9. 10. Decret Imperial 1589. O. H. Tom. 2. pag. 4.

Art. 8. & 9. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 90.

Art. 4. Conclusion de la Diète d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Conclusion de la Diète de Norden de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 35.

Art. Resol. Imperial. de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 140.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Chrétien, contre les Administrateurs des deniers du Païs, & la Résolution des Etats donnée là-dessus de 1662. dans laquelle on y est demeuré expressément aux Textes alleguez

ANNO 1721.

guez du Decret Imperial de 1589. Recès d'Exécutions d'Embden de 1590.

Art. 9. Convention d'Hanover de 1693. O.H. Tom. 2. pag. 1061.

VIII. Que le dommage causé au Prince par cette mauvaise Administration & dépense des Deniers, lui doivent être restituez, est fondé

Dans les Textes ci-dessus alleguez.

IX. Que les Etats du Pais n'ont pas une libre & volontaire Administration des Deniers publics sans le consentement du Prince, est aussi fondé dans les Textes ci-dessus alleguez, mais il est aussi spécialement contraire aux Statuts & Constitutions de l'Empire, contre lesquels aucuns *Pacta* ou Statuts Provinciaux ne peuvent valoir. *Vide Instrum. Pac. Osnabr.* Art. 8. §. 7. *Contra hanc actionem, &c. &c. Capit. Leopoldi.* Art. 3. §. 7. *Capit. Josephi.* Art. 3. *Caroli* VI. Art. 15. A quoi servent aussi toutes les Conclusions des Diètes dans lesquelles sur l'avis des Etats, par le Prince Regnant, sont faits certains Reglemens pour l'Administration des Deniers publics.

X. Que le Prince doit avoir son Commissaire ou Inspecteur dans le College des Administrateurs, qui ait la suprême autorité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne soient employez qu'*ad destinatos usus:* Cela parle de soi-même par tout ce qui est allegué ci-dessus, outre cela il est fondé dans les Textes speciaux suivans.

Art. 10. Des approbations du Corps de la Noblesse d'Oostfrise du 11. Janvier 1605. O. H. Tom. 2. pag. 315. *In fine.*

Cap. 1. §. 2. Conclusion de la Diete d'Embden du 7. Fevrier 1614. O. H. Tom. 2, pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 639.

Resolution des Etats du 26. Mars 1682. O. H. Tom. 2. pag. 985.

XI. Que les Etats sont obligez de donner annuellement une certaine & considerable Somme d'Argent à leur Prince, est fondé

Art. 9. Decret Imperial de 1598. dont le contenu est déja allegué au § 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 9.

Art. 112. & 120. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148 *In fine.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art. 4. Convent. d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII. Que les Etats n'ont pas le pouvoir de manier les affaires communes du Païs à l'exclusion du Prince, paroît bien de soi-même par la liaison naturelle qu'il y a entre un Prince & les Etats de son Païs, particulierement il est fondé

Art. 1. Convention du 1. Nov. 1678. entre la Princesse Christine-Charlotte comme Regente & Tutrice, & les Etats. O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 18. Fevr. 1633. plusieurs fois alleguée.

XIII. Qu'il est défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puissances, tant dedans qu'au dehors de l'Empire, & qu'au contraire, en cas de dispute, ils se doivent adresser à Sa Majesté Imperiale, & se contenter de sa très-juste décision, est fondé

Art. 55. Resolution Imperiale de 1597. Extrait du Protocole du Conseil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag, 969.

Extractus Protocolli du Conseil Aulique du 15. Juin 1582. Nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 986. Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 7. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hanovre de 1693. O.H. Tom. 2. pag. 1061.

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agir contre le Bourguemaître & le Senat d'Embden, même avec défense pénale pour le maintien & le rétablissement de ses hauts Droits, est fondé

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comtesse Anne pour la Ville d'Embden O.H. Tom. 2. pag. 198. & 199.

Art. 10. Resolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 93.

Art. 28. Mandats Imperiaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag. 295.

XV. Que la Ville d'Embden est obligée à reconnoître le Prince du Païs pour son vrai & immediat Seigneur Héréditaire & Prince, de lui obeïr & être fidelle & soumise, est fondé

ANNO 1721.

Art. 24. Resolutions Imperiales de 1597. O.H. Tom. 2. pag. 85.

Art. 77. Mandat du 17. Mars 1602. O. H. Tom. 2. pag. 282. & *seq.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garnison, ainsi nommée d'Embden, n'est consentie que seulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en servir hors de la Ville, sans le consentement du Prince, & qu'en cas contraire, elle est tenuë *ipso facto* pour cassée: est fondé

Art. 14. Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Resolution de Marienhuys du $\frac{2}{12}$ Juillet 1619. O. H. Tom. 2. pag. 575.

Actes de la Diete d'Embden imprimez en 1602. pag. 31. Resol. 1.

XVII. Qu'au Prince appartient en proprieté la Doüane tant au dedans que hors la Ville d'Embden: est fondée

Recès d'Executions de Norden de 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 2.

Convention de Delfzyl de 1595. *Ibidem.*

Resolution Imperiale de 1597. *Ibid.*

Concordats de 1599. *Ibid.*

Accord d'Osterhuysen de 1602. 1603. & 1611. *Ibid.*

Sentence du Conseil Aulique de 1612. *Ibid.*

Mandat Imperial de 1622. *Ibid.*

Sentence du haut Conseil de Hollande du 24. Fevrier 1635. *Ibid.*

XVIII. Restitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a souffert dommage par la mauvaise administration des Administrateurs déportez, & par la retenuë *de facto* de la Doüane.

XIX. La permission à donner aux Juifs pour l'entrée dans la Ville d'Embden, appartient au Prince, & est fondé

Resolution Imperiale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 1. pag. 211. §. 10.

XX. Rendre compte des Deniers du Païs depuis la Convention d'Hanovre en 1693.

XXI. Que la Chambre du Tresor ne doit pas être toujours à Embden; mais qu'elle peut être déplacée par les Etats, avec le consentement du Prince, est fondé

Sur la Resolution de la Diete de Norden de 1599. il a été trouvé bon que ladite Chambre devoit être à Aurich, où elle a été aussi effectivement; mais par la brigue de ceux d'Embden, à la Conclusion de la Diete d'Embden de 1606. elle est revenue dans leur Ville. Ceux d'Embden ayant ensuite chassé de leur Ville deux Administrateurs qui ne vouloient pas s'accommoder selon eux, c'est pourquoi les Etats dans l'année 1615. ont derechef déplacé ladite Chambre à Aurich; quelque tems après elle fut replacée à Embden, sans que les Etats l'ayent changée depuis, & y est confirmée par Sa Majesté Imperiale.

De tout ce que dessus, il paroît assez que Son Altesse le Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il demande seulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à redresser les abus & mauvaises Administrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Païs & de ses bons Habitans.

*Déduction abregée & solide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden* 1723. 1723.

I. LEs *Accords d'Oostfrise* qui servent de base au gouvernement de cette Province, ne font que trop connoître avec quelle application, des Ministres mal-intentionnez ont travaillé, de tems en tems quoiqu'inutilement par la grace de Dieu, à saper les Libertez, Droits & Privileges bien acquis des Etats d'Oostfrise, qui sont tels qu'il y a peu de Païs dans l'Empire, qui puisse se vanter d'en avoir de pareils; & sur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit *de consentir, lever & employer, selon leur bon plaisir, à l'exclusion du Prince, les Contributions & les Taxes.*

ANNO 1723.

Mais le Tout-puiſſant ayant viſité dans ſa colere la bonne Province d'Ooſtfriſe en 1717. par une horrible inondation, enſorte que les Digues ayant été rompuës, pluſieurs funeſtes conjonctures ont empêché jusqu'à préſent (1723.) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui eſt cauſe qu'une partie du Païs étant encore couvert d'eau, reſſemble à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches ſont réduits dans une effroyable miſere. Les Miniſtres du Prince ont cru que la conjoncture étoit favorable pour conteſter devant le Trône Imperial les Libertés que les Etats d'Ooſtfriſe ont ſi précieuſement conſervé jusqu'à préſent; & ils ont réuſſi jusqu'au point d'obtenir ſecretement, ſous de faux expoſez par rapport à cet Article principal, un Decret Imperial du 18. Août 1721. C'eſt pourquoi l'on a trouvé à propos d'expoſer ici les Articles des Accords du Païs & des Decrets Imperiaux émanez ſur les disputes arrivées, avec connoiſſance de cauſe, & à la priere des intéreſſez; & par ce moyen, de démontrer ſi évidemment les Droits des Etats, que les perſonnes les plus ſimples en puiſſent être convaincuës.

II. Avant l'année 1606. il n'y avoit en Ooſtfriſe aucune regle fixe pour l'Adminiſtration des Revenus du Païs; les Etats pourvoyoient dans l'occaſion au néceſſaire, & de cette maniere de tems immemorial ils ont en & conſervé la libre diſpoſition des Deniers, ſans le concours du Seigneur du Païs, en ſorte qu'il eſt dit expreſſement dans le Recès de la Diète de Marienhuys de l'an 1605.

Enfin pour en venir à l'Adminiſtration de tous & chacun desdits Deniers du Païs, puisque ces *pecuniæ Populo & Ordinibus, ratione Proprietatis & Dominii, ergo pleno jure* appartiennent aux Etats de cette Comté, & que *caſus, periculum & commodum* desdits Deniers, ſelon tout Droit, les intéreſſent ſeuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raiſon, l'entiere diſpoſition & Adminiſtration *pro arbitrio*, leur en appartient *tanquam Dominis.*

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de dreſſer ainſi chaque fois des regles pour l'Adminiſtration des Deniers Publics, les Etats ſont convenus dans la Diète tenuë à Embden en 1607. d'établir un College reglé auquel on pût confier l'Adminiſtration de ces Deniers du Païs, & dans le Recès de la Diète Chap. I. on fit le Reglement ſuivant.

1. Quant à la perception & employ de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté ſont convenu que, *locus Ærarii communis*, ſera établi & fixé dans la Ville d'Embden, que la garde desdits Deniers ſera confiée au Receveur general qui ſera élu, après qu'il aura donné Caution ſuffiſante; comme auſſi ſeront confiez les Sceaux & Lettres concernant les Etats, à la garde du College des Aſſignateurs, leur recommandant de choiſir dans la Ville d'Embden un endroit qui leur paroîtra convenable: Neanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Païs, il reſtât quelque Somme conſiderable ſur laquelle le Receveur n'auroit point eu d'Aſſignation, elle ſeroit renfermée par les Aſſignateurs dans la Caiſſe du Païs, dans la Maiſon de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Adminiſtration des Deniers publics & des Taxes, deux Aſſignateurs de chaque Ordre, & ainſi ſix de la part des Etats de cette Comté: Savoir, de la part des Nobles Schwer *van Dehlen*, & Joſt *Beninga*; de la part des Villes Focko *Bolſum Krummiga* & Otto *Loringa*, & de la part du Tiers Etat Hero *Boyen* & Ubbo *Foelrichs*, qui ſont autoriſés à choiſir une perſonne capable pour leur Secretaire; & il dépend du bon plaiſir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au College des Aſſignateurs un Commiſſaire ou Inſpecteur de ſa part, tel qu'eſt à preſent Maurice *Ripperda*, mais *de maniere qu'il ne s'arroge point de donner ſa voix, ni d'adminiſtrer lesdits Deniers du Public.*

Ce Reglement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Païs d'exercer la moindre autorité dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, puisque les Etats aïant ſtatué entr'eux ſur cette Adminiſtration, ſans le concours du Prince, *ont établi de leur part ſix Aſſignateurs pour les adminiſtrer*, laiſſant ſeulement à la diſpoſition du Prince de leur joindre un Commiſſaire *qui ne donneroit point ſa voix, encore moins pourroit s'arroger l'Adminiſtration desdits Revenus.*

III. A peine eut-on ainſi reglé & fixé l'Adminiſtration des Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits indisputables des Etats. Car le Comte *Enno III.* Seigneur très-entreprenant, & qui porta divers coups aux Libertez des Etats, *voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers conſentis par les Etats:* Mais les Etats firent voir ſi clairement que cela leur appartenoit, qu'il fut obligé de laiſſer, par accord proviſionnel de l'an 1607. Art. 1. *La perception, direction & diſpoſition des Deniers Publics au College des Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs*, comme il paroît par les termes du Texte.

ANNO 1723.

Que Son Excellence ſe déſiſtera *de la perception ou direction* des Deniers accordez & des Contributions conſenties par les Etats, & remiſes à la diſpoſition des Aſſignateurs, les laiſſant lever tranquillement & les laiſſant remettre au Receveur General établi, pour les payer & employer par ordre des Aſſignateurs, conformement à leurs inſtructions & aux Recès de la Diete.

D'où l'on doit encore conclure que le conſentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir poſé pour baſe du Reglement ſusdit qu'*il dépendoit privativement des Etats ſeuls de conſentir, lever & employer les Deniers Publics*; il fut ſtatué expreſſement dans le Recès de la Diete d'Embden de l'an 1606. Chap. 3. §. 10. que le Receveur general rendroit compte de la Recette & de l'Employ des Deniers Publics, aux Députez des Etats, en preſence du Commiſſaire du Prince, mais *de telle maniere que ſi le ſusdit Commiſſaire ne ſe trouvoit point preſent au tems fixé, le Receveur general ne ſeroit pas moins tenu de rendre compte aux Deputez des Etats:* Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur general) y étant requis, lorsque les Aſſignateurs tiennent leur Aſſemblée ordinaire tous les ſix Mois, *de rendre compte à ceux qui à cet effet ſeront toujours députez à l'avenir, en preſence de quelqu'un commis par Son Excellence, & des Aſſignateurs des Etats: & au cas que le Commiſſaire de S. Exc. ou l'un des Aſſignateurs ne ſe trouve pas* in loco Ærarii, *au tems fixé pour la reddition des Comptes, il ſera tenu de rendre lesdits Comptes à ceux qui ſe trouveront preſens.*

Ce qui eſt une preuve autentique que le Seigneur n'a aucun Droit de ſe mêler ni de l'Adminiſtration, ni de la perception des Deniers Publics: les perſonnes les plus ſimples comprendront aiſément qu'autrement ſon Commiſſaire dans le College des Aſſignateurs auroit eu le pouvoir de donner ſa voix, & que l'on n'auroit pu recevoir la reddition des Comptes ſans ſon concours; ſans parler de tous les Regiſtres des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de tems immemorial il n'y a jamais eu que les Députez des Etats qui ont reçu & quittancé les Comptes du Païs, ſans le concours, & ſeulement en preſence du Commiſſaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diète d'Embden de l'an 1618. *Cap. de Collegio Adminiſtratorum Art. 1. cum Reſol.* il eſt dit que le Comte Enno n'a pas voulu ſe contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allegué §. 4. *pour aſſiſter à la reddition des Comptes*; mais qu'il y avoit comparu en perſonne avec deux Commiſſaires & les Gens de ſa ſuite, apparemment pour intimider par ſa preſence les Députez des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont proteſté *à ce que Son Excellence ne s'oppoſe pas à la diſpoſition libre des Deniers Publics qui leur appartient ſeuls:* Et ils ont obtenu que Son Excellence ſe contenteroit *d'envoyer un Commiſſaire* NB. POUR OUIR *la reddition des Comptes.*

GRIEF.

En conſequence du Recès d'Embden, Son Excellence joindra audit College, lors qu'on rendra les Comptes ſeulement un Commiſſaire, mais n'y comparoîtra pas en perſonne avec deux Commiſſaires & toute ſa ſuite, *pour ne pas mettre obſtacle à la libre diſpoſition des Deniers qui appartient de Droit aux ſeuls Etats.*

RELATION.

Le Seigneur Comte veut bien ſe contenter *d'envoyer un Commiſſaire* POUR OUIR *la reddition des Comptes*, conformement au Recès d'Embden *Chap.* 3. *Art.* 10. outre l'Inſpecteur établi par le *Chap.* 1. *Art.* 2.

VI. Il paroit clairement par le Texte ſuivant du Recès

ANNO 1723.

Recès de la Diete de Norden de l'an 1620., non ſeulement que ni le Seigneur, ni aucun Membre des Etats ne peut arrêter *de facto*, ni s'oppoſer ou s'empêcher en aucune maniere les Contributions & moyens de Collectes conſentis avec ordre, NB. *par les Etats*, ou ceux qui pourront à l'avenir être conſentis avec ordre, NB. *par les Etats*, jusqu'à ce que NB. *les Etats* établiſſent un autre reglement convenable; mais même *le conſentement & l'emploi des Deniers du Païs y eſt expreſſement reſervé aux Etats ſeuls, à l'excluſion du Comte*; ce qui eſt une nouvelle preuve indisputable que le Seigneur du Païs ne doit en aucune maniére ſe mêler de ce qui concerne les Collectes. Voici ce Texte.

De plus ſon Excellence & un chacun ayant trouvé effectivement & par experience que le manque de payer la Garniſon d'Embden, & les autres Créanciers du Païs, comme auſſi les délais, empêchement & ſupreſſion des Contributions conſenties unanimement, ainſi que les moyens de Collecte, & la nouvelle levée de Gens de Guerre cauſent une grande confuſion, des défiances, & une revolte dans le Païs, *& Son Excellence ayant gracieuſement déclaré d'y vouloir remedier de ſon côté*, les Etats pour arrêter & prevenir de tels inconveniens, ont unanimement réſolu & irrevocablement conſenti *de laiſſer le cours libre aux Contributions & moyens de Collecte qui ont été conſentis, regulierement, ou qui ſeront conſentis regulierement à l'avenir jusqu'à ce que les Etats en ordonnent autrement, & ils n'y aporteront aucun obſtacle ni empêchement* de facto, *ou autrement.*

Quoique les Reglemens & Conventions faites ſous la Regence du Comte *Enno* confirment & maintiennent les Droits des Etats à ce ſujet, cependant ils n'ont pu en avoir l'exercice paiſible; car lorsque le Comte Rudolfe Chrétien parvint à la Régence, l'Article des Collectes fut encore mis en conteſte, mais les Etats defendirent ſi bien leurs Droits que les Etats Généraux décíderent expreſſement en 1626. que *l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſous quelque nom que ce ſoit, apartenoit géneralement aux Etats ou au College, & que le Comte ne pouvoit s'en mêler, ni par lui-même, ni par ſes Officiers, ni en avoir la direction, encore moins y donner quelque atteinte & y aporter quelque obſtacle.* L'Article VII. de la Déciſion s'exprime ainſi:

Que Son Excellence laiſſera au même College la diſtribution des Deniers Publics, ſous quelque nom que ce ſoit, & ordonnera à ſes Officiers & Miniſtres d'aſſiſter & prêter main forte aux Adminiſtrateurs, ou à ceux qui executent leurs ordres, pour l'amelioration, la perception & Collection desdits Deniers; & Son Excellence, ni par elle-même ni par ſes Miniſtres, ne s'en mêlera pas, ni n'en prendra pas la direction, encore moins y donnera-t-elle quelque atteinte, ou quelque empêchement.

Et lorsque ſous la Regence du Comte Ulric II. on fit la reviſion de l'Ordonnance générale des Fermes de l'an 1631. il eſt dit expreſſement Art. 11. ſur le pied des Concordats,

Mais s'il arrivoit que le Fermier reſtât en arriere dans le payement; les Adminiſtrateurs & le Receveur Général auront le pouvoir & l'autorité de proceder dans le tems de trois jours *viâ executionis* & ſans autre forme de Procès, contre le Fermier ou ſa Caution, par l'Exécuteur établi & confirmé par nous à cette fin; & les Magiſtrats de chaque Place, les Droſſarts, Baillifs, & Bourguemaîtres des Villes, y compris même celle d'Embden, lui prêteront main forte, s'il eſt néceſſaire, y étant requis, & ſuivant l'exigence du cas, ſans le lui refuſer, *ſans néanmoins s'attribuer directement, ou indirectement, aucun maniement, direction, inſpection, connoiſſance, interpretation, ou Jurisdiction en ce qui concerne les Fermes & Contributions, le laiſſant au College, ſans retarder, differer ou empêcher l'execution.*

Il fut enjoint aux Officiers du Comte de prêter main forte aux Adminiſtrateurs dans la levée des Deniers Publics, ſans pour cela s'attribuer la moindre autorité dans ce qui concerne les Collectes. D'où l'on peut encore conclure, que toutes les Diètes ont eu un grand ſoin d'ôter à la Maiſon des Comtes d'Ooſtfriſe toute occaſion de préjudicier en aucune maniere par ſes Officiers, au College des Adminiſtrateurs des Deniers Publics.

VIII. Lorsque Son Alteſſe Sereniſſime George Chrétien parvint à la Regence en 1660. non ſeulement on ne voulut pas laiſſer les Etats dans la paiſible Adminiſtration des Collectes & des Deniers Publics; mais même on défendit par d'odieux Mandemens l'amelioration des Rôles & le payement des Taxes conſenties; on s'empara avec violence des Comptoirs du Païs, on voulut s'emparer des Collectes, & dépouiller par ces violentes Procedures les Etats de leur ancienne liberté. C'eſt ce dont les Etats ſe plaignirent dans la Convention de la Haye de l'an 1662. *Cap. de Colleg. Adminiſtr. Art* 1. 4. & 7. Il eſt dit Art. 1.

Quoique Son Alteſſe n'ait aucun Droit d'empêcher directement ou indirectement, la recepte des Contributions conſenties, & tout ce qui en dépend, comme l'amelioration de Rôles, &c. comme il paroit par *l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. *Deciſion de l'an* 1626. *Art.* 7. *Recès de Norden de* 1620. §. *De plus:* néanmoins cela eſt ſouvent arrivé, comme en 1648. & encore en 1660. *lorsque Son Alteſſe Sereniſſime a défendu par d'odieux Mandemens penals d'ameliorer les Rôles & de payer les Taxes*, ſur quoi l'on demande ſatisfaction & reparation pour l'avenir.

L'Art. 4. porte,

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas le Droit de toucher aux Comptoirs du Païs, ni directement ni indirectement, ſuivant le *Recès d'Embden de l'an* 1606. *Cap.* 1., *l'Ordonnance des Fermes Art.* 11., *l'Accord proviſionnel Art.* 1. 2. 3. & 5. *Deciſion* de 1626. *Art.* 7., cela eſt néanmoins ſouvent arrivé, particulierement cette année-ci à Lehr par le Ampts-Verwalter de Norden & ailleurs, où non ſeulement on a ouvert les Comptoirs de vive force, menacé les Fermiers, & emporté l'Argent Comptant, mais même on a pris à un certain Labbe Foeke, dans le Bailliage de Pewſum, ſon propre Argent, ſous prétexte que c'étoit de l'Argent des Impôts; c'eſt de quoi l'on demande reparation & ſatisfaction, & ſûreté pour l'avenir, particulierement ſuivant l'Accord d'Ooſterhuys Art. 30.

L'Article ſept expoſe encore la choſe plus clairement.

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime *n'ait* NB. *rien à dire par raport au conſentement la perception & l'Adminiſtration* des Deniers Publics & de tout ce qui en dépend, *ce qui* NB. *dépend uniquement des Etats & des Adminiſtrateurs, ſuivant l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. §. *Néanmoins, &c. la Déciſion de* 1626. *Art.* 8. *l'Accord proviſionnel de* 1607. *Art.* 1. 2. 3., néanmoins Son Alteſſe a voulu s'arroger *Jus collectandi*, & non-ſeulement elle a fait déchirer par ſes Miniſtres les Placarts des Adminiſtrateurs affichez, mais même Elle en a fait afficher d'autres, qu'elle a fait publier du haut des Chaires, comme ſi elle s'étoit priſe dans une Diète, même après la Reſolution des Etats Généraux du 3. Decembre 1660., & ſans en faire mention, ce qui étoit directement au mépris & à l'énervation de la Jurisdiction des Adminiſtrateurs.

Les Etats Généraux ont donné leur déciſion ſur cet Article en ces termes:

Les Rôles des Taxes ſeront revûs, alterez & corrigez ſuivant les Reſolutions & ſous l'autorité des Etats, à la verité en préſence des Officiers nommez & autoriſez à cet effet par Son Alteſſe, qui ne ſerviront aux Adminiſtrateurs que pour les informer.

Mais ſi lesdits Officiers en étant requis, refuſoient de comparoître, les Adminiſtrateurs ſe feront informer par d'autres perſonnes; & dreſſeront ainſi les Rôles des Taxes; ainſi pour ce qui concerne l'Adminiſtration des Deniers du Païs, les Comptoirs, & ce qui en dépend, en obſerveront les Accords & Conventions.

Sur l'Art. IV. Leurs Hautes Puiſſances réſolurent ce qui ſuit.

Son Alteſſe Sereniſſime, en conſequence des Textes alleguez, ne mettra, ni ne fera mettre la main, directement ou indirectement, ſur les Comptoirs du Païs, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.

L'Article VII. fut décidé ainſi:

Quant au conſentement, la perception, l'Adminiſtration & la recepte des Deniers Publics, on obſervera exactement le contenu de l'Art. II. de l'Ordonnance des Fermes, revuë par feu le Comte Ulric le 30. Août 1631.

Ainſi il ne reſtera aucun doute à toute perſonne impartiale & de bon ſens, que le conſentement, la recepte & l'employ des Deniers Publics dependent des Etats ſeuls ſans le concours du Prince; vû ſur tout qu'il eſt dit clairement dans la Déciſion alleguée du premier Article, que des Rôles des Taxes ſeront dreſſez par ordre & ſuivant la Reſolution des Etats par les Adminiſtra-

ANNO 1723.

niſtrateurs, & que les Officiers du Prince ne ſerviront que pour leur donner des informations ; ſans parler que cette Déciſion contient expreſſement, que par raport à l'Adminiſtration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on obſervera les Accords & Conventions du Païs, particulierement que *le Prince n'entreprendra rien à cet égard contre les Etats.* Outre cela la Reſolution ſur le quatriéme Article dit expreſſement, que le Prince ne pourra mettre, ou faire mettre la main, ni directement ni indirectement ſur les Comptoirs du Païs. La Déciſion touchant l'Art. 7. montre clairement que tout ce qui concerne l'affaire des Collectes, a été conſervé ſans aucun préjudice aux Etats par les Traitez de la Haye, puisqu'il eſt dit mot pour mot, que *quant au conſentement, la recepte & l'emploi des Deniers Publics, on obſervera exactement & ſans exception le ſusdit Art.* 11. *de l'Ordonnance generale des Fermes.* Mais il eſt expreſſement ordonné dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à préſent du Prince, ne s'attribueront ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, ou inſpection, connoiſſance, interpretation & Jurisdiction, par raport à l'affaire des Collectes : d'où il s'enſuit raiſonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par raport au conſentement, recepte, & Adminiſtration des Deniers Publics, ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, autorité, connoiſſance, interpretation ou Jurisdiction, mais qu'il doit laiſſer le tout aux Etats.

IX. Après la mort de Son Alteſſe Sereniſſime *George Chrétien*, on donna, ſous la Régence de la Tutrice ſa Veuve, de telles atteintes à toutes les Branches des Libertez, Droits, & Privileges des Etats, ſans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668. il fallut remedier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulierement par raport à l'Article des Collectes, voici ce qui fut reglé en 1668. *Chap.* 2. *du College des Adminiſtrateurs.*

Art. 1.

Les Conſeillers du Prince ont impoſé & reçu quatre Taxes Capitales ſans le conſentement des Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances prétendent que l'on doit faire reſtitution.

Ad Art. 1.

D'autant que par l'intervention amiable des Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances *la bonne harmonie & la confiance ont été retablies entre Son Alteſſe & les Seigneurs Etats*, cette demande tombe d'elle-même, & ainſi on ne parlera plus de ladite reſtitution, de même les prétenſions pour les avances faites par Son Alteſſe aux Troupes de Lunebourg, reſteront éteintes.

Art. 3.

Ils ont défendu par des Mandemens pénals dans tous les Bailliages la levée des deux Taxes Capitales.

Ad Art. 3.

Pour les raiſons ſusdites ceci ceſſera auſſi.

Art. 4.

Ils donnent des Mandemens pour cauſes de Fermes, ce qui des cauſe obſtacles aux Adminiſtrateurs dans leurs Charges.

Ad Art. 4.

Les Officiers du Prince ne ſe mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe conſentie regulierement, d'autant que cela eſt contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Regence de la Tutrice & les Etats, rétablies par les Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances ne dura qu'autant que les Miniſtres mal-intentionnez de la Régente trouverent une occaſion favorable de tomber ſur les Etats, car à peine eut-on remedié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on ſollicita auprès de l'Empereur la caſſation du College des Adminiſtrateurs, & du prétendu mauvais uſage qu'ils faiſoient de leur autorité, puisqu'ils s'attribuoient *un Domaine abſolu ſur les Deniers Publics à l'excluſion du Prince, & même qu'ils oſerent les regler ſelon leur bon plaiſir.* On a ſû obtenir alors une Commiſſion adreſſée au Roi de Dannemark en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, pour écouter les deux Parties touchant leurs Griefs, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'on ne put pas y réuſſir, les ouïr contradictoirement, & délivrer d'abord les *acta cum voto*, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Protocole du Conſeil Aulique raporté dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe publiée en dernier lieu Tome II. Liv. 4. No. 26. cependant on n'a pû parvenir juridiquement par la voye de cette Commiſſion, à renverſer la liberté bien acquiſe des Etats par raport à l'Adminiſtration des Revenus du Païs. Ainſi le Miniſtere du Prince ne pouvant réuſſir légitimement par cette voye à opprimer les Droits des Etats, on eut recours aux voyes de fait, on impoſa des Taxes, on les leva, & l'on ne ceſſa de donner toutes ſortes d'atteintes aux Droits des Etats, par raport aux Collectes, jusqu'à ce qu'en 1678, la Tutrice Regente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non ſeulement elle conſentit à faire rendre compte aux Etats, conformement au §. 3. de l'Accord proviſionnel de 1607., de la recette & de l'emploi des Taxes miſes & levées contre les Accords du Païs, *mais même elle s'obligea abſolument & conſtamment aux Etats pour elle & ſes Succeſſeurs de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, quelque choſe qui put arriver, encore moins* in caſibus extraordinariis ſub prætextu neceſſitatis, *ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner ou faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot,* NB. de ne ſe mêler en aucune maniere *des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, Son Alteſſe promettant que ni elle, ni ſes Miniſtres, n'y donneront plus la moindre atteinte.*

ANNO 1723.

Ainſi par les mêmes raiſons, *renonçoit expreſſement au Procès entamé en* 1673. *contre les Adminiſtrateurs touchant l'Adminiſtration independante des Deniers Publics.*

Voici comme s'exprime l'Accord d'Aurick de l'an 1678.

2. Son Alteſſe Sereniſſime par amour pour la concorde, en conformité de la Convention proviſionelle de 1607., & à la priere des Etats, leur a fait remettre toute la recepte & l'emploi, & par conſequent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Alteſſe; produiſant en même tems une exacte ſpecification des reſtes desdites Taxes qui ne ſont pas encore payez, & particulierement de ceux qui en ont été exemptez, comme auſſi du logement des Troupes. Et quoique les Etats ayent produit ſur ce ſujet pluſieurs Griefs, démontrant que par là les Accords d'Ooſtfriſe ont été violez à pluſieurs égards, cependant comme ceux qui reſtent en défaut & les exempts ſont ſpecifiez à l'avantage des Etats, par une conſideration particuliere pour Son Alteſſe Sereniſſime, par affection pour le jeune Prince, & par un ſincere deſir de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Païs, ils déclarent dès à préſent & pour toujours, qu'*ils* tiennent Son Alteſſe Sereniſſime & le Prince ſon *Fils*, franc & quitte de toutes demandes & prétenſions qu'ils pourroient avoir, tant par raport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Munſter, comme auſſi ils renoncent irrevocablement à toute action qui pourroit leur competer à cet égard, particulierement au *Proceſſus Mandati de reſtituendo* du Conſeil Aulique de l'Empire, mais ſe reſervent expreſſement ce qui doit leur revenir des reſtans & exempts, comme auſſi les dépens, dommages & Dettes des Quartiers des ſusdites Troupes de Munſter ou autres, contre tout autre ayant prétenſions *in genere & in ſpecie*; Son Alteſſe promettant aux Etats de ne s'y pas oppoſer, bien entendu que l'on agiſſe avec une moderation convenable, & que l'on n'intente aucune action contre qui que ce ſoit, qui auroient été en commiſſion dedans ou dehors le Païs de la part ou par ordre de Son Alteſſe, comme Son Alteſſe a promis de ſon côté de n'intenter action contre perſonne des Etats qui jusqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commiſſion au dedans ou au dehors du Païs. De plus

3. Son Alteſſe s'oblige abſolument & conſtamment envers les Etats pour elle & ſes Succeſſeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, quelque choſe qui pût arriver, encore moins *in caſibus extraordinariis, ſub prætextu neceſſitatis*, ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner, ni faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot, *de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers publics & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs: Son Alteſſe promettant que ni elle ni ſes Miniſtres n'y donneront plus la moindre atteinte.*

4. Enfin *les Procès non décidez & auxquels on n'a pas renoncé*, pendans entre Son Alteſſe & les Etats, par devant la Cour Imperiale, *reſteront reſervez aux Parties, à l'exception du Proceſſus Mandati de reſtituendo*, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci-deſſus, comme

ANNO 1723.

comme auſſi le Procès entamé en 1673. par Son Alteſſe contre les Adminiſtrateurs, auquel S. A. renonce expreſſément par ces préſentes.

Après avoir vû la Maiſon d'Ooſtfriſe s'obliger abſolument dans ces conjonctures envers les Etats, *quoiqu'il puiſſe arriver, de ne ſe point mêler des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, renonçant expreſſement au Procès entamé pour leur disputer l'Adminiſtration indépendante desdits Deniers à l'excluſion du Prince*; il n'y a point de perſonnes impartiales & équitables, qui n'avouent qu'il eſt inconcevable que le Prince puiſſe avec la moindre apparence de Droit prétendre aujourd'hui l'inſpection & la con-direction des Deniers Publics, étant abſolument obligé de n'y pas mettre la main.

XI. Non-ſeulement Sa Majeſté Imperiale Leopold a confirmé, à la priere des deux Parties, la ſusdite Convention de 1678. mais encore lorsque les Miniſtres du Prince (ſans reſpecter cette Convention ni les autres Accords) ont voulu ſe ſervir auprès du Conſeil Aulique de l'Empire du §. 3. de la Capit. Leop. & du Recès de 1654. §. 102. pour ôter aux Etats le *jus collectandi*, ou *la liberté qu'ils ont de conſentir, lever & employer les Taxes à l'excluſion totale du Prince*, Sa Majeſté Imperiale, avec une entiere connoiſſance de cauſe, a enfin decidé très-équitablement en 1684 que les choſes devoient reſter ſur le pied des précedens Decrets Imperiaux, avec ordre que *puisqu'il n'appartenoit pas alors à la Tutrice Regnante de s'oppoſer aux Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, qui* NB *en vertu de* NB. *pluſieurs Accords anciens, & de la Transaction confirmée par Sa Majeſté Imperiale en* 1678 *en étoient en poſſeſſion, tant par rapport à l'Adminiſtration qu'à l'impoſition & la levée des Mois Romains & NB autres Taxes, elle n'y formeroit plus aucune oppoſition ni obſtacle.*

Ce Decret Imperial qui eſt du 28. Juin 1684. eſt conçu en ces termes:

„ ON nous a fait très-humblement rapport du contenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à l'impoſition & la levée des Mois Romains, *particulierement qu'elle ne pouvoit accorder à ſes Etats la levée privative du* Turcken-ſtuur *exigé, non plus que l'Adminiſtration indépendante des Deniers Publics, & des* Land-ſtuuren; demandant humblement d'en donner la Commiſſion à notre Chambellan & Conſeiller Aulique de l'Empire, le Baron de Pflittersdorf, tant pour l'un que pour l'autre, & d'exempter le Païs des Quartiers & de l'entretien des Troupes, *ſans avoir égard à ce que vous alleguez de nouveau tant touchant* NB. *l'Adminiſtration, l'impoſition & la levée des Mois Romains, que touchant l'expedition de notre Commiſſion Imperiale en faveur dudit Baron de Pflittersdorf*, que nous avons déja déchargé de ce qui concerne les affaires d'Ooſtfriſe, *nous nous en tenons aux Decrets Imperiaux que nous avons déja rendus.* Mais quant au départ des Troupes nous avons dépêché aujourd'hui nos intentions à notre cher Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainſi nous vous ordonnons de nouveau par celle-ci, de legitimer quelqu'un de votre part auprès de notre Commiſſion Imperiale, quisqu'il n'eſt pas tout à fait neceſſaire que vous comparoiſſiez ici en perſonne: *& vous n'empêcherez ni ne troublerez leſdits Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, dans l'Adminiſtration, impoſition & levée des Mois Romains* & NB. *autres Taxes, ce dont ils ſont en poſſeſſion en vertu* NB. *de pluſieurs Accords* NB *anciens, & de la Transaction que nous avons confirmée en* 1678. *enſorte que vous n'avez aucun Droit de vous y oppoſer.*"

XII. Ce Decret s'accordoit avec les Conſtitutions de l'Empire, comme il étoit fondé inconteſtablement ſur les Accords d'Ooſtfriſe, ſavoir, *que l'on ne pourra employer les Conſtitutions de l'Empire pour renverſer les Statuts particuliers d'Ooſtfriſe*; outre que ſans avoir recours à pluſieurs citations, on ſait qu'en general les Conſtitutions de l'Empire ſe reçoivent *avec reſerve des Pactes, Accords, Privileges, Reverſales, & autres diſpoſitions faites avec les Etats du Païs, par leſquelles on a pourvu à ce qui les concerne & les Sujets de chaque Place.* En particulier, lorsque la Diete de l'Empire ſouhaita d'étendre le ſusdit paſſage du Recès & de la Capitulation Imperiale à toute ſorte de cas, voulant qu'on ne pût y oppoſer ni Accords ni Privileges, particulierement que les Etats, ſans égard pour aucun Privilege, ne puſſent s'arroger l'Adminiſtration particuliere des Deniers Publics, Sa Majeſté Imperiale déclara gracieuſement dans ſes Reſolutions envoyées à la Diete en 1670. qu'elle ne pouvoit accorder cela, & qu'au contraire elle étoit obligée de laiſſer chacun dans le Droit qui lui appartenoit de la même maniere qu'il avoit été pratiqué jusqu'alors.

ANNO 1723.

Deplus il a été amplement pourvu dans tous les Accords d'Ooſtfriſe, que le Prince ne pourra demander aucun Mandement Imperial contre eux, & qu'il n'aura pas recours aux Conſtitutions de l'Empire, pour s'y délivrer de ſes obligations, ou ſe dégager de leur entiere obſervation: on peut trouver dans l'*Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. Liv.* 4. *num.* 2. *pag.* 885. la Déclaration du Prince à cet égard lorsque les Etats ſe plaignirent que l'on tâchoit de renverſer les Accords du Païs à force de Mandemens Imperiaux, & à la faveur des Conſtitutions de l'Empire: la voici.

„ SON Alteſſe Sereniſſime ne ſait pas que ſes Prédéceſſeurs ayent jamais demandé des Mandemens Imperiaux pour éluder l'obſervation des Accords, *& il n'eſt pas d'intention de le faire.* Quant à l'exemple qu'on allegue, cela eſt arrivé à la priere des Etats mêmes; au reſte Son Alteſſe étant un Etat immediat de l'Empire, elle a Droit de ſe ſervir des Conſtitutions & benefices de l'Empire *in caſibus licitis & per Pacta Provincialia non exceptis* (au cas qu'ils ne ſoient pas exceptez dans les Accords du Païs.)"

Le Miniſtére du Prince n'a pas voulu s'en tenir là, il a ſouvent importuné l'Empereur de ſes Plaintes, ſans pouvoir neanmoins obtenir que le Decret proviſionnel de 1688. touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſtatuât rien de contraire aux Loix du Païs; au contraire, il y eſt ordonné que les choſes reſteroient ſur le même pied, car il y eſt dit ſur ce ſujet:

„ AU reſte l'Adminiſtration, la Recette & la direction desdits Deniers Publics NB. *reſtera aux ſix Adminiſtrateurs* NB. *élus à cet effet par les Etats*, préſentez & confirmez par le Prince en prêtant Serment, en préſence d'un Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince, qui y repréſentera la perſonne ou la place du Prince. Le Receveur établi par les Etats prêtera auſſi Serment & donnera caution; bien entendu que les Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs n'apliqueront reſpectivement les Deniers Publics à d'autres uſages qu'à ceux auxquels ils ſont deſtinez, & ſe conduiront en tout de maniere qu'ils puiſſent en répondre au jour ordinaire de la reddition des Comptes tous les ans le 10. May, en préſence de l'Inſpecteur du Prince, & même encore d'un Commiſſaire, ſi le Prince trouve à propos de l'adjoindre, ou autrement ainſi que de Droit."

D'où il paroît clairement que l'Adminiſtration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics a été conſervé aux Adminiſtrateurs des Etats en préſence d'un Inſpecteur du Prince, ainſi qu'il eſt démontré ci-deſſus §. 2. & la reddition des Comptes, en préſence d'un Commiſſaire du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Miniſtére du Prince voyant que bien loin d'avoir obtenu ce qu'il ſouhaitoit, le paſſage allegué ci-deſſus du Decret Imperial de l'an 1688. le mettoit bien loin de ſon Compte; épia l'occaſion (d'autant que le Prince & les Etats reçurent ordre le 27. Octobre 1690. de pourſuivre la Déciſion de leurs Griefs reſpectifs ſur leſquels on n'avoit pas prononcé dans le Decret précédent) de porter en 1691. un nouveau Grief devant le Conſeil Aulique, touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics; il étoit en ces termes:

„ QUE les Etats, & en leur nom *le College des Aſſignateurs & Députez* ne s'arrogeaſſent point la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics ſuivant l'arrangement, la Taxation ou Quotiſation des Rôles des Taxes, mais qu'ils en remiſſent la ſouveraine inſpection & la con-direction à Son Alteſſe Sereniſſime, comme Souverain, & à l'Inſpecteur qu'il établira dans la ſuite, comme auſſi aux Commiſſaires extraordinaires qu'il envoiera pour recevoir la reddition des Comptes; qu'ils lui ou leur, rendiſſent Compte des Articles qui reſtent ouverts dans la Recette, & particulierement de la ſixiéme quote-part duë par la Ville d'Embden & du refus de ne pas mettre dans la liſte des Sommes employées, certains Articles illegitimement & injuſtement aſſignez; nonobſtant le contenu des *Compacta* d'Ooſtfriſe, & du *Decret proviſionnel* de l'Empereur ci-deſſus allegué, & par conſequent de produire, de rendre & duement reviſer tous les Comptes rendus ſans ordre, & d'une maniere peu convenable, hors de ſa préſence & ſans ſon approbation & ſa quittance; lui remettant au profit du Public, les *Rationes & reliqua* desdits Comptes."

Sur quoi fut priſe la Reſolution ſuivante.

ANNO 1723.

„ QUANT à l'Adminiſtration des Deniers Publics, l'Inſpecteur du Prince & ſon Commiſſaire extraordinaire pour l'audition des Comptes; le Prince eſt renvoyé à l'Art. 2. du ſusdit Decret Imperial, & il eſt dérechef ordonné aux Etats de faire reviſer leurs Comptes jusqu'à préſent, de maniere qu'il ne reſte aucune juſte raiſon de plainte: ce qu'ils produiront *ſub termino duorum menſium*, ſans s'arrêter à l'Hommage."

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par raport aux Collectes, qui même fut expreſſement confirmée; puisque, en renvoyant le Prince à l'Article 2. du ſusdit Decret, où l'Adminiſtration, la Recette & l'employ des Deniers Publics eſt conſervée au College des Adminiſtrateurs, & ordonné à la Maiſon d'Ooſtfriſe de *ſe contenter de joindre*, conformément aux Accords du Païs, *audit College un Inſpecteur qui ne pourra donner ſa voix, ni s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics*, de recevoir des Députez des Etats la reddition des Comptes *en preſence* d'un Commiſſaire, & de les faire quittancer par ce dernier, ainſi qu'il ſera trouvé convenable; ce qui confirme inconteſtablement le *la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend eſt conſervée aux Etats, & que la demande par la Maiſon Regnante d'avoir la ſouveraine inſpection & la condirection desdits Deniers, a été rejettée, ainſi que la prétention que les Comptes ne pourroient être rendus ſans l'approbation & la Quittance du Prince, à quoi l'on n'admet que ſa ſimple preſence.*

Il eſt vrai que cette Reſolution enjoint aux Etats la reviſion, qu'ils avoient réſolu, des anciens Comptes, de maniere qu'on ne put avoir aucun ſujet de plainte; d'où l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y aſſiſtât; néanmoins, ainſi qu'on l'a démontré, le Prince n'eſt autoriſé qu'à y envoyer un Commiſſaire *pour ouir* la reddition des Comptes, ſans qu'il puiſſe exercer aucune autorité; c'eſt pourquoi les Etats ont allegué ſur ce ſujet leurs raiſons, ſavoir, que l'on avoit procedé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords du Païs, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eut manqué contre lesdits Accords & les anciens uſages, ſuppliant qu'il fût ordonné à Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, de démontrer le cas avec toutes ſes circonſtances, afin qu'ils puiſſent y répondre avec fondement, ſe reſervant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non ſeulement les choſes en ſont reſtées là, mais même Son Alteſſe Sereniſſime Chrétien Eberhart, voulant diſſiper la défiance entre le Chef & les Membres, & donner auxdits Etats des ſuretez, que les Accords du Païs, comme la baze du Gouvernement d'Ooſtfriſe, ſeroient conſtamment maintenus, ſans qu'il y ſoit préjudicié par les Conſtitutions de l'Empire, a déclaré dans la Convention de Hanovre de l'an 1693. que *tous les Decrets & Reſolutions Imperiales*, *les* Compacta, *Apoſtilles*, *Déciſions & Recès* communément nommez *Accords*, ſeroient la baſe & le fondement de ſa Régence, & il eſt dit §. 1.

„ SON Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe déclare par rapport à ſes fidelles Etats que pour leur montrer ſon affection Paternelle & ſes bonnes intentions, & *ôter toute défiance entre le Chef & les Membres, ſuivant la Signature des preſentes, Elle confirme tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les Compacta, Apoſtilles, Déciſions, Recès communément nommez Decrets, & en conſequence* délivrera aux Etats un Reverſal de l'Hommage, tel qu'il eſt ci-joint *Litt. A.*"

Et en conformité des Accords, il s'eſt obligé §. 9. par raport aux Collectes, de s'en tenir auxdits Accords & aux Comptes rendus, ſans y faire aucun changement; pas même *in caſu neceſſitatis:* en voici les termes.

„ QUANT à ce qui concerne les Collectes, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, Son Alteſſe Sereniſſime s'en tient aux ſusdirs Accords, & aux Comptes rendus, & *ne veut y faire aucun changement, pas même in caſu neceſſitatis.*"

Ainſi cet Accord abolit encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à ſon excluſion l'Adminiſtration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes: & afin d'ôter tout doute que l'on pût un jour de la part du Prince reclamer les Decrets de l'Empereur de 1688. & 1691. & que jamais on ne réveilleroit la prétention de la ſouveraine inſpection & condirection des Deniers Publics, ou de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus, ainſi qu'on l'avoit expoſé dans les Griefs de 1691. il fut expreſſement convenu dans cet Accord §. 14. que puisque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commiſſion Imperiale, avoient été reglés amiablement. Le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs du 3. Novembre 1621. ceſſeroient d'avoir lieu, ainſi qu'il paroit par le Texte ſuivant. ANNO 1723.

„ D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des Plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commiſſion Imperiale, ont été reglez amiablement, on s'eſt déclaré de part & d'autre *que le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhéſifs qui ont ſuivi le 3. Novembre 1691. ceſſeront entierement.*"

XV. Autant les Accords citez ci-deſſus, & les Decrets de l'Empereur confirment-ils la *Liberté*, *le Pouvoir & le Droit que les Etats d'Ooſtfriſe ont de conſentir, lever & employer les Deniers Publics à l'excluſion du Prince*, autant ont-ils été confirmés de la maniere la plus forte par le Prince Regnant, dans le Reverſal de l'Hommage qui lui fût fait, du 21. Novembre 1708. où il eſt dit,

„ NOUS promettons de même, de notre certaine ſcience, de confirmer en tous leurs Points & Clauſes, ſous quelque nom que ce ſoit, *les Decrets Imperiaux, exécutions, Recès & Reſolutions de S. M. Imperiale*, & de ſes glorieux Prédéceſſeurs dans l'Empire, comme auſſi *tous les Compacta, Accords, Recès, Apoſtilles, Sceaux & Lettres en général & en particulier*, paſſez entre nos Prédéceſſeurs & nos Etats, ſpecialement *le Recès de la Diete de Norden de l'an* 1620. remis alors par les Etats au Comte *Enno*, & en un mot tout ce qui a été reglé jusqu'en 1662. & 1663. & enſuite en 1693. le 18. Fevrier à Hanovre, & le 18. Fevrier 1690. à Aurick (ſauf la Haute Jurisdiction & la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale & du S. Empire) & qui ont été confirmez par les Comtes & Princes Regnans en Ooſtfriſe, & par conſequent par notre Pere de glorieuſe memoire, dans les Reverſales de l'Hommage du 11. Fevr. 1695. *enſorte qu'ils ſeront religieuſement obſervez dans tous leurs points, ſans qu'il ſoit rien entrepris au contraire, ni par Nous, ni par nos Miniſtres, ou autres qui que ce puiſſe être, & par conſequent, que toutes les contraventions ſeront inceſſamment redreſſées; ce que nous promettons ſincerement, ſans équivoque ſur notre parole de Prince, & ſur notre honneur, au lieu de Serment, ſans aucune exception ou contradiction.*"

Ce que les Officiers & Miniſtres du Prince jurent auſſi ſur les Accords du Païs, lorsqu'ils entrent en poſſeſſion de leurs Charges; ainſi qu'on peut le voir dans *l'Accord de la Haye de l'an* 1662. *Cap.* 4. *Art.* 4. *cum Reſol.*

„ ART. 4. Quoique Son Alteſſe Sereniſſime ſoit tenue de promettre ſous un Serment ſolemnel l'exacte obſervation des Accords; *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 1. cependant le Chancelier, les Conſeillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Juſtice oſent le refuſer, nonobſtant le contenu exprès des Accords, *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 4. & 5. *Concord. Art.* 8. & 117. & *ſur tout l'Accord d'Ooſterhuys Art.* 30. Ainſi l'on demande que cela ſe faſſe en preſence des Députez des Etats'

Reſolution.

Ouïes les Parties, il a été réſolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les Aſſeſſeurs, le Chancelier & les Conſeillers, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui ſont à preſent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment ſuivant, & ceux qui ſeront élus à l'avenir *promettront & jureront* par un Serment ſolemnel entre les mains de Son Alteſſe Sereniſſime ou de la perſonne qu'elle commettra, d'obſerver & accomplir ponctuellement & fidellement, & de faire obſerver & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les Traitez, Accords, & Conventions faites & paſſées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre Sadite Alteſſe Sereniſſime, & la Ville d'Embden; Comme auſſi les Déciſions de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtfriſe.

Et afin que les Etats d'Ooſtfriſe, & en particulier la Ville d'Embden, puiſſent être tranquilles & aſſurez que ledit Serment aura été réellement prêté, Son Alteſſe Sereniſſime fera ſigner par tous ſes Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Alteſſe Sereniſſime envoiera d'abord une Copie autentique aux Etats, ou à leurs Députez ordinaires, comme auſſi à la Ville d'Embden.

For-

ANNO 1723.

Formulaire de Serment.

Je ſousſigné promets & jure d'obſerver & accomplir ponctuellement & fidellement, autant qu'il dépendra de moi, & de faire obſerver & accomplir les Traitez, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Alteſſe Sereniſſime d'une part, & les Etats d'Ooſtfriſe d'autre part, & entre Sadite Alteſſe Ser. & la Ville d'Embden; comme auſſi les Déciſions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtfriſe: *Ainſi Dieu m'ait en aide.*"

Malgré tout cela on a ſi peu voulu laiſſer jouïr les Etats d'Ooſtfriſe de leurs Droits indisputables, que l'on a renouvellé de la part de la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe auprès de Sa Majeſté Imperiale, les Griefs mûs ci-devant, touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics, & qui avoient été terminez par la Conſervation de la Liberté des Etats, tant par les Decrets Imperiaux, que par les Accords conclus; ſous prétexte que l'on en faiſoit un mauvais uſage incroyable, & que c'en ſeroit fait & du Païs & de ſes Habitans, ſi l'on ne limitoit les Libertez des Etats par raport aux Collectes; ce qui eſt neanmoins contraire à la Lettre du §. 17. de l'Accord d'Aurick en 1669. qui contient ce qui ſuit mot pour mot.

„ *D'un autre côté donc, & pour prévenir toute défiance, autant qu'il eſt poſſible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance interieure rétablie; non ſeulement Son Alteſſe Sereniſſime veut gouverner ſuivant les Accords, mais même il ne ſera mû aucun Procès touchant les Griefs précédens, ni de la part de Son Alteſſe Sereniſſime contre les Etats, ſavoir, la Nobleſſe, les trois Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne pourſuivra pas ceux qui ſeront commencez, ſans préjudice à l'Accord de Hanovre.*"

Et ſans attendre ce que les Etats pouvoient répondre, on a obtenu de Sa Majeſté Imperiale le Decret du 18. Août 1721.

XVI. Mais afin que tout Lecteur impartial puiſſe connoitre combien ce Decret Imperial s'éloigne des anciennes Conſtitutions d'Ooſtfriſe, & même des précédentes Déciſions Imperiales, & par conſequent quel Droit les Etats avoient d'oppoſer leurs juſtes réponſes aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de raporter ici le Decret avec quelques Remarques.

Decret Imperial §. 5.

Il paroit par toute ladite repréſentation du Prince, que les desordres, dont il ſe plaint viennent principalement de ce que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Adminiſtration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépenſe, que par raport à la reviſion des Comptes du Païs, à l'excluſion entiere du Prince, & qu'ils ne font gueres attention à ſes repréſentations Paternelles.

Remarque.

Il paroit par cela, que juſqu'à preſent la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe a laiſſé aux Etats l'Adminiſtration arbitraire des Deniers Publics à l'excluſion du Prince; mais que les Etats ſe ſoient arrogé cette Adminiſtration de leur propre autorité, c'eſt ce que l'on ne croira point après avoir lu ce qui précede ſur ce ſujet, & comme on le prouvera encore, après avoir expoſé la veritable ſituation des choſes; enſorte que Sa Majeſté Imperiale ſur tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aiſement qu'il ne peut y avoir de desordre dans l'Adminiſtration des Deniers Publics par les Etats, puiſqu'elle eſt reglée par les Accords du Païs; à moins qu'on ne veuille ſoutenir que l'Ooſtfriſe a perſiſté dans ces desordres depuis plus de cent ans; car depuis 1606. les Etats ont toujours adminiſtré les Finances ſur le même pied & ſuivant les Ordonnances faites alors.

Decret. *Et comme de telles entrepriſes contraires aux Statuts & Conſtitutions de l'Empire, ne peuvent être excuſées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permiſes à des Sujets contre leur Souverain.*

Rem. Ci-devant on a voulu alleguer de la part de la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe, les Conſtitutions & Statuts de l'Empire, par raport à l'affaire des Collectes: Mais S. M. Imperiale *Leopold* de glorieuſe memoire, ſur les repreſentations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Ooſtfriſe qui ſont les Conſtitutions & Statuts du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir ci-deſſus §. 11. d'autant plus que la Province d'Ooſtfriſe a des Conſtitutions particulieres, qui pour la plus part different de celles des autres Provinces de l'Allemagne.

ANNO 1723.

Decret. *Parce qu'elles emportent un entier aneantiſſement du pouvoir du Prince, & une deſtruction de l'ordre entre le Chef & les Membres.*

Rem. Les Etats ont amplement remontré à Sa Majeſté Imperiale, que la Juriſdiction du Prince, & l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être reglez ſur les Accords d'Ooſtfriſe, puiſque le ſeul engagement exprimé dans le Serment de l'Hommage, eſt de le reconnoitre, le reſpecter & lui obéir comme au Prince du Païs. Mais le Droit des Etats ſe trouve ſi clairement dans les Accords, ſur tout ce qui concerne l'Adminiſtration des Finances, que Sa Majeſté Imperiale ne le conſiderera point à l'avenir comme un aneantiſſement de la Juriſdiction du Prince, & un desordre entre le Seigneur & ſes Sujets.

Decret. *Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans qui ne prennent point part à de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.*

Rem. On ne trouvera pas un Habitant raiſonnable dans toute l'Ooſtfriſe, qui ne ſouhaite de tout ſon cœur que les Etats fuſſent maintenus dans la précieuſe Conſtitution qui concerne le conſentement, la Recette & l'Adminiſtration des Deniers Publics; mais le Miniſtere du Prince a expoſé les choſes d'une maniere à faire croire, qu'à l'exception de quelques perſonnes, tout le Païs aſpire à voir entre les mains du Prince la ſouveraine Inſpection ſur les Finances; c'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale a déclaré,

Decret. *Sa Majeſté Imperiale en vertu de ſon pouvoir ſupreme, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la Juſtice, veut que l'on faſſe ceſſer cette Licence dans l'Adminiſtration des Deniers Publics du Païs d'Ooſtfriſe, de laquelle on a à craindre pluſieurs fâcheuſes conſequences, & declare par le preſent Decret, que le Prince eſt en Droit d'exercer par un Commiſſaire, qu'il établira lui-même à cet effet, l'Inſpection générale ſur les Deniers Publics, afin que de la maniere ſusmentionnée ils ſoient portez duëment en Compte & bien employez aux uſages auxquels ils ſont deſtinez: qu'outre cela il peut demander raiſon & réponſe des irrégularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette & la dépenſe, & exiger des ſatisfactions des Sommes illegitimement aſſignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Aſſignations; que les Etats du Païs & les Adminiſtrateurs ſeront tenus de preſenter les Comptes du Païs au Commiſſaire du Prince, avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & ils devront écouter ſes avis ſalutaires, & donner tous les éclairciſſemens qu'il demande.*

Rem. Il ne ſera point néceſſaire de raporter ici au long, que ſuivant les Accords, le conſentement, la levée & l'emploi des Deniers Publics apartient aux Etats à l'excluſion du Prince; on remarquera ſeulement en peu de mots, que lorsque dans l'exhibition des Griefs en 1691. on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inſpection générale & la condirection; la Maiſon Regnante d'Ooſtfriſe y renonça entierement, & laiſſa les Etats dans la jouïſſance de l'Adminiſtration privative des Finances, & on leva toutes les incertitudes ſur ce ſujet par l'Accord de Hanovre; ainſi il n'y a point de doute que, vû l'amour ſi connu de Sa Majeſté Imperiale pour la Juſtice, Elle ne caſſe un Decret adroitement ſurpris ſur des prétextes frivoles.

Decret. *Sa Majeſté Imperiale declare en outre très-juſtement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693. n'ont pas été liquidez en preſence, avec l'approbation & la Quittance du Commiſſaire du Prince, ſeront tenus pour non valables, & que par conſequent leſdits Comptes, ſi le Prince demande, en vertu de ſon Droit d'Inſpection générale, que ſon Commiſſaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regîtres, Quittances, & autres pieces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere néceſſaires pour l'éclairciſſement des Articles douteux.*

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Adminiſtrateurs des Deniers Publics, ne puiſſent s'excuſer d'ignorance, il leur eſt declaré par le preſent Decret, ſur lequel ils ont en tout tems à ſe regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront entr'eux, ou leurs Heritiers ne ſeront quittes de les juſtifier, pour autant qu'ils ne ſoient ratifiez & autoriſez de la maniere ſusmentionnée par la Signature du Commiſſaire du Prince, & en

ANNO 1723.

cas que contre toute attente, il ſe trouvât à la reviſion des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la Déciſion en doit être laiſſée à S. M. I., à laquelle pour cet effet ſera envoyé le Regître des Comptes, avec un raport y joint, de la veritable nature des points en dispute, & une déduction des raiſons des deux côtez, & en attendant cette Déciſion Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'Autorité privée. Auquel Ordre Imperial, comme une regle conſtante pour exercer les fonctions d'Adminiſtrateurs avec d'autant plus d'attention, leſdits Adminiſtrateurs ſeront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'atireront immanquablement un grand embaras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui ſera cauſé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

Rem. On remarquera ici que, quoiqu'en 1691. le Prince ait prétendu que l'on revilât duement les Comptes qui avoient été rendus en ſon abſence & ſans ſa Quittance & ſon aprobation, Sa Majeſté Imperiale n'exigea que la preſence d'un Commiſſaire du Prince, mais que l'aprobation & la Quittance demandées furent refuſées: néanmoins dans la Convention de Hanovre en 1693 on s'en tint aux Comptes rendus jusqu'alors, & on déclara que l'on ne vouloit y faire aucun changement, pas même *in caſu neceſſitatis:* par conſequent on eſt ſuffiſamment convaincu que le Prince n'a aucun Droit de recevoir la reddition des Comptes, ni de les quittancer. Mais on a ſçu donner un tel tour auprès de Sa Majeſté Imperiale au Texte de la Convention de Hanovre raporté ci-deſſus §. 14. qu'on l'a interpreté comme ſi l'on ne devoit l'entendre que des Comptes qui ont précédé cette Convention de Hanovre; c'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale a ordonné ſpécialement la reviſion des Comptes depuis la Convention de Hanovre, nonobſtant que la choſe ſoit telle, que le Prince étant obligé de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers Publics, ne peut prétendre de les reviſer, aprouver & quittancer: les propres termes de cette Convention de Hanovre *& veut ne jamais y faire aucun changement, pas même dans le cas de néceſſité*, font aſſez connoitre que le Prince s'en tient à l'ordre établi par les Accords, de recevoir les Comptes en préſence ſeulement de ſon Commiſſaire, par les Députez des Etats qui devoient obſerver ce qui convient, ſans ſon intervention.

*Reponſe au Factum des Etats d'*OOSTFRISE, *tirée d'un Memoire intitulé:* PREUVES *que Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ſes Etats que les autres Etats immediats de l'Empire, &c. imprimé à Aurick en 1723. pag. 37. à 75.*

SUR LE TITRE DU FACTUM.

QUe pourroient penſer les perſonnes d'Eſprit, ſi les Etats d'Ooſtfriſe publioient un Traité, où ils établiroient que les Enfans & les Domeſtiques ont la Liberté, le Droit & le pouvoir de diſpoſer de la Cuiſine & de la Cave à l'excluſion du Pere de Famille: Il en eſt ainſi neanmoins de leur Factum; le Prince n'eſt pas Prince, ſi ſes Etats ont la Liberté, le Pouvoir & le Droit que l'on prétend ici; comme un Pere de Famille ne pourroit paſſer pour Pere de Famille ſi ſes Enfans & Domeſtiques étoient en Droit de diſpoſer des affaires de ſa Famille à ſon excluſion. Le Traité d'un bout à l'autre dément la fierté du titre & eſt une preuve de la vérité de l'ancienne maxime de Droit *quod à rubro ad nigrum non valeat conſequentia.*

Quoique tous les Textes alleguez dans cet Ecrit ſoient torts & raportez de mauvaiſe foi, il y paroit neanmoins clairement que les Decrets Imperiaux rendus *in Contradictorio* établiſſent & poſent pour fondement que l'on ne peut ni *conſentir* ni lever ni employer les Contributions & les Taxes ſans le Prince & à ſon excluſion, ſans priver avec violence & injuſtice le même Prince, à ces trois égards, de l'autorité qui lui apartient comme Seigneur du Païs. Quant au *conſentement*, tous les Textes alleguez dans l'Ecrit des Etats prouvent qu'il ne peut être donné ailleurs que dans la Diète, ainſi qu'il eſt ordonné dans le Decret Imperial de l'année 1589. Article 8. & 10. Jusqu'à preſent on ne s'eſt pas encore aviſé de le nier; or il eſt conſtant que l'on ne tient jamais de Diète à l'excluſion du Prince, & que l'on ne peut rien y reſoudre à ſon excluſion qui ſoit valable, ſuivant *le Decret Imperial de l'an* 1589. *Article* 9. & 10. *& le Recès d'Execution d'Embden de* 1590. *Art.* 12. Or ces Textes ſe trouvent à chaques pages & ont été confirmez par les Deputez des Etats dans tous les Accords, même dans les Conſiderations des Etats de 1606. ou le Reſultat de la Diète d'Embden, ſur lequel les Etats ſe fondent principalement: on en alleguera ici pluſieurs du même genre, comme le Texte de la Convention de cette Diète avec les annotations qui y ont été faites, raportées à la fin de ce Traité. Et même dans l'Accord fait à la Haye en 1662., où l'on a mis ſur le tapis les Articles les plus préjudiciables au gouvernement du Prince, on a reglé cette maniere de proceder dans les Collectes, ſur les contenu du Decret Imperial de l'an 1589. & du Recès d'Execution d'Embden de l'an 1590.

Le IX. Grief du Prince dans le Chap. 2. de l'Accord de la Haye au Chap. du College des Adminiſtrateurs porte que les Aſſignateurs ne pourront lever d'autres Taxes que celles qui auront été conſenties par les Reſolutions formelles de la Diète, *ſuivant le Decret Imperial de* 1589. *Art.* 9. *le Concordat de* 1598. *Art.* 58. 62. *&* 63. D'où s'eſt enſuivie la Reſolution des Etats Généraux, *les Textes alleguez ſeront obſervez en tout ce qui eſt contenu ſur ce ſujet dans les Accords.*

Ceci ſeul refute tout l'Ecrit des Etats, puisque ſuivant les Textes alleguez aucune Reſolution des Etats n'eſt tenue pour Reſolution formelle & reguliere de la Diète qu'autant que le Prince y a conſenti & en a publié un Réſultat. C'eſt ſur le même fondement qu'eſt dreſſé le Decret Imperial de l'année 1681. Art. 2. comme on le prouvera ci après en repondant au §. XII. La choſe en elle même porte ſa Déciſion, car il eſt conſtant que les Etats en qualité d'Etats n'ont aucun Droit d'obliger les Habitans du Païs par aucun Reſultat ou Reſolution, ou de leur impoſer des Loix; mais pour que le Reſultat ou les Reſolutions de la Diète deviennent obligatoires, il faut que l'Autorité du Prince y intervienne, qu'il publie le Reſultat & qu'il donne aux concluſions & aux Reſolutions une force obligatoire. C'eſt ainſi qu'il eſt prouvé invinciblement dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. I. Liv. I. Chap. 8. & 9. de la 5. Partie que les ſuffrages des Etats aſſemblez en Diète ne ſont que de ſimples avis, penſées & reflexions qu'on ne peut conſiderer comme une Deciſion qui oblige le Prince.

Il en eſt de même de la levée & de l'emploi, car ceux qui levent & employent les Deniers Publics ſont des perſonnes qui, de l'aveu même de l'Ecrit des Etats, ſont confirmées dans leur charge par le Prince, ſur la requête qu'elles lui preſentent, enſorte qu'ils lui prêtent Serment ſur certaines inſtructions qu'il a aprouvées, & qu'elles tiennent toute leur Autorité du Prince; ainſi qu'il eſt demontré par les Etats même dans l'avis des Etats, ou le Reſultat de la Diète d'Embden de 1606. puisqu'ils doivent demander pour l'exercice de leur charge les expeditions neceſſaires du Prince. C'eſt pourquoi les executeurs prêtez aux Adminiſtrateurs pour lever les Impôts, reçoivent leurs gages du Prince. Outre cela on convient dans le Factum que le Prince a Droit de joindre un Inſpecteur au College des Adminiſtrateurs, qui y occupe la place du Prince, or le nom d'Inſpecteur tenant la place du Prince, déſigne aſſez ce qu'il y doit faire.

Si le titre eſt ſi mal imaginé, qu'on juge ce que l'on doit attendre de l'ouvrage.

REPONSE AU §. I.

Ce §. ne merite pas d'être réfuté; l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe & les Actes y joints prouvent le contraire, le Reſultat de l'Empire de 1603. l'Agent même des Etats, Leon Aitzema, dans ſon Recueil, Hugo Grotius dans ſes Annales des Païs-Bas, ont expoſé il y a long-tems aux yeux de l'Univers combien peu de Droit avoient les Etats d'Ooſtfriſe à cet égard. Il eſt arrivé à la Maiſon des Princes d'Ooſtfriſe ce que Tacite écrit au Chap. I. du Liv. I. de ſon Hiſtoire *Veritas pluribus modis infracta, primum inſcitia Reipublicæ ut alienæ, mox libidine aſſentandi Populo, aut rurſus odio adverſus dominantes: obtrectatio & livor pronis auribus accipiuntur: malignitati falſa ſpecies libertatis ineſt.* Qu'a-t-on beſoin d'autres preuves? Sa Majeſté Imperiale y a donné lieu dans ſes Decrets qui attaquent les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe. Il faudroit être bien ſimple pour ſe laiſſer perſuader par le Factum des Etats que ces Decrets ont été ſurpris ſous de faux prétextes.

Les

ANNO 1723. Les Auteurs & les defenſeurs des troubles de l'Ooſtfriſe ont meſuſé jusqu'à preſent de la ſimplicité de la plupart des Habitans, en les aveuglant ſous le manteau de la liberté, pendant qu'ils exerçoient ſur eux la plus cruelle autorité dans les Diètes & Aſſemblées d'Embden, les traitant *ut viliſſimam partem ſervientium.* Il leur eſt arrivé ce qui eſt dit 2. de Samuel Chap. XV. vs. 11. *ils marchoient dans leur ſimplicité ſans ſavoir rien des affaires.*

On peut voir dans le Decret Imperial même ce qui a engagé Son Alteſſe Sereniſſime à porter ſes Plaintes au Trone Imperial ; l'accuſation, que Son Alteſſe veut ſe ſervir, pour la ruine du Païs, des calamitez dont le Ciel l'a viſité, eſt une calomnie publique, que Sa Majeſté Imperiale a blamée expreſſement dans ſon Decret.

REPONSE AU §. II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement ſont raſſemblez dans ce §. En premier lieu c'eſt un menſonge autentique qu'avant l'année 1606. il n'y avoit point de reglemens en Ooſtfriſe pour l'Adminiſtration des Finances ; tout ce qu'on dit de la ſituation des choſes avant 1606. n'eſt pas plus vrai. Tous les Documens, tous les Decrets Imperiaux, tous les Reſultats des Diètes, tels que ſont ceux qui ont été citez ci-deſſus, & tels qu'on peut les lire dans le Regître des Accords, refutent cette propoſition: on pouvoit avancer avec autant de vérité qu'avant 1606. le Soleil n'avoit pas lui en Ooſtfriſe. Voila ce qu'on apelle une deduction fondamentale, dont on oublie le fondement! les Actes qui précedent 1606. n'accomodent pas les Etats, c'eſt pourquoi ils les biffent d'un trait de plume; mais ils découvrent trop par là quel eſt leur but. 2. Quel argument trouve-t-on dans ce §.? Qu'auroit-on dit à la Diète de Marienhove? Que peut une telle raiſon contre le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Diètes d'Ooſtfriſe, n'eſt point la pure vérité. Le Conſeiller privé *Stryck* raporte dans ſa diſpute *de Jure Principis circa rationes Civitatum*, entr'autres que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes ſe ſervent du même raiſonnement allegué dans la Diète de Marienhove pour ſe diſpenſer de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir que ce pretexte n'eſt pas fondé. *Vide d. Diſſert.* § 24. & 25. Mais en Ooſtfriſe il y a encore des circonſtances qui font voir que les raiſons alleguées contre le Prince à la Diète de Marienhove ne ſont d'aucune importance; on trouve ces circonſtances dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. I. Liv. I. pag. 197. §. 32. où l'on demontre leur peu de ſolidité; on auroit dû y repondre dans le Factum des Etats, ſi l'on avoit eu quelque choſe de valable à y oppoſer, mais on paſſe tout cela ſous ſilence. 3. Il eſt notoirement faux que les Etats ſoient convenus à la Diète d'Embden de 1606. d'établir certain College *à l'excluſion du Prince.* Ils ont donné au Prince leurs conſiderations ſur la propoſition qu'il leur en avoit faite; & demandé ſon approbation & confirmation *Seigneuriale*, ſurquoi il leur a communiqué ſa Reſolution: ce qui fait voir que ni le *conſentement* ni la *levée* ni l'*Emploi* des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'excluſion du Prince. 4. La Concluſion que l'on tire de ce qui precede eſt fauſſe, lorsque de ce que l'Inſpecteur & le Commiſſaire du Prince ne peut s'arroger de donner ſa voix dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, on conclud que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Adminiſtration desdits Deniers Publics. On peut voir la 10. remarque ſur les conſideration des Etats de 1606. où l'on a fait voir la foibleſſe de cette concluſion. La choſe s'explique d'elle même clairement par l'exemple d'un College de Juſtice établi par un Prince; ce Prince ne fait point lui même raport des Actes, il fait faire ce raport par ſes Conſeillers, & voter enſuite; mais il a la ſuprême inſpection afin que tout aille dans l'ordre ſoit quand on fait raport, ſoit quand on donne ſa voix, & ſi l'on manque, il s'y oppoſe comme il convient. Pourroit-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans ſon College de Juſtice. Il en eſt de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Adminiſtration de ſes Domaines & de ſes Patrimoines. Si l'on peut comparer les petites choſes aux grandes, on ſait que Sa Majeſté Imperiale ne vote point dans les Diètes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laiſſe les ſuffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces ſuffrages dreſſez en forme d'avis de l'Empire, & portez à Sa M. Imp., Elle en forme & publie un Réſultat de la Diète: ſeroit-on aſſez hardi de dire, à cauſe de cela, que l'on peut tenir une Diète de l'Empire à l'Excluſion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lyncker *in Analect. ad jus publicum Swederi Part. 2. Sect. 1. Cap. 30. §. 17. Verb. merito abſtinent:* où il dit, *Imperator nullum votum habet in Comitiis quâ talis, ſed vota omnium ſunt ſtatuum, ad hoc ut per illa conſultum Cæſari offerendum conficiatur. Quoniam itaque Status non habent vim ferendæ legis, ideò in his conſultis nihil efficere poſſunt, ſi Cæſari eadem non probentur.* Ce que l'on doit dire à plus forte raiſon des Etats d'Ooſtfriſe; à moins que quelqu'un ne ſoit aſſez inſolent pour, avec *Hyppolite à Lapide*, exclure l'Empereur de toute autorité dans la Diète & dans toutes les affaires de l'Empire. Il eſt de même certain que ſi l'on vouloit ſuivre dans l'Empire les principes des Etats d'Ooſtfriſe & de leurs Avocats, l'Empereur perdroit bien-tôt toute ſon autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits Seigneuriaux dans leur Païs. Mais comme feu le Conſeiller privé & Chancelier J. H. de *Stammler*, n'étant âgé que de 25. ans, a fort bien réfuté en 1657. *Hyppolite à Lapide*, dans une Diſſertation *de reſervatis Imperatoris*, en ſuivant les principes de ſon Maître & Beaupere le Chancelier *Juſte Sinol s Schutz*, de même ſes perſonnes de bon ſens regarderont ces extravagantes opinions des Sujets, telles que celles dont ſont entêtez les Etats d'Ooſtfriſe, comme très-pernicieuſes & très-préjudiciables au bien public.

ANNO 1723.

Bien loin que les Collectes ſoient en Ooſtfriſe privativement au pouvoir des Etats à l'excluſion du Prince; le College des Adminiſtrateurs, comme on l'a fait voir ci-deſſus, n'a de Jurisdiction & d'autorité dans la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, que celle qu'ils reçoivent du Prince; car non ſeulement les Adminiſtrateurs, mais même leurs Executeurs adjoints, ſont confirmez par le Prince à qui ils préſentent Requête à ce ſujet; de plus toutes les inſtructions du College des Adminiſtrateurs & l'Ordonnance des Fermes, ſur laquelle on afferme les Aciſes dans tout le Païs, ſont dreſſées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'eſt pourquoi cette Ordonnance eſt expreſſément nommée *Ordonnance du Prince.* La Preface de l'inſtruction du Tribunal dit:

„ NOUS Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſſens, Stedesdorf, & Wittmund, ſavoir faiſons, de quelle maniere, après avoir pris le Conſeil & les conſiderations de la Nobleſſe, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé néceſſaire pour la conduite des Adminiſtrateurs des Deniers Publics, qu'en conformité du Réſultat de la Diète tenue à Aurick le 6. Mai de la préſente année 1631. on corrige, ſuplée & remedie aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en uſage jusqu'à preſent; & les ſusdits Adminiſtrateurs ſont chargez par les preſentes d'affermer les Revenus & Impôts de la maniere ſuivante & de s'y conformer."

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

„ LES Adminiſtrateurs élus & nommez dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmez & reçus par Nous à Serment, occuperont ledit Tribunal; mais comme leurs apointemens ne ſont pas ſuffiſans pour qu'ils réſident tous ſix *in loco Ærarii*, & vaquent préciſément aux affaires dudit College, *il ſuffira que* NB. *conformement au Réſultat de la Diète de Norden de* 1612. *Art.* 22. trois d'entr'eux, ſavoir, un de chaque Ordre, avec le Secretaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainſi qu'ils conviendront entr'eux, pourvû qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que s'ils y avoient aſſiſté tous ſix; ainſi on s'en tiendra à ce reglement, ſans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne ſont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Embden, & perſonne ne ſe diſpenſera de concourir à ces ſortes d'affaires ſous peine de perdre ſa Charge, & autre punition arbitraire."

La Préface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle finit comme il ſuit:

„ *Ceci eſt la préciſe, finale, entiere & ſerieuſe intention de Nous* Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſens, Stedesdorf & Wittmund, &c. *par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conſerver & maintenir Nous & nos Succeſſeurs Regnans & Seigneurs*

ANNO 1723.

Seigneurs d'Ooſtfriſe, &c. dans la Poſſeſſion de nos Droits naturels & que nous tenons comme fief de l'Empire. Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conſeillers, Droſſarts, Baillifs, Bourguemaîtres & Conſuls des Villes, & *même aux Adminiſtrateurs des Collectes*, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir abſolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faiſant rien & ne ſouffrant pas que l'on faſſe quelque choſe qui y ſoit contraire ſous les peines portées, & ſous celles d'encourir *notre disgrace*. En foi de quoi nous avons ſigné la preſente de notre main, & y avons mis notre Sceau. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1631."

Outre cela il eſt dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du College au Souverain Tribunal du Prince; ce qui eſt dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Fermes.

„ LES Fermiers, leurs Conſors, Cautions & Participans ſeront ſous notre ſpeciale protection; ainſi que nous les y prenons en vertu des préſentes, enſorte que perſonne ne ſoit aſſez hardi de les offenſer ou moleſter de paroles ou effets, ſous peine d'amendes irremiſſibles ou même de punition corporelle, ſelon l'exigence du cas; ainſi qu'il eſt plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Fermes, donnée à Aurich le 16. Avril 1631. & afin qu'ils puiſſent jouïr de leur Ferme avec plus de ſureté & de tranquillité, & qu'ils ſoient ouïs & protegez dans leurs plaintes: on établira & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le College des Adminiſtrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, affaires des Fermes & dépendances, ſans autres vacances qu'aux jours deſtinez au Service de Dieu, enſorte que ſur ces matieres on ordonne, pourvoie & exécute ainſi qu'il conviendra. Mais ſi quelqu'un ſe croyoit lezé, après exécution & ſatisfaction donnée, il pourra s'adreſſer à la Chambre du Comte, ou à la Juſtice de la Cour."

Il eſt dit encore dans cette Ordonnance, que les amendes ordonnées par le College, apartiennent au Prince comme Souverain. C'eſt ce qui eſt exprimé en ces termes dans la premiere Ordonnance des Fermes de 1611. & à l'Art. 14. de celle qui fut renouvellée en 1631.

„ LES Procès pendant devant ce Tribunal, ſont ordinairement *pœnales* ou *executivi*: C'eſt pourquoi ſuivant les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale, chaque perſonne donnera *cautiones ſimplices*, & l'on exprimera briévement dans les Mandemens *cauſa propter quam quis citatus*. Ainſi quelqu'un voulant citer ſa partie devant ce Tribunal, & requerant à cet effet, ſuivant le cas, *citationem* ou *Mandatum*, on ne lui refuſera pas, & ſeront accordé *citationes ſub pœnâ* 5. Florins d'or, dont la moitié nous appartiendra & l'autre moitié à la partie obéiſſante."

Concluons de ces Textes que c'eſt le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité ſouveraine ſur un Tribunal qui reçoit du Prince ſes Ordonnances & ſes ordres; c'eſt donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un College du Païs: Quant à l'objet, c'eſt un College du Païs, puiſqu'il ſe mêle des Deniers Publics; mais *ratione cauſæ efficientis & formalis*: c'eſt un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, eſt établi par le Conſeil & aux inſtances des Etats, eſt entretenu des Deniers Publics, & juge des cauſes arrivées dans le Païs; en conclura-t'on que le Tribunal de la Cour eſt un College du Païs? Il en eſt de même du College des Adminiſtrateurs.

Cette autorité du Prince ſur le College & en tout ce qui concerne les Collectes, parut particulierement du conſentement même des Etats en 1611. & 1612. En 1611. le Comte *Enno* convoqua une Diète ſur l'affaire des Collectes, & y fit les propoſitions ordinaires; mais lorsqu'il fallut lui donner la Réponſe des Etats, ceux-ci ne ſe trouverent pas d'accord, & *le priérent de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Païs*. On trouve cette Reſolution dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 386. la même choſe eſt ſouvent arrivée. En 1612. l'autorité du Prince ſur le College des Adminiſtrateurs ſe fit connoitre encore plus expreſſement; car s'étant gliſſez un ſi grand nombre d'abus dans ce College en ſi peu de tems, c'eſt-à-dire depuis 1606. jusqu'en 1612. que les Etats en ſouhaitoient la caſſation, ils ont dreſſé une liſte de ces abus, dans la Diète convoquée à Norden par le Comte *Enno*, lui ont donné la forme d'une Reſolution & l'ont préſenté au Comte: Voici quelle en a été la concluſion.

ANNO 1723.

„ AINSI la très-humble priere & le deſir des Etats, eſt que Votre Excellence *confirme gracieuſement* leur ſusdite intention & reſolution unanime, & *pour plus de ſureté, en faſſe dreſſer un Recès & Reſultat de la Diète*, & le communique aux Etats en original muni du ſeing & du Sceau de Votre Excellence; & ce pour témoigner à V. E. & à ſa Poſterité la perpetuelle & fidelle obéiſſance de vos fideles Etats toujours prêts à s'acquiter volontiers de leur devoir. Fait & conſenti unanimement à la Diète de Norden le 9. Octobre 1612. En foi de quoi, &c."

Sur quoi le Comte *Enno* publia le 30. Octobre 1612. un Reſultat de la Diète, prescrivant exactement aux Adminiſtrateurs la maniere d'exercer leurs fonctions, & particulierement comment ſeroient dreſſez les Comptes publics, en ces termes:

„ NOUS *Enno* Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſens & Wittmund, Sommes convenu de ceci avec ceux de la Nobleſſe, des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Ooſtfriſe aſſemblez formellement en Diète, après convocation faite; & quoique *les Députez de notre Ville d'Embden* ſe ſoient ſéparez des autres par diverſes proteſtations, Nous voulons neanmoins, en vertu des Recès précedens, que ce qui precede ſoit de même valeur & effet, & conſideré comme ſtatué du conſentement unanime de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourguemaître, ni à la Ville d'Embden, auſſi long-tems qu'ils ſe tiennent ſéparez des Collectes generales, de quelle maniere le reſte des Etats font leurs Collectes & les adminiſtrent.

C'eſt pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Sujets, Stathoudre, Chancelier, Conſeillers, Droſſarts, Bourguemaître & Conſeils des Villes, Tuteurs, Crieurs & Officiers de la Juſtice, mais ſur tout au College des Aſſignateurs ou Adminiſtrateurs des Collectes du Païs & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord notredit Réſultat, & de veiller à ſon exécution, s'ils veulent éviter notre disgrace & une ſevere punition. En quoi neanmoins, nous, nos Héritiers & Succeſſeurs Comtes Regnans & Seigneurs d'Ooſtfriſe ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Membres, & ſurtout à leurs Privileges, Libertez, &c."

Ce Réſultat de la Diète de Norden, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords imprimé à Embden, afin qu'une ſi belle Ordonnance faite pour réformer le College, tombe dans l'oubli, eſt un des fondemens des Plaintes portées par le Prince au Trône de Sa Majeſté Imperiale, puisque l'on y trouve ſeverement défendus les abus qui ſe ſont gliſſez depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance touchant les fonctions des Adminiſtrateurs, a été inſerée & confirmée Tit. 2. dans le Reglement pour le Tribunal, de l'an 1631. & tout le Païs eſt redevable à Son Alteſſe d'avoir fait imprimer ce Réſultat de la Diète de Norden, dans ſon Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 411. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Adminiſtrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adreſſées au Comte *Enno*, dans leſquelles ils avouent que la ſouveraine direction & la Judicature, par raport aux Collectes, appartient au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Adminiſtration. On peut lire ces Lettres dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. Liv. 2. No. 10. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penſer de ce Factum des Etats contredit par tant d'Actes publics: mais avant de paſſer outre, il eſt bon de faire quelques remarques ſur le Réſultat de la Diète d'Embden de l'an 1606. ſur lequel le Factum des Etats eſt particulierement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions auſſi abſurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il paroit par ce Réſultat de la Diète d'Embden, 1. Que ce n'eſt pas un extrait du Protocole ſigné du Secretaire, mais un très-humble avis en forme, & une ſupplique adreſſée au Prince. 2. Signée par des Députez des trois Etats. 3. Envoyée au Prince par des Députez. 4. Délivrée dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conſeillers aſſemblez. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur general Reinhod Reiners & d'un Secretaire Gerard Gorden, eſt couchée la premiere dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Reſolution, & au Chap. 5. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirma-

ANNO 1723.

firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui precede. Enfin 6. Que cette Reſolution eſt terminée par la clauſe. Au reſte nous ſommes prêts à ſeconder Votre Excellence ſelon notre devoir, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre ſang, ainſi que nous y ſommes obligez. Ces ſix Articles prouvent l'injuſtice de la conduite des Etats préſens à l'égard du Prince, puiſqu'aujourd'hui ils agiſſent directement contre le contenu de ces ſix points de la Diète d'Embden, qui eſt le principal fondement de leurs Privileges tant vantez. Quant aux quatre premiers points, ils ſont arrivez avec la derniere arrogance du tems de la tutelle de la Ducheſſe Chriſtine-Caroline; alors quoique le Prince leur eût delivré ſes propoſitions ſignées de ſa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Reſolution en forme d'extrait du Protocole ſigné par le Secretaire. A l'égard du cinquiéme Article, ils en ſont venus jusqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur general, ni de celle d'un Secretaire, & ils en rempliſſent les places de leur autorité privée. Une funeſte experience nous apprendra ce qui arrivera du ſixiéme Article.

REPONSE AU §. III.

Les Etats auroient dû raporter ici l'Accord entier de 1607. avec toutes les circonſtances qui y ont quelque raport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 341. & *ſuiv.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation hiſtorique & veritable de ce qui s'eſt paſſé à cet égard.: ce que le Factum des Etats en cite, fait voir qu'ils ne ſavent ce qu'ils écrivent, puisqu'à la fin de cette citation les Adminiſtrateurs ſont renvoyez à leurs inſtructions, & au Réſultat de la Diète de 1606.

Voilà ce qu'on peut apeller ſe battre contre ſon ombre; car Son Alteſſe ne demande autre choſe ſinon que les Adminiſtrateurs ſe conduiſent dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſur leurs inſtructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte ſans le ſecours & l'avis des Etats: mais en quel endroit de cet Accord de 1607. trouvera-t-on ce que porte le titre du Factum des Etats, que *les Etats d'Ooſtfriſe auront la liberté & le pouvoir* de conſentir, lever & employer, *à l'excluſion du Prince*, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics. Ce ſont de pures pétitions de principe, dont ce Factum fourmille: Certainement le conſentement des Subſides dépend des Etats, mais où eſt-il dit que le Prince ne peut s'en mêler? Le contraire eſt démontré.

REPONSE AU §. IV.

Peut-on voir un argument plus foible? On a déja prouvé ci-deſſus qu'on ne peut tirer de conſequence de ce que l'Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince n'a pas de ſuffrage, & l'expreſſion, *en preſence du Commiſſaire*, ſignifie ſans doute que ce Commiſſaire n'aſſiſtera pas comme une ſtatue muette & ſans rien faire, puisque ſuivant la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606. l'inſpection ſur les Collectes & la reception des Comptes apartiennent au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embden, & n'ont pû l'être ſans le conſentement du Prince.

Il eſt notoirement faux que les Etats du Païs ayent ſeuls, de tems immemorial, reçu, examiné & quittancé les Comptes, par leurs Députez, & le contraire peut ſe prouver par l'examen des Comptes même, dont on peut trouver pluſieurs dans le College des Adminiſtrateurs, au cas qu'on ne les ait pas écartez. Ce qui eſt arrivé dans les derniers tems, n'étoit fondé que ſur la force & l'injuſtice, & le Prince a toujours proteſté au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtems, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui apartient au Prince & qu'il a obtenu *in Contradictorio* par les Decrets Imperiaux de 1589. 1590. 1593. & 1597. Enfin l'Adminiſtration privative des Deniers Publics eſt expreſſement défendue à tous Etats dans la Capitulation de l'Election de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Ooſtfriſe ſont confirmés dans les nouveaux Accords, & dans les Decrets Imperiaux.

REPONSE AU §. V.

Les Etats ſautent tout d'un coup ici de 1606. & 1607. à 1618. & paſſent ſur tout ce qui eſt arrivé en 1611. 1612. 1615. 1616. parce qu'ils n'y trouvent rien à leur avantage. Mais ne parlons point de ces Actes; quelles conſequences peut-on tirer du Recès de la Diète d'Embden de 1618? La Reſolution des Etats citée ici renvoie au Recès de la Diète d'Embden, où l'on a ſtatué ſur la nomination d'un Inſpecteur de la part du Comte; mais on n'a rien ſtatué de nouveau, ainſi ce Texte bien loin d'être favorable aux Etats, il leur eſt contraire.

Après tout, il faut remarquer ici que ſi les Etats avoient voulu témoigner dans leur Factum le moindre amour pour la Juſtice ou pour la verité, ils auroient raporté ce que le Comte *Enno* fit repréſenter en 1618. lorsque ces choſes ſe paſſerent: de cette maniere on eût pu voir la veritable nature de la choſe, & combien dès-lors les Adminiſtrateurs avoient peché contre leurs inſtructions, enſorte que les Députez des Etats déclarerent dans leurs Reſolutions, qu'ils trouvoient juſtes & bien fondez les Griefs du Comte *Enno*, ainſi qu'on le peut lire amplement dans le Regiſtre des Accords des Etats, dans le Chapitre du College des Adminiſtrateurs, du Recès de la Diète d'Embden de l'an 1619. pag. 31. & *ſuiv.* Nous nous y raportons pour ne pas être trop longs.

REPONSE AU §. VI.

Le Texte parle de Contributions conſenties *dans les formes*, mais les Etats ajoutent l'expreſſion *conſentir dans les formes:* de quelque maniere qu'on l'entende, cela eſt exprimé ainſi dans les Decrets Imperiaux de 1589. 1593. & 1597. Helas! qui l'a jamais disputé aux Etats, il s'agit des conſentemens qui ne ſont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'eſt pas dans les formes: Voilà ce qu'on apelle confondre la lumiere & les tenebres, on trouve cette même confuſion dans les §. ſuivans.

REPONSE AU §. VII.

La réfutation de ce Paragraphe eſt une ſuite de ce qui precede. Son Alteſſe Sereniſſime ne demande pas que l'Adminiſtration ſoit ôtée au College, mais elle prétend qu'elle ſe faſſe dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'eſt auſſi ce qu'exigea le Comte Rodolphe Chrétien dans ſes Remarques ſur l'Art. 7. ſavoir:

„ QUE les Deniers Publics devoient être effectivement adminiſtrez dedans ou dehors Embden par un College; à quoi le feu Comte Enno, ni le Comte Rudolphe Chrétien ne ſe ſont jamais opoſez. Mais que les Députez du College entreprenoient d'outrepaſſer leurs inſtructions, puiſque ſans le conſentement, ou pour mieux dire, contre les Reſolutions de leurs Committans, ils employoient la Garniſon d'Embden hors des portes de la Ville pour s'emparer des Places apartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni ſouffrir, ni aprouver; mais Elle ne prétendoit pas disputer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Adminiſtration de leur ſueur & de leur ſang, d'une maniere convenable avec le concours, le conſentement & l'aprobation du Prince, ainſi qu'il eſt porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats ſur ce ſujet contre les Reglemens & la Coutume précédente, on apelleroit cela une tyrannie; mais lorsque leurs propres Miniſtres, les Adminiſtrateurs eux-mêmes le font, on nomme cela liberté & action louable. Le College desdits Adminiſtrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics au delà de ce qui eſt conſenti chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le feu Comte Ennon, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais cauſé le moindre empêchement."

De-là on peut juger ſi les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de 1626. Il faut ſeulement remarquer que les Adminiſtrateurs nomment les Etats leurs Committans, c'eſt, pour autant que les Etats nomment lesdits Adminiſtrateurs & les préſentent au Prince *ad confirmandum* & pour concourir à la reddition des Comptes du Païs en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-deſſus en répondant au §. II. que le

Prince

ANNO 1723. Prince eſt proprement celui dont les Adminiſtrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par conſequent qu'ils n'ont proprement d'autre Principal ou Conſtituant que lui. Au reſte nous prions tout lecteur qui aime la verité, de lire dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom II. pag. 462. *&* *ſuiv.* les Actes des années 1618. jusqu'à 1620. paſſez ſous le Comte Ennon, & pag. 598. *&* *ſuiv.* les Actes paſſez ſous le Comte Rodolphe Chrétien, & les Etats en 1626. on eſt perſuadé qu'il ſera ſurpris de la conduite extravagante de la Ville d'Embden, & que de telles entrepriſes des Sujets contre leur Seigneur ſoient reſtées impunies. En verité c'eſt par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Reſolutions des Etats, on a toujours reſpecté les Accords précédens & les Decrets Imperiaux qui ſont maintenus *ratione futuri*, quoique *ratione præteriti* les excès, troubles & opoſitions des Etats, & ſurtout des Adminiſtrateurs, fuſſent reſtez impunis; ce qui a rendu ces Gens ſi inſolens, qu'ils ont conſideré leur Prince, les Decrets Imperiaux & les Accords mêmes comme choſes ſans vigueur & ſans force, ainſi qu'on le fera voir ci-après. Il eſt étonnant que les Etats oſent alleguer l'Ordonnance des Fermes de 1631. dans laquelle on puiſe des argumens invincibles en faveur du Prince par raport aux Collectes comme nous l'avons fait voir ci-deſſus. Ce que l'on raporte dans le Factum par raport aux Miniſtres du Prince, qu'ils ne peuvent ſe mêler en aucune maniere des affaires des Fermes & Contributions, ne fait rien à la queſtion; il eſt raiſonnable que dans un Etat, chaque Miniſtre reſte dans les bornes des fonctions de ſa Charge pour éviter toute confuſion. Les Miniſtres du Prince ont chacun leur Emploi: ſavoir l'Adminiſtration de la Juſtice & de la Police chacun dans ſon reſſort; les Adminiſtrateurs ont auſſi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il eſt juſte que ceux-là reciproquement laiſſent ceux-ci en liberté: chacun doit porter ſon fardeau. Peut-on conclure de là ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été ſouvent ordonné au College des Adminiſtrateurs particulierement dans les Réſultats des Diètes de 1613. & 1614. de ne ſe point mêler des affaires qui ne concernent point leur Adminiſtration. Comme le Prince juge qu'il eſt raiſonnable que ſes Miniſtres s'abſtiennent de l'Adminiſtration des Deniers Publics, de même il eſt en Droit de tenir la main à l'exécution des inſtructions des Adminiſtrateurs; d'autant plus qu'il eſt démontré ci-deſſus, qu'ils ne tiennent leur Charge de perſonne que du Prince, ainſi que les Miniſtres du Prince, & qu'ils ſont, en qualité de ſes Sujets, ſoumis à ſa Jurisdiction. Ainſi en bonne Juſtice les Adminiſtrateurs ſont égaux à cet égard aux Miniſtres, & ils doivent reconnoitre tous reſpectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'eſt ſur ce pied que le Comte *Ulric II.* a traité cette affaire dans les Actes de la Diète de 1638. que l'on trouve dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. Liv. 3. No. 41. *&* *ſuiv.* Surtout dans la Remontrance délivrée aux Etats en Septembre 1638. où il leur répréſente bien clairement ſes Droits contre leurs prétentions. Cette Remontrance tiendroit ici trop de place, mais un court extrait y ſeroit néceſſaire, & les Sommaires de chaque Article nous en tiendront lieu.

§. I. La Reſolution des Etats ſur les affaires publiques, n'eſt qu'une ſimple propoſition.

§. II. Le *jus collectandi* apartient au Prince.

§. III. Auſſi bien que de dreſſer le Rôle des Taxes.

§. IV. Les Biens du Prince ſont exemts des Taxes.

§. V. Il ne convient pas que le Prince contribue à acquiter les Dettes publiques.

§. VI. Les Terres du Prince ont toujours été exemptes d'Impôts, autrement il auroit pour lui-même un Adminiſtrateur dans le College.

§. VII. Les Biens de la Chambre des Etats de l'Empire ſont exempts des Taxes de l'Empire & du Cercle.

§. VIII. Il ne convient pas que les Terres du Prince contribuent au payement des Troupes de Heſſe qui ſont dans le Païs, puisqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c.

Comme les points ſpecifiez dans cette Remontrance ſont clairement démontrez, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

REPONSE AU §. VIII.

Quel pitoyable argument que celui que l'on tire ici des Reſolutions des Etats! Il eſt dit expreſſément Art. 1. de la Reſolution, que quant à l'Adminiſtration des Deniers Publics, on s'en tiendroit aux *Conventions* & *Accords*; les Art. 4. & 7. emportent la même choſe. ANNO 1723.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Imperiaux, les Reſolutions & Actes des Diètes de 1589. 1590. 1593. 1597. & 1599. tiennent le premier rang, & ſervent à expliquer les autres; c'eſt ce que l'on a déja prouvé. Tout de même dans la Reſolution des Etats priſe en 1662. ſur la Convention de la Haye, dans le Chapitre des Griefs du Prince contre les Adminiſtrateurs des Deniers Publics, les Etats, &c. On s'en raporte aux explications tirées des Decrets Imperiaux, & l'on en a raporté les propres termes ci-deſſus en refutant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Reviſion du Rôle des Taxes c'eſt une toute autre affaire, quant aux Miniſtres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Juſtice dans leurs Diſtricts, comme il a été prouvé ci-deſſus; mais ce n'eſt plus la même choſe lors que le Prince donne un ordre exprès, ou une Commiſſion particuliere à un Miniſtre, ou à quelque autre de ſes Conſeillers, ainſi qu'il le trouve à propos, pour éviter toute partialité & tout desordre, l'Ordonnance des Fermes de l'an 1631., ni les Reſolutions alleguées des Etats ne parlent point des premiers, mais bien des derniers, comme on l'a déja prouvé. Les Decrets & Actes ſi ſouvent citez de 1589., 1590., 1593., 1597. & 1599 pris à la lettre donnent au Prince le Droit dans le dreſſement & la reviſion des Rôles des Taxes, ce qui n'eſt annullé nulle part. Le Baron de *Lyncker* dit expreſſement au Chap. 2. §. 13. de ſa Diſſertation de *Cataſtris: Sic ferè ubique in Principum Imperii Territoriis ſervatur, ut Subditis relinquatur collationis modus, ita tamen ut Principi integrum ſit, modum contribuendi inſpicere, ſuper eo ſtatuere, & defectus & iniquitates corrigere & rectificare: Add. Mev. part. 3. Deciſ. 216* Ce qui eſt d'autant plus néceſſaire en Ooſtfriſe que l'on n'y entend que des plaintes par raport aux Impôts; & que l'Inſpecteur du Prince dans le College des Adminiſtrateurs ayant inſpection ſur tout ce qui s'y paſſe, on ne peut lui ôter l'Intendance & l'inſpection dans la Reviſion, les changemens & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majeſté Imperiale a mis expreſſement dans ſon Decret du 11. Juillet 1723.

REPONSE AU §. IX.

Les Etats ne feroient-ils pas bien mieux de paſſer ſous ſilence ce que firent leurs Peres après la mort du Prince George-Chrétien, lorsque la Douairiere ſix Mois après la mort de ſon Epoux accoucha d'un Prince, Pere de Son Alteſſe Sereniſſime Regnante. Comment peut-on ſe juſtifier d'avoir tenté, par le moyen des Puiſſances étrangeres, de renverſer les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666. & 1667. que l'on peut lire dans le Tome II. de l'Hiſt. d'Ooſtfriſe pag. 919. *&* *ſuiv.* les moyens inouïs qui ont été employez pour cet effet ſont dans le Protocole des Députez de 1667. & 1668., & Aitzema, Agent de ces Etats, les a fait imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'eſt ce qui ſe trouve répété dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 931. pour l'expoſer aux yeux de tout le Monde. Il eſt étonnant que les Etats d'Ooſtfriſe oſent en apeller à de pareils Actes, dans leſquels ils ſe ſont opoſez d'une maniere ſi puniſſable aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrace comme violateurs de la haute Jurisdiction de l'Empire. Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Reſolution des Etats on trouve que *la demande des Etats a été rejettée.* Dans les autres Reſolutions on s'en tient aux précédens Accords. Pourquoi donc faire tant de bruit de choſes qui ne ſont pas? où ſont les Decrets de 1589., 1590., 1593. & 1597. annullez. *Hic Rhodus, hic ſaltus.*

REPONSE AU §. X.

Les Etats devroient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Regente en 1673. & de ce qui s'en eſt ſuivi. Ce ſont des preuves parlantes des desordres des Etats & de la mauvaiſe œconomie qui a jetté le Païs dans un état ſi déplorable. Si la Commiſſion établie en 1673. n'a pas eu de ſuite, il faut s'en prendre aux fatales conjonctures d'alors, ce qui ne porte aucun préjudice *ratione futuri*, aux Droits du Prince.

ANNO 1723.

Prince. Souvent la choſe la plus juſte doit ſouffrir des conjonctures fatales, & être opprimée pendant un tems. Mr. Haro Burchard Baron *de Godens*, qui étoit alors premier Conſeiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, ſigna les plaintes de la Regente, & avoua l'injuſte procedé des Etats, comme il en eſt fait mention dans les Actes. Quant à l'Accord de 1678. les choſes y ſont laiſſées *ratione futuri*, par raport aux Collectes ſur le même pied où elles étoient, ſavoir que le Prince ne pouvoit s'arroger à lui ſeul le Droit des Collectes, ſans la concurrence des Etats. Ceci eſt-il contre le Prince? Son Alteſſe prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une maniere convenable avec le Conſeil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit ici que quelques §. de l'Accord qu'ils croyent être à leur avantage? On peut le conſulter tout entier dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 970. & *ſuiv.* ſur tout les Articles 1. & 5.

Qu'auroient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont ils obſervé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puiſſance étrangere ſans le conſentement du Prince; comment ſe ſont-ils acquité de ce reſpect promis par le Serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il ſubſiſter avec des Conventions ſecretes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puiſſances étrangeres; comment peuvent-ils en apeller à une Convention qu'ils ont violée presqu'au même moment qu'ils l'ont concluë?

Mais nonobſtant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre choſe d'où l'on puiſſe tirer ce qui eſt dans le titre du Factum? Où trouve-t-on que, lorsqu'une Convention conſiſte en pluſieurs Articles, on ne les doive pas ſeparer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats ſuivant le contenu des Loix du Païs, d'être fideles, bien intentionnez & obéiſſans au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par raport aux Collectes, font partie de ces Loix du Païs; l'inſpection dans les Collectes y eſt attribuée au Prince; ſur ce fondement, ce qui eſt dans l'Art. 3. de la Convention par raport aux Deniers Publics, eſt inconteſtable, & ſignifie que les Etats & les Adminiſtrateurs ſe conduiront ſur cette regle par raport aux Collectes, puisqu'aucun Accord du Païs n'eſt annullé dans cette Convention, & que la Regente n'avoit pas le Droit de les annuller; C'eſt pourquoi, tant que les précédens Decrets Imperiaux & les Reſolutions publiées *in Contradictorio* ne ſeront pas annullez, ils ſerviront à expliquer cette Convention, & en conſequence que la Regente ne ſe mêlera pas des Deniers Publics, ainſi qu'il eſt reglé dans les précédens Decrets Imperiaux. Les Con-Tuteurs préſentérent contre cette Convention une Suplique à Sa Majeſté Imperiale *de non præjudiciando Domino pupillo Principi ejusque Succeſſoribus*. C'eſt pourquoi lorsqu'en 1690. la Tutelle expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fut miſe au nombre des Accords du Païs, & elle ne fut pas compriſe dans les Reverſales de l'inſtallation lorsque le nouveau Prince prit la Regence en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majeſté Imperiale, ainſi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe pag. 1053. & 1054. avec les Remarques y jointes. Nous paſſons ſous ſilence les autres circonſtances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il eſt vrai que Sa Majeſté Imperiale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on ſait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contient; mais les Etats auroient beaucoup mieux fait de ne point parler du Reſcript Imperial du 18. Juin 1684. car ce Reſcript leur fait honte, puisque jusqués à préſent, bien loin de favoriſer le départ des Troupes étrangeres, ils les ont retenuës, & ont dépenſé tant de millions pour leur ſubſiſtance au préjudice irreparable du Païs; il y en a un ſecond de la même date où il y eſt défendu aux Etats de ſe ſervir en aucune maniere des Troupes étrangeres, ainſi qu'on peut le voir dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 1001. & *ſuiv.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, tant ils étoient convaincus de leur injuſte procedé. Ce Reſcript Imperial dit expreſſement que l'on n'entend autre choſe ſinon que la Tutrice ne fera rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & ſans en traiter dans la Diète avec les Etats, & ne s'arrogera pas l'Adminiſtration des deniers publics à l'excluſion des Adminiſtrateurs. Ce que marque le mot *propre autorité*. Les Decrets Imperiaux & Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597. ſont confirmez dans ce Reſcript avec les Accords du Païs dont ils ſont la principale partie.

ANNO 1723.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il ici que les Etats d'Ooſtfriſe en apellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas autrement reconnoitre? mais ils ſont malheureux en citation, 1. c'eſt un abus que les Loix de l'Empire ne ſont reçuës qu'avec la reſerve des Pactes, Conventions & Privileges paſſez avec les Etats, c'eſt ce qu'avancent les Etats, mais il eſt certain que pluſieurs Loix de l'Empire portent expreſſement la clauſe nonobſtant toutes Conventions & Loix du Païs; ainſi que l'on peut voir dans le Traité de Monſieur Hugo *de Statu Regionum Germaniæ*, Chap. 3. §. 21. & dans Heertio *de Superioritate Territoriali* §. 25. Du nombre de ces Loix ſont les Conſtitutions générales de l'Empire, où une ſeule confirmée pour toutes porte, que les Sujets & Etats médiats de l'Empire ne manieront pas les Deniers Publics à l'excluſion du Prince; & il paroit par les Actes de l'Empire, que pluſieurs Electeurs & autres Princes porterent des plaintes lorsque l'on dreſſa la Capitulation de l'Election de l'Empereur Leopold, de ce que les Etats de leurs Païs s'arrogeoient plus d'autorité qu'il ne leur apartenoit dans le maniement des Deniers Publics; c'eſt pourquoi dans les Art. 7., 8. & 9. de cette Capitulation, il eſt ordonné généralement & ſans exception que de telles prétenſions ſeront une fois pour toutes entierement abolies; Loi qui n'eſt pas moins valide en Ooſtfriſe qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, ne profiteroit-il pas de cette Ordonnance comme les autres, puisque dès le tems de Charles-Quint, il eſt marqué en ſubſtance dans toutes les Capitulations, comme il eſt repeté dans l'Art 3 de celle de l'Empereur *Joſeph*, & dans le 17. de l'Empereur *Charles*, que Sa Majeſté Imperiale ne ſouffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Païs s'attribuent privativement & à l'excluſion du Prince, la diſpoſition, la recepte, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics Le Conſeiller Privé *Rhetius* conſidere cette Ordonnance comme une Conſtitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut oppoſer aucune exception, comme il s'en exprime Inſtitut. Juris Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 4. *Tenentur Subditi Domino Territorii ad Collectas; & ubi Status Provinciales ſunt ac habent inter ſe Jus diſtributionis Collectarum hodie* (puisque cela eſt annullé dans la Capitulation de l'Empereur) *id ita habere intelliguntur, ne excludatur Dominus, & hinc nec conventus inſcio Domino intuitu earum Collectarum inſtituere valent* §. 3 *Cap. Leop. Verb.* Ne pas permettre que les Etats, &c. *ſecus facientes Jus ſuperioritatis incurrunt ac Dominus eos arbitrariè coërcere valet. Arg. Art. 7. ad Cap. Leop. Verb. Juribus, &c.* & dans ſon Commentaire *ad Jus Feudale* Lib. 1. Tit 1. il exprime d'une maniére très-remarquable comment ceci doit s'apliquer à l'Ooſtfriſe.

Quemadmodum autem Juris ſuperioritatis Territorialis Provinc. Statuum & Subditorum convocatio eſt, ita ipſi Status injuſſi de ejusmodi rebus deliberaturi, non convenire, multo minùs publicæ neceſſitati inſervituri Collectas inter ſe inſtituere valeant. Jura quippe ea ſuperioritatis ſunt, quorum illi non participes, ſed ad ea exercenda in conſilium ſaltem vocantur, propter §. 3. *Cap. Leopoldin. verbis:* Si dans ce cas & autres ſemblables on peut établir & tenir des Aſſemblées ſans la participation & le conſentement du Prince. *Quibus omnibus tamen expreſſis Pactis cum Statibus & Subditis haud derogatum crediderim, ſed prout eodem Inſtrumento Pacis, & hâc ipſâ Capitulatione confirmata præſupponuntur, ita* niſi abutantur iis, *ſarta ſemper ſervabuntur. Sed ſi generalia cum iisdem Pacta ſint, v. g.* que le Prince voulut ſans l'avis & le conſentement de ſes fideles Etats ne rien entreprendre ou ſtatuër, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la proſperité du Païs, *& Status vel Subditi fortè in rebus per Conſtitutiones Imperii Principibus aut Statibus ſpeciatim poſt facta iſta indultis, v. g. ne iisdem amplius ſalarium Aſſeſſoribus Cameræ, aut alia onera ex Dominio, ſed Subditorum Collectis*

ANNO 1723.

Collectis præstare debeant, Recess. Imper. Anno 1654. §. 14. *Capit. Leopold. Art.* 3. *circa med. aliquid denegaturi; Pactis confidere possunt? Minimè. Quoniam* 1. *talia pacta Principis ratione, Renunciationis instar sunt, quæ stricti Juris, nec ad ea extenduntur de quibus eo tempore probabiliter non fuit cogitatum. Gl.* 20. §. 6. *fl. ad Municip. Richter. Dec.* 99 *N.* 33. *qualiter de hisce & similibus Juribus, omnibus Principibus & Statibus post ea pacta indultis, nondum sciverunt.* 2. *Ea, quæ Principibus Instrumento Pacis hactenus ultimo, Recess. Imper. & Capit. Leop. indulta, per se commodum vel incommodum non afferunt, sed plerique eorum Jus superioritatis Territorialis, quæ alias eadem ipsis competerent, nisi pactis id remiserunt, declarant, quorum exempla addere non vacat.* 3. *Novissima Capit. Imperat. & Jurium horum ratione Statibus Imp. adeò cautum, ut si Subditi eadem ipsis denegatum eant, armis vel quâvis aliâ Jure Imper. licitâ coërcitione, eadem sibi vindicare, illosque ad obedientiam redigere valeant Art.* 7. *d. c. verbis:* puisqu'il eſt auſſi permis aux Electeurs & Etats de ſe maintenir, ſuivant les Ordonnances de l'Empire, dans leurs Droits acquis, par eux-mêmes & avec les ſecours des Etats voiſins, contre leurs Sujets, & de les mettre dans le devoir. *Quibus tamen Subditis pro re natâ, non omnem viam Justitiæ apud Cæsarem præcludi testatur Art.* 3. *d. Cap.* Qu'un ſemblable n'apartient pas proprement &c. *sed cautos esse oportet ne querantur suo periculo.* Ces paroles d'un Savant ſi célébre anéantiſſent d'abord les prétenſions des Etats d'Ooſtfriſe, & ces Privileges qu'ils vantent tant. De même un Miniſtre Pruſſien bien connu, a très-bien remarqué in Medit. ad Capitul Joſephi Art. 3. *Jus indicendi Tributa & Collectas ad superioritatem Territorialem pertinet: Jus autem consentiendi cum voto negativo, etiam indicta Tributa distribuendi, quantum scilicet quilibet ad summam conventam conferre debet, Statibus Provincialibus competere solet. Cùm igitur Principes cum suis Statibus Jus hoc conjunctim exerceant, illiusque maximè interfit, ne unus præ altero nimium gravetur, sed justa proportio observetur, & Tributa à Subditis exsoluta, ad debitum quoque finem erogentur; itaque absque injuriâ Principis sui, Status Provincialis dispositionem circa Tributa solis neutiquam privativè sumere, nec eum penitùs excludere de jure possunt.* C'eſt tout ce que l'on peut dire ſur cette affaire. La Reſolution de l'Empereur adreſſée aux Etats de l'Empire n'eſt pas contraire à Son Alteſſe Sereniſſime, car elle ne prétend rien faire à l'égard des Collectes ſans le concours & l'avis des Etats, ni lever des Impôts ſelon ſon bon plaiſir, elle veut ſe tenir dans les bornes prescrites par les Decrets & Reſolutions de l'Empereur de l'an 1589. & ſuivantes. L'explication du Prince George Chrétien touchant les Mandemens Imperiaux, alleguée par les Etats, eſt bien placée ici; Son Alteſſe Sereniſſime prétend ne s'en éloigner en rien.

Quant au Decret Imperial de 1688. le Droit du Prince y eſt clairement confirmé, comme il paroit en jettant les yeux ſur l'Article de ce Decret qui traite des Diètes & des Collectes; ce qui eſt d'autant plus néceſſaire que le principal de cet Article eſt obmis dans le Factum des Etats, où l'on allegue des periodes mutilées, voici le 1. & 2. Art.

„ 1. Quant aux Diètes, puisque conformement
„ au Droit & à la Coutume le Prince peut *proprio motu* les aſſembler toutes les fois qu'il le juge utile &
„ néceſſaire, il ſera néanmoins obligé de requerir ou
„ les Etats en corps, ou l'Ordre des Nobles, ou celui des Villes, ou une Ville ſeule, comme auſſi le
„ tiers Etat & les Colleges des Députez ordinaires &
„ des Adminiſtrateurs, ou les Adminiſtrateurs ſeuls,
„ de pouvoir aſſembler la Diète pour des affaires qui
„ concernent le bien du Païs conformement aux Accords, dans un Mois, ou tout au plus dans ſix ſemaines s'il ne s'adreſſe qu'à un des Membres des
„ Etats; les Credentiales des Comparans ſeront examinées par les Commiſſaires du Prince conjointement avec les Députez des Etats; & s'il s'y trouve
„ des défauts, il dépendra des Députez de les renvoyer ou de les admettre.

„ On ne déliberera dans la Diète ſur aucune affaire
„ que celles qui ſeront contenuës dans les Lettres de convocation, à moins qu'elles ne regardent quelques Membres des Etats ou des *Provincialia.* C'eſt
„ pourquoi le Prince aura toujours ſoin d'exprimer
„ dans ces Lettres, s'il convoque les Etats *proprio motu*, les motifs qui l'y ont déterminé; & ſi c'eſt *ad instantiam* des Etats, les raiſons pourquoi la Nobleſſe, les Villes, ou le tiers Etat, ont demandé
„ l'Aſſemblée de la Diète; & comme il ne ſera point
„ permis à l'avenir de proroger la Diète d'une maniere
„ partiale, le Prince ne refuſera pas la prorogation demandée, pour peu que les raiſons alleguées paroiſſent importantes. Comme il arrive ſouvent dans les
„ Diètes des cas, où l'on eſt obligé de déliberer
„ ſur des choſes où quelqu'un eſt intereſſé en particulier, telle perſonne ſera obligée de ſe retirer de
„ l'Aſſemblée: du reſte on ſe conduira dans toutes
„ les operations de la Diète conformement aux Decrets Imperiaux, Recès d'exécution, Reſolutions,
„ Concordats, Loix du Païs & Coutumes.

„ 2. Quant aux *Collectes en Ooſtfriſe, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics*, il eſt raiſonnable que le Prince d'Ooſtfriſe, conformement à nos
„ Ordonnances & de nos Prédéceſſeurs, & aux Accords qui s'en ſont ſuivis par raport aux Collectes
„ & Impôts, lorsqu'il eſt néceſſaire de les mettre,
„ ait le Droit de les établir dans la Diète de la maniere ſpecifiée dans l'Article précédent; bien entendu
„ qu'on ne mettra, ni ne levera ni Collectes, ni
„ Contributions, ni Impôts, ni Droits d'Entrée, ni
„ augmentation desdits Droits, ni Acciſes ni Licens,
„ ſous quelque nom que ce ſoit, ſans le conſentement
„ & l'approbation des Etats dans la Diète, qu'ils ne
„ refuſeront pas dans les dangers & beſoins évidens de
„ l'Etat, encore moins pour la défenſe de Sa Majeſté
„ Imperiale & de l'Empire, ou autres néceſſitez: ce
„ que le Prince, ſes Succeſſeurs & les Etats ſeront
„ obligez d'obſerver en conformité des Droits & Coutumes. Et puisqu'on ne peut trouver de meilleur
„ *modus contribuendi* que celui qui a été en uſage juſqu'à préſent d'une Taxe Capitale & perſonnelle, on
„ s'en tiendra là, comme auſſi pour les Acciſes ordinaires & autres Impôts jusqu'à nouvel ordre, &c.....
„ Au reſte l'Adminiſtration, la levée, & la direction
„ desdits Deniers Publics reſteront entre les mains de
„ *ſix Adminiſtrateurs élûs par les Etats & préſentez*
„ *au Prince pour être confirmez, le tout en préſence de*
„ *l'Inſpecteur du Prince qui occupera ſa Place*, & le
„ Treſorier nommé par les Etats prêtera Serment &
„ donnera caution, le tout avec cette condition & cet
„ ordre que lesdits Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs
„ ne feront d'autre uſage de ces Deniers que celui auquel ils ſeront deſtinez, & les manieront de maniere qu'ils puiſſent en rendre compte, tous les ans
„ le 10. de May, *en preſence de l'Inſpecteur du Prince, & même d'un Commiſſaire, s'il le juge à propos.*
„ Enſorte qu'ils employeront ces Deniers Publics
„ pour le bien de l'Empire & du Païs, acquitant les
„ divers Subſides de l'Empire & du Cercle, fourniſſant
„ à l'entretien de la Chambre de Wetzlaer & du Prince, conformement aux Coutumes de l'Empire & à
„ notre Decret du 24. Juillet 1688. & autres Reglemens qui pourroient ſuivre; *ainſi nous nous attendons que les Etats, pour témoigner leur reſpect pour*
„ *leur Prince, le ſecourront toujours dans le fardeau des*
„ *Dettes, conformement aux Accords & ſelon leur Pouvoir.*"

ANNO 1723.

Tous les Decrets Imperiaux, les Reſolutions précédentes & les Accords ſont encore confirmez dans ce Decret, enſorte que les termes & les expreſſions en doivent être expliquées par les précédens Decrets; ainſi perſonne ne peut, avec la moindre ombre d'équité, conclure de ce Decret, que les Etats d'Ooſtfriſe ont Droit de conſentir, lever, & employer, à l'excluſion du Prince, les Contributions, Impôts & autres charges publiques. On peut remarquer ici que les Etats ont cité ce Decret d'une maniere toute artificieuſe, n'alleguant que quelque choſe du ſecond Article, & obmettant le commencement & la fin; quoique le peu qu'ils en alleguent leur ſoit directement contraire, puisqu'il eſt dit expreſſement que *l'Inſpecteur, dans le College des Adminiſtrateurs, repreſente le Prince & en occupe la place.* 2. Que le Tréſorier doit prêter le Serment & donner caution. 3. Que les Adminiſtrateurs NB. n'employeront l'Argent qu'aux uſages auxquels il ſera deſtiné, de maniére qu'ils puiſſent en répondre.

Un Lecteur judicieux peut conclure de ceci, ce que l'on doit penſer de tout ce qu'avancent les Etats; ſur tout la derniere periode citée du Decret de 1688. touchant les Subſides de l'Empire & du Cercle, les renvoye *aux Coutumes de l'Empire*, & les oblige à *témoigner leur devouement & leurs reſpects pour leur Prince, en l'aidant en toute occaſion.* Le 3. Art. de ce même

ANNO 1723. me Decret dit expreſſement, que les Etats ſont obligez, de ne préjudicier en aucune maniere, ſuivant les Concordats, à leur Prince ni à ſes Droits, Dignitez & Regales, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fideles Sujets contre qui que ce ſoit: ainſi on peut conclure que ces Droits du Prince ſont confirmez en propres termes dans ce Decret.

REPONSE AU §. XIII.

L'argument que les Etats tirent de la Reſolution Imperiale de 1691. eſt entierement faux; ce qu'on a dit ci-deſſus, le prouve ſuffiſamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Reſolution entiere dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1025. *& ſuiv.* ſur tout ce qui concerne les Griefs 1. 2. 3. & 4. du Prince; deſorte que cette Reſolution Imperiale ayant été inſinuée aux Etats en 1692., ils firent entendre dans leur réponſe, que ces Decrets portoient leurs coups jusqu'au cœur d'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir dans l'Hiſt. d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1056. où l'on trouve auſſi la réponſe à de pareils prétextes. Au reſte on regarde comme un avantage que les Etats ayent allegué, dans leur Factum, le Decret Imperial de 1688. & la Reſolution de 1691. ſans aucune reſerve, confirmant ainſi l'obligation, où ils ſont, ſans cela, d'y obéïr; mais cela prouve qu'ils ont d'autant moins de raiſon de ſe plaindre des Decrets Imperiaux poſterieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a eté ſi ſouvent confirmé dans tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de fatales conjonctures.

REPONSE AU §. XIV.

Toujours la même choſe! tous les Decrets Imperiaux citez & les Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597., ont été confirmez dans l'Accord d'Hanovre, de quelles autres preuves a-t-on beſoin? ſi l'on s'en tient à ces fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, tous differens ceſſent: Son Alteſſe Sereniſſime ne demande rien davantage. Les Etats en ne remontant dans leur Factum que jusqu'à l'an 1606. pour trouver les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, & paſſant ſous ſilence tant de Decrets Imperiaux anterieurs rendus *in Contradictorio*, ſe ſont trop découverts, & ont fait connoitre qu'au lieu des véritables fondemens du Gouvernement d'Ooſtfriſe que l'on trouve dans ces Décrets, ils en poſent de faux & d'imaginaires, & ſapent les véritables fondemens qui ſervent de baze aux liens de l'obéiſſance & de la ſoumiſſion.

REPONSE AU §. XV.

Cette Réponſe eſt toute naturelle. Tous les précédens Decrets Imperiaux, les Recès d'exécution, & les Reverſales de l'Hommage, repetez dans le Formulaire de Serment des Miniſtres, & renouvellez pour la derniere fois dans l'Accord d'Aurich de 1699. c'eſt pourquoi il eſt cité dans toutes les pages. Mais que peuvent en tirer les Etats à leur avantage? dans les *Exhibita* du Prince, Son Alteſſe Sereniſſime ne demande point que la juſte liberté des Etats en ce qui concerne les Collectes ſoit limitée, mais ſeulement que l'on mette ordre aux déteſtables abus qui cauſent la ruine du Païs, dont les Habitans ſe plaignent depuis longtems, & même conformement aux Conſiderations des Etats de l'an 1612., qui ſe trouvent dans le Reſultat de la Diète.

REPONSE AU §. XVI. & dernier.

Ce §. contient les conſequences que les Etats tirent des précédens; mais comme tout ce qui précéde eſt faux, imaginaire, & deſtitué de preuves, ainſi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raiſon de ce Factum des Etats ce que le Chancelier Stammler dit dans la Préface de ſon Traité ſur le Livre d'Hippolite à Lapide *de Reſervatis Imper. Tot impudentiſſimas Legum Conſtitutionumque cavillationes, tot perverſas earum Interpretationes reperies, quot in illâ paginæ reperiuntur.*

Notre concluſion au contraire reſte dans tout ſon entier, fondée qu'elle eſt ſur les Conſtitutions du Païs, ſur les preuves inconteſtables que nous avons allegucés, & ſur les précédens Decrets Imperiaux; ſavoir que ni le *conſentement* des Impôts & Contributions, ni leur *levée*, ni leur *emploi*, ne peut ſe faire à l'excluſion du Prince. Rien n'eſt plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maiſon Regnante auroit aprouvé l'Adminiſtration arbitraire des Etats. L'Etat ſeul où les choſes ſe trouvent, les malheurs & les calamitez qui en ſont provenuës, en diſent plus que nous ne pourrions le faire. Que diroit un prudent Pere de Famille, ſi ſon Intendant, qui auroit prodigué ſes Biens, refuſoit de lui rendre compte, ſous prétexte que ſon Adminiſtration n'auroit donné lieu à aucun desordre. Les gemiſſemens & les plaintes du Peuple ne font que trop connoitre comment l'Ooſtfriſe a été conſervée au milieu de cette confuſion; car enfin peut-on nommer conſervation, la ruine & le desaſtre que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, ſoit pour l'Eccleſiaſtique, ſoit pour les Finances; enſorte que l'on peut devant Dieu & en conſcience pouſſer de la part de l'Ooſtfriſe les plaintes les plus améres, & dire avec Pline que l'*Ærarium publicum* eſt un véritable *Spoliarium Civium.* Il eſt vrai, chaque Païs en Allemagne a ſes Conſtitutions particulieres, & même elles different entr'elles; mais quelle conſequence les Etats tireront-ils de cette Remarque? Son Alteſſe demande-t-elle autre choſe que de jouïr de ſa Juriſdiction Seigneuriale ſuivant l'ordre établi entre elle & ſes Etats, & ſuivant les Loix d'Ooſtfriſe? Mais comment ceux qui ſe font nommer les Etats du Païs, ont-ils obſervé jusqu'à préſent cet ordre & cette Juriſdiction? Il faut être bien téméraire pour oſer cenſurer par des Remarques auſſi indignes le Decret Imperial du 18. Août 1721., ainſi qu'on le trouve à la fin du Factum; c'eſt à quoi l'on ne daigne pas répondre: le contenu de pareils Decrets ſe défend de ſoi-même contre de ſi foibles attaques.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Factum des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra auſſi en conclure ce qu'on peut penſer des Privileges immemorials des Etats d'Ooſtfriſe, les Traitez publiés depuis peu à Embden ſur cette matiere prouvent aſſez combien foibles en ſont les fondemens.

ANNO 1723.

Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *en Date de Vienne le* 10. *Août* 1724. — 1724, 10. Août.

CHARLES, &c.

X. MAis ſur tout ce ſera un des moyens les plus efficaces pour reprimer les dangereuſes entrepriſes des tumultueux, ſi, en leur ôtant la levée & l'Adminiſtration des Tailles, & de tout autre Argent du Païs, on ne leur permet point de conventicules, ni ne les apelle aux affaires des Diètes ou de la Commiſſion, & ſi pour cette fin on choiſit en leur place, *autoritate noſtrâ Cæſareâ*, à une Diète, d'autres Députez Adminiſtrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur ſoûmiſſion nous reconnoiſſent pour le Chef & le Juge ſuprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidelité & zèle pour le bien & la tranquillité publique; leſquels on chargera proviſionellement de toutes les fonctions des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, ordonnant aux Officiers Subalternes de leur obéir, & défendant ſévérement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Païs aux vieux Députez & Adminiſtrateurs, ou en établiſſant d'autres ſi on le juge à propos, qui doivent jouïr de notre protection Imperiale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députez & Adminiſtrateurs doit être établi dans une autre Ville ſûre, & non point à Embden, qui eſt l'endroit où les ſéditieux forgent leurs mauvais projets, &c.

Acte de Soumiſſion des Adminiſtrateurs qui ont été demis de leurs Charges. — 1725. 12. Fevr.

Aux Commiſſaires Subdeleguez de Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE; *& de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *commis par Sa Majeſté Imperiale*

ANNO 1725.

periale pour regler les differens en OOSTFRISE.

EXCELLENS SEIGNEURS.

NOus déclarons reſpectueuſement par les préſentes à Vos Excellences, que ſuivant notre devoir nous ne nous opoſons point aux intentions de Sa Majeſté Imperiale dans les differens d'Ooſtfriſe, mais que nous attendrons quelle fin Dieu & Sa Majeſté Imperiale mettront à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majeſté Imperiale ſuivant ſa Juſtice naturelle, après les aſſurances gracieuſes qui nous ont été données, ne nous maintienne dans l'entiere, pleine & paiſible jouïſſance des Privileges anciens & Libertez conformes aux Accords.

C'eſt pourquoi nous nous adreſſons encore humblement à Vos Excellences, les ſuplians d'enregiſtrer notre préſente ſoumiſſion, & en conſequence de ſuprimer le Reglement proviſionel fait par raport à notre College, enſorte que ledit College continuë à ſubſiſter de la maniere qu'il a été établi, & que ſes Patentes ſoient publiées dans le Païs, dans cette confiance nous ſommes avec toute ſorte de conſideration,

EXCELLENS SEIGNEURS,

Vos très-obéiſſans,

Les Députez ordinaires & Adminiſtrateurs du College d'Ooſtfriſe.

quorum nomine

A. B. VON APPELL.
J. BUDDE.
COOP IBELING VON REHDEN.

Embdeni in Collegio Provinciali 12. *Febr.* 1725.

A la Commiſſion ſubdeleguée de l'Empereur.

22. Fevr. *Extrait du Regître des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *ſur les differens dans le Païs d'*OOSTFRISE, *& les Decrets Imperiaux émanez à ce ſujet, de même que ſur la Commiſſion, & l'execution decretées. Jeudi 22. Fevrier* 1725.

OUI le raport des Sieurs Singendonck & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, leſquels en conformité & pour ſatisfaire à leurs Reſolutions Commiſſoriales du 12. du paſſé & 20. du courant, ont examiné les Memoires préſentez par le Sr. Becker, Miniſtre & Conſeiller de la Regence de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, par leſquels il demande que Leurs Hautes Puiſſances veuillent à l'avenir ne plus écouter, pour les raiſons y alleguées, le Bourguemaître & Magiſtrat d'Embden, de même que les Adminiſtrateurs congediez de la Caiſſe publique, qui ſe tiennent dans ladite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la ſoûmiſſion à Sa Majeſté Imperiale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a repréſenté plus amplement dans leſdits Memoires, & ſur tout dans le dernier, où en même tems il a fait part à Leurs Hautes Puiſſances de ſon deſſein de retourner en Ooſtfriſe en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été déliberé; il a été trouvé bon & réſolu, de faire audit Sr. Becker ſur ces Memoires préſentez, la réponſe ſuivante.

Que Leurs Hautes Puiſſances depuis quelque tems, & depuis que les differends qui regnent en Ooſtfriſe étoient parvenus à leur connoiſſance, avoient témoigné à diverſes repriſes l'intérêt qu'elles prenoient, pour pluſieurs raiſons, à la conſervation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cauſe du voiſinage, en ſecond lieu à cauſe de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & du maintien qu'elles avoient promis de pluſieurs Accords & Conventions faites; plus à cauſe de la Garniſon qu'elles ont depuis plus d'un ſiecle dans les Villes d'Embden & de Leerohrt, & enfin en conſidération des Capitaux que quelques Habitans de l'Etat avoient avancez, ſous leur Garantie, au Païs d'Ooſtfriſe ſur pluſieurs de ſes Revenus. ANNO 1725.

Que ſur ce fondement elles n'avoient pas pû rebuter tout d'un coup ceux qui s'étoient adreſſez à elles ſur ce ſujet, mais qu'elles s'étoient crû obligées d'écouter les Griefs qu'on leur raportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire ceſſer, s'il étoit poſſible, ces differens par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances s'étoient aſſurées d'en avoir uſé avec tant de prévoyance & de circonſpection, que leur conduite n'avoit porté aucun préjudice à perſonne. Et comme elles avoient toujours été du ſentiment, que cette affaire ſe pourroit terminer à la ſatisfaction réciproque des deux Parties, ſi ſeulement l'on vouloit mettre pour baſe & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui compoſent les Loix fondamentales de l'Ooſtfriſe, elles avoient apris avec plaiſir dudit Sieur Becker, que non ſeulement l'intention de Son Alteſſe n'étoit nullement d'y faire aucun changement,& qu'elle ne cherchoit qu'à s'opoſer aux abus qu'on en faiſoit;mais auſſi que dans le procedé de S. M. I. & de la Cour Aulique, ces Accords & Conventions étoient poſées pour fondement, & que les Decrets Imperiaux ſe fondoient là-deſſus. Qu'au reſte Leurs Hautes Puiſſances n'entreroient pas en matiere pour répondre à tous les points compris dans leſdits Memoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumiſſion, tant des Adminiſtrateurs congediez que du Magiſtrat d'Embden, que ledit Sr. Becker a communiquez à pluſieurs Membres de la Regence, elles ont vû, que leſdits Adminiſtrateurs & Magiſtrat s'étoient déclarez de ſe ſoumettre à l'égard des differens d'Ooſtfriſe à l'intention & à la volonté de Sa Majeſté Imperiale; deſorte qu'on peut eſperer que par là l'Union entre Son Alteſſe & ſes Etats, y compris la Ville d'Embden, ſera rétablie, à quoi l'on pourra s'attendre plus ſûrement, ſi par une exécution moderée des Decrets Imperiaux, on fait voir par effet, que l'intention de Sa Majeſté Imperiale & de Son Alteſſe n'eſt pas d'enfreindre en aucune maniere les Privileges & Droits des Etats & de la Ville d'Embden, fondez ſur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puiſſances prient ledit Sr. Becker de contribuer à ſon retour autant qu'il ſera poſſible, par ſes bons offices. Outre cela il a été réſolu de faire expedier pour ledit Sr. Becker des Lettres de créance en bonne & dûë forme, leſquelles lui doivent être remiſes, conjointement avec l'Extrait de cette Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances par l'Agent de Baarle, &c.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'elles étoient très mortifiées d'aprendre que les troubles augmentoient juſqu'à ce point, qu'elles l'avoient aprehendé, & que pour cette raiſon elles avoient conſeillé à Son Alteſſe Sereniſſime d'employer les voyes de la douceur pour ramener les Renitens à la ſoumiſſion, lui offrant leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puiſſances n'avoient ceſſé de tems en tems de lui repréſenter les ſuites qui étoient à craindre ſi elle pourſuivoit ſes prétenſions à la rigueur, puiſqu'elle jetteroit ſes Sujets dans le deſeſpoir: que L. H. P. deſaprouvoient abſolument la revolte & les voyes de fait dont Son Alteſſe Sereniſſime ſe plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands deſordres, elles verroient volontiers qu'on ſe prêtât aux voies de la douceur pour arrêter ces mouvemens, dont les progrès menaçoient le Païs d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient emploïé tout leur crédit auprès du Magiſtrat d'Embden, pour le détourner des voies de fait, & qu'Elles exhortoient Son Alteſſe Sereniſſime à ne pas ſe ſervir avec la derniere rigueur de ce qui eſt à ſon avantage dans le Decret Imperial, ſurtout à ne pas introduire de Troupes dans le Païs, puiſqu'elles le ruineroient & ne ſerviroient qu'à irriter encore davantage les eſprits, &c.

Reſo-

ANNO 1726. 6. Avril.

Resolution de Son Alteſſe Sereniſſime aux Habitans de Leerh, &c. en Date du 6. d'Avril 1726.

I. SOn Alteſſe notre très-gracieux Prince & Maître, veut que les Communes & les Habitans du Bourg de Leer, qui jusqu'ici ſe ſont ſoulevez contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime en prenant les armes, les mettent bas incontinent, & que chacun retourne chez ſoi, à ſa profeſſion & métier, s'abſtenant à l'avenir de toute violence.

II. Veut Son Alteſſe que ſon Baillif, ſon Receveur des Tailles, & ſes autres Officiers ne ſoient point troublez dans l'exercice de leurs fonctions, que les Habitans qui ſe ſont ſauvez, puiſſent rentrer librement, & ſans empêchement dans la poſſeſſion de leurs Biens, & exercer paiſiblement leur profeſſion.

III. Veut Son Alteſſe Sereniſſime que les Communes faſſent ſortir les Soldats d'Embden, du Bourg de Leer, & ne ſe ſervent plus de leur aſſiſtance; d'autant que Sa Majeſté Imperiale a caſſé cette Garniſon en vertu de ſon Decret.

IV. Si les Députez du Bourg & des autres Communes y entendent, quant à Elle, Elle leur fera grace & leur pardonnera le paſſé.

V. Au reſte Son Alteſſe attendra, à l'égard de l'Ordonnance Imperiale publiée en dernier lieu, l'échéance du terme de deux Mois, que Sa Majeſté Imperiale a bien voulu accorder aux Renitens.

VI. Les ainſi nommez Députez des Communes & du Bourg de Leer, ont à ſe déclarer là-deſſus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Baillif à Leer, qui ont Commiſſion particuliere pour cet effet de Son Alteſſe. Et ſi en même-tems les Députez ſouhaitent de s'aboucher là-deſſus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Baillif, la préſente leur ſervira de Sauf-conduit. Mais en cas qu'ils ne ſe déclarent ſur ce ſujet ou point du tout, ou avec lenteur, ou d'une maniere peu ſatisfaiſante; Son Alteſſe Sereniſſime prendra ſans tarder les meſures néceſſaires pour le repos & la ſureté de ſes fideles Etats, comme auſſi pour le maintien de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale & de ſes propres Droits. Auquel cas on ne ſauroit lui attribuer tous les malheurs qui en réſulteront, puiſqu'elle a offert tant de grace dans la préſente Reſolution auxdites Communes & au Bourg de Leer, après les fautes énormes qu'elles ont commiſes. C'eſt ſur quoi elles ont à ſe regler. Fait à la Réſidence de Son Alteſſe à Aurich, ſigné de ſa propre main, & ſcellé du Sceau de la Regence, le 6. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.
(L.S.)

Réponſe des Communes du Bailliage de Leerohrt, du 10. *Avril* 1726. *à la ſusdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime.*

Mercredi 10. Avril 1726.

Les Députez des Communes ont fait appeller le Souſſigné, & lui ont remis la Reſolution qui ſuit de mot à mot.

SUr la répréſentation que Mrs. les Commiſſaires de Son Alteſſe ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci ſe trouvent obligez de leur faire reconnoître leurs ſentimens de la maniere ſuivante.

Ad. 1.) Qu'on avoit apris avec beaucoup de chagrin les fauſſes inſinuations qu'on a tâché de donner à Son Alteſſe, comme ſi les Habitans avoient pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime; quoiqu'il ſoit notoire qu'on n'en ſeroit jamais venu là, ſi l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre des violences publiques & inſuportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours. Que d'ailleurs rien ne ſauroit être plus agréable aux Habitans, que ſi chacun pouvoit exercer en Paix & en repos ſa profeſſion & ſon métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avoient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Adminiſtration de leurs charges, quoiqu'ils ne puiſſent pas empêcher que le Peuple ne ſoit ſi aigri, qu'ils ne ſe ſoient plus crû en ſureté chez eux, l'exécution de ce point dépendra uniquement de là, qu'on ôte tous les obſtacles au repos, par une exacte obſervation des Accords, & qu'on arrête toute ſorte d'exaction. ANNO 1726.

Ad. 3) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'affliction, de déſolation & de leur ruine totale, il eſt impoſſible qu'on puiſſe prétendre avec équité qu'ils ſe défaſſent des Troupes des Etats; quoique rien ne feroit plus de plaiſir aux Habitans que d'avoir des Aſſurances ſuffiſantes qu'on ne ſeroit point troublé dans la poſſeſſion où l'on eſt de l'Adminiſtration des Fermes, & qu'en général la violence & l'injuſtice ne prendroient pas le deſſus. Auſſi eſpere-t-on que pluſieurs raiſons invincibles porteront la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale à changer de réſolution ſur la caſſation des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il eſt vrai que les Habitans doivent reconnoitre en tout reſpect ſa gracieuſe déclaration; mais comme ils ne ſe ſentent coupables d'aucun crime & qu'il leur paroit rebutant, que le pardon n'a été promis que de la part de Son Alteſſe Sereniſſime perſonnellement, ils eſperent que Dieu inſpirera à Son Alteſſe des ſentimens de Paix, & qu'il préviendra par ſa Providence toute ulterieure diſſenſion, qui ne ſauroit que cauſer la perte du Païs; car quoique tous les Habitans continueroient volontiers dans une fidelité & obéïſſance conforme aux Accords, ils ſeroient reſponſables même devant le Monde, ſi lorsqu'on vient à les enfreindre, ils ſe laiſſoient priver de tous leurs Privileges. Enfin les Habitans ne peuvent qu'être extremement ſurpris que la repréſentation ci-devant mentionnée, & qui eſt datée du 6. du courant, leur a pû être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eut uſé des violences les plus terribles & inouïes dans toute la Chrétienté; d'où l'Homme du Monde le plus innocent peut tirer la conſequence, que malgré toutes les promeſſes on ne ſauroit être en ſureté, & qu'on n'auroit à attendre qu'affliction & déſolation, ſi Dieu & la Nature ne fourniſſoient d'autres moyens, & ne permettoient de s'en ſervir.

Ceci eſt la veritable Reſolution ou Pleinpouvoir, ce qu'à la requiſition des Plenipotentiaires préſens des Communes, j'ai atteſté par mon ſeing, en y appoſant le Sceau Notarial.

N. MENCKEN, *Not. Cæſ. publ.*

(L.S. Not.)

*Reſolution ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRISE, *du* 12. *Avril, ſur la Déclaration des Députez des Communes, en Date de Leer le* 10. *Avril* 1726.

SOn Alteſſe, notre très-gracieux Prince & Maître, veut & demande par la préſente, que les Députez, au nom desquels la Déclaration ſignée par le Notaire Mencken à Leer le 10. Avril 1726. a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Alteſſe Sereniſſime, en réponſe à la Reſolution qui leur avoit été adreſſée en Date du 6. Avril, ſe rendent ici à la Réſidence le 17. du courant, munis de Pleinspouvoirs ſuffiſans des Communes dont ils ſe qualifient Plenipotentiaires, pour attendre du Conſeiller privé & Chancelier, & des autres Conſeillers commis à cet effet, la Reſolution & Déclaration de Son Alteſſe ſur ladite Réponſe, où S. A. S. a vu avec ſurpriſe, que les Communes ſont très-mal inſtruites de la ſituation de l'affaire, & qu'elles ont beſoin d'information ſur les points y compris, comme il paroit par la Reſolution préalable cijointe. Pour cet effet, non ſeulement Son Alteſſe leur accorde Sauf-conduit par la préſente, mais la Commiſſion Subdeleguée leur donne une pareille aſſurance, S. A. S. ſe réſervant au reſte tout ce qui peut lui competer. Signé de la main de S. A. & ſcellé du Sceau de la Regence le 12. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

ANNO 1726.

I. Son Alteſſe Sereniſſime voit avec étonnement, qu'on a oſé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Staudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Elle, mais qu'ils avoient été obligez, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre de prétenduës violences publiques & inſuportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours; quoiqu'il ſoit notoire que le ſoulevement à Leer & en d'autres endroits, ne s'eſt fait, déja dans l'année paſſée, que dans la ſeule vuë de renverſer de ſes propres Forces les Ordonnances Imperiales ſur les differens dans le Païs. Et jamais Son Alteſſe n'a refuſée ſa protection à aucun Sujet, ni perſonne des Communes ne l'a jamais implorée.

Mais qu'on oſe prétendre que Son Alteſſe aprouve les violentes oppoſitions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuſe d'avoir refuſé ſa protection à ſes Sujets, c'eſt là un raiſonnement des plus étranges. Une autre propoſition encore plus groſſiere, eſt qu'on avoit été obligé d'apeller au ſecours les Troupes des Etats, comme on les apelle; or on peut voir clairement par la Patente Commiſſoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Reſolution du Prince, que la Garniſon d'Embden n'eſt pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y eſt que pour garder la Ville: & quel danger y avoit-il qui rendît le ſecours de ces Troupes ſi néceſſaire? les Communes ne ſouffrirent aucune violence injuſte; auſſi quand elles liront l'Ecrit que tout le Tiers-Etat a préſenté à la Haye le 10. Février 1695. au ſujet de la Garniſon d'Embden, elles auront une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paroît pas moins étrange à Son Alteſſe, qu'on oſe avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler ſes Officiers dans l'Adminiſtration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêté? mené par force à Embden, & en particulier du Receveur des Tailles à Leer, tout caſſé & malade qu'il étoit, ne le prouvent que trop. Et ſi quelqu'un eſt aigri contre eux, c'eſt juſtement cette aigreur qui doit être comptée parmi les choſes défenduës.

Son Alteſſe Sereniſſime a remis au Juge competant & ſuprême, à décider en quoi conſiſte l'obſervation inviolable des Accords: & ſi les Communes ſont obligées de reconnoitre un Juge, elles ſont auſſi obligées de s'en tenir à ſes déciſions, & de ne point juger, ſelon leur fantaiſie, de l'obſervation inviolable des Accords.

III. C'eſt une fauſſeté inſigne, que les Habitans ſoient menacez d'affliction, de déſolation & même de leur ruine totale: Son Alteſſe a témoigné tout le contraire dans ſa Reſolution; mais ceux qui continuent à s'oppoſer au Chef ſuprême & à leur Prince legitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils ſont déclarez dignes des punitions dont ils ont été menacez: Et qu'eſt-ce que l'uſage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, ſinon une oppoſition réelle aux Ordonnances du Juge ſuprême, auquel rang il faut auſſi mettre la prétenduë poſſeſſion de l'Adminiſtration des Fermes.

IV. Il n'eſt pas dans le Pouvoir de S. A. Sereniſſime de donner pardon & de faire grace, que pour Elle perſonnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majeſté Imperiale & à ſa Commiſſion, & il ne dépendra que de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'aſſurer de la Clémence de Sa Majeſté Imperiale. Son Alteſſe ne demande qu'une fidelité & obéiſſance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité ſe doit prendre dans le ſens que lui donne la déciſion de Juge ſuprême, & non pas dans celui d'une explication volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire eſt finie. C'eſt la faute des Soldats d'Embden, que la Reſolution du 6. du courant n'a été renduë aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il étoit expreſſément ordonné au Lieutenant-Colonel de Staudach, de faire tenir ladite Reſolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-deſſus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'étant poſté avec ſon Monde à Loga, & étant allé reconnoitre les environs avec quelques Cavaliers, il a d'abord été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embden ſorti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer ſes Cavaliers pour repouſſer la force par la force. Et comme après cela ceux d'Embden ont été obligez de céder, il a fait ſonner la retraite par le Trompete du Prince qu'il avoit avec lui, nommé Tobias Hartung; mais bien loin d'y vouloir entendre, on a même fait feu ſur lui, lorsqu'il a ſonné la ſeconde fois, ce qui a occaſionné le combat. Et quoique cet accident fourniſſoit aſſez de raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime pour retenir ſa Reſolution, elle n'a pourtant pas laiſſé de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus ſon affection paternelle. C'eſt donc une accuſation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en ſureté malgré toutes les promeſſes, le contraire ſaute aux yeux; mais ceux qui ont pouſſé les Communes à ces mouvemens, font voir par leur conduite que c'eſt à eux & à leurs aſſurances qu'on ne peut guere ſe fier, retenant jusqu'ici, contre la promeſſe qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince priſonniers à Embden, au grand dommage & préjudice des Habitans même. Signé du Seau de la Regence le 12. Avril 1726.

(L.S.)

ANNO 1726.

Déclaration des Communes de Leer, & Conſors du 16. Avril 1726. ſur l'ulterieure & préalable Reſolution qui leur a été adreſſée du 12. Avril 1726.

DEvant moi ſouſigné Notaire, comparurent les Députez des Bailliages de Leerohrt, Stickhauſen, & Embden, me requerant de bouche, de coucher par écrit leur très-humble Déclaration ſuivante, ſur les Ordonnances & Propoſitions reſpectives que Son Alteſſe Sereniſſime leur très-gracieux Prince & Maitre, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration contient ce qui ſuit.

Sur la Déclaration ulterieure de Son Alteſſe, Datée du 12. du courant, & renduë par un de ſes Gens, on a dû & voulu faire ſavoir, & on prie de raporter très-humblement à S. A. S.

I. QU'on a remarqué par ladite Déclaration avec un extrême chagrin & en verſant des larmes, que la choſe a été repréſentée à Son Alteſſe, (ce que le juſte Dieu vangera) comme ſi les Habitans n'avoient pris les armes que dans la vûe de renverſer par leurs propres forces les Ordonnances Imperiales; quoique la triſte experience fait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de ſe défendre autant qu'il eſt poſſible, contre des violences publiques, & contre des cruautez qui feroient horreur même à des Barbares, ſans qu'on ait jamais penſé de ſe ſoulever contre les Ordonnances Imperiales par la force.

II. Qu'on ne ſauroit reconnoitre le prétendu College, & qu'on croyoit pouvoir juſtifier devant toute la terre les meſures qu'on avoit priſes, pour n'être pas dépoſſedé ſans autre forme de Procès, contre les entrepriſes violentes qu'on médite pour l'établiſſement dudit College, & le maintien de ceux qu'on a érigé en Adminiſtrateurs, qui ont pouſſé leur effronterie ſi loin, que dans le Memoire qu'ils ont préſenté à la Commiſſion Subdeleguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme ſi c'étoit une piece achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la derniére Canaille, & ſe ſont mocquez de Meſſieurs de la Nobleſſe d'une maniere digne de châtiment, toujours ſous prétexte de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale.

III. Ceux donc qui ſont établis pour rapporter au vrai à Son Alteſſe Sereniſſime ce qui ſe paſſe dans le Païs, en auront certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de ſi affreuſes actions, dont le bruit s'eſt même répandu par tout dans les Païs étrangers, & qui ont fait un tort conſideble au Païs par raport au credit général, ils aïent oſé dire même publiquement, que le vol & le pillage étoient choſes permiſes; car où chercher protection, ſi ceux qui font des violences ſont non ſeulement encouragez, mais même appuïez par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doivent conſiſter les prétenduës voïes de fait contre les Ordonnances Imperiales, pourvû qu'on diſtingue bien le vrai d'avec le faux; & qu'il eſt ſans cela une choſe inouïe

ANNO 1726.

nouïe dans le Monde, de ſoutenir l'autorité Magiſtrale par des vols, des pillages & des meurtres, comme il eſt arrivé ces jours paſſez, on peut hardiment appeller au jugement de toute la Terre, ſi dans cette ſituation d'affaires on a fait aux Habitans des violences & des injuſtices.

V. Et par là même, l'uſage des Troupes eſt aſſez juſtifié ; mais pour ce qui eſt de leur caſſation, on ne ſauroit s'expliquer autrement là-deſſus, ſinon que c'eſt un point qui apartient à la déliberation de tous les Etats en général, & qu'on ne ſauroit s'imaginer que la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale, après là découverte des véritables circonſtances de l'affaire, perſiſtera dans une Reſolution auſſi dangereuſe pour le Païs & ſes Habitans. Car quoique le commun pourroit trouver doux d'être déchargé par là de quelques Impôts, on ne ſait que trop bien quels reſſorts on a fait jouer pour la repréſentation alleguée du Tiers Etat comme on l'appelle, au ſujet de la Garniſon d'Embden, & le Grand Dieu ſuscitera des Inſtrumens qui découvriront là où il eſt néceſſaire, le danger qui y eſt caché pour le Païs, & qui le prouveront par l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe même, où il eſt aſſez manifeſte à quel but tendoit cette caſſation de la Garniſon d'Embden.

VI. Tous les Habitans ne demandent rien d'autre que l'obſervation des Accords, & ils ſont auſſi portez qu'ils doivent, à s'en raporter à la juſte déciſion du Juge competant ; mais ils esperent qu'ils ne ſeront pas condamnez ſans être ouïs, & qu'il leur ſera permis d'expoſer leur droit, à quoi jusqu'ici ils n'ont pu parvenir, les oreilles ayant été fermées à leur égard.

VII. Le Tout-Puiſſant veuille confirmer que les menaces terribles, qui ſont aſſez connuës, & qu'il eſt facile de prouver, échouëront ; auſſi eſt-on convaincu en conſcience, qu'on ne s'eſt pas rendu coupable d'aucune réſiſtance ni envers S. M. Imperiale, ni envers S. A. S. & il eſt inconcevable comment l'uſage des Troupes des Etats, contre des actions auſſi inhumaines & inouïes dans la Chrétienté, peut paſſer pour une marque de réſiſtance, à moins que Dieu, & les Droits de la Nature & des Gens, n'ordonnaſſent de ſe ſacrifier à la fureur des Gens violens.

VIII. On ne croit pas avoir commis aucun crime pour lequel on ait beſoin de demander grace & pardon à Son Alteſſe Sereniſſime, ni pour lequel on doive ſentir l'inſuportable disgrace de S. M. Imperiale.

IX. Les Habitans laiſſent là le raport que Mr. le Lieutenant-Colonel de Staudach a jugé à propos de faire, mais ils ne peuvent pas s'empêcher de lui repréſenter, qu'il ne ſauroit nier devant Dieu qui ſait tout, qu'il n'ait fait tirer le premier, ſans dire mot, ſur le détachement des Troupes des Etats, après quoi celui-ci a pareillement fait feu pour ſa défenſe, & que lorsque ledit détachement s'eſt retiré dans le bourg de Leer, croyant le nombre des attaquans plus fort qu'il n'étoit, il ne l'ait fait pourſuivre, & n'y ait ſait entrer ſon Monde conjointement avec les fuïars. A quelle occaſion il faut bien remarquer qu'on avoit promis à Aurich à Mr. le Commandant Feldmann de vouloir tout laiſſer *in ſtatu quo*, & que nonobſtant cela on n'a pas discontinué de faire violences ſur violences ; même après avoir invité Mr. le Commandant le 6. du courant de venir à Aurich, on a, ſans attendre ſa réponſe, fait ſortir de ladite Ville le même jour quantité de Gens armez, qui ont attaqué le bourg de Leer au jour du Seigneur, lorsqu'il étoit dépourvû de Monde, & y ont fait un carnage horrible, où cependant le ſouverain Monarque de l'Univers a viſiblement montré ſa juſtice & ſa bonté.

X. On ne craint pas de rendre compte de ſa conduite, & on deſire avec paſſion d'être informé de la prétenduë veritable ſituation de l'affaire : Cependant comme non ſeulement elle regarde tout le Païs en général, & que par conſequent on ne ſauroit communiquer plus à propos cette information tant vantée, qu'à la Diète générale & libre, qui eſt prorogée ; mais qu'outre cela on peut en tout cas ſe paſſer entierement de l'information du Conſeiller privé & Chancelier, qui dans ſon Hiſtoire d'Ooſtfriſe, comme il l'apelle, a déja ſuffiſamment informé le public du ſens qu'il lui plait de donner aux Accords, & qu'il veut qu'on ne les explique ni ſelon la lettre, ni ſelon l'uſage de plus d'un ſiecle, mais ſelon une idée qu'il s'eſt formé lui-même d'un certain ordre qui doit regner entre le Prince & les Sujets, ſans avoir aucun égard à l'obligation qui naît du Serment par où l'on s'eſt engagé à l'exacte obſervation des Accords du Païs ; de ſorte que c'eſt cette même Hiſtoire d'Ooſtfriſe qui a ouvert les yeux aux Habitans, & qui leur a montré, pour ainſi dire au doigt, le joug ſous lequel il faudroit plier, ſi les choſes tournoient ſuivant l'intention de l'Auteur ; de qui on eſt bien perſuadé que c'eſt lui qui médite depuis tant d'années de mettre le malheureux Païs en feu & en flamme, & de le plonger par ſes nouvelles opinions, dans la derniere miſere, & que c'eſt lui qui pour aſſouvir ſon ambition inſatiable, cherche à détourner le cœur du plus cher & gracieux Prince, de l'affection Paternelle pour ſes Sujets, & par conſequent des ſalutaires ſentimens de Paix. Et comme après tout perſonne ne ſauroit ſe croire garanti par le Sauf-conduit qu'on a envoyé par écrit contre la fureur de Gens emportez qui n'en ſavent rien, Son Alteſſe ne prendra pas en mauvaiſe part, que ſur ces conſiderations, les Habitans ne puiſſent ſe reſoudre d'envoyer des Députez à Aurich.

La Reſolution ci-deſſus a été priſe dans ces termes, & non dans d'autres, par toutes les Communes qui étoient aſſemblées des Bailliages reſpectifs, moi Notaire requis, preſent, ce que j'atteſte par la ſouscription de mon nom, & le Seau Notarial. Fait à Leer dans l'Aſſemblée des Députez le 16. Avril 1726.

(L. S. Not.)

P. MENCKEMA. *Imp. Auth. Not. Publ. in fidem ſubſcripſit Sigilloque Notar. corroboravit.*

Propoſition de Mr. Lewe d'Adwart Député des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *faite dans ſon Audience du 24. Avril* 1726.

SERENISSIME PRINCE,

LEs juſtes aprehenſions que donnent à Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, les troubles de l'Ooſtfriſe, & les hoſtilitez qui ont été commiſes ; leurs intérêts inſeparables de l'affection & des bonnes diſpoſitions où elles ſont par raport à la conſervation d'un Païs ſi voiſin de leurs Etats, enfin leur haute eſtime pour la perſonne de Votre Alteſſe, ont déterminé Leurs Hautes Puiſſances à m'envoyer ici exprès pour complimenter Votre Alteſſe Sereniſſime en leur nom, & après l'avoir aſſuré des bons offices amiables de Leurs Hautes Puiſſances, lui repréſenter combien il ſeroit agréable à Leurs Hautes Puiſſances que l'on étouffât enfin ces desordres qui menacent d'un bouleverſement total un Païs livré aux maux de la discorde, & d'autant plus malheureux qu'après avoir eu le bonheur de poſſeder dans ſon ſein le Pere & les Ancêtres de Votre Alteſſe Sereniſſime, il ternit cette gloire par la désunion où ſont la plupart des Habitans avec Votre Alteſſe Sereniſſime, le digne descendant de ſes glorieux Ancêtres, qui étant le tendre Pere de ſes Peuples, ne peut être que très-ſenſible à ces troubles, qui ne le touchent pas moins, qu'ils ſont préjudiciables au Païs, & qu'ils inquietent des voiſins qui ne respirent que la Paix. Une triſte experience n'a déja que trop apris les fâcheuſes ſuites des démêlez de l'Ooſtfriſe, & Votre Alteſſe Sereniſſime eſt trop éclairée pour ne pas être convaincuë du malheur d'un Païs, où s'allume le feu de la discorde, & que quelque petit qu'en ſoit l'étincelle, quand une fois il eſt allumé, il eſt ſouvent impoſſible de l'éteindre. La pénétration de Votre Alteſſe Sereniſſime lui repréſentera ce Tableau d'une maniere encore plus ſenſible que je ne pourrois le faire ; mais les Etats Généraux des Provinces-Unies ayant bien voulu m'honorer de la Commiſſion d'aſſurer Votre Alteſſe Sereniſſime de leur ſincere eſtime pour Votre perſonne, je ne puis me diſpenſer de repréſenter à Votre Alteſſe Sereniſſime que ſi l'on n'arrête pas ces troubles, cette discorde & cette confuſion dans leur naiſſance, il ſera trop tard d'y remédier, & le mal empirera ; ſi l'on ne previent point ces troubles avec prudence, il s'enſuivra une ruine mutuelle, car après la ruine de l'un ou l'autre parti, on apellera dans le Païs des Troupes étrangeres, qui ſe livrant à leur propre intérêt pilleront & ruineront ce

que

ANNO 1726.

que les plus ſages auront ſçu conſerver & mettre à couvert. Votre Alteſſe Sereniſſime a trop de pénétration & trop d'amour pour l'infortunée Ooſtfriſe pour qu'il ſoit néceſſaire d'avoir recours à de plus vives exhortations, pour en convaincre Votre Alteſſe Sereniſſime & pour exciter ſes ſoins Paternels pour ſes Sujets; ſon attention naturelle à procurer le bonheur du Païs & de ſes Domaines, & les égards qu'elle a toujours eus pour l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances & les Conſeils de ſes bons voiſins, me perſuadent qu'il n'eſt pas néceſſaire que je preſſe davantage Votre Alteſſe d'empêcher que l'on ait recours à quelques voyes de fait; Elle donnera ſans doute ſon attention à trouver les moyens d'apaiſer le paſſé & de rétablir la tranquillité & le bon ordre, en maintenant par les moyens les plus doux ſes Droits, Prérogatives & Prééminences, faiſant ceſſer les troubles préſens, & prévenant ceux qui pourroient arriver. C'eſt ainſi que Votre Alteſſe Sereniſſime apuyera de la maniere la plus généreuſe ſes véritables intérêts, fera refleurir ſon Païs, & mettra les Sujets de Leurs Hautes Puiſſances en état d'esperer d'être payez, conformément aux Conventions les plus ſolemnelles, des Rentes & des Capitaux qu'ils ont ſi généreuſement prêtez pour reparer les Digues, & empêcher que toute l'Ooſtfriſe ne devînt une vaſte Mer. De cette maniere Leurs Hautes Puiſſances, que les raiſons alleguées ci-deſſus obligent de ne pas voir indifferemment les démêlez de l'Ooſtfriſe, ne penſeront plus à d'autres moyens d'arrêter les progrès de ces troubles. Si je puis être utile, & contribuer à ce que Leurs Hautes Puiſſances parviennent à ce but, par mes repréſentations & mes inſtances, ce ſera volontiers & avec bien du plaiſir non ſeulement que je les employerai, mais encore je prierai de tout mon cœur le Seigneur qui donne tout ce qui eſt bon, de combler de ſes bénédictions Votre Alteſſe Sereniſſime & ſon Illuſtre Maiſon, juſqu'à la poſterité la plus reculée, & de lui accorder un Gouvernement heureux, paiſible & glorieux, &c.

Prononcé & délivré par écrit à Son Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe dans ſon Château à Aurich le 24. Avril 1726.

„ Le Prince lui fit remettre la Réponſe ci-jointe."

MOnſieur le Député de *Leurs Hautes Puiſſances* ayant fait inſinuer à Son Alteſſe Sereniſſime, par ſes Conſeillers commis pour traiter avec lui, la réponſe qu'il avoit dreſſé, ſur la Reſolution préalable de S. A. S. du 25. du courant, Elle a voulu ne lui pas laiſſer ignorer là deſſus la Déclaration & Reſolution ſuivante.

A l'égard du premier point, S. A. S. repete les proteſtations ci-devant faites de bouche & par écrit, de ſon eſtime pour Leurs Hautes Puiſſances, comme auſſi pour leur correſpondance, & leur amitié pour elle & ſa Maiſon Sereniſſime.

2. Pour ce qui eſt du ſecond point, où Leurs Hautes Puiſſances déclarent, que l'offre de leur interceſſion, & leurs Conſeils amiables ne tendent qu'à prévenir tous mouvemens, troubles, & voyes de fait ulterieures; à rétablir le repos, le bon ordre de l'harmonie, & à empêcher par là qu'il n'entre des Troupes étrangeres dans le Païs; comme à tâcher d'accommoder les differens qui y regnent, par des moyens efficaces & moderez, & d'en détourner, autant qu'il eſt poſſible, les mauvaiſes ſuites; Son Alteſſe Sereniſſime convient avec Leurs Hautes Puiſſances *in Theſi*, & la grande patience & indulgence dont elle en a uſé juſqu'ici, ont eu le même but.

3. Et afin que Leurs Hautes Puiſſances en ayent une idée encore plus claire, on leur donne à conſiderer, que non ſeulement le feu Prince d'Ooſtfriſe Pere de S. A. Regnante, a demandé aux Etats de ſon Païs à toutes les Diètes qui ſe ſont tenues pendant les 18. années de ſa Regence, le redreſſement du grand nombre de Griefs, qu'il avoit contre eux, comme il avoit été promis par l'Accord fait à Hanovre dans l'année 1693., mais encore que S. A S. même a repeté cette demande à toutes les Diètes aſſemblées depuis l'an 1708. qui fut le premier de ſa Regence, cependant on a toujours decliné la Convention, & par l'Extrait du Protocole de la Diète tenuë au Mois d'Octobre 1717. il paroit clairement, de quelle maniere on y a provoqué S. A. S. à porter ſes Plaintes à la Cour Imperiale. Et quoique Sadite Alteſſe ait les Decrets Imperiaux en ſa faveur, elle a pourtant auſſi, à cet égard, fait voir juſqu'à préſent une grande patience; même elle ne cherche encore actuellement, qu'à traiter les choſes avec toute ſorte de moderation.

ANNO 1726.

4. Il n'eſt donc queſtion que de ſavoir quels moyens ſont les plus propres pour parvenir à cette fin? S. A. S. ſupoſe, que cette affaire devroit être dirigée de ſorte que generalement tout ce qu'il y a dans ce Païs, & principalement la Ville d'Embden, ſoit renfermé & conſervé dans les juſtes bornes des Accords du Païs. C'eſt là la ſeule choſe que S. A. Sereniſſime cherche & demande. Il eſt vrai que Monſr. le Député de L. H. P. eſt de l'opinion, que cela ſe peut faire par un Accommodement amiable, ſous l'entremiſe de L. H. P.; mais pour en juger ſolidement, il faut conſiderer dans un tel Accommodement, premierement les perſonnes avec qui S. A. S. doit ſe racommoder: en ſecond lieu, les Points ſur lesquels on pourroit s'accorder, & en troiſieme lieu les moyens de contrainte qui pourroient non ſeulement procurer l'exécution actuelle dudit Accommodement, mais auſſi reprimer & faire ceſſer les contreventions, qu'on pourroit tenter à l'avenir contre un pareil Accord.

Les perſonnes qui pourroient être regardées ici comme Contractantes avec S. A. S. ſont en general les Etats du Païs, compoſez de trois Membres, de la Nobleſſe, des trois Villes, & du tiers Etat qui conſiſte en 8. Bailliages.

Si Son Alteſſe doit conclure un Accord avec tout le Corps des Etats, il faut qu'elle en ſoit requiſe ou unaniment, ou par la pluralité des voix. Or on n'a pas demandé, juſqu'à préſent un pareil Accord, & on ne le demande pas encore, ni unanimement, ni par la pluralité des voix. Bien loin de là, il eſt notoire par les Actes, que generalement tous les Etats, ſans exception ſont ſoumis à tous égards aux Decrets Imperiaux, & ne ſe ſont reſervez, ſuivant leurs propres paroles, que la gloire d'obéir: par conſequent on n'a beſoin d'aucun Accommodement, comme il paroit par ce qui ſuit.

5. Toute la Nobleſſe, excepté Bernard Henry d'Appel, s'eſt ſoumiſe aux Decrets Imperiaux, non ſeulement ſeparément & l'un après l'autre, comme on peut voir par la ſpecification authentique qui en eſt dreſſée, mais même ceux des Membres, qui à l'inſtigation du Comte Frydag de Gödens, s'étoient aſſemblez à Embden dans les Mois de Septembre & d'Octobre de l'année derniere, & parmi leſquels ſe trouvoit ledit d'Appel même, ont declaré clairement par leurs Lettres à la Commiſſion, du 11. Octobre & 1. Novembre 1725. que *dès que la queſtion préalable* RATIONE TRANSLOCATI ÆRARII *ſeroit decidée, ils ſe montreroient à tous égards ſoûmis & obéiſſans, de quelque maniere qu'il plût à Sa Majeſté Imperiale de regler & decider cette affaire*, & dans la Lettre du 1. de Nov. ils y ajoutent ces paroles remarquables; *qu'après que la deciſion Imperiale ſeroit émanée, ils ne prétendent ſe reſerver rien,* que NUDAM OBSEQUII GLORIAM, comme il paroit plus amplement par l'extrait authentique de cette Lettre. Comme donc cette deciſion Imperiale eſt compriſe dans le dernier Decret de l'Empereur émané le 23. Janv. 1726., il n'y a plus de diſpute avec la Nobleſſe tant à l'égard de la queſtion préalable, comme on l'apelle, touchant le College établi à Aurich, que d'aucun autre point, & ladite Nobleſſe eſt à preſent obligée de ſe montrer à tous égards ſoumiſe & obéiſſante, à tout ce que Sa Majeſté Imperiale a trouvé bon de regler & d'ordonner; par conſequent il n'eſt pas beſoin d'en venir à un Accord avec la Nobleſſe, à l'égard de ce qui a déja été jugé par l'Empereur, car pourquoi s'accommoder avec ſa Partie, ſi elle ſe ſoumet à la Sentence du Juge. Auſſi n'y a-t-il pas un ſeul de la Nobleſſe qui veuille paſſer pour un Complice des préſens troubles, excepté d'Appel, qui conjointement avec ſes Adherans le Docteur Rheden & le Bourguemaître & Conſeil de la Ville d'Embden ſe declarent publiquement, dans la Deduction du 24. Mars 1726. les auteurs de ce ſoulevement, ce qui eſt d'autant plus puniſſable que cette conduite eſt directement contraire à ſa propre Déclaration & ſoumiſſion ci-deſſus mentionée. Monſr. le Comte de Frydag de Gödens, Mr. Haro Joachim de Cloſter de Dornum, Madame la Douairiere de Lutzeburg & Monſr. de Honſtede de Ryſum, payent, même juſqu'à cette heure, pour eux & pour les Habitans de leurs Seigneuries, les Taxes à la Chambre d'Aurich.

Et lorsque d'Appel, & ſes Adherans ont été demander à Monſr. Haro Joachim de Cloſter, & à l'Adminiſtra-

ANNO 1726.

miniſtrateur de la Juſtice de Gödens, s'ils ne vouloient pas auſſi entrer avec eux dans cette Rebellion, & ſe ſoulever contre le College d'Aurich, ils l'ont refuſé, & le dernier ſur tout s'eſt expliqué très nettement là-deſſus, comme on le peut voir plus amplement dans ſa Lettre du 7. Février, de ſorte qu'il eſt incomprehenſible, comment d'Appel oſe encore non ſeulement ſe qualifier Adminiſtrateur Noble, mais même dans cette qualité, ſe dire auteur de la ſedition, à laquelle la Nobleſſe n'a pourtant point de part.

Il ſeroit encore plus extraordinaire que l'on voulut prétendre que Son Alteſſe Sereniſſime conclut un Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Nobleſſe. Sa conduite eſt contraire à la Déclaration de ſes Confreres aſſemblez à Embden, laquelle portoit expreſſement qu'on vouloit, & devoit s'abſtenir de toute voye de fait contre le College d'Aurich, jusqu'à la déciſion de l'Empereur. C'eſt pourquoi auſſi les Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale ont reproché audit d'Appel d'autant plus ſerieuſement ſon entrepriſe, dans leur Patente du 22. Mars 1726.

Par ces circonſtances il eſt clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Nobleſſe, & qu'il ne lui reſte que *ſola obſequii gloria*; la gloire d'obéir aux Décrets émanez de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Embden, ſes deux Lettres authentiques à la Commiſſion en Date du 12. Octobre, & 21. de Novembre prouvent clairement, qu'elle s'eſt jointe à tous égards à la ſusdite Déclaration & ſoumiſſion de la Nobleſſe; par conſequent elle ſe trouve dans le même cas, & il ne lui reſte, après la déciſion Imperiale que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir aux Decrets Imperiaux.

Il eſt bien vrai que la Ville d'Embden, de même que d'Appel, ont renoncé à ladite Déclaration & ſoumiſſion, par la ſedition préſente, laquelle, ſuivant la Deduction déja citée, elle a aidé à exciter; mais c'eſt juſtement par cette retractation qu'elle expoſe aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, vû que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre ſa propre Déclaration, nonobſtant que la juſtice même l'obligeoit à l'executer.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich ſe ſont déja ſoumiſes il y a long-tems aux Decrets Imperiaux, ſuivant l'atteſtation de la Commiſſion, & elles reconnoiſſent encore actuellement le College d'Aurich. Il n'eſt donc pas néceſſaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement: auſſi ne l'ont-elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Embden ayent oſé avancer, que la Ville de Norden n'étoit pas contente du College d'Aurich, & que l'établiſſement des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs qui le compoſoient ne s'étoit pas fait ſelon les regles; on peut pourtant voir le contraire par la Reſolution du 1. Févr. 1728.

8. Des huit Bailliages il y en a ſept qui, à l'exception de quelque peu d'Habitans, ſe ſont ſoumis entierement aux Decrets Imperiaux, ſavoir ceux d'Embden, Greetshyl, Aurich, Norden, Behrum, Stickhauſen & Fiedeburg, & dans le Bailliage de Lehrohrt, il y a beaucoup d'Habitans qui ont ſuivi cet exemple, lesquels on peut connoitre par la ſpecification dreſſée à la Diète de Novembre 1724. Ainſi il n'eſt pas auſſi néceſſaire à leur égard d'en venir à un Accommodement ſur ce qui a été decreté par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il eſt vrai que ceux d'Embden, par leur ſoulevement préſent avec l'aide des Soldats de leur Garniſon, dont ils ſe ſont ſervis hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Païs, ont forcé d'une maniere inouïe pluſieurs Habitans des Bailliages d'Embden, Lehrohrt, Greetshyl & Stickhauſen, à revoquer leur ſoûmiſſion, & à s'obliger par écrit, de tenir le parti de l'ancien College, comme ils l'apellent, mais cette action deteſtable ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont cru devoir ceder à la force, ont déja déclaré à S. A. S. que nonobſtant cela leur ſoumiſſion reſtoit en ſon entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Bailliage de Lehrohrt, qui ſe ſont laiſſé perſuader à la préſente ſedition par les Adminiſtrateurs depoſez, ſavoir ceux de Bunde, Wehner, Stoppelmohr, & autres, lorsqu'ils refuſerent pour la premiere fois au Mois de Novembre 1725. le payement des Taxes au College établi ici, ils délivrérent ſur ce ſujet au Baillif de Son Alteſſe Sereniſſime à Leer, une reſolution en Date de Wehner le 3. Dec. 1725. par laquelle ils ſe ſont conformez expreſſement à la Lettre ci-deſſus mentionée de la Nobleſſe du 11. Octobre 1725., par conſequent il ne leur reſte plus, après la Déciſion Imperiale, que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir. Il eſt donc conſtant, par tout ce qui a été allegué, qu'à l'égard du Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement ſur les Decrets Imperiaux, ne ſauroit plus avoir lieu, ainſi on espere qu'on n'exigera pas de Son Alteſſe Sereniſſime, qu'en faveur d'un petit nombre de Renitens, Elle renonce auxdits Decrets Imperiaux, auxquels ils s'étoient déja ſoumis, & qu'elle ſe prête à un Accommodement ſcabreux.

ANNO 1726.

10. Les ſeules perſonnes qui reſtent donc dans tout le Païs, & qu'on ne ſauroit mettre ſous aucune des trois claſſes ci-devant ſpecifiées, ce ſont les Adminiſtrateurs, d'Appel, Ter Brack, de Rheden, & le Docteur Stochius, que la Ville d'Embden a élu tout nouvellement de ſon autorité privée; mais ceux-là ne peuvent venir en aucune conſideration, dans ladite qualité, parceque non ſeulement Sa Majeſté Imperiale par ſon Reſcript en Date du dixième Août 1724. les a dépoſez de leurs Emplois, mais qu'auſſi ils ont été exclus par les fideles Etats de la Diète qui ſe tint peu de tems après, au Mois de Novembre 1724. & où ils établirent de nouveaux Adminiſtrateurs en leur place; outre que la ſoumiſſion de la Nobleſſe, à la future Déciſion Imperiale, & l'Acceſſion de la Ville d'Embden à ladite ſoumiſſion en Date du 12. Octobre & 21. Novembre 1725. rendent la choſe encore plus certaine, après que par les dernieres Reſolutions Imperiales, le College d'Aurich a été confirmé. Il eſt donc clair que lesdits d'Appel, Ter Brack, de Rheden & Stochius n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de ſimples particuliers, ſavoir le premier comme un Membre de la Nobleſſe, & les trois autres comme apartenans aux Villes & au Tiers Etat reſpectivement, par conſequent tenus à la ſoumiſſion faite par la Nobleſſe, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne ſeroit pas, & que nous compterions pour rien leur ſoulevement préſent, dont ils ne desavouent pas être les auteurs, ne ſe ſont-ils pas rendus par là criminels non ſeulement envers Son Alteſſe Sereniſſime leur Prince & Seigneur légitime, auquel ſuivant le cinquiéme Article des Concordats du Païs, ils doivent être entierement fideles, affectionez & obéiſſans, prêts à le ſervir de leurs corps, de leurs Biens & de leur vie; mais auſſi envers Sa Majeſté Imperiale, Chef ſuprême de l'Empire; n'ont-ils pas mérité une punition conforme à leur crime? & en particulier, quant à Son Alteſſe, celle qui eſt ordonnée par les Loix du Païs. Et ne ſe ſont-ils pas après tout rendus indignes que l'on traitât avec eux jusqu'à ce qu'ils ayent recherché & obtenu par de très-humbles ſuplications & inſtances, leur grace & reconciliation, de Sa Majeſté Imperiale, & de Son Alteſſe Sereniſſime.

11. Pour ce qui concerne en ſecond lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles ſont de trois differentes ſortes: 1. Les unes regardent les Etats de tout le Païs en général, les autres ſeulement la Ville d'Embden en particulier. 2. Les unes ſont déja décidées par les Decrets Imperiaux, les autres ne le ſont pas encore. 3. Les unes roulent ſur des Droits & Privileges, les autres ſur des prétenſions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déja été décidées par Sa Majeſté Imperiale, les Etats s'y ſont déja ſoumis généralement, comme il a été deduit ci-devant; & la Ville d'Embden en particulier ne s'eſt pareillement rien reſervé dans ſon Acceſſion du 12. Octobre & 21. de Novembre 1725. que *ſolam obſequii gloriam*, à la Déciſion Imperiale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'eſt à préſent. Il ne reſte donc point d'autre ſujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidez par Sa Majeſté Imperiale, ces Points conſiſtent dans ce qui ſuit.

12. (1) Tous les Etats du Païs en général ont été condamnez par le Decret du 18. Août 1721. à la reſtitution du dommage cauſé à leur Prince, ſoit par le payement de ce dont ils étoient convenus ſans ſon conſentement, d'autorité privée, & d'une maniere illegitime, ou par d'autres raiſons *facto vel culpâ* desdits Etats; comme auſſi en particulier à la reſtitution des Capitaux mal-employez; laquelle reſtitution ſe doit

ANNO 1726.

faire après la liquidation dudit dommage & des pertes. Or on peut voir suffisamment par les Comptes du Païs, à combien de Tonnes d'or se monte le dommage que la Maison de Son Altesse a souffert par ces Conventions illegitimes, ou *facto vel culpâ* des Etats, & la liquidation en est facile à faire, si l'on pose pour fondement que Son Altesse Serenissime contribuë à la Caisse du Païs plus de la cinquiéme Partie, comme il paroit clairement par l'assemblage des Documens qui regardent la Ville d'Embden, & en particulier par les deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines du Prince payent à chaque Taxe.

(2) Les Etats ont été pareillement condamnez par le même Decret à fournir annuellement quelque secours raisonnable à la dépense de Son Alt. Serenissime, mais la Somme n'en est pas encore déterminée. Ces deux point sont d'une nature à pouvoir traiter là-dessus amiablement *ratione quanti*.

(3) La Ville d'Embden est obligée de payer au Prince la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le tems qu'elle ne peut pas produire des Quittances du payement de cet Argent. Quoiqu'il n'y ait pas encore de décision Imperiale sur ce point; il a pourtant été arrêté dans tous les Accords du Païs, & en particulier dans la Convention de Hanovre; mais nonobstant cela S. A. S. est prête à tenter là-dessus un Accommodement amiable, pour voir ce que la Ville d'Embden voudroit donner *ratione præteriti, & futuri respective per aversionem, & ensuite tous les ans.*

(4) La Ville d'Embden est tenuë, en vertu des Accords du Païs, à rétablir son Prince dans la jouïssance du Droit de Péage: point, qui monte à quelques Tonnes d'or; mais que Son Alt. Serenissime n'est pas éloignée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embden.

13. Supposons à présent pour un moment que les circonstances de l'affaire fussent telles qu'un Accommodement amiable pût encore avoir lieu sur tous les points, même sur ceux qui sont déja décidez; il sera question en troisiéme lieu de savoir par quels moyens la Ville d'Embden & ses Adherans peuvent être obligez à l'observation de cet Accord, tant pour le présent que pour l'avenir; vû que la Ville d'Embden a suffisamment montré par sa conduite passée, qu'elle ne se soucie gueres des Accords les plus solemnels, quand même ils sont confirmez par les promesses les plus sacrées, & par des Sermens; comme les exemples tant du tems passé que du présent; & en particulier la sédition actuelle, causée par le moyen de la Garnison d'Embden, que l'Empereur vient de casser, le prouvent clairement, & qu'on le peut voir dans les Piéces ci-devant alleguées, où il se trouve un nombre infini de pareilles violences.

Monsieur le Député est d'opinion dans sa Réponse, qu'on pourroit bien trouver des moyens de contrainte, pour faire observer la Convention faite, & qu'on pourroit établir de certaines peines corporelles & pecuniaires contre les infracteurs; mais si l'on demande, qui doit tenir la main à ces établissemens, on trouve qu'il est d'une nécessité indispensable, que tout se fasse sous l'autorité d'un Juge competant, qui a le Droit & le pouvoir de le maintenir; & comme ce Juge ne peut être que Sa Majesté Imperiale, Son Alt. Ser. se persuade de la pénétration de Monsieur le Député, & de la haute équité de L. H. P. ses Maitres, qu'ils comprendront d'eux-mêmes l'impossibilité où S. A. S. se trouve de traiter les choses autrement que *sub auspiciis Cæsareæ Majestatis*, & qu'elle s'attireroit la derniere disgrace de Sa Majesté Imperiale, si elle entreprenoit de le faire par quelque autre voye, après que Sadite Majesté Imperiale a fait émaner déja dans l'année 1677. tant contre S. A. S. que contre les Etats les Mandemens les plus rigoureux, & en partie cassatoires de toute Garantie étrangere, comme aussi *Inhibitoria de non recurrendo ad exteros*, lesquels, à la sollicitation de la Ville d'Embden & de ses Adherans ont été renouvellez dans l'année 1682. & reiterez encore és années 1688. & 1691. Outre les Ordonnances severes qui se trouvent contre ce recours aux Puissances étrangeres, dans les derniers Decrets Imperiaux. Desorte que S. A. S. ne doute nullement, que Mr. le Deputé ne reconnoisse par cette seule circonstance, quand même on ne lui en pourroit alleguer d'autres, combien l'expedient par lui proposé, est insuffisant & non permis, & que S. A. ne peut s'adresser nulle part, pour les differens qui regnent dans ce Païs, qu'à sa seule Majesté Imperiale, à quoi il faut ajouter que les fideles Etats mêmes sont interessez dans cette affaire, par quantité de fraix, déplaisirs & dommages, que la Ville d'Embden, & ceux qui tiennent son parti, ont causé, tant du tems passé, que par la derniere sedition, desquels ils ont déja demandé satisfaction dans les formes auprès de Sa Majesté Imperiale, attendant là-dessus sa resolution, avec d'autant plus de certitude, que la protection Imperiale leur a été si solemnellement promise dans toutes ses Patentes. Les choses étant donc venuës à ce point-là, il ne depend plus de Son Altesse seule, quand même il n'y auroit pas d'autre obstacle, de les terminer par un Accommodement amiable.

ANNO 1726.

14. En particulier il y a encore à considerer ici, que les Deputez ordinaires, & Administrateurs à Aurich, ont été élus & pris à Serment dans toutes les formes, par les fideles Etats, de la Noblesse, des Villes, & du Tiers Etat, qui ont comparu à la Diète tenuë *sub autoritate Cæsareâ* au Mois de Novembre 1724. Il est donc certain que les Etats qui ont élu les Députez & Administrateurs, aussi bien que ces derniers mêmes, ont un *Jus quæsitum* après que ce College a été confirmé par Sa Majesté Imperiale, & par consequent ils auroient tous grand sujet de se plaindre, si, sans les écouter, on vouloit entrer dans un Accommodement amiable avec leur partie adverse la Ville d'Embden & ses Adherans, au sujet de leur établissement, qui dans l'esprit de ceux d'Embden & de leur parti, passe presentement pour le principal point de la dispute. Effectivement leurs plaintes seroient d'autant plus justes, que cette élection a été faite dans les regles, & que la Ville d'Embden & ses Adherans n'ont qu'à attribuër à eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce tems-là. Dans cette consideration les Administrateurs se sont plaint fortement, dans un Memoire ci-joint à la Commission Imperiale, de la protestation qu'on avoit osé faire contre leur élection, comme si l'on n'y avoit pas procedé dûement. Son Altesse Serenissime offenseroit donc sensiblement ses fideles Etats, si elle vouloit entrer en Accommodement avec les Renitens sur cette affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majesté Imperiale.

15. Son Altesse Serenissime a pour l'interceſſion de Leurs Hautes Puissances toute la consideration possible, & pour en donner des marques réelles, Elle est toute prête à y entendre, quant aux points qui sont dans son pouvoir, où Elle pourra se relâcher sans offenser Sa Majesté Imperiale & sa Commission, comme la punition des seditieux, & les prétensions d'Argent ci-devant mentionées; cependant Son Altesse ne peut pas s'empêcher de representer à Monsieur le Deputé, par les Documens ci-joints de quelle maniere gratieuse & Paternelle, Elle a tâché de persuader les Communes de Leer & des Lieux circonvoisins, excitées à la sedition par ceux d'Embden, à rentrer en eux-mêmes, & à retourner à l'obéissance, de même que l'excés d'effronterie avec laquelle elles ont de leur côté rejetté cette grace, en apellant dans leur derniere réponse à une Diète qu'ils prétendent être prorogée, sous prétexte que cette affaire regardoit tout le Païs en général; or cette Diète, après avoir été prorogée depuis l'année 1695. dans le dessein de terminer les Griefs reciproques par des Traitez amiables, a été limitée enfin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & cela à la sollicitation des fideles Etats, parceque par les Decrets Imperiaux, l'objet de cette Diète vint à cesser, laquelle limitation a depuis été confirmée par Sa Majesté Imperiale dans sa derniere Ordonnance. Au reste cette Rebellion est une affaire qui ne regarde nullement le Païs entier, mais uniquement les Renitens d'entre les Communes & la Ville d'Embden. Et comme on a avis de Vienne qu'on a resolu à la Chambre Aulique un *Votum ad Imperatorem* au sujet de la presente sedition, qui ne touche pas tant Son Altesse Serenissime, que Sa Majesté Imperiale & son autorité suprême, on ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un Prince & Vassal de l'Empire, qui a prêté foi & Hommage à l'Empereur & au Saint Empire, ne puisse se resoudre à entreprendre quelque chose à l'insçu de Sa Majesté Imperiale, dans une affaire qui concerne ses Droits Feodaux, se souvenant fort bien de ce qui se trouve entr'autre dans la Resolution Imperiale de l'année 1597. §. 24. au sujet de la Convention de Delffzhyl, en ces termes.

„ Comme il ne convient ni à l'une, ni à l'autre
„ des Parties, d'avoir entrepris cette Negociation avec
„ le secours de Troupes étrangeres, contre notre De-
„ cret provisionnel, sans attendre notre Resolution
„ Impe-

ANNO 1726.

„ Imperiale, que nous leur avions promiſe ſur les „ Griefs qui nous ont été preſentez; & comme le „ Comte Edzard n'a pas été en pouvoir de faire une „ pareille Convention, ſans que nous, de qui il tient „ la Comté d'Ooſtfriſe à foi & Hommage, en aïons „ connoiſſance, & ſans notre conſentement, volonté „ & cooperation, &c."

De même que de ce que Sa Majeſté Imperiale Regnante a declaré dans le Decret émané le 18. Août 1721. contre le Bourguemaître & le Conſeil de la Ville d'Embden, au ſujet du Privilege qu'ils avoient donné, de leur autorité privée, pour une Compagnie de Commerce, ſavoir

„ En conſideration particuliere que ce Privilege par „ où l'on prétend ôter d'une maniere arrogante le „ Droit d'appellation aux Membres de la Societé ſur „ les differens qui pourroient ſurvenir au ſujet de „ leur Commerce, & lequel renferme *reſervationem „ poteſtatis novas leges condendi*, auroit toujours été „ declaré par Sa Majeſté Imperiale, comme le Sei„ gneur Feodal de la Comte d'Ooſtfriſe dès qu'elle en „ auroit en connoiſſance, pour invalide & de nulle va„ leur, quand même le Prince auroit voulu uſer de „ connivence à cet égard, &c."

16. Son Alteſſe Sereniſſime a auſſi la confiance en la haute équité de L. H. P. que cette Reſolution leur donnera d'autant moins de mécontentement, ſi elles conſiderent, que Son Alteſſe n'a pu accepter pour les mêmes raiſons, la médiation & interceſſion que Sa Majeſté Pruſſienne lui avoit offerte dès le commencement du Procès.

17. Au reſte Son Alteſſe Sereniſſime eſt très-perſuadée que le but que L. H. P. ſe propoſent par leur interceſſion, ſe pourroit obtenir facilement, s'il leur plaiſoit de perſiſter dans leurs Reſolutions du 22. Fevrier & 16. Juillet 1725. & encore du 19. Fevr. 1726. dans leſquelles elles ont reconnu le College établi par Sa Majeſté Imperiale à Aurich, & desaprouvé entierement comme de raiſon, le ſoulevement excité contre ledit College; car dans le tems que le College d'ici étoit occupé à affermer les Fermes en Janvier & Juillet 1725. les deux premieres Reſolutions furent d'un ſi bon effet, que non ſeulement cet Acte ſe paſſa fort tranquillement, malgré les opoſitions de la Ville d'Embden, mais auſſi que le prix accordé fut payé ſans aucune reſiſtance audit College. Il n'eſt pas à douter d'un pareil effet ſi L. H. P. vouloient encore à preſent faire la même Déclaration à la Ville d'Embden & à ſes Adherans, à quoi elles auront d'autant plus de ſujet, que la démarche qu'on a faite d'envoier la Garniſon d'Embden hors de la Ville, eſt tout à fait contraire aux précedens Accords du Païs, & aux Reſolutions de l'Etat, comme on peut voir clairement par la Patente de la Commiſſion. Son Alteſſe Seren. doute d'autant moins d'un favorable acquiescement, que cette ſédition eſt d'une nature à faire horreur à tout Souverain, & qu'un voiſin eſt obligé à prêter la main à l'autre pour faire ceſſer de pareils desordres, & maintenir par là l'autorité de ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement. C'eſt dans cette conſideration, que l'excellent Juriſconſulte de Franecker *Ulricus Huberus*, dit très-bien dans ſon livre *de Jure Civitatis Lib. III. Sect. IV. Cap. I. No.* 42. 43. *Utilitas imò neceſſitas adigit Poteſtates diverſorum, ut res uno loco judicatæ ab his, qui judicandi jus habent, ubique locorum obtineant, & requiſiti Judices aliorum ſententias executioni mandent. Non eſt Judicum aliorum inquirere in rationes modumque procedendi in aliis locis obſervatum, quoniam hoc prætextu ſemper executiones eludi poſſent.* Son Alteſſe Sereniſſime a la confiance en L. H. P. que dans cette affaire où il ne s'agit pas de moins que de la conſervation de ſa Maiſon Sereniſſime, & de tout le Païs, elles ne lui refuſeront pas cette marque d'une veritable amitié & affection; car il eſt évident que ſans le maintien des Decrets Imperiaux, le Païs ne ſauroit éviter ſa ruine totale, étant ſi accablé de Dettes, que ſans une bonne œconomie, telle qu'elle eſt reglée par les Decrets Imperiaux, ſur le pied des precedens Decrets, Reſolutions & Accords du Païs, il ne peut pas ſe conſerver.

Son Alteſſe Sereniſſime prie donc inſtamment Mr. le Députè de rendre de tout ce que deſſus, un compte favorable à L. H. P. & d'employer ſes bons offices, afin qu'elles veuillent non ſeulement tenir la main à leurs Reſolutions de Fevrier & de Juillet 1725. & de Fevrier 1726. mais auſſi exhorter la Ville d'Embden & ſes Adherans à s'y conformer, & à relâcher les Officiers & autres Sujets de Son Alteſſe qui ont été injuſtement arrêtez; comme auſſi que L. H. P. laiſſent à l'avenir, de même qu'elles ont ſi louablement fait depuis l'année 1677. le libre cours à la Suprême Juſtice dans l'Empire. Et comme cette demande eſt fondée ſur l'équité même, Son Alteſſe doute d'autant moins d'une favorable condescendance de L. H. P. & fera tous ſes efforts pour y répondre par toutes ſortes de ſervices, comme auſſi pour marquer ſa reconnoiſſance à Mr. le Député pour ſes bons offices.

ANNO 1726.

Délivré le 30. *Avril* 1726.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'ayant apris avec la plus grande ſatisfaction, par le raport de Mr. Lewe d'Adwart, les favorables diſpoſitions où étoit Son Alteſſe Sereniſſime par raport à cet Accommodement, Elles avoient écrit à ce ſujet dans la vuë d'en preſſer la concluſion, mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponſe de Son Alteſſe Sereniſſime. Qu'elles aprenoient avec chagrin, par celle que leur avoit faite le Magiſtrat d'Embden que, contre l'esperance & l'attente de L. H. P. non ſeulement on n'avoit fait aucune démarche de la part de Son Alteſſe Sereniſſime, pour un ſi ſalutaire ouvrage, depuis le départ dudit Sieur Lewe d'Adwart; mais même que l'on n'avoit ceſſé d'employer les voïes de fait. Que L. H. P. ne prétendoient pas entrer dans l'examen des Decrets Imperiaux, & s'ils étoient contraires aux Accords precedens & aux Loix du Païs, ou s'ils alloient au delà de ce dont il s'agit dans le Procès par devant le Conſeil Aulique, comme le ſoutiennent ceux d'Embden & leurs Adherans; mais qu'il leur ſembloit que ces Decrets Imperiaux n'étoient autre choſe que des Sentences ou déciſions entre Parties, dont celle en faveur de qui elles avoient été renduës, n'eſt pas obligée de tirer avantage qu'autant qu'elle le juge à propos, & auxquelles elle peut même renoncer, ſoit par amour de la Paix, ſoit par d'autres vuës, en concluant un Accord amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances ne réitereroient pas les raiſons qui, dans la conjoncture preſente, doivent porter Son Alteſſe Sereniſſime à terminer par un Accommodement amiable les differens qu'elle a avec ſes Sujets, plutôt que de s'en tenir à la rigueur des Decrets, puiſque Leurs Hautes Puiſſances avoient déja expoſé ces raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime, ſoit par Lettre, ſoit par la bouche de Mr Lewe d'Adwart, envoyé exprès pour ce ſujet à Son Alteſſe Sereniſſime. Il leur avoit paru que S. A. S. auroit acquiescé à ces raiſons qui ſont très-importantes, & elles avoient conçu l'esperance que S. A. S. après mûre deliberation, ſe ſeroit declarée en repondant à L. H. P. plus favorablement qu'on ne peut le conclure de la réponſe qu'elle a faite à la Lettre de ſoumiſſion du Magiſtrat d'Embden du 29. de May; & Leurs Hautes Puiſſances l'avoient d'autant plus eſperé, que les Decrets rendus autrefois n'avoient pas empêché de terminer les differens entre le Prince & ſes Etats par quelque Convention amiable, ſous la Mediation & la Garantie de L. H. P. qui ſe ſont toujours intereſſées particulierement au bonheur de l'Ooſtfriſe, dont elles ont donné des preuves parlantes, en prêtant leur credit & l'Argent de leurs Sujets, ſans quoi la meilleure partie de l'Ooſtfriſe ſeroit encore ſubmergée par la Mer. Que Leurs Hautes Puiſſances également portées à aider S. A. S. à maintenir ſes Droits & Préeminences, & les Etats dans leurs Droits & Privileges, ont fait tout leur poſſible pour engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans à ceder autant qu'il ſe pourroit de leurs Privileges, pour autant que ce ne fût pas contre les anciens Accords. Que Leurs Hautes Puiſſances ſans entrer dans une plus grande discuſſion, ſont trop intereſſées au rétabliſſement de la tranquillité en Ooſtfriſe, tant par leur voiſinage que par l'interêt de leurs Sujets, qui ont prêté ſous la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances des Sommes dont les Arrerages des Interêts montent déja à 444125. Flor. pour ne pas renouveller leurs inſtances auprès de Son Alteſſe Sereniſſime, & la prier de ſe prêter avec plus de facilité à un Accommodement, qu'elle n'a fait jusqu'à preſent, & de témoigner un peu plus de déference pour les inſtances ſalutaires & réiterées, & pour les recommandations d'amis & de voiſins, qui ont tant de raiſons de ſouhaiter le rétabliſſement du repos dans l'Ooſtfriſe.

ANNO 1726.

Decret & Ordonnance de Sa Majeſté Imperiale CHARLES VI. *au College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux, & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à-preſent, par lequel ſont caſſez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes, &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majeſté Imperiale ſuivant le contenu du Decret du* 18. *Août* 1722. *& leur ordonnant ſous peine de la vie, de l'honneur & des Biens de s'en déſiſter, & de porter obéiſſance & fidelité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'opoſeront pas dans tout ce qui eſt de ſon autorité Seigneuriale, ſoit dans la Diéte ou autrement. Donné le* 11. *Juin* 1723.

SA Majeſté Imperiale s'étant fait raporter le contenu des Ecrits délivrez au Conſeil Aulique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Ooſtfriſe, qu'au nom des Etats dudit Païs, a jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & ſes Sujets, & de prendre en conſideration ce qui trouble la tranquillité publique, & les motifs qui font en pluſieurs manieres mépriſer les Reglemens & Ordonnances Imperiales; ſavoir:

I. L'entrepriſe d'accorder des exemptions ou delais dans le payemens des Taxes, & de donner avec partialité des conſentemens & Reſolutions ſur des affaires Domeſtiques du Païs ou autres, à l'excluſion du Prince.

II. L'apropriation des Domaines du Prince, & l'engagement du Païs entier par des Conventions faites avec des Etrangers & avec des Etats de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, ſans envoyer ou preſenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir ſon aprobation & ſon conſentement.

III. Le refus de produire les Regiſtres des Comptes pour les revoir & les rectifier, production neceſſaire afin que chacun voye & ſoit aſſuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partiale, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les regler avec égalité.

IV. L'entrepriſe inouïe de n'avoir aucun égard aux juſtes regles établies par les Decrets Imperiaux, par raport aux nouveautez introduites dans les Etats, touchant l'Adminiſtration & la diſpoſition des Collectes, en vertu des Accords & de prétendus Privileges, en quoi on ne prétend point préjudicier aux Droits des Etats, mais ſeulement procurer que l'on ne s'en ſerve au préjudice de perſonne, & en connoître la verité; maintenir impartialement les Adminiſtrateurs dans leur Charge, introduire de meilleurs Reglemens pour les Finances, ainſi que l'ont ſouhaité depuis long-tems la plus grande partie des Etats, abolir des uſages inutiles & ſuperflus, & maintenir l'inſpection ſuprême qui appartient au Prince dans l'Adminiſtration. Il n'eſt pas tolerable que l'on s'opoſe à cette bonne & Paternelle intention de Sa Majeſté Imperiale, qui tend à corriger des coutumes préjudiciables & pernicieuſes, & établir en leur place des Reglemens juſtes & ſages pour la conſolation de ceux qui aiment l'ordre, & prévenir ainſi la ruine du Païs.

V. L'impoſition & la levée des Taxes ausquelles les Etats n'ont pas unanimement conſenti, & contre leſquelles même on a formé des opoſitions, ſur quoi l'on devoit avant tout attendre la déciſion du Prince, ou, s'il faiſoit quelque difficulté, recourir à Sa Majeſté Imperiale.

VI. L'apropriation des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, ſavoir que les Etats ne ſont pas ſujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. Le refus d'executer les ordres de l'Empereur de caſſer les Troupes introduites dans le Païs.

IX. Les Discours & écrits Satyriques contre le Miniſtere du Prince.

X. Le refus d'admettre l'Inſpecteur & le Commiſſaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de ſpecifier l'emploi des Capitaux negociez en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques Etats de l'Empire, oubliant Sa Majeſté Imperiale le ſeul Chef de l'Empire, ſouverain Protecteur & Juge dans tous les démêlez & diſputes qui ſurviennent entre les Seigneurs & Etats; ce qui eſt contraire aux Loix fondamentales de l'Empire, & à la fidelité & obéiſſance duë à Sa Majeſté Imperiale, & peut donner lieu à des troubles. ANNO 1726.

XIII. La temerité de faire imprimer des Ecrits pour abuſer les Sujets en leur expoſant diverſes imputations contre le Prince, comme ſi ſon deſſein étoit d'abolir les Accords & Privileges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne ſeroit borné par aucune Loi ni reglement; ce qui eſt entierement refuté par tous les Actes qui prouvent clair comme le jour, qu'au contraire le Prince ne cherche que l'avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces desordres ſans nombre, & de ces fardeaux inſuportables, ayant ſurtout en vuë d'introduire de bons Reglemens, qui puiſſent rendre les fideles Sujets heureux, paiſibles & contens; ce que les Adminiſtrateurs ont empêché jusqu'à preſent par la temerité qu'ils ont d'interpreter à leur volonté les Reſolutions Imperiales, les Accords du Païs, & leur contenu, & par le mauvais uſage qu'ils en font & qui eſt très-préjudiciable, excluant le Prince de toute inſpection, & l'empêchant ainſi de tenir la main à ce que tout ſe faſſe dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les perſuaſions contre des Membres des Etats, qui ont été réellement exclus des Diètes, pour s'être ſoumis aux Decrets Imperiaux & avoir ſigné des Lettres de ſoumiſſion.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, ſur l'opoſition que le reſte des Etats avoit formée à la levée des Taxes, d'où s'eſt enſuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes entretenuës dans le Païs, nonobſtant la défenſe expreſſe de Sa Majeſté Imperiale, en quoi les Rebelles ont eu l'inſolence inouïe de s'arroger une autorité au deſſus du Seigneur même du Païs, au mépris des déciſions de Sa Majeſté Imperiale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'opoſition à tout Reglement du Prince dans les cas de démêlez entre les Députez, ou lorsqu'on ne faiſoit aucune attention dans la Diète aux Repréſentations ſur les beſoins du Païs, ou lorsque l'on propoſoit, pour réparer les maux où le Païs étoit expoſé, des moyens impraticables & dangereux.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Recette & de l'emploi des Deniers negociez au nom de tout le Païs, & deſtinez à la réparation des Digues.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Digues renduë par le Prince à l'exemple de ſes Ancêtres, & en conſequence des Accords.

XIX. L'entrepriſe de recuſer le Tribunal du Prince, examen & abſolution, dans les démêlez ſurvenus par raport à l'Adjudication des nouveaux Adminiſtrateurs.

XX. L'entrepriſe de s'arroger la déciſion arbitraire des differens ſurvenus entre le Prince & ſa Regence, & de ſe ſervir tumultuairement, pour l'exécution de leur Réſultat, des Troupes introduites dans le Païs contre la défenſe expreſſe de l'Empereur, après s'être ſoumis pour tout à la connoiſſance qu'en devoit prendre l'Empereur, & promis d'en attendre la déciſion, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & funeſte principe ſur lequel ils s'attribuent la liberté & l'autorité de traiter & reſoudre tout ſelon leur bon plaiſir, & que le Prince eſt obligé d'acquiescer à tout ce qu'ont réſolu les Députez ordinaires & Adminiſtrateurs des Deniers Publics.

XXII. L'uſurpation des Titres & Prédicats d'*Etats legitimes* qui doivent être traitez avec les égards convenables par le Prince & par ſon Miniſtre.

XXIII. L'entrepriſe frivole d'engager les Sujets dans des unions ſecretes & dangereuſes abſolument défenduës, comme il eſt arrivé jusqu'à preſent, & de s'unir enſemble par des Sermens.

A ces Cauſes, Sa Majeſté Imperiale, pour témoigner ſon indignation par le preſent Decret, & de la maniere ſuivante, au ſusdit College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs en Ooſtfriſe, touchant leur mépris pour les Decrets Imperiaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ſes Succeſſeurs, leurs principes & entrepriſes puniſſables; Elle a réſolu de caſſer & abolir toutes les ſusdites uſurpations (aſſertions) quelles qu'elles ſoient, & les Reſolutions ou Negociations qui s'en ſont enſuivies, comme auſſi les ſusdits Titres & prédicats illegitimes, & qui ſont au mépris de l'autorité Imperiale, du reſpect dû au Prince, & de l'honneur & Droits

ANNO 1726.

Droits du reſte des Etats obéiſſans; enfin toute Conféderation & Union cauſes de tous les troubles: ordonnant expreſſément que ledit College ait à s'en deſiſter & non ſeulement d'obéir avec une entiere ſoumiſſion aux Decrets Imperiaux précedens, ſuivant le contenu des Réſolutions Imperiales publiées aujourd'hui, ainſi qu'aux ordres expediés par la Commiſſion Imperiale; mais auſſi de témoigner leur devoir & leur ſoumiſſion envers leur Prince (ainſi que ſans cela y ſont obligez tous fideles Sujets) en procurant autant qu'il ſera poſſible tout ce qui peut être à l'avantage de ſon honneur, bien & utilité; de plus de n'entreprendre ni à preſent, ni à l'avenir aucune choſe contraire à la Charge de Juge, au contraire concourir à la ſatisfaction de ceux qui pourroient porter ou avoir porté des plaintes devant Sa Majeſté Imperiale; ou devant la Commiſſion Imperiale, à la Mediation, & aux déciſions de laquelle on ne manquera pas de ſe ſoumettre ſur le champ. C'eſt pourquoi la volonté de Sa Majeſté Imperiale eſt de déclarer gracieuſement audit College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, pour derniere Monition, de ne plus s'oposer à ceux qui ſe ſont ſoumis, & pour leur ôter toute excuſe d'ignorance, qu'au cas que dans deux Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils ſe ſont humblement ſoumis aux Reſolutions Imperiales publiées le 18. Août 1721. & renouvellées ici, tous ceux qui mépriſeront notre preſente Paternelle Monition, ſeront condamnez en vertu des preſentes, à l'amende de 50. Marcs d'or, ainſi qu'il eſt exprimé dans le ſusdit Decret, & ſeront contraints au payement par exécution, en outre ſeront exclus de l'emploi d'Adminiſtrateurs & du Droit de comparoitre aux Diètes, & on mettra en leur place des Sujets qui aiment la Paix & l'Union, qui ne cherchent que le bien public, & ſoumis ſelon leur devoir aux ordres de Sa Majeſté Imperiale. Et au cas qu'ils continuent dans leur opoſition opiniâtre où ils ont été jusqu'à preſent, ils ſeront punis en leur corps, honneur & Biens; ce qui ſera notoire à un chacun, afin qu'ils puiſſent ſe regler en conſequence. Signé à Laxembourg, ſous le Sceau privé de Sa Majeſté Imperiale le 21. Juin 1723.

FREDERIC CHARLES, FRANTZ HEFFNER, Comte de Schönborn.

mppria. *mppria.*

*Reponſe du Prince d'*OOST-FRISE *aux Lettres des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *inſerées ci-deſſus.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &c.

NOus avons reçu en leur tems les deux Lettres de Vos Hautes Puiſſances, l'une du 13. Mai, & l'autre du 22. Juin de cette année; Nous n'aurions pas manqué de répondre ſur le champ à la premiere, ſi deux circonſtances importantes ne nous en avoient empêchez. Nous avions écrit à V. H. P., le 5. & le 26. Mars ſur une affaire aſſez importante, ſur laquelle nous n'avons pas encore reçu la Reponſe que nous attendons avec impatience, quoique nous ne doutions pas que V. H. P. n'ayent conſenti volontiers à nos demandes, par raport aux Receveurs Dams & Ritzius, puisqu'elles étoient conformes à vos Reſolutions de Janvier & Juillet 1725. & Fevrier 1726. Nous ſommes certains auſſi que ſi Vos Hautes Puiſſances avoient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Embden & à ſes Adherans, notre Païs ſeroit depuis longtems en repos, & les maux cauſez par ceux d'Embden & leurs Adherans ne ſeroient pas arrivez; enfin on auroit recommencé à payer les créanciers & autres, comme on avoit recommencé le payement depuis Octobre 1724. jusqu'en 1725. ſous la paiſible Adminiſtration du College établi à Aurich.

Ainſi nous prenons la liberté de réiterer le contenu de nosdites Lettres, & de demander inſtamment à Vos Hautes Puiſſances pour l'avantage de notre Maiſon & de nos Païs, l'exécution des ſusdites Reſolutions de V. H. P. priſes ſelon votre coutume après mure déliberation; enfin de nous faire reponſe ſur ce ſujet, d'autant que l'invaſion des Comptoirs par les rebelles à Lheer, Olderſtumer & Embder-kulſt, eſt cauſe de tous les troubles & dommages arrivez.

La ſeconde circonſtance qui nous a empêché de répondre ſur le champ à vos Lettres, eſt que nous attendions tous les jours la Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur notre Requête & de nos Sujets obéiſſans, par raport à la revolte de ceux d'Embden contre les Decrets Imperiaux; parce que nous en ſouhaitions ſavoir l'intention de Sa Majeſté Imperiale afin de nous en ſervir de regle dans la Reponſe que nous voulions faire à Vos Hautes Puiſſances, puisque ceux d'Embden & leurs Adherans ont porté les choſes au point, que non ſeulement Nous, mais auſſi Sa Majeſté Imperiale, & nos fideles Sujets ont reçu tant de préjudice à divers égards de la part de ceux d'Embden contre le contenu de tant d'Accords du Païs, & de diverſes Reſolutions même de Vos Hautes Puiſſances. Mais comme Sa Majeſté Imperiale a bien voulu faire connoitre ſes intentions ſur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce Mois, & nous en a envoié depuis quelques jours l'extrait du Protocole, dont nous attendons tous les jours l'expedition entiere, nous n'avons pas voulu manquer de vous en faire part. Nous ne ſavons pas encore le contenu de l'expedition entiere, ſuivant l'avis du Conſeil Aulique de l'Empire; néanmoins nous ſommes informez que Sa Majeſté Imperiale a pris la Reſolution la plus vive, ſur la Révolte de ceux d'Embden, qui continue, Reſolution par laquelle on peut eſperer de voir finir la Révolte & rétablir la tranquillité dans notre Païs.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres de Vos Hautes Puiſſances, nous ſommes très-obligez à V. H. P. de la Déclaration qu'Elles nous font, d'être réſolu de vivre avec nous en bons amis & voiſins, & nous ne ſouhaitons rien plus que de trouver l'occaſion de vous témoigner par des effets nos bonnes diſpoſitions & notre parfaite eſtime. Au reſte nous trouvons en ſubſtance dans vos Lettres, les Articles ſuivans. 1. Vos Hautes Puiſſances perſiſtent dans l'opinion qu'un Accommodement amiable eſt le meilleur moyen de terminer ces démêlez. 2. Que les intérêts & les termes des Deniers negociez ſous la Garantie de Vos Hautes Puiſſances, ne s'acquittent pas dans le tems fixé, & que V. H. P. ſeroient obligées d'en venir aux exécutions ſuivant le contenu des obligations. 3. Que Vos Hautes Puiſſances croyent que ceux d'Embden ont fait connoitre leur inclination pour un Accommodement amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Lewe d'Adwart, que par la Lettre de Soumiſſion qu'ils nous ont écrite. 4. Qu'il ſeroit revenu à Vos Hautes Puiſſances, que nous n'avons pas obſervé le Contrat par raport aux Digues, paſſé le 8. Août 1723. puisque, comme on le prétexte, nous faiſons des difficultez qui ſuspendent l'inſpection accordée pour douze ans. 5. Que vous croyez qu'après le départ de Mr. Lewe d'Adwart nous avons employé toutes ſortes de voïes de fait. 6. Que les Decrets Imperiaux ne ſont que des déciſions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'avantage duquel ils ſont, peut n'en faire uſage qu'autant qu'il veut, quand l'amour de la Paix ou d'autres motifs le portent à d'autres meſures. 7. Que par le paſſé les Decrets Imperiaux n'ont pas empêché les Parties qui étoient en differens de faire des Accords amiables entre le Prince & ſes Etats. Vos Hautes Puiſſances ne trouveront pas mauvais que nous nous expliquions ſur ces Articles auſſi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a long-tems que nous ne déſirons autre choſe que de voir cette affaire terminée amiablement; notre Pere d'heureuſe Memoire n'a cherché que cet Accommodement amiable dans toutes les Diètes depuis 1690. jusqu'en 1701. c'eſt-à-dire jusqu'à ſa mort. Nous avons ſuivi ſon exemple, & depuis le premier moment de notre Regence jusqu'en 1720. nous n'avons ceſſé d'offrir dans toutes les Diètes cet Accommodement amiable. En 1721. même avant que Sa Majeſté rendît ſa premiere Sentence, nous avons fait connoitre tant en public qu'en particulier, notre penchant pour un Accommodement; mais on n'en fit aucun cas, & l'on nous obligea par toute ſorte de mauvais traitemens & de contraventions aux Accords du Païs, de pourſuivre le Procès devant le Conſeil Aulique, ce que nous aurions volontiers évité, enſorte qu'il eſt aſſez évident qu'il n'a point dépendu de nous, mais de la Ville d'Embden & de ſes Adherans que les démêlez n'ont pas été terminez à l'amiable il y a longtems; mais à préſent que la Ville d'Embden & ſes Adherans ont employez & employent actuellement toutes les voyes de fait contre Sa Majeſté Imperiale, contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons donner les mains, ſuivant votre intention, à un Accommodement ſur tous & un chacun des Articles compris dans les Decrets Imperiaux, & nous vous en avons

ANNO 1726.

donné les raiſons dans notre Reſolution remiſe à Mr Lewe d'Adwart; & quand Vos Hautes Puiſſances les auront peſées avec leur équité ordinaire, Elles trouveront qu'elles ſont fondées *de facto & jure*, & pour dire en deux mots ce dont il s'agit, il eſt clair comme le jour, que ni Nous, ni le reſte de nos fideles Sujets qui avons porté nos plaintes devant l'Empereur contre la Ville d'Embden, particulierement par raport à la Caiſſe publique, par raport à la Garniſon d'Embden, par raport à ſa quote part des charges publiques qu'elle doit, & ſurtout, ce qui nous intereſſe encore plus, par raport aux actions de vive force, & réparation de dommages, ſur quoi l'on ne peut conclure d'Accommodement amiable avec ſureté, l'experience ayant aſſez fait connoître que notre Ville d'Embden ne s'eſt embaraſſée d'aucun des Accommodemens faits depuis 1595. jusqu'en 1699. les ayant presque tous violez dans tous leurs points, & les violent encore à préſent.

Pour ne point parler des autres voyes de fait, nous prions ſeulement Vos Hautes Puiſſances de refléchir ſur ce qui concerne les Soldats d'Embden, dont on s'eſt ſervi dans les troubles préſens, contre le contenu d'une infinité d'Accords, & des Reſolutions de Vos Hautes Puiſſances de 1603. 1614. 1619. 1661. & les Reverſales paſſées ſur ce ſujet par la Ville d'Embden, portant qu'on ne peut ſe ſervir desdites Troupes ſans notre conſentement.

En répondant à la Lettre de la Ville d'Embden, Nous avons donné aſſez belle occaſion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous envoyer, & aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale, leur Déclaration ſur les Articles en conteſte des Accords du Païs, afin qu'en les ajuſtant, on puiſſe facilement en venir à un Accord; mais bien loin de le faire, ils ſe ſont livrés aux violences, ſans nous faire reponſe, faiſant aſſez connoitre par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce que nous demandions, s'ils ſe fuſſent abſtenus des voyes de fait, s'ils avoient rapellé les Troupes de la Ville, qui outre qu'elles ſont caſſées par Decret Imperial, le doivent être *ipſo facto* ſuivant les Accords, auſſi-tôt que l'on s'en ſert hors de la Ville, ils auroient laiſſé penſer qu'ils ſouhaitoient un Accommodement, puisque raiſonnablement ceux qui veulent un Accommodement doivent prendre les moyens qui y conduiſent, & ne pas commencer *facta verbis contraria*, ſans parler que tout ce Procès n'a été commencé que parceque l'on amplifie les Accords.

Ad. 2. Quant au ſecond Article qui concerne les Arrerages des Interêts des ſommes négociées, ce n'eſt la faute que de la Ville d'Embden & de ſes Adherans; il en eſt tout de même des Sommes négociées à Hanovre, & ſur quoi nous recevons de Sa Majeſté Britannique des plaintes ſemblables à celles de V. H. P. Nous envoyons ſur ce ſujet à V. H. P. l'Atteſtation que nous en ont donné les Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale, elles y verront l'état des choſes, comment ni nous ni les nouveaux Adminiſtrateurs n'en ſommes point la cauſe, & que les payemens recommenceront regulierement auſſi-tôt que ceux d'Embden renonceront à leur injuſte conduite. Et afin de mettre encore V. H. P. plus au fait combien c'eſt la faute de ceux d'Embden, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damm, elles verront que depuis que ceux d'Embden ſe ſont emparez par force des Comptoirs engagez à V. H. P., ſavoir celui de Leer & celui d'Embder-Ampt, on n'en a payé à leur Receveur tantôt que peu de choſe, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Adminiſtrateurs, les payemens ont été faits exactement. V. H. P. verront rétablir cette exactitude dans le payement auſſi-tôt qu'elles executeront envers ceux d'Embden leurs Reſolutions de Juin 1725. & Févr. 1726.

Ad. 3. De toute la conduite de ceux d'Embden on peut conclure ce que l'on doit attendre par raport à un Accommodement de leurs Déclarations à Mr. Lewe d'Adwart & des Lettres qu'ils nous ont écrites. Quoique nous ayons demandé à Mr. Lewe d'Adwart Copie de cette Déclaration, nous n'avons pû l'obtenir jusqu'à préſent, & ainſi nous ne pouvons pas en ſavoir le contenu; mais nous pouvons aſſez conclure de la Lettre de Mr. Lewe d'Adwart, que ceux d'Embden ne cherchent autre choſe qu'à perſiſter dans leurs entrepriſes & nous barrer continuellement dans nos Droits confirmez par les Decrets Imperiaux, ce que nous avons aſſez fait connoitre dans nos Réponſes au ſusdit Sr. Lewe d'Adwart. Bien loin que la Lettre de ceux d'Embden ſente la ſoumiſſion, ſon contenu & la maniere de nous l'envoyer par un des Soldats Pruſſiens de la Garniſon d'Embden, d'où ils devroient être ſortis il y a long-tems ſuivant les Decrets Imperiaux, font aſſez connoitre leur opoſition continuelle à Sa Majeſté Imperiale & à nous; ce que nous avons aſſez témoigné dans notre Réponſe à cet Ecrit, puisqu'ils nous y menacent de ſuites dangereuſes, qui ne viennent que de leurs desordres, & qu'ils peuvent faire ceſſer quand ils veulent; & pour paſſer ſous ſilence d'autres circonſtances, n'auroit-il pas été de leur devoir de nous envoyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps, ou du moins par un Secretaire, & au moins ſe déclarer ſur l'exécution des Articles des Accords dont nous avions ſpecifié quelques-uns dans notre Réponſe.

Ad. 4. Quant à ce qui concerne les Digues nous avons rendu compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4. Octobre 1725. des difficultez qui s'y rencontrent; & notre Ville d'Embden nous ayant fait prier il y a quelques jours que l'on tînt une Aſſemblée du haut & bas Territoire d'Embden, non ſeulement nous y avons conſenti pour faire connoitre nos intentions pacifiques, mais même pour exécuter le Contract que nous avons fait avec notre Ville d'Embden pour l'inſpection des Digues, nous avons donné nos inſtructions à notre Commiſſaire; mais non ſeulement notre Ville d'Embden a refuſé de les admettre, elle a même été jusqu'à nous exclure, nonobſtant le contenu très-clair du Contract, & l'on a traité notre Commiſſaire avec tant de rudeſſe, que pour éviter quelque plus honteux affront, il s'eſt retiré de l'Aſſemblée; c'eſt ce que Vos Hautes Puiſſances pourront voir par le raport de notre Commiſſaire que nous leur envoyons; ce qui eſt d'autant plus extraordinaire que, ſuivant l'Extrait du Protocole de Vienne, la Ville d'Embden à fait de cet Article un de ſes Griefs, mais peu après ils aprirent par la Concluſion du 13. Juin ſur ce point comme ſur quelques autres, que leurs Ecrits avoient été rejettez *ab Actis*, & mis à néant, par conſequent leur demande à cet égard a été rejettée, & les choſes ont été confirmées dans l'état où nous les avions miſes conjointement avec nos Etats comme le plus avantageux pour le Païs, & le plus conforme au Contract des Digues. Cette affaire eſt encore une preuve de la maniere dont notre Ville d'Embden ſe conduit par raport aux Conventions, puisqu'elle s'opoſe à la Lettre du Contract des Digues.

Ad. 5. Lorsqu'on a informé Leurs Hautes Puiſſances que nous avions employé des voyes de fait depuis le départ de Mr. Lewe d'Adwart, c'eſt contre la verité, puisque depuis ce tems-là nous avons tranquillement attendu les Reſolutions de la Cour Imperiale, mais Vos Hautes Puiſſances peuvent voir par la Relation véritable que nous leur envoyons, les voyes de fait de ceux d'Embden & de leurs Adherans, qui ſont telles qu'on ne les commettroit pas en Païs Ennemis: les mêmes choſes ſe font encore tous les jours, enſorte que ces gens-là nous menacent & nos fideles Sujets, ſi nous ne faiſons leur volonté, de tout ruïner; & après les menaces de nous attaquer jusques dans notre Reſidence, & de chaſſer du Païs les Subdeleguez de la Commiſſion, ce dont Mr. Lewe d'Adwart même a fait des ouvertures auxdits Subdeleguez, nous avons été obligez de ſolliciter Sa Majeſté Imperiale de faire marcher à notre ſecours quelques Troupes des Etats de l'Empire de notre voiſinage pour nous mettre à couvert de pareilles menaces; & c'eſt à cet effet, & avec la connoiſſance de Sa Majeſté Imperiale, que le Roi de Dannemarc a fait avancer une Compagnie pour notre ſureté. Il nous a paru fort étonnant, que le Lieutenant-Colonel Feltman, conjointement avec le Lieutenant-Colonel Pruſſien Beſue nous en aient fait des plaintes. Quant à nous, nous devons attendre quelles meſures Sa Majeſté Imperiale trouvera bon de prendre pour étoufer cette revolte, conformement à ſa Reſolution du 13. Juin, c'eſt ce que nous attendons tous les jours. Si ceux d'Embden & leurs Adherans avoient quelques égards pour Sa Majeſté Imperiale, puisqu'on leur a déja fait part de l'Extrait du Protocole du 13. Juin, ils retireroient d'eux-mêmes les Troupes de la Ville, qui ſont encore à Leer, à Hinte, & dans notre Maiſon de Penſend, & ils renonceroient à toutes les voyes de fait, comme contraires à tous les Accords & à toutes les Loix divines & humaines, & ils témoigneroient l'obéiſſance qu'ils doivent à S. M. Imperiale & à ſa

ANNO 1726.

ANNO 1726.

ſa Commiſſion. Mais il paroit qu'ils ne ſe ſoucient pas des ordres de Sa Majeſté Imperiale, & qu'ils veulent s'y opoſer, avec leurs Adherans, & même s'expoſer aux dernieres punitions, plûtôt que de ſe ſoumettre à quelque Sentence que ce ſoit qui leur ſeroit contraire, même dans les choſes les plus claires. Et c'eſt là la cauſe de tout le mal; puisqu'il paroit par tous les Actes précédens, que la Ville d'Embden ne veut reconnoitre aucun Juge qui que ce puiſſe être. Quand ci-devant Vos Hautes Puiſſances ont pris des reſolutions qui n'étoient pas de leur goût, ils en ont porté des plaintes à Sa Majeſté Imperiale, & ils en ont demandé leur caſſation, comme il paroit par les Actes de 1681. & 1682. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme ſouverain Juge & Seigneur Feodal, rend quelque Decret contr'eux, ils ont recours à Vos Hautes Puiſſances & s'opoſent à Sa Majeſté Imperiale, ne voulant reconnoitre aucun Juge. Ils en agiſſent de même par raport à notre Cour de Juſtice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle juge comme ils l'entendent, exerçant une Juriſdiction illimitée, mais en ce qui leur eſt contraire ils ne veulent plus reconnoitre cette même Jurisdiction, qu'autant qu'il leur plaît; c'eſt là la veritable raiſon pour laquelle ils accablent Vos Hautes Puiſſances de Lettres, & leur donnent de ſi bonnes paroles, dans la vûë de pouvoir ſurement continuer à violer les Accords dans une infinité de points; nous nous en raportons volontiers à Mr. Lewe d'Adwart ſur ce que l'on doit penſer du génie de ces gens-là.

Ad 6. Il eſt vrai que les Decrets Imperiaux paroiſſent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent ſurtout des Droits, qui n'intereſſent pas ſeulement les Parties, mais auſſi le Juge Souverain, le Seigneur Feodal, & dont on ne peut en rien ſe déſiſter ſans ſa volonté; l'experience nous perſuade auſſi, que rien ne ſeroit plus préjudiciable & plus funeſte, que d'accommoder l'affaire ſur le point principal, ſelon l'intention de ceux d'Embden. Ils ont publiquement declaré, qu'ils ne vouloient pas ſe déſiſter de leur Garniſon caſſée par Sa Majeſté Imperiale, en conformité des Accords du Païs: En ſecond lieu, qu'ils ne conſentiront jamais à la translation du College des Adminiſtrateurs à Aurich, ni à l'inſtalation de nos Inſpecteurs dans ledit College, ils prétendent auſſi expliquer à leut fantaiſie les Libertez & les Accords du Païs, & à la faveur du terme *nonobſtant*, ne ſe ſoumettre à aucune Déciſion Imperiale ſur les points disputez. Dans de pareilles circonſtances, & avec des principes ſi extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puiſſances ſi l'on peut nous conſeiller, & à nos fideles Sujets, de renoncer aux Decrets Imperiaux.

Ad. 7. Il eſt vrai que ci-devant, nonobſtant les Decrets Imperiaux, on a paſſé des Accords amiables tels, que non ſeulement la Ville d'Embden n'a pas été punie de ſes violences qui ont été enſevelies dans une Amniſtie, mais même on leur a accordé divers Articles, témoins l'Accord de Delfzil en 1595. celui de la Haye en 1603. celui d'Oſterhuys en 1611. celui de la Haye en 1662. celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699. mais c'eſt juſtement cette conduite, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Haye plus d'une fois, qui a jetté notre Maiſon & notre Païs dans une ſi fâcheuſe ſituation, que la Ville d'Embden & quelques particuliers avec elle, ſe ſont rendus les maîtres, & par les troubles excitez dans les Diètes, dans les Collectes, & ailleurs dans toutes les affaires du Païs, ils ont jetté notre Maiſon & notre Païs dans un abîme de Dettes; en un mot notre Païs étoit réduit dans un état, que la Ville d'Embden put dire, *Il n'y a point de Roi en Iſrael & chacun peut faire ce qu'il veut.* Nous pouvons aſſurer V. H. P. en verité, qu'il y va de la ruine de notre Païs, ſi nous nous déſiſtons de Déciſions des Decrets Imperiaux: ſi nous agiſſions ainſi il faudroit que nous euſſions oublié l'intérêt de notre Maiſon & de notre Païs, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puiſſances n'exigeront pas de nous dans une affaire qui intéreſſe l'autorité ſouveraine de tous les Princes.

Vos Hautes Puiſſances s'en raporteront à nous, ſans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Païs, ce que l'experience ne peut nous permettre d'ignorer; nous pouvons vous proteſter qu'il y a long-tems que tous ces démêlez auroient été terminez, ſi la Ville d'Embden avoit exécuté ſelon ſon devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Païs, décidez dans les précédens Accords, & qu'elle a renverſez de fond en comble.

ANNO 1726.

Vos Hautes Puiſſances ne trouveront donc pas mauvais que nous nous en tenions à la Reſolution donnée à Mr. d'Adwart, & à notre Réponſe à la Ville d'Embden, tant par raport aux perſonnes intéreſſées à cette affaire, que par raport aux choſes mêmes, de la maniere qu'elles ont été reglées & dont la juſtice eſt viſible. Ainſi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en paſſions par un Accord tel que le propoſe la Ville d'Embden, mais bien plutôt que Vos Hautes Puiſſances la renvoyent à l'exécution de leurs ſusdites Reſolutions, & laiſſent ſon cours à la Juſtice. Cela étant, les choſes ſeront bien-tôt ſur un tel pied, que les Capitaux négociez ſous votre Garantie ſeront payez exactement, & Vos Hautes Puiſſances auront leurs ſuretez.

Vos Hautes Puiſſances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuſe à notre Païs; c'eſt ce dont nous les prions inſtamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes diſpoſitions. Nous ſommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1726.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances.

Du Samedi 6. de Juillet 1726.

OUï le raport de Mr. Linteloo, &c. après déliberation, a été trouvé bon & entendu que, vû que la ſituation des choſes en Ooſtfriſe paroît très-dangereuſe, qu'il eſt notoire que de tout tems la République s'eſt intéreſſée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de tems en tems elle a intervenu à l'aſſoupiſſement des troubles & déſordres qui y ſont arrivez entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Embden, & qui ont été terminez quelquefois ſous la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances par Accord, & quelquefois par Déciſion de L. H P. la Partie plaignante s'y étant ſoumiſe. Accords ou Déciſions qui ont été confirmées à la requiſition des Parties, par la Garantie de L. H. P. Vû auſſi l'Intérêt que L. H. P. ont dans la conſervation du repos chez leurs voiſins, & de plus les Intérêts des Sujets de la République, qui, à la requiſition du Prince & des Etats d'Ooſtfriſe, & de la Ville d'Embden, ont prêté de groſſes Sommes pour la réparation des Digues, ſans quoi le Païs ſeroit encore inondé; Leurs Hautes Puiſſances n'ont pû voir d'un œil indifferent les démêlez ſurvenus depuis peu entre le Prince & ſes Etats, & la Ville d'Embden & ſes Adherans, & elles ont fait leur devoir pour terminer amiablement ces differens par un Accommodement; mais les inſtances de L. H. P. n'ont pas été reçuës du Prince comme on l'auroit ſouhaité, & il n'a témoigné aucune diſpoſition à terminer ces differens par un Accord amiable, alléguant en ſa faveur les Decrets & Déciſions de l'Empire & du Conſeil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Embden, quoiqu'il ſoit indubitable que ce Prince n'eſt pas obligé de ſe prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particulier peut ſe prévaloir ou non d'une Sentence rendue à ſon avantage, étant maître, par amour de la Paix & du repos, & par d'autres bons motifs, d'y renoncer; outre que les Etats & la Ville d'Embden opoſent qu'à la verité on a porté quelques affaires à la Cour Imperiale & au Conſeil Aulique, mais que les Decrets & Déciſions de ces Tribunaux vont au delà des choſes qui ont été portées devant eux & s'étendent juſqu'à des choſes ſur leſquelles les Etats ni la Ville d'Embden n'ont pas été ouïes. Leurs Hautes Puiſſances, ſans entrer dans la diſcuſſion des Decrets Imperiaux, & ſans s'y opoſer ont perſiſté à conſeiller un Accommodement à l'amiable ſurtout en priant le Prince & la Ville d'Embden & ſes Adherans d'éviter les voïes de fait, ausquelles on étoit déja venu, ou de faire entrer en Ooſtfriſe des Troupes étrangeres, en leur expoſant les ſuites dangereuſes qu'on en pourroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Miniſtre Mr. *Lewe van Adward* en Ooſtfriſe, mais que cette Députation n'a pas eu le ſuccès qu'on en attendoit, puisque le Prince s'en eſt toujours tenu aux

Decre.s

ANNO 1726.

Decrets Imperiaux; qu'après le retour de Mr. Lewe van Adward, Leurs Hautes Puiſſances ont encore écrit au Prince pour tâcher de le porter à un Accord amiable, & préférer cette voïe à toute autre; mais que jusqu'à préſent elles n'en avoient reçu aucune réponſe.

Les choſes étant en cet état, & les esprits paroiſſant fort aigris en Ooſtfriſe, puisque le Prince & ſes Miniſtres traitent les Etats & la Ville d'Embden de rebelles, parce qu'ils ne veulent pas ſe ſoumettre, ſans reſtrictions aux Decrets Imperiaux, & que d'autre part le Magiſtrat & ſes Adherans ſe plaignent que ces Decrets & Déciſions ont été rendus en faveur du Prince, ſans avoir été ſuffiſamment ouïs, outre qu'ils renverſent les Libertez & Privileges des Etats & de la Ville d'Embden fondez ſur les Accords, Accommodemens & Déciſions qui ſont les Loix fondamentales d'Ooſtfriſe, étant capables de cauſer une entiere révolution dans l'Ooſtfriſe; ſe plaignant encore que l'on rejette les Remontrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Conſeil Aulique; que ſuivant les avis que l'on a reçu, l'intention de la Cour Impériale & du Prince, étoit d'exécuter les ſusdits Decrets & les Déciſions, & outre la Commiſſion donnée ci devant à l'Electeur de Saxe & au Duc de Brunswick Wolfenbuttel dans les affaires de l'Ooſtfriſe, le Roi de Dannemarck & d'autres Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur Palatin & l'Evêque de Munſter étoient requis d'y prêter la main.

Qu'il y a déja des Troupes de Dannemarck arrivées en Ooſtfriſe, & l'on dit qu'elles doivent être ſuivies d'un plus grand nombre; enſorte qu'on ne peut en attendre que des voïes de fait & de nouveaux troubles qui augmenteront les Griefs & ruineront le Païs; ce qui arrivant, comme il eſt aiſé de le prévoir, les Sujets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent au Prince, aux Etats & à la Ville d'Embden, en porteront tout le fardeau, puisque leurs Capitaux ni les Intérêts ne ſeront point payez; outre que, vû l'animoſité du Prince & de ſes Miniſtres, il eſt à craindre que la Ville d'Embden ne ſoit attaquée, & que la Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances ne ſe trouve en danger. Tout bien conſideré & vû l'Intérêt que la République a toujours eu & a encore à la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & au maintien du Gouvernement ſur le pied où il eſt établi par les Accords & Déciſions confirmées par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, paſſée à la requiſition du Prince, des Etats du Païs & de la Ville d'Embden, outre que c'eſt dans la ſuppoſition que le Gouvernement continueroit ſur le même pied que L. H. P. ont accordé & conſenti que l'on négocie dans la République, au profit du Prince, des Etats & de la Ville d'Embden, les Sommes qui y ont été négociées à leur requiſition, & que c'eſt ſur ce fondement que les Sujets de la République ont prêté leur Argent, nonobſtant quoi on y avoit déja fait de grands changemens, en transportant à Aurich le Comptoir général qui doit reſter à Embden ſuivant les Accords & Conventions; outre cela on prévoit encore d'autres changemens dont les Sujets de la République ſentent déja les mauvais effets, puisqu'on ne paye pas les Intérêts qui ſont dûs. Dans la conjoncture préſente, Leurs Hautes Puiſſances ne peuvent differer plus long-tems à prendre ſoin des Intérêts de leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Ooſtfriſe ſur leur Reſolution & ſous leur Garantie, & à prendre garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (ausquels on ne prétend pas déroger, & qu'on laiſſe dans leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garniſon que L. H. P. ont à Embden & à Leeroort, & qu'elles y ont eu depuis plus de cent ans, enſorte que les Droits de la République, & les Intérêts de ſes Sujets n'en ſouffrent pas.

Ainſi pour fortifier la Garniſon d'Embden, on y envoyera au plûtôt deux Bataillons, avec ordre au Commandant de veiller à la ſureté de la Ville, & repouſſer toute voïe de fait que l'on pourroit mettre en œuvre, & ne pas ſouffrir que l'on faſſe dans ladite Ville aucune exécution ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, tant que L H P. ne ſeront pas informés à quoi elles tendent, & qu'elles n'auront pas donné ſur cela d'ordres ulterieurs à leur Commandant.

Mrs. de Linteloo & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances, pour les affaires étrangeres, ſont chargez d'entrer en Conference avec Mr. de Meinhertshagen Envoyé Extraord. du Roi de Pruſſe, de lui donner connoiſſance de ce que deſſus, & de lui remontrer que Sa Majeſté ayant toujours eu à cœur la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & le maintien du Gouvernement ſur le pied des Accords, L. H. P. ne doutoient pas que Sa Majeſté n'aprouvât la Reſolution de L. H. P. & qu'elle ne contribuât à empêcher qu'il ſe commît de nouveaux déſordres, & qu'en qualité de Directeur du Cercle de Weſtphalie, il fera enſorte qu'il n'entre pas de Troupes étrangeres dans l'Ooſtfriſe, & que celles qui y ſont en ſortent pour prévenir de plus grands déſordres, & que L. H. P. ſont prêtes à concerter avec Sa Maj. Pruſſienne, les moyens de prévenir les déſordres & de rétablir la tranquilité dans l'Ooſtfriſe.

ANNO 1726.

Les mêmes Députez ſont priez de conférer auſſi avec Mrs. Fenelon & Finch, de leur faire part de la préſente Reſolution de L H. P. & leur repréſenter qu'il y a long-tems que L. H P. prévoient avec inquiétude ces démêlez entre le Prince & les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden & ſes Adhérans, & qu'elles ont fait tout leur poſſible pour accorder à l'amiable les Parties plaignantes; mais que toutes leurs inſtances ont été inutiles, ſurtout auprès du Prince, & que les choſes en ſont à preſent au point que l'on y fait entrer des Troupes de dehors, ſelon toutes les apparences dans le deſſein de réduire la Ville d'Embden à une ſoumiſſion ſans bornes, ſous prétexte de faire exécuter les Decrets de l'Empereur: que Leurs Hautes Puiſſances ayant toujours maintenu les Accords & Déciſions, qui ſont les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent voir d'un œil indifferent les changemens qu'on prévoit vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords & Conventions ont été faites ſous la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, qui à la requiſition des Parties les ont garanties: outre que L. H. P. ſe trouvent obligées d'avoir ſoin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles ont de tenir Garniſon dans Embden & Leeroort, dont elles ſont en poſſeſſion il y a plus de cent ans; enfin de faire enſorte que ſuivant les Conditions des obligations ſur leſquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au Prince, aux Etats d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, leurs Sujets ſoient payez de leurs Intérêts & leurs Capitaux rembourſez dans le tems & de la maniere exprimée dans les obligations.

Que quoique l'intention de L. H. P. ſoit de ne rien faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que vû leurs Droits, perſonne ne peut le prendre en mauvaiſe part, neanmoins elles ont raiſon de craindre dans la conjoncture préſente, que leur conduite ſoit mal interpretée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque querelle: & qu'au cas que cela arrivât, contre toute eſperance, elles ne pourront s'empêcher de maintenir leur Droit de leurs forces, & en ce cas elles ſeroient obligées de demander le ſecours de leurs Majeſtez le Roi de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme leurs Amis & Alliez, en vertu de leur Alliance de Février conclue en 1717. C'eſt pourquoi elles ont jugé à propos de faire part ausdits Srs. Ambaſſadeur & Envoyé Extraordinaire, de l'embarras où elles ſe trouvent par ces troubles d'Ooſtfriſe, elles ſuplient Leurs Majeſtez de France & de la Grande-Bretagne, d'employer les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour prévenir ces troubles du dehors; requerant leſdits deux Miniſtres d'apuyer la priere de L. H. P. auprès de leurs Maîtres, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puiſſances s'attendent, en défendant leurs Droits, que Leurs Majeſtez leur donneront, en cas de beſoin, les ſecours ſtipulez dans leur Alliance.

Les ſusdits Députez repréſenteront particulierement à Mr. Finch, combien Sa Majeſté Britannique eſt intéreſſée au repos de l'Ooſtfriſe à cauſe du voiſinage de ſes Etats dans l'Empire; & comme ſes bons offices ne peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette occaſion, Leurs Hautes Puiſſances la ſupplient de les employer de la maniere la plus efficace pour faire ſortir d'Ooſtfriſe les Troupes Danoiſes, & empêcher qu'on n'y en faſſe entrer d'autres, & que Sa Majeſté Danoiſe conjointement avec Sa Majeſté Britannique, engagent le Prince à entrer dans des ſentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ſes differens avec le Magiſtrat d'Embden, & à éviter les voïes de fait.

Leſdits Députez feront part auſſi à Mr. Ganſinot Réſident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Munſter, des raiſons qui ont engagé Leurs Hautes Puiſſances à envoyer encore deux Bataillons à Embden, & le prier d'employer ſes bons offices auprès de S. A. E. à ce qu'elle n'envoye point de Troupes dans l'Ooſt-

ANNO 1726.

l'Ooſtfriſe, & qu'au contraire, elle tâche d'engager le Prince à entrer dans des ſentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ſes differens avec la Ville d'Embden, & à éviter les voïes de fait.

On envoyera un Extrait de cette Reſolution au Sr. Hamel-Bruyninx à Vienne, au Sr. Boreel en France, & au Sr. Hop en Angleterre, pour leur ſervir d'Inſtruction, &c.

Extrait d'une Reſolution des Etats G. des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'*OOSTFRISE. *Du 23. Juillet.*

QUe l'intention de Leurs Hautes Puiſſances n'étoit pas d'entrer en diſcution ſur les Articles contenus dans ſa Lettre, & qu'elles n'ont autre choſe à dire, ſinon que quoiqu'elles auroient pû, pour plus d'une raiſon, ſe mêler des démêlez de l'Ooſtfriſe, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlaſſent pas, & qu'elles ſe contentaſſent de conſeiller un Accommodement amiable, ſans changer de conduite, quoiqu'il ſoit arrivé des choſes que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent, avec vraiſemblance, être contraires aux Accords dont Leurs Hautes Puiſſances, ſont Garantes, & ne font point partie des differens qui ſont en litige par devant le Conſeil Aulique, entre le Prince, & ſes Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'un œil indifferent, relativement aux intérêts de leur Etat. Mais L. H. P. ſe ſont toujours flatté de l'esperance que le Prince conſidérant davantage ſes propres intérêts que ceux de ſes Sujets, & témoignant quelques égards pour les bons conſeils & l'interceſſion de ſes voiſins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur paſſion pour la tranquillité & le bonheur, en un mot pour la conſervation de l'Ooſtfriſe qui ſeroit à préſent en proie aux Flots, ſi Leurs Hautes Puiſſances ne l'avoient aſſiſté de leur crédit & de l'Argent de leurs Sujets, auroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'auroit fait d'autre uſage du ſuccès de ſon Procès, que de rétablir la Paix, le repos & la concorde dans l'Ooſtfriſe, en donnant occaſion à L. H. P. de faire ou d'apuyer des propoſitions acceptables, dans leſquelles Son Alteſſe auroit trouvé toute ſatisfaction & ſureté.

Que Leurs Hautes Puiſſances ſont fâchées d'apprendre par la Lettre de Son Alteſſe, en réponſe à la leur, qui avoit pour but une ſi bonne œuvre, non ſeulement que S. A. n'eſt pas portée à donner cette occaſion à Leurs Hautes Puiſſances ; mais qu'elle leur ôte toute esperance d'aſſoupir par un Accommodement les démêlez qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait craindre au contraire des ſuites qui entraîneront après elles la perte de tout le Païs, & feront long-tems ſouvenir l'infortunée Ooſtfriſe, que les bons Conſeils de Leurs Hautes Puiſſances n'ont pas été écoutez, & que Son Alteſſe n'a pas voulu ſe laiſſer perſuader de donner lieu à Sa Majeſté Imperiale, par un Accommodement amiable, de faire ſentir les effets de ſa clémence, par l'interceſſion de Son Alteſſe & des autres Puiſſances qui s'intéreſſent au repos de l'Ooſtfriſe, à ceux qui ſe ſont opoſez jusqu'apreſent à l'exécution des Decrets du Conſeil Aulique ; que Leurs Hautes Puiſſances ne peuvent s'empêcher de réïterer leurs prieres & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce que leurs Droits & intérêts ſouffrent & ſont en danger de ſouffrir encore davantage par la continuation des troubles preſens, ſurtout parce que les payemens qui devoient être fait conformément aux obligations, ſont ſuspendus par ces démêlez, & qu'on ſe trouve en arriere de 444125. Fl. intérêts échus, au grand préjudice des Sujets de L. H. P. qui ont prêté leur Argent à la recommandation & ſous la Garantie de L. H. P. Cette Dette augmentera tous les jours, ſurtout ſi le Païs ſe trouve ruiné par l'intruſion des Troupes étrangeres logées dans le plat-Païs.

Que non ſeulement Leurs Hautes Puiſſances n'ont point prêté la main aux anciens Adminiſtrateurs, quoiqu'ils euſſent offert tous les jours d'avoir ſoin que les obligations fuſſent regulierement payées, bien loin de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ritzius d'aſſiſter à l'Adjudication des Fermes, qui a dûë ſe faire à Aurick par le nouveau College, quoique faiſant attention aux Accords précédens, à leur Garantie & à d'autres raiſons, elles euſſent pû s'exempter de donner ces ordres : qu'après tout Leurs Hautes Puiſſances s'étoient flattées que les nouveaux Adminiſtrateurs n'auroient pas moins de ſoin des payemens auxquels ils ſont obligez par Serment, que les anciens en avoient eû, ne croyant pas que l'empêchement que les anciens Adminiſtrateurs en la Ville d'Embden peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût ſervi de prétexte pour ne pas fournir au Comptoir général de L. H. P. le Revenu de la Taxe réelle & perſonnelle qui ſe leve dans toute l'Ooſtfriſe, quoique l'on en eût ſouvent fait des plaintes. Enfin que Leurs Hautes Puiſſances prient le Prince de faire enſorte qu'il y ſoit pourvû ſans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puiſſances ne ſoient pas obligées de prendre des meſures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, nonobſtant les differends du Prince avec ſes Etats.

ANNO 1726.

Reponſe des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale. Du 19. Août.

QUe Leurs Hautes Puiſſances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec ſatisfaction qu'ils leur font la juſtice d'être perſuadés que L. H. P. n'aprouvent en aucune maniere les voïes de fait que l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puiſſances ont remarqué d'un autre côté que lesdits Subdeleguez ont mal compris le ſens de la derniere Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Ooſtfriſe, puisqu'ils en concluent que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances eſt de ne pas ſe mêler de ces affaires-là. L. H. P. ont reçu un Extrait de leur derniere Lettre au Prince, lequel a été imprimé & publié, & dans lequel on trouve des phraſes entieres & eſſentielles obmiſes, pour donner à la Lettre de L. H. P. un ſens tout different de leur intention ; qu'aparemment Mrs. les Subdéléguez n'auront lû que cet Extrait mutilé, car ils auroient vû que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre au Prince, où elles tâchent de lui faire comprendre, *que quoique pour plus d'une raiſon très-connuë Leurs Hautes Puiſſances euſſent pû ſe mêler du démêlé qui trouble l'Ooſtfriſe, elles ont crû qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlaſſent pas, en exhortant ſeulement les Parties à un Accord amiable, ſans changer de conduite à cet égard, nonobſtant ce qui eſt arrivé depuis, & que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent être contraire aux Accords dont Leurs Hautes Puiſſances ſont Garants, & ne faire point partie du differend qui a été porté par devant le Conſeil Aulique de la part du Prince & des Etats, ce que L. H. P. par raport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifferent.* Mais L. H. P. n'ayant gardé une conduite ſi moderée que dans l'esperance que le Prince préteroit l'oreille à un Accommodement amiable, ſans faire d'autre uſage du ſuccès de ſon Procès que pour rétablir la Paix & le bon ordre dans l'Ooſtfriſe, en donnant occaſion à Leurs Hautes Puiſſances de faire des propoſitions agréables, & dans leſquelles le Prince auroit trouvé autant de ſatisfaction que de ſureté ; Leurs Hautes Puiſſances ſont très-mortifiées que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaiſir, ainſi qu'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & dont on envoyera Copie aux Srs. Subdeleguez, qui pourront en conclure que l'intention de Leurs Hautes Puiſſances n'eſt abſolument pas de regarder indifferemment les troubles de l'Ooſtfriſe ; & qu'autant qu'elles ſont mortifiées de voir que le Prince témoigne ſi peu d'inclination pour un Accommodement amiable, qu'il ôte à Leurs Hautes Puiſſances toute esperance d'y travailler avec ſuccès, autant leur eſt-il agréable d'aprendre par la Lettre des Subdeleguez que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec ſes Etats, & que c'eſt auſſi l'intention de Sa Majeſté Imperiale que Leurs Hautes Puiſſances s'aſſurent que les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aucun changement dans une ſi louable intention, & que les Srs. Subdeleguez travailleront encore à cet effet, ce qui, au jugement de Leurs Hautes Puiſſances, eſt le devoir des Commiſſaires nommez pour l'exécution des Decrets, qui ne peuvent faire un meilleur uſage du pouvoir qui leur eſt donné que de reconcilier les Parties, & de telle maniere aſſoupir dans leur naiſſance tous les differens qui naiſſent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. perſuadées

ANNO 1726.

ſuadées qu'ils veulent à préſent traiter ainſi cette affaire, & faire de nouveaux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucunes voyes de fait, qui ne pourroient être que ruineuſes au Païs & aux Peuples, quoiqu'apuyées ſur les Decrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueront pas, pour peu qu'on en eſpere de ſuccès, d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans, non ſeulement de s'abſtenir des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt eſt de donner toute ſorte de ſatisfaction raiſonnable au Prince, & de faire ceſſer les raiſons que les Srs. Subdeleguez témoignent avoir de n'être pas contens de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expediens convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le reſpect de Sa Majeſté Imperiale, comme ſouverain Juge, ce que Leurs Hautes Puiſſances auront toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puiſſances regardent cette propoſition comme l'unique moyen de prévenir la ruïne de ce malheureux Païs, apuyer les vrais intérêts du Prince, & prévenir une infinité de ſuites dangereuſes; qu'ainſi Leurs Hautes Puiſſances attendront avec impatience la réponſe des Srs. Subdeleguez, & le ſuccès qu'elles eſperent de leur inclination pour la Paix, afin de prendre leurs meſures, tant par raport à leurs engagemens, que par raport à leurs Droits & intérêts.

Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix des huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée, s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. Du 30. Août.

QUe Leurs Hautes Puiſſances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'aprouvent nullement les voyes de fait qui ſe ſont commiſes en Ooſtfriſe, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raiſons très-connuës, regarder les troubles d'Ooſtfriſe d'un œil indifferent, que pour cette fin elles avoient toujours tâché de conſeiller aux Partis opoſez de terminer leur different par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avouoient en même tems, qu'il leur étoit fort ſenſible, que leurs bons Conſeils & exhortations euſſent trouvé ſi peu d'accès auprès du Prince d'Ooſtfriſe, mais qu'au contraire elles avoient apris avec plaiſir les mouvemens que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez s'étoient donné pour réunir le Prince avec les Etats du Païs, conformement à l'intention de Sa Majeſté Imperiale, que Leurs Hautes Puiſſances avoient prié de plus lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez de continuer d'employer leurs bons offices pour la Paix, & de faire un nouvel effort auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable; que Leurs Hautes Puiſſances eſperent & ſe perſuadent que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, auront bien voulu faire reflexion ſur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'au rétabliſſement de la tranquillité en Ooſtfriſe, d'autant plus que ſuivant les ſentimens de Leurs Hautes Puiſſances cela n'eſt nullement incompatible avec la Commiſſion dont lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez ſont chargez, & qu'un tel Accommodement ſe peut faire ſans préjudice aux Decrets Imperiaux, qui ceſſent dès que les deux Parties ſont d'Accord; que Leurs Hautes Puiſſances attendent avec impatience la réponſe desdits Conſeillers Subdeleguez. Qu'en l'attendant elles ont apris avec chagrin qu'il s'eſt commis de nouvelles violences encore à l'inſçu de Leurs Hautes Puiſſances, ſans qu'elles y ayent la moindre part, & qu'elles desaprouvent. Que cependant il paroit par là combien générale eſt l'animoſité de tous les Habitans d'Ooſtfriſe pour ce qu'ils croyent leur apartenir, ſuivant les anciens Accords & Conventions, & combien il ſera difficile de rétablir la tranquillité en Ooſtfriſe par une exécution rigoureuſe des Decrets Imperiaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puiſſances prient encore inſtamment, que lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez veuillent tâcher de porter le Prince, (qui jusqu'ici a témoigné être fort éloigné d'entrer en Négociation là-deſſus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des préſens troubles, à la ruine totale d'Ooſtfriſe, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas plutôt informées de l'intention de Son Alteſſe, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en Négociation là-deſſus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès du Magiſtrat d'Embden, & de ceux qui ſont de ſon parti, pour qu'ils y aportent de leur côté toute la condescendance équitable afin de parvenir à un but ſi ſalutaire. Et que Leurs Hautes Puiſſances ſeront bien-aiſes d'aprendre par lesdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle diſpoſition ils auront trouvé Son Alteſſe ſur ce ſujet, & qu'elles écriront auſſi au Prince pour lui conſeiller encore un Accommodement amiable.

ANNO 1726.

*Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'il étoit connu à Son Alteſſe combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connoiſſance des diſſenſions & differens qui agitent aujourd'hui ſi fort l'Ooſtfriſe, ont travaillé & conſeillé de terminer plutôt les querelles en queſtion par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuſe, prévoyant bien que par cette derniere voye les troubles ſeroient terminez fort difficilement ſans la ruine du Païs & des Habitans, à cauſe de la forte impreſſion qui regne depuis long-tems dans les cœurs de tous les Habitans d'Ooſtfriſe, ou du moins de la plus grande partie, de l'intérêt qu'ils ont, & du devoir où ils ſe trouvent de conſerver leurs Droits & Privileges fondez ſur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puiſſances auroient ſouhaité que leur bon Conſeil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Alteſſe; qu'elles ont apris avec chagrin, qu'il vient d'arriver préſentement ce qu'elles ont prévu & apréhendé, ſavoir que les choſes étant pouſſées à bout par Son Alteſſe, les Gens, contre qui on a obtenu les Decrets Imperiaux, ſeroient reduits au deſeſpoir, parce qu'étant déclarez avoir encouru la perte de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & risqueront plutôt tout que de ceder abſolument des gages auſſi precieux: que c'eſt à quoi on doit attribuer le ſoulevement quaſi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puiſſances ont apris, ſe ſont commis de nouveau en Ooſtfriſe, auxquelles Leurs Hautes Puiſſances déclarent n'avoir aucune part, ayant été entrepriſes à leur inſçu, que nonobſtant cela Leurs Hautes Puiſſances en craignent beaucoup les ſuites, & pour les prévenir elles ſont encore du ſentiment qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus ſalutaire moyen pour l'Ooſtfriſe, que de ſonger encore à faire ceſſer ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entrer pour cet effet le plutôt le mieux en Négociation, & que Leurs Hautes Puiſſances pour le bien de la Paix, par amitié & eſtime pour Son Alteſſe, la prient encore qu'elle veuille prêter la main & ſe déclarer portée pour le rétabliſſement de la tranquillité & Union, dans l'esperance qu'on y pourra travailler avec effet, à quoi Leurs Hautes Puiſſances employeront auſſi leurs bons offices auprès du Magiſtrat d'Embden; mais que tant que Son Alt. marquera de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer; que pour cette raiſon elles prient, que Son Alteſſe veuille ſe déclarer là-deſſus plus favorablement que ci-devant.

Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden.

QUe Leurs Hautes Puiſſances avoient apris par ſes Lettres & d'ailleurs l'attroupement qui s'eſt fait de nouveau des Habitans du plat-Païs avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit: que cette entrepriſe, dans un tems où Leurs Hautes Puiſſances ſont occupées à diſpoſer, s'il eſt poſſible, le Prince par les Srs. Conſeillers Subdeleguez & autrement, d'entrer en Négociation pour un Accommodement amiable, déplait au ſuprême degré à Leurs Hautes Puiſſances, & qu'elles desaprouvent entierement ces nouvelles violences, qui ſont capables d'empirer plutôt les choſes que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magiſtrat, & ceux qui ſont de ſon parti do-

ANNO 1726.

devroient, par une conduite moderée, ne point aigrir les Esprits, mais frayer le chemin à un Accommodement amiable, & au rétabliſſement de la tranquillité, afin d'ôter par là le mécontentement que les Srs. Conſeillers Subdeleguez ont marqué d'avoir contre eux; que Leurs Hautes Puiſſances conſeillent audit Magiſtrat, & à ceux qui ſont de ſon parti, & les exhortent très-ſerieuſement de s'abſtenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que de la part de Son Alteſſe on marquera quelque penchant pour entrer en Négociation ſur un Accommodement amiable, ils y veuillent concourir, & uſer de tant de condescendance à l'égard des points en dispute, qu'il paroiſſe par là, que leur intention n'eſt pas d'inſiſter ſur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils ſont prêts & portez, pour le bien de la tranquillité & de l'Union, à ceder autant qu'il eſt poſſible.

Reponſe des Subdeleguez de la Commiſſion Impériale à la Lettre des Etats Generaux.

HAUTS & PUISSANTS SEIGNEURS,

NOus avons reçu avec un veritable reſpect votre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puiſſances n'ayent reçu en même tems la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puiſſances y auront vû que nous ſommes diſpoſez à faire tout ce qui eſt poſſible, autant que nos Inſtructions nous le permettront, & de contribuer en tout, pour apaiſer les troubles de l'Ooſtfriſe, & pour rétablir la tranquillité dans cette Province; néanmoins nous nous ſommes crû obligez d'informer nos Maîtres de ce que nous avons propoſé à Vos Hautes Puiſſances; ſavoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on ſe ſert du terme adouci de Reniteus) & en particulier la Ville d'Embden s'abſtiennent de toutes voïes de fait, & rétabliſſent toutes choſes ſur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puisqu'il n'y a point d'apparence, qu'autrement le Prince ſe laiſſe contraindre par ſes Sujets, à faire quelque choſe qui fût contraire à l'autorité de Sa Majeſté Imperiale, & au reſpect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous ſommes tellement perſuadés de la grande pénétration & équité de Vos Hautes Puiſſances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'aprouvent une propoſition ſi convenable, puisque dans leur derniere Lettre, Elles déclarent que c'eſt à leur inſçû que les Rebelles ont commis les voïes de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désaprouvent entierement.

Néanmoins ces voïes de fait continuent, & augmentent tous les jours, jusques-là même, que dans la Ville de Norden on a dépoſé les Bourguemaîtres confirmez par le Prince, & l'on en a établi d'autres *de facto*. On a même arrêté le Bourguemaître Wilckens, le Conſeiller Meſander, un Officier du Prince nommé Schattebourg & treize autres Bourgeois bien intentionnez, & après les avoir enchaînez quatre à quatre, on les a ainſi conduits à Embden, où ils ſont encore en priſon.

Nous ne pouvons qu'être extremement ſurpris de ce que les Rebelles ayent ſi peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puiſſances désaprouvent, & leur diſſuadent, Elles s'intéreſſent encore en leur faveur, nonobſtant une conduite ſi irréguliére, & le mauvais uſage que l'on fait inſenſiblement de la Garniſon d'Embden contre ce qui eſt ſtipulé dans les Conventions entre l'Ooſtfriſe & Vos Hautes Puiſſances, & contre vos Reſolutions priſes à cet égard; puisqu'il eſt ſtatué particuliérement dans les Conventions de la Haye & d'Embden, dans le Recès final de 1662. & 1663. & dans la Reſolution de Vos Hautes Puiſſances Chap. 4. ſur le 11. des Griefs généraux des Etats d'Ooſtfriſe, que s'il arrive quelque differend entre les Etats d'Ooſtfriſe & le Prince, il ne ſera permis ni de part ni d'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voïe de fait, ſoit en faiſant ſortir des Troupes de la Ville d'Embden, ou en aſſemblant les Sujets; mais la Partie qui ſe croira lezée & qui ne pourra obtenir ſatisfaction à l'amiable, s'abſtenant de toute voïe de fait, aura recours à la Juſtice ordinaire, afin qu'il en ſoit ordonné ſuivant le Droit, & ainſi qu'il ſera trouvé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit que contre cette diſpoſition, il eût été commis quelque action par voie de fait, tout ſera effectivement redreſſé & réparé.

ANNO 1726.

Vos Hautes Puiſſances paroiſſent ſouhaiter que l'on accorde aux Habitans d'Ooſtfriſe ce qu'ils croyent leur apartenir, & à leurs Etats de tout tems & conſequemment aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puiſſances auront la bonté de conſidérer, qu'on ne peut en ceci s'en raporter aux ſimples prétentions des Rebelles, & aux interpretations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que la plûpart des Habitans ont toûjours été contraires & opoſez à ces Conventions, qu'ils n'ont accepté que par une contrainte inuſitée dans l'Empire, en effet contre le Decret Imperial de l'an 1597. §. 17. la Déciſion de Vos Hautes Puiſſances du 12. Juin 1619. ſur le 4. Grief du Comte, & la Concluſion de la Diète aſſemblée à Embden du 11. de Septembre de la même année *ad poſtulatum* de la Nobleſſe & de la Ville d'Embden, que dans pareil cas une partie ne pourra rien prescrire à l'autre; on a cependant forcé les Opoſans à acceder aux Accords: c'eſt pourquoi pluſieurs nous viennent trouver tous les jours pour déclarer qu'ils perſiſtent dans la ſoumiſſion aux Decrets de l'Empereur, priant qu'on ne leur impute pas ce qu'ils pourroient être obligez par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui ſeroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puiſſances, nous leur envoyons deux Copies, dont pluſieurs ſemblables ſe trouvent dans les Documens de notre Commiſſion; ceux qui en ſont les auteurs ayant exigé, pour ſe ſouſtraire à de plus violentes perſécutions, que l'on tînt leurs noms ſecrets.

Comme ces Oppoſans qui ont été contraints à cette acceſſion, tant avant que depuis les Accords, ſe ſont déja ſoumis depuis long-tems aux Decrets de l'Empereur, & même la Nobleſſe ayant déclaré dans la Lettre dreſſée à Embden le 11. Octobre de l'année derniere de reſpecter volontairement & ſelon leur devoir les Reſolutions émanées de la Cour Imperiale, à laquelle Déclaration la Ville d'Embden même a adheré, on ne voit point comment ils peuvent tous à préſent de leur propre autorité ſe départir de ces engagemens, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majeſté Imperiale comme ſouverain Juge de l'Empire, donnés & réïterés *in rem judicatam* obligent un chacun à s'y ſoumettre même malgré ſoi.

Vos Hautes Puiſſances ſoutiennent dans leur Lettre ſusdite, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Ooſtfriſe, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement ſans préjudicier aux Decrets Imperiaux, qui doivent être cenſés n'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accommodent. On peut être perſuadé que Sa Majeſté Imperiale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ſes Decrets fondez ſur les précedentes Reſolutions Imperiales, ſur les Accords clairs & obligations de l'Ooſtfriſe paſſées pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ſes Sujets, & ſur les regles fondamentales de l'Empire, ainſi qu'il eſt exprimé dans le Decret Imperial du 18. Août 1722. Outre cela il ſe trouve dans les points décidés des choſes contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulieres ne peuvent porter préjudice, d'autant plus encore qu'autrefois l'Empereur Rodolphe de glorieuſe Mémoire a déclaré à l'occaſion de l'Accord de Delfzyl, dans le Decret du 13. Octobre 1597. §. 24. que ni l'une ni l'autre Partie n'avoit droit d'entrer dans une telle Négociation, & qu'il ne dépendoit pas du Comte Edzard de négocier cette Pacification ſans la connoiſſance, la volonté & le conſentement de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Ooſtfriſe, ce qui a été repeté & exprimé par Sa Majeſté Imperiale heureuſement Regnante, dans le Decret du 18. Août 1721. rendu contre le Bourguemaître & Conſeil de la Ville d'Embden, touchant le prétendu Privilege d'ériger une Compagnie de Commerce, ſavoir que lorsque Sa Majeſté Imperiale auroit été informée de l'érection de ladite Compagnie, Elle l'auroit déclarée pour nulle & de nulle valeur, quand même le Prince auroit eu des raiſons pour feindre d'ignorer ce qui ſe paſſoit. Quant au reſte, nous demandons à Vos Hautes Puiſſances la permiſſion de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être perſuadées que ſi, ſuivant la promeſſe & les aſſurances qu'elles nous en ont données, elles engagent les Oppoſans, & ſurtout la Ville d'Embden à s'abſtenir

ANNO 1726. de toutes voïes de fait, & à faire les premieres démarches envers le Prince, comme il convient à ſes Sujets, pour lui donner une ſatisfaction raiſonnable, s'y porter ſincerement, faire ceſſer les raiſons que nous Subdeleguez avons eu jusqu'à préſent de nous plaindre de leur conduite, & embraſſer les expediens qui puiſſent conſerver le reſpect dû à la Dignité du Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, ſuivant les Reſolutions de nos Maîtres, en tout ce qui ſera capable d'aſſoupir les troubles préſens & de rétablir le repos. Vos Hautes Puiſſances peuvent être perſuadées que nous n'oublierons rien de ce qui pourra les convaincre que nous cherchons ſincerement leur aprobation, puisque nous ſommes avec un profond reſpect, &c.

(*Signé*)

G. G. RITTER. J. J. ROBER.

A Aurich le 9. Septemb. 1726.

Enfin, ſur l'avis que l'on eut que le Prince d'Ooſtfriſe avoit recherché le ſecours de la Cour de Dannemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à ſa Solde, Leurs Hautes Puiſſances s'adreſſerent auſſi à Sa Majeſté Danoiſe, lui propoſant d'interpoſer ſa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puiſſances. Elles en firent faire la propoſition le 25. Août à Mr. Grys Miniſtre de Dannemarck, par leurs Députez, & ce Miniſtre ayant reçu des Inſtructions de ſa Cour, s'expliqua en ces termes dans une Conférence qu'il eut avec les Députez le 24. Septembre.

Pro Memoriâ.

LE Miniſtre de Dannemarck ayant fait très-humblement raport au Roi ſon Maître, de ce qu'il a plû à Leurs Hautes Puiſſances de lui faire repréſenter au ſujet des troubles d'Ooſtfriſe dans la Conference qu'il eut l'honneur de tenir avec Meſſieurs les Députez de L. H. P. le 25. du Mois d'Août dernier, & en particulier de la propoſition qu'ils lui firent de la maniere, qu'ils croyoient la plus facile d'accommoder à l'amiable par l'entremiſe de Sa Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances les troubles & les differens qui ſubſiſtent entre le Prince d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden avec ceux des Etats du Païs qui tiennent avec elle, ſans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & ſans disputer la Commiſſion Imperiale: Sa Majeſté a ordonné au ſusdit Miniſtre de faire connoître à Meſſieurs les Députez en réponſe ſur la ſusdite propoſition, qu'en conſideration particuliere de L. H. P. Sa Majeſté veut bien ſe charger avec elles de cette Commiſſion ſur le pied propoſé, & qu'elle donnera les ordres & inſtructions néceſſaires au ſusdit ſon Miniſtre ſur ce ſujet; mais que Sa Majeſté étoit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuſe, il ſeroit neceſſaire avant tout, que Leurs Hautes Puiſſances agréaſſent & convinſſent préalablement, qu'il ſeroit de part & d'autre fait une ceſſation d'Armes & hoſtilitez, tant avant que durant la Négociation, & enſuite que cette Négociation ne s'étendroit pas ſur les Points, qui ſont déja reglez & décidez par les Decrets Imperiaux & par le Conſeil Aulique, conformement aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſez entre le Prince & ſes Etats, mais qu'elle ſeroit fixée ſur les Points qui ne ſont pas de cette maniere decidez; poſant ainſi pour fondement, que tout ce qui eſt reglé & décidé, ſelon les ſusdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. par la Cour Aulique, doit être accepté & tenu pour decidé de part & d'autre: & comme Sa Majeſté ſe perſuade, que de cette maniere l'affaire pourroit venir le plus ſûrement & promptement à une bonne concluſion, elle eſpere que L. H. P. ſeront du même ſentiment, & qu'elles ſe declareront ſur le même pied, & à cet effet Sa Majeſté de ſon côté veut tâcher de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Miniſtre bien inſtruit de ſes ſentimens, dans l'attente que L. H. P. porteront le Magiſtrat d'Embden, & ceux qui tiennent avec lui, d'en faire de même, afin que la Négociation puiſſe être entamée au plutôt entre les Miniſtres, qui de part & d'autre ſeront commis pour cet Accommodement à moyenner. Le ſusdit Miniſtre de Sa Majeſté Danoiſe prie Meſſieurs les Députez d'avoir la bonté de faire raport de ce que deſſus à L. H. P., en ſe recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes graces. A la Haye le 24. Septembre 1726. ANNO 1726.

(*Signé*)

N. GRYS.

Reſolution de L. H. P. ſur le Pro Memoria *du Reſident de Dannemark.*

Mardi 1. Octobre 1726.

OUï le raport de Mr. de Linteloo & autres Députez, &c. qui ont examiné la propoſition faite de la part du Roi de Dannemarc par Mr. Grys ſon Reſident, dans une Conference qu'il eut avec les Députez de L. H. P. ſur le ſujet des preſens troubles de l'Ooſtfriſe, contenant en ſubſtance que Sa Majeſté Danoiſe ſeroit diſpoſée à employer ſa Mediation conjointement avec celle de L. H. P. pour terminer les ſusdits troubles, propoſant en même tems que pendant la Négociation il convient qu'on s'abſtienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que ladite Négociation ne s'étendra pas ſur les Points qui ſont reglez & decidez par les Decrets Imperiaux, & par ceux du Conſeil Aulique, conformement aux Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats, ainſi que ladite Négociation ſera limitée aux Points qui ne ſont pas décidez de cette maniere, poſant ainſi pour fondement que tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſera reçu de part & d'autre & tenu pour decidé, ſuivant les ſusdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. qu'à cet effet Sa Majeſté tâchera d'engager le Prince à envoyer ici un Miniſtre inſtruit de ſes intentions, dans l'eſperance que Leurs Hautes Puiſſances determineront la Ville d'Embden & ſes Adhérans d'en faire autant.

Sur quoi étant deliberé a été trouvé bon & arrêté de prier ledit Sr. de Linteloo & autres Deputez pour les affaires d'Ooſtfriſe de répondre à Mr. Grys dans une nouvelle Conference, que l'intention de Sa Majeſté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Ooſtfriſe, eſt d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elles ſont perſuadées qu'en cela Sa Maj. n'a d'autre vuë que L. H. P. mêmes, ſavoir d'éteindre un embraſement qui s'allume dans le voiſinage de leurs Etats reſpectifs, ſans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, ſans rien entreprendre ſur la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale, ſans aprouver les voyes de fait de part & d'autre, & ſans s'arroger l'autorité de juger des Decrets Imperiaux, & ne travaillant à éteindre cet embraſement que dans la crainte qu'il ne ſoit fatal non ſeulement à l'Ooſtfriſe, mais auſſi aux Provinces voiſines, ſi l'on ne travaille par des propoſitions amiables à pacifier les eſprits irritez: que L. H. P. ſont charmées de ce que Sa Majeſté a chargé Mr. Grys de cette Commiſſion, & qu'elles concerteront volontiers avec lui ſur tout ce qui peut contribuer au ſuccès d'une affaire ſi importante; que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, ſans perdre de tems, informer Mr. Grys de leurs intentions touchant les deux Points Préliminaires propoſez, qui ſont que, quoique L. H. P. euſſent ſouhaité que l'on n'eût commis aucune hoſtilité, & qu'elles ne les desaprouvent pas moins que Sa Majeſté, L. H. P. ne peuvent eſperer qu'on puiſſe engager le Magiſtrat d'Embden, & ceux que l'on nomme opoſans, par d'autre moyen que par la force, qui rend infructueux tous les bons offices, à rétablir les choſes ſur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & ſans avoir aucune aſſurance préalable. Selon toutes les aparences il faudra disputer ſur le tems qu'il faudra fixer, pour remettre les choſes ſur le pied où elles étoient dans ce tems-là. Mais il paroit neceſſaire à L. H. P. & praticable de convenir qu'on s'abſtienne de voyes de fait, laiſſant les choſes *in ſtatu quo* pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'eſperer que les Parties conſentiront à cet expedient d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à determiner de cette maniere la ſuſpenſion des voïes de fait, parceque l'on peut fixer un terme fort court pour les Conferences; que L. H. P. prevoyent qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Embden & des opoſans d'établir comme un Point Preliminaire, & comme la baſe des Conferences

pour

ANNO 1726.

pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra certainement conclure ſi les Parties ne cedent quelque choſe de leurs Droits & de leurs pretenſions;) que de part & d'autre on acceptera & tiendra pour decidé tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſuivant les anciens Accords, Concordats, Reſolutions, & autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Ooſtfriſe, ſurtout puiſque c'eſt principalement de-là que les troubles preſens tirent leur origine, puiſque le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent, (on ne decide pas ſi c'eſt avec ou ſans fondement) qu'on n'a pas eu égard dans cette occaſion, ainſi qu'on auroit dû aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions & autres ſemblables Conſtitutions de l'Ooſtfriſe, & qu'au contraire le Conſeil Aulique les a enfraints à pluſieurs égards dans ſes déciſions; qu'ainſi L. H. P. croyent qu'on ne pourroit établir à cet égard par voye de Préliminaire, ſinon que le Prince d'Ooſtfriſe conſentant à la Négociation d'un Accommodement amiable ſous la Médiation de Sa Majeſté & de L. H. P. ſera cenſé n'avoir renoncé en aucune maniere aux avantages qu'il peut trouver dans les déciſions du Conſeil Aulique, & dans les Decrets de l'Empereur qui s'en ſont enſuivis, encore moins d'avoir derogé à la ſouveraine Dignité de Sa Majeſté Imperiale, & qu'au cas que la Négociation ne réuſſiſſe pas, lesdits Decrets & Déciſions ſubſiſteront dans leur entier.

Que ſi Sa Maj. aprouve ces conſiderations de L. H. P. elle leur fera plaiſir d'engager le Prince d'Ooſtfriſe d'envoyer ici un Miniſtre bien inſtruit, & que L. H. P. tâcheront d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans à en faire autant, afin d'entamer la Négociation le plutôt qu'il ſe pourra, & la terminer, s'il ſe peut, par un bon Accord ſous la Médiation de Sa Majeſté Danoiſe & de Leurs Hautes Puiſſances.

*Conſidérations ſur la Propoſition des Etats Généraux de terminer les differens d'*OOSTFRISE, *par un Accord à faire à la Haye, ſous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.*

LA propoſition ſuivante étant parvenuë depuis quelques jours à la connoiſſance de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, après meure déliberation elle a fait coucher par écrit les Conſiderations ſuivantes.

1. Leurs Hautes Puiſſances ſupoſent d'abord, comme une choſe raiſonnable, que celui, ou ceux, qui ſeront chargez à la Haye des intérêts d'Embden & de ſes Adhérans, devront être pourvûs d'inſtructions & de Pleinpouvoirs en forme, mais cela ne peut ſe faire que dans une Aſſemblée des Etats du Païs, car la Ville d'Embden & ſes Adhérans prétendroient ſans doute, que tout ce qu'ils feroient, ſeroit conſideré comme une affaire unanime par les véritables Etats. Supoſé que cela fût, & que légitimement l'Accord pût être aprouvé, il faudroit qu'on aſſemblât les Etats pour nommer des Plenipotentiaires, & leur donner Pleinpouvoir & Inſtruction.

2. Mais la Commiſſion Imperiale a des ordres limitez de l'Empereur, ſavoir que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ne ſeront pas apellez à l'Aſſemblée des Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Embden propoſe un Expedient d'éluder cet ordre, dans une Lettre à Son Alteſſe du 3. Septembre, en demandant l'Aſſemblée des Etats prorogez. Mais Son Alteſſe n'y peut conſentir, puiſqu'à la priere de ſes Etats, & avec l'aprobation de la Commiſſion Imperiale, Son Alteſſe a terminé & fini en Août 1724. les Etats prorogez depuis 1695., ce que Sa Majeſté Imperiale a confirmé dans ſes *Clauſula* du 18. Janvier 1726.

Son Alteſſe a fait voir dans ſa réponſe du 17. Septembre toute l'injuſtice de cette Lettre de la Ville d'Embden. Voilà le premier obſtacle légitime contre ladite propoſition, ſavoir, que tant que les choſes ſeront ſur le pied où elles ſont, il n'eſt pas poſſible, que l'on donne des Pleinpouvoirs des Etats pour une Députation à la Haye.

3. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéiſſans, qui ſe ſont ſoumis aux Decrets Imperiaux, fuſſent légitimement informez de la propoſition, & qu'on demandât s'ils y conſentent, & quels Pouvoirs & Inſtructions ils voudroient donner à leurs Députez, ce qui ne ſe peut faire qu'en les aſſemblant avec ordre; cette Convocation ne peut ſe faire tant que la Rebellion d'Embden dure, puiſque les violences de ceux d'Emb- ANNO 1726.
l'empêcheroient, & puiſque l'Ordre entier de la No-
Nobleſſe s'eſt poſitivement & entierement ſoumis aux Reglemens de l'Empereur, & que jusqu'à préſent aucun d'eux, autant que Son Alteſſe le ſait, excepté le ſeul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit conſulter en particulier la Nobleſſe, ſi elle veut donner quelque pouvoir à ſes Députez.

Si l'on agit autrement en ceci, & que ſans une Aſſemblée formelle des Etats, & ſans avoir d'avance conſulté les Etats obéiſſans, on vouloit accorder à ceux d'Embden & à leurs Adhérans, de nommer des Députez & les envoyer à la Haye avec des Inſtructions; ce ſeroit autoriſer les auteurs du tumulte contre tout Droit, & contre les Accords d'Ooſtfriſe, ce qui ne peut être.

4. On ne peut conjecturer de la Lettre d'Embden du 3. Septembre autre choſe, ſinon, que cette Ville & ſes Adhérans, ne peuvent conſentir aux propoſitions qui leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admettre la Médiation du Roi de Dannemarc, puiſqu'il n'y eſt parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, outre qu'ils continuent à ne pas vouloir reconnoitre la Commiſſion Imperiale, dans la ſupoſition que Sa Majeſté Imperiale refuſe de les écouter, ainſi qu'ils l'ont publié dans des Ecrits repandus de tous côtez. Leur intention eſt donc de traiter ſous la ſeule Médiation des Etats Généraux, ſans que la Commiſſion Subdeleguée ait rien à y dire, ainſi qu'ils ont défendu à tous les Miniſtres ſous de ſévéres peines de rien publier qui ſoit émané par la Commiſſion Imperiale.

5. Les Etats Généraux entendent, ſuivant leur propoſition, que tout ce qui auroit été reglé & arrêté à la Haye, ſeroit remis entre les mains des Subdeleguez, pour avoir leur aprobation, & être exécuté par forme de Decret; Son Alteſſe ayant fait part de ceci à la ſusdite Commiſſion, ainſi qu'il le devoit néceſſairement, les Subdeleguez ont fait entendre, que bien loin de decreter l'exécution d'un Projet qui auroit été dreſſé ſans leur concours, ils ne pourroient abſolument pas l'admettre ou l'aprouver, puiſque dans la ſituation où ſont les affaires, cette maniere de traiter leur paroit très-préjudiciable à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, ce dont ils ſeroient reſponſables à Sa Majeſté Imperiale s'ils y condeſcendoient en aucune maniere. Ainſi, ſi l'intention des Etats Généraux étoit, qu'un tel Projet dreſſé par Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances fut exécuté, il eſt indiſpenſable que Sa Maj. Imperiale y conſentira auſſi peu que la Commiſſion, ſur tout ſi l'on continuë à les charger pour l'avenir de la Garantie de l'obſervation de cet Accord, ſans quoi néanmoins le Prince ne pourroit trouver aucune ſureté.

6. On doit donc prendre garde d'offenſer Sa Majeſté Imperiale par cette maniere d'agir, puiſqu'Elle-même & ſes Prédéceſſeurs depuis long-tems ont expreſſement défendu de s'adreſſer à d'autre qu'à Elle quand il s'agira de quelques differens, ordonnant de ſe ſoumettre à ſon ſouverain Tribunal; c'eſt ce qui a porté Sa Majeſté Pruſſienne, en offrant ſa Médiation à Son Alteſſe, de s'exprimer ainſi dans ſa Lettre du 10. de Juin 1724.

„ Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Majeſté
„ Imperiale à cet égard, & nous la reſpectons com-
„ me nous devons, enſorte que nous la ſeconde-
„ rons de tout notre pouvoir, & notre intention
„ n'eſt aucunement de vous ſouſtraire à l'examen
„ de la Cour Imperiale & à ſa déciſion; nous ſa-
„ vons que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut
„ l'exiger."

C'eſt cette Déclaration qui a porté Son Alteſſe à refuſer cette Médiation, & s'en tenir à la voye légitime de la Juſtice, & il paroit que cette conduite de Son Alteſſe a donné lieu à quelque mécontentement de la part de Sa Majeſté Pruſſienne.

7. Si Son Alteſſe donnoit les mains à la Négociation propoſée à la Haye, on voit bien que ce ſeroit offenſer de nouveau le Roi de Pruſſe.

8. On ne repetera pas ici d'autres raiſons contenuës dans la Reſolution du 30. Avril, communiquée à Monſieur Lewe van Adwart.

9. La Commiſſion Imperiale a ſuffiſamment déclaré que, dès que l'on auroit rétabli toutes choſes ſur le pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une Diète compoſée des Etats qui ſe ſont ſoumis; & ſeroit diſpoſée, ſuivant les inſtructions de Sa Majeſté Impe-

ANNO 1726. riale, à dreſſer un Recès d'exécution au nom de la Commiſſion, qui pourroit être publiée comme une déciſion Imperiale; que pendant l'exécution de ce Recès, leſdits Subdeleguez permettroient que Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances envoyaſſent chacun une perſonne accreditée *ad locum Commiſſionis*, pour perſuader, comme amis, aux Parties de faciliter l'exécution d'un tel Recès de la Commiſſion. Mais ſuivant les Inſtructions desdits Subdeleguez, la direction & la déciſion doivent dépendre d'eux ſeuls. Et il paroit que ces Députez accreditez pourroient par leur intervention amiable procurer l'Accommodement des Points qui ne ſont pas décidez dans les Decrets de l'Empereur, mais qui ſont contenus dans les Conventions d'Ooſtfriſe, & dont Son Alteſſe a fait mention, en peu de mots, dans la ſusdite Reſolution donnée à Mr. le Baron d'Adwart §. 12. Son Alteſſe aprouve cette propoſition des Subdeleguez.

Le 11. *de Septembre* 1726.

1727. *Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats d'*OOSTFRISE.

FREDERIC GUILLAUME ROI, &c.

NOus voulons bien vous faire ſavoir par celle-ci, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majeſté Imperiale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expreſſement par un Courier, par laquelle Sa Majeſté Imperiale témoigne ſon extrême déplaiſir des troubles qui ont duré jusqu'ici en Ooſtfriſe, & du ſoulevement, que de votre côté vous pouſſez toujours plus loin contre votre Prince, lequel Elle regarde comme une affaire qui ſert de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne ſauroit abſolument tolerer plus long-tems, après la grande clémence dont il a été uſé envers vous infructueuſement; c'eſt pourquoi Elle demande de Nous, & en même tems des autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, en ces propres termes: „ Que nous veuillions étouffer de „ toute notre force, ſi-tôt qu'il eſt poſſible, la Rebel„ lion ſuscitée par des Sujets ſans Religion, ſans foi, „ ſans honneur, comme une choſe contraire à l'auto„ rité du Chef Suprême dans l'Empire; que Nous „ veuillions aſſiſter le Prince dans le danger où il ſe „ trouve, avec les Troupes néceſſaires, rétablir la „ Paix, tranquillité & obéiſſance, mettre les Boutes-feu „ en priſon, & les garder jusqu'à nouvel ordre: enfin „ contribuer comme Directeur du Cercle, tout ce qui „ eſt néceſſaire pour accommoder & faire ceſſer „ promptement les differens pernicieux qui regnent „ dans la Principauté d'Ooſtfriſe."

Comme donc nous ne pouvons nous-même nullement aprouver, que contre nos propres exhortations ſi ſouvent réïterées envers vous, vous aïez de votre côté pouſſé les choſes ſi loin, jusqu'à voler, piller, bruler & tuer publiquement; même ſuivant la ſusdite Lettre de Sa Majeſté Imperiale, jusqu'à enfermer le Prince & ſa famille dans ſa réſidence, & tâcher à le forcer par un Siege formel, & la ruine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un tems où tout le differend étoit ou déja décidé par les Decrets Imperiaux, ou pendoit en partie encore devant le Conſeil Aulique, duquel vous auriez du attendre par conſequent la déciſion légitime de Sa Majeſté Imperiale. Et comme il ne vous eſt nullement inconnu combien ſeverement ces ſortes de rebellions contre le Souverain légitime ſont défenduës par les Conſtitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourrez aiſément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonſtances une pareille conduite continuée ne ſauroit être indifferente à nous, comme un Etat fidéle de l'Empire, & qu'il ſeroit impardonnable à nous, ſi nous voulions uſer de connivence à cet égard, ou nous ſoustraire à la Commiſſion de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous aïez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque précipitation, nous vous faiſons connoître préalablement la ſusdite ſérieuſe intention de Sa Majeſté Imperiale, jusqu'à ce que nous aïons communiqué là-deſſus avec les Seigneurs nos Condirecteurs, vous exhortant encore par la preſente, très-gracieuſement & en même-tems très-ſérieuſement, qu'autant que vous deſirez éviter l'entiere disgrace de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, avec l'exécution de tous les Directeurs du Cercle de Weſtphalie, qui s'enſuivroit très-certainement, ſi, contre toute opinion, vous n'y faiſiez point d'attention, vous quittiez auſſitôt après la Lecture de la préſente les armes injuſtement priſes contre votre Prince; que vous réduiſiez les auteurs de cette émeute dans les juſtes bornes, & prêtiez avec eux tranquillement la dûë obéiſſance, jusqu'à ce que l'affaire ſoit entierement terminée par la voïe de la Juſtice, ou par un Accommodement amiable, à quoi nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire ſe pourra. Nous attendons là-deſſus inceſſamment votre Déclaration poſitive, & dans cette ferme attente, nous vous aſſurons de notre grace & affection. ANNO 1727.

Berlin le 10. *Mai* 1727.

Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TRESCHERS AMIS ET VOISINS.

NOus eſperons que Vos Hautes Puiſſances ne prendront autrement que comme une marque de la confiance conſtante que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majeſté Imp. par un Courier exprès; par laquelle, Nous comme auſſi les autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, ſommes vivement exhortez & priez d'étouffer ſans délai, & par tous les moyens ſuffiſans, les troubles ruineux qui continuent jusqu'à preſent en Ooſtfriſe; à donner au Prince la protection & ſécurité néceſſaire contre les Rebelles, & à diriger les choſes de la maniere, que la Paix & la tranquillité de ce Païs ſoit rétablie au plûtôt.

Nous ne pouvons pas auſſi cacher à Vos Hautes Puiſſances, que tant par raport à l'obligation où nous nous trouvons, comme un Etat de l'Empire, & Directeur du Cercle envers Sa Majeſté Imperiale; qu'auſſi en particulier par la conſidération qu'il nous importe beaucoup comme Succeſſeur expectatif dans le Païs d'Ooſtfriſe, qu'il ne ſoit pas ruiné par de telles Rebellions, nous n'avons pû nous diſpenſer de déclarer là-deſſus en Réponſe: Que nous ſerions toujours prêt, en cas de beſoin, à prendre une telle Commiſſion ſur nous.

Et puiſque Vos Hautes Puiſſances de leur côté ont non ſeulement témoigné ci-devant en toute occaſion avec nous, un loüable mécontentement contre tout ce que les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont auſſi pluſieurs fois conſeillé à tenir une conduite plus raiſonnable & discrete; quoiqu'en vain: C'eſt pourquoi nous nous tenons parfaitement aſſuré de la grande équité de Vos Hautes Puiſſances, qu'Elles n'aprouveront en aucune maniere la conduite irréguliere & ſoüillée de beaucoup de ſang, des Etats d'Ooſtfriſe, & encore moins qu'Elles voudront empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle ſoit encore demandée) par leurs Troupes qui ſe trouvent dans ledit Païs.

De notre côté nous ne ſouhaitons rien plus que leſdits Etats d'Ooſtfriſe veuillent faire à tems plus d'attention qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réïterée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie eſt ci-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pend ſur la tête.

Mais en cas que non, nous voulons être excuſé de tous les malheurs & mauvaiſes ſuites qui leur pourroient arriver; & aſſurer encore particulierement à Vos Hautes Puiſſances avec toute ſincerité, que par raport aux Capitaux avancés par Elles audit Païs, nous jugeons que le rétabliſſement de l'ordre & ſubordination entre le Prince & les Sujets eſt plus convenable, que de ſouffrir que tout reſte plus long-tems dans la confuſion préſente; & que nous prendrons toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'aider au prompt payement des interêts des Capitaux dûs à Vos Hautes Puiſſances. Pour le reſte nous demeurons, &c.

Berlin le 10. *Mai* 1727.

FR. GUILLAUME.
plus bas, ILGEN.

Extrait

ANNO 1727. *Extrait de la Réponſe des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas au Roi de* PRUSSE.

QUe Leurs Hautes Puiſſances étoient très-reconnoiſſantes de la confiance que Sa Majeſté leur témoignoit en leur faiſant part de la requiſition de Sa Majeſté Imperiale, tendante à ce que Sa Majeſté & les autres Princes Directeurs du Cercle prêtaſſent la main enſemble ou ſéparément à l'exécution des Decrets Imperiaux dans l'affaire d'Ooſtfriſe, & apaiſaſſent les troubles dans ce Païs. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient eu ſoin de leur côté de donner connoiſſance de tems en tems à Sa Majeſté des démarches qu'elles faiſoient pour apaiſer ces differends, s'il étoit poſſible, & prévenir les voïes de fait qui ont été commencées contre leur ſentiment & leur attente, puisqu'elles les ont desaprouvées, ayant réſolu de conſeiller à ceux d'Embden & à leurs Adherans de ſe ſoumettre aux Decrets Imperiaux, & de s'abſtenir à l'avenir de toutes voies de fait, dans l'esperance que leur ſoumiſſion empêchera que les Decrets ſoient executez à la rigueur, & qu'enſuite les Griefs étant redreſſez ſelon l'équité; la tranquilité & la Regence pourroient être rétablies en Ooſtfriſe comme ci-devant; c'eſt ce dont Leurs Hautes Puiſſances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Miniſtre, d'informer Votre Majeſté, avant d'avoir reçu ſa Lettre; elles en ont de même donné connoiſſance au Sr. de Meinhertshagen Miniſtre de Sa Majeſté ici. Que Leurs Hautes Puiſſances ſe flattent que leur Conſeil joint à la Lettre de Sa Majeſté aux Etats d'Ooſtfriſe, auront un bon ſuccès, & qu'il ne ſera point neceſſaire d'en venir à une execution réelle, qui, ſi elle doit ſe faire en introduiſant des Troupes dans l'Ooſtfriſe, ne ſerviroit qu'à oprimer & ruiner ce Païs, à la conſervation duquel Leurs Hautes Puiſſances ne ſont pas moins intereſſées que Sa Majeſté. Que Leurs Hautes Puiſſances ſont très-ſatisfaites que Sa Majeſté ait averti les Etats de ce dont ils ſont menacez, s'ils ne s'abſtiennent de toutes voies de fait, & ne ſe ſoumettent. Que L. H. P. prient inſtamment Sa Majeſté de faire enſorte qu'on ne ſe preſſe pas d'envoyer des Troupes en Ooſtfriſe pour exécuter les Decrets Imperiaux, dans l'esperance que Sa Majeſté Imperiale, ſelon ſa clemence naturelle, voudra bien donner quelque esperance & ſûreté aux Renitens condamnez à tout perdre; que les Decrets ne ſeront pas exécutez contre eux à la lettre, & que Sa Majeſté voudra bien y contribuer, afin que les conſeils que l'on donnera aux Renitens de s'y ſoumettre, ayent plus d'effet. Que Leurs Hautes Puiſſances ne ſouhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Ooſtfriſe le plûtôt poſſible; à quoi Elles ont un intérêt, ſurtout que ce ſoit par des moyens qui ne ſurchargent pas ce Païs, qui n'a déja que trop ſouffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. ſeront toujours portées à y contribuer autant qu'il dépendra d'Elles, dans l'esperance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Ooſtfriſe.

*Réponſe des Etats Generaux au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'Embden.*

QU'ils n'ignoroient pas avec quel zéle Leurs Hautes Puiſſances avoient travaillé pour conſeiller, & s'il eût été poſſible, perſuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embden d'un autre côté, de terminer leurs differends par un Accord amiable, & en attendant de s'abſtenir de part & d'autre de toutes voies de fait: Qu'Elles ſont très-mortifiées de n'avoir pû réuſſir, puisque ſelon elles, c'étoit le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'expedient le plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choſes étant dans la ſituation où elles ſont, Leurs Hautes Puiſſances ne pouvoient leur donner un meilleur conſeil que celui de ſe ſoumettre, eux & leurs Principaux & Committans, à la déciſion des Decrets de Sa Majeſté Imperiale, & Leurs Hautes Puiſſances leur conſeillent cette ſoumiſſion. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient employez tous leurs bons offices, & continueroient à les employer pour faire enſorte que l'exécution des Decrets Imperiaux commiſe aux Directeurs du Cercle ſoit ſuſpenduë par proviſion dans l'esperance que cette ſoumiſſion le fera bientôt; mais que ſans cette ſoumiſſion, il n'y avoit point de ſuccès à attendre; que dès qu'elle ſera faite, Leurs Hautes-Puiſſances tâcheront d'obtenir, par leurs preſſantes interceſſions, que les Decrets ne ſoient pas exécutez à la rigueur, & que l'on uſe de modération, que les Griefs ſoient redreſſez, & la Regence rétablie ſur un bon pied. Que quant aux plaintes par raport aux Troupes Danoiſes qui ſont à préſent en Ooſtfriſe, & aux desordres & violences qu'elles commettent dans le plat Païs, Leurs Hautes Puiſſances employeroient leurs bons offices à ce que ces Troupes ſoient renvoyées, & que l'on faſſe ceſſer ces desordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans donnent des aſſurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement. ANNO 1727.

Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.* 1728.

Vendredi 9. Juillet 1728.

LEs Srs. Umbgroeve & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, ayant examiné en vertu de leurs Reſolutions Commiſſoriales datées de pluſieurs jours differens, conjointement avec quelques Srs. Commités du Conſeil d'Etat, les Pieces & Papiers que Leurs Hautes Puiſſances ont reçus depuis quelque tems au ſujet de l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, particulierement celles qui ont relation à la ſureté de la Ville d'Embden, en dedans & en dehors; & les Srs. Commités du Conſeil d'Etat ayant communiqué le raport du Colonel Otto, qui depuis peu y étant envoyé par le Conſeil pour examiner l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, ſpécialement à l'égard de la ſûreté de la Ville d'Embden qu'il leur paroiſſoit, auſſi-bien qu'aux Srs. Commités du Conſeil d'Etat, entierement dangereux, parce qu'il eſt évident qu'on a pouſſé ceux d'Embden à bout; que les Decrets Imperiaux ſont exécutés contr'eux à la derniere rigueur, & qu'on paroît avoir en vûë de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redreſſées, pendant qu'on ne répond nullement, ou ſeulement par de belles paroles, aux bonnes intentions & vives repréſentations de Leurs Hautes Puiſſances, pour obtenir quelque mitigation des Decrets Imperiaux; comme auſſi de rétablir la Paix & la tranquillité en Ooſtfriſe par des moyens plus doux, ſauf pourtant la ſouveraine autorité de Sa Majeſté Imperiale, comme Juge ſuprême dans l'Empire.

Que cela paroît inconteſtablement par les procedures des Srs. Commiſſaires Subdeleguez de Sa Majeſté Imperiale, qui pendant les déliberations du Conſeil Aulique, repriſes ſur les fortes inſtances de Leurs Hautes Puiſſances, ſe ſont rendus Maîtres des Seigneuries d'Embden, ſituées autour de la Ville, & y ont mis des Troupes ſous prétexte d'exécution. Que l'invaſion desdites Seigneuries, & particulierement de celle de Woethuyſen, qui n'en eſt qu'à la portée d'un Fauconneau, met la Ville en danger d'être ſurpriſe à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le ſéqueſtre deſſusdites Seigneuries, de leur ſubſiſtance, laquelle ils ont accoutumé de tirer de ces Seigneuries, & que la Ville même eſt tellement entourée & ſerrée, qu'elle, auſſi-bien que la Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances eſt tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embden n'oſe mettre les pieds hors des portes de la Ville ſans un danger extrême, à moins qu'il ne ſoit muni d'un Saufconduit des Srs. Commiſſaires Subdeleguez Imperiaux. Qu'on publie un Decret après l'autre, & qu'on met amende ſur toute ſorte de choſes, quelquefois, où Leurs Hautes Puiſſances ſont directement intéreſſées comme Parties Contractantes avec le Prince & les Etats, ſur le Magiſtrat en général, ou l'un ou l'autre de ſes Membres en particulier; qu'en mettant ainſi les esprits au desespoir, l'apréhenſion d'une Révolte en dedans, & les dangers d'une ſurpriſe en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas ſeulement la derniere confuſion à craindre, mais qu'on eſt, pour ainſi dire, à la veille d'un bouleverſement géneral; que les Troupes de l'Etat à Embden courent pareillement grand risque d'y être compriſes, & qu'on en pourroit

ANNO 1728.

roit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puiſſances, & malgré les ſusdites Troupes, à des hoſtilités qui pourroient avoir de fâcheuſes ſuites.

Qu'eux Srs. Députez avoient appris qu'on ſollicite à Vienne de la part du Prince, entr'autres un Decret Imperial, *de injungenda abductione militis Batavici:* & que Leurs Hautes Puiſſances ſont fort inquiétes de ce que ladite ſollicitation pourroit produire, qu'il eſt fort à craindre que la République ſera à la fin troublée ouvertement dans l'ancienne poſſeſſion de ſes Garniſons à Embden & Lieroort, & qu'il pourra arriver qu'on renverſe tout d'un coup la forme de la Regence en Ooſtfriſe, à la conſervation de laquelle on a travaillé ſincerement de la part de l'Etat avec un zéle infatigable & avec toute l'aplication & précaution poſſibles depuis une longue ſuite d'années. Leurs Hautes Puiſſances ayant été requiſes expreſſément en qualité d'amis & voiſins, auſſi-bien par les Comtes & Princes d'Ooſtfriſe, que par les Etats, avec ce ſuccès que les troubles ont été chaque fois aſſoupis, les differends aplanis, & après précedente ſoumiſſion, decidées, comme auſſi la forme de la Regence fixée & affermie: de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, on a fait pluſieurs Accords ſolemnels, entre les Comtes & Princes, & leurs Etats; comme auſſi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Embden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilegiée d'Ooſtfriſe, leſquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, & au maintien desquels, comme auſſi pour prévenir toute ſorte d'hoſtilités, elles ont miſes & entretenuës à leurs propres frais depuis plus de cent ans leurs Garniſons à Embden & Lieroort.

Qu'on ne juge pas néceſſaire d'alleguer tout au long, que cet Etat a toujours eû à cœur l'intérêt de l'Ooſtfriſe & de la Ville d'Embden en particulier, ni ce que Leurs Hautes Puiſſances ont fait pour la conſervation de ce Païs; que marque de cela, parmi pluſieurs autres preuves, la Ville d'Embden a été toujours nommément compriſe de la part de Leurs Hautes Puiſſances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été intéreſſées, comme dans celui de Munſter, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en paſſant, que l'Ooſtfriſe préſentement réduite en Marais & Païs inondé, ſans les Capitaux conſiderables qui ont été négociez ſous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fournis depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'intérêt que la République prend à ſa conſervation; de ſorte qu'on ne peut ſonger qu'avec étonnement & frayeur à un renverſement total de la Regence en Ooſtfriſe, dont on a ci-devant allegué les ſuites, & qui ſont faciles à prévoir, mais qu'on ne ſauroit trop apréhender.

Surquoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon & entendu de donner connoiſſance dudit raport aux Srs. Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à Soiſſons, & de leur recommander de concerter ſur cet état dangereux & pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, avec les Srs. Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Couronnes ayant déclaré en général d'être portées à ſoutenir Leurs Hautes Puiſſances; & à favoriſer l'intérêt de l'Etat en Ooſtfriſe; à qui entr'autres convient que la tranquillité y ſoit rétablie au plûtôt; que les Droits de Garniſon de l'Etat, dont il a joui depuis ſi long-tems, & que les Accords & Accommodemens entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances ſont pour la plûpart garants, ne ſoit annullées ou bouleverſées, & que toute la Regence ne ſoit renverſée; à moins de quoi on ne voit aucune certitude, & encore moins, une parfaite ſureté à l'égard des Garniſons de l'Etat en Ooſtfriſe & des Capitaux importans que les bons Habitans de la Republique ont fournis pour le bien & la conſervation de l'Ooſtfriſe aux Princes & aux Etats en général, comme auſſi à la Ville d'Embden en particulier.

Qu'eux Srs. Plenipotentiaires obſerveront à l'égard dudit concert.

1. De déclarer conjointement avec les Srs. Miniſtres Plenipotentiaires de France & de la Grande Bretagne au Congrès, comment on peut engager les Srs. Comtes de Sinzendorff & autres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale audit Congrès, dont le premier a déja été averti, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'état pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, à donner une réponſe poſitive & ſpecifique à l'égard de l'intention de la Cour Imperiale touchant le rétabliſſement du repos en Ooſtfriſe, & particulierement ſur la maniere la plus propre & la plus efficace, pour inſiſter vivement & ſérieuſement auprès des Srs. Plenipotentiaires Imperiaux, ſoit ſeuls, ou bien conjointement avec les Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne au rétabliſſement de toutes les innovations pendant les déliberations du Conſeil Aulique, ſur l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances pour la modification des Decrets Imperiaux dans les affaires d'Ooſtfriſe, & particulierement à la reſtitution desdites Seigneuries à l'entour d'Embden, dont l'occupation ſerre la Ville de ſi près, qu'elle eſt autant que blocquée; ou pour le moins de ſuspendre toute exécution ulterieure, & de réduire la Commiſſion à un état, qu'on ne vienne ni dans le voiſinage, ni ſur les Frontieres de l'Etat à des extremités, qui pourroient avoir de mauvaiſes ſuites, dans un tems, où le Congrès eſt aſſemblé à Soiſſons pour la Pacification générale de l'Europe.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Païs de fond en comble, à la conſervation duquel L. H. P. ſont intéreſſées pour les raiſons ci-deſſus alleguées, on faſſe des repréſentations ſerieuſes aux Srs. Plenipotentiaires Imperiaux de vouloir effectuer, par leurs bons offices, auprès de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, que Sadite Majeſté ſe détermine, ſelon ſa haute équité & ſa clemence naturelle, à mitiger la rigueur des Decrets publiez, par leſquels les Habitans d'Embden & leurs Adherans ſont condamnez à perdre leurs biens & vies, & qu'Elle s'ouvre à L. H. P. & à leurs Alliez reſpectives touchant ſes intentions pour le rétabliſſement de la Paix & de l'ordre dans la Régence d'Ooſtfriſe, afin que L. H. P. étant perſuadées que S. M. Imperiale & Cathol. ne ſonge nullement à exécuter les Decrets, ſelon toute leur rigueur, ni à renverſer la forme de la Régence, ſe puiſſent tranquilliſer pour leur propre intérêt, & ſoient par là d'autant plus en état de diſpoſer la Ville d'Embden & ceux de ſon parti à s'accommoder à l'intention de S. M. Imperiale, ainſi qu'on a fait de pareilles repréſentations l'année paſſée de la part de L. H. P. au Sr. Comte de Konigſegg Erps, Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté Imperiale à la Haye, & ſur leſquelles on a inſiſté de tems en tems, ſans qu'on aye vu le moindre ſuccès.

3. Que leſdits Srs. Plenipotentiaires de L. H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur faſſent la propoſition, qu'en cas que, contre toute esperance & attente, les Srs. Plenipotentiaires Imperiaux ne donnaſſent pas une réponſe ſuffiſante à ce ſujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponſe, on commît de nouvelles hoſtilitez contre la Ville d'Embden & la Garniſon de L. H. P, ainſi qu'on doit aprehender, pour les raiſons ſusdites, L. H. P. comptent non ſeulement ſur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui regnent entre les Hauts Alliez & l'Etat; mais qu'Elles ſont auſſi entierement perſuadées, que leſdits hauts Alliez regarderont ce cas comme *Caſus Fœderis*, qui eſt compris dans les Traitez, & nommement dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'eſt promis une Garantie reciproque, non ſeulement de tous les Etats, Païs & Villes, mais auſſi *de tous les Droits, Immunitez & Prérogatives, dont les Hauts Contractans jouiſſoient, ou devoient jouir dans le tems que ce Traité fut ſigné*; étant inconteſtable, que parmi les Prérogatives, dont l'Etat jouïſſoit dans le tems qu'il acceda audit Traité, & dont il a été en poſſeſſion depuis plus de 120. ans, ſes Garniſons à Embden & à Lieroort ne ſont pas les moindres, &c.

ANNO 1728.

*Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'*OOSTFRISE.

Lundi le 13. *Septembre* 1728.

ON notifiera à la Commiſſion de l'Ooſtfriſe & publiera la Reſolution ſuivante de S. M. I.

L'Empereur a aprouvé le ſentiment du Conſeil Aulique, de ſorte que

I. On expediera & publiera la Patente d'Amniſtie projettée, pour convoquer à la Diète, les Etats d'Ooſtfriſe y apartenans, tant les obéiſſans que les *Renitens*, avec pourtant cette reſerve, que non ſeulement les deux Auteurs de la Rebellion, nommement *Bernard Henri d'Appel*, & *Rudolf de Rheeden*, mais auſſi ceux qui ont eu part aux homicides perſonnels, ſeront exclus de cette Amniſtie, & on procedera contre eux ſelon

ANNO 1728.

ſelon le Droit, &c. Cependant Sa Majeſté Imperiale, ſelon le raport des Commiſſaires, ſe reſerve de decider là-deſſus, ſi Elle trouve plus à propos de mitiger leur châtiment, ou point.

2. La Commiſſion d'Ooſtfriſe continuera la ſequeſtration des Biens des Rebelles pour l'*indemniſation* des innocens, jusqu'à la comparition de ceux-là à la Diète, & moyennant leur bon comportement, les Biens ſequeſtrez pourroient leur être reſtituez, en vertu de la clemence & de la gracieuſeté de l'Empereur, dès que les leſez ſeront dédommagez.

3. On expediera, ſelon le Protocolle, le Decret Imperial, & on le donnera à l'Envoyé de Hollande, en réponſe des Memoires qu'il a délivrez.

4. On adreſſera les ordres, ſelon le Protocolle, aux Commiſſaires Imperiaux, & à leurs Subdeleguez dans l'Ooſtfriſe.

(*Signé*)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puiſſances, du 29. Juillet 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 26. du Courant, je me ſuis entretenu à Verſailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux ſur l'affaire d'Ooſtfriſe; Je les ai trouvé très-diſpoſez de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinzendorff dans la vûë d'empêcher que l'affaire d'Ooſtfriſe ne ſoit pouſſée à une plus grande extremité, mais au contraire que les Seigneuries appartenantes à la Ville, & qui ſont occupées par la Commiſſion, lui ſoient reſtituées, & que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les déliberations de l'Empereur pour rétablir le repos dans ce Païs-là: ſuppoſé que ce que ces Miniſtres ont dit à ce ſujet au Comte de Sinzendorff n'ait été d'aucun effet jusqu'à préſent, ils ne doutoient point que ce Seigneur ne fit reflexion ſur ce qu'ils lui avoient repeté ſur cette matiére, & que L. H. P. pouvoient être perſuadées qu'ils prendroient à cœur de toute maniere la ſûreté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occaſions. Et comme le Comte de Sinzendorff m'avoit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écriroit ſur ce ſujet au Comte de Königſegg-Erps, que ce Miniſtre envoyeroit aux Commiſſaires Subdeleguez d'Ooſtfriſe, dans l'esperance qu'elle produiroit l'heureux ſuccès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce ſujet à ces Meſſieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puiſſent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinzendorff.

Je ne puis à cette occaſion, Monſieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai trouvé les Miniſtres de la Grande-Bretagne reſolus de déclarer les démêlez d'Ooſtfriſe un *Caſum Fœderis*, ſuivant quoi L. H. P. ſont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Reſolution chez les Miniſtres de France, quoiqu'ils donnaſſent de fortes aſſûrances de leur appui & de leur ſecours Ils ſe retranchent à dire qu'ils le font plûtôt par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traitez.

J'ai envoié Copie de la traduction de la ſusdite Lettre du Comte de Sinzendorff, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Miniſtres d'Angleterre; afin qu'ils examinaſſent ce qu'il y avoit à faire ſur cette matiere, & de quelle maniére on pourroit le mieux ſatisfaire à l'intention de L. H. P. contenuë dans leur Reſolution du 9. de ce Mois: Je me ſuis enſuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Converſation que j'ai eu avec le Comte de Sinzendorff, ſur cette affaire, il s'eſt expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit abſolument pas de faire déloger la Garniſon que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accordoient à ce que la Ville d'Embden démeurât ſous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pouvoit point approuver que cette Fortereſſe de l'Empire fût occupée par des Troupes Etrangeres, mais que l'Empereur continueroit à uſer de connivence à l'égard de ce qui avoit été ſi long-tems pratiqué par rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de repreſenter à S. E. que ce qui ſe paſſoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guere avec les aſſûrances qu'il me donnoit, puisqu'il n'y avoit pas grande difference entre attaquer la Garniſon de l'Etat, ou, ſous prétexte d'exécuter les Decrets du Conſeil Aulique, la tenir ſi étroitement bloquée ainſi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût ſurpriſe.

ANNO 1728.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déja mis ordre & reglé le payement des intérêts des Capitaux que les ſujets de l'Etat avoient avancez en faveur de l'Ooſtfriſe; Qu'à l'égard des *Renitens*, l'intention de l'Empereur étoit abſolument qu'ils devoient ſe ſoumettre, & s'en raporter à la Commiſſion, que par-là l'Empereur ſeroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit auſſi ſon intention.

Là-deſſus, je pris encore la liberté d'aſſurer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'agir de concert à cet égard avec l'Empereur auſſi-tôt que S. M. I. trouveroit à propos d'aſſûrer aux *Renitens* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Païs conſerveroient leurs Droits & Privileges qui faiſoient la ſûreté de l'Etat & de leurs Habitans, & que l'Etat ſouhaitoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une maniére plus claire & plus préciſe, ſans quoi l'Etat ne pouvoit pas ſe charger de perſuader des Gens à ſe ſoumettre, contre qui il y avoit déja un Decret qui déclaroit leurs Biens confiſquez & leur Vie en danger. Le Comte de Sinzendorff répliqua là-deſſus que l'Empereur même, ſuivant ſon Serment, ne pouvoit juger que conformement aux Loix & Privileges du Païs; qu'il n'étoit pas aſſez inſtruit pour ſavoir ſi tous ces Privileges avoient été légitimement obtenus, ſans quoi ils ne pouvoient être regardez que comme aiant été uſurpez. Que l'Adminiſtration des Deniers Publics étoit une des cauſes de la diſcorde dans ce Païs-là, & que ſuivant ſon jugement le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je ſuis, &c.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puiſſances, de Paris le 1. *Août* 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 29. du paſſé, j'ai cru devoir repréſenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre cijointe, ma ſurpriſe ſur le contenu de la Lettre du Comte de Sinzendorff *, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une maniere qui confirme ce que le Comte de Sinzendorff avance, ſavoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Ooſtfriſe, ne pouvoient être portées au Congrès, c'eſt pourquoi j'ai crû devoir envoier à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'aiant fait ſavoir qu'il ſouhaiteroit fort que j'allaſſe hier à Verſailles pour conferer avec moi ſur ce ſujet, je m'y ſuis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponſe au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal ſur les affaires d'Ooſtfriſe, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient ſouvent parlé au Comte de Sinzendorff ſur l'affaire d'Ooſtfriſe dans les termes les plus preſſans, qui avoient enfin engagé S. E. à écrire au Comte de Königſegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre, le Garde des Sceaux étoit allé à Boulogne, où loge le Comte de Sinzendorff, pour lui parler encore ſur le même ſujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la ſincere intention de Son Eminence. Que le Comte de Sinzendorff lui avoit repondu qu'il esperoit que ſa Lettre au Comte de Königſegg auroit tout le ſuccès deſiré, & que comme il avoit reçû ce jour-là un Courier de l'Empereur ſur cette affaire d'Ooſtfriſe, il s'imaginoit que le Comte de Königſegg auroit auſſi reçu de nouvelles Inſtructions ſur ce ſujet; mais que puisqu'on prenoit ici cette affaire ſi fort à cœur, il depêcheroit inceſſamment un Exprès à la Cour Imperiale, à quoi le Comte de Sinzendorff avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garniſon

* On trouvera ci-après cette Lettre, celle de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il eſt parlé dans cette Lettre.

ANNO 1728.

niſon de l'Etat, ni les Privileges du Païs, proteſtant de la maniere la plus forte que les Renitens ſeroient traitez avec toute ſorte de douceur s'ils vouloient ſe ſoumettre, mais il ne s'expliqua point davantage ſur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dicta pour derniere reſolution ſur mon Mémoire: *Nous ſoutiendrons les Etats Généraux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Il ſuffit que la République y ſoit intéreſſée, pour que nous nous portions à l'aider avec empreſſement & avec vivacité. Elle fera très-bien de prendre toutes les meſures néceſſaires pour ne point ſuccomber, ſi l'on portoit trop loin la violence, & comme nous ne doutons pas que les Etats Généraux n'agiſſent que de concert avec nous, ils peuvent être ſûrs que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les meſures pour faire ceſſer la rigueur des Commiſſaires Imperiaux devinſſent inutiles.* Mr. le Garde des Sceaux avoit couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; ſans aucun changement, au Comte de Sinzendorff; ce qui ſera auſſi envoyé à Mr. de la Baune *.

Comme j'avois auſſi delivré le Mémoire ſusdit aux Miniſtres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avoient reçu pluſieurs ordres d'apuyer de tout leur pouvoir les repréſentations qui ſeront faites de la part de L. H. P. au ſujet des affaires d'Ooſtfriſe, tant a cette Cour-ci qu'aux Miniſtres de Sa Maj. Imp. Et ils m'aſſurerent que l'intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la Republique en toutes manieres dans l'affaire d'Ooſtfriſe & qu'ils envoyeroient à leur Cour le ſusdit Mémoire que je leur avois donné. Je ſuis, &c.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KÖNIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet* 1728.

J'Ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations y jointes pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du ſentiment, que je dois écrire à la Commiſſion Subdeleguée en Ooſtfriſe, pour lui faire connoitre que je croyois que ladite Commiſſion ne devoit pas pouſſer l'exécution plus loin, mais qu'elle laiſſât les choſes dans l'état, où elles ſe trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait diſpoſé autrement. Mr. Hop m'a témoigné, qu'il étoit auſſi de cette opinion; mais comme vous n'ignorez point, Monſieur, que ces ſortes de Commiſſions ſont principalement émanées du Conſeil Aulique, & qu'elles dépendent ainſi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aiſément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultez pourroient facilement s'aplanir, ſi le Magiſtrat d'Embden vouloit comparoitre devant ladite Commiſſion & lui rendre obéiſſance, ſuivant que l'équité & les Conſtitutions de l'Empire l'éxigent. Mr. Hop m'a fait connoitre, que ces gens-là craignoient de paroître devant la Commiſſion, mais moi, je penſe que les Etats Généraux protegeront d'autant plus difficilement ces desobéiſſans, qu'ils ſavent par experience, qu'on n'eſt point accoûtumé dans l'Empire d'employer & de mettre en uſage toutes les rigueurs. Outre cela on eſt perſuadé en Hollande, que malgré l'oppoſition de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur ſont dûs, on m'aſſure qu'on a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont lieu d'en être contents & ſatisfaits. Au reſte il me paroit, que ſi les Etats Généraux ne vouloient pas fortifier ces Gens dans leur desobéiſſance, il ſeroit facile de terminer au plûtôt cette affaire, de maniere que le meilleur ſeroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Cath., que les Subdelegués ſe conduiſent de façon à pouvoir empêcher toutes ſortes de voyes de fait, pour ne point aigrir davantage les choſes, & pour nous mettre en état de nous faire reſſentir les effets des bonnes diſpoſitions, qu'on peut attendre de la Conjoncture preſente. Mr. Hop m'a auſſi demandé, ſi les Embdenois n'avoient rien à craindre par raport à leurs Privileges? Je lui ai répondu, que je ne ſavois point jusqu'où ils avoient porté leur temerité; mais qu'en général, je pouvois l'aſſurer, que ſelon les principes de S. M. I. on eſt dans l'habitude de maintenir toujours les Vaſſaux de l'Empire dans leurs anciens Privileges. J'ai fait en même tems connoître à Mr. Hop, que S. M. I. ne permettroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire ſoit portée & agitée au Congrès, & cela fondé ſur ce que Sadite Maj. Imperiale étoit en général d'accord ſur ce point avec la France. Je ſuis, &c.

ANNO 1728.

Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.

MONSIEUR,

JE me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence ci-joint la Traduction de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinzendorff avoit promis d'écrire à Mr. le Comte de Königſegg-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçuë en des termes propres à calmer proviſionellement le Païs d'Ooſtfriſe & mettre la Republique en tranquilité de ce côté-là.

Il ne me reſte donc, Monſieur, qu'à vous prier de faire réflexion ſur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre ſur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous ſouhaitez que je vienne recevoir réponſe là-deſſus, afin de me mettre en état d'en faire un raport fidele à L. H P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je ſuis avec tout le reſpect poſſible, &c.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.

MESSIEURS les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne me ſont venus voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Eminence ſur les affaires d'Ooſtfriſe, & qu'ils ont trouvé votre Eminence dans les diſpoſitions telles que j'avois eſperé; ils m'ont dit encore qu'ils ont tâché d'entretenir ſur cette affaire Mr. le Garde de Sceaux, mais qu'ils n'ont pu le joindre à cauſe qu'il étoit occupé aux Sceaux. Votre Eminence aura vu dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinzendorff à Mr. le Comte de Königſegg-Erps, combien peu d'esperance il y a que par cette Lettre non ſeulement la tranquilité ſoit renduë au Païs d'Ooſtfriſe, mais même qu'il n'y a point d'esperance du tout que cette Lettre empêche les Commiſſaires Subdeleguez de continuer l'exécution contre la Ville d'Embden & votre Eminence aura ſans doute remarqué dans la fin de ladite Lettre ſurquoi eſt fondé la confiance du Miniſtre Imperial. J'ai cru pouvoir me diſpenſer de preſſer avec importunité votre Eminence de me faire avoir réponſe ſur le Mémoire que Mr. Goslinga & moi avons préſenté ſur cette affaire à votre Eminence & aux Miniſtres des Alliez de la Republique au Congrès, tandis que je pouvois me flatter que votre Eminence auroit engagé Mr. le Comte de Sinzendorff à prévenir par ſon moyen tous les malheurs, qui ſont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laiſſe aucune esperance, je me trouve obligé de ſuplier votre Eminence de vouloir réfléchir ſur la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe; d'avoir la bonté de me faire ſavoir ſon ſentiment ſur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinzendorff, & en même tems ſur le Mémoire, qui, en exécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Eminence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

Réponſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet 1728.

JE reçois, Monſieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai, pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des ſentimens du Roi ſur l'affaire d'Ooſtfriſe, & ſur leſquels la Republique peut compter. Il eſt vrai que j'ai dit à Mr. de Sinzendorff, que les affaires de l'Empire & purement de ſon reſſort ne ſeroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui ſeroient

* Chargé des affaires de France à la Haye depuis le départ du Marquis de Fenelon.

ANNO 1728.

roient une ſuite des Traitez de Weſtphalie, dont nous ſommes Garants & celles auſſi qui auroient une ſi grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans leſquelles nous ne pourrions nous diſpenſer d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'il leur fut fait juſtice, telle eſt l'affaire d'Ooſtfriſe, & la Republique peut être aſſurée que ſon repos & ſa tranquilité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empreſſement & vivacité, en cas que toutes les meſures pour faire ceſſer la rigueur des Commiſſaires Imperiaux devinſſent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, il demande une Conference plûtôt qu'une Lettre, & Mr. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conferer avec lui ſur une affaire ſi preſſante & ſi délicate, le Roi ſera toujours prêt à donner à la Republique les ſecours dont elle aura beſoin auſſi bien que les Conſeils qu'il croira néceſſaires. Je vous ſuplie, Monſieur, de vouloir mettre une entiere confiance dans la Droiture de nos intentions, & d'être perſuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus parfaitement que je fais, qui ſuis, &c.

Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à ceux des autres Alliez de Hanovre.

LEs ſousſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances aiant des ordres très precis de la part de leurs Maîtres, de repréſenter à leurs Alliez l'extremité où ſe trouve reduite la Ville d'Embden, ils s'acquittent de ce devoir par le preſent Mémoire, qu'ils ont l'honneur de preſenter à Vos Excellences.

Il ſouviendra à ſon Eminence, & aux autres Miniſtres des Alliez, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Repréſentations très-vives là-deſſus, non ſeulement à nos Alliez, mais auſſi en plus d'une Converſation aux Miniſtres de Sa Maj. Imperiale.

Votre Eminence entra ſi bien & avec tant d'affection dans la juſtice de nos plaintes, & conçut ſi bien l'importance de la conſervation de cette Place, le Boulevart des Frontieres de quatre ou cinq Provinces, la ſeureté de nos côtes: par conſequent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Oſt (qui comprend le Holſtein, le Jutland & les Iſles adjacentes) dont la plus grande partie ſe fait le long des côtes d'Ooſtfriſe, tellement qu'il faut croiſer l'Ems, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la Republique.

Votre Eminence, diſons-nous, convaincuë de la verité de ces faits, ne heſita pas un moment à nous donner les aſſeurances les plus fortes, de vouloir ſoutenir nos juſtes Droits. Elle eut en conſequence de cela la bonté d'en parler en des termes très-ſerieux à Mr. le Comte de Sinzendorff.

Les ſousſignez de leur côté n'ont pas ceſſé de faire auprès des Miniſtres de Sa Majeſté Imperiale les inſtances les plus vives, pour qu'ils vouluſſent s'expliquer ſur les conditions que S. M. Imperiale trouveroit bon, ſelon ſa Clemence ordinaire, & Heréditaire à ſa Maiſon, de prescrire à ceux d'Embden, qui, pour peu qu'elles euſſent en vuë les anciennes Conventions, & miſſent à couvert la vie, la liberté & les poſſeſſions de la Ville & des Habitans, nos Maîtres préteroient volontiers les mains à un œuvre auſſi charitable, & auſſi Chrétien.

Ce n'eſt pas la premiere fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königſegg, & le Miniſtre ordinaire de L. H. P. a eu ordre plus d'une fois de faire des répréſentations là-deſſus, ſans que jamais il ait eu de reponſe.

Si jamais le tems fut propre, pour pouvoir eſperer que toutes les ſemences de diviſions qui ſubſiſtent, puiſſent être étouffées dans leur naiſſance, c'eſt-à-préſent, que d'un conſentement unanime les Miniſtres de preſque toutes les Puiſſances principales de l'Europe ſe trouvent aſſemblez en Congrès, uniquement dans la vuë ſalutaire de procurer une Paix & un repos ſtable au Monde Chrétien, auſſi les ſousſignés ſe flattoient déja agréablemeut, que les bons offices de votre Eminence & de Vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eut ſuſpendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, levée la blocade de la Ville, laiſſé à la Ville la poſſeſſion de ſes Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & ſortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de Terre & pour exercer librement leur petit Commerce. ANNO 1728.

Mais ces esperances flateuſes ſe trouvent entierement évanouïes. On continue d'uſer de toutes les rigueurs imaginables: Edits foudroyants les uns ſur les autres, Amendes & Confiſcations ſur Confiſcations, on ſerre la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'excepté la force ouverte (dont on ſe peut ſervir à tous momens, poſtées comme ſont les Troupes) la Ville ſe trouve aſſiegée dans les formes.

Voilà Meſſieurs, l'état violent, où ſe trouve la Ville avec ſes Habitans, & par conſequent la Garniſon de nos Maître reduites, c'eſt cette triſte & violente ſituation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir uſé avec tant de patience, d'avoir recours à l'interceſſion efficace &, en cas de beſoin, à l'aſſiſtance réelle de leurs Alliez.

Il eſt inutile de leur répréſenter de nouveau l'importance de cette Ville à tous égards, nous ajouterons ſeulement à ce qui s'eſt déja dit là-deſſus, que nos généreux Ancêtres dès la naiſſance de la Republique crurent cette Ville de cette importance pour leur conſervation, qu'ils ne balancerent pas, avec poſt-poſſeſſion de leurs Frontieres les plus expoſées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accourir au ſecours de cette Ville menacée, & à la veille d'être opprimée; auſſi nos Ennemis en conçurent dès ce tems-là ſi bien l'importance, que plus d'une fois ils firent des tentatives de s'en rendre les Maîtres, ſous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après le ſiege de la Guerre: Projet, s'il avoit réuſſi, qui auroit étouffé dans ſa naiſſance la Republique; auſſi la France & la Grande-Bretagne, dès lors nos Alliez, en furent ſi bien perſuadées, qu'ils y tinrent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jaques premier, voulut bien être Garant du Traité qui ſe fit, ſous la Mediation de la Republique, à la Haye l'an 1606. entre le Comte & la Ville.

Ce ſont ces Conſiderations importantes, diſons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir recours aux Conſeils & à l'aſſiſtance de leurs Alliez.

En conſequence de cela ils demandent:

En premier lieu, que leurs Alliez ſe joignent avec eux pour faire de concert & enſemble les inſtances les plus amiables & en même tems les plus ſérieuſes, pour qu'il plaiſe à Sa Majeſté Imperiale, ſelon ſa clemence ordinaire, d'employer ſon authorité, afin qu'au plûtôt qu'il ſoit poſſible, ces malheureuſes diſſentions ſoient terminées d'une maniere équitable, avec la conſervation de la vie, de la liberté, des poſſeſſions de la Ville & de ſes Habitans, & ſans renverſer les fondemens du Gouvernement du Païs & de la Ville.

En ſecond lieu,

Que cette affaire exigeant peut-être plus de tems que le triſte état, où ſe trouve la Ville & la Garniſon, ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majeſté voulût bien ordonner au Commiſſariat de remettre les choſes dans l'état, où elles étoient avant la ſaiſie des Domaines & des Biens de la Ville & de ſes Habitans.

Et en troiſiéme lieu.

En cas que malheureuſement tous ces offices amiables ſe trouvaſſent, contre toute attente, infructueux, que Nos Alliez veuillent bien conſiderer cette affaire avec les ſuites, qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme ſans contredit elle l'eſt) en termes exprès, un *Caſus Fœderis*, avec cet effet, que, ſi malheureuſement la Republique ſe trouvoit reduite à la dure neceſſité, de ſauver de l'une ou de l'autre maniere la Ville, ſes Habitans & leur propre Garniſon de leur ruine, que cette demarche, à laquelle on ne viendra pas, à moins d'une neceſſité toute abſoluë, (comme celle où on ſe trouveroit, ſi, contre toute eſperance, on continuoit de pouſſer les choſes à l'extremité) ſeroit approuvée par leurs Alliez, & les ſuites qu'elle pourroit avoir, cenſées, *Caſus Fœderis*, en vertu duquel nos Maîtres ſeront en Droit d'exiger d'on tiennent avoir beſoin pour ſe garantir de l'oppreſſion de leurs Ennemis.

Ce n'eſt pas que nos Maîtres endent le moins du Monde s'ingerer dans le Do ique de l'Empire: loin

ANNO 1728.

loin de là, ils ne cherchent rien avec plus d'empreſſement, qu'à vivre dans une étroite harmonie avec le Chef & les Membres de ce redoutable Corps, & on prie Vos Excellences d'en donner chacun là où ils jugeront à propos, les aſſurances les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embden ne peut pas être conſiderée telle, auſſi jamais l'Empire ne s'en eſt mêlé : Les Traités de Munſter, de Nimegue, de Ryswyk & celui d'Utrecht, en ſervent de preuve, & jamais on n'a disputé une poſſeſſion de plus de cent ans ; Auſſi nos Maîtres ſont dans la forte perſuaſion, qu'encore l'Empire le conſidere ſur ce pied-là.

Voilà, Meſſieurs, ce que nous avons ordre de repréſenter à Vos Excellences de la part de nos Maîtres, l'union cordiale qui ſubſiſte entre les Alliez, & les preuves réelles que nos Maîtres ont reçuës, leur inſpire une forte esperance, qu'à la faveur de cette Harmonie & de cette aſſiſtance efficace, cette affaire delicate & importante pourra être accommodée au contentement de nos Maîtres, qui de leur côté ne manqueront jamais à donner des preuves de leurs intentions ſinceres, de cultiver avec ſoin l'amitié & l'union qu'ils ont eu l'honneur de contracter avec d'auſſi grands Princes.

Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le 29. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königſegg-Erps par le Comte de Sinzendorff, & communiquée à Mr. Hop par ledit Comte de Sinzendorff, touchant la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe, ſurquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & réſolu de prier & commettre les Seigneurs de Singendonk & autres Députez pour les affaires d'Ooſtfriſe pour entrer en conference avec le Sr. Comte de Königſegg-Erps, Envoyé extraordinaire de Sa Maj. Imp. & lui déclarer que Leurs Hautes Puiſſances ont vu avec plaiſir par la ſusdite Lettre du Comte de Sinzendorff les bons offices employez par ledit Sr. Comte de Königſegg-Erps auprès du Sr. Comte de Sinzendorff pour l'engager à écrire aux Commiſſaires Subdeleguez en Ooſtfriſe de ne point pouſſer plus loin leurs exécutions & de ſurſeoir juſqu'à ce que Sa Maj. Imp. en ait ordonné ulterieurement.

Que de même elles avoient remarqué avec plaiſir que le Comte de Sinzendorff étoit d'avis que les ſusdits Commiſſaires Subdeleguez, s'ils n'ont pas d'ordres contraires, doivent ſe conduire de maniere à prevenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué en même tems que ledit Comte de Sinzendorff faiſoit quelque difficulté d'écrire aux Commiſſaires Subdeleguez, cette affaire n'étant pas de ſon departement: Que L. H. P. aprennent d'un autre côté que leſdits Commiſſaires Subdeleguez pouſſant leurs Procedures avec la derniere rigueur, jettent la Ville d'Embden dans la plus grande inquietude, puiſqu'elle ſe trouve pour ainſi dire bloquée, enſorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui auroient de mauvaiſes ſuites qu'on voudroit prevenir.

Qu'il paroit que le Comte de Sinzendorff eſt d'avis que les difficultez ſeroient bien-tôt aplanies ſi le Magiſtrat d'Embden ſe ſoumettoit à la Commiſſion Imperiale & témoignoit ſon obéiſſance, que L. H. P. avoient laiſſé audit Magiſtrat toute ſa liberté à cet égard, & ne lui avoit donné que des conſeils de moderation.

Qu'elles remarquent que le Comte de Sinzendorff a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaiſir, puiſqu'il s'imagine que L. H. P. fortifient ledit Magiſtrat dans ſa prétendue desobéiſſance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours conſeillé au Magiſtrat de ſe ſoumettre ; & qu'effectivement ce Magiſtrat a fait ſa ſoumiſſion par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, ſupliant ſeulement très-humblement que l'on eut égard à leurs Droits & Privileges ſuivant l'équité de Sa Maj. Imperiale. Mais cette ſoumiſſion a été rejettée par la ſeule raiſon qu'on y avoit ajouté cette prière.

Que L. H. P. conſiderent preſentement que ceux d'Embden & leurs Adherans ſont déclarez par les Decrets Imperiaux avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie, Elles ne voyent pas comment pouvoir en conſcience leur conſeiller de ſe ſoumettre à de tels Decrets, ſur tout remarquant l'autorité avec laquelle le Prince & ſon Miniſtere a ſur les Commiſſaires Subdeleguez, qui ſuivent en tout les intentions dudit Miniſtere, enſorte qu'il ne reſte aucune porte ouverte aux repreſentations ou remonſtrances de ceux d'Embden.

ANNO 1728.

Que L. H. P. ayant la plus grande idée de l'équité naturelle, de la Clemence & de la bonté de Sa Maj. Imp. s'en raporteroient volontiers à elle ſi c'étoit leur propre affaire, pourvû que Sa Maj. Imp. voulût bien l'examiner elle même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettant pas d'entrer dans l'examen detaillé des differens du Prince d'Ooſtfriſe avec les Etats de ſon Païs & la Ville d'Embden, L. H. P. ne pourroient être aſſurées ſinon que les informations qui ſeroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque tems ne viennent que d'un côté des Parties, ne peut donner à S. Maj. I. qu'une ſiniſtre impreſſion de ceux d'Embden.

Que L. H. P. dans la ſeule vuë de contribuer de tout leur pouvoir au rétabliſſement de la tranquillité & la bonne Harmonie en Ooſtfriſe, à quoi la Republique a un ſi grand intérêt, ont demandé il y a long-tems qu'on leur fit connoître juſqu'où pourroit s'étendre la Clemence de Sa Maj. Imp. en faveur des Renitens, & ce qu'on pourroit relâcher, dans l'exécution, de la rigueur des Decrets de l'Empereur & du Conſeil-Aulique de l'Empire, enfin de quelle maniere & juſqu'où les Conſtitutions & Loix fondamentales du Gouvernement d'Ooſtfriſe ſeront conſervées, afin que L. H. P. fuſſent en état de conſeiller la ſoumiſſion à ceux d'Embden & à leurs Adherans ; mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponſe ſur ce ſujet & qu'ainſi on ne pouvoit exiger d'Elles de donner à ceux d'Embden & à leurs Adherans un Conſeil d'où dépend leur bonheur, leurs Biens, & leur Vie ; ce qui n'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laiſſent une entiere liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garniſon de L. H. P. dans la Ville d'Embden, où elle a toujours été depuis plus de 120. ans ſans être à charge ni à la Ville ni aux Etats du Païs, il eſt vrai que L. H. P. conſiderant l'amitié qui ſubſiſte entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les avantages qu'on en a tirez de part & d'autre, elles ne peuvent ſe perſuader qu'on ait intention de faire ſortir leur Garniſon de la Ville d'Embden ; mais conſiderant d'un autre côté, ce qui leur paroit tout-à-fait probable, que le Prince d'Ooſtfriſe ſollicite le Conſeil-Aulique de l'Empire de délivrer la Ville d'Embden de la Garniſon de L. H. P. pendant que ce même Prince fait donner ici des aſſurances qui ne s'accordent gueres avec ces ſollicitations, outre qu'on ne peut ſavoir, quel ſeroit le ſentiment du Conſeil-Aulique ſur cet Article, & quelles en ſeroient les ſuites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine incertitude, ſur laquelle elles voudroient avoir des ſuretez qui ne ſe trouvent pas dans la Lettre du Comte de Sinzendorff.

Que par raport aux Capitaux & intérêts que les Sujets de L. H. P. ont à prétendre de l'Ooſtfriſe, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinzendorff aſſure que l'on a donnez pour ſatisfaire L. H. P. à cet égard ; mais elles ne peuvent déguiſer leur inquiétude ſur cet Article, particulierement par raport aux Capitaux negociez par la Ville d'Embden, pour la réparation des Digues, puiſqu'on a enlevé à cette Ville ſous divers prétextes ſes Seigneuries, & à ſes Habitans les Biens qu'ils ont ſituez hors de la Ville, & que le Contract paſſé, ſous le bon plaiſir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Digues & ce qui en dépend, a été caſſé de la part du Prince, fortifié de l'autorité des Commiſſaires Subdeleguez ; enſorte qu'il eſt aiſé de prévoir que cette Ville ſera hors d'état de ſatisfaire à ſes obligations, auſſi n'a-t-on point païé les intérêts depuis quelques années, & ceux des autres Capitaux fournis aux Etats de l'Ooſtfriſe ſe trouvent en arriere de trois années.

Qu'au reſte rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on trouvât des moiens de rétablir le plûtôt poſſible la tranquilité dans l'Ooſtfriſe, & la forme du Gouvernement ſur de bons fondemens, autant que faire ſe pourroit en conformité des Droits, Loix, & Accords du Païs ; & Elles prient le Comte de Königſegg-Erps de continuer à employer ſes bons offices à cet effet, &c.

Seconde

ANNO 1728.

Seconde Resolution de Leurs Hautes Puissances, du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le premier du courant & la reponse y jointe de Mr. le Cardinal de Fleury &c. surquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & résolu qu'il sera écrit au Sr. Hop que L. H. P. aprouvent ce que leurs Plenipotentiaires ensemble & lui Sr. Hop en particulier ont fait à cet égard; de plus que l'intention de L. H. P. est que leursdits Plenipotentiaires ou celui d'entr'eux qui en aura la premiere occasion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Garde des Sceaux, que les fortes assurances qu'ils ont donné d'apuyer & de secourir la Republique dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui se reposent entierement sur ces assurances. Lesdits Plenipotentiaires témoigneront la même chose à ceux de la Grande-Bretagne.

Que L. H. P. ne souhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voye de fait qui peuvent donner lieu a de plus grands troubles; mais que d'une autre côté la Ville d'Embden leur est d'une si grande importance pour leur sûreté, qu'elles ne pourroient en soufrir la perte, que cependant on ne peut la conserver, quand même la Garnison de la Republique y resteroit, si les Bourgeois & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & si ceux dont les Biens sont hors de la Ville sont ruinez & eux portez au dernier desespoir; qu'il n'y a pas de difference entre attaquer une Ville à force ouverte, ou traiter les principaux Habitans dans leurs Biens de maniere à leur enlever tous les moyens de subsister, & que c'est-là néanmoins la situation où se trouve la Ville d'Embden, les Commissaires Subdeleguez continuant toujours leurs mêmes Procedures, ensorte que depuis peu ils ont pris encore possession de deux endroits situez près de la Ville, ce qui est cause qu'elle est a présent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Riviere; & de cette maniere les Commissaires Subdeleguez s'emparent également sous divers prétextes de tous les Biens que les Habitans de la Ville possedent à la Campagne, & privent les Proprietaires de leurs Biens & de leur subsistance.

Que ce procedé inquiéte d'autant plus Leurs Hautes Puissances qu'on le continue avec un zèle affecté dans un tems où les Commissaires Subdeleguez ne peuvent ignorer qu'on negocié actuellement sur les affaires d'Oostfrise, & que Sa Maj. Imp. est occupée à en deliberer, ensorte que pendant ce tems-là au moins ils devoient surséoir à toute procédure.

Les choses étant dans la situation que l'on vient de raporter les Plenipotentiaires de L. H. P. concerteront avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demanderont leur avis sur ce qu'il y a à faire pour secourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Oostfrise.

Que L. H. P. ont apris avec plaisir par la Lettre du Sr. Hop avec quel empressement Mr. le Garde des Sceaux a parlé sur ce sujet au Comte de Sinzendorff, suivant les intentions de Mr. le Cardinal; & qu'elles souhaitent que les effets y repondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinzendorff a dit entre autres choses qu'il avoit reçu un Courier le jour même qu'on lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königsegg-Erps n'eut aussi reçu en même tems de nouveaux ordres, sur ce sujet; L. H. P. n'avoient encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königsegg-Erps.

Et comme le Comte de Sinzendorff dit alors que puisque la Cour de France prenoit cette affaire si fort à cœur, il envoyeroit sur cela un exprès à l'Empereur, L. H. P. croyent qu'il convient d'attendre le retour de cet exprès; & que L. H. P. ne desirent rien davantage que d'aprendre que Sa Maj. Imp. auroit donné les ordres necessaires pour corriger les procédures qui ont jetté la Ville d'Embden dans l'état violent où elle se trouve; & où elle est dans le plus grand danger puisqu'elle est autant que bloquée & qu'on enleve la subsistance à ses Citoyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent rester plus long-tems dans cette situation, L. H. P. craignent que faute d'un prompt secours, il n'arrive des choses capables de causer de plus grands troubles, & qu'elles ne se trouvent obligées, & pour la défence de cette Ville, & pour leur propre sureté, de s'opposer aux voyes de fait des Commissaires Subdeleguez, & de les repousser, quelque peine qu'elles ressentent d'en venir à ces extremitez. ANNO 1728.

Que lesdits Plenipotentiaires concerteront avec les Ministres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne seroit pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinzendorff, pour prevenir autant qu'on pourra, toutes les suites fâcheuses, &c.

Reponse de Sa Majesté Imperiale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *sur les Affaires d'*OOSTFRISE.

IL est ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, nôtre très-gracieux Seigneur, à Monsieur Hamel Bruyninex, Envoyé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, residant à la Cour Imperiale: Que les trois Memoires par lui remis sur les Affaires d'Oostfrise, ont été très-humblement presentés à S. M. I., desquels Memoires il étoit à inferer que la validité des Decrets Imperiaux devroit être revoquée en doute, sous prétexte qu'ils étoient contraires aux Privileges & Accords du Païs, & d'avoir été subreptivement & obreptivement surpris.

Que l'on croyoit être grevé par l'exclusion de la Ville d'Embden & de quelques autres Membres qualifiés des Diètes du Païs, de même que par la Resolution Imperiale du 4. d'Octobre 1727., où la Soumission des Habitans d'Embden est rejettée comme non suffisante, & de ce que pareillement la Commission Imperiale n'auroit proposé jusqu'ici aucun temperament, pour pouvoir ramener la Paix & l'Union dans l'Oostfrise, mais que tout au contraire les Biens Nobles de la Ville d'Embden auroient été mis en séquestre.

Que de plus Messieurs les Etats Généraux craignoient que l'on put avoir en vuë de forcer indirectement leur Garnison de sortir d'Embden, & de les priver par-là d'une possession de plus de 120. ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Païs avec connoissance & agrément des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quoique cependant il soit notoire à l'Empire & à toute la Terre, que la Principauté d'Oostfrise avec la Ville d'Embden, comme partie de la Principauté, est une Province soumise seulement à l'Empereur & à l'Empire & apartenante au Cercle de Westphalie, que conséquemment S. M. I., comme Chef & Juge suprême de l'Empire ne peut permettre ou accorder à quelque Puissance Etrangere que ce soit, aucun Droit de connoissance ou protection dans les causes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déja depuis plus de cent ans par une Loi publique contenuë dans le Recès de l'Empire de 1603., tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & particulierement à l'égard de la Ville d'Embden, a été declaré être absolument sans force & de nulle valeur, & quant au rétablissement de la Paix & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a long-tems que les fondemens en ont été jettez par les Sentences Imperiales, ce qui doit rester en tout & par tout immuablement arrêté.

Pour ce qui est de la seureté entiere des Créanciers Hollandois, on y a pourvu à l'occasion du séquestre des Biens d'Embden, en sorte que le pied sur lequel leur payement est reglé, ne se trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embden, est absolument sans fondement, à savoir que par ce sequestre la Ville est comme bloquée & que l'entrée libre des vivres lui ait été diminuée ou totalement coupée, puisque la *Sauvegarde Imperiale* même est obligée de tirer ses vivres en bonne partie de la Ville; qu'elle a donné toute sorte de marques d'amitié à la Garnison de L. H. P. & qu'on a informé sur le champ leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quoi consistoient proprement les vuës du sequestre mis sur les Biens de la Ville d'Embden, & de la Milice Imperiale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eut aucun sujet d'en prendre ombrage; comme aussi par surabondance de soins, on envoyera ordre précis à la Commission Imperiale Subdeleguée, d'accorder

ANNO 1728.

corder à la Ville d'Embden l'entrée libre de tous les Comeſtibles. Enfin pour ce qui regarde la ſortie de la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden, Meſſieurs les Etats Généraux ſe ſouviendront de ce que la Commiſſion Imperiale Subdeleguée leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, ſur la demande par eux faite, *que jusques ici il ne s'étoit rien paſſé là-deſſus.* Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoiſſance & ne ſache rien des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Ooſtfriſe, reconnus par les glorieux Ancêtres & Prédeceſſeurs de Sa Majeſté, en vertu desquels Accords & Conventions, leur Garniſon doit avoir été introduite dans Embden; Sa Majeſté en attendra la Production, au cas que l'on perſiſte à ſe fonder là-deſſus. Mais cependant afin que Meſſieurs les Etats Généraux puiſſent connoître dans cette même occaſion l'affection & la conſideration particuliere que S. M. Imperiale a pour eux, quoique la Ville d'Embden & quelques Habitans d'Ooſtfriſe n'ayent pas merité cette grace Imperiale, par leur coupable reſiſtance & desobéiſſance; Sadite Majeſté a bien voulu ce nonobſtant donner ordre à la Commiſſion Imperiale en Ooſtfriſe d'aſſembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre ſemaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été *Renitens*, pour apporter la Déclaration de leur ſoumiſſion, ſuivant la teneur des Patentes Imperiales des 18. Janvier & 19. Juin 1726. & la Reſolution Imperiale, en conſequence du 4. d'Octobre 1627. comme encore ſuivant l'admonition & injonction de la Commiſſion Imperiale à ce ſujet aux Bourguemaîtres Conſeillers d'Embden & à tous leurs Adherans en Datte du 27. Janvier de l'Année courante, & en même tems, pour leur ôter tout ſujet de crainte, de donner aux Comparants un Saufconduit Imperial avec cette très-gratieuſe Déclaration en outre, que chaque Renitent (excepté néanmoins ſpécialement tous ceux qui avouent avoir eu part aux Homicides faits en particulier, ou qui en ſeroient convaincus juridiquement) lequel ſe conformera à la ſusdite ſoumiſſion, ſera entierement affranchi des peines marquées dans les Patentes Imperiales, qui ſont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privileges, ſoit échus par Heritage, ou autrement acquis, comme auſſi de la perte de la vie; en reſervant cependant le contingent dû pour compenſer les Dommages ſoufferts par le Prince, & les fidèles Sujets & Habitans d'Ooſtfriſe: Mais tous les Renitens Infracteurs de la Paix, qui ſe rendront une ſeconde fois indignes de cette grace Imperiale par une opiniâtre désobéïſſance & contumace, non-ſeulement ſeront & demeureront condamnez aux peines énoncées dans les Patentes Imperiales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Poſſeſſions en quelque lieu & Païs du St. Empire Romain que lesdits Biens ſe trouvent, de ſorte que la punition aura ſon exécution & ſera miſe en effet, ſans remiſſion, de laquelle grace ſeront néanmoins excepté les deux Auteurs & Boutes-feu de cette Rebellion, *Bernard Henri d'Appel* & *Rudolphe de Rheeden*, contre lesquels on procedera plus outre, ſuivant l'ordre de la Juſtice, de maniere pourtant qu'après que le Procès d'Inquiſition aura été achevé, & le rapport de la Commiſſion Imperiale envoyé à Sa Majeſté, elle ſe reſerve après la ſoumiſſion enſuivie, à ſe declarer en outre ſur la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroit ſuffiſamment par tout ceci, que Sa Majeſté Imperiale dans cette abominable Rebellion arrivée en Ooſtfriſe, préfére le ſentiment de la Clemence & de ſa benignité naturelle à la rigueur de la Juſtice, auſſi ſe promet-elle de Meſſieurs les Etats Généraux, que non-ſeulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magiſtrats d'Embden & autres Seditieux, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ulterieurement avoir recours à eux; Mais que bien plûtôt ils les exhorteront de quitter leur désobéïſſance, & de ſe ſoûmettre duëment aux Ordonnances de l'Empereur, comme émanées du Juge Suprême de l'Empire, d'autant que c'eſt-là le ſeul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entierement le repos dans la Principauté d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, à quoi S. M. Imperiale, en vertu de ſa Fonction Suprême, ne ceſſera jamais de contribuer tout ce qui ſera aucunement poſſible. Sur ce S. M. Imperiale demeure affectionnée à Mr. l'Envoyé, le faiſant aſſûrer de ſa grace Imperiale. *Signé* à Graatz, & ſcellé du Sceau ſecret de S. M. Imperiale le 6. Sept. 1728.

ANNO 1728.

*Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'Affaire d'*OOSTFRISE.

LEs differens entre les Princes ci-devant Comtes d'Ooſtfriſe & leurs Etats Provinciaux, ſur tout la Ville d'Embden, durent au delà d'un Siecle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'aſſiſtance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, tâchoient de ſe ſouſtraire non-ſeulement de l'obéiſſance duë à leur Seigneur Territorial, mais auſſi de la dependance, qui les ſoûmet au ſuprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rudolph Second de l'année 1589. il fût expreſſement interdit tant au Comte Edzard d'Ooſtfriſe, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec LL. HH. PP. une liaiſon, qui pourroit paroitre ſuſpecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobſtant cette defenſe il fût conclû par l'entremiſe desdits Etats Généraux un Accord à Delffziel le 15. Juillet 1595. par lequel Accord on prétendoit terminer les differens, qui dans ce tems-là étoient ſurvenus entre le Comte Edzard & ſes Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagerent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fut ſtipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au ſuprême pouvoir & à la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Ooſtfriſe, & Meſſieurs les Etats Généraux ne crurent pas ſe pouvoir diſpenſer de s'excuſer auprès de l'Empereur par une Lettre très-ſoumiſe & reſpectueuſe datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingerés dans les differens ſusdits.

L'Empereur Rudolph Second, ſans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, caſſa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1597. lequel Decret en cinquante cinq Articles regle tout ce qui regarde l'Etat interieur de la Province d'Ooſtfriſe, & établit d'une part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privileges de ſes Etats & Sujets, particulierement ceux de la Ville d'Embden.

Le Magiſtrat de cette Ville peut d'autant moins contrevenir à une Déciſion ſi ſolennelle, puiſque tous les ans à l'occaſion de ſa renovation il eſt obligé de prêter Serment de vouloir en obſerver tout le contenu & que par les Concordats paſſés, deux ans après, entre le Comte Enno & ſa Nobleſſe, Villes & Villages, particulierement la Ville d'Embden, cette reſolution de l'Empereur Rudolph Second fut expreſſement confirmée, outre qu'il en eſt fait mention dans toutes les Reverſales, que les Comtes, ou Princes d'Ooſtfriſe ſont accoutumés de donner à leurs Etats à l'occaſion de l'Hommage, qui leur eſt rendu.

En effet on eut lieu de ſe flatter, que par la Sentence ſusdite on préviendroit à l'avenir tous les troubles, la Ville d'Embden ayant reconnu la Jurisdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquiescé du depuis, & même remercié l'Empereur Rudolphe Second de ce qu'il avoit fait en ſa faveur.

Mais comme d'un côté les diſſenſions inteſtines furent fomentées de ceux, qui ſouhaiterent de réunir la Province d'Ooſtfriſe à la Republique d'Hollande, & que de l'autre côté les Bourgeois d'Embden aſpiroient de tout temps à une independance entiere, ils exciterent des nouveaux troubles, peu après la mort du Comte Edzard, & ne voulurent pas reconnoitre le même pouvoir & autorité dans ſon Succeſſeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux mêmes reconnu dans l'autre.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. & l'Empereur conjointement avec les Etats aſſemblés à la Diète condamna le recours, que ceux d'Embden eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il fut même réſolu d'envoyer une Ambaſſade ſolennelle à ces derniers, pour leur inſinuer, qu'ils euſſent à s'abſtenir de ſe mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Sujets étrangers.

On decreta en même temps au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata avocatoria* contre les Soldats

ANNO 1728.

dats des Généraux, qui entreroient dans la Province d'Ooſtfriſe & y commettroient la moindre violence, y ajoutant une clauſe penale du Ban de l'Empire contre les Sujets de l'Empire, & de la mort contre les contrevenans étrangers.

Ceux d'Embden furent taxés de rebelles & de ſéditieux, leurs Ecrits défendus comme ſcandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la derniere rigueur, en cas qu'ils perſiſtaſſent dans leur dès-obéiſſance.

Pour peu qu'on ſoit verſé en ce qui regarde la conſtitution de l'Allemagne, on ſçait, qu'un Recès de l'Empire, comme eſt celui de l'an 1603. eſt une Loi, à laquelle l'Empereur, ſans le conſentement des Etats aſſemblés en Diète, ne ſçauroit déroger, & dont toute la teneur ſert de regle inviolable aux ſuprêmes Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer entierement, & cette ſeule réflexion ſuffit pour juſtifier les Decrets Imperiaux émanés du depuis dans cette même affaire.

Il eſt bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1603. paroiſſoit derechef fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généraux, mais outre que ſelon le Recès mentionné ci-deſſus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangere, cet Accord fut extorqué de lui par les Troupes Hollandoiſes, envoyées dans la Province d'Ooſtfriſe & tant lui, Comte Enno, que ſon Fils & Succeſſeur le Comte Rudolph Chriſtian & même les Etats d'Ooſtfriſe, excepté la Ville d'Embden, desavouërent hautement ledit Accord en differentes occaſions, particulierement en 1619. 1620. 1626. & 1654. Après la mort du Prince George Chriſtian arrivée en 1667. les differends entre le Prince & les Etats d'Ooſtfriſe furent de nouveau portés au Conſeil Imperial Aulique, il fut interdit aux deux Parties d'évoquer la cauſe à une cognition étrangere, & on donna à connoître à Meſſieurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quelque deſir qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, ſoutiendroit avec fermeté ſes Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'addreſſa de la part du Prince à la Republique d'Hollande & les Etats d'Ooſtfriſe eurent recours au Conſeil Imperial Aulique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuſe Mémoire, non-obſtant l'étroite Union, qui ſubſiſtoit alors entre Sa Majeſté Imperiale & la Republique d'Hollande, ne balança pas à condamner hautement le recours, qu'on auroit à une Puiſſance étrangere; On decreta: *Mandata inhibitoria de non trahendo cauſam ad exteros*, on déclara nul & invalide tout ce qui ſe feroit en conſequence d'un tel recours & par un Decret, qui fut inſinué à l'Envoyé Hollandois, qui réſidoit à la Cour Imperiale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne ſouffriroit jamais, que les Etats Généraux s'ingeraſſent dans les affaires qui étoient uniquement du reſſort de ſa Jurisdiction.

De pareilles réſolutions furent réiterées dans l'année 1682. & 1688. & pour leur donner plus de poids, on ne ſe contenta pas de caſſer la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Conſervatorium*, dont furent chargez les Directeurs du Cercle de Weſtphalie.

Il ſe trouve même une Déclaration ſolennelle & judiciaire du 24. Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Ooſtfriſe, y compriſe la Ville d'Embden ſuivant laquelle Déclaration ils renonçoient expreſſement à la Garantie & Médiation ſusdite, ce qui fut repeté plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces temps-là perſonne n'oſoit revoquer en doute le Droit inconteſtable de l'Empereur de prononcer ſur les Procès qui furent agités alors devant ce Conſeil Imperial Aulique *in Punctis Gravaminum*, *Reverſalium & Homagii*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremiſe de deux Princes de l'Empire, à ſçavoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Erneſt Auguſte de Bronswic-Lunebourg.

La Transaction paſſée à Hanovre entre les deux Parties, a pour fondemens, les Decrets, Déciſions & Réſolutions Imperiales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée néceſſaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Reverſales, que le Prince Chriſtian Eberhard eut à donner en conſequence de ce même Accord, il eſt expreſſement dit, que la Regence de la Principauté d'Ooſtfriſe devoit être reglée ſelon la Sentence de l'Empereur Rudolph II. de l'an 1597. & ſelon les Decrets, Recès d'Execution, & Reſolutions Imperiales émanées du depuis, même que tous les Accords paſſés entre les Comtes ou Princes d'Ooſtfriſe & leurs Etats, ne ſeroient cenſés d'être confirmez, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Jurisdiction & pouvoir ſuprême de l'Empereur & de l'Empire. Un ſi grand nombre d'Accords, & de déciſions ne ſuffit point, pour mettre la Ville d'Embden à la raiſon & à ſon devoir.

ANNO 1728.

De nouveaux Griefs furent portez au Conſeil Imperial Aulique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Jurisdiction de ce Tribunal ſuprême fut reconnuë de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Litis conteſtationem*. Dans les réſolutions qui de temps en temps furent publiées ſur ces Griefs, on ne toucha point ni aux Libertez & Privileges fondez ſur les déciſions Imperiales antecedentes, ni aux Accords reconnus valables par les Reverſales des Anteceſſeurs du Prince d'aujourd'hui, & par la Transaction d'Hanovre.

Bien loin d'y toucher, on les confirma dans toute leur étenduë, ne retranchant ſeulement que les abus, qui ſous prétexte d'un long uſage s'étoient gliſſez dans l'adminiſtration des deniers publics, abus, qui ne ſe trouvent fondez ſur aucun des Accords ſusdits.

Le Droit d'impoſer des Collectes, de les repartir, exiger & adminiſtrer, fut laiſſé à la Députation eluë des Etats & confirmée ſelon l'ancienne obſervance par le Prince.

On eut ſoin de pourvoir à la ſeureté des Capitaux des Hollandois & la Signature du Commiſſaire du Prince fut jugée ſuperfluë à l'égard des Comptes qui devoient ſe rendre des deniers publics. Mais en même temps il fut décidé, que le ſusdit Commiſſaire du Prince devoit intervenir à la reviſion de ces mêmes comptes, & qu'il ſeroit authoriſé de s'oppoſer au mauvais uſage, qu'on voudroit faire des ſusdits deniers.

Les Libertez & Privileges des Etats ne pouvant priver le Prince du pouvoir attaché à ſa Dignité, d'avoir une inſpection ſuperieure ſur ce qui regarde un point ſi eſſentiel à ſon propre intérêt & à celui de ſes Sujets.

Quelque juſte & équitable que fût cette Réſolution de l'Empereur & quoiqu'il y eut des voyes légitimes pour en ſolliciter, après une ſoumiſſion préalable, le redreſſement, desquelles on pourroit encore ſe ſervir à l'heure, qu'il eſt, en cas qu'il y eût là dedans quelque choſe qui bleſſât la conſtitution du Païs. Ceci ſuffit pour porter les eſprits turbulens d'Ooſtfriſe à la revolte, & aux derniers excès, entremêlez de pluſieurs meurtres & autres crimes énormes.

Des boutefeux, qui tâchoient de pêcher en eau trouble, & de ſoulager par ce moyen leur propre indigence, ne ceſſoient de crier, qu'on avoit donné atteinte aux immunités du Peuple, qu'on renverſoit la forme de la Regence, & qu'on fruſtroit Meſſieurs les Etats Généraux de la ſeureté de leurs Capitaux.

On aſſiegea le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachez, & on ſaccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commiſſion, & de la faire ſoutenir par des Troupes reglées des Cercles les plus voiſins.

Cette Commiſſion n'eſt nullement authoriſée à renverſer le Syſtême interieur du Païs fondé ſur les Déciſions Imperiales & ſur les Accords ſusdits. Elle n'a qu'à mettre en exécution les Decrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à differentes repriſes de grandes plaintes contre cette Commiſſion, on n'a jusqu'à préſent ſu en ſpecifier aucunes, où elle eût ſurpaſſé ſes ordres.

Et l'Empereur a toûjours déclaré, que ſi cela arrivoit, il y remedieroit inceſſamment, cependant des rebelles & ſéditieux de cette nature ont trouvé leur app auprès des Etats Généraux: Il eſt vrai, que dè commencement on a procedé avec plus de rete & de modération de la part de ces derniers, puisq dans les réſolutions, qu'ils ont priſes le 16. Juille 1728. le 16. Fevrier & 23. Juillet, ils ont proteſté de vouloir toucher ni directement ni indirectement à Jurisdiction & Autorité Imperiale. Mais cet esp d'équité n'a pas été ſoutenu dans la ſuite.

On a tâché de raſſurer LL. HH. de leurs prétenduës craintes par la réſolution de Empereur du 13. Septembre 1728., dans cette v on a accordé aux Reni-

ANNO 1728. Renitens un nouveau Sauf-conduit à la réſerve des deux Boutefeux, & de ceux qui auroient commis des meurtres, ſans exiger des desobéiſſans autre choſe, que la ſoumiſſion & indemniſation de ceux, qui innocemment ont ſoufert par ces troubles, & on a repeté ce qui fut ordonné ci-devant pour la ſeureté des ſommes prêtées dans les beſoins publics.

Et comme peu après Meſſieurs les Etats Généraux s'étoient formez un doute aſſez inutile, comme ſi par les meurtriers on vouloit entendre tous ceux, qui avoient eu part aux tumultes publics, on donna ordre le 28. Novembre de l'année paſſée au Comte Wenceslaus de Sinzendorff, de déclarer au nom de l'Empereur ſon Maître, que ſon intention n'étoit pas de comprendre ſous le nom de meurtriers, tous ceux qui auroient eu part aux tumultes, où quelqu'un eût été tué, mais uniquement ceux, qui auroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaiſances n'ont pas été capables de détourner Meſſieurs les Etats Généraux des vuës, qu'ils paroiſſent avoir en cette affaire directement oppoſées aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sauf-conduit, alloit expirer par la faute de ceux, qui avoient tardé à ſe ſoumettre; & Meſſieurs les Etats Généraux, bien loin de leur prêcher la voye d'obéiſſance, ne peuvent plus disconvenir de leur avoir conſeillé tout le contraire.

Nonobſtant que ce dernier point ſe verifie par leurs propres Reſolutions, ils voulurent rejetter la faute de l'expiration du ſusdit terme ſur la Commiſſion Imperiale, & on eut ſoin de crier fort à la Cour de France, de laquelle on obtint à la fin un billet, que Monſieur le Garde des Sceaux écrivit aux Plenipotentiaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année paſſée.

Monſieur le Cardinal de Fleury écrivit quaſi en même temps à Sa Majeſté Imperiale & dans ſa Lettre du 11. Decembre il inſiſta 1. que ſans faire mention de la poſſeſſion, où la Republique croyoit être depuis plus de 120. ans, d'avoir une Guarniſon dans la Ville d'Embden, on ne les inquietât pas là-deſſus. 2. qu'on accordât un Sauf conduit aux Renitens pour ſe préſenter au Tribunal de la Commiſſion, & qu'on leur promit une amniſtie, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôteroit ni la vie, ni les Biens en entier. 3. qu'on ne préjudiciât point à l'Hypotheque que les Hollandois ont ſur les Biens Embdenois pour les ſommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commiſſion Imperiale ne toucheroit pas aux anciennes Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & les Etats du Païs, dont la Republique étoit Garante, & dont le Prince avoit juré l'obſervation, quand il reçût le Serment & l'Hommage de ſes Sujets.

En même tems que Monſieur le Cardinal fit ſes inſtances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandois, il avoua par ſa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit convenu avec Monſieur le Comte de Sinzendorff, que ceux d'Embden devoient par préalable ſe ſoumettre ſans reſtriction à l'autorité Imperiale & exécuter ſes Decrets, & il y ajouta, que ſi l'Empereur vouloit bien accorder ces quatre Points, les Hollandois lui en auroient l'obligation entiere, & qu'il ſe reſerveroit en ſon particulier la reconnoiſſance reſpectueuſe, qu'il partagera avec eux.

Monſieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-deſſus, s'exprima quaſi en mêmes termes, & il y ſuppoſe, que Meſſieurs les Etats Généraux porteront de bonne foi les Peuples d'Ooſtfriſe à faire les Actes de ſoumiſſion tels, que Sa Majeſté Imperiale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer ſon autorité de Juge ſuprême.

Or par la reponſe, que l'Empereur a fait donner à Monſieur le Cardinal, on lui accorda ſur les quatre Points ſusdits tout ce qu'il pouvoit raiſonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été queſtion & qu'il n'étoit non plus à préſent, de faire ſortir la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden. On condescendit 2. à la prolongation tacite du Sauf-conduit, ſans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui ſeroient convaincus des crimes, dont Monſieur le Garde des Sceaux ſuppoſoit lui-même, que Meſſieurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriſer l'impunité. En faiſant esperer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables ſeroit inſtruit, l'Empereur en uſeroit plutôt ſelon ſa Clemence que ſelon la rigueur des Loix.

On repeta 3. la promeſſe de ne vouloir pas toucher aux Hypotheques des Hollandois, & on donna à connoître 4. que non-obſtant que ſuivant les Conſtitutions de l'Empire on ne ſçauroit faire la moindre attention à la Garantie de Meſſieurs les Etats Généraux, l'intention de l'Empereur n'étoit pas d'abolir les anciennes & valables Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats; que la Commiſſion Imperiale établie dans le Païs n'avoit autre choſe à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur ſur des Points qui depuis tant d'années étoient juridiquement agitez devant le Conſeil Imperial Aulique, & qu'enfin, ſi ceux d'Ooſtfriſe ſe croyoient fondez à porter quelques plaintes contre les *Concluſa* dudit Conſeil, ils devroient le faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire. ANNO 1728.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points contenus dans la Lettre de Monſieur le Cardinal, à l'Empereur, on ne pourra pas disconvenir, que l'Empereur de ſon côté avoit ſatisfait à tout ce qu'on paroiſſoit ſouhaiter de lui; Et on devoit naturellement esperer de la droiture & des bonnes intentions de Monſieur le Cardinal, que ſuivant ſa promeſſe poſitive il porteroit par l'entremiſe de Meſſieurs les Etats Généraux, ceux d'Ooſtfriſe à ſe ſoumettre, pour préalable & ſans reſtriction à l'Authorité Imperiale & à exécuter ſes Decrets. Qu'il diſpoſeroit les Hollandois à avoir, de tant de complaiſances, l'obligation entiere à l'Empereur & que même il en partageroit avec eux une reſpectueuſe reconnoiſſance. Voici ce qu'on devoit naturellement ſe promettre en reflêchiſſant ſans prévention ſur la ſuite de ce qui s'eſt paſſé en cette affaire.

Cependant le contraire eſt arrivé quaſi en tout & ſi Monſieur le Cardinal n'eſt pas convaincu à ce coup des finiſtres Inſinuations, qu'on lui fait ſur les affaires de l'Empire, on ſera obligé de renoncer à toute esperance de le pouvoir desabuſer.

Il eſt bien vrai, que Monſieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la reſolution ſusdite de l'Empereur & même à l'heure qu'il eſt, il ſemble s'inquieter uniquement de ce que la prolongation du terme n'avoit pas été publiée, ſans conſiderer, qu'on peut bien pour un temps ſuspendre l'exécution des Decrets Imperiaux & donner pour cet effet des ordres ſecrets à la Commiſſion, comme cela s'étoit fait dans cette occaſion, puiſque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la derniere amniſtie, presque trois autres Mois ſont écoulez, ſans qu'on eût continué la moindre procedure: mais qu'il n'étoit pas faiſable de trainer cela à l'infini, ni de la dignité de l'Empereur d'offrir coup ſur coup des amniſties à des Gens qui ſe ſoucient ſi peu d'en profiter.

Du reſte l'aſſurance, qu'on ſuspendra pour un temps l'exécution des Decrets Imperiaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monſieur Hamel-Bruyninx & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL HH PP. en tout cas ce ſeroit ſa faute & non pas celle du Miniſtre de l'Empereur. Quoi qu'il en ſoit, Meſſieurs les Etats Généraux n'ont guéres temoigné de reconnoiſſance pour les égards infinis que l'Empereur a eu pour eux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Ils ne ſe contentent pas d'être aſſeurez qu'on ne touchera pas aux Privileges, Conceſſions & Accords paſſez ſous les auſpices Imperiaux entre le Prince & ſes Etats, mais ils veulent ſoutenir une Garantie rejettée & declarée illicite depuis plus d'un Siecle quaſi de tous les Predeceſſeurs de Sa Majeſté Imperiale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire aſſemblez en Diète.

Ils inſiſtent ſur des prétendus uſages & reconventions qui tant de fois ont été caſſées & annullées juridiquement & qui ſont contraires à la Sentence renduë par Rudolphe II., au Serment que le Magiſtrat d'Embden eſt tenu de prêter en conformité de cette Sentence, & aux Reverſales mêmes, que les Princes d'Ooſtfriſe ſont obligez de donner en recevant l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on outre tellement les choſes de leur part, que peu ſatisfaits du pardon, que Sa Majeſté Imperiale a eu la bonté d'accorder à tant de coupables, ils oſent demander, que ceux-ci euſſent à porter tous les fraix cauſés par la revolte des autres & que les autheurs & complices de la revolte n'aient rien à y contribuer.

Car il eſt à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'eſt pas une choſe qui tourne au profit du Prince, mais une taxe, qui eſt employée pour reparer en partie les pertes de ceux qui ont été pillez par les Renitens.

Or

ANNO 1729.

Or on ſçait la difference qu'il y a *inter pœnam & reparationem damni dati*, un Juge peut plus aiſément remettre l'amende qu'il ne ſçauroit ſe dispenſer de faire attention à la reparation des pertes cauſées injuſtement, puis qu'à cette reparation le Droit d'un tiers eſt notablement intereſſé.

De tout ce que l'on vient de dire, il eſt aiſé d'inferer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on inſiſtera ſur des extremitez ſemblables, on ne pourra jamais finir l'affaire d'Ooſtfriſe à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écarter de la voye, qu'ont ſuivi ſes Auguſtes Prédeceſſeurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liez avec la Republique d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne fera jamais rien, qui bleſſe les Droits de l'Empire, & en qualité de Juge ſuprême il ne ſçauroit condamner les innocens à porter la peine des coupables; du reſte comme il a toujours témoigné de l'amitié à Meſſieurs les Etats Généraux, il a déja eu & il aura même à l'avenir pour eux tous les égards qui, ſauf ſon autorité Imperiale, ſauf les Droits de l'Empire, ſauf les regles de la Juſtice, & le Droit d'un tiers, pourroient avoir lieu, dans l'entiere confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Gens indignes & chargez de crimes les plus énormes.

Le Baron de Fonſeca aura ſoin d'informer Monſieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Memoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impoſſible de laiſſer les affaires d'Ooſtfriſe dans l'état ou elles ſont, & dans l'incertitude où l'on eſt de la ſoumiſſion des Renitens, de ſuspendre trop long-temps l'exécution des Decrets Imperiaux: puisque naturellement la prolongation du terme de l'amniſtie devoit ſervir à ramener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartez de leur devoir.

Il en fera encore auprès des autres l'uſage, qu'il croira convenir au ſervice de Sa Majeſté Imperiale & il entretiendra avec les Miniſtres de l'Empereur à la Haye, à Londres & à Berlin une exacte correspondance, ſur les matieres qui ont du rapport aux affaires dont ils ſont chargez.

Lettre des Embdenois à la Commiſſion.

N. N.

NOus n'avons pas voulu laiſſer paſſer le terme qui nous a été accordé très-gracieuſement pour faire nôtre très-obéiſſante Soumiſſion. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de reſpect & trop d'obéiſſance à la Souveraine & non interrompuë Juriſdiction de Sa Maj. Imp. C'eſt pourquoi nous ne manquons de vous préſenter ici nôtre très-humble Soumiſſion, & nous ſommes avec tout le reſpect imaginable,

N. N.

Vos très-ſoumis & obligez.

Les Bourguemaîtres & le Conſeil de la Ville d'Embden.

Acte de Soumiſſion des Embdenois.

POur obéir très-reſpectueuſement à la Patente expediée le 13. Septembre de l'année derniere par nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous inſinuée le 23. Novembre d. a. par la Commiſſion Subdeleguée, Nous Bourguemaîtres, & Conſeil, comme auſſi le College des Quarante de la Ville d'Embden, nous nous y ſoumettons, & ſouscrivons formellement à tous les *individus* qui y ont raport tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Embden, Olderſum, Borſum, Jarſum, & Widdelswehr, comauſſi Up & Wolthuſen, y obéiſſant très-reſpectueuſement dans toutes les clauſes & tous les points qui y ſont contenus, & nous y ſont enjoints; & nôtre volonté eſt, en conſequence, que nôtre préſente Soumiſſion très-reſpectueuſe ſoit remiſe à la Commiſſion Imperiale. Fait à Embden dans la Maiſon de Ville le 24. Mars 1729.

Bourguemaîtres.	*Conſeillers.*
Mathias Wermelskirken.	Hayco Haykens.
Johannes Hilling.	André Wichers.
Johannes Budde.	Georg Wilhem Stirn.
Houwo Bonne Penneborg.	Adolf Chriſtof Stochius.
Gerard Heſling, *Sindic.*	D. J. Andrée.
	Petrus Suur.
	Jacques de Pottere.
	Menlet Haykens, *Dr. Secret.*
	Brunder Tecio Laugebois, *Dr. Secret.*
	Adolph Chriſtof Stochius. *V. Secret.*

Les Quarante.

Helias Loeſing, *Præſes.*	Johannes Duyff.
Georg Welp *Præſes.*	Jan Theman.
Uſtko Beenders, *Præſes.*	Philippe Beauviſage.
Dirck Beekman, *Præſes.*	Enno Paul van Wingene.
Jan Dircks Swelwing.	Wolterus Rilzius.
Jan Hylen.	Dode Jurgens Varver.
Hendrick Heſling.	Anton. Gabriel Mehder.
Quirinus Warners.	Hermannus Haykens.
Johannes Eylshemius, *abſent*,	Nicolas Merloo, *abſent.*
Wilhelm Schryver, *abſent.*	Waelke Martens.
Severin Kloppenborg.	Johannes van Renckum.
Peter D. Dethleven.	Peter Ludens.
Johannes Artopée.	Philippus Eedens de Grave.
Jan Bloéhor.	Frerick Roolfs Ryvitt.
Berend Theeſen-Bonck.	Meinert Meiners.
Tjarck Cnop.	Heſſel Budde.
Johan Gerhard Havelberg.	Peter Gerbrandts Celos.
Jan Berens Hagedorn.	Peter Beckman.
Hans Eppen Bruining.	*La Place de Secretaire vacante.*
Nicolas Tholen.	
Henr. v. Enen.	
Syvert Sivers.	

Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois.

A Aurich le 25. Mars 1729.

N. N.

NOus avons bien reçu votre Lettre d'hier avec ſa ſoumiſſion ſignée par vous & par les Membres du College des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter quoique nous n'ayons pas encore reçu de reſolution ſur ce ſujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il eſt néceſſaire, mais avec cette reſtriction, ſauf ce que les Conſeillers-Deputez du Prince, à qui nous en avons donné communication, auront à repreſenter contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que le terme fixé dans la Patente du 13. Sept. 1728. pour delivrer votre ſoumiſſion & expiré dès l'année paſſée, ait été prolongé jusqu'à préſent; deplus que *ratione Materialium* nous trouvons que votre Soumiſſion eſt couchée en termes trop generaux, puisqu'on n'y nomme ſeulement pas les divers Decrets Imperiaux, Patentes & Concluſions du Conſeil Aulique de l'Empire émanez de tems en tems ſur les préſens démêlez du Païs, ni les Sentences de la Commiſſion, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéiſſance on a renduë ou prétend rendre aux Sentences de la Commiſſion Imperiale en conſequence de la Lettre & Déciſion que nous vous avons envoyées le 27. Janv. 1728. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourquoi les Membres du Conſeil & des Quarante caſſez pour avoir fait leur Soumiſſion dans le tems, n'ont-ils pas été rétablis ſur leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à leur place. Et d'autant qu'à ces cauſes pertinentes paroit néceſſaire, nous vous en accordons un délai de quinze jours à compter du jour de l'Inſinuation des préſentes, *pro omni, præcluſi, ſub pœna*; pendant lequel nous dépêcherons une ultérieure relation, & d'être privez *beneficio reſtitutionis in integrum*. *Monita* ci-deſſus, vous dreſſerez une autre Soumiſſion dans l'eſpérance que conformement à tous les Reſolutions des termes & clauſes inſerées dans la Patente du 1726. 4. Oct. 1727. & Patentes Imperiales du 18. Ja & 13.

ANNO 1729. & 13. Sept. 1728., & qu'elle ſera ſignée, comme il a été exigé, par les Quarante, & ce au plus tard le 9. Avril prochain, afin que nous puiſſions en faire raport le 12. &c.

Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince.

N. N.

NOus vous communiquons par celle-ci la Soumiſſion que nous a envoyée le Magiſtrat d'Embden, afin que s'il y a quelques remarques ou obſervations à y faire de la part du Prince vous nous le faſſiez ſavoir dans trois jours, afin que nous puiſſions en dépêcher une rélation par la premiere poſte. Nous vous prions de nous croire &c.

à Aurich le 25. Mars 1729.
Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖBER.

Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion du Magiſtrat d'Embden.

Le 28. Mars 1729.

Præſ. Commiſſ. Cæſar.

APrès vous avoir remercié de nous avoir communiqué la prétenduë Soumiſſion produite par les Bourguemaîtres, Conſeil, & Quarante de la Ville d'Embden établis de leur propre autorité & ſans la confirmation du Prince requiſe ſuivant la Reſolution Imper. de 1597. nous vous dirons que nous en avons fait raport à S. A. S. & que par ſon ordre exprès nous remarquons qu'il eſt notoire par les Actes de la Commiſſion, & particulierement par la Patente Imper. ci-jointe Lit. A. que ceux qui ont dreſſé cette Soumiſſion & leurs conſorts ſont condamnez aux peines portées dans les précedentes Patentes Imper. expediées *in rem judicatam*, comme desobéiſſans, Perturbateurs de la Paix & méchans, à cauſe du mépris inſolent qu'ils ont fait de la patience avec laquelle l'Empereur a ſouffert leur continuelle opiniâtreté dans leur malicieuſe rebellion, dans les Pilleries & desordres qu'ils ont commis contre leur Prince, ſes Conſeillers, Officiers, & bons Sujets Eccleſiaſtiques & Seculiers; Qu'il a été ſérieuſement ordonné aux Etats de l'Empire, pour mettre fin à une ſi déteſtable revolte & tirer S. A. S., comme un fidéle Membre du S. Empire Romain, de l'embaras, danger & vexation où elle eſt expoſée, & pour prévenir la ruine de ſes Etats, de lui prêter main forte contre les rebelles ſes Ennemis & ceux de leur Patrie, & s'ils ſe trouvent ſous leur Jurisdiction, de les faire arrêter & les livrer à la Commiſſion Imperiale. On a donné auſſi des aſſurances dans la même Patente qu'il ſera donné ſatisfaction à S. A. S. & à ſes fidéles Sujets, des pertes qu'ils ont ſoufertes, aux dépens des malintentionnez Ennemis du Païs. Depuis ce tems-là, c'eſt à-dire le 4. Oct. 1727. il a été ordonné par Reſolution Imper. ci-jointe Lit. B. que lorsque les ſusdites perſonnes feront une duë Soumiſſion par devant la Commiſſion Imp. ſignée en forme par chacun de leurs *individuorum* NB. ils ſatisferont réellement aux Déclarations & ordres confirmez, qui leur ont été inſinuez par la Commiſſion Imper.; Qu'après la Relation qui en aura été faite par la Commiſſion, ainſi qu'il conviendra; NB. de Droit, la Reſolution Imperiale devra ſuivre.

Mais il eſt encore notoire que ces gens-là ſe ſont moqué de toute patience Imper. ainſi qu'il paroit par la Patente Imp. du 13. Sept. 1728. ci-jointe Lit C. où il eſt dit que ceux, qu'on fait voir dans la Reſol. Imp. du 4. Oct. 1727. avoir honteuſement mépriſé la Clemence & la Patience Imperiale, ont par-là expoſé au grand jour leur continuelle desobéïſſance.

Il paroit par ces Actes que ces Gens ont encore de nouveau mepriſé d'une maniere inouïe la Clemence Imperiale offerte dans le dernier Decret & qu'on peut nommer à juſte tître une Clemence extraordinaire; & en recourant, nonobſtant les défences qui leur en ont été faites, à des Puiſſances Etrangeres, ils ſe ſont flattez qu'avec leur apuy, ils ſaperoient entierement l'Autorité Imperiale, qui après une libre *Litis conteſtationem* & reconnoiſſance du Souverain Juge competant, a confirmé plus de huit fois des Decrets rendus avec connoiſſance de cauſe *in rem judicatam*. Enfin ils ont ſouverainement mepriſé les Loix de l'Empire & principalement le Traité d'Osnabrug & la Capitulation de l'Election Imperiale, qu'ils renverſent abſolument en voulant prescrire des Loix à l'Empereur ſur le gouvernement du Païs. ANNO 1729.

Puisque les choſes ſe trouvent dans cet état, que le delai ſtipulé eſt expiré, & que cependant on perſiſte, nonobſtant les défenſes exprimées dans les Decrets Imper., à avoir recours à des Puiſſances étrangeres par une très-grande desobéiſſance à l'Empereur & a S A. S. leur naturel Souverain, nous ne pouvons concevoir comment des Gens qui traitent ainſi les Decrets, Concluſions, & Patentes de l'Empereur peuvent s'imaginer de ſe tirer d'affaire, à la faveur d'une Soumiſſion, qui conſiſte en paroles ſans ſens & contraires aux Concluſions Imper. & même à leur conduite journaliere.

Et d'autant que ſelon toutes les Loix de l'Empire, S. A. S a en ſa faveur un *jus quæſitum in rem judicatam* confirmé par une Patente Imper ſuspenduë par un *Concluſum* ulterieur, elle nous a ordonné de remontrer reſpectueuſement à la Commiſſion Imper. & de la ſuplier de rejetter cette Soumiſſion comme venuë trop tard & d'en faire raport dans ce ſens à Sa Maj. Imp.; puisque S. A. S., après avoir été expoſée à tant de vexations, d'embaras inouïs dans l'Empire & de violences malignes, ſe répoſe ſur l'amour de Sa Maj. Imp. pour la Juſtice, qu'en qualité de fidelle Membre de l'Empire, il ſera traité au moins auſſi favorablement que le moindre Sujet, ſelon les Loix de l'Empire, ſavoir que l'on executera les Sentences obtenuës avec tant de peines, de ſoins, d'inquietudes & de fraix & confirmées par l'Empire contre les Sujets déclarez rebelles par Sa Majeſté Imperiale, avec la réſerve expreſſe *exceptionis rei judicatæ*, & nous ferons voir par ſurabondance & en peu de mots que bien loin que cette Soumiſſion ſoit conforme aux Patentes Imperiales, elle leur eſt directement contraire. Quoique nous ſoïons perſuadez que vous l'aurez d'abord reconnu, nous allons cependant l'expliquer en peu de mots.

1. Ces Gens, qui prétendent ſe ſoumettre, n'oſent-ils pas avancer d'une maniere inconcevable dans la Lettre qui accompagne leur Soumiſſion, que le terme fixé pour l'exhibition de leur Soumiſſion a été prorogé? quel Decret en raportent ils?

2. Ils oſent avancer dans la même Lettre que leur profond & ſoumis reſpect pour la Souveraine Jurisdiction de Sa Maj. Imp n'a jamais été interrompu, ce qui leur eſt cependant reproché en face dans les Patentes Imper. du 11. Juin 1723.; 10. Août 1724. 18. Janvier & 9. Juin 1726. par la Concluſion du 4. Octobre 1727. & enfin par la Patente du 13. Sept 1728. où ils ſont déclarez & condamnez comme malicieux contempteurs de la Souveraine Jurisdiction Imperiale. Et s'ils avoient encore quelque reſte de reſpect pour la Souveraine Autorité de Sa Maj. Imp. il leur auroit convenu d'avouër avec un ſincere déplaiſir & demander le pardon du crime qu'ils ont commis contre Sa Maj. Imp. & contre leur Prince; bien loin de ne vouloir ni ſavoir ni avouër que ce crime ne peut ſubſiſter avec le plus ſincere reſpect pour la Souveraine Jurisdiction de l'Empereur. Ainſi ils font ſuffiſamment connoitre quel fond on peut faire ſur leur Soumiſſion; d'où il paroit évidemment,

3. Qu'il n'eſt pas dit un mot ni dans la Soumiſſion ni dans la Lettre y jointe de la Concluſion Imperiale du 4. Oct. 1727, ni de la Lettre que leur a écrite la Commiſſion Subdeleguée, à ce ſujet, le 27. Janv. 1728, ni de la Patente Imperiale expediée en conſequence le 13. Sept. 1728. où il eſt expreſſement ordonné, *in facto ſubmiſſionis effectivè*, une comparution effective, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une Soumiſſion verbale, & qu'ils duſſent perſiſter dans la revolte comme il eſt arrivé, helas! dans les tems paſſez; enſorte que l'on a vû arriver tout ce dont la Ville d'Embden a menacé la Famille Regnante, dont elle reſſent les triſtes effets.

4. Deplus ces Gens ſe mettent peu en peine d'agir d'une maniere directement contraire aux ordres de la Commiſſion confirmez par le Decret Imper. du 13. Sept. puisqu'ils ont fait ſigner leur prétenduë Soumiſ-

ſion,

ANNO 1729.

sion, & osent présenter à la Commission des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieusement dépossez & qu'en conformité des susdits ordres ils auroient dû rétablir dans leurs postes de Conseillers & de Membres des Quarante, ce qui est une résistance la plus opiniâtre.

5. Il est expressément dit dans le Decret Imper. que non seulement les Magistrats & les Quarante, mais même tous les *individua*, & par consequent les Bourgeois de la Ville d'Embden se déclareroient dans la Soumission & obéïssance aux Decrets Imperiaux, puisqu'en cela la Ville d'Embden n'a pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, ensorte que ses Bourgeois, ainsi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magistrature, doivent être soumis aux Decrets de l'Empereur & à sa Souveraine Jurisdiction: ce qui est d'autant plus nécessaire que ces Bourgeois ont pour la plûpart des Biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *retroacta* que la Ville d'Embden comparoissant à la Diète du Païs osa y soutenir que toute Soumission faite par les Habitans hors de la Diète, *individualiter*, soit à la Commission, soit au Prince, étoit nulle & de nulle valeur. Mais le Decret Imper. du 10. Août 1724. rejette expressement cette Maxime, & par conséquent enjoint à chaque habitant du Païs de produire leur Déclaration d'obéïssance; c'est sur ce principe qu'est fondé le *Conclusum* du 4. Oct. 1727. dont la suscription est *à tous ceux des* Individuorum *qui veulent se déclarer pour l'obéissance.* Ce qui est d'autant plus nécessaire aux Bourgeois de la Ville d'Embden, puisqu'autrement les Magistrats établis représentent le Peuple, lorsque les Bourgeois ne peuvent obéir aux ordres ou aux défenses de l'Empereur ou du Prince, sans leur consentement & leur ordre. Ensorte que la subordination entr'eux & la Bourgeoisie va si loin que les Bourgeois préférent les ordres du Magistrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui est contradictoire à la relation qui est entre l'Empereur & le Prince; & particulierement par raport à ce dernier Article, avec le Decret Imperial du 8. Août 1721. adressé à la Ville d'Embden.

6. Cette réflexion a aussi lieu par raport aux Habitans des Seigneuries d'Oldersum, Borssum, Tarssum Widdelswehr, comme aussi Up-& Wolthusen, où lesdits Magistrats pratiquent les mêmes maximes contraires à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont subordonné à leur obéïssance celle qu'ils exigent desdits Habitans pour les Decrets Imperiaux & la veulent régler à leur maniere, ce qui est encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'est pourquoi la Soumission & la Déclaration d'obéïssance doit être exigé nécessairement de tous les individus desdites Seigneuries, puisqu'ils sont réellement convaincus qu'ils doivent obéïr aux ordres de l'Empereur & du Prince préférablement à ceux des Magistrats d'Embden.

7. On doit encore faire une remarque importante par raport à ces Seigneuries, savoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1728. la Commission a sequestré lesdites Seigneuries, délivré les Habitans de leur obéïssance envers la Ville d'Embden, & défendu expressement aux Ministres de recevoir ni ordres ni défenses des Bourguemaîtres ou du Conseil d'Embden, ni même de faire mention d'eux dans les priéres; Sequestre qui est confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1728. Donc c'est une rénitence publique aux ordres de la Commission & aux Decrets Imperiaux, que les Magistrats ayent osé envoyer leur Soumission au nom des susdites Seigneuries, de la possession desquelles ils sont privez.

8. Ajoutons que suivant des avis dignes de foi nonobstant l'Interdiction expresse de tous Conventicules, contenuë dans les Decrets Imperiaux, ils continuent pourtant à Embden dans la prétenduë Commission secrete composée de Gens dépossez de leurs Emplois, sur le recours tant défendu aux Puissances étrangeres qui continuë encore, nonobstant que ce fût le premier Article sur lequel la Soumission devoit s'expliquer.

C'est pourquoi, les choses étant dans cette situation, nous demandons au nom & de la part du Prince nôtre Maître, que la susdite Soumission des Magistrats & du Conseil de la Ville d'Embden soit rejettée absolument, *ob jus quæsitum* pour le maintien des Decrets de l'Autorité Imperiale & des Loix de l'Empire, & que très-humble raport en soit fait en conséquence à la Cour Imperiale. Nous sommes avec &c.

Resolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission. ANNO 1729.

Lundi le 12. *Sept.* 1729.

1. SA Maj. Imp. a declaré le 3. de Mai dernier, pour des raisons importantes, la Soumission des Embdenois suffisante; en conséquence ils jouïront dès ce jour-là de l'effet de l'Amnistie publiée, & au cas qu'il y ait été contrevenu de la part de la Commission ou de celle du Prince, tout sera rétabli *in statu quo*, & comme si la chose n'étoit point arrivée.

2. Il est accordé *ex superabundanti*, à ceux qui ont quelques Griefs à alleguer contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commission, & pour leur donner de nouvelles preuves de moderation & de clemence, le terme de deux Mois, pendant lesquels ils pourront porter devant le Conseil Aulique de l'Empire tous les Griefs particuliers qu'ils croiront avoir, mais à condition que s'ils ne le font pas, il n'y aura plus de delai & lesdits Decrets seront exécutez.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amnistie, que ceux qui seroient convaincus d'avoir eu part à dessein à quelque Homicide personnel, & non pas ceux qui se seroient trouvez dans quelque tumulte où il y auroit eu du sang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a aprouvé ce qui a été proposé par les Députez des Habitans d'Oostfrise touchant l'Indemnisation des pertes qu'ils ont soufertes, & résolu que l'Examen de ces pertes sera continué, mais que l'Exécution sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait sollicité & représenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embaras & rétablir ainsi d'autant plutôt le repos public.

5. Il est ordonné à la Commission Subdeleguée de donner sur tout ses soins à ce que les Créanciers Hollandois soient payez présentement & à l'avenir, de leurs intérêts, suivant les obligations.

6. *Hæc omnia notificentur Cæsareæ Commissioni per Rescriptum.*

Signé,

E. E. v. GLANDORF.

Autre Resolution plus étendue, de Sa Majesté Imperiale. 1730.

Jeudi 30. *Août* 1730.

1. SA Majesté Imperiale prétend ne rien changer aux Points & Articles de la derniere Resolution du 12. Sept. 1729. & la Ville d'Embden & ses Adherans ne doivent pas considerer ladite Resolution comme si les Sentences Imperiales exécutées avant le 3. de Mai 1729. étoient annullées par la production des Griefs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été statué sur lesdits Griefs, mais on s'en tiendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en consequence, tant que l'on n'aura point porté d'autre Sentence sur lesdits Griefs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on entende par-là ce qui a été seulement statué pour punition (& non en vuë d'établir un meilleur ordre dans le Païs & abolir les abus qui se sont introduits,) & qui est entierement annullé, conformement à l'Amnistie publiée, à l'exception expresse de ce qui est r[elatif] à la Caisse d'indemnisation, par raport à ceux [qui] sont intéressez. Deplus il est encore expressém[ent] donné à la Ville d'Embden & à ses Adherans Sou- régler à l'avenir sur leur propre Déclaration & définimission & d'attendre tranquillement la Sent[ence], ce qui tive, de s'abstenir d'avoir recours aux Etr[angers] leur conleur a été si souvent défendu, de contribuer de toutingent dans les dépenses du Païs, de [ne] viennent pas, tes hostilitez, & entreprises qui ne [sont] rs Emplois ceux & par conséquent de rétablir dans [leurs] voir fait ci-devant qui en avoient été dépouillez pou[r] ubler ni inquieter ni leur Soumission, & de ne les [in]ceux qui contrevienaucun autre; les avertissant [que] de l'Amnistie & en sedront à ceci ne jouïront [pas] ront exclus.

D'un

ANNO 1730.

D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompte juſtice ſoit renduë ſur les ſusdits Griefs, à quelle fin lesdits Griefs ſeront ici communiquez, au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans reſpectivement, afin qu'ils donnent leur réponſe, mais ſeulement ſur les points compris dans les Decrets & Reſolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne ſont pas exprimez dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en ſera parlé dans une rémontrance particuliere, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il ſera à cet égard rendu une prompte juſtice.

Au reſte l'Agent du Conſeil Aulique de l'Empire, *Græve*, produira dans 2 Mois un Pleinpouvoir de ſes Principaux dreſſé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui ſera pas permis, ſous les peines déja déclarées, de ſe nommer ni ſigner Procureur des Etats d'Ooſtfriſe; de même l'Agent *Fabricius* produira un Pleinpouvoir accordé par ceux qui ſont autoriſez par lesdits Etats pour l'Adminiſtration des deniers publics.

Quant à la convocation pour aſſiſter à la Diète du Païs, Sa Maj. Imp accorde, par une faveur particuliere, que la Ville d'Embden & ceux qui ne ſont pas expreſſement exclus de l'Amniſtie, ſoient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, ſuivant ſa Soumiſſion & les Decrets émanez, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caiſſe du Païs, & chacun des comparoiſſans remettront aux Subdeleguez une promeſſe par écrit de s'y conduire paiſiblement & avec moderation, bien entendu que ceux qui violeront cette promeſſe ne ſeront plus admis à la Diète

II. Puisque ſuivant la Reſolution Imperiale du 12. Sept. 1729. §. 2. Il eſt permis aux Embdenois & à leurs Adherans de produire les Griefs qu'ils croyent avoir contre les Decrets du Conſeil Aulique de l'Empire; & puisque, *ex ſuperabundanti*, par une faveur ſpeciale de Sa Maj. Imp. il leur eſt encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conſeil Aulique de l'Empire tous lesdits Griefs qu'ils croyent avoir, bien entendu que s'ils n'obéiſſent pas, il ne leur ſera plus permis de le faire après ledit delai expiré, & lesdits Decrets ſeront executez.

Ainſi il eſt ordonné aux Agens du Conſeil Aulique de l'Empire *Græve* & *Hemiſch*, de communiquer à preſent au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Reſolution Imperiale, & il eſt ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs reponſes, mais ſeulement ſur les Articles ſpecifiez dans les Decrets & Reſolutions Imperiales, à ce qui eſt exigé d'eux reſpectivement dans cette Reſolution Imperiale.

III. Il ſera expedié un Decret Imperial aux Etats d'Ooſtfriſe par raport aux ſommes néceſſaires, afin que (ſuivant la propoſition qui leur a été faite dans une Lettre des Commiſſaires Subdeleguez du 13. Decemb. 1729.) ils mettent ordre, ſans delai, à ce que l'on conſente & accorde les ſommes néceſſaires pour les beſoin du Païs, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de ſincere intention & de leur Soumiſſion aux Ordonnances très-gracieuſes & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme auſſi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conſerver le credit, enſorte que perſonne n'ait occaſion de ſe plaindre que l'on manque à une ſatisfaction raiſonnable. Les Etats d'Ooſtfriſe ſuivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj Imper. & en fourniront des preuves ſe rochables dans deux Mois.

V. Quant à l'Intendant Pruſſien des Salines Uffke Barend Smidt, la Reſolution Imperiale eſt que puisque tout ce qui a été ordonné comme punition ſera aboli, comme il eſt déja dit, par raport à ceux qui ſont compris dans l'Amniſtie, par conſequent l'arrêt mis ſur les effets dudit Uffke Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut ſubſiſter, & n'auroit lieu que dans le Cas de reparation des pertes.

Au reſte les Commiſſaires Subdelegués feront ſavoir à combien ſe montent ſes effets, & à combien environ monte ſon contingent pour la reparation des Dommages, afin qu'il ſoit ordonné combien de ſes Effets reſteront arrêtez ſuivant ce qu'il doit contribuer à la Caiſſe d'indemniſation

V. Quant à l'uſage des Sauvegardes Imperiales d'Ooſtfriſe établi dans ce Païs pour maintenir la bonne Juſtice, la Déclaration Imperiale, eſt que s'il arrivoit que dans quelques disputes ou Procès dependant du Conſeil de la Cour, le Prince refuſât d'obéïr aux Déciſions qui auroient force de Sentence (bien entendu que l'on n'étendra en aucune maniere la Juriſdiction, les Privileges du Prince, & ce qui concerne la Regence du Païs & la Police, conformement aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales adreſſées de tems en tems au Conſeil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale ſera obligée, comme il lui eſt ordonné par la preſente, d'en faire l'execution à chaque fois, à la requiſition des Etats du Païs ou de leurs Députez ordinaires & après l'expedition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il eſt repondu à Bernard Henri van Appel que ſa priere d'être compris dans l'Amniſtie Imperiale ne ſera pas reçuë; mais qu'il ſera obligé, ſans plus de delai, de ſe ſoumettre aux recherches à faire par les Commiſſaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches ſera fini & que le raport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale fera ſavoir ſa Reſolution ſur l'adouciſſement de la peine

VII. Quant à Rudolfe van Rheden il eſt déclaré que ſans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amniſtie Imperiale comme les autres Renitens, mais ſous condition expreſſe de s'obliger à contribuer aux indemniſations, & de promettre par avance aux Commiſſaires Subdeleguez qu'il executera toujours fidelement ſa Soumiſſion faite.

VIII. Addo Terborg accuſé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainſi qu'il eſt apparu aux Commiſſaires Subdeleguez, eſt abſent & il n'en ſera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Reſolution Imperiale Leon van Wingeve ſera encore cité & la citation lui ſera inſinuée dans les formes, avec ordre exprès de comparoitre, à ce qu'il ne ſoit pris d'autres Reſolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj. Imperiale a gracieuſement reſolu à l'égard de Habbe Baron de Weſtendorp, que, vû les circonſtances de la choſe, dès-à-preſent ſera annullée la defenſe faite le 16 Septembre 1729. au Receveur general de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Weſtendorp, rien de ſon Capital de 2300. Rixd. qu'il a à pretendre ſuivant l'Affignation expediée par l'Adminiſtrateur des Deniers Publics: & toutes Procedures contre ledit Weſtendorp reſtent ſuſpenduës & la peine de 10. Dalders à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui eſt auſſi remiſe.

XI. Il ſera donné connoiſſance de tout ce que deſſus par un Reſcript aux Commiſſaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformement à la Reſolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été expediez.

Etoit ſigné,

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

ANNO 1730.

D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompte juſtice ſoit renduë ſur les ſusdits Griefs, à quelle fin lesdits Griefs ſeront ici communiquez, au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans reſpectivement, afin qu'ils donnent leur réponſe, mais ſeulement ſur les points compris dans les Decrets & Reſolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne ſont pas exprimez dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en ſera parlé dans une rémontrance particuliere, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il ſera à cet égard rendu une prompte juſtice.

Au reſte l'Agent du Conſeil Aulique de l'Empire, *Græve*, produira dans 2 Mois un Pleinpouvoir de ſes Principaux dreſſé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui ſera pas permis, ſous les peines déja déclarées, de ſe nommer ni ſigner Procureur des Etats d'Ooſtfriſe; de même l'Agent *Fabricius* produira un Pleinpouvoir accordé par ceux qui ſont autoriſez par lesdits Etats pour l'Adminiſtration des deniers publics.

Quant à la convocation pour aſſiſter à la Diète du Païs, Sa Maj. Imp accorde, par une faveur particuliere, que la Ville d'Embden & ceux qui ne ſont pas expreſſement exclus de l'Amniſtie, ſoient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, ſuivant ſa Soumiſſion & les Decrets émanez, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caiſſe du Païs, & chacun des comparoiſſans remettront aux Subdeleguez une promeſſe par écrit de s'y conduire paiſiblement & avec moderation, bien entendu que ceux qui violeront cette promeſſe ne ſeront plus admis à la Diète

II. Puisque ſuivant la Reſolution Imperiale du 12. Sept. 1729. §. 2. Il eſt permis aux Embdenois & à leurs Adherans de produire les Griefs qu'ils croyent avoir contre les Decrets du Conſeil Aulique de l'Empire; & puisque, *ex ſuperabundanti*, par une faveur ſpeciale de Sa Maj. Imp. il leur eſt encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conſeil Aulique de l'Empire tous lesdits Griefs qu'ils croyent avoir, bien entendu que s'ils n'obéiſſent pas, il ne leur ſera plus permis de le faire après ledit delai expiré, & lesdits Decrets ſeront executez.

Ainſi il eſt ordonné aux Agens du Conſeil Aulique de l'Empire *Græve* & *Hemiſch*, de communiquer à preſent au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéïſſans les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Reſolution Imperiale, & il eſt ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs reponſes, mais ſeulement ſur les Articles ſpecifiez dans les Decrets & Reſolutions Imperiales, à ce qui eſt exigé d'eux reſpectivement dans cette Reſolution Imperiale.

III. Il ſera expedié un Decret Imperial aux Etats d'Ooſtfriſe par raport aux ſommes néceſſaires, afin que (ſuivant la propoſition qui leur a été faite dans une Lettre des Commiſſaires Subdeleguez du 13. Decemb. 1729.) ils mettent ordre, ſans delai, à ce que l'on conſente & accorde les ſommes néceſſaires pour les beſoin du Païs, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de ſincere intention & de leur Soumiſſion aux Ordonnances très-gracieuſes & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme auſſi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conſerver le credit, enſorte que perſonne n'ait occaſion de ſe plaindre que l'on manque à une ſatisfaction raiſonnable. Les Etats d'Ooſtfriſe ſuivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj. Imper. & en fourniront des preuves ſe rochables dans deux Mois.

V. Quant à l'Intendant Pruſſien des Salines Uffke Barend Smidt, la Reſolution Imperiale eſt que puisque tout ce qui a été ordonné comme punition ſera aboli, comme il eſt déja dit, par raport à ceux qui ſont compris dans l'Amniſtie, par conſequent l'arrêt mis ſur les effets dudit Uffke Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut ſubſiſter, & n'auroit lieu que dans le Cas de reparation des pertes.

Au reſte les Commiſſaires Subdelegués feront ſavoir à combien ſe montent ſes effets, & à combien environ monte ſon contingent pour la reparation des Dommages, afin qu'il ſoit ordonné combien de ſes Effets reſteront arrêtez ſuivant ce qu'il doit contribuer à la Caiſſe d'indemniſation

V. Quant à l'uſage des Sauvegardes Imperiales d'Ooſtfriſe établi dans ce Païs pour maintenir la bonne Juſtice, la Déclaration Imperiale, eſt que s'il arrivoit que dans quelques diſputes ou Procès dependant du Conſeil de la Cour, le Prince refuſât d'obéïr aux Déciſions qui auroient force de Sentence (bien entendu que l'on n'étendra en aucune maniere la Juriſdiction, les Privileges du Prince, & ce qui concerne la Regence du Païs & la Police, conformement aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales adreſſées de tems en tems au Conſeil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale ſera obligée, comme il lui eſt ordonné par la preſente, d'en faire l'execution à chaque fois, à la requiſition des Etats du Païs ou de leurs Députez ordinaires & après l'expedition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il eſt repondu à Bernard Henri van Appel que ſa priere d'être compris dans l'Amniſtie Imperiale ne ſera pas reçuë; mais qu'il ſera obligé, ſans plus de delai, de ſe ſoumettre aux recherches à faire par les Commiſſaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches ſera fini & que le raport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale fera ſavoir ſa Reſolution ſur l'adouciſſement de la peine

VII. Quant à Rudolfe van Rheden il eſt déclaré que ſans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amniſtie Imperiale comme les autres Renitens, mais ſous condition expreſſe de s'obliger à contribuer aux indemniſations, & de promettre par avance aux Commiſſaires Subdeleguez qu'il executera toujours fidelement ſa Soumiſſion faite.

VIII. Addo Terborg accuſé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainſi qu'il eſt apparu aux Commiſſaires Subdeleguez, eſt abſent & il n'en ſera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Reſolution Imperiale Leon van Wingeve ſera encore cité & la citation lui ſera inſinuée dans les formes, avec ordre exprès de comparoitre, à ce qu'il ne ſoit pris d'autres Reſolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj. Imperiale a gracieuſement reſolu à l'égard de Habbe Baron de Weſtendorp, que, vû les circonſtances de la choſe, dès-à-preſent ſera annullée la defenſe faite le 16 Septembre 1729. au Receveur general de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Weſtendorp, rien de ſon Capital de 2300. Rixd. qu'il a à pretendre ſuivant l'Aſſignation expediée par l'Adminiſtrateur des Deniers Publics: & toutes Procedures contre ledit Weſtendorp reſtent ſuſpenduës & la peine de 10. Dalders à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui eſt auſſi remiſe.

XI. Il ſera donné connoiſſance de tout ce que deſſus par un Reſcript aux Commiſſaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformement à la Reſolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été expediez.

Etoit ſigné,

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

ANNO 1730.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

BSB Bayerische StaatsBibliothek
MDZ Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Dumont, Jean, 1667-1727

Corps Universel Diplomatique Du Droit Des Gens Contenant Un Recueil Des Traitez D'Alliance, De Paix, De Trêve, ... qui ont été faits en Europe, depuis le Regne de l'Empereur Charlemagne jusques à présent ...
Bd.: 8,2

Amsterdam (1731)

2 J.publ.e. 7-8,1/2
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10491306-3
(null)